

L'Évolution intellectuelle féminine

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue publiquement le Jeudi 21 Mai 1931,
à 14 heures*

PAR

Edmée CHARRIER

Avocat stagiaire à la Cour de Paris

Président de Thèse : M. W. OUALID, Professeur

Suffragants... { M. LE FUR } *Professeurs*
 { M. J. BARTHELEMY }

ÉDITIONS ALBERT MECHLINCK

10, Rue Victor-Cousin

PARIS

1931

**L'ÉVOLUTION INTELLECTUELLE
FÉMININE**

L'Évolution intellectuelle féminine

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue publiquement le Jeudi 21 Mai 1931,
à 14 heures*

PAR

Edmée CHARRIER

Avocat stagiaire à la Cour de Paris

Président de Thèse : M. W. OUALID, Professeur

Suffragants . . . { M. LE FUR } *Professeurs*
 { M. J. BARTHÉLEMY }

ÉDITIONS ALBERT MECHLINCK

10, Rue Victor-Cousin

PARIS

—
1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Louis XV, s'adressant à la lectrice de ses filles, l'apostrophait en ces termes :

- « On me dit que vous parlez quatre ou cinq langues?
- Sire, je n'en parle que deux.
- Lesquelles?
- L'anglais et l'italien!
- Les parlez-vous couramment?
- Oui, Sire!!
- En voilà bien assez pour faire enrager un mari! » (1)

Tel est le cas que faisait un roi de France, au XVIII^e siècle, de l'instruction féminine!

En 1849, E. Legouvé, dans son *Histoire morale des Femmes*, écrivait : « Une femme médecin répugne; une femme notaire fait rire; une femme avocat effraye! » (2), traduisant ainsi l'opinion générale de son temps, même celle des femmes.

Aujourd'hui, c'est un droit acquis : la femme a sa part, de jour en jour grandissante, à l'instruction; de même, elle peut exercer la plupart des professions intellectuelles. Ne semble-t-il pas aux jeunes filles qui entreprennent, à l'heure actuelle, les études de médecine et de droit, que la femme médecin, la femme avocat ont de tout temps existé; et plus d'une, sans doute, ne s' imagine pas les difficultés qui se sont dressées devant celles qui ont affronté des débuts extrêmement pénibles, et qu'on a pu justement surnommer les « pionnières ».

Dans cette étude, nous nous sommes proposé d'étudier l'évolution intellectuelle féminine. La première partie de ce travail est consacrée à l'histoire du développement intellectuel de la femme. Celle-ci n'a pas exercé d'emblée les professions qu'elle occupe actuellement. Il a fallu qu'elle con-

(1) Discours de C. Sée, 11 juillet 1880. V. *Revue de l'enseignement secondaire des jeunes filles*, 1891, p. 37.

(2) E. Legouvé, *Histoire morale des femmes*, p. 350.

quière de haute lutte les diplômes qui lui en ouvrirent l'accès, souvent avec peine : ainsi l'entrée des femmes dans les Facultés eut pour corollaire leur demande d'accession aux professions libérales. Possédant les mêmes grades que les hommes, n'était-ce pas une question de justice, qu'on leur donnât à elles aussi la faculté d'occuper les mêmes postes?

A toutes les époques, il y eut des dilettantes dans les lettres, les sciences et les arts; mais les femmes instruites exerçant une profession étaient rares. Ce n'est qu'à partir du dernier quart du XIX^e siècle, en France, que l'instruction féminine s'élargit et s'approfondit; le savoir n'est plus seulement le privilège des nobles et des riches bourgeoises; il se démocratise. Elles sont nombreuses, aujourd'hui, les intellectuelles qui se livrent à une carrière!

Nous avons montré la lente évolution de ce mouvement et l'opinion des littérateurs et des philosophes au sujet du développement intellectuel de la femme. La majorité des auteurs ne consentait qu'à lui confier les soins de la maison, de la « mesnagerie », suivant le mot de Charron.

L'instruction féminine varia chez les peuples civilisés. Au moyen âge, en France, elle fut presque inexistante pour les filles. A l'époque de la Renaissance, elle fut permise à l'aristocratie à la Cour et dans les châteaux. Pendant les XVII^e et XVIII^e siècles, dans les salons demeurés célèbres, précieuses et savantes épurent la langue et façonnent les mœurs. Au XIX^e siècle, quelques féministes réclament pour les deux sexes le droit à la même instruction et l'accès des femmes aux carrières libérales. À la même époque, les physiologistes Sappey, Broca, Manouvrier, Topinard étudient le cerveau féminin, le comparent à celui de l'homme et concluent que la femme est capable, au même titre que celui-ci, de se livrer à des travaux intellectuels. « Manouvrier, écrit le docteur Anthony, a réhabilité le cerveau féminin considéré jusqu'à lui comme inférieur, il est manifestement l'un de ceux qui ont le plus fait pour ouvrir aux femmes les carrières scientifiques, artistiques, libérales et administratives » (1). Con-

(1) *Extrait du Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris, Léonce Manouvrier, 1850-1927. Discours prononcé aux obsèques de M. L. Manouvrier par M. R. Anthony, p. 2. — V. aussi La Française, 1^{er} nov. 1930, De l'égalité intellectuelle des sexes.*

clusion d'une portée inestimable : pendant des siècles, dénaturant la question posée au concile de Mâcon (1), ne s'était-on pas demandé si la femme avait une âme, si elle faisait partie de l'humanité ! Conclusion corroborée par les faits : M. Delacroix, doyen de la Faculté des Lettres à la Sorbonne, répondait, en 1930, à une enquête des *Nouvelles Littéraires* : « Je crois les femmes tout à fait capables de s'élever au même point que les hommes. Car, ce sont surtout des conditions d'ordre social qui ont amené leur infériorité au point de vue du rendement mental. Ces conditions tendent à cesser aujourd'hui. Il faut donc faire crédit aux femmes. J'en vois beaucoup, parmi mes étudiantes, qui me semblent appelées à un bel avenir » (2).

Au XIX^e siècle, les écoles primaires s'organisent. Garçons et filles reçoivent la même instruction à la base. La loi de 1880 crée l'enseignement secondaire pour les jeunes filles, qui différa au début de celui des jeunes gens ; mais l'identification des programmes se poursuit depuis 1924. Pendant le Second Empire, quelques Facultés s'ouvrent aux femmes. De Grandes Ecoles les accueillent également. A l'heure actuelle, les établissements d'enseignement supérieur comptent dans leur effectif un grand nombre d'étudiantes, qui va sans cesse en progressant. Les élèves femmes affrontent avec succès les mêmes examens, les mêmes concours que les étudiants. L'enseignement technique supérieur est accessible aux jeunes filles depuis la guerre. Jusqu'à cette époque, elles ne purent profiter que d'une culture technique élémentaire leur ouvrant seulement des emplois modestes dans le commerce et l'industrie.

Quelques statistiques montreront le nombre et la pro-

(1) Voici les faits, tels que les expose Héfélé (*Histoire des Conciles*, t. III, 1^{re} partie, p. 211-212) d'après Grégoire de Tours (*Hist. Franç.*, t. VIII, CXX) : au concile de Mâcon, un évêque, ayant prétendu que les femmes ne pouvaient pas être appelées *homo* dans tout le sens du mot, fut réprimandé par le concile.

En réalité, la difficulté soulevée ne visait pas l'âme humaine et raisonnable de la femme, mais le nom homme (*homo*) que cet évêque puriste s'étonnait de lui voir attribuer. Il confondait *homo* avec *vir* et on le réfuta avec un raisonnement grammatical et historique, mais pas le moins du monde philosophique.

(2) *Les Nouvelles Littéraires*, 29 mars 1930. J. Larnac, *Les femmes dans la société contemporaine*.

gression des élèves dans les quatre ordres d'enseignement. Nous y joignons quelques tableaux de grades conférés aux femmes.

Dans la deuxième partie de ce travail, nous avons passé en revue les principales professions intellectuelles exercées par les femmes en 1930. Aujourd'hui, on peut dire que « la cause du travail féminin est une cause gagnée » (1). Nombreuses sont les carrières intellectuelles auxquelles les femmes peuvent se livrer. Cependant, observe M. J. Barthélemy, « là où la porte a paru s'ouvrir, on s'est arrangé pour qu'elle ne fût qu'entr'ouverte... » (2). Un rigorisme, qui finira sans doute par céder, lui ferme encore l'accès de quelques situations intellectuelles. « Il faut, dit Mme Brunschvicg, que les femmes puissent en France, comme à l'étranger, être greffiers, avoués, notaires, percepteurs, receveurs, trésoriers-payeurs, contrôleurs des finances, aussi bien que préfets, juges, diplomates, académiciens, voire même conseillers municipaux ou généraux, députés, sénateurs ou ministres. Si l'on sourit encore à cette énumération, on ne sourira plus dans quelque dix ou vingt ans, quand toutes ces fonctions seront le plus normalement du monde occupées par des femmes » (3).

Ce n'est pas par caprice, par mode, que ce mouvement intellectuel se manifeste actuellement. Le travail féminin ne peut plus être considéré comme une fantaisie d'intellectuelles ambitieuses. Il correspond désormais à une nécessité nationale et sociale qui se manifestait déjà avant la guerre et que celle-ci n'a fait d'ailleurs qu'accroître.

Les recensements et les enquêtes montrent d'une façon objective la progression des femmes se livrant à une profession intellectuelle. Nous espérons que les enquêtes auxquelles nous nous sommes livrée avec la plus grande minutie possible, et que les statistiques dressées d'après les renseignements fournis serrent de près la vérité. D'ailleurs, ainsi que le dit M. Priou, « l'intérêt des statistiques réside surtout

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} nov. 1919, R. Thamin, *L'éducation des filles après la guerre*, p. 145.

(2) *La Française*, 15 février 1930, Revue de la presse, *Les injustices de l'Etat masculin*.

(3) *La Française*, 9 mars 1929, C. Brunschvicg, *États Généraux du Féminisme, Le travail des femmes*.

dans les approximations et les comparaisons susceptibles d'être faites » (1).

Une monographie consacrée aux différentes professions intellectuelles dépasserait les limites de ce travail. Quatre d'entre elles nous ont paru cependant devoir être étudiées avec plus de détails : celles de la femme médecin, de la femme avocat, de la femme ingénieur et de la femme professeur d'Université. Ne correspondent-elles pas à quatre stades de l'évolution intellectuelle féminine ? En 1875, la première Française obtint le titre de docteur en médecine ; le 5 décembre 1900, la première avocate prêta serment ; les premières ingénieurs conquièrent leur diplôme vers 1920. Mme Curie, à partir de 1906, fut pendant longtemps la seule femme qui professa en France à l'Université. Depuis 1921, elle a des collègues dans les Lettres, les Sciences, la Médecine et le Droit.

Des documents que les Associations universitaires étrangères ont bien voulu nous communiquer sur ces quatre monographies figurent dans cette étude.

Mais ce mouvement progressif des femmes qui exercent ainsi une profession intellectuelle n'est pas sans avoir une répercussion sur la société. Il donne plein épanouissement au « féminisme », qu'un philosophe moderne, Mlle Zanta, définit : « le développement intégral de l'âme de la femme, grâce auquel elle peut pénétrer dans toutes les sphères d'activité » (2). Il fait prévaloir « la revendication juste et légitime de la femme à ses droits d'être humain » (3). En outre, il enlève au féminisme « tout caractère d'effervescence et de défi » (4).

L'égalité d'instruction, la coéducation suppriment ensuite la cloison étanche qui existait autrefois entre les deux sexes ; jeunes gens et jeunes filles deviennent camarades dans les Facultés, les Grandes Ecoles. Ils ne sont pas rares les mariages qui s'ébauchent entre étudiants et étudiantes d'une même

(1) J. Priou, *Le territoire de la Sarre*, Paris, Berger-Levrault, 1923, p. 61.

(2) L. Zanta, *Psychologie du Féminisme*, p. 86.

Malheureusement le terme *féminisme* revêt une signification péjorative de revendication exagérée ; c'est dans ce sens qu'il est le plus souvent employé.

(3) *Ibid. Id.*, p. 211.

(4) E. Guyot, *L'Université et l'Etat moderne*, p. 126.

promotion ou de promotions différentes. Le travail intellectuel rapprochant les intelligences unit aussi les cœurs... Le mariage est envisagé avec une conception qui diffère de celle d'il y a un demi-siècle.

Enfin, les conséquences du travail intellectuel féminin rejaillissent sur la société tout entière, ainsi que l'a constaté, avec beaucoup de justesse, M. L. Romier, dans son livre récent *Promotion de la femme*. « On croit d'ordinaire, dit-il, que le changement des conditions de vie de la femme n'intéresse que la femme elle-même. C'est une erreur dont les conséquences nuiront de plus en plus à l'équilibre et à l'institution de la famille, si l'on n'y prend garde. A vrai dire, l'avancement de la femme dans l'ordre intellectuel, économique et social, modifie la position relative de l'homme en même temps que celle de la femme. L'homme perd de sa supériorité à mesure que la femme s'élève; il perd de son originalité et par conséquent de son attrait à mesure que la femme acquiert les connaissances, les grades, l'expérience ou les moyens d'action qu'il se réservait naguère » (1).

Dans le courant de notre travail, nous avons tenu à montrer les luttes que durent subir les premières féministes, leur vaillance à toute épreuve. « Aux générations à venir qui s'étonneront, dit Olive Schreiner, de nos luttes passionnées et du pauvre résultat de nos efforts, nous dirons que si nous avons peiné, c'était pour que leur sort fût supérieur au nôtre et qu'elles sachent bien que c'est dans l'espoir de leurs vies plus pleines que nous avons puisé le courage de supporter la futilité des nôtres. Ce qui me console, n'est pas ce à quoi j'ai atteint, mais ce à quoi j'ai aspiré » (2). Qu'il nous soit permis de présenter à ces vaillantes pionnières toute notre reconnaissance et de leur dire notre admiration pour leur grande ténacité.

Membre de l'*Association des Françaises diplômées des Universités* (3), l'idée nous est venue de présenter tout à la fois, en une sorte de synthèse, les persévérants efforts de nos devancières et l'ensemble des résultats qu'elles ont obtenus peu

(1) L. Romier, *Promotion de la femme*, p. 182-183.

(2) Mme de Witt-Schlumberger, *Les idées de Mrs Schreiner sur le travail*, p. 22.

(3) L'Association fondée en 1920 compte un millier de membres; elle tient régulièrement, pendant l'année scolaire, ses séances mensuelles

à peu, et parfois si péniblement. Nous avons pensé aussi qu'il y avait intérêt à y joindre la situation actuelle, brièvement exposée, des conquêtes dues à l'activité intellectuelle féminine dans les divers pays du monde.

Nous remercions M. Oualid, professeur à la Faculté de Droit, membre du Comité d'honneur de l'Association, sous la direction duquel nous avons entrepris cette étude et dont les conseils nous furent d'une aide précieuse au cours de ce travail; — l'Association des Françaises diplômées des Universités, et principalement Mme Octave Monod, présidente, Mmes Cazamian et Thuillier-Landry, vice-présidentes, Mme Puech, présidente du Comité des Relations extérieures, Mme Sanua, directrice de l'Ecole de Haut Enseignement commercial pour les jeunes filles, Mlles Gagnot et Streicher, professeurs; — Mme Brunschvicg, directrice de *La Française*, qui nous autorisa à dépouiller la collection complète du journal auquel nous nous référons très souvent dans cette étude; — Mlle Blanchier, Mmes Darcagne-Mouroux, Edwards-Pilliet, docteurs en médecine, qui mirent à notre disposition de nombreux documents sur la femme médecin; — M^{mes} Dyvrande-Thévenin, Grinberg, Vérone, Vimont-Priou, avocates à la Cour de Paris, et Mmes les Avocates de province, qui nous prêtèrent leur collaboration au sujet de la femme avocat; — Mlle Boutaricq, Mme Graff, ingénieurs des Arts et Manufactures, et Mme Kahn-Schrameck, ingénieur des Mines de Saint-Etienne, qui nous fournirent de nombreux renseignements sur la carrière d'ingénieur; — Mlles Bianquis, Condat, Mmes Curie, Lagarde, Ramart-Lucas, Mlles Sjoestedt et Villard, qui nous documentèrent sur leur situation à l'Université; — Mmes Malaterre-Sellier, Pichon-Landry, etc...

C'est aussi avec la plus grande reconnaissance que nous remercions MM. les Bâtonniers des Cours d'Appel et des Tribunaux de province, qui voulurent bien nous renseigner au

dans les salons du Club américain de la paisible et si provinciale rue de Chevreuse (Paris)

Elle a pour but : 1° d'établir des relations entre les femmes qui ont bénéficié de l'enseignement universitaire; 2° de fédérer les sociétés françaises des femmes universitaires ou artistes; 3° de servir de lien entre elles et la Fédération internationale des femmes diplômées des Universités (F.I.F.D.U.).

sujet des femmes inscrites à leurs barreaux; — M. Priou, docteur en droit, avocat à la Cour de Paris; — MM. les Directeurs des quatre ordres d'enseignement au Ministère de l'Instruction publique; — M. Bouglé, professeur à la Faculté des Lettres, directeur-adjoint de l'École normale supérieure, directeur du *Centre de Documentation sociale*; — M. Rayizé, agrégé de l'Université; — M. Marichal, conservateur aux Archives nationales; — M. le docteur Hahn, bibliothécaire à la Faculté de Médecine de Paris; M. Calot, conservateur à l'Arsenal; M. Gardère, Mlles Nicol et Jacquin, bibliothécaires à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, qui nous facilitèrent notre travail bibliographique; — MM. les Secrétaires des Facultés de Paris, qui voulurent bien nous autoriser à dépouiller les archives de leurs Facultés; MM. les Secrétaires des Facultés de province, qui nous envoyèrent quelques documents sur les études féminines dans leur Université; — MM. les Directeurs et Secrétaires des Grandes Ecoles et Instituts, qui nous fournirent des renseignements au sujet des élèves femmes de ces établissements, etc.; — enfin les Associations universitaires étrangères, qui nous transmirent des documents sur le travail intellectuel des femmes de leurs pays.

PREMIÈRE PARTIE

PREMIÈRE PARTIE

**DU DÉVELOPPEMENT INTELLECTUEL
DE LA FEMME**



« A conditions égales, égal accès au savoir et aux grades. La médaille que l'Université de Paris a fait graver par Chaplain en 1895, et à l'empreinte de laquelle sont scellés ses diplômes porte à droite et à gauche d'une figure centrale personnifiant la science, un jeune homme en costume de laboratoire, et une jeune fille. Ce n'est pas simplement un symbole, c'est l'expression d'un fait. »

L. LIARD, *L'Université de Paris*,
p. 34.

AVANT-PROPOS

Le développement intellectuel de la femme a beaucoup varié suivant les peuples et suivant les époques.

Désir de se perfectionner, tendance à affirmer leur personnalité et leur prestige dans la famille, préoccupation d'égaliser les hommes par un sentiment naturel d'équité : tels furent les principaux mobiles qui poussèrent les femmes vers une culture intellectuelle plus élevée, culture souvent entravée ou combattue à la fois par la légende d'Eve qui frappa le sexe féminin d'un sceau indélébile d'infériorité et de sujétion à l'homme, et par la tradition, hostile pendant des siècles à l'émancipation de la femme, à son accession aux professions libérales et aux emplois publics.

Malgré ces influences diverses, les femmes réussirent à acquérir quelque culture intellectuelle, à occuper un certain rang dans la société. En général, les historiens et les philosophes ont observé que la condition sociale des femmes constitue le meilleur critérium pour juger de l'état réel d'une civilisation donnée. Durant toute la période de progrès, l'histoire nous montre que la situation des femmes a toujours été en se rapprochant de celle des hommes et qu'ainsi se trouvait de plus en plus atténuée la différence sociale entre les deux sexes. « L'extension des privilèges des femmes, a dit Fourier, est le principe général de tous les progrès sociaux » (1). « L'expérience nous apprend, rapporte Stuart Mill, que chaque pas dans la voie du progrès a été invariablement accompagné d'une élévation d'un degré dans la position sociale des femmes » (2). « Le degré de civilisation d'un peuple, constate Bebel, se mesure le mieux à la situation que la femme y détient » (3).

L'histoire apporte cependant des exceptions à cette thèse (4).

(1) Fourier, *Théorie des quatre mouvements et des destinées générales* (1808, Edit. princeps), p. 180.

(2) Stuart Mill, *L'assujettissement des femmes*, p. 49.

(3) Bebel, *La femme dans le passé, le présent et l'avenir*, p. 71.

(4) V. p. 17.

CHAPITRE PREMIER

DE L'ANTIQUITÉ A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

I. *L'Antiquité.* — L'Égypte — L'Orient — La Grèce — Rome — Le Christianisme.

II. *Le Moyen Âge.* — L'éducation féminine. 1° Education monastique — 2° Education mondaine — 3° Education populaire — Les adversaires et les partisans de l'éducation féminine au moyen âge — Professions intellectuelles exercées par les femmes à cette époque.

III. *La Renaissance.* — La Renaissance latine et grecque — L'éducation de la jeune fille du peuple et de celle des classes supérieures — L'instruction féminine jugée par les esprits lettrés de cette époque — Professions intellectuelles exercées par les femmes pendant la Renaissance.

IV. *Le XVII^e siècle.* — Les femmes à la Cour et dans les salons — L'instruction de la jeune fille de haut rang et de celle du peuple — La question de l'éducation intellectuelle féminine au XVII^e siècle — Professions intellectuelles exercées par les femmes à cette époque.

V. — *Le XVIII^e siècle.* — Le développement de l'instruction populaire. Petites écoles et congrégations enseignantes. L'éducation des femmes cultivées de ce temps — Les partisans et les adversaires de l'égalité d'instruction de l'homme et de la femme — Les revendications des femmes au XVIII^e siècle — Professions intellectuelles exercées par les femmes à cette époque.

I. — L'Antiquité

L'ÉGYPTE

Chez l'un des plus anciens peuples civilisés (1), les Égyptiens, on constatait, dès l'époque la plus reculée, que dans la

(1) Il semble, d'après les historiens, qu'il y a une époque antérieure à toute civilisation où ni les lois, ni les mœurs ne régissaient les rapports entre les deux sexes. Pendant cette phase qui précéda l'époque patriarcale, dont il va être question plus loin, les femmes indépendantes des hommes, parfois plus puissantes que ces derniers, se livraient aux travaux masculins; elles faisaient la guerre notamment.

famille, la femme était l'égale de l'homme, la fille l'égale du fils, la sœur l'égale du frère (1). « Lorsque la famille était souveraine, comme dans l'époque patriarcale, dit M. P. Gide, l'influence de la femme était considérable : lorsque le père de famille était pontife et roi, la mère ou l'épouse, elle aussi, était prêtresse et reine, et ces liens inflexibles qui l'unissaient si étroitement au chef de la maison, en enchainant sa liberté, l'associaient en même temps à tous les honneurs et à tous les pouvoirs » (2). La tradition nous rapporte que les femmes égyptiennes pouvaient être médecins, avocats, même générales et gouverneurs de province... Mais ces intellectuelles n'étaient qu'une minorité. Un historien du féminisme, M. L. Abensour, nous relate l'existence d'une certaine Amten qui vivait cinq mille ans avant Jésus-Christ et dont la carrière ferait envie à plus d'une femme du xx^e siècle. « Amten est une fille de la bourgeoisie. Son père, maître scribe, la fait entrer dans l'administration royale. La voilà rédactrice à un ministère. Intelligente et remarquée par ses chefs, elle gravit tous les échelons de la hiérarchie, elle quitte l'administration centrale pour devenir sous-gouverneur de province.

« Dans le district qu'elle gouverne, ses talents se révèlent éminents. Le Pharaon la distingue et lui donne un brillant avancement. La voilà monarque, c'est-à-dire préfet de Crocodilopolis. Les fonctions civiles n'étant pas rigoureusement séparées des fonctions militaires, la préfète devient bientôt générale et « commandante des portes de l'Occident ». Sans nul doute elle se montra à la hauteur de sa tâche nouvelle, et la hiérarchie militaire elle-même lui réserve de nouveaux honneurs. Placée à la tête d'une importante province, elle a sous sa direction toutes les troupes garnissant les frontières de la Basse-Egypte. Elle dut brillamment défendre ces frontières contre les pillards du désert : pourvue par la grâce royale d'un riche fief, seigneur de forts châteaux et de terres fertiles, elle mourut comblée d'honneurs » (3).

Et ce n'est pas seulement dans l'Egypte des Pharaons, mais dans la Grèce au temps d'Homère, la Judée à l'époque de Salo-

(1) Y. G. Paturet, *La condition juridique de la femme dans l'ancienne Egypte*, p. 6.

(2) P. Gide, *Etude sur la condition privée de la femme*, p. 45-46.

(3) L. Abensour, *Histoire générale du Féminisme*, p. 23.

mon, la Rome sous les Tarquins, que l'on trouve la parfaite égalité entre les deux sexes.

En Chaldée aussi, la femme était reine, prêtresse et jouissait de la plénitude de ses droits civils.

La Chine, l'Inde, la Perse avaient leurs politiciennes et leurs femmes de lettres.

Mais le rôle prépondérant que jouait la femme ne devait pas éternellement durer; car, ajoute M. P. Gide, « le jour où un pouvoir public s'est fondé, où le souverain domestique a dû abdiquer devant un monarque, la femme a été déchue du même coup. Le régime despotique, qui semblait l'affranchir, l'a en réalité frappée d'impuissance » (1).

Considérée comme un être de nature inférieure, assimilée à l'enfant et à l'esclave, la femme, malgré les lois qui la protégeaient, devint l'objet à la fois de pitié et de mépris. « L'esclave n'a pas de volonté, disait Aristote; l'enfant en a une, mais incomplète; la femme en a une, mais impuissante » (2). La civilisation, telle qu'elle s'est développée en Orient et en Grèce, apparaît antiféministe : la femme va être reléguée au harem et au gynécée. Son infériorité intellectuelle l'écartera de toute échange de pensées avec les hommes. — « Quelle est la meilleure femme, dit Périclès ? — Celle dont on parle le moins. »

A Rome, ainsi que nous le verrons plus loin, l'Empire battit en brèche le régime patriarcal et des incapacités nouvelles édictées contre les femmes apparurent.

A l'inverse des pays voisins, l'Egypte vit se perpétuer ses vieilles traditions relatives au sexe féminin. A l'époque romaine et même sous la domination arabe, la femme égyptienne fut entourée de plus de considération et jouit d'une capacité juridique plus élevée que celle des autres peuples.

L'ORIENT

Dans la législation panthéiste de l'Inde où tout est considéré comme divin, la femme était divinisée (3) : « Ne frappez pas, même avec une fleur, une femme chargée de fautes », lit-on

(1) P. Gide, *ouvr. cit.*, p. 46.

(2) Aristote, *Polit.*, I, 5 (13).

(3) V. Lois de Manou, II, 138, 139; III, 55, 56, 60; IX, 26, 45, 101.

dans la loi de Manou. Mais la même loi la ravale et la dégrade : « Les femmes sont avides de plaisirs, capricieuses d'humeur, sans affection naturelle, elles sont privées de la connaissance des saintes lois et des prières, elles sont la fausseté même. Tel est le caractère qui leur a été donné au moment de la création par le Seigneur des créatures (1) ». La femme, dans l'Inde, était exclue des cérémonies religieuses et des offices civils. Incapable durant toute sa vie, sa mission, aux yeux du législateur, consistait avant tout à donner à l'homme une nombreuse postérité.

En Judée, « la constitution presque républicaine, promulguée au pied du Sinaï n'étouffa point, sous la pression d'un pouvoir central, l'indépendance des tribus patriarcales » (2). Le despotisme oriental fut tempéré, plus tard, en Palestine, par la foi religieuse : le seul roi, pour les Juifs, c'était l'Eternel. La constitution de la famille, sous l'influence de ce principe, était empreinte de libéralisme. Si son chef disposait encore de la toute puissance des temps patriarcaux, cette puissance s'alliait avec la tendresse et la douceur ; la mère exerçait sur ses enfants une autorité presque égale à celle du chef de famille. « Ecoute, mon fils, les conseils de ton père, mais n'oublie pas l'enseignement de ta mère » (3). Hommes, femmes et enfants étaient tenus d'assister aux lectures publiques de la loi (4).

Mais la Judée ne fut pas, elle aussi, sans subir l'influence orientale : le législateur hébraïque, considérant la femme comme inférieure à l'homme par sa nature morale, rejette son témoignage en justice comme indigne de créance, et ne lui permet de s'engager, même par son serment ou par son vœu, qu'avec l'autorisation de son père ou de son époux. Toute la destinée de la femme se réduisait à assurer le plus d'enfants à la famille et à l'Etat. Elle était exclue des fonctions sacerdotales et judiciaires (5). D'après le Talmud pourtant, certaines femmes juives s'illustrèrent dans la théologie, les lettres, les sciences, les arts, la poésie, la politique et le droit. La prophé-

(1) V. Lois de Manou, II, 67.

(2) P. Gide, *ouvr. cit.*, p. 59.

(3) Proverbes, I, 8.

(4) Deutéronome, XXXI, 12.

(5) V. M. Kidouschin, I, 8; — M. Sebahim, III, I; — T. Nidda, 50, a.

tesse Débora remplit même les fonctions de juge pendant quarante années. « Assise sous un palmier, dit l'Écriture, tout le peuple d'Israël venait en jugement devant elle. » Aussi courageuse que sage, elle savait dans les combats, par sa valeur et sa prudence, conduire son peuple à la victoire (1).

LA GRÈCE

En Grèce, lorsque le gouvernement de la cité succéda à la puissance de la famille patriarcale, lorsque le droit public absorba le droit privé, la femme subit une déchéance profonde qui devait s'accroître de jour en jour. Lors de la civilisation classique (2), il faut distinguer la Spartiate, cette « Anglo-Saxonne de l'Antiquité » (3), dont l'influence fut considérable dans la famille et dans la cité, et l'Athénienne dont « l'assujettissement apparaît aux modernes la loi du monde hellénique tout entier » (4). Tristement reléguée au gynécée, où seuls les proches parents avaient le droit de pénétrer, son rôle dans la maison est assez effacé et son influence au dehors presque nulle. On inculquait à la jeune fille, dès sa plus tendre enfance, comme principe directeur pour toute sa vie, « à ne parler, n'entendre et ne voir que le moins possible » (5). Pour toute science, on lui demandait de savoir chanter et danser pour figurer dans les chœurs lors de la fête des Panathénées. Toute instruction était jugée superflue ; la femme grecque ne prenait pas part aux délibérations de l'Agora, aux entretiens philosophiques. Ainsi, remarque M. P. Gide, « tous les progrès de la civilisation, loin d'être favorables à la femme, ne faisaient en quelque sorte que tourner contre elle : plus les lumières augmentaient autour d'elle, plus ses ténèbres devenaient profondes ; plus l'homme s'élevait au-dessus d'elle, plus elle semblait déchoir » (6). Et pourtant, il y eut de brillantes exceptions. La tradition historique a conservé les noms

(1) Riballier, *De l'éducation physique et morale des femmes*, p. 215-216.

(2) Dans les temps héroïques il y a identité de culture intellectuelle pour les deux sexes.

(3) L. Abensour, *Histoire générale du Féminisme*, p. 46.

(4) Ibid., *id.*, p. 48.

(5) Xénophon, *Economique*, III 13 ; VII 5, 14. Cité dans P. Gide, *ouvr. cit.*, p. 75.

(6) P. Gide, *ouvr. cit.*, p. 75.

de quelques femmes poètes ou philosophes : Corinne et Myrtis, rivales de Pindare, Télésilla, Clitagora, Cléobuline, Erinne et la plus célèbre de toutes, Sapho de Lesbos, les pythagoriciennes Théano, Melissa, Myia, Périclione, les deux platoniciennes Lasthénée de Mantinée, Axiothée de Phlias.

Les femmes des classes pauvres n'étaient pas soumises à des mœurs aussi sévères et quelques-unes d'entre elles purent exercer la médecine.

Il y a divergence entre les philosophes sur le point de savoir s'il faut donner à la femme le même développement intellectuel qu'à l'homme. Tandis que Xénophon et Aristote soutiennent le principe traditionnel de l'infériorité de la femme, et n'envisagent pour elle que le rôle de mère de famille et de ménagère industrielle, d'autres penseurs vont s'enhardir et demander pour la femme le droit à la même culture intellectuelle que recevait l'homme. Platon, dans la *République*, réclame pour les deux sexes, qu'il juge égaux, une instruction identique et l'accès aux mêmes professions. Au IV^e siècle avant J.-C., deux Stoïciens, Cléanthe et Musonius, enseignaient qu'il fallait donner aux filles la même éducation qu'aux garçons et apprendre à la femme comme à l'homme l'étude de la philosophie.

Près de la femme des classes élevées, dont l'ignorance est article de foi, la courtisane se livre aux plus hautes études et triomphe intellectuellement. Un orateur grec le dit expressément : « Nous avons des courtisanes pour chercher auprès d'elles les agréments de la vie..., des épouses pour avoir des enfants légitimes et établir dans notre maison une gardienne fidèle... » (1). C'est à la femme grecque, par excellence, que s'applique le mot de Proudhon : « Ménagère ou courtisane ».

Aspasie est la plus célèbre de celles qui brillèrent à Athènes. Douée d'une intelligence supérieure, versée dans les belles-lettres et la philosophie, elle rendit son nom immortel. Sa maison était une académie ouverte aux penseurs de ce temps. Ce fut elle qui enseigna à Socrate la rhétorique et la politique. Devenue l'épouse de Périclès, l'on disait communément, de son temps, que c'était grâce aux conseils et aux vastes con-

(1) Lallier, *De la condition de la femme dans la famille athénienne aux V^e et VI^e siècles*, p. 14.

naissances de la belle Aspasia qu'étaient dûs les grands succès de son mari en période de paix et en période de guerre (1).

ROME

A Rome, l'organisation toute patriarcale de la famille survécut plus longtemps qu'en Grèce. Dans la Rome des Fabius et des Catons, c'étaient encore les mêmes mœurs familiales qu'au temps des patriarches. Les femmes étaient les égales en dignité de leurs maris (2), vivaient dans l'atrium, dirigeaient leurs esclaves, s'occupaient de l'éducation de leurs enfants; à l'inverse des Grecques, des Athéniennes surtout, elles élevaient leurs fils jusqu'à l'adolescence et elles étaient capables de remplir cette tâche. Cela tenait à la grave idée que les Romains se faisaient du mariage : la fusion de deux vies, comme le définissait la loi elle-même, « consortium omnis vitæ individuae vitæ consuetudo » (3).

La femme romaine pouvait assister aux fêtes, aux repas, au théâtre. A cette époque, on la rencontrait rarement sur la place publique. « Aussi sédentaire par vertu que la femme grecque l'était par contrainte, sa place habituelle était près du foyer domestique » (4).

Lors de la première guerre punique, un changement se produisit dans les mœurs. La femme sortit de l'atrium et revendiqua le droit de donner son avis sur les questions qui l'intéressaient. Peu à peu, elle secoua le joug des anciens principes. Le foyer au temps de César n'était plus un sanctuaire. Aux derniers siècles de la République et sous l'Empire, la femme tint une place considérable dans la société, mais y jeta l'agitation et le désordre, étant donnée l'indépendance que lui laissaient les lois. L'émancipation féminine aurait été com-

(1) L'histoire lui attribue un des plus beaux discours de Périclès, celui prononcé pour honorer la mémoire des citoyens d'Athènes morts dans la guerre contre les Samiens.

(2) « *Ubi tu Gaius, ibi ego Gaia* ». Là où toi, tu es maître, moi je vais être maîtresse. Telles étaient les paroles sacramentelles que la mariée adressait à l'époux au moment de franchir le seuil de sa nouvelle demeure. Cité dans P. Gide, *ouvr. cit.*, p. 110.

(3) *Digeste*, XXIII².

(4) P. Gide, *ouvr. cit.*, p. 109. On lit sur les inscriptions tumulaires : « *lanifica, pudica, domiseda* » ; — « *Domum servavit, lanam fecit* », cité dans P. Gide, *ouvr. cit.*, p. 109, note 1.

plète si le législateur, dans l'intérêt des mœurs, n'avait établi des incapacités nouvelles à la place de celles dont l'ancien droit avait frappé la femme.

A Rome, il y avait pour les garçons et pour les filles, coéducation et identification des programmes. Au 1^{er} siècle de l'Empire, philosophes et penseurs admettaient l'égalité intellectuelle des sexes. Sénèque dédia quelques-unes de ses plus belles œuvres à des femmes, telles que Marcia, Helvia. Il affirme nettement que la femme peut et doit recevoir le même développement intellectuel que l'homme, et que, par suite, la même instruction lui convient. Plutarque partage une opinion semblable et juge que la philosophie sera pour la femme un « lest solide » (1) dont elle a besoin autant que l'homme, et qu'il y aurait à la fois injustice et imprudence à lui en refuser l'étude.

Les filles plébéiennes fréquentaient, pendant les cinq premiers siècles, les mêmes écoles que les garçons, et le même maître leur distribuait le même enseignement. Si, par la suite, il y eut des écoles spéciales pour les garçons, les écoles mixtes ne disparurent pas pour cela. Au temps de Martial, on en trouvait encore.

Riche, la jeune fille était élevée à la maison avec son frère et recevait les leçons des mêmes précepteurs (2). Lire, écrire, calculer, chanter quelques poésies sacrées et primitives, comme les chants des prêtres Arvales et des prêtres Saliens, voilà en quoi consista l'instruction des premiers siècles. Mais 250 ou 200 ans avant notre ère, le programme s'élargit : les études littéraires prirent une certaine place dans l'éducation des enfants des deux sexes et formèrent toute une lignée de femmes instruites : Cornélie, mère des Gracques; la fille de Lélius; celle d'Hortensius; la femme de Pompée; Cœrellia, l'amie de Cicéron. A partir du premier siècle, on en compta un grand nombre; ce furent entre autres : Livie, Agrippine,

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 15 août 1912, R. Pichon, *La question féministe dans l'ancienne Rome*.

(2) Ces précepteurs, pour la plupart des esclaves lettrés, étaient très recherchés : l'un d'eux fut payé une somme équivalant à 40.000 francs de notre monnaie par Quintus Catulus. Sous l'Empire apparurent des esclaves lettrées femmes. Leur valeur vénale était moins élevée : 1450, 190, 36 francs de notre monnaie actuelle, telles furent quelques estimations.

la femme de Sénèque. L'étude de la philosophie en attira beaucoup : il était de bon goût pour une femme du monde, d'avoir près d'elle, sur des coussins de soie, des ouvrages philosophiques, surtout ceux des stoïciens; au besoin, elle ne reculait pas devant la *République* de Platon.

L'étude du droit et de la médecine tenta aussi les femmes romaines. Les professions d'avocat et de médecin étaient libres et ouvertes à tous les individus sans condition de capacité aucune : elles purent donc les exercer (1). Près de certaines femmes avocats, médecins, avoués, procureurs, on trouve la femme d'affaires qui aime à spéculer (2), et la femme banquier jusqu'à ce qu'un texte prohibitif (3) lui eût interdit cette profession. Quelques Romaines s'occupèrent de peinture, de poésie, de théâtre. Parmi celles qui laissèrent un nom célèbre dans les sciences et les lettres se trouvent Pamphila, Hypathie (370-415), qui enseignait à Alexandrie les mathématiques et la philosophie dans la chaire qu'avait occupée Plotin. Vers la même époque, Asclépigénie professait à Athènes la philosophie socratique. Euchrotia, qui vivait à Bordeaux au temps d'Ausone, fut appelée par les historiens, « l'Hypathie des Gaules ».

D'une façon générale, on peut dire que toutes les professions étaient accessibles aux Romaines, sauf les fonctions publiques, dont un texte formel les excluait : « *Feminæ ab omnibus officiis civilibus vel publicis remotæ sunt, et ideo nec iudices esse possunt, nec magistratum gerere, nec postulare, nec pro alio intervenire, nec procuratores existere* » (4). Deux motifs expliquent cette exclusion : la femme ne doit pas paraître en public, car une pudeur naturelle l'écarte de toutes les fonctions pouvant la mettre en rapport avec les hommes. La femme ne peut, en sa qualité de femme, remplir un office viril.

(1) V. *La femme médecin, et La femme avocat*.

(2) V. L. Abensour, *Histoire générale du féminisme*, p. 69-70. Téréntia, « l'acariâtre épouse de Cicéron », est le type par excellence de ces brasseuses d'affaires.

(3) *Digeste*, Titre : de Edendo, L. 12, L. III, Titre 13, « *Feminæ remotæ videntur ab officio argentarii.* »

(4) Loi 2, Dig. L. 17. *De diversis regulis juris antiqui*.

LE CHRISTIANISME

Une doctrine qui aurait été décisive au point de vue de l'émancipation féminine, si elle n'avait pas été influencée presque aussitôt née, par le droit canonique et le droit romain, est celle du Christianisme.

Le Christ releva la femme de sa condition de satellite de l'homme, que la Genèse lui avait assignée (1). Il fut le premier à proclamer l'égalité des sexes : « Il n'y a plus maintenant ni Juif, ni Grec, ni esclave, ni libre; ni homme, ni femme, mais vous n'êtes tous qu'un en Jésus-Christ » (2). — Dieu a fait d'un seul sang tout le genre humain » (3).

C'est à une femme, la Samaritaine, que le Christ s'annonce pour la première fois comme le Messie et qu'il révèle l'essence toute spirituelle de sa doctrine. Il excite en elle la soif de l'infini et de l'éternel, « aquæ salientis in vitam æternam » (4).

Les femmes se joignent aux hommes pour accompagner le Christ dans ses prédications. Il est question dans l'Evangile selon saint Mathieu de ces nombreuses femmes qui avaient suivi Jésus, en le servant, depuis la Galilée.

On aurait pu croire que cette égalité de l'homme et de la femme proclamée par le Christianisme eût conduit à une assimilation juridique des sexes, à la libre évolution intellectuelle de la femme vers des occupations conformes à ses goûts, à son accès à toutes les professions, mais il n'en fut rien. Les esprits n'étaient pas préparés à ce changement soudain. Le principe posé par le Christ resta dans la pratique lettre morte. Peut-on dire même que de nos jours il soit appliqué dans toute son ampleur?

Le droit canonique présente des différences notables avec les coutumes de l'Eglise primitive : à l'exemple du droit romain, il prononce l'exclusion de la femme de tous les offices qualifiés autrefois *virils*; influencé par la tradition païenne, et plus rigoureux que les lois de Rome, il lui interdit même de déposer en justice et tient son témoignage pour indigne de foi.

Aux yeux des Pères de l'Eglise, la femme n'est pas seule-

(1) *Genèse*, III, 16.

(2) *Epître aux Galates*, III, 28.

(3) *Actes des Apôtres*, XVII, 26.

(4) *Saint Jean*, ch. IV, 1-29. V. aussi *Semaine sociale de Nancy*, 1927, *La femme dans la société moderne*, p. 491.

ment inférieure moralement, subordonnée à l'homme, mais encore un être pervers, malicieux, haïssable ; ces épithètes s'adressaient toutefois moins aux femmes honnêtes qu'aux nombreuses courtisanes qui vivaient dans les villes à moitié converties au christianisme, dans l'Alexandrie de la fin du II^e siècle, à Antioche, à Constantinople où la richesse avait engendré le luxe, l'amollissement des caractères et la dépravation des mœurs.

Les Pères de l'Eglise ne négligèrent pas pourtant le développement intellectuel de la femme, un des auxiliaires les plus dévoués et les plus puissants du Christ. Ils furent des maîtres de pensée et des directeurs de conscience. Les écrits de saint Clément d'Alexandrie, de saint Basile, de saint Grégoire de Nazianze, de saint Augustin ne s'adressent pas moins aux jeunes filles qu'aux jeunes garçons.

Marcella, Paula, Eustochium, Læta, Albine, qui forment une savante congrégation de femmes du monde, correspondent avec saint Jérôme. « On me reproche, disait-il, de m'occuper plus volontiers de l'instruction des femmes que de celle des hommes. Si les hommes venaient à moi pour se faire instruire, je n'aurais pas à parler aux femmes » (1). C'est à ces femmes instruites qu'il dédia ses opuscules d'exégèse et de controverse.

Les « Lettres » à Læta sur la manière d'élever sa fille (2) et « à Gaudentius sur l'éducation de la petite Pacatula » (3) sont empreintes du plus pur ascétisme religieux : que la jeune fille se soustraie à la société et à la vue des hommes. Vie comparable par son austérité à celle du gynécée païen, mais remplie par l'étude et la prière. L'éducation intellectuelle féminine était élevée, mais dirigée exclusivement vers la religion : la Bible, les livres des Prophètes et des Rois, les œuvres de Cyprien et d'Athanase, les épîtres de saint Hilaire formaient le fond des lectures habituelles des femmes chrétiennes de ce temps-là. A l'étude de la langue maternelle, les plus lettrées joignaient la culture latine pour que leur langage restât pur ; la langue grecque, afin de pouvoir remonter pour les Evan-

(1) V. P. Rousselot, *Histoire de l'éducation des femmes en France*, t. I, p. 11.

(2) Hieron, *Ad Lætam de institutione filiæ*.

(3) Hieron, *Ad Gaudentium de Pacatulæ infantulæ educatione*.

giles au texte grec; l'hébreu pour aller puiser à la source même.

Les Pères de l'Eglise grecque tiennent le même langage que les Pères de l'Eglise latine. Saint Jean Chrysostome critique l'éducation qu'on donne aux jeunes filles, qui les rend le plus souvent coquettes et vaniteuses et « les fait ressembler à des courtisanes plutôt qu'à d'honnêtes femmes » (1).

II. — Le Moyen Age

L'ÉDUCATION FÉMININE. 1° ÉDUCATION MONASTIQUE

La Gaule, avant la conquête définitive des Francs et jusque sous les premiers Mérovingiens, bénéficia de la civilisation romaine.

Les écoles publiques et privées étaient très nombreuses et ouvertes aux élèves des deux sexes. Instruites, les femmes pouvaient assister aux conférences littéraires et quelquefois théologiques qui se tenaient dans les bibliothèques des châteaux. Sidoine Apollinaire nous fait la description d'une bibliothèque de son temps. Elle comprenait trois séries d'ouvrages : livres de piété à l'usage du sexe dévot, livres de littérature réservés aux hommes, enfin livres communs aux personnes des deux sexes. On y remarquait, parmi ces derniers : saint Augustin, Prudence, Origène de la Version de Rufin, Varron, Horace (2).

Pendant la plus grande partie du moyen âge, du v^e au xii^e siècle, l'Eglise eut le monopole de l'instruction qu'elle distribua dans les écoles épiscopales et monastiques. A partir du vi^e siècle, il n'y a plus trace des écoles civiles de la Gaule. Les monastères étaient des foyers de culture intellectuelle où de savantes religieuses cultivaient les lettres divines et humaines et instruisaient les jeunes filles destinées à prendre le voile. Elles y apprenaient la lecture, l'écriture, le chant, le comput, l'écriture sainte, les Pères et les écrivains ecclé-

(1) Sanct. Joanni^s Chrysostomi, *De educandis pueris liber aureus*. V. P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. I, p. 14.

(2) La bibliothèque « qu'avait Tonance Ferreol dans sa belle maison de Prusiane, sur le bord de la rivière du Gardon, entre Nîme et Clermont, en Auvergne ». V. *Histoire littéraire de la France*, t. II, p. 41.

siastiques, le dessin, la peinture, quelques notions de médecine et de chirurgie. On enseignait également les sept arts libéraux qui peuvent être considérés comme l'enseignement secondaire du moyen âge et qui étaient distribués en deux cours d'études : le Trivium et le Quadrivium. Ce n'est qu'à partir du règne de Charlemagne, ainsi que l'a observé M. Maître, que les séculières furent admises dans les écoles monastiques.

Quelques documents nous renseignent sur l'instruction des novices : saint Césaire, évêque d'Arles, veut que les religieuses du monastère qu'il avait fondé, apprennent toutes les lettres (omnes litteras discant) (1), que tous les matins, elles consacrent deux heures à la lecture. Dans une autre règle, dont le nom de l'auteur est inconnu, il est fait aussi des recommandations aux religieuses sur la façon d'élever les jeunes filles, elles doivent être exercées de bonne heure à la lecture (habeant lectionis usum) (2).

L'histoire a conservé les noms de quelques abbesses célèbres en France et à l'étranger : au VI^e siècle, sainte Rusticule, dans le monastère d'Arles, savait toute l'écriture par cœur, et faisait apprendre le psautier aux jeunes filles qui lui étaient confiées; sainte Radégonde, reine de France, retirée au monastère de Sainte-Croix, lisait habituellement les œuvres des Pères de l'Eglise et les expliquait à ses compagnes. Au VII^e siècle, sainte Gertrude, abbesse de Nivelles, s'occupait avec le plus grand soin de l'instruction des novices, et fit venir, dit-on, des livres de Rome et des maîtres d'Irlande. Sainte Bertille dirigeait l'abbaye de Chelles où venaient travailler des élèves de Grande-Bretagne et fournit une colonie de ses sages et pieuses institutrices aux rois de ce pays. Au VII^e siècle, à St-Jean-de-Laon, sainte Anstrude se livrait elle-même à l'instruction des religieuses (exercens se etiam in magisterio doctrinæ). Dans les siècles suivants, les abbesses Emma et Marsilie à Rouen, Mathilde d'Anjou, Angélucie à Fontevault, n'eurent pas de personnalité aussi saillante que celle des précédentes. Au X^e siècle, Roswitha se fit connaître par ses poésies et ses drames. Au XII^e, Héloïse fut aussi célèbre par son immen-

(1) V. Ch. Jourdain, *Mémoire sur l'éducation des filles au moyen âge*, p. 6.

(2) Ibid. *Id.*, p. 7.

se savoir que par ses amours et ses infortunes; Herrade, abbesse de Hohenbourg, écrivit le *Hortus deliciarum*, « sorte de cosmologie qui est regardée comme la première tentative d'une encyclopédie scientifique » (1); sainte Hildegarde fut versée dans la médecine; enfin, citons aussi Julienne du Mont Cornillon et Marguerite de Duyn.

Dans quelques rares familles, les jeunes filles recevaient chez elles l'enseignement de maîtres particuliers qui presque toujours étaient des clercs. Il est à remarquer que, sauf dans les monastères, les jeunes filles ne furent pas instruites par des femmes pendant les dix ou douze premiers siècles (2).

Mais ces religieuses lettrées et quelques laïques savantes formaient de brillantes exceptions. En général, l'instruction des filles était plus négligée et plus rare que celle des garçons. Sous les Mérovingiens, la plus grande partie de la population se trouvait plongée dans une profonde ignorance.

Charlemagne essaya de remédier à cet état de choses, et la culture intellectuelle féminine prit sous son règne un léger essor. « Il voulut, dit Eginhard, que ses filles, aussi bien que ses fils, fussent instruits dans les arts libéraux que lui-même cultivait » (3). Elles assistaient, ainsi que d'autres femmes de haut rang, aux leçons d'Alcuin à l'Ecole du Palais et étudiaient la grammaire, la rhétorique, la logique, la littérature, la théologie, la géométrie, l'astronomie (4). Mais Alcuin ne s'adressait qu'à une élite. Charlemagne voulut augmenter le nombre de ces privilégiées et essaya de vulgariser l'instruction par une série de capitulaires. En 787, il recommandait que dans les évêchés et dans les monastères, on prît soin d'enseigner les lettres à tous ceux qui, par la grâce de Dieu, avaient la capacité nécessaire pour les étudier (5). En 788, il exhortait toutes personnes à suivre son propre exemple et à cultiver les arts libé-

(1) Le comte de Montalembert, *Les moines d'Occident*, Lecoffre, 1877, t. VI, p. 190.

(2) Le premier exemple cité d'institutrice ou de maîtresse d'école est celui des filles du philosophe Manegold (fin XI^e siècle ou commencement du XII^e). Elles n'appartenaient à aucun ordre. Elles enseignaient à Luttenbach, dans le diocèse de Strasbourg, surtout les « saintes lettres ». V. P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. I, p. 18.

(3) Ch. Jourdain, *ouvr. cit.*, p. 8.

(4) V. De Riancey, *Histoire de l'instruction publique et de la liberté de l'enseignement en France*, p. 84-85.

(5) Ch. Jourdain, *ouvr. cit.*, p. 9.

raux (1). En 789, dans le palais d'Aix-la-Chapelle, Charlemagne ordonnait d'établir des écoles de lecture pour les enfants de condition servile ou de condition libre, et d'enseigner, dans les monastères et les évêchés, le psautier, le chant, le calcul et la grammaire (2). Ces capitulaires s'appliquèrent-ils aux filles? Ils n'en font pas mention et semblent d'après les termes employés être réservés exclusivement aux garçons. C'est aux évêques et abbés qu'ils sont adressés, jamais aux abbesses. Il est à croire, toutefois, que ces écoles ne furent pas interdites aux filles; mais l'enseignement mixte dura peu de temps, car dès la fin du ix^e siècle (889), une ordonnance épiscopale de Riculphe, évêque de Soissons, fait défense aux curés de recevoir les filles avec les garçons. La présence des filles dans les écoles de garçons semble indiquer qu'à ce moment, il n'y en avait pas de spéciales pour leur sexe, à l'exception de celles des monastères.

L'éducation monastique persista jusqu'au xiv^e siècle. La création des Universités eut une répercussion fâcheuse sur les couvents de femmes : les études déclinerent, la langue latine fut abandonnée. « En se glissant dans les couvents, la langue vulgaire y laissa passer avec elle quelque souffle du vent du siècle : assez pour frapper de décadence l'exclusive mais sérieuse éducation qu'on y donnait aux jeunes filles, pas assez pour la renouveler et la rajeunir » (3).

2° ÉDUCATION MONDAINE

A partir du xii^e siècle, parallèlement à l'éducation monastique, va se développer l'éducation mondaine donnée dans les châteaux féodaux et dans les riches maisons bourgeoises,

(1) Ch. Jourdain, *ouvr. cit.*, p. 10.

(2) *Ibid.*, *id.*, p. 10.

(3) P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. I, p. 40-41.

Un légiste, Pierre du Bois (né vers 1250), dans un Mémoire sur « *le recouvrement de la Terre sainte* », antérieur à l'année 1307, proposa de mener à bonne fin l'Œuvre des Croisades, par la réforme de l'éducation. Il espérait, par ce moyen, faire pénétrer en Orient tout ce qui touchait à la chrétienté : idées, mœurs, religion. Les femmes, selon lui, seraient les meilleurs agents de propagande. Il était donc nécessaire de les élever en vue de cette fin. Il demandait la diminution des monastères, sources d'abus, et la création d'établissements pour l'instruction des filles sécu-

éducation qui formera les nobles dames des tournois, des chasses et des cours d'amour (1).

D'après les romans et les fabliaux (2), il est à croire que les filles avaient les mêmes maîtres que les garçons et qu'elles recevaient en partie la même instruction, moins solide et moins sérieuse toutefois que dans les monastères. Les livres de raison nous donnent une idée très modeste de l'éducation de ce temps. « La période féodale apparaît comme une période aux mœurs dissolues et, sous des apparences de culture littéraire et poétique, se cache une ignorance réelle dont les progrès vont en s'accroissant de plus en plus » (3).

En quoi consistait l'instruction des filles de ce temps ? « Les filles, dit Ch. Jourdain, étaient d'abord initiées aux vérités de la religion, elles apprenaient l'*Oraison dominicale*, la *Salutation angélique*, le *Symbole* et quelques faits principaux de l'Ancien et du Nouveau Testament. Quant à la partie profane de leur éducation, elle avait compris anciennement, au XIII^e siècle, elle comprenait encore, au moins par exception, les éléments du latin; mais elle avait certainement pour fond la langue vulgaire... Outre la langue maternelle, les études des nobles damoiselles et d'un petit nombre d'enfants de la haute bourgeoisie comprenaient quelques notions d'histoire...; mais leurs principaux objets, c'étaient la récitation des fabliaux et des romans, le chant, l'art de s'accompagner sur les instruments les plus en vogue, comme la harpe et la viole; un peu d'astrologie, un peu de fauconnerie, la science des dés et des échecs, si familière à la société féodale; enfin les connaissances médicales nécessaires pour soigner, au retour d'un tournoi, d'une chasse ou d'un combat, les chevaliers blessés » (4).

A la fin du XIV^e siècle, *Le livre du Chevalier de La Tour*

nières. Cette éducation comprendrait l'étude des langues latine, grecque, hébraïque et arabe, des connaissances de sciences naturelles, de médecine et de chirurgie. Mais trop neuf et trop hardi, son plan échoua. V. Ch. Jourdain, *ouvr. cit.*, p. 26-27.

(1) La comtesse de Die, la comtesse de Champagne, Eléonore de Guyenne — pour n'en citer que quelques-unes — se faisaient gloire de les présider et se montraient, paraît-il, plus jalouses de ce rôle que de leurs domaines et de leurs couronnes.

(2) P. Rousselot, *ouvr. cit.*, p. 45-46.

(3) *Hist. Litt.*, t. XXIV, p. 223.

(4) Ch. Jourdain, *ouvr. cit.*, p. 31... 33-34.

Landry pour l'éducation de ses filles évoque le caractère superficiel de l'instruction destinée aux femmes. Il suffit au Chevalier que ses filles « puissent lire en la Bible et dans les gestes des rois et chroniques de France et de Grèce et d'Angleterre, pour y puiser de bons exemples et tourner leur cœur à Dieu » (1). La pratique de la religion, l'obéissance à son mari, l'art de se comporter dans le monde, voilà pour le chevalier en quoi consistait toute l'éducation : « Dire quand on s'esveille... grâces et mercis..., ...« quand on se lieve... pater nostres et oroisons... de bon cuer et devottement... » « et ouyr toutes les messes à jeun... » « En disant heures à la messe ou ailleurs, ne pas semblés à la grue et à la tortue... qui tournent le visaige et la teste par dessus et qui vertillent de la teste comme une belette... » « Jeuner pour mieux donter la chair... » « Craindre et obéir à son seigneur — c'est-à-dire à son mari — et faire son commandement soit tort, soit droit... » « Ne pas se farder et... peindre le visaige pour plaire au monde...; c'estoit un des pires pechiez qui feust et qui plus déplaisoit à Dieu » (2).

Anne de France, à la fin du xv^e siècle, adressait à sa fille, Suzanne de Bourbon, des enseignements révélant les mêmes préoccupations (3).

La jeune bourgeoise, instruite dans les couvents ou par des maîtres particuliers, recevait une éducation moins brillante, mais plus sérieuse que la fille noble. *Le Ménagier de Paris* (4) en donne un aperçu. C'est surtout une règle de conduite que ce bourgeois a écrit pour sa femme. Son livre est un traité de morale et d'économie domestique où l'instruction tient peu de place. Le Ménagier recommande spécialement à sa femme de lire la Bible et la vie des Pères.

(1) *Le livre du Chevalier de La Tour Landry pour l'éducation de ses filles*, publié par M. de Montaiglon, Paris, 1854. V. O. Gréard, *Education et instruction*, I, enseignement secondaire, p. 178.

(2) V. *Revue de l'enseignement secondaire des jeunes filles*, 1918, t. II, p. 196, C. Sée, *Histoire d'une loi*.

(3) *Les Enseignements d'Anne de France, duchesse de Bourbonnais et d'Auvergne, à sa fille Suzanne de Bourbon*, publiés par M. Chazaud, 1878.

(4) *Le Ménagier de Paris*, publié par la Société des Bibliophiles, 2 vol., 1846-47.

3° ÉDUCATION POPULAIRE

L'instruction de la fille du peuple était délaissée. Les petites écoles, dont l'origine remontait à Charlemagne, eurent beaucoup à souffrir de l'état déplorable de l'Europe aux x^e et xi^e siècles; elles refleurirent à partir du xii^e. On les appelait *écoles de grammaire* ou *écoles françaises* parce que le latin en était exclu (1).

À Paris, au xiii^e siècle, des petites écoles étaient ouvertes pour les filles. Dans le rôle de la taille, en 1292, figurent les noms de onze maîtres d'école et d'une seule maîtresse, dame Tyfaine, qui résidait rue aux Ours (2). En 1380, on en trouve vingt et une répandues dans les différents quartiers de Paris et formant une communauté (3).

Les maîtres et maîtresses d'école à Paris étaient soumis à l'autorité du Chantre de Notre-Dame. Avant d'occuper leur poste, ils prêtaient serment de lui obéir et d'observer fidèlement les statuts de la corporation (4), moyennant quoi ils obtenaient pour un an la permission de tenir école. Cette année prenait fin soit le 6 mai, soit le 24 juin, à la Saint-Jean. Ils payaient au chantre une contribution; aussi exigeaient-ils des élèves un prix mensuel. Les maîtres et les maîtresses devaient instruire les enfants « en bonnes mœurs, exemples et sciences » et leur enseigner à compter et l'abécédaire, « c'est l'unique sens, dit M. Jourdain, à donner à ces mots : « *licentiam docendi puellas in litteris grammaticalibus* », qui se retrouvent dans la formule des serments et des diplômes parvenus jusqu'à nous » (5).

Le règlement de 1357, le plus ancien que l'on possède, interdit les écoles mixtes (art. XVII et XXIII) (6), mais la nécessité de l'instruction des filles outrepassa cette prohibition et celles qui suivirent.

(1) P. Rousselot, *ouv. cit.*, t. I, p. 84.

(2) A. Géraud, *Paris sous Philippe le Bel*, 1837, p. 54. V. Ch. Jourdain, *ouvr. cit.*, p. 49.

(3) Félibien, *Histoire de Paris*, t. III, p. 449.

(4) Ibid., *id.*, p. 447-448.

(5) V. diplôme retrouvé dans les archives de l'Université de Paris et cité pour la première fois par Ch. Jourdain. La traduction se trouve dans P. Rousselot, t. I, p. 84, note 2.

(6) Ch. Jourdain, *ouvr. cit.*, p. 51.

Telle était la situation scolaire à Paris, mais il existait des écoles analogues dans d'autres villes de France, à Rouen, par exemple, où un titre de 1405 mentionne une maîtresse d'école Perrette Alorge, que les gens de l'Hôtel de ville dispensaient des aides sur les vins en raison de ses fonctions (1). Les écoles, en province, étaient soumises au Recteur ou Grand-Maître des écoles.

Dans les campagnes, l'instruction des filles du peuple consistait presque uniquement à apprendre, ainsi que l'avait ordonné le Concile de Béziers (1246), le *Pater*, l'*Ave Maria* et le *Credo* (2).

La profession de maîtresse d'école, peu lucrative, ne tenta pas beaucoup de femmes, et le Chantre de Notre-Dame ou le Recteur durent se contenter de connaissances assez superficielles de la part des aspirantes à ce titre.

La France, désolée par la peste de 1348, voit le nombre de ses maîtres et maîtresses si diminué qu'il ne s'en présente plus pour enseigner; même dans les châteaux, on ne trouve plus personne pour instruire les enfants. Après la guerre de Cent ans, la France fut dévastée et l'ignorance devint générale dans les campagnes, puis dans les villes. L'instruction tomba en décadence non seulement dans le peuple, mais encore dans la bourgeoisie et la noblesse.

Couvents, petites écoles, leçons données à la maison par un maître particulier, telles étaient les ressources qui s'offraient aux jeunes filles pour leur instruction. Une petite minorité seule en profita. Au XII^e siècle, Pierre le Vénérable, au XIV^e, Christine de Pisan, nous disent qu'il n'était pas d'usage de donner de l'instruction aux filles, excepté à la Cour et dans quelques grandes maisons.

(1) Ch. de Beaurepaire, *Recherches sur l'instruction publique dans le diocèse de Rouen avant 1789*, 1872, t. I, p. 58.

(2) V. P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. I, p. 92. Ce n'est pas sans une certaine tristesse que nous lisons ce passage que Villon fait dire à sa mère, dans une prière adressée à la Vierge Marie, »

« Femme je sui, povrette et ancienne,

« Ne rien ne sçays, onques letres ne leus.

Ce fut, dit M. Jourdain, pour citer un exemple illustre, la première et la seule éducation que reçut Jeanne d'Arc, qui ne savait, disait-elle, ni *a*, ni *b*. Ch. Jourdain, *ouvr. cit.*, p. 49.

LES ADVERSAIRES ET LES PARTISANS DE L'INSTRUCTION FÉMININE AU MOYEN ÂGE

Si le droit coutumier fut, dans ses débuts, favorable à la femme, aux XIII^e et XIV^e siècles, une réaction antiféministe se produisit. La législation est hostile au développement intellectuel féminin. Le droit canonique, en tout ce qui concerne la condition des femmes, ne fait presque que copier le droit romain et consacre ce rôle inférieur de la femme. L'homme seul a été créé à l'image de Dieu, non la femme; en conséquence, la femme doit être la subordonnée et presque la servante et l'esclave de l'homme.

Au moyen âge, l'instruction de la femme a eu beaucoup plus d'adversaires que de partisans. Au XIII^e siècle, c'est le jurisculte Pierre de Navarre qui rejette toute velléité d'instruction : « A fame ne doit-on apprendre lettres ni escrire, si ce n'est especiaument pour estre nonain : car par lire et escrire, de fame sont maint mal avenu » (1). Au XIV^e siècle, l'Italien François de Barberino soutient la même thèse (2). Le clergé se montrait également peu favorable à l'instruction féminine. Un synode français essayant de lutter contre les usages chevaleresques qui attribuaient aux femmes les droits de justice et de suzeraineté féodales, déclarait que les femmes devaient passer leur vie au gynécée et que l'aiguille et la quenouille seraient leurs seules occupations. Quelques théologiens, Vincent de Beauvais, Pierre le Vénérable et Gerson, estimaient cependant qu'il était nécessaire que les filles, elles aussi, eussent leur part à l'instruction. Mais le véritable défenseur de l'instruction des femmes fut Christine de Pisan (3). Elle consacra un chapitre de la *Cité des Dames* à réfuter « ceux qui dient qu'il n'est pas bon que des femmes apprennent lettres ». A son avis, l'infériorité de l'intelligence de la femme provient de l'inégalité d'instruction : « Si la coutume, dit-elle, était de mettre les filles à l'école et que communément on les fit apprendre comme on fait à nos fils, elles en-

(1) *Hist. Litt.*, t. XXI, p. 443.

(2) Il la soutient dans un traité sur *La conduite et les mœurs des Dames*. V. P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. I, p. 73-74.

(3) Les citations suivantes ont été empruntées au livre de R. Rigaud, *Les idées féministes de Christine de Pisan*.

tendraient subtilités d'art et de sciences comme ils font »... « Leur corps est plus faible, mais leur entendement est plus délivre et plus aigu où il s'applique. » Après avoir passé en revue les femmes qui s'illustrèrent dans les Sciences, les Lettres et les Arts, Christine de Pisan demande si les hommes peuvent dire d'elles « que leur entendement est de petite appréhensive... », « ... si les femmes ne sont propres qu'à porter enfants et filer ». Quant à ceux qui « peu sages, dit-elle, pensent que mal soit que femmes sachent lettres », elle réfute leur pensée en dénonçant aussitôt le motif de leur opinion, c'est parce qu'il leur déplairait « que femmes sceussent plus que eux... »

PROFESSIONS INTELLECTUELLES EXERCÉES PAR LES FEMMES

AU MOYEN AGE

Quelles étaient les professions intellectuelles exercées par les femmes à cette époque? L'enseignement donné par les religieuses dans les monastères et par les laïques dans les petites écoles fut la principale carrière à laquelle se livra le sexe féminin. Les lettres et les arts en attirèrent un grand nombre; mais à l'exception de l'auteur de la *Cité des Dames*, elles n'y cherchèrent qu'un passe-temps; quelques-unes y acquirent une grande célébrité : Marie de France et Christine de Pisan, entre autres (1). Pendant le moyen âge, la présence des actrices fut tout à fait exceptionnelle sur la scène (2). La profession de médecin eut quelques adeptes féminines, mais on interdit aux femmes d'exercer celle d'avocat. A l'exemple du droit romain, le droit canonique les exclut de tous les offices que les anciens appelaient virils. Sous le régime féodal cependant, la femme reconnue « capable de fief » jouissait des droits de suzeraineté et de justice. « Les femmes qui succédaient aux pairies, dit Montaigne, avaient, nonobstant leur sexe, droit d'assister et opiner aux causes qui appartiennent à la juridiction des pairs » (3).

(1) V. P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. I, p. 54-57.

(2) V. Petit de Julleville, *Le théâtre en France*, Paris, Colin, 1908, p. 33-34; E. Lintillac, *Histoire générale du théâtre en France*, t. I, p. 67.

(3) Montaigne, *Les Essais*.

III. — La Renaissance

LA RENAISSANCE LATINE ET GRECQUE

Aux XIII^e et XIV^e siècles, un mouvement antiféministe s'était dessiné, issu de la première renaissance du droit romain. Ce mouvement s'accrut encore à la fin du moyen âge et à l'époque de la Renaissance.

Les juristes français étudiaient les vieux textes latins et les incorporent dans la législation de leur pays. « La loi a défendu à la femme, dit Bodin, toutes les charges et offices propres aux hommes, comme de juger, postuler et autres choses semblables, non pas seulement par faute de prudence, mais d'autant que les actions viriles sont contraires au sexe, à la pudeur et à la pudicité féminines » (1). L'influence grecque fut loin de réhabiliter la femme au point de vue intellectuel. Les œuvres de Xénophon et d'Aristote sont commentées et les légistes appliquent leur doctrine.

La Renaissance latine et grecque tendit à confiner la femme au gynécée, occupée à filer et à coudre. « Le mobilier d'une femme, dit-on, c'est sa quenouille; les livres lui enlèvent une bonne partie de sa cervelle et elle n'en a déjà pas trop » (2). Il faut attendre la fin du XVI^e siècle pour voir se dessiner une nouvelle ère de féminisme : c'est la régence de Catherine de Médicis; de brillantes personnalités féminines surgissent au moment des guerres de religion et de la Ligue.

L'ÉDUCATION DE LA JEUNE FILLE DU PEUPLE ET DE CELLE DES CLASSES SUPÉRIEURES

L'instruction du peuple, à l'époque de la Renaissance, était rudimentaire. Selon le témoignage d'Henri IV, l'ignorance prenait cours dans son royaume par la longueur des guerres civiles. Les maîtresses d'école se trouvaient peu nombreuses. Il restait aux filles la ressource des écoles mixtes tenues par le

(1) Bodin, *La République*, VI, 5.

(2) Erasme, *Colloquia*, t. I, p. 629, *l'abbé et la femme instruite*. V. P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. I, p. 153-156.

curé ou par son clerc, où l'on enseignait le catéchisme, l'écriture, la lecture et un peu d'arithmétique.

La Réforme donna une impulsion au développement de l'instruction populaire de la France. Catholiques et protestants fondent des écoles. Les deux religions, par l'enseignement distribué au peuple, cherchent à se créer des adeptes. « A la voix des conciles de l'Eglise, de grandes âmes prirent en main la cause de l'enfance menacée par les doctrines nouvelles, et, de toutes parts, notre sol se couvrit d'une magnifique floraison d'écoles chrétiennes et de congrégations vouées à l'éducation de la jeunesse » (1).

Nous possédons peu de documents sur cette période; l'existence des petites écoles ne nous est connue qu'indirectement et d'une manière incomplète par quelques pièces d'archives qui ont pu parvenir jusqu'à nous : jugement d'un tribunal en matière civile ou criminelle, enquête, donation, pièce de canonisation, etc.

Les travaux des érudits nous signalent des écoles surtout dans le nord et l'est de la France, dans les diocèses de Langres, Sens et Auxerre. Les recherches de Beaurepaire nous indiquent quatre classes ouvertes à Rouen en 1555 et confiées à « d'honnêtes ecclésiastiques » (2). En 1556, il est mentionné deux autres écoles qui reçurent 160 filles et dirigées par « deux honnêtes femmes » (3) qui, en plus de l'instruction, devaient montrer à leurs élèves les travaux à l'aiguille. Presque toutes les villes du diocèse de Rouen étaient pourvues d'écoles de filles.

Seizième siècle, siècle de contraste, où près de la femme noble qui connaissait le latin, le grec, la philosophie, la théologie, les mathématiques, la médecine, etc., la femme du peuple était plongée dans la plus profonde ignorance. « L'éducation de la femme de classe supérieure, dit Burckhardt, était absolument le même que celle de l'homme ; l'Italien de la Renaissance n'hésitait pas le moins du monde à faire participer son fils et sa fille au même enseignement littéraire et même philologique. Il considérait la connaissance des œuvres de l'antiquité comme le plus grand bien de la vie et ne pouvait

(1) L'abbé Allain, *l'Instruction primaire avant la Révolution*, p. 47.

(2) Ibid., *id.*, p. 48.

(3) Ibid., *id.*, p. 49.

par conséquent la refuser à la femme. On sait d'ailleurs à quel haut degré de perfection atteignirent les filles des princes familiarisées de bonne heure avec la langue et l'écriture latines » (1).

L'INSTRUCTION FÉMININE JUGÉE PAR LES ESPRITS LETTRÉS
DE CETTE ÉPOQUE

Pendant la Renaissance, le rôle que la femme pouvait jouer au point de vue intellectuel était si peu pris au sérieux, que les esprits lettrés de cette époque ne soutinrent pas la cause de l'instruction féminine. Les grands réformateurs de l'enseignement, Budé et Ramus, passent sous silence cette question.

Rabelais se plaît à constater que « ne se fauldra plus dorenavant trouver en place ny en compagnie, qui ne sera bien expoly en l'officine de Minerve, les femmes et les filles elles-mêmes aspirant à cette louange et manne céleste de bonne doctrine » (2).

Montaigne raille plaisamment les femmes savantes de son temps qui faisaient parade d'une instruction superficielle, « la doctrine qui ne leur a peu arriver en l'âme leur est demeurée en la langue » (3), dit-il, avec sa verve malicieuse et naïve... « Quand je les veoïs, ajoute-t-il, attachées à la rhétorique, à la judiciaire, à la logique et semblables drogueries si vaines, et inutiles à leur besoiing, j'entre en crainte que les hommes qui le leur conseillent le facent pour avoir loy de les regenter sous ce titre. » (4). Si les femmes désirent s'instruire, Montaigne leur concède la poésie, « art folastre et subtil, desguisé, parlier, tout en plaisir, tout en montre, comme elles. » (5). Mais il rachète cette impertinence en permettant aux femmes d'étudier tout ce qui peut avoir dans leur vie une utilité pratique : l'histoire et la philosophie, par exemple. « En la philosophie, écrit-il, de la part qui sert à la vie, elles prendront les discours qui les dressent à juger de nos

(1) Burckhardt, *Die Kultur der Renaissance in Italien*; v. M. Lipinska, *Histoire des femmes médecins*, p. 147.

(2) Rabelais, L. II, ch. VIII. V. O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 200.

(3) Montaigne, *Essais*, L. III, ch. III.

(4) *Ibid.*, *id.*, L. III, ch. III.

(5) *Ibid.*, *id.*, L. III, ch. III.

humeurs et conditions, à se deffendre de nos trahisons, à régler la témérité de leurs propres désirs, à mesnager leur liberté, allonger les plaisirs de la vie, et à porter humainement l'inconstance d'un serviteur, la rudesse d'un mary et l'importunité des ans et des rides, et choses semblables. » (1).

En Charron revivent les vieilles prescriptions canoniques d'infériorité et de sujétion de la femme. Toute la science de celle-ci est de « vacquer et estudier à la mesnagerie » (2). Il partageait l'avis de François, duc de Bretagne, qui pensait « qu'une femme était assez sçavante quand elle savait mettre différence entre la chemise et le pourpoint de son mari », thèse que 84 ans plus tard soutiendra Chrysale dans les *Femmes savantes*. Bodin complète la série des auteurs qui n'assignent d'autres occupations à la femme que les soins du ménage.

Parmi les défenseurs de la culture intellectuelle féminine, citons Jean Bouchet, procureur, qui prétend que l'instruction ne peut être que le fait des riches. « Je suis bien d'opinion que les femmes de bas estat, et qui sont contrainctes vacquer aux choses familières et domestiques, ne doivent vacquer aux lettres, parce que c'est chose répugnante à rusticité; mais les roynes, princesses et aultres dames qui ne se doibvent, pour la révérence de leur estat, appliquer à mesnages... et qui ont serviteurs et servantes pour ce faire, doivent trop mieulx appliquer leurs esprits, et emploier le temps à vacquer à bonnes et honnestes lettres, concernant choses morales qui induisent à vertus et bonnes mœurs, que à oysiveté mère de tous les vices, ou à dances, convïs et banquets » (3). Il résume en quelque sorte l'esprit de l'éducation de son temps où l'instruction tout aristocratique était l'apanage des reines et princesses et des riches bourgeoises.

C'est à « la tyrannie des hommes qui prévaut sur tout, agissant contre le droit divin, violant impunément l'équité naturelle » (4), qu'un autre partisan de l'instruction féminine, Corneille Agrippa, attribue le fait que les femmes sont rédui-

(1) Montaigne, *ouvr. cit.*

(2) *De la Sagesse, trois livres*, par Pierre Charron, Parisien, docteur ès droicts. V. P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. I, p. 107.

(3) J. Bouchet, *Le Panégyric du Chevalier sans reproche*. V. P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. I, p. 109.

(4) *Revue de Synthèse historique*, 1906, t. XIII, G. Ascoli, *Les idées féministes en France*.

tes à s'occuper des soins du ménage et à filer la quenouille. Agrippa prétend que naturellement les femmes seraient supérieures aux hommes dans les choses de l'intelligence et il réclame pour elles l'exercice de toutes les professions. Son ouvrage *De nobilitate et præcellentia fæminei sexus* (1528), qu'il dédia à Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas, et où il entreprit d'établir en trente chapitres la supériorité du sexe féminin, eut un succès considérable.

Parmi les femmes défenseurs de leur sexe apparaissent Catherine de Médicis qui juge hommes et femmes égaux intellectuellement et proteste contre la loi salique, Marguerite de Navarre qui soutient que la femme est supérieure à l'homme dans les choses de l'intelligence, car « elle possède le *transcendant des choses créées*; autrement dit, elle saisit par intuition l'essence même des choses » (1).

Mais pendant la Renaissance, les deux véritables avocats de la cause intellectuelle féminine furent deux hommes, un Hollandais et un Espagnol, Erasme et Vivès. Tous deux réclament, avec énergie, que les femmes de l'aristocratie prennent part à la même vie intellectuelle que les hommes. De l'inégalité d'instruction des sexes résultent, affirment-ils, des inconvénients sociaux. Leurs plans d'études ne sont pas destinés à une catégorie nombreuse de jeunes filles, mais à celles qui étudient isolément.

Vivès fit l'éducation de Marie Tudor, la fille aînée d'Henri VIII et de Catherine d'Aragon et dédia à celle-ci son traité *De l'éducation de la femme chrétienne*, qu'il composa en vue de la petite princesse. Son ouvrage se ressent fortement de sa prédilection pour les institutions grecques en faveur de la femme, mais s'en écarte sur un point : Vivès est partisan de l'éducation intellectuelle pour la jeune fille et réclame « une instruction solide qui la mettra en garde contre l'immoralité, puisque tous les vices de la femme viennent de l'ignorance » (2). Les livres qui ne parlent que d'amour ou de chevalerie, « livres pestilentiels dont les femmes devraient s'en garder comme de la vipère ou du scorpion » (3) sont bannis de cette éducation sérieuse qui comporte l'étude des

(1) L. Abensour, *Le problème féministe*, p. 57-58.

(2) Vivès, *De Institu feminæ christianæ*.

(3) Ibid. *Id.*

Evangelies, des Actes des Apôtres, des Pères de l'Eglise, des génies grecs et latins.

Erasme admet aussi les femmes à l'étude de l'antiquité. Dans son traité, *De l'institution du mariage chrétien*, il raille l'éducation de la jeune fille qui apprend à « faire la révérence, tenir ses bras, sourire en se pinçant la bouche, manger et boire à peine dans un festin, sauf à se dédommager amplement en particulier, ne pas présenter la main droite au lieu de la main gauche, ne pas trop ouvrir la bouche en riant » (1). Plus ambitieux pour la culture intellectuelle de la femme, Erasme, ne la jugeant pas inférieure à l'homme, lui recommande toutes les études qui lui permettent d'élever elle-même son enfant et de s'associer à la vie de son mari. Il engage le jeune homme « à ne pas contempler seulement dans la femme qu'il recherche le domicile élégant et fleuri, mais l'hôte qui y habite, son âme dont la beauté croitra avec les années » (2). Malheureusement, Erasme et Vivès ne se préoccupèrent que de l'éducation des enfants de riches familles, de nobles. La Renaissance ne fit rien pour celle de l'artisan ou de la fille du peuple. « Le peuple n'intéresse plus, le peuple est la plèbe, le peuple est la racaille et la canaille. Le peuple est le vulgaire et le troupeau... ses droits, ses besoins, ses efforts, ses douleurs, sa vie, autant de lettres mortes. Les humanistes se sont occupés de l'éducation des princes, ils ne se sont jamais occupés de l'éducation du peuple » (3). La Réforme comblera cette lacune et Luther complètera l'œuvre d'éducation qu'avaient entreprise Erasme et Vivès. Son système embrasse un plus grand nombre d'êtres humains, mais restreint les connaissances réservées à la femme : la lecture, l'écriture, l'initiation aux travaux domestiques, voilà en quoi consiste l'instruction à donner au sexe féminin. « Les filles, dit-il, doivent aller à l'école aussi bien que les garçons. Le temps ne leur manque pas pour cela, ne serait-ce qu'une petite heure par jour; elles savent bien en trouver, et bien plus mal employé quand il s'agit de danser, de chanter des rondes et de tresser des couronnes » (4). La pédagogie de Luther est exposée dans une

(1) Erasme, *Christiani matrimonii institutio*.

(2) Erasme, *Colloq. Proci et Puellæ*.

(3) P. Monnier, le *Quattrocento*, t. I, p. 327-328. V. E. Lamy, *La femme de demain*, p. 119, note 1.

(4) V. P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. I, p. 199.

œuvre célèbre : *Lettre aux magistrats et conseillers allemands sur l'éducation des enfants* et dans ses *Directions aux Inspecteurs* (1538).

PROFESSIONS INTELLECTUELLES EXERCÉES PAR LES FEMMES PENDANT LA RENAISSANCE

Après ce rapide exposé, il n'y a rien d'étonnant à ce que la liste des carrières intellectuelles auxquelles se livrèrent les femmes du xvi^e siècle soit brève. Quelques-unes s'adonnèrent à l'enseignement. Sur la scène, la présence des actrices jouant un rôle était encore rare (1). Aucune fonction publique, aucun métier nécessitant quelque science ou quelque savoir technique ne leur étaient accessibles. En revanche, la Renaissance eut ses femmes poètes, ses philosophes, ses humanistes. Parmi ces lettrées, citons Anne de Bretagne, qui protégea les poètes et les prosateurs; ses deux filles : Claude de France, célèbre par son esprit, et Renée de France, qui reçut une forte instruction littéraire; Marguerite de Navarre, sœur de François I^{er}, « la mère aimable de la Renaissance », et qui connaissait le grec, le latin et l'hébreu; Marguerite de Savoie, Jeanne d'Albret, la seconde Marguerite de Navarre, Marie de Romieu, Nicole Estienne, Louise Labé, dite la « Belle Cordière », etc. La médecine attirait aussi quelques esprits féminins. « A Montpellier, le *theatrum* servait souvent aux dissections, qui étaient alors présidées par un professeur; un barbier maniait le scalpel. Outre les étudiants, l'assistance se composait de seigneurs, de dames aussi, même quand on disséquait un homme » (2).

IV. — Le XVII^e Siècle

LES FEMMES A LA COUR ET DANS LES SALONS

A la fin du xvi^e siècle, un certain féminisme aristocratique avait pris naissance à la Cour. Au xvii^e siècle, il passa dans les salons. A cette époque, la femme de la société polie joue un

(1) Lintillac, *ouvr. cit.*, p. 67.

(2) Plater, *Mémoires*, 1866; p. 53-54. V. M. Lipinska, *ouvr. cit.*, p. 184.

grand rôle : elle est choisie comme arbitre du langage et des mœurs. A Paris, l'Hôtel de Rambouillet, « ce tribunal souverain des affaires d'esprit », comme disait Fontenelle, le salon de Mlle de Scudéry, celui de Mme de Sablé, pour n'en citer que les plus connus — et en province, quelques bureaux d'esprit, — sont les centres « du bien dire et du bien penser ». Nobles et bourgeoises tiennent une place importante dans l'évolution du langage. « Dans les doutes de la langue, il vaut mieux pour l'ordinaire consulter les femmes », dit Vaugelas (1). C'est au contact des femmes qu'elle se débarrasse de cette verdeur du siècle précédent. « Sur les rudesses de notre parlure et afin d'en assouplir les locutions rebelles et les violences heurtées, les femmes versèrent goutte à goutte la douce huile brûlante de la lampe de Psyché » (2).

La femme affina les mœurs. C'est à son école que l'honnête homme dut sa culture morale en même temps que sa formation intellectuelle. « Le monde précieux, dit M. Lanson, a été l'école où se sont formés les Bussy et les La Rochefoucauld, les Sévigné et les La Fayette, les Maintenon et les Ninon, c'est-à-dire les plus exquis exemplaires de la société française dans la seconde moitié du siècle » (3).

L'INSTRUCTION DE LA JEUNE FILLE DE HAUT RANG ET DE CELLE DU PEUPLE

La jeune fille noble apprenait les premiers rudiments de la science au couvent; son éducation se faisait ensuite de plusieurs manières : dans les salons, dans les livres à la mode, par les leçons de maîtres choisis dans la catégorie des beaux esprits, et aussi bien « souvent parmi d'assez pauvres hères de capacités médiocres et d'aspect peu engageant » (4). Quelques cours également s'ouvraient aux jeunes intelligences féminines : ceux de la Société de conférence de Renaudot, véritable université libre; ceux du Palais Précieux, ouverts le

(1) V. P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. I, p. 208.

(2) V. *La Française*, 26 nov. 1921, R. de Flers, *Discours à la réunion des cinq Académies*.

(3) V. L. Abensour, *La femme et le féminisme avant la Révolution*, p. X.

(4) *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1929, G. Reynier, *La science des dames au temps de Molière*.

premier jour de l'an 1655 et que fréquentaient les beaux esprits des deux sexes; les cours ou conférences académiques et oratoires, que Jean le Soudier, sieur de Richecourse, commença à donner dès la fin de 1655 et auxquels se rendait surtout l'aristocratie (1).

Cette éducation forma des femmes instruites et des pédantes. Parmi les premières, il convient de mentionner : Mme de Sévigné, qui avait appris de Ménage le latin, l'italien, l'espagnol et le français de l'Académie; Mme de Rochechouart, qui traduisait le *Banquet* de Platon; sa nièce, Mme de Castries, qui lisait le *Criton* dans le texte; Mme de la Sablière, qui joignait à l'étude de la philosophie, celle de la physique, de l'astronomie et des mathématiques. A ces noms, on peut ajouter ceux de Mlle de Scudéry, de Mlle de Gournay, de Mme de Maintenon, de Mme Dacier, toutes femmes aussi instruites qu'aimables et distinguées. Mais ces exemples sont, ainsi que l'a fait observer M. de Ségur, « des cas isolés qui tranchent avec un vif éclat sur le fond d'ignorance de leurs contemporaines, fût-ce dans les plus hautes classes et parmi l'élite de leur sexe » (2). Mlle de Brézé était si illettrée, qu'un an après son mariage avec le duc d'Enghien, pendant une absence de son époux, il fallut l'envoyer au couvent des Carmélites de Saint-Denis pour apprendre à lire et à écrire. L'orthographe était mise pas les précieuses d'une façon fantaisiste : « Il lia sy lontant que je n'ay antandu parler de vous... » écrivait Mme de Montespan à Mme de Lauzun (3).

Au xvii^e siècle, ainsi que nous l'avons constaté au xvi^e, il y avait encore un contraste saisissant entre la femme de haut rang à qui s'effraient les plus grandes facilités d'instruction, et la femme du peuple dont l'ignorance était encore grande. Pourtant, de la fin du xvii^e siècle jusqu'à la Révolution, le mouvement en faveur de l'instruction populaire, ainsi que nous le verrons bientôt, ira en s'accroissant (4).

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1929, G. Reynier, *La science des dames au temps de Molière*.

(2) De Ségur, *Esquisses et Récits, l'éducation des jeunes filles*, p. 144.

(3) P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. I, p. 287.

(4) V. p. 50-52.

LA QUESTION DE L'ÉDUCATION INTELLECTUELLE FÉMININE
AU XVII^e SIÈCLE

Il est à remarquer, au XVII^e siècle, que l'éducation intellectuelle des femmes préoccupait les esprits. Quelques-uns sont frappés du choquant contraste entre l'importance du rôle joué par les femmes dans la vie politique, sociale et littéraire, et la condition inférieure où les tient toujours la loi civile et religieuse. Les écrivains prennent souvent comme thème de leurs ouvrages l'instruction féminine. Une littérature spéciale, consacrée à la femme, qui s'annonçait déjà au XVI^e siècle, fleurit au XVII^e. On y discute si la femme est inférieure, égale ou supérieure à l'homme. On se demande quelle éducation lui convient. Hommes et femmes écrivent sur ce sujet.

Au début du siècle, c'est le chevalier Pierre de Lescale qui explique que l'infériorité de la femme provient de son défaut de culture. « Les hommes fréquentent les collèges, les universités et, par des voyages, forment leur jeunesse...; les femmes ne bougent de chez elles non plus que tortues. Etonnons-nous donc qu'elles soient moins instruites que nous » (1). Mlle de Gournay (2), la fille spirituelle de Montaigne, démontre que l'infériorité des femmes provient de leur manque d'instruction. Les deux sexes sont égaux, soutient-elle; la femme a les mêmes aptitudes que l'homme et réussirait aussi bien que lui dans les belles-lettres et les sciences si l'on prenait la peine de les lui enseigner. Ni le sacerdoce même, ni la politique n'excéderaient sa compétence, et Mlle de Gournay entend user de son droit, « prendre la plume dans les gazettes et dire son mot dans les conférences, à l'encontre de ces bruyants vautours qui font piaffe de ne jamais s'amuser à lire un écrit ou à entendre un discours de femmes » (3). Toute une série d'ouvrages critiquant l'éducation féminine parut de 1630 à 1650 environ (4). « Si l'usage était de faire étudier les

(1) V. L. Abensour, *Histoire générale du féminisme*, p. 152.

(2) Elle est l'auteur des deux ouvrages : *L'égalité des hommes et des femmes* et *Le grief des dames*.

(3) *L'Ombre de la Damoiselle de Gournay*, p. 556. V. O. Gréard, *Éducation et instruction*, I, p. 201-202.

(4) Entre autres ceux de : Du Bosq, *L'Honneste femme* (1635); F. de Grenailles, *L'Honneste fille* (1639); François du Soucy, *Le triomphe des Dames* (1646).

femmes aussi bien que les hommes, dit du Soucy, elles excelleriaient dans toutes les sciences, et l'on recevrait d'elles autant de préceptes de doctrine que l'on reçoit d'exemples de vertu dans leur agréable conversation » (1). La même thèse a été développée avec plus de hardiesse par Poullain de la Barre, l'apôtre du féminisme au xvii^e siècle. Son ouvrage : *De l'égalité des deux sexes, discours physique et moral, où l'on voit l'importance de se défaire des préjugés*, parut en 1673, moins de dix-huit mois après la représentation des *Femmes savantes*. C'est en disciple de Descartes qu'il aborde la question. Il part de ce principe « de n'admettre rien pour vrai qui ne soit appuyé sur des idées claires et distinctes » (2). Rien n'est plus faux, à son avis, que le préjugé qu'on a communément sur l'inégalité des sexes. Poullain de la Barre distingue deux catégories de personnes : « celles qui ont de l'étude et celles qui n'en ont point » (3), et, chose surprenante, ajoute-t-il, « les femmes mêmes s'accordent à dire qu'elles n'ont point de part aux sciences ni aux emplois, parce qu'elles n'en sont pas capables; qu'elles ont moins d'esprit que les hommes, et qu'elles doivent être inférieures en tout comme elles sont » (4). Poullain de la Barre va réfuter cette thèse et soutenir que les deux sexes « ont le même droit sur la vérité, puisque l'esprit est en tous également capable de la connaître » (5), et faire le procès de l'éducation féminine de son siècle. « La danse, l'écriture et la lecture, dit-il, sont les plus grands exercices des femmes, toute leur bibliothèque consiste dans quelques petits livres de dévotion, avec ce qui est dans la cassette. Toute leur science se réduit à travailler de l'aiguille. Le miroir est le grand maître et l'oracle qu'elles consultent... En tout ce qu'on fait connaître aux femmes, voit-on rien qui aille à les instruire solidement? Il semble, au contraire, qu'on soit convenu de cette sorte d'éducation pour leur abaisser le courage, pour obscurcir leur esprit, et ne le remplir que de vanité et de sottises » (6). L'anatomie la plus exacte ne décèle aucune différence entre le cerveau de l'homme et celui de la femme;

(1) Du Soucy, *Le triomphe des Dames*, ch. VII, p. 108.

(2) Poullain de la Barre, *De l'égalité des sexes*, préface.

(3) Ibid., id., préface.

(4) Ibid., id., préface.

(5) Ibid., id., seconde partie, p. 142.

(6) Ibid., id., seconde partie, p. 210-213.

il n'y a donc aucun inconvénient à ce qu'elle s'applique à l'étude. Pourquoi les femmes ne s'occuperaient-elles pas de métaphysique, de médecine, de physique, de logique, de mathématiques, de mécanique, d'astronomie et de littérature? (1). L'auteur de *L'égalité des sexes* ouvre aux femmes une culture encyclopédique et leur propose aussi l'étude de la jurisprudence, du droit, de la politique, de la géographie, de l'histoire et de la théologie. Il n'a pas seulement revendiqué pour elles l'instruction, mais aussi l'exercice d'une profession intellectuelle. « Ne pourraient-elles pas, dit-il, se servir de toutes les connaissances qu'elles ont acquises pour la conduite des autres?... Elles sont capables des charges de judicature, des dignités ecclésiastiques, d'enseigner..., elles peuvent être reines, vice-reines, gouvernantes, secrétaires, conseillères d'Etat, intendants de finances, généralles d'armées » (2).

Mais Poullain de la Barre reconnaît qu'il est bien en avance sur les mœurs de son temps et semble s'amuser de ses propres arguments : « Si l'on trouvait chose plaisante d'abord, écrit-il, de voir une femme enseigner dans une chaire d'éloquence ou la médecine en qualité de professeur; marcher par les rues suivie de commissaires et de sergents pour y mettre la police; haranguer devant les juges en qualité d'avocat; être assise sur un tribunal pour y rendre justice, à la tête d'un Parlement; conduire une armée, livrer une bataille et parler devant les Républiques ou les Princes comme chef d'une ambassade, j'avoue que cet usage nous surprendrait, mais ce ne serait que par la raison de la nouveauté » (3).

Les idées de Poullain de la Barre étaient trop hardies pour l'époque. Bien qu'ayant eu deux éditions, son livre ne souleva pas de grandes polémiques. Son œuvre féministe se détache toutefois avec un puissant relief dans cette seconde moitié du xvii^e siècle où les apologies des femmes commencent à diminuer et où les auteurs, loin d'admirer outre mesure les qualités de celles-ci, semblent plutôt frappés de leurs défauts.

Mlle de Scudéry fait la critique des précieuses et de l'édu-

(1) V. P. de la Barre, *ouvr. cit.*, seconde partie, p. 113-140.

(2) *Ibid.*, *id.*, seconde partie, p. 158-177.

(3) *Ibid.*, *id.*, 1^{re} partie, p. 8-9.

cation absurde, habituellement donnée aux femmes de son temps. « Une femme, dit-elle, qui ne peut danser avec bienséance que cinq ou six ans de sa vie, en emploie dix ou douze à apprendre continuellement ce qu'elle ne doit faire que cinq ou six, et à cette personne, qui est obligée d'avoir du jugement jusques à sa mort et de parler jusques à son dernier soupir, on ne lui apprend rien du tout qui puisse ni la faire parler plus agréablement, ni la faire agir avec plus de conduite; et vu la manière dont il y a des dames qui passent leur vie, on dirait qu'on leur a défendu d'avoir de la raison et du bon sens et qu'elles ne sont au monde que pour dormir, pour être grasses, pour être belles, pour ne rien faire et pour ne dire que des sottises... Je voudrais qu'on eût autant de soin d'ordonner son esprit que son corps et qu'entre être ignorante et savante, on prit un chemin entre ces deux extrémités, qui empêchât d'être incommodé par une suffisance impertinente ou par une stupidité ennuyeuse » (1). Ce que Mlle de Scudéry voulait, c'était « un savoir tempéré de modestie ». De même, Molière souhaitait que la femme fût savante, mais n'étalât pas son savoir avec pédanterie. Non seulement dans les *Précieuses ridicules* et les *Femmes savantes*, mais encore dans *l'Ecole des maris*, dans *l'Ecole des femmes* et même dans *Sganarelle*, il dit son mot sur l'instruction féminine. Il blâme les Précieuses du xvii^e siècle et leurs « sottises billevesées, pernicieux amusements des esprits oisifs, romans, vers, chansons, sonnets et sonnettes » (2). Il fait le procès des femmes savantes dont les occupations intellectuelles font négliger les soins de la maison :

« *L'un me brûle mon rôti en lisant quelque histoire;*

« *L'autre rêve à des vers quand je demande à boire...* » (3)

Par réaction contre « ces femmes savantes », ces « précieuses ridicules », le bonhomme Chrysale, Arnolphe et Sganarelle iront jusqu'à prôner l'ignorance et la sottise, et à borner toute la science des femmes à « réciter par cœur les quatrains de Pibrac et les doctes Tablettes du conseiller Mathieu » (4).

(1) Mlle de Scudéry, *Artamène ou le grand Cyrus*.

(2) *Les Précieuses ridicules*, scène dernière.

(3) *Les Femmes savantes*, act. II, sc. 7.

(4) *Sganarelle*, sc. 1.

Clitandre conciliera les deux extrêmes en demandant qu'une femme « ait des clartés de tout » et « du savoir sans vouloir qu'on le sache » (1).

La Bruyère reconnaît à la femme une certaine supériorité dans le genre épistolaire. Celle qui est réellement instruite lui paraît extrêmement rare. « On regarde, dit-il, une femme savante comme on fait une belle arme; elle est ciselée artistement, d'une polissure admirable, et d'un travail fort recherché; c'est une pièce de cabinet, que l'on montre aux curieux, qui n'est pas d'usage, qui ne sert ni à la guerre, ni à la chasse, non plus qu'un cheval de manège, quoique le mieux instruit du monde » (2). Mais si les femmes ne sont pas instruites, ce n'est pas aux hommes qu'il faut qu'elles s'en prennent, « ne se sont-elles pas, au contraire, établies d'elles-mêmes dans cet usage de ne rien savoir » (3).

Malebranche accorde qu'il appartient aux femmes « de décider des modes, de juger de la langue, de discerner le bon air et les belles manières » (4). Mais il ne leur trouve qu'un esprit superficiel, « elles ne considèrent que l'écorce des choses et leur imagination n'a point assez de force et d'étendue pour en percer le fond et pour en comparer toutes les parties sans se distraire » (5).

L'abbé Claude Fleury, Mme de Maintenon critiquent aussi l'éducation toute en surface que l'on donne aux filles. « On veut, dit le premier, que les femmes ne soient pas capables d'études, comme si leur âme était d'une autre espèce que celle des hommes, comme si elles n'avaient pas aussi bien que nous une raison à conduire, une volonté à régler, des passions à combattre, ou s'il leur était plus facile qu'à nous de satisfaire à tous ces devoirs sans rien apprendre..... » (6). « Les femmes, écrit Mme de Maintenon, ne savent jamais qu'à demi

(1) *Les femmes savantes*, act. I, sc. 3.

(2) La Bruyère, *Les caractères*, ch. III, *Des femmes*.

(3) *Ibid.*, *id.*, ch. III, *Des femmes*.

(4) Malebranche, *La recherche de la Vérité*, œuvres complètes, Charpentier, 1874, t. III, p. 222-223.

(5) *Ibid.*, *id.*, t. III, p. 222-223.

(6) L'abbé Claude Fleury, *Traité du choix et de la méthode des études*, ch. XXXVIII.

et le peu qu'elles savent les rend fières, dédaigneuses, causeuses et dégoûtées des choses solides » (1).

Il faudra attendre une cinquantaine d'années pour voir de nouveaux plaidoyers en faveur des femmes avec Mme Archambault, Mme Galien et Montesquieu. Aucune revendication féministe ne parut pendant ce siècle où plane l'omnipotence absolue du roi interdisant aux esprits d'agiter quelque question sociale. Nulle femme ne proteste. Quel avantage en retirerait la femme noble? Pourquoi demanderait-elle l'égalité des sexes, alors qu'elle est souveraine dans la société? Quant à la femme du peuple ou de la bourgeoisie, son instruction était bien trop élémentaire, parfois même inexistante, pour qu'elle songeât à se livrer à une occupation intellectuelle telle que l'enseignement, la médecine ou la science juridique. On ne peut pas, à cette époque, parler de l'exercice d'une profession libérale par les femmes. L'heure n'a pas encore sonné où elles disputeront à l'homme les fonctions de la vie sociale; la culture de l'esprit leur procure simplement une distraction.

Fénelon, tout en protestant contre cette thèse absurde « qu'on doit donner à ce sexe peu d'instruction » (2), résumera l'opinion de son temps en écrivant : « Les femmes n'ont point à gouverner l'Etat, ni à faire la guerre, ni à entrer dans le ministère des choses sacrées; ...elles peuvent se passer de certaines connaissances étendues qui appartiennent à la politique, à l'art militaire, à la jurisprudence, à la philosophie et à la théologie... Elles ont une maison à régler, un mari à rendre heureux, des enfants à élever » (3). Et comment le pourraient-elles si elles demeuraient ignorantes? Et de cette préoccupation naît pour Fénelon la nécessité, l'importance de l'éducation des filles. Toutefois s'il les veut instruites, il n'admettrait pas qu'elles devinssent pédantes. « Apprenez aux filles qu'il doit y avoir pour le sexe une pudeur sur la science presque aussi délicate que celle qui inspire l'horreur du vice » (4). Pudeur de la science : mais n'est-ce pas à ce sentiment si délicatement exprimé par Fénelon que Clitandre fait appel dans les *Femmes savantes*? Un judicieux éducateur

(1) O. Gréard, *L'éducation des femmes par les femmes* : M^{me} de Maintenon, p. 122.

(2) Fénelon, *De l'éducation des filles*, ch. I.

(3) Ibid., id., ch. I.

(4) Ibid., id., ch. VII.

du siècle dernier n'a-t-il pas fait remarquer que « c'est à former des Henriettes que semble s'être attaché Fénelon dans *l'Education des Filles* (1). »

PROFESSIONS INTELLECTUELLES EXERCÉES PAR LES FEMMES

AU XVII^e SIÈCLE

Pendant ce siècle, l'enseignement compta un certain nombre de femmes. A cette époque aussi, il s'en illustra dans les lettres et les arts. L'Académie de Peinture et de Sculpture s'ouvrit même à quelques femmes peintres (2). Au théâtre, l'apparition des actrices sur la scène devint fréquente.

Le grand siècle va s'achever. Nous sommes à la veille des revendications féministes. Ce sera l'œuvre du XVIII^e siècle (3).

Le XVIII^e Siècle

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INSTRUCTION POPULAIRE.

PETITES ÉCOLES ET CONGRÉGATIONS ENSEIGNANTES.

L'ÉDUCATION DES FEMMES CULTIVÉES DE CE TEMPS

Le XVIII^e siècle diffère profondément du siècle précédent. A la mort de Louis XIV, alors que prend fin le pouvoir absolu, une détente se produit. Les philosophes s'enhardissent à dire leur mot sur la société et sur la politique; l'assujettissement des femmes attire leur attention; le genre d'éducation qui leur est donné suscite leurs critiques. Les couvents, si en honneur

(1) Ch. Defodon, *Fénelon. L'éducation des filles*. Introduction.

(2) V. La Française, 21 sept. 1929, *Les femmes à l'Institut*.

(3) A l'étranger, au XVII^e siècle, en Allemagne et en Angleterre, pays où le féminisme commence à poindre, deux femmes prennent en main la cause de l'instruction féminine : Anne-Marie Schurman et Mary Astell.

Mary Schurman qui connaissait le latin, le grec et l'hébreu, se propose dans sa thèse, : *Problemata practicum num feminæ christianæ conveniāt studium litterarum* de démontrer que l'intelligence n'a pas de sexe et que la femme a autant droit que l'homme à l'instruction.

Mary Astell, dans son *Essai de défense du sexe féminin*, dépeint la situation déplorable de la femme dans la société et réclame surtout pour son sexe plus d'instruction. Daniel de Foë, à l'instigation de Mary Astell, demanda le premier en Angleterre, des Académies pour femmes.

au siècle précédent, où s'était formée en grande partie l'aristocratie, sont honnis par eux : les jeunes filles y recevaient en effet une instruction toute superficielle, n'apprenaient en dehors du catéchisme que la lecture, l'écriture et un peu d'arithmétique. Cette science, paraît-il, était chichement enseignée le dimanche, aux grandes, d'une heure jusqu'à deux, aux petites, de deux heures à deux heures et demie (1). Malgré ses lacunes, l'éducation conventuelle persista au XVIII^e siècle. Louis XV fit élever ses quatre filles par les Bénédictines de Fontevault, mais programme et enseignement n'avaient subi aucune amélioration. A douze ans, la fille aînée du roi, rapporte Mme Campan, n'avait pas parcouru la totalité de son alphabet (2).

Les petites écoles — destinées au peuple — plus nombreuses qu'au XVII^e siècle, étaient encore loin d'être suffisantes pour l'instruction de la masse féminine de la nation. Les Déclarations royales de 1698 et de 1724 en prescrivent la création. Les intendants, dans les généralités, les conseils de ville, le clergé et les particuliers s'efforcent de développer l'enseignement populaire. Les conciles, les assemblées du clergé, les synodes diocésains nous donnent des renseignements sur cette époque. A défaut de documents, la statistique des conjoints (3) dressée par Maggiolo établit des moyennes par province sur les époux et épouses qui ont pu signer leur acte de mariage. On constate qu'en 1686-1690, sur 217.009 actes de mariage examinés, il y a un pourcentage de 29,06 hommes et de 13,97 femmes qui ont pu signer. Dans la période 1786-1790, d'après 345.226 actes de mariage compulsés, 47,05 % d'hommes et 26,87 % de femmes en moyenne ont été capables d'apposer leur signature (4). Le nombre des signatures féminines variait beaucoup suivant les provinces : 64,99 % dans la Lor-

(1) O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 162.

(2) Mme Campan, *Mémoires*. V. O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 168.

(3) Maggiolo, *Statistique rétrospective. Etat récapitulatif et comparatif indiquant par département le nombre des conjoints qui ont signé l'acte de leur mariage aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles*. Paris, 1879.

L'enquête de H. Grégoire fournit également des renseignements sur la question. Le 13 août 1790, Grégoire envoyait de « tous côtés » un questionnaire de 43 points, dont 13 visaient l'enseignement primaire. V. Glay, *L'Instituteur*, Paris, Doin, p. 57.

(4) P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. II, p. 296. V. aussi E. Levasseur, *L'enseignement primaire dans les pays civilisés*, p. 43.

raïne, 5,94 % dans le Nivernais, sont les chiffres extrêmes constatés. Est-ce à dire que les filles étaient plus ignorantes que les garçons? La signature de l'acte de mariage n'est pas un brevet bien probant d'instruction; on peut la considérer toutefois comme l'indice d'une certaine fréquentation scolaire. Les programmes alors étaient si bornés que cette signature donnait un peu mieux qu'aujourd'hui une idée du développement de l'instruction populaire. Les documents font quelquefois défaut pour certaines provinces; par contre de sérieuses monographies nous renseignent amplement sur quelques contrées (1). L'est et le nord de la France étaient les régions les plus favorisées : en Lorraine et en Champagne, de nombreuses fondations avaient pour but l'instruction gratuite des filles; dans l'Aisne, plusieurs paroisses étaient pourvues d'écoles séparées pour les enfants des deux sexes; dans l'Artois, il existait des maîtres dans tous les villages; les maîtresses étaient plus rares et plus ignorantes. La Normandie donna une vive impulsion à l'enseignement populaire. En 1790, dans le diocèse de Rouen, se trouvaient 1.152 paroisses, dont 655 possédaient une école de garçons et 300 une école de filles. L'Yonne comptait des écoles de filles, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, non seulement dans les villes, mais encore dans les villages. Maîtres et maîtresses étaient fort nombreux dans le Loiret. A Lyon, on trouvait, dès 1688, 33 écoles de filles et écoles mixtes. Dans les Cévennes, il existait au moins une école primaire dans chaque paroisse. Dans le Gers, par contre, l'instruction était si négligée, qu'il n'y avait peut-être pas une seule maîtresse d'école dans tous les villages. A Bordeaux, on constatait la présence de quelques écoles de filles. En Auvergne, les Menettes, organisées en une espèce de Tiers-Ordre, « répandirent un peu d'instruction dans les villages et les hameaux de la partie montagneuse du département ». En Ardèche, d'après les rôles des tailles des communautés, il existait des maîtresses d'école dans la plupart des paroisses de quelque importance. En Provence, M. de Ribbe constata qu'un grand nombre de budgets communaux

(1) V. sur la question de l'enseignement populaire sous l'ancien régime l'abbé Allain : *L'instruction primaire en France avant la Révolution*, p. 54 et suiv. La plupart des documents ci-dessus sont empruntés à ce livre.

de cette province portaient annuellement et invariablement une allocation pour le maître et quelquefois pour une maîtresse chargée de l'instruction des filles. A Paris, on distinguait plusieurs catégories d'écoles ; les unes étaient placées sous la juridiction du chantre de Notre-Dame ; il s'en trouvait d'autres fondées par les maîtres écrivains et les congrégations enseignantes, telles que les Ursulines, les Miramionnes, les Filles de Notre-Dame, etc...

Comment étaient nommées, aux XVII^e et XVIII^e siècles, ces maîtresses d'écoles réparties d'une façon si inégale ? « Dans le cas de vacation de la place des maîtres et des maîtresses d'école par mort, démission ou destitution, dit Jousse, il doit être fait choix, dans une assemblée générale des habitants, d'une personne d'une probité reconnue qui ait la capacité requise pour pouvoir instruire les enfants. Mais si ceux qui ont fondé ces écoles se sont réservé la nomination des maîtres et des maîtresses, alors c'est au fondateur à les choisir » (1). Si, dans la plupart des paroisses, on procédait de la sorte, dans les villes et les gros bourgs, c'était la municipalité assistée du curé et de quelques notables qui choisissait le personnel enseignant au nom des habitants. Avant d'entrer en fonctions, régents et régentes se faisaient délivrer gratuitement, soit par l'évêque ou ses grands vicaires, soit par les doyens ruraux, une lettre de régence valable pour un an et aisément prorogée.

Peu de régentes étaient à la hauteur de leur tâche. Aucune école destinée à les former n'existait encore à cette époque. Les noviciats de nombreuses congrégations enseignantes peuvent être considérés comme les premières écoles normales sous l'ancien régime, mais l'enseignement donné par les sœurs était très superficiel.

L'instruction du peuple comprenait l'enseignement religieux, la lecture, l'écriture, l'orthographe, le calcul et les travaux manuels. L'étude de l'écriture était parfois bannie des classes, les maîtresses s'interdisant de donner cet enseignement « de peur que leurs élèves n'employassent leur savoir à écrire des lettres d'amour » (2). La plupart du temps, c'étaient de simples garderies.

(1) Jousse, *Traité du gouvernement spirituel et temporel des paroisses*, p. 235.

(2) G. Compayré, *Histoire de la pédagogie*, p. 306.

En général, sauf dans certaines campagnes, les régentes jouissaient d'une situation matérielle convenable. Elles étaient de plus très considérées (1).

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, parallèlement aux petites écoles, se développèrent les congrégations enseignantes (Ursulines, Visitandines ; Sœurs de la Charité, de l'Enfant-Jésus, etc. vouées tout spécialement à l'enseignement des filles du peuple). Elles étaient extrêmement nombreuses en France avant la Révolution. « On en compte, dit A. Ravelet, plus de cinquante pour la France seulement, en moins de 150 ans » (2). La plupart s'installèrent dans les villes, les statuts de leur ordre ne leur permettant pas de vivre isolées.

Au XVIII^e siècle, les femmes qui se rendirent célèbres par quelque savoir ne le durent qu'à elles-mêmes. La différence de culture intellectuelle s'accuse encore profonde entre l'instruction de la jeune fille de haut rang et celle de la fille du peuple ou de la jeune bourgeoise, dont la morne vie se déroulait « dans l'ombre et la retraite » (3) de la maison.

Les femmes cultivées de ce temps furent essentiellement autodictates ; une envie de tout voir, de tout connaître les poussait à s'instruire ; on alla même jusqu'à dire « qu'elles savaient tout sans avoir rien appris » (4). « Les jeunes intelligences devinaient plutôt qu'elles n'apprenaient, a dit d'un mot profond, Sénac de Meilhan » (5). Les arts, les lettres, les sciences attiraient « leur curiosité universelle et fébrile » (6). La médecine et la chirurgie les captivaient ; « ne verra-t-on point une jeune fille de dix-huit ans, la jeune comtesse de Coigny, se passionner tellement pour cette horrible étude (anatomie) qu'il ne lui arrivera point de voyager sans emporter dans le coffre de sa voiture un cadavre à disséquer comme on emporte un livre à lire ? » (7)

La femme lettrée de cette époque est « le centre de ce

(1) Allain, *ouvr. cit.*, p. 146, note 1.

(2) Ibid., *id.*, p. 276. Au sujet des congrégations, v. p. 275-293, et P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. I, p. 300 et suiv.

(3) E. et J. Goncourt, *La femme au XVIII^e siècle*, p. 258.

(4) Ibid., *id.*, p. 21. Walpole a appelé la femme du XVIII^e siècle une « débauchée d'esprit ». Ibid., *id.*, p. 411.

(5) Ibid., *id.*, p. 387.

(6) Ibid., *id.*, p. 119-120.

(7) Ibid., *id.*, p. 428.

monde » (1) dans sa famille, dans son salon où elle joue le rôle de mécène, à la Cour où son pouvoir n'a point de limite. Mais elles furent de brillantes exceptions ces intellectuelles !

LES PARTISANS ET LES ADVERSAIRES DE L'ÉGALITÉ D'INSTRUCTION DE L'HOMME ET DE LA FEMME

Le sujet de l'instruction féminine est devenu, à la fin du xvii^e siècle, l'objet de l'attention publique. Il y a divergence néanmoins entre les penseurs et les philosophes sur ce point. Parmi ceux qui réclament l'égalité d'instruction en faveur des deux sexes se trouve Montesquieu, qui explique l'ignorance des femmes par une sorte de coup d'Etat masculin destiné à affirmer la supériorité masculine. Mme de Lambert, Mme de Graffigny, Mme de Genlis, Helvétius se rangent aussi à l'avis de Montesquieu. « Si les femmes, dit Helvétius, sont en général inférieures aux hommes, c'est qu'en général, elles reçoivent une plus mauvaise éducation » (2). Leurs cerveaux étant identiques, le même développement intellectuel conviendrait aux deux sexes. Voltaire est également féministe dans quelques-unes de ses œuvres et juge que la femme qui a reçu une éducation semblable à celle de l'homme est capable de se livrer à l'étude des mathématiques et de la philosophie. « Nous sommes au temps où, j'ose le dire, un poète doit être philosophe et une femme le peut-être hardiment » (3). Diderot fera tenir par deux personnages le dialogue suivant : « Comment définissez-vous les femmes ? — Un animal naturellement faible et malade. — Je conviens qu'elles sont souvent l'un et l'autre, mais je suis persuadé que c'est un effet de l'éducation du système de nos mœurs et point du tout de la nature » (4). A son avis, la femme n'est pas inférieure à l'homme, leurs deux natures sont différentes et le philosophe s'indigne de voir « la cruauté des lois civiles se réunissant contre elles à la cruauté de la nature, les femmes partout traitées comme

(1) E. et J. Goncourt, *ouvr. cit.*, p. 371. « Elle est, pendant que règnent Louis XV et Voltaire, ce qui met du ciel dans un siècle sans Dieu. » Ibid., *id.*, p. 405.

(2) Helvétius, *De l'Esprit*. V. L. Abensour, *La femme et le féminisme avant la Révolution*, p. 367.

(3) V. L. Abensour, *ouvr. cit.*, p. 370-371.

(4) Diderot, *Opuscules philosophiques et littéraires*, 1796, p. 169.

des enfants imbéciles » (1). Thomas, qui clôt la série des théoriciens de l'égalité, juge les deux sexes sensiblement égaux et se demande pourquoi l'un des deux serait assujéti à l'autre.

Quant au P. Caffiaux, il est partisan du féminisme intégral et estime que les femmes sont bien plus intelligentes que les hommes. Son œuvre reflète les tendances de son maître Poulain de la Barre. Comme lui, il revendique pour le sexe féminin l'exercice de toutes les professions libérales. Ces auteurs eurent une grande influence sur la société de leur temps; leurs principes subirent une éclipse au moment de la Révolution; ils ne reparurent qu'au XIX^e siècle, et formèrent la base des théories féministes françaises et anglaises.

Mais au XVIII^e siècle, Rousseau et ses disciples vinrent jeter une note antiféministe. L'auteur de *l'Emile* considère les femmes comme de grands enfants, c'est-à-dire des êtres dont les forces corporelles et spirituelles n'ont pas atteint le même développement que celui des hommes. Rousseau relègue la femme à la maison; Sophie recevra en vue de sa destination d'épouse et de mère une solide éducation ménagère. Il lui octroie une légère teinture littéraire, mais elle n'étudiera pas dans les livres; « quant aux ouvrages de génie, ils passent sa portée » (2). Le philosophe aime encore cent fois mieux « une fille simple et grossièrement élevée qu'une fille savante et bel esprit qui viendrait établir dans sa maison un tribunal de littérature dont elle se ferait la présidente » (3). Pour lui, « la femme qui s'occupe de lettres, de politique, celle qui seulement tient un salon, ou fait des hommes son habituelle société, est la fleur vénéneuse qui pousse sur le fumier des civilisations » (4). Les théories de Rousseau eurent beaucoup moins d'influence de son vivant qu'après sa mort. Pendant la Révolution, ses idées firent autorité. Un de ses disciples, Restif de la Bretonne, alla jusqu'à défendre aux femmes toute culture intellectuelle; une minorité seule, à son avis, pourrait s'instruire. Plus tard, Sylvain Maréchal, soutint qu'on ne doit pas apprendre à lire aux femmes. Dans un style imagé, il leur assigne uniquement le rôle de ménagère :

(1) V. L. Abensour, *ouvr. cit.*, p. 371.

(2) Rousseau, *Emile*. L. V.

(3) *Ibid.*, *id.*

(4) L. Abensour, *Histoire générale du féminisme*, p. 167.

« La *Raison* veut que les femmes n'apprennent point à lire aux astres : qu'elles comptent les œufs de la basse-cour et non les étoiles du firmament.

« La *Raison* veut que l'on interdise aux femmes la botanique par principe; qu'elles se bornent à la connaissance des plantes potagères et de quelques simples.

« La *Raison* n'approuve pas les femmes qui assistent aux leçons de chimie : les cuisinières qui ne savent pas lire sont celles qui font la meilleure soupe » (1).

Aux adversaires de l'instruction féminine, ajoutons les noms de Joseph de Maistre : « La science, dit-il, est ce qu'il y a de plus dangereux pour les femmes » (2); aussi malheur aux « entrepreneuses de grandes choses » (3)! et de Mme Roland qui pose comme principe que la femme n'a rien à gagner à pousser son sexe dans les voies de l'étude pour l'étude : « Nous sommes plus utiles, écrivait-elle, par nos vertus que par nos connaissances » (4). L'instruction, à son avis, n'est qu'un moyen de culture morale.

LES REVENDICATIONS DES FEMMES AU XVIII^e SIÈCLE

Quelle était la place que la femme occupait dans la société? A la Cour, elle jouait un rôle important, on lui demandait souvent conseil sur les choses se rapportant à la politique. Mais près de la femme qui a toutes les adulations, tous les honneurs à condition que le hasard l'ait fait naître noble ou du moins riche, l'ouvrière est condamnée à un salaire de famine. Aucune profession libérale n'est accessible à la bourgeoisie. Cet état social ne fut pas sans frapper l'esprit de quelques femmes de ce temps qui commencèrent à s'agiter pour réclamer l'émancipation intellectuelle de leur sexe et son accès aux carrières libérales. Mais leurs revendications sont timides et ne tendent pas à demander que les lois changent les mœurs et permettent aux femmes d'exercer les professions qui leur sont fermées. Ce sont plutôt des suggestions qui ne

(1) S. Maréchal, *Projet d'une loi portant défense d'apprendre à lire aux femmes*. Cité dans A. Rebière, *Les femmes dans la science*, p. 293.

(2) V. Mgr Dupanloup, *Lettres sur l'éducation des filles*, p. 32.

(3) Ibid., *id.*, p. 33.

(4) V. O. Gréard, *L'éducation des femmes par les femmes*, p. 349.

dépassent pas le domaine de la littérature. L'opinion publique n'est pas encore alertée par un mouvement féministe. La plupart des femmes sont indifférentes à l'amélioration de leur propre sort. Mme de Puisieux cependant demande pour son sexe l'accession aux carrières libérales. « C'est, dit-elle, la coutume et la loi du plus fort, non la nature et la raison, qui empêchent les femmes d'exercer tous les métiers libéraux pour lesquels elles sont douées tout comme l'homme. Et le barreau leur conviendrait aussi bien que l'exercice de la médecine, l'enseignement des universités et même la théologie... Pourquoi le savoir nous est-il inutile? Parce que nous sommes exclues des charges! Pourquoi sommes-nous exclues des charges? Parce que nous n'avons pas le savoir!... » (1) Mme de Coicy reprend les mêmes arguments. Elle est aussi d'avis que toutes les affaires de femmes devraient être jugées et plaidées par leurs semblables. Rien n'empêcherait que la femme fût magistrat. Elle enseignerait aussi bien que l'homme les sciences et les lettres. De même, elle pourrait occuper, comme le soutiendra également Mme Archambault, des emplois ecclésiastiques et militaires.

PROFESSIONS INTELLECTUELLES EXERCÉES PAR LES FEMMES AU XVIII^e SIÈCLE

Un coup d'œil jeté sur l'activité féminine de ce siècle nous révèle que bien peu de femmes exercèrent une profession intellectuelle. Quelques-unes occupèrent la place de maîtresse d'école. A la fin du XVIII^e siècle, un trait tout à fait curieux à noter, c'était l'absence à peu près complète de femmes dans le personnel enseignant des couvents. Dans les familles aussi, les jeunes filles avaient comme professeurs des hommes (2). Quelques femmes se distinguèrent dans les sciences déductives et expérimentales (3); d'autres dans les lettres, la poésie, les mémoires, le genre épistolaire, le théâtre, le roman et l'his-

(1) Mme de Puisieux, *La femme n'est pas inférieure à l'homme*. V. Froger-Doudement, *Que veulent donc ces féministes*, p. 5-6.

(2) V. A. de Luppé, *Les jeunes filles dans l'aristocratie et la bourgeoisie à la fin du XVIII^e siècle*.

(3) V. L. Abensour, *La femme et le féminisme avant la Révolution*, p. 313-315.

toire (1). Mais elles ne furent pas des professionnelles. Elles étudiaient par plaisir et continuaient la tradition des femmes instruites du xvii^e siècle. Plus privilégiées que Christine de Pisan, qui devait « de triste cuer chanter joyeusement », la vie pour elles est douce et le savoir n'est pas la recherche d'un gagne-pain. L'on vit aussi, pendant ce siècle, quelques actrices laisser un nom célèbre (2), des femmes étudier la médecine et la pratiquer; mais les lettres et les arts constituèrent leur domaine préféré et en attirèrent le plus grand nombre.

(1) L. Abensour, *ouvr. cit.*, p. 303-313. V. aussi *Les Nouvelles Littéraires*, 13 oct. 1928, J. Larnac, *La littérature féminine en France, Le siècle des femmes*.

(2) V. Mme Dussanè, *La Comédie Française*.

CHAPITRE II

DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE A LA RÉPUBLIQUE DE 1848

I. *Sous la Révolution (1789-1795).* — Les revendications concernant l'instruction populaire dans les cahiers des trois ordres — Les revendications des femmes relatives à une meilleure éducation et à leur admission aux fonctions sociales — L'opinion des philosophes et des hommes d'Etat au sujet du rôle de la femme dans la société et de son droit à l'instruction — L'instruction féminine à l'époque révolutionnaire — Enseignement primaire, secondaire, supérieur et professionnel.

II. *Sous le Consulat et l'Empire (1795-1815).* — Napoléon et l'instruction des femmes — L'instruction féminine sous le Consulat et l'Empire. Enseignement primaire, secondaire, supérieur et professionnel.

III. *Sous la Restauration et le règne de Louis-Philippe (1815-1848).* — Les systèmes socialistes et leur conception au sujet du rôle de la femme dans la société. Les réclamations qui y sont formulées concernant le développement intellectuel de la femme — Les revendications féminines dans l'ordre intellectuel — L'instruction féminine sous la Restauration. Enseignement primaire, secondaire, supérieur et professionnel.

I. — Sous la Révolution (1789-1795)

LES REVENDICATIONS CONCERNANT L'INSTRUCTION POPULAIRE DANS LES CAHIERS DES TROIS ORDRES

L'instruction populaire, à la veille de la Révolution, était encore bien médiocre. Les trois ordres déplorent son insuffisance. Dans les cahiers établis en vue de la réunion des Etats Généraux de 1789, la nécessité de l'enseignement à donner au peuple est unanimement reconnue (1).

Le clergé, de toutes parts, réclame qu'on établisse, conformément à la Déclaration de 1724, des maîtres et maîtresses

(1) Les documents qui suivent sont empruntés à l'abbé Allain : *La question d'enseignement en 1789 d'après les cahiers.*

d'école, dans toutes les paroisses du royaume. Assez souvent ses vœux sont motivés. « L'instruction des gens de la campagne est précieuse à l'Etat... », lit-on dans les cahiers de Dourdan. Et dans ceux de Montreuil-sur-Mer, on peut noter la phrase suivante : « Rien de plus intéressant pour l'ordre public et pour les bonnes mœurs que l'instruction des enfants ».

La noblesse joint ses vœux à ceux du clergé : à Saint-Mihiel, elle se préoccupe particulièrement de l'enseignement à distribuer au peuple.

Le tiers état réclame dans ses assemblées la stricte exécution des Déclarations royales de 1698 et de 1724. A Paris, il est demandé « qu'il soit établi dans chaque paroisse ayant plus de deux cents feux, un maître et une maîtresse d'école pour donner des leçons gratuites aux enfants de l'un et l'autre sexe ».

L'éducation professionnelle fit aussi l'objet des revendications du tiers état, mais ses réclamations sur ce point furent beaucoup plus rares que celles se rapportant à l'enseignement proprement dit. A Saint-Pierre-le-Moutier, il est formulé que « l'éducation publique soit réformée de manière que les enfants du peuple y trouvent des ressources relatives aux professions ou métiers auxquels ils se destineront » (1).

Les trois ordres ne se contentèrent pas d'émettre des vœux platoniques concernant l'enseignement populaire. Ils envisagèrent aussi la création des écoles, le choix et la préparation des maîtres et des maîtresses, leur condition matérielle, la gratuité et même l'obligation scolaire.

LES REVENDICATIONS DES FEMMES

RELATIVES A UNE MEILLEURE ÉDUCATION ET A LEUR ADMISSION AUX FONCTIONS SOCIALES

Les femmes ne devaient pas rester impassibles dans cette atmosphère d'effervescence générale des esprits de ce temps. Aussi présentèrent-elles elles-mêmes leur requête. « Au milieu de la conversation générale qui s'établit entre le monarque et les peuples, il est impossible aux femmes de ce

(1) A. Duméril, *Des vœux des cahiers de 1789 relatifs à l'instruction publique*. Toulouse, Douladoure, 1880, p. 46.

Royaume de rester plus longtemps muettes. Lorsque tous les corps, depuis le clergé jusqu'au grenier à sel, publient leurs respectueuses remontrances, lorsque dans toutes les parties de ce vaste Empire, on entend répéter sans cesse que tout est violé, il n'est plus glorieux pour les femmes de parler, il serait honteux pour elles de se taire. Notre silence serait une de ces contradictions que la nature et la postérité reprocheraient éternellement à notre sexe » (1).

Les femmes firent porter en premier lieu leurs réclamations sur l'établissement d'une meilleure éducation. Une pétition des femmes du tiers état au Roi datée du 1^{er} janvier 1789, relate « la très négligée ou très vicieuse éducation qu'elles ont reçue, éducation qui consiste à envoyer les jeunes filles à l'école chez un maître qui lui-même ne sait pas le premier mot de la langue qu'il enseigne. Elles continuent d'y aller jusqu'à ce qu'elles sachent lire l'office de la messe en français et les vêpres en latin... Nous vous supplions, sire, d'établir des écoles gratuites où nous puissions apprendre notre langue par principes, la religion et la morale. Nous demandons à sortir de l'ignorance pour donner à nos enfants une éducation saine et raisonnable » (2). Le même vœu fut formulé dans un cahier des doléances et réclamations des femmes envoyé à l'Assemblée nationale : « Vous qui allez devenir les arbitres du bien et du mal, occupez-vous de changer les règles de notre éducation..., ne nous privez pas des connaissances qui peuvent nous mettre à même de vous aider, soit par nos conseils, soit par nos travaux » (3).

En 1790, parut la *Motion de la pauvre Javotte* déplorant elle aussi que l'éducation féminine soit entachée de tant d'ignorance. « Les hommes sont favorisés du gouvernement dès le commencement de leur vie; nous sommes abandonnées jusqu'au dernier terme de la nôtre... Il y a plusieurs écoles gratuites pour eux, il n'y en a presque pas pour nous. On songe à leur donner des talents; on ne veut nous apprendre que le catéchisme » (4).

(1) *Recueil de brochures et pièces de l'époque révolutionnaire. Très humbles remontrances des femmes françaises*, 1788, p. 3-4.

(2) *Id. Pétition des femmes du tiers état au Roy*, 1^{er} janv. 1789.

(3) *Cahier des doléances et réclamations des Femmes*, 1789. V. J. Chauvin, *ouvr. cit.*, p. 190.

(4) V. Mme Avril de Sainte-Croix, *Le féminisme*, p. 23.

Quelques femmes ambitionnèrent même une culture égale à celle des hommes. Mme Etta Palme d'Aelders, d'origine hollandaise, soutint cette thèse et dans son *Adresse des citoyennes françaises à l'Assemblée nationale*, demande qu'on accorde aux filles une éducation morale égale à celle de leurs frères... « car l'éducation est à l'âme ce que la rosée est aux plantes » (1).

Les femmes, en second lieu, réclamèrent le droit au travail, l'égale admission à toutes les fonctions sociales : « Que les femmes soient préparées et admises à posséder des emplois, non pour usurper l'autorité des hommes, mais pour en être plus estimées, pour que nous ayons le moyen de vivre à l'abri de l'infortune, que l'indigence ne force pas les plus faibles d'entre nous que le luxe éblouit et que l'exemple entraîne de se réunir à la foule des malheureuses qui surchargent les rues et dont la crapuleuse audace fait l'opprobre de notre sexe et des hommes qui les fréquentent » (2).

En 1791, Olympe de Gouge, dans sa brochure *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* adressée à la reine Marie-Antoinette, formule que « toutes les citoyennes et tous les citoyens doivent être également admissibles à toutes les dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talents ».

Les femmes de la Révolution, pour donner plus de force à leurs revendications, s'étaient groupées et avaient formé des clubs et des sociétés de propagande. Mais leurs réclamations visant à la fois l'émancipation économique, sociale et politique ne furent pas prises en considération par l'Assemblée nationale (3). La Convention décréta, le 9 brumaire an II, la suppression des clubs et sociétés populaires de femmes sous quelque dénomination que ce soit.

Si l'heure n'était pas encore sonnée où les revendications féministes allaient obtenir leur réalisation, celles-ci constituent du moins le premier jalon posé de la longue croisade que les femmes entreprirent pour mettre leur droit en évidence. Ce n'est que plus tard qu'elles devaient porter des

(1) V. J. Chauvin, *ouvr. cit.*, p. 191.

(2) *Pétition des femmes du tiers état au Roy*, 1^{re} janv. 1789.

(3) V. A. Dessens : *Les revendications des droits de la femme au point de vue politique, civil, économique pendant la Révolution*, p. 184.

fruits. « C'est dans la Révolution française, dit M. L. Lacour, que se trouvent les véritables origines du mouvement féministe actuel, car si l'idée qu'il y a égalité intellectuelle entre l'homme et la femme est bien antérieure à la Révolution, si elle précéda le Christianisme, c'est seulement du jour où furent proclamés les droits de l'homme, du jour du moins où se leva sur l'humanité la grande espérance de l'émancipation de l'homme, qu'une *doctrine* parut et put paraître de l'émancipation parallèle de la femme, suivie d'un *mouvement pour essayer de réaliser cette thèse intégrale* » (1).

L'OPINION DES PHILOSOPHES ET DES HOMMES D'ÉTAT
AU SUJET DU RÔLE DE LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ
ET DE SON DROIT A L'INSTRUCTION

Dans les rangs de l'Assemblée constituante, à part des esprits comme Sieyès, l'abbé Faucher, Condorcet, disposés à émanciper la femme au point de vue social et politique, la grande majorité des hommes, parmi lesquels Mirabeau, Robespierre, imbus des idées de Rousseau, refusèrent nettement au sexe féminin toute participation aux affaires et aux emplois publics. Les idées de Mirabeau sont exposées dans son discours sur l'Education publique qu'il allait prononcer quand la mort le surprit. « L'homme et la femme jouant un rôle entièrement différent dans la nature, ne pouvaient jouer le même rôle dans l'état social, et l'ordre éternel des choses ne les faisait concourir à un but commun qu'en leur assignant des places distinctes... Enlever ces êtres modestes, et dont la pudique retenue fait le plus grand charme, au cercle des habitudes domestiques qui font éclore ou du moins perfectionnent toutes leurs aimables qualités, les transporter au milieu des hommes et des affaires, les exposer aux périls d'une vie qu'elles ne pourraient apprendre à supporter qu'en dénaturant leur constitution physique, c'est vouloir oblitérer cette exquise sensibilité qui constitue, pour ainsi dire, leur essence et devient le garant de leur aptitude à remplir les fonctions inférieures qu'un bon plan social leur attribue. C'est tout confondre; c'est en voulant les flatter par des vaines préro-

(1) L. Lacour, *Trois femmes de la Révolution*, p. III.

gatives, leur faire perdre de vue les avantages dont elles peuvent embellir leur existence; c'est les dégrader et pour elles-mêmes et pour nous; c'est, en un mot, sous le prétexte de les associer à la souveraineté, leur faire perdre tout leur empire. Sans doute la femme doit régner dans l'intérieur de la maison, mais elle ne doit régner que là. Partout ailleurs, elle est comme déplacée » (1).

Chaumette dénie également à la femme tout droit à un emploi extérieur à la maison. « Quoi, s'écrie-t-il, des êtres *dégradés* qui veulent franchir et violer les lois de la nature entre-ront dans les lieux commis à la garde des citoyens!... La nature a dit à la femme : sois femme! Les soins dûs à l'enfance, les détails du ménage, les douces inquiétudes de la maternité, voilà tes travaux. » (2).

Au sein de la Convention, Amar déclarait que les femmes n'ont ni les aptitudes physiques et morales qu'exige la participation aux affaires publiques; ce sont des fonctions trop pénibles pour elles..., de plus « l'opinion universelle repousse cette idée : la pudeur des femmes ne leur permet pas de se montrer en public; chez les anciens peuples, leur timidité naturelle leur défendait de paraître hors de la famille. » (3).

L'INSTRUCTION FÉMININE A L'ÉPOQUE RÉVOLUTIONNAIRE.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE, SUPÉRIEUR ET PROFESSIONNEL

L'Assemblée constituante proclama le principe de l'éducation des deux sexes dans sa loi des 3-4 septembre 1791. « Il sera créé et organisé une instruction publique commune à tous les citoyens. »

Talleyrand, le rapporteur de la Constituante, consacra le titre XVII du projet de loi qu'il rédigea à l'éducation des femmes (4). Dans le Rapport qui le précède, il réclama l'instruc-

(1) *Travail sur l'éducation publique, du comte de Mirabeau*. Ce travail fut trouvé dans ses papiers et publié par Cabanis (1791).

(2) *Discours contre Rose Lacombe*. V. J. Chauvin, *ouvr. cit.*, p. 168.

(3) *Discours contre la Société des Femmes révolutionnaires*. V. J. Chauvin, *ouvr. cit.*, p. 168.

(4) V. P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. II, p. 297-298.

tion pour les deux sexes. « L'instruction, dit-il, doit exister pour l'un et l'autre sexe; cela est trop évident; car puisqu'elle est un bien commun, sur quel principe l'un des deux pourrait-il en être déshérité par la société protectrice des droits de tous?... Puisque l'instruction doit exister pour chaque sexe, il faut donc créer promptement des écoles et pour l'un et pour l'autre; mais il faut aussi créer pour elles des principes d'instruction; car ce ne sont pas les écoles, mais les principes qui les dirigent, qu'il faut regarder comme les véritables propagateurs de l'instruction. »

Talleyrand n'admettait les filles dans les écoles de garçons que jusqu'à l'âge de huit ans. A partir de cet âge, elles étaient rendues à leurs parents ou mises dans des pensionnats créés spécialement pour elles. Mais son projet ne vise pas l'instruction proprement dite. Imbu des doctrines de Rousseau, il lui paraît que l'éducation dans la famille ou à l'école doit avoir spécialement en vue « de préparer les filles aux vertus de la vie domestique et aux talents utiles dans le gouvernement d'une famille » (art. 8).

A l'inverse des théories de Talleyrand, Condorcet déduit de l'égalité des sexes l'égalité d'instruction. Ses idées relatives à l'enseignement à donner aux femmes sont consignées dans le premier des cinq Mémoires qu'il publia au début de la Révolution, avant de siéger à la Législative. « Rien ne peut empêcher, y lit-on, que l'instruction ne soit la même pour les femmes et pour les hommes. En effet, toute instruction se bornant à exposer des vérités, à en développer les preuves, on ne voit pas comment la différence des sexes en exigerait une dans le choix de ces vérités, ou dans la manière de les prouver. Si le système complet de l'instruction commune, de celle qui a pour but d'enseigner aux individus de l'espèce humaine ce qu'il leur est nécessaire de savoir pour jouir de leurs droits et pour remplir leurs devoirs, paraît trop étendu pour les femmes, qui ne sont appelées à aucune fonction publique, on peut se restreindre à leur faire parcourir les premiers degrés, mais sans interdire les autres à celles qui auraient des dispositions plus heureuses et en qui leur famille voudrait les cultiver. S'il est quelque profession qui soit exclusivement réservée aux hommes, les femmes ne seraient pas admises à l'instruction particulière qu'elle peut exiger, mais il serait absurde de les exclure de celle qui a pour objet les professions qu'elles doivent exer-

cer en concurrence » (1). Cette instruction serait utile aux femmes : 1° pour qu'elles puissent surveiller l'instruction de leurs enfants; 2° pour que, dans la famille, il y ait égalité non seulement entre le mari et la femme, mais entre le frère et la sœur, et même entre le fils et la mère. « Quelle autorité pourrait avoir la tendresse maternelle, si l'ignorance dévouait les mères à devenir pour leurs enfants un objet de ridicule ou de mépris? » (2); 3° l'instruction des femmes serait un moyen de faire conserver aux hommes les connaissances qu'ils ont acquises dans leur jeunesse; enfin, 4°, « parce que les femmes ont les mêmes droits que les hommes; elles ont donc celui d'obtenir les mêmes facilités pour acquérir les lumières qui, seules, peuvent leur donner les moyens d'exercer réellement ces droits avec une même indépendance et dans une même étendue » (3).

De l'égalité d'instruction dériverait l'éducation mixte. Condorcet envisage l'enseignement donné en commun et confié à un maître choisi indifféremment dans l'un ou l'autre sexe.

Condorcet fit, à l'Assemblée législative, au nom du comité d'instruction publique, un rapport suivi d'un projet de loi où il demandait pour les filles des écoles spéciales, mais seulement dans les villes d'au moins 1.500 habitants (4). Son rapport ne contenait rien visant spécialement l'instruction féminine. On y relève seulement la disposition suivante relative aux deux sexes : « Dans les villages, où il n'y aura qu'une seule école primaire, les enfants des deux sexes y seront admis et recevront d'un même instituteur une instruction égale ». Condorcet jugeait la question importante et devant faire l'objet d'un rapport particulier. Malheureusement, ce travail annoncé ne parut pas et la Législative disparut sans que la première partie du rapport eût pu être votée.

Avec la Convention commence une ère nouvelle de l'Instruction publique en France. Elle fit voter quelques décrets se rap-

(1) V. P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. II, p. 304.

(2) *Ibid.*, *id.*, t. II, p. 304-306.

(3) *Ibid.*, *id.*, t. II, p. 304-306.

En Allemagne, von Hippel, dans son livre *Amélioration du sort de la femme au point de vue du droit de cité* (1790); en Angleterre, Marie Wolstonecraft, dans son ouvrage *Revendication des droits de la femme* (1792), réclamèrent l'égalité des deux sexes au point de vue économique, civil et politique.

(4) Projet de loi du 21 avril 1792, titre II, art. 12.

portant à l'instruction des femmes : celui du 22 frimaire an I (12 décembre 1792), le décret du 11 prairial an I (30 mai 1793) qui, inspiré du projet de Condorcet, dispose qu'il y aura une école primaire dans tous les lieux qui ont de 400 à 1.500 habitants, enfin les décrets du 30 vendémiaire an II (21 octobre 1793) et 17 frimaire an II (19 décembre 1793).

Lepelletier (1), dans son plan d'éducation nationale, réclamait une éducation égale pour tous les enfants : « Tous recevront même nourriture, mêmes vêtements, même instruction, mêmes soins. » Son projet autoritaire, pénétré des rudes pratiques spartiates, faisait ressembler l'école à un atelier ou à un établissement pénitentiaire. Nivelant les castes, il eut l'approbation de Robespierre et de ses partisans et fut adopté le 13 août 1793. Il ne pouvait résister au bon sens et fut repoussé le 20 octobre 1793.

Romme, en octobre 1793, s'inspirait dans son projet de celui de Condorcet.

Masuyer (2) demandait dans le sien l'établissement d'une école de filles dans chaque commune.

Après le 9 thermidor, Lakanal fit voter le décret du 27 brumaire an III (17 novembre 1794). Il édictait l'ouverture d'une école par 1.000 habitants. « Chaque école primaire serait divisée en deux sections, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles, avec un instituteur et une institutrice. »

Le décret du 3 brumaire an IV (24 octobre 1795) avait passé sous silence les écoles de filles. Avec la motion de Lakanal, cet oubli fut réparé et l'ancienne division de chaque école primaire en deux sections fut conservée. Ce fut le dernier vote de la Convention. Elle se sépara le 26 octobre 1795.

Mais en ce qui concerne les écoles de filles, le personnel fut en nombre insuffisant. La profession était loin d'être lucrative : « L'institutrice de Mussy, dans l'Aube, avait sept élèves qui lui payaient ensemble trente-cinq sous par mois, et l'hôpital lui allouait une indemnité de sept livres, dix sous pour les enfants indigents » (3).

En ce qui touche l'enseignement secondaire et supérieur, rien ne fut fait pour les femmes pendant cette période. Les

(1) Projet du 25 messidor an II.

(2) Projet du 3 prairial an III.

(3) P. Rousselot, *ouvr. cit.*, t. II, p. 337.

projets d'organisation de Talleyrand, de Condorcet, de Römme et de Lakanal se bornent à l'enseignement primaire.

Quant à l'enseignement professionnel (l'expression d'« *enseignement technique* » n'était pas en usage), Talleyrand, dans l'article 3 de son projet, visait la formation d'écoles professionnelles pour les filles.

Condorcet envisageait aussi cet enseignement dans son système d'éducation nationale.

Lakanal, sous la Convention, proposait qu'on donnât dans les écoles primaires, avec l'instruction nécessaire à tous, « les notions indispensables de travail manuel pour les deux sexes. »

Beauquier, en décembre 1793, projetait l'organisation d'un véritable enseignement professionnel obligatoire : « Les pères et mères seraient punis s'ils n'envoyaient pas leurs enfants à l'école. »

II. — Sous le Consulat et l'Empire (1795-1815)

NAPOLÉON ET L'INSTRUCTION DES FEMMES

Après Condorcet et Lakanal, les deux grands théoriciens de l'égalité des sexes devant l'instruction, il ne vient plus à l'esprit des rapporteurs, qui ont écrit ou parlé au nom des différentes assemblées du Consulat et de l'Empire, de réclamer pour le sexe féminin l'instruction même la plus élémentaire. Leurs projets, à dessein, passent sous silence l'enseignement à donner aux filles.

Napoléon jugeait les femmes des êtres faibles de cerveau. Les Grandes Ecoles qu'il avait fondées, c'était aux hommes exclusivement qu'elles devaient s'ouvrir. L'Empereur n'envisageait même pas que les femmes pussent devenir fonctionnaires de l'Etat. Il avait horreur de celles versées dans la carrière des lettres, et Mme de Staël encourut ses critiques acerbes. « Rien n'est plus haïssable, disait-il, qu'une femme qui raisonne. » (1). La première femme, aux yeux de Napoléon, est celle « qui fait le plus d'enfants ». « Faites-nous des mères », tel fut le mot d'ordre que Mme Campan reçut, lorsqu'il la plaça à la tête de la première maison de la Légion d'Honneur. Le programme d'éducation de l'institution se res-

(1) Mme Avril de Sainte-Croix, *ouvr. cit.*, p. 55.

sent de ses idées, empreintes d'un grand réalisme et visant dans l'instruction féminine un but pratique. « Je veux faire de ces jeunes filles, écrit l'Empereur, des femmes utiles, certain que j'en ferai par là des femmes agréables. » La religion entre dans une grande part de leur éducation, car « elle est une importante affaire dans une institution de demoiselles, c'est le plus sûr garant pour les mères et pour les maris. Elevez-nous des croyantes et non pas des raisonneuses... » (1). Les femmes en sauront toujours assez; l'éducation intellectuelle n'intéresse pas Napoléon. « Il faut apprendre aux élèves à chiffrer, à écrire, et les principes de leur langue afin qu'elles sachent l'orthographe. Il faut leur enseigner un peu de géographie et d'histoire, mais bien se garder de leur montrer ni le latin, ni aucune langue étrangère. » (2). Il joignait à ce programme un peu de botanique, de physique et d'histoire naturelle. Il recommandait l'économie ménagère, les travaux manuels y compris la cuisine, et « un peu de médecine et de pharmacie » (3) afin qu'elles sachent soigner leur entourage.

L'INSTRUCTION FÉMININE SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE.
ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE, SUPÉRIEUR ET
PROFESSIONNEL

Le Consulat et l'Empire donnèrent une forte impulsion à l'instruction publique, mais n'y comprirent pas l'enseignement des filles. Toute la législation de cette époque reflète l'esprit de Napoléon, positif et autoritaire à l'égard de l'éducation des femmes.

Le décret du 17 novembre 1794 (27 brumaire an III) n'avait pas été exécuté. Il fut abrogé par la loi du 11 floréal, an X (1^{er} mai 1802). Cette loi, ainsi que le décret du 17 mars 1808, — décret constitutif de l'Université impériale —, ne fait aucune mention des écoles de filles. Les articles 107 et 108 du décret prescrivaient des mesures pour l'établissement de cours normaux annexés aux lycées et collèges en vue de former de bons maîtres pour les écoles primaires, mais il ne s'agit là que des hommes; les institutrices n'étaient pas comprises dans cette mesure.

(1) (2) (3) V. *Revue Hebdomadaire*, août 1921, J. Balde, *Napoléon et l'éducation des filles*, p. 333-351.

Jusqu'en 1850, les écoles de filles n'eurent aucune garantie légale. Elles restaient soumises au décret du 22 décembre 1789 qui les assimilait aux établissements régis par les règlements de police (1).

Quant à l'enseignement secondaire, il n'existait pas, au début, d'établissements publics pour les femmes. Mais l'initiative privée se substitua à l'Etat pendant cette période. D'anciennes religieuses rouvrirent leurs classes (2). Des pensionnats furent créés pour la bourgeoisie. Mme Campan en ouvrit un à Saint-Germain (3). Choisie par Napoléon, elle dirigea de décembre 1807 à 1814 la maison d'Ecouen, « établissement spécial pour l'éducation gratuite des filles, sœurs ou nièces des membres de la Légion d'Honneur » (4). L'exemple de Mme Campan engagea plus d'une femme à ouvrir un pensionnat. Mais leur compétence n'était pas à la hauteur de leur tâche. « Plus d'une, rapporte un écrivain, avait passé sans transition de la boutique à l'école » (5). Parmi les femmes qui acquirent une certaine réputation dans l'enseignement secondaire de cette époque, on peut citer, à côté de Mme Campan, Mme La Maisonnette qui, vers 1811, créa un pensionnat à Paris dont elle publia les règles dans un livre qui fit autorité pour les établissements de jeunes filles de ce temps. Vers la même époque, Mlle Sauvan ouvrit à Chaillot une maison d'éducation qu'elle dirigea jusqu'en 1828. A cette date, elle obtint la direction du personnel enseignant des écoles primaires de la ville de Paris.

Pendant cette période, vers 1810, un embryon d'enseignement supérieur littéraire commença à se faire jour pour les femmes (6). Cette innovation, hardie pour l'époque, était due à un jeune professeur de la Faculté des Lettres, Lacretelle, qui rappela plus tard ses souvenirs d'une façon plaisante.

(1) O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 93.

(2) La loi du 19 déc. 1793 avait consacré le principe de la liberté de l'enseignement.

(3) V. O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 104-105.

(4) Sous la Restauration, Ecouen ayant été rendu à la maison de Condé, il ne resta plus que Saint-Denis et les deux succursales des Barbeaux et des Loges.

(5) O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 105.

(6) V. *La Revue Pédagogique*, juillet 1918, Cl. Perroud, *Les femmes aux cours de la Sorbonne en 1810*, p. 26.

Grand émoi au Collège du Plessis où on avait installé tant bien que mal la Faculté des Lettres :

« *Et voilà qu'un essaim de naissantes beautés,
Sous les yeux vigilants de parents respectés,
Illuminait ces murs d'une clarté divine...* »

Mais cette nouveauté devait être de courte durée :

« *...Des vieux professeurs les ombres s'indignèrent;
Leur robe s'agita, leurs rabats se plissèrent;
Jansénius en feu sur nos bancs reparut;
Même le bon Rollin trembla pour mon salut...* »

Une décision du Conseil de la Faculté mit fin à cette audace en interdisant aux femmes l'accès des cours de la Sorbonne.

Sous le Consulat et l'Empire l'enseignement professionnel était inexistant pour les filles. Cependant on doit mentionner une tentative, en 1801, de Bonaparte, premier consul. Au Conservatoire des Arts et Métiers, une école particulière pour la filature de coton était ouverte, dans laquelle cent jeunes filles des hospices de Paris étaient élevées et formées au travail.

III. — Sous la Restauration et le règne de Louis-Philippe (1815-1848)

LES SYSTÈMES SOCIALISTES ET LEUR CONCEPTION AU SUJET DU
RÔLE DE LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ. LES RÉCLAMATIONS QUI
Y SONT FORMULÉES CONCERNANT LE DÉVELOPPEMENT INTEL-
LECTUEL DE LA FEMME.

Le féminisme, qui avait subi une éclipse pendant la période napoléonienne, reparait sous la Restauration et le règne de Louis-Philippe. Le socialisme ne devait pas oublier les femmes dans ses revendications : saint-simonisme, fouriérisme, communisme vont les tirer de leur ancienne sujétion et leur assigner un rôle dans la société.

Pour Saint-Simon, l'individu social, qui jusqu'à présent, a été représenté par l'homme seulement, doit être désormais composé de l'homme et de la femme. Toute œuvre sociale

sera l'œuvre d'un couple, véritable « monade sociale » (1). Hommes et femmes participeront également au même travail. Les fonctions civiles, politiques, économiques, voire religieuses, seront accessibles aux femmes (2).

Enfantin et Bazard, chefs de la religion saint-simonienne, réclamèrent aussi l'égalité des sexes. Après la scission du saint-simonisme, les chefs des deux partis gardèrent leurs convictions relatives aux femmes.

Fourier, après avoir formulé le principe général que « les progrès et les changements de périodes s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté, et les décadences d'ordre social s'opèrent en raison du décroissement de la liberté des femmes...; que l'extension des privilèges des femmes est le principe général de tous les progrès sociaux » (3), place encore la civilisation dans les « âges chaotiques ». La femme n'est l'égale de l'homme ni dans la famille, ni dans la société, ni dans l'Etat. Dans une société fondée sur l'Harmonie, rien ne s'opposera à ce que les deux sexes reçoivent la même culture intellectuelle. Les résultats obtenus montreront alors « que la nature leur distribue par égale portion l'aptitude aux sciences et aux arts, sauf répartition des genres; le goût des sciences étant plus spécialement affecté aux hommes et celui des arts plus spécialement aux femmes, en proportion approximative de : hommes 2/3 aux sciences, 1/3 aux arts — femmes 2/3 aux arts, 1/3 aux sciences » (4). Les femmes ne seront exclues d'aucune fonction, « ni de la médecine, ni de l'enseignement » (5), spécifie Fourier. Il y aura autant de sybilles que de sybils (professeurs) (6). Sur ce point, Fourier va à l'encontre des idées des philosophes qui écartent les femmes de cette fonction et leur octroient pour tâche « d'écumer le pot,

(1) V. Le Van Kim, *Féminisme et travail féminin dans les doctrines et dans les faits*, p. 64.

(2) V. H.-R. d'Allemagne, *Les Saint-Simoniens*, ch. VIII, p. 211, *Les occupations des Dames Saint-Simoniennes selon leurs capacités* : La Saint-Simonienne étudiant la médecine, la Saint-Simonienne docteur en droit (Imagerie populaire publiée en 1832).

(3) V. p. 12, note 1.

(4) Fourier, *Nouveau monde industriel*, p. 236. V. M. Thibert, *Le féminisme dans le socialisme français de 1830 à 1850*, p. 116.

(5), (6) Fourier, *Traité de l'Association*, p. 334 et suiv. V. M. Thibert, *ouvr. cit.*, p. 116.

de ressarcir les vieilles culottes et de soigner les enfants » (1).

Ses disciples soutinrent les mêmes théories et trouvaient immoral que le sexe entrât en jeu pour l'utilisation des facultés.

Cabet, dans *La République d'Icarie*, posa également le principe fondamental de l'égalité de l'homme et de la femme. Dès l'enfance, « tous les Icariens, sans distinction de sexe et de profession, reçoivent la même éducation générale ou élémentaire qui embrasse les éléments de toutes les connaissances humaines » (2). Cabet ne jugeait pas les facultés intellectuelles des filles inférieures à celles des garçons : aussi en Icarie, les femmes parviennent-elles « au premier rang dans la médecine, le professorat, l'éloquence, la littérature, les beaux-arts et même l'astronomie » (3). Elles ont accès à toutes les professions, y compris le sacerdoce. Cabet prononce cependant leur exclusion des fonctions publiques (4).

LES REVENDICATIONS FÉMININES DANS L'ORDRE INTELLECTUEL

L'émancipation intellectuelle féminine n'était pas réclamée seulement par les socialistes dans leur « aspiration immense vers un ordre social meilleur » (5), les femmes aussi revendiquèrent l'égalité intellectuelle des deux sexes : « Que pour la femme ainsi que pour l'homme, demandaient-elles, il y ait égale *chance de développement*, que dans notre éducation, on développe et nos forces matérielles et nos forces intellectuelles; que nous puissions embrasser la carrière des sciences, si telle est notre vocation » (6). Le projet de Guizot pour la fondation des écoles publiques soulevait leurs protestations. Il ne faisait « aucune mention d'écoles de filles »; seul y figurait cet avis qui les scandalisa vivement : « des écoles de filles pourront être fondées s'il y a lieu. » « Ce que les hommes n'ont point fait, c'est aux femmes de le faire », concluaient-elles. Les femmes éduqueront les femmes et les saint-simo-

(1) Fourier, *Traité de l'Association*, p. 363. V. M. Thibert, *ouvr. cit.*, p. 103.

(2) Cabet, *Voyage en Icarie*, p. 74, M. Thibert, *ouvr. cit.*, p. 152.

(3) Ibid., *Id.*, p. 74-75. V. M. Thibert, *ouvr. cit.*, p. 152.

(4) Ibid., *Id.*, p. 26. V. M. Thibert, *ouvr. cit.*, p. 153.

(5) Considérant, *Le Socialisme devant le Vieux-Monde*. V. M. Thibert, *ouvr. cit.*, Introduction, p. II.

(6) V. M. Thibert, *ouvr. cit.*, p. 245.

niennes citaient la société libre d'instruction populaire, dont les cours pour les femmes étaient faits par des femmes (1).

Les journaux féministes de ce temps répandirent leurs idées (2). Tous les partis féministes réclamèrent en faveur des femmes le droit d'enseigner. Mme Poutret de Mauchamps, fondatrice de *La Gazette des Femmes*, revendiqua l'égalité d'instruction pour les deux sexes; la faculté pour les femmes d'être médecins, pharmaciens, avocats (3); l'admission des femmes aux Beaux-Arts et au Conservatoire; leur participation aux concours pour les prix de Rome, de peinture et de musique, et pour les médailles des expositions artistiques (4). L'entrée des femmes dans les Facultés, leur accession aux grades y sont posées pour la première fois (5).

Mais le mouvement féministe de cette époque n'aboutit à aucun résultat sérieux. Jeanne Deroin résume, dans les lignes suivantes, la situation faite aux femmes par les saint-simoniens. « On nous nuit par excès de zèle; on nous accuse parce qu'on nous méconnaît et, de toutes parts, ce ne sont que clameurs comme si nous voulions renverser le monde et détenir ce qui est. Nous l'avons dit pourtant, nous voulons l'égalité sans désordre, la justice sans récrimination. Selon nous, l'individu social, l'être complet, c'est l'homme et la femme, ce n'est pas l'esprit de la femme libre, comme l'entendait Enfantin qui vit en nous » (6).

L'INSTRUCTION FÉMININE SOUS LA RESTAURATION. ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE, SUPÉRIEUR ET PROFESSIONNEL

Que firent l'Etat, l'initiative privée pendant cette période en ce qui concerne l'instruction féminine?

La Restauration se montra sans doute plus favorable que l'Empire au développement de l'éducation des filles. Pourtant

(1) V. M. Thibert, *ouvr. cit.*, p. 245.

(2) Parmi ces journaux, citons *La femme libre, ou Femme nouvelle, ou Tribune des femmes* (1832-1834); *La Gazette des femmes* (1836-1838); *Le Journal des femmes* (1832-1837); *Le Conseiller des femmes* (1833) continué par la *Mosaïque Lyonnaise* (1833-1835).

(3) V. *Gazette des Femmes*, 1^{er} janvier 1838.

(4), (5) V. p. 141 et suiv.

(6) *Revue politique et parlementaire*, 1897, t. XIII, Marya Cheliga, *Le féminisme en France*, p. 276.

L'ordonnance de 1816, qui compte 42 articles, ne dit mot des écoles primaires de filles. Proscrivant les écoles mixtes, elle autorisait l'instituteur dans les campagnes à recevoir les garçons le matin, et les filles le soir (article 32). Trois ans plus tard seulement, l'administration répara cette lacune, le Ministre de l'Intérieur, par la circulaire du 3 juin 1819, adressée aux préfets, invitait ceux-ci à favoriser la création d'écoles de filles.

L'ordonnance du 3 avril 1820 étendait aux filles, au même titre qu'aux garçons, la surveillance des comités cantonaux et de la Commission d'Instruction publique établie auprès du Ministre de l'Intérieur.

L'ordonnance du 21 avril 1828 reconnaissait la nécessité d'un même régime légal pour les filles et pour les garçons. Cependant le nombre des écoles de filles était encore si faible en 1829, qu'elles ne sont à peine mentionnées dans la première statistique de l'Instruction primaire de 1831. En 1832, on en comptait 1.014 environ (1).

La loi Guizot, du 28 juin 1833, qui devait leur donner une existence légale, est consacrée tout entière à l'organisation des écoles de garçons. « Chose étrange! dit J. Simon, dans cette grande loi, dans cette admirable loi, dans cette loi presque complète, ce qui est le plus grand éloge qu'on puisse faire d'une loi sur l'instruction, cherchez ce qu'on a fait pour l'enseignement des filles! Vous ne trouverez rien. Cet oubli serait incompréhensible. M. Guizot avait préparé pour l'enseignement des filles un titre entier qui souleva des difficultés et fut ajourné au dernier moment, c'est-à-dire abandonné; car, à part la fondation de quelques écoles normales, rien de sérieux n'avait été fait pour les institutrices quand arriva la Révolution de février » (2).

L'utilité de l'instruction des femmes ne se montrait pas encore d'une façon évidente, et Victor Cousin, dans un rapport à la Chambre des Pairs, le 23 mai 1833, traduisait l'opinion commune par ces paroles : « Les écoles spéciales de filles, absolument spéciales et tenues exclusivement par des femmes, sont presque des écoles de luxe qui s'élèveront seulement dans

(1) Cette statistique relatait la situation de 1829. V. O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 96.

(2) J. Simon, *L'Ecole*, p. 87.

les grandes villes. On ne voit pas pourquoi dans les campagnes et les petites villes, les filles ne fréquenteraient pas les écoles primaires ordinaires, publiques ou privées. Il suffit que les instituteurs aient, pour les travaux du sexe, une sous-maitresse... L'instruction des filles deviendrait par là tout aussi universelle que celle des garçons » (1). A cette époque, des considérations financières entrèrent également en jeu pour faire ajourner dans le projet ce qui concernait l'enseignement à donner aux filles.

Cependant les écoles de filles se ressentirent de l'élan que la loi de 1833 imprima à l'enseignement primaire en général. Certaines communes, plus libérales que la loi, élevèrent à la fois des maisons d'école et pour les garçons et pour les filles (2). Enfin l'ordonnance du 23 juin 1836 appliqua aux écoles de filles une partie des principales dispositions de la loi de 1833 sur les écoles de garçons. Mais elle ne se bornait seulement qu'à en envisager la création; leur établissement n'était pas rendu obligatoire. De 1837 à 1840, le chiffre des écoles ouvertes s'élevait à 1.130. Beaucoup de communes qui auraient pu en créer ne le firent pas.

Le même régime que celui des garçons s'imposait pour les filles. On reprochait au gouvernement « d'avoir restreint aux garçons la loi du 28 juin 1833 ». En 1840, dans un Rapport au Roi, M. Villemain soutint les intentions libérales du gouvernement vis-à-vis de l'instruction des filles : « L'instruction primaire des filles, écrivait-il, doit s'étendre dans une proportion analogue à celle des garçons : l'une ne touche pas moins que l'autre aux plus sérieux intérêts de la société et au bonheur des familles. Peut-être même, dans les classes les plus pauvres, est-il spécialement désirable que toute femme acquière un premier degré d'instruction qui lui assure un ascendant de persuasion et d'utilité en lui donnant plus de moyens de seconder son mari, d'élever ses enfants et d'adoucir cette rudesse des mœurs que les professions les plus pénibles conserveront longtemps » (3).

Aucune obligation n'était imposée aux départements quant

(1) Victor Cousin, *Fragments littéraires*, 1843, p. 147. *Rapport à la Chambre des Pairs*, 23 mai 1833. V. O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 97.

(2) V. P. Lorain, *Tableau de l'instruction primaire en France*, p. 276 et suiv.

(3) Villemain, *Rapport au Roi*, 1840. V. O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 98-99.

à la création des écoles normales de filles, mais la nécessité de l'institution s'en faisait sentir, et spontanément, il s'en établit à Mézières, à Lons-le-Saulnier, à Argentan, à Besançon et à Orléans.

Sous la Restauration et sous le règne de Louis-Philippe, l'enseignement secondaire des filles progressa.

Sous la Restauration, les congrégations furent en crédit. Le décret du 16 mai 1826 (1) installa aux Loges, à la Maison de la Légion d'Honneur, la congrégation de la Mère-de-Dieu. Les Ursulines, les Bénédictines, les Visitandines s'occupèrent de l'instruction des filles. En 1820, le Sacré-Cœur s'établit à l'Hôtel Biron, sous la direction de Mme Barat (2).

Les arrêtés de 1819 et de 1820 marquent une date importante dans l'histoire de l'enseignement secondaire des jeunes filles. Son existence est en quelque sorte reconnue d'une façon légale. Deux catégories d'établissements étaient alors à distinguer : 1° les écoles primaires (dont nous venons de parler); 2° les pensions et les institutions. Ce qui différenciait ces établissements, c'était le degré d'enseignement marqué par le diplôme exigé des maîtresses (3). Pour enseigner dans une école primaire, il suffisait de posséder le brevet primaire dont l'obtention demandait de « savoir lire, écrire, chiffrer et d'être en état de bien montrer ces trois choses » (4). Les maîtresses de pensions devaient posséder « nécessairement les principes de la religion, la lecture, l'écriture, les quatre premières règles de l'arithmétique, les règles de trois et de société, les éléments de la grammaire et facultativement les éléments de l'histoire de France et de la géographie » (5). A ces connaissances, la maîtresse d'institution devait joindre les éléments de l'histoire ancienne et de la littérature française (6).

(1) Ce décret qui reconstituait les maisons de la Légion d'Honneur avait rétabli deux succursales : l'une à Paris, rue Barbette, l'autre aux Loges.

(2) V. O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 111.

(3) V. les circulaires des 3 juin et 20 juillet 1819 ; des 19 juin et 4 nov. 1820. V. aussi l'ordonnance du 31 oct. 1821 et les circulaires des 1^{er} juin et 18 oct. 1828.

(4) Instruction du 14 juin 1816. V. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 112.

(5) Règlement concernant les écoles primaires de filles dans le départ. de la Seine et notamment dans la ville de Paris, 9 oct. 1819 (art 1^{er} et suiv.). V. O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 113.

(6) *Ibid.*, *id.*, p. 113.

Brevet primaire, brevet de pension et d'institution présentaient le sérieux inconvénient de ne valoir que dans le ressort pour lequel ils avaient été délivrés. Pour enseigner dans un nouveau département, il fallait subir de nouvelles épreuves.

Cette division fut maintenue dans l'arrêté du 7 mars 1837, pris par le Conseil royal de l'Instruction publique, sur la proposition du Préfet de la Seine. Cet arrêté peut être considéré, dit M. Gréard, « comme la première charte de l'enseignement secondaire des jeunes filles » (1). D'après cet arrêté, « les maisons d'éducation de filles situées dans le département de la Seine, autres que les écoles primaires, forment deux ordres distincts d'établissements, d'après l'enseignement qu'on y reçoit : les établissements d'ordre inférieur prennent le titre de pensions; les établissements d'ordre supérieur portent le nom d'institutions » (2). Le règlement de la Seine fut adopté par l'Isère (1837). la Vienne (1841), le Calvados (1841), la Gironde (1842), l'Aisne (1842), le Loiret (1843), etc.

Le degré d'instruction qui était demandé aux maîtresses de pensions et d'institutions, d'après l'arrêté de 1837, était assez élevé, en tout cas bien supérieur à celui exigé des institutrices primaires par l'ordonnance de 1836; aussi dans les premières années d'application du règlement, les jurys cherchèrent surtout dans l'examen « la preuve d'un esprit ouvert, d'une intelligence cultivée » (3). Peu à peu, on exigea davantage. Sur 119 aspirantes au diplôme de maîtresse de pension, on n'en compta que seize seulement qui furent admises dans une session antérieure à 1848. Rares étaient les brevets d'institution. Ils dépassaient rarement le chiffre de douze par an (4).

C'est surtout pendant la période 1838-1848, que les pensions et les institutions prospérèrent à Paris et dans le département de la Seine (5). La faculté accordée aux maîtresses d'y joindre des classes primaires où elles recevaient des enfants dès le premier âge, leur avait procuré un grand nombre d'élèves. Mais les cours, sortes d'externats, vinrent concurrencer les

(1) O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 114.

(2) Arrêté du 7 mars 1837, art. 1, 2, 3.

(3) Décision du 8 août 1837. V. O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 124.

(4) *Ibid.*, *id.*, p. 125.

(5) V. *Ibid.*, *id.*, annexe XXVI, p. 276-282, le tableau statistique des institutions et pensions de jeunes filles existant dans le départ. de la Seine en 1848.

pensions et les institutions. On en distinguait deux sortes : 1° les cours d'enseignement secondaire proprement dits, ouverts en 1834, sous la direction de M. Lourmand et de M. Lévi Alvarès; 2° les cours d'éducation à l'usage des jeunes filles du monde, dont l'origine remontait en 1786, à la fondation de l'abbé Gaultier.

De 1830 à 1848, la plupart des cours eurent des hommes comme professeurs. Ceux-ci enseignaient même dans ceux tenus par les femmes (1). Cet état de choses ne fut pas sans soulever les protestations des féministes. Devant la Chambre des Pairs, en 1845, une institutrice, Mme Dauriat, réclama au point de vue de la moralité et de la sauvegarde des intérêts féminins, que les femmes fussent choisies de préférence aux hommes. Mais l'instruction n'était pas encore assez développée parmi celles-ci pour que les cours pussent se passer de la collaboration des professeurs hommes.

En 1842, les seuls établissements d'enseignement secondaire des jeunes filles dépendant de l'Etat étaient les trois maisons de la Légion d'Honneur : la maison mère de Saint-Denis et les deux succursales établies à Paris, rue Barquette et aux Loges. Tous les autres étaient dûs à l'initiative privée : institutions laïques, créations pieuses surtout (établissements du Sacré-Cœur de Jésus, de Notre-Dame de Saint-Augustin, de Sainte-Clotilde, etc...) (2).

La Revue pour l'enseignement des femmes se plaignait en 1845 du « complet abandon où le gouvernement a laissé l'instruction secondaire des filles, de l'indifférence que l'administration a montrée jusqu'ici à l'égard de cette partie si importante de l'instruction publique » (3).

Vers cette époque, l'idée d'une éducation nationale pour les femmes commençait à poindre. L'opinion générale acceptait « l'idée des collèges de filles semblables en tout aux collèges de garçons pour l'organisation et la durée des études » (4).

En 1847, une Commission avait été nommée par M. de

(1) En 1846, sur 1.255 professeurs de jeunes filles on ne comptait que 327 femmes. V. O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 130.

(2) Ibid. *Id.*, p. 135, note 1.

(3) *Revue pour l'enseignement des femmes*, avril 1845.

(4) O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 136.

Salvandy pour dresser un projet qui serait soumis à la délibération du Conseil royal. Mais ce mouvement fut arrêté par la loi de 1850.

Sous la Restauration et le règne de Louis-Philippe, l'enseignement supérieur n'était pas encore ouvert aux femmes.

Rien ne fut fait en ce qui concerne l'enseignement technique féminin.

CHAPITRE III

LA FRANCE CONTEMPORAINE

(de 1848 à nos jours).

I. *Le mouvement féministe de 1848 à nos jours*. — L'opinion des littérateurs et des sociologues relative à l'émancipation intellectuelle féminine — Les revendications féministes sous la République de 1848 au sujet de l'instruction des femmes et de leur accession aux carrières libérales — Le féminisme, réprimé par le coup d'Etat de décembre, reprend sa campagne de propagande à la fin du Second Empire: Ses principales manifestations — Ses conquêtes et ses succès en ce qui concerne l'évolution intellectuelle de la femme.

II. *L'instruction féminine depuis 1848*. I. Enseignement primaire. — II. Enseignement secondaire. — III. Enseignement supérieur. — IV. Enseignement technique.

I. — Le mouvement féministe de 1848 à nos jours

L'OPINION DES LITTÉRATEURS ET DES SOCIOLOGUES RELATIVE A L'ÉMANCIPATION INTELLECTUELLE FÉMININE

Les systèmes socialistes : saint-simonisme, fouriérisme, communisme, avaient été favorables au même développement intellectuel et à l'exercice des professions identiques pour les deux sexes. Cantagrel, V. Considérant, P. Leroux, J. Janin, Laboulaye, E. Legouvé, V. Hugo, etc. soutenaient également la cause des femmes.

En 1848, dans le cours qu'il professa au Collège de France, sur l'*Histoire morale des femmes* (1), E. Legouvé réclamait « au nom de la famille, au nom de la maternité, du mariage, du ménage, une forte et sérieuse éducation... Etre épouse et mère, est-ce seulement commander un dîner, gouverner les

(1) En 1847 et 1848, Legouvé fit au Collège de France des conférences publiques et traita de l'*Histoire morale des Femmes*. Les conférences ont été imprimées sous ce titre.

domestiques, veiller au bien-être matériel et à la santé de tous, que dis-je, est-ce seulement aimer, prier, consoler? non! c'est tout cela; mais c'est plus encore : c'est guider et élever, par conséquent, c'est savoir; sans savoir, pas de mère complètement mère; sans savoir, pas d'épouse vraiment épouse!..... L'instruction est un lien entre les époux, l'ignorance est une barrière » (1). Pour réaliser sa pensée dans la pratique, Legouvé entrevoyait la création de lycées, « d'athénées d'*externes*, athénées appropriés par leur enseignement et leur organisation à la nature des femmes, des athénées fondés et soutenus par l'Etat, qui renouvelleront seuls l'éducation féminine, en lui imprimant une direction unique et vigoureuse. Les athénées feront bien ce que les cours et les établissements privés font mal. Les athénées mettront la science à la portée de toutes les fortunes. Les athénées résoudreont le problème de l'éducation publique unie à l'éducation privée. Les athénées resserreront les liens de famille, en permettant à la mère de conserver sa fille auprès d'elle, tout en la confiant à la tutelle de l'Etat. Enfin les athénées, par un enseignement approfondi de la France, de ses lois, de ses annales, de sa poésie, feront de nos femmes des Françaises. La patrie seule peut enseigner l'amour de la patrie » (2).

Legouvé revendiquait également à cette époque l'accession des femmes aux emplois administratifs et bureaucratiques (l'inspection des prisons de femmes, des manufactures où travaillent les femmes), à certaines spécialités de l'art médical, à la carrière des lettres et de l'enseignement; car, ainsi qu'il le disait, « étude sans objet, savoir sans pratique, l'instruction élargit le cercle des besoins de la femme, sans lui rien apporter qui les satisfasse; vous lui donnez soif et vous lui refusez de quoi boire; car vivre, ce n'est pas apprendre, c'est appliquer! » (3).

Mais, au milieu de ce concert de sociologues, d'historiens, d'hommes de lettres, unanimes à proclamer les droits de la femme à une culture intellectuelle élevée, Proudhon, disciple de Rousseau, vint jeter une note pessimiste, et « rompre brutalement l'association fidèle du féminisme et du socialis-

(1) E. Legouvé, *Histoire morale des Femmes*, p. 64.

(2) *Ibid.*, *id.*, p. 67-68.

(3) *Ibid.* *Id.*, p. 411.

me » (1). A ses yeux, la femme n'est pas l'égale de l'homme, elle est pour ainsi dire son complément; elle lui est inférieure physiquement, intellectuellement et moralement (2). « Je nie radicalement les génies femmes » (3), écrivait Proudhon dans *La Pornocratie*. Il déniait à la femme toute participation à la vie sociale et n'entrevoyait pour elle que deux positions : « Ménagère ou courtisane » (4).

Proudhon poursuivra de ses invectives « la femme auteur, la raisonneuse, l'esprit fort, celle qui peut se suffire à elle-même et le fait bien voir » (5). Il recommande au jeune homme de ne pas épouser une artiste : « 1° parce qu'elle est au public ; 2° parce qu'elle s'attribue la supériorité ; 3° parce qu'elle gagnera la vie commune et qu'elle ne devra rien à son mari..... » (6). « J'ai remarqué, ajoute Proudhon, que sur douze femmes de lettres, artistes lyriques, dramatiques ou chanteuses, sávantes ou philosophes, instruites, il y a au moins dix femmes légères » (7).

Proudhon était un ennemi acharné de l'émancipation féminine, et posait comme axiome que la femme doit rester au logis. « La femme qui s'éloigne de son sexe, dit-il, retombe à l'état de femelle bavarde, impudique, paresseuse, sale, perfide, agent de débauche, empoisonneuse publique, une Locuste, une peste pour sa famille et la société » (8).

L'ouvrage de Proudhon, *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, où il exposa ses idées empreintes d'un anti-féminisme le plus absolu sur le rôle social de la femme, fit naître, en 1858, d'ardentes polémiques qui parurent dans la presse, dans des brochures, dans des livres. Quelques auteurs plaidèrent contre les femmes. D'autres soutinrent leur cause. Parmi ces derniers, une femme, Juliette Lamber, devenue plus tard Mme Adam, réfuta la thèse du célèbre économiste. Dans son livre : *Idées antiproudhoniennes* (1858), se fait jour

(1) M. Thibert, *ouvr. cit.*, p. 171.

(2) Proudhon, *La Justice*. V. M. Thibert, *ouvr. cit.*, p. 174-176.

(3) Proudhon, *La Pornocratie*, p. 224. V. Ibid., *id.*, p. 176.

(4) Proudhon, *Système des contradictions économiques*, t. II, p. 280, édit. 1867. V. Ibid. *id.*, p. 172.

(5) V. M. Thibert, *ouvr. cit.*, p. 189.

(6) Proudhon, *La Pornocratie*, p. 190. Ibid., *id.*, p. 189.

(7) Ibid., *id.*, p. 125. V. Ibid., *id.*, p. 189.

(8) Ibid., *id.*, p. 163. V. Ibid., *id.*, p. 190.191.

une vie professionnelle juxtaposée à la vie de famille. « Je veux, dit-elle, que la femme s'applique à être épouse et mère, mais je soutiens qu'il n'est pas vrai que la vie de famille suffise à l'activité physique, morale et intellectuelle de la femme. Le rôle de la poule couveuse est très respectable, sans doute, mais il ne convient pas à toutes, et n'est pas aussi absorbant qu'on veut bien le dire... Il faut donner aux femmes une éducation sérieuse et autant que possible une éducation professionnelle. Il faut qu'elle devienne productrice. Le travail seul a émancipé les hommes, le travail seul peut émanciper les femmes... »

Les systèmes traditionnalistes de Michelet et de Comte reflètent également les idées de Rousseau. Le premier considérait la femme comme un être faible physiquement et intellectuellement. Inférieure par nature, elle n'acquiert quelque valeur que par ses rapports avec l'homme. Il faut qu'elle se subordonne à celui-ci : elle lui appartient comme l'œuvre à l'ouvrier. Sa place est au foyer et Michelet glorifie poétiquement son rôle : « Elle est la flamme d'amour et la flamme du foyer » (1).

Auguste Comte n'est pas non plus partisan de l'émancipation intellectuelle de la femme. Celle-ci lui apparaît comme « la providence morale et la gardienne des mœurs » (2) et il demande pour elle, à ce double titre, son affranchissement universel de tout travail extérieur et sa libre renonciation à toute richesse. Il convient de lui interdire l'accès aux fonctions économiques ou sociales, « autrement c'en serait fait de sa grandeur morale; elle se trouverait ainsi assujettie dans la plupart des carrières à une active concurrence journalière qu'elle ne pourrait soutenir, en même temps que la rivalité pratique corromprait les principales sources de l'affection mutuelle... L'homme doit nourrir la femme, telle est la loi naturelle de notre espèce » (3).

(1) Michelet, *La femme*, p. 118.

(2) J. Chauvin, *ouvr. cit.*, p. 172.

(3) A Comte, *Politique positive* I.

LES REVENDICATIONS FÉMINISTES SOUS LA RÉVOLUTION DE 1848
AU SUJET DE L'INSTRUCTION DES FEMMES
ET DE LEUR ACCESSION AUX CARRIÈRES LIBÉRALES

La Révolution de 1848 détermina, comme celle de 1789, un mouvement féministe. Les clubs renaissent et deviennent exclusivement féminins. La conquête du droit de suffrage fut pour les femmes le principal objectif. Le féminisme eut ses journaux quotidiens (1). A l'inverse de ceux de la période précédente, que leur prix rendait accessibles seulement aux bourgeoises, ceux de 1848, de coût plus modique, pénétrèrent dans tous les rangs de la société. Les femmes poursuivirent, avec une bien moindre dispersion d'efforts que sous la Révolution, quelques buts très précis ; « malheureusement, dit Mme Avril de Sainte-Croix, cette fois encore, elles ne surent pas apporter, dans la campagne qu'elles menèrent, l'esprit de suite, la méthode nécessaires pour réussir » (2).

A l'opposé du féminisme, sous Louis-Philippe, conservateur et bourgeois, celui de la République de 1848 envisage la masse des femmes et se préoccupe d'établir pour toutes l'égalité politique, économique et sociale. Il se rapproche du mouvement de l'époque précédente en ce que la conquête du bulletin de vote est le point central visé par les deux féminismes, le but poursuivi par les autres réformes.

Que demandaient les féministes au point de vue de l'instruction des femmes ? Eugénie Niboyet, directrice de la *Voix des femmes*, se consacrait spécialement à ce sujet et réclamait des pouvoirs publics l'égalité d'enseignement pour les deux sexes, le même nombre d'établissements pour l'un et pour l'autre : écoles primaires et secondaires, cours gratuits pour les adultes dans chaque arrondissement. « L'éducation des femmes, dit-elle, doit être faite par des femmes ; le plus pressé est donc de reconstituer quant à elles l'enseignement ;

(1) Citons parmi les journaux quotidiens : *La Voix des femmes* (direct. E. Niboyet), *La Politique des femmes* (2 numéros seulement, direct., D. Gay), *l'Opinion des femmes* (direct. J. Deroïn), La durée de ces journaux fut de quelques mois seulement. Près de ces quotidiens parurent des feuilles éphémères : *Le Volcan*, *l'Enfer* et le *Paradis du peuple*, *l'Amour de la Patrie*, la *République des femmes*, *journal des cotillons*.

(2) Mme Avril de Sainte-Croix, *ouvr. cit.*, p. 73.

de stimuler par des concours les institutrices et les élèves, de faire marcher du même pas les deux sexes sur des rails différents, mais par une locomotion analogue » (1). Le projet de Carnot réalisa une partie de ses revendications en ce qui touche l'enseignement primaire.

Eugénie Niboyet demandait également qu'une salle de lecture fût ouverte aux femmes à la Bibliothèque nationale. Afin de ne pas perdre de temps, *La Voix des femmes* proposait qu'une bibliothèque d'instruction pratique serait fondée et que des cours publics pour les femmes auraient lieu (ces cours commencèrent le 18 avril 1848) (2). La réforme de l'éducation féminine et des cours spéciaux pour les femmes professés par des femmes figurent dans tous les programmes féministes de cette époque. L'étude du Droit, de la Médecine fait aussi l'objet de leurs revendications (3). Une collaboratrice, Jeanne Marie, réclamait l'entrée des femmes dans les Facultés et leur accession aux carrières libérales (4).

LE FÉMINISME, RÉPRIMÉ PAR LE COUP D'ÉTAT DE DÉCEMBRE,
REPREND SA CAMPAGNE DE PROPAGANDE A LA FIN DU SECOND
EMPIRE. SES PRINCIPALES MANIFESTATIONS.

Réprimé par le coup d'Etat de décembre, ce n'est que vers la fin du Second Empire que le féminisme français recommença à se manifester. C'est Mme Maria Deraismes qui se mit à la tête du mouvement. Avec le concours de Léon Richer, elle groupa autour d'elle tous les partisans de l'affranchissement intégral de la femme. Le féminisme avait encore peu d'adeptes à cette époque, mais parmi ceux-ci se trouvaient des noms illustres, en particulier Victor Hugo. « Il est douloureux de le dire, écrivait-il dans une lettre adressée à Léon Richer, en 1877, dans la civilisation actuelle, il y a une esclave. La loi a des euphémismes; ce que j'appelle une esclave, elle l'appelle une mineure; cette mineure selon la loi, cette esclave selon la réalité, c'est la femme. L'homme a chargé inéga-

(1) *La Voix des femmes*, n° 1, 20 mars 1848.

(2) *Id.*, n° 22. V. M. Thibert, *ouvr. cit.*, p. 327-328.

(3) *Id.*, n° 29. *Ibid.*, *id.*, p. 328.

(4) Revendication reprise dans *l'Opinion des femmes*, n° 5. *Ibid.*, *id.*, p. 328.

ment ces deux plateaux du Code, dont l'équilibre importe à la conscience humaine; l'homme a fait verser tous les droits de son côté et tous les devoirs du côté de la femme. De là un trouble profond. De là, la servitude de la femme. Dans notre législation telle qu'elle est, la femme ne possède pas, elle n'est pas en justice, elle ne vote pas, elle ne compte pas, elle n'est pas. Il y a des citoyens, il n'y a pas de citoyennes. C'est là un état violent : il faut qu'il cesse » (1).

Mais ces paroles restèrent dans leur temps sans écho. Le journal que Léon Richer avait fondé en 1869, *Le Droit des Femmes*, effrayait les esprits et pénétrait difficilement au foyer domestique. Les femmes s'y abonnaient sous des noms d'emprunt; c'étaient pour la plupart des femmes malheureuses ou abandonnées. La campagne d'Hubertine Auclert qui refusa de payer ses contributions puisqu'elle n'avait aucun des droits de la citoyenne, n'était pas prise au sérieux et soulevait des plaisanteries faciles.

En 1878, le premier *Congrès international du droit des femmes* passa presque inaperçu. Parmi les vœux émis figurait celui-ci : « Que toutes les écoles actuellement existantes fussent ouvertes aux élèves des deux sexes et que ceux-ci pussent suivre simultanément tous les cours » (2). Vœu qui resta à l'état platonique, ainsi que celui de l'égalité devant le droit au travail et devant le choix des professions.

En 1889, deux Congrès s'organisèrent : le *Congrès pour les droits des femmes*, celui des *Œuvres et Institutions féminines*. A partir de cette date, le féminisme prend définitivement son essor.

En 1896, un autre congrès eut lieu sous les auspices de la *Ligue du droit des femmes* et de la *Solidarité des femmes*. A la suite du congrès, Mme M. Durand fonda le journal *La Fronde*, premier quotidien dirigé, administré, rédigé, composé par des femmes. Le premier numéro parut le jeudi 9 décembre 1897. Il eut une existence de sept années.

En 1901, le *Conseil national des femmes françaises* fut

(1) L. Richer, *La femme libre*, p. 324-325.

A la même époque en Angleterre, Stuart Mill, dans son ouvrage : *De l'assujettissement des femmes*, paru en 1867, réclame une « égalité parfaite, sans privilège ni pouvoir pour un sexe, comme sans incapacité pour l'autre ».

(2) *Congrès international du droit des femmes*, p. 208.

créé (1); la même année, il adhéra au *Conseil international des femmes*. Fondé en 1888 par les Américaines, à Washington, le but de ce dernier est « d'établir une communication constante entre les associations de femmes de tous pays; de leur fournir des occasions de se rencontrer et de délibérer sur les questions relatives au bien public et à la sécurité de la famille et de l'individu » (2).

Les Congrès féminins se succédèrent nombreux au xx^e siècle et l'instruction féminine tint toujours une grande place dans les discussions. Citons entre autres : le *Deuxième Congrès international des Œuvres et Institutions féminines* (1900), où la résolution suivante fut votée : « Que l'instruction de la femme, qui est destinée à être la compagne intellectuelle de l'homme, soit aussi large et aussi compréhensive que possible » (3); le *Congrès de la condition et des droits des femmes*, qui eut lieu la même année et qui adopta ce vœu : « Que l'enseignement des jeunes filles et des jeunes gens soit égal ou identique, mais tel, dans tous les pays, qu'il permette aux deux sexes, l'accès de toutes les professions libérales » (4); le *Congrès national des droits civils et du suffrage des femmes* (1908); le *Dixième Congrès international des femmes (œuvres et institutions féminines)*, qui se tint en 1913 et où les vœux suivants furent adoptés, les uns concernant l'instruction, les autres les carrières à ouvrir aux femmes :

« 1° Que toutes les branches de l'enseignement supérieur soient accessibles aux femmes, avec une préparation identique à la préparation des hommes, et comportant pour elles les mêmes sanctions;

« 2° Que les grades de professeur de l'enseignement masculin et de l'enseignement féminin soient unifiés et aboutissent à la création d'un corps de professeurs mixtes pour l'enseignement des jeunes gens et des jeunes filles, ceci devant être une première étape vers l'enseignement mixte à tous les degrés;

(1) La première présidente fut Mlle Sarah Monod (1901-1912). Mme J. Siegfried la remplaça dans ces fonctions jusqu'à son décès (1922). Depuis cette date, Mme Avril de Sainte-Croix est présidente.

(2) Mme Avril de Sainte-Croix, *ouvr. cit.*, p. 109.

(3) *Congrès*, t. I, p. 496.

(4) *Congrès*, p. 145-146.

« 3° Que l'enseignement secondaire des jeunes gens et des jeunes filles, quant aux programmes, aux examens et aux sanctions de ces examens, soit unifié, chaque nation devant étudier les moyens d'application de ce principe;

« 4° Que les bourses et privilèges dans les Universités de tous les pays soient accessibles, indifféremment, aux étudiants hommes et femmes;

« 5° Qu'à titre égal et à travail égal, les traitements féminins et masculins soient égaux;

« 6° Que toutes les catégories du personnel féminin soient représentées par des femmes dans tous les conseils, à tous les degrés de l'organisation universitaire, au même titre que les hommes;

« 7° Que dans tous les ordres de l'enseignement public féminin, l'inspection soit confiée à des femmes;

« 8° Que, sans condition de sexe, les conditions des pensions concédées soient les mêmes pour le conjoint et les enfants du fonctionnaire décédé;

« 9° Que dans tous les pays, et dans les mêmes conditions, les femmes soient admises à la carrière du barreau et aux diverses fonctions juridiques qui leur sont déjà ouvertes dans certaines nations;

« 10° Que la carrière de la magistrature qui leur est partout fermée leur soit ouverte dans les mêmes conditions qu'aux hommes;

« 11° Que dans tous les pays où il n'en est pas ainsi, aucune restriction ne soit apportée en médecine et en pharmacie à l'accès des femmes à tous les concours et postes relatifs à l'enseignement ou dépendant de l'Assistance publique;

« 12° Qu'aucune restriction ne soit apportée pour les femmes à l'exercice professionnel de la pharmacie » (1).

La guerre renforça le nombre des femmes occupant une situation; elle marqua leur pénétration plus intense dans toutes les carrières.

A côté des questions d'ordre général, telles que le droit de vote, la Société des Nations, l'instruction féminine, intéressant

(1) *Congrès*, p. 577. Ainsi que nous le verrons par la suite, plusieurs de ces vœux se sont réalisés.

toutes les femmes et les unissant en une seule assemblée, la plupart des professions ont aussi leurs assises nationales et internationales. Pour n'en citer que quelques exemples, les femmes médecins ont fondé en 1920 l'*Association française des femmes médecins*, qui adhéra à l'*Association internationale des femmes médecins*. Il s'est créé aussi en 1912 le *Groupe amical des avocates de France*, qui fait partie de la *Fédération internationale des femmes magistrats, avocats ou qui exercent une autre carrière juridique*. En 1919, les femmes diplômées des Universités fondèrent la *Fédération internationale des femmes diplômées des Universités*, « qui sert à unir dans le monde entier les femmes qui ont fait des études supérieures dans une Université. Elle se compose d'associations nationales de femmes diplômées des Universités (1). L'Association française y adhéra en 1920.

Grouvant toutes les associations féminines françaises, une vaste consultation nationale, les *Etats-Généraux du Féminisme* (2), eut lieu à Paris, les 14, 15, 16 février 1929, sous la présidence de Mme Avril de Sainte-Croix; 250 associations y étaient représentées, 67 départements avaient envoyé leurs déléguées.

Concernant le travail des femmes, les vœux suivants y furent adoptés :

« Considérant que le traité de Versailles a formellement reconnu aux femmes l'égalité des conditions du travail, les Etats-Généraux demandent que soit respectée en France la mise en application de ces principes :

« 1° Que tous les examens et concours soient ouverts aux femmes dans les mêmes conditions qu'aux hommes;

« 2° Que les femmes aient accès à toutes les carrières qui exigent un diplôme universitaire, notamment dans les administrations centrales, qu'elles y obtiennent des salaires égaux et les mêmes possibilités d'avancement;

« 3° Que toutes les fonctions publiques soient ouvertes aux femmes dans les mêmes conditions qu'aux hommes.

(1) En 1929, la Fédération comptait 33 associations nationales. Depuis sa création, la Fédération a tenu 5 congrès dans les villes suivantes : Londres (1920), Paris (1922), Oslo (1924), Amsterdam (1926), Genève (1929).

(2) V. *La Française*, 16 février 1929.

« Considérant, d'autre part, l'inégalité flagrante qui existe quant à la réversibilité de la retraite des fonctionnaires,

« Les Etats-Généraux demandent :

« Que le Parlement modifie l'article 23 de la loi du 14 août 1924 en étendant au conjoint survivant le droit à la réversibilité de la retraite.

Les Etats-Généraux demandent également aux Sociétés et Organisations privées de s'inspirer de ces principes afin que les femmes puissent, comme les hommes, accéder normalement aux emplois supérieurs de l'industrie, du commerce et de la finance;

Qu'enfin les plus distinguées d'entre elles puissent accéder, comme les hommes, aux fonctions honorifiques qui distinguent les capacités et consacrent le mérite » (1).

Une seconde session des Etats-Généraux se tint à Paris en mars 1930. Des rapports y furent faits sur les fonctions administratives, par Mlle Wüsler, sur les professions libérales, par Mlle Zanta, sur les métiers manuels, par Mme Coulmy. Une journée fut consacrée au travail social où l'on entendit les rapports de Mmes Fuster et Viollet, de Milles Chaptal et Delagrangé.

D'après les vœux présentés par Mlle Wüsler concernant les *fonctions administratives*, les Etats-Généraux du Féminisme demandent :

« Que soit respectée en France la mise en application des principes énoncés ci-après :

« Que tous les examens et concours soient ouverts aux femmes dans les mêmes conditions qu'aux hommes;

« Que les femmes aient accès à toutes les carrières qui exigent un diplôme universitaire, notamment dans les administrations centrales; qu'elles y obtiennent des salaires égaux et les mêmes possibilités d'avancement;

« Que toutes les fonctions publiques soient ouvertes aux femmes dans les mêmes conditions qu'aux hommes.

« Considérant, d'autre part, l'inégalité flagrante qui existe quant à la réversibilité de la retraite des fonctionnaires.

« Les Etats-Généraux du Féminisme demandent :

« Que le Parlement modifie l'article 23 de la loi du 14 août

(1) *La Française*, 23 fév. 1929. *Etats-Généraux du Féminisme*. Compte rendu et vœux, Section Travail : Présidente, Mme C. Brunschwig.

1924 en étendant au conjoint survivant le droit à la réversibilité de la retraite.

« Que soient unifiés, sur la base du régime le plus favorable, les congés de maternité et de maladie accordés au personnel féminin des diverses administrations publiques.

« Les Etats-Généraux émettent enfin le vœu :

« Que les femmes fonctionnaires de tous grades et de toutes administrations s'unissent pour l'étude des questions d'ordre général qui les intéressent également » (1).

En ce qui concerne les *professions libérales*, les Etats-Généraux se rallièrent aux vœux présentés par Mlle Zanta (2) :

« Après un vœu d'ensemble demandant que les femmes puissent accéder à tous les concours et toutes les professions, le vœu suivant fut adopté :

« Les Etats-Généraux du Féminisme, considérant le nombre déjà important de femmes ayant obtenu le doctorat d'Etat, expriment le vœu que le Ministre de l'Instruction publique et les Conseils de Faculté, lors des vacances qui se présentent dans l'enseignement supérieur, veuillent bien examiner, avec sympathie, les candidatures féminines répondant exactement aux qualités requises pour l'enseignement de la chaire vacante quelle qu'en soit la spécialité (3).

« Que par mesure de réparation et par respect des droits acquis, les certifiées de collège, qui exerçaient dans les collèges au moment de l'application de la réforme, soient maintenues dans le même cadre que les certifiées de lycées et qu'elles jouissent des mêmes avantages au point de vue du traitement, du maximum de service et de l'avancement.

« Les Etats-Généraux du Féminisme, selon le vœu présenté par Mlle Coletté, au nom de l'Association des Agrégées, « s'étonnent que l'on continue à exiger des professeurs agrégées de l'enseignement féminin un maximum de service sensiblement plus lourd que celui de leurs collègues des lycées de garçons, et que le décret du 27 août 1927, classant en une seule et même catégorie, à dater du 1^{er} août 1926, les profes-

(1) *La Française*, 29 mars 1930.

(2) Il est à remarquer que ces vœux concernent aussi des fonctions publiques.

(3) *V. La Française*, 19 avril 1930. Mlle Bianquis critique ce vœu, sa nomination au poste de maître de conférences à la Faculté des Lettres de Dijon n'ayant soulevé aucune difficulté.

seurs agrégés des deux sexes, n'ait pas entraîné, *ipso facto*, l'unification de leurs horaires de service comme il l'a fait pour les répétitrices et répétiteurs;

« Ils s'élèvent contre les retards apportés à la publication du décret portant unification des maxima de service de tous les professeurs agrégés : retards qui ont eu pour effet d'imposer aux professeurs femmes un nombre considérable d'heures supplémentaires gratuites.

« Ils émettent le vœu :

« 1° Que ce décret soit rendu dans le plus bref délai;

« 2° Que le préjudice qui a été injustement causé depuis le 1^{er} octobre 1926 aux agrégées de l'enseignement féminin soit rétroactivement réparé dans toute la mesure du possible.

« Les Etats demandent en outre :

« Que soient réalisées les promesses faites depuis si longtemps à l'enseignement secondaire féminin en ce qui concerne l'électorat et l'éligibilité aux Conseils académiques et Conseil supérieur de l'Instruction publique. »

Enfin les États-Généraux émettent ce vœu général : « *Que les Françaises ne soient plus désormais privées de leurs droits civils et politiques* » (1).

Parmi les journaux d'action féminine de notre époque qui propagent dans tous les milieux de la société les idées féministes et féminines de France et de l'étranger et qui défendent la cause du travail féminin par une active propagande, citons :

1° *Le Droit des Femmes*, revue mensuelle publiée par *La Ligue française pour le droit des femmes* et dont la fondation, due à Léon Richer, remonte en 1869. Après une longue interruption, la publication reprit en 1905; elle est dirigée par Mme Maria Vérone.

2° *La Française*, journal d'Education et d'Action féminines, fondé en 1906 par Madame Jane Misme. Actuellement, Mme C. Brunschvicg est la directrice de ce périodique hebdomadaire (2).

(1) *La Française*, 29 mars 1930.

(2) Sur la question des journaux féministes de la fin du xix^e et du commencement du xx^e siècle, v. Froger-Doudement. *Que veulent donc ces féministes?* p. 72-73; — Marie de la Hire, *La femme française, son activité pendant la guerre*, p. 232-236; — F. Buisson, *Le vote des femmes*, p. 33 (note).

LES CONQUÊTES DU FÉMINISME ET LES SUCCÈS FÉMININS
EN CE QUI CONCERNE L'ÉVOLUTION INTELLECTUELLE DE LA FEMME.

Ce n'est pas dans les doctrines qu'il est intéressant d'étudier le féminisme intellectuel depuis une soixantaine d'années, mais bien dans ses manifestations et ses réalisations dans le domaine des Lettres, des Sciences, de la Médecine, du Droit, de la Pharmacie, des Beaux-Arts, etc.

Quelques esprits rétrogrades peuvent-ils encore poser en principe que l'étude est contraire à la nature de la femme, qu'elle ne doit pas avoir accès aux professions intellectuelles dont pendant si longtemps l'ignorance et l'habitude la tinrent écartée? On en sourit comme si on voulait lui imposer les vêtements de ses aïeules de 1830, ou bien remplacer sa rapide « Citroën » par la vétuste chaise à porteur.

Ce mouvement intellectuel qui, depuis 1860, a été en progressant, n'est pas encore arrêté. Il ne le sera que lorsque les femmes ayant entrepris des études semblables à celles des hommes auront des droits identiques.

Les conquêtes féministes et les succès féminins dans l'ordre intellectuel de la fin du XIX^e siècle et du commencement du XX^e s'accusent nombreux. En voici un aperçu dans l'ordre chronologique :

En 1861, Mlle J.-V. Daubié fut reçue bachelière ès lettres à la Faculté de Lyon et la première força les portes des Facultés (1).

La Sorbonne, pour la première fois, délivra des licences à des femmes, en 1868, dans l'ordre des Sciences, à Mlle Emma Chenu; en 1871, dans l'ordre des Lettres, à Mlle J.-V. Daubié (2).

Mme Brès se fit inscrire à l'Ecole de Médecine de Paris en 1868 et obtint son diplôme de doctorat en médecine en 1875. Elle fut la première Française qui se livra à la carrière médicale (3).

En 1869, Mlle Doumergue, reçue pharmacien devant la Faculté de Montpellier, ouvrit une pharmacie dans cette ville (4).

(1) V. *Enseignement supérieur*.

(2) *Id.*

(3) *Id.*, *La femme médecin*.

(4) *Id.*, *Enseignement supérieur*.

Le concours de l'externat des hôpitaux fut rendu accessible aux femmes le 17 décembre 1881, grâce à Mlle Blanche Edwards (actuellement le D^r Blanche Edwards-Pilliet), à qui revient la gloire de cette rude conquête, ainsi que celle du concours de l'internat des hôpitaux, ouvert aux femmes depuis l'arrêté du 31 juillet 1885 (1).

En 1880, sous l'impulsion de C. Sée, un enseignement secondaire fut organisé pour les jeunes filles. L'année suivante, on fonda l'école de Sèvres en vue du recrutement des professeurs femmes des lycées et collèges de jeunes filles (2).

Dédaignant le concours institué pour celles de son sexe, Mlle Bortniker, en 1885, se présenta à l'agrégation masculine de mathématiques et y occupa la deuxième place (3).

Au concours de l'internat des hôpitaux de Paris (concours 1887), pour la première fois, le jury reçut une femme interne, Mlle A. Klumpke (4).

En 1888, Mlle Leblois, la fille d'un pasteur de Strasbourg, fut la première candidate qui conquist en France le doctorat ès sciences. Un journal du temps, qui relate cette nouveauté intellectuelle, rapporte que « la cour de la vieille Sorbonne pleine de monde, ce jour-là, présentait un air de fête » (5).

Dans l'étude du Droit, Mlle J. Chauvin, la première Française, obtint le titre de licenciée en 1890 et de docteur en 1892 (6).

La loi du 28 novembre 1896 ouvrit l'Ecole des Beaux-Arts aux femmes (7).

En 1897, Mlle Chauvin commença des démarches pour demander son inscription au barreau de Paris; ce n'est que le 1^{er} décembre 1900 que la proposition Viviani relative à cet objet fut votée, et que, dès lors, les femmes eurent le droit de prêter serment pour devenir avocats, droit dont Mlle Chauvin fit usage le 19 décembre 1900 (une femme l'avait déjà précédée dans cette voie le 5 décembre 1900!). En province, le

(1) V. *La femme médecin*.

(2) *Id.*, *Enseignement secondaire*.

(3) *Id.*, »

(4) *Id.*, *La femme médecin*.

(5) *Revue Scientifique des femmes*, juin 1888.

(6) *Enseignement supérieur*.

(7) *Id.*, »

même geste fut fait par Mlle Dilhan devant la Cour d'Appel de Toulouse en 1903 (1).

En 1905, Mlle Baudry se classa deuxième à l'agrégation masculine de philosophie. En 1907, Mlle Robert obtint le même succès à l'agrégation des sciences naturelles (2).

A la Faculté des Sciences de l'Université de Paris, en 1906, Mme P. Curie fut chargée du cours de physique générale, en remplacement de son mari décédé (3).

L'Ecole des Chartes, pour la première fois, en 1906, compta une femme admise au concours d'entrée : Mlle G. Acloque, qui obtint le titre d'archiviste paléographe en 1910. Et depuis 1916, il existe tous les ans des candidates reçues au concours. Les études poursuivies à l'Ecole attirent de plus en plus les étudiantes. « Ne doit-il pas être réconfortant de pouvoir fuir une époque aussi arriviste et aussi brutale que la nôtre, pour vivre au temps des preux, des chevaliers et des cours d'amour... » (4).

Au concours de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, parmi les noms de la promotion des élèves admis en 1910, figura celui de Mlle Marguerite Rouvière, reçue au concours d'agrégation masculine des sciences physiques en 1913 (5).

En 1911, Mlle Heuvelmans, déjà logiste en 1906, 1908 et 1909, se vit attribuer le grand prix de Rome de sculpture (6).

L'agrégation masculine de grammaire en 1912 enregistra un succès féminin : Mlle Raison, classée la première au concours (7).

La même année, Mme Edmée Chandon, nommée à l'Observatoire de Paris, « ouvrait à son sexe, dit Clément Vautel, une immense carrière, le ciel semé d'une poussière de mondes » (8). Dans le milieu médical, deux nouvelles victoires féminines firent à signaler : Mme Long-Landry, reçue au

(1) V. *La femme avocat*.

(2) *Id.*, *Enseignement secondaire*.

(3) *Id.*, *La femme professeur d'Université*.

(4) *Le Matin*, art. de Rosine, 11 nov. 1928.

(5) V. *Enseignement supérieur*.

(6) *Id.*, »

(7) *Id.*, *Enseignement secondaire*.

(8) *La Française*, 5 mai 1912, *Revue de la Presse*. *Le Matin*, 7 mars 1912, art. de Clément Vautel.

concours, chef de clinique en 1911, Mme Texier, nommée médecin des hôpitaux de Tours (1).

En 1913, Mademoiselle Lili Boulanger conquiert, à 19 ans, le grand prix de Rome pour la musique. (Depuis cette époque, il y a lieu de rappeler les succès musicaux de Mlle M. Canal (grand prix de Rome, 1920), de Mlle J. Leleu (grand prix de Rome, 1923) et de Mlle E. Barraine (grand prix de Rome, 1929).

A la veille de la guerre (mai 1914), Mlle Duportal acquit, la première, le titre de docteur ès lettres (Doctorat d'Etat) avec la mention *Très honorable* (2).

Pendant la guerre, quelques Grandes Ecoles (Ecole Centrale, Institut agronomique, Ecole de Céramique de Sèvres, etc.) acceptèrent les femmes parmi leurs élèves (3).

En 1919, les concours de rédacteurs de certaines administrations, telles que la Préfecture de la Seine, les Ministères de la Guerre, du Travail, s'ouvrirent aux aspirants des deux sexes (4).

Mlle Condat, première et unique candidate pourvue de l'agrégation de médecine depuis 1923, était la seule femme qui, en 1930, professait dans une Faculté de Médecine (Faculté de Toulouse) (5).

Au concours de l'internat des hôpitaux de Paris, Mlle Dreyfus-Sée fut reçue première en 1924. A la même époque, Mlle Villard, agrégée, docteur ès lettres, maître de conférences d'anglais à Grenoble depuis 1921, obtint sa nomination à l'Université de Lyon. Elle est la première femme qui professa dans une Faculté des Lettres (6).

En 1925, à la Faculté des Sciences de Paris, Mme Ramart-Lucas occupa la maîtrise de conférences de chimie organique (7).

Le décret du 25 mars 1924 consacra le principe de l'identification des programmes de l'enseignement secondaire masculin et féminin et précéda de quelques années la réforme des

(1) V. *La femme médecin*.

(2) *Id.*, *Enseignement supérieur*.

(3) *Id.*, »

(4) *Id.*, *Des professions accessibles aux Françaises au XX^e siècle*.

(5) *Id.*, *La femme professeur d'Université*.

(6) *Id.*, »

(7) *Id.*, »

examens et concours qui fut entreprise en 1927 et dans les années suivantes (1).

La loi du 20 avril 1924 permit aux femmes d'être nommées commissaires-priseurs (2).

En 1925, Mlle O. Pauvert, la première, remporta le grand prix de Rome de peinture. En 1929, Mlle A. Guzman fut titulaire de cette haute récompense dans la section de gravure.

La Faculté de Droit de Rennes compte, la première, depuis l'année 1928-29, une femme dans son personnel enseignant, Mme Béquignon-Lagarde. A la Faculté des Lettres de cette ville, Mlle Sjoestedt fut maître de conférences de grec pendant l'année scolaire 1928-29 (3).

A la Faculté de Dijon, depuis janvier 1930, Mlle Bianquis est maître de conférences d'allemand (4).

Mme Bertrand-Fontaine, en 1930, fut la première femme reçue, au concours, médecin des hôpitaux de Paris. La même année, au concours d'entrée à l'Ecole Centrale, une jeune fille, Mlle Gouard, occupa la première place (5). Autre victoire du féminisme : en 1930 encore, l'Ecole vétérinaire d'Alfort, pour la première fois, compte une femme parmi ses élèves, Mlle Micquel.

Le rapprochement intellectuel des sexes tend à se faire de jour en jour plus grand. L'enseignement secondaire des jeunes filles, étape d'instruction entre le primaire et le supérieur, à laquelle la loi de 1880 avait donné un caractère essentiellement féminin, s'identifie de plus en plus avec l'enseignement masculin. Les femmes professent au même titre que les hommes dans les lycées de garçons et les établissements d'enseignement supérieur.

Il semble que l'instruction tende à se niveler dans les deux sexes. A l'heure actuelle, la culture féminine est nettement en progression. Sociologues et historiens observent au contraire que le développement intellectuel de l'homme est en déclin. « Nous assistons, dit M. L. Romier, à une déchéance générale, rapide, de l'intelligence masculine au sens élevé... Hors de ses

(1) V. *Enseignement secondaire*.

(2) *J. Off.*, 24 avril 1924.

(3) V. *La femme professeur d'Université*.

(4) *Id.*, »

(5) *Id.*, *La femme ingénieur*.

travaux obligatoires, de ses divertissements de routine ou de mode et des initiatives qui peuvent servir ses calculs prochains, l'homme présent n'a, le plus souvent, aucune ambition de s'instruire » (1). Devant cette désertion des hommes, les femmes, d'après certains auteurs, seront présentes pour conserver et défendre la culture générale.

La pénétration des femmes dans l'enseignement et, par suite, la substitution graduelle du sexe féminin au sexe masculin, est très sensible dans les établissements d'instruction. Après avoir été éducatrices dans la famille, les femmes, élargissant ce rôle, deviennent « agents culturels » (2), « dispensatrices de culture » (3) à des collectivités d'enfants, d'adolescents ou d'adultes. Il semble, constate M. E. Guyot, que cette nouvelle fonction, dans une large mesure, « corresponde à un prolongement des activités normales de la femme » (4).

La femme est arrivée, ainsi que le disait, en 1929 au Congrès de Genève, M. Naef, conseiller aux Etats de Suisse, pour employer un mot de Platon, « à enfanter en corps et en esprit » (5).

II. — L'instruction féminine depuis 1848

Nous allons passer en revue l'instruction féminine depuis 1848 dans les quatre ordres d'enseignement :

- I. — Enseignement primaire.
- II. — Enseignement secondaire.
- III. — Enseignement supérieur.
- IV. — Enseignement technique.

(1) L. Romier, *Promotion de la femme*, p. 213-214.

(2) E. Guyot, *L'Université et l'état moderne*, p. 122.

(3) Ibid., *Id.*, p. 123.

(4) Ibid., *Id.*, p. 132.

(5) Fédération internationale des femmes diplômées des Universités, *Congrès de Genève*, 1929, p. 39.

I. — ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

I. Historique (1848-1875).

II. *L'enseignement primaire sous la Troisième République. Etablissements dans lesquels il est donné aux jeunes filles.*

I. — Historique (1848-1875)

En 1848, un des premiers soins de l'Assemblée constituante fut de s'occuper des écoles du peuple. Carnot présenta, le 1^{er} juin 1848, un projet de loi rendant l'enseignement obligatoire pour les enfants des deux sexes. Le 15 décembre suivant, Barthélemy Saint-Hilaire reproduisit dans sa proposition la plupart des dispositions du projet de Carnot : toute commune au-dessus de 800 âmes de population agglomérée était obligée d'entretenir une école de filles au moins.

La loi, si longtemps attendue, ne fut votée qu'en 1850. La première, depuis la Révolution, elle statua sur l'existence des écoles de filles. « Aucune loi, dit M. Beugnot dans son rapport, ne règle le sort de ces écoles : nous saisissons l'occasion de faire cesser, au moyen de quelques dispositions additionnelles, l'incertitude du régime sous lequel elles sont placées » (1). Le chapitre V qui comprend cinq articles les concerne (2). Les articles 51 et 52 de la loi constituaient un progrès sérieux sur la législation de 1833. Malheureusement, l'article 15 combiné avec l'article 51 venait paralyser l'effet recherché par le législateur par des motifs de dispense trop facilement admis dans la pratique. La loi ne mentionnait pas non plus l'enseignement primaire supérieur, qui avait reçu une existence légale en 1833. La lettre d'obédience tenant lieu de brevet de capacité consacrait législativement en faveur des institutrices congréganistes un privilège.

(1) Duvergier, Loi 15 mars 1850, t. 50, p. 87.

(2) Art. 48 à 52 inclus.

Victor Duruy réforma la loi de 1850 et fit voter celle du 10 avril 1867 qui, abaissant de 800 à 500 âmes le chiffre de la population, entraînait nécessairement la création de nombreuses nouvelles écoles de filles. « La femme ne doit pas rester ignorante. Elle doit posséder, quelle que soit sa condition, au moins les éléments de l'instruction primaire » (1).

La loi de 1867 fixa aussi d'une façon définitive la situation des institutrices, leurs droits, leurs devoirs et fit cesser les différences de conditions qui existaient entre les écoles de filles et celles de garçons. Mais rien ne fut fait pour assurer un recrutement meilleur du personnel enseignant féminin. Les congréganistes munies de la simple lettre d'obédience étaient très nombreuses dans les écoles publiques. On ne comptait, en 1870, que dix-neuf écoles normales d'institutrices. La plupart des futures maitresses étaient formées soit dans les cours normaux, cours institués auprès de certaines écoles de filles congréganistes en général, soit dans ceux de la Société pour l'instruction élémentaire. Elles n'y recevaient qu'une préparation professionnelle médiocre, souvent nulle.

II. — L'enseignement primaire sous la Troisième République.

ÉTABLISSEMENTS DANS LESQUELS IL EST DONNÉ AUX JEUNES FILLES

Le Gouvernement de la Troisième République prit à tâche de restaurer l'instruction publique en France et apporta ses soins à l'éducation des filles.

Les premières mesures concernèrent le recrutement d'un personnel d'institutrices vraiment dignes de ce nom. La loi du 9 août 1879 imposa à tous les départements la création d'une école normale d'institutrices. Celle du 16 juin 1881 supprima les équivalences admises par la loi de 1850. La possession du brevet de capacité fut exigée des adjointes et des directrices d'écoles. Pour les établissements composés de plusieurs classes, la directrice devait être pourvue d'un titre de capacité supérieur. La loi du 16 juin 1881 établit la gratuité de l'enseignement primaire public depuis les salles d'asile jusqu'aux écoles normales. Celle du 28 mars 1882 promulgua l'obligation de l'enseignement primaire pour les enfants des deux sexes

(1) Exposé des motifs.

âgés de six ans révolus à treize ans révolus. Cette même loi proclama la neutralité des études dans les écoles publiques. « Dans le programme tracé par cette loi, on suivit le principe dont s'était inspiré Condorcet en 1792 : les enfants des deux sexes, égaux par l'intelligence et ayant des devoirs équivalents comme membres d'un Etat et d'une famille, ont les mêmes droits à recevoir la première instruction et à la recevoir dans la même mesure. Il y eut donc parité presque complète dans les programmes qui furent établis pour les écoles de garçons et pour les écoles de filles » (1).

Les textes dits organiques qui réglementent l'organisation générale de l'enseignement primaire (loi du 30 octobre 1886, décret et arrêté du 18 janvier 1887, avec les modifications successives qui y ont été apportées) concernent aussi bien les filles que les garçons.

D'après la loi du 30 octobre 1886 (article premier), l'enseignement primaire est donné aux filles :

- 1° Dans les écoles maternelles et les classes enfantines;
- 2° Dans les écoles primaires élémentaires (filles);
- 3° Dans les écoles primaires supérieures (filles) et dans les classes d'enseignement primaire supérieur annexées aux écoles élémentaires et dites « cours complémentaires ».
- 4° Dans les écoles manuelles d'apprentissage, telles que les définit la loi du 11 décembre 1880. (Depuis 1892, ces écoles n'existent plus, elles ont été remplacées par les Ecoles pratiques de Commerce et de l'Industrie (2).

L'article 6 de la loi spécifie que l'enseignement est donné par les institutrices dans les écoles mixtes.

L'article 8 ajoute les cours d'adultes et d'apprentis.

A cette énumération, il faut joindre les écoles normales d'institutrices et l'Ecole normale supérieure d'enseignement primaire de Fontenay.

La loi distingue les *écoles publiques* fondées et entretenues par l'Etat, les départements ou les communes, et les *écoles privées* fondées et entretenues par des particuliers ou des associations, à l'exclusion des associations religieuses (3).

(1) F. Buisson. *Dictionnaire. Enseignement primaire.*

(2) V. *Enseignement technique.*

(3) Au sujet des *Ecoles privées*, v. *Annuaire de l'Enseignement privé français*, 1929, Enseignement primaire.

1° Les *écoles maternelles* sont des établissements de première éducation où les enfants des deux sexes reçoivent, en commun, de l'âge de deux ans révolus à six ans, les soins que réclame leur développement physique, moral et intellectuel.

Une *classe enfantine*, tenant lieu d'école maternelle, peut être annexée à l'école primaire élémentaire (1).

En 1928-29, il y avait en France, 3.115 écoles maternelles publiques et 564 écoles maternelles privées (2).

2° Les *écoles primaires élémentaires (filles)* sont des établissements où les enfants âgées de six ans révolus à treize ans révolus, reçoivent l'enseignement obligatoire prévu par la loi du 28 mars 1882 (3).

Le nombre total des écoles primaires élémentaires (garçons et filles) s'élevait au premier jour scolaire de décembre 1928 à :

68.312 écoles publiques et à 11.806 écoles privées.

Leurs effectifs comprenaient à la même date :

Ecoles publiques : 1.557.933 filles et 1.745.727 garçons (4).

Ecoles privées : 517.788 filles et 277.800 garçons.

Les *cours complémentaires* sont des classes d'enseignement primaire supérieur, annexées à une école primaire élémentaire, sous la même direction et comprenant au plus deux divisions où sont reçues les élèves âgées d'au moins douze ans au 31 décembre (5).

3° Les *écoles primaires supérieures (filles)* sont des établissements comprenant au moins trois années d'études où les élèves sont reçues à partir de douze ans révolus au 31 décembre jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle elles atteignent leur dix-huitième année (6).

Au 15 novembre 1928, il y avait en France 220 écoles primaires supérieures pour les filles et 304 pour les garçons. Le

(1) V. J. Soleil, *Le Livre des Instituteurs, Ecole maternelle*.

(2) *Annuaire statistique de la France*, 1929, p. 19.

(3) V. J. Soleil, *ouvr. cit., Ecole primaire élémentaire*.

(4) *Annuaire statistique de la France*, 1929, p. 21.

Nous ne pouvons pas donner, ainsi que nous le ferons pour l'enseignement secondaire et supérieur, le nombre des filles dans les écoles des autres pays. *L'Annuaire statistique de la France*, 1929, p. 228*, comporte l'effectif total des élèves sans distinction de sexe.

(5) J. Soleil, *ouvr. cit., Cours complémentaire*.

(6) *Ibid., Id., Ecole primaire supérieure*.

nombre des élèves s'élevait à 39.158 filles et 40.509 garçons. L'Algérie comptait 8 écoles primaires supérieures pour les filles et 14 pour les garçons, avec des effectifs de 1.885 filles et de 2.610 garçons (1).

Les *cours d'adultes* (filles) (2), sont des classes primaires où sont reçues les élèves âgées d'au moins treize ans. Ils peuvent comprendre plusieurs sections suivant l'âge et le degré d'instruction des élèves (3).

Les *écoles normales d'institutrices* sont des établissements publics, gratuits, fondés et entretenus par les départements (l'entretien des élèves et le traitement des maîtresses étant à la charge de l'Etat) et destinés à former des institutrices pour les écoles publiques (écoles maternelles, écoles primaires élémentaires et écoles primaires supérieures (4)).

On comptait en 1929-30, 83 écoles normales pour les institutrices et 82 pour les instituteurs, 5.923 élèves-maîtresses et 5.540 élèves-maitres (5).

L'*Ecole normale supérieure de Fontenay*, établissement public, national, prépare des professeurs d'écoles normales et d'écoles primaires supérieures. Le recrutement se fait à la suite d'un concours conférant la première partie du professorat (6). La durée des études y est de deux ans.

Instituée par le décret du 13 juillet 1880, l'Ecole normale supérieure devait être installée à Izeure (Allier) (7). Provisoirement, elle ouvrit ses portes à Fontenay-aux-Roses (8). Actuellement, elle est établie définitivement dans cette localité. Par le décret du 23 septembre 1880 et l'arrêté en date du même jour, M. F. Pécaut fut chargé de préparer l'organisation de l'Ecole normale supérieure d'institutrices. L'arrêté du 15 octobre 1880 nommait la directrice de l'école et la directrice des études : Mme de Friedberg et Mme Chateau. Le tableau des cours et conférences de l'Ecole pour l'année 1880-81 comprenait, pour les cours : vingt professeurs hommes et sept pro-

(1) *Annuaire statistique de la France*, 1929, p. 24.

(2) Pour les cours d'apprentis, v. *Enseignement technique*.

(3) J. Solèil, *ouvr. cit.*, *Cours d'adultes*.

(4) *Ibid.*, *id.*, *Ecole normale*.

(5) *Annuaire statistique de la France*, 1929, p. 25*.

(6) J. Solèil, *ouvr. cit.*, *Ecole normale supérieure*.

(7) Décret du 31 juillet 1880.

(8) Décret du 15 octobre 1880.

fesseurs femmes ; pour les conférences, dix-sept professeurs hommes et deux professeurs femmes (1).

Le premier concours eut lieu les 18 et 19 octobre 1880 ; un deuxième, le 20 janvier 1881, recruta d'autres élèves qui passèrent un an et demi à l'École, de mars 1881 à juillet 1882. De 1880 à 1929 inclusivement, ainsi que l'indique le tableau I, plus de 1.188 jeunes filles furent reçues aux concours de l'École, plus de 568 à la section des Sciences, plus de 620 à la section des Lettres (2). (Le nombre des candidates à admettre chaque année est fixé par le Ministre de l'Instruction publique).

Les examens et concours de l'enseignement primaire concernant élèves et maîtres sont *les mêmes pour les deux sexes* : (I. Examen du certificat d'études primaires, examen des bourses d'enseignement primaire supérieur, examen du brevet d'enseignement primaire supérieur, concours des bourses à l'étranger, concours d'entrée à l'école normale, concours des bourses de 4^e année, concours d'entrée aux écoles normales supérieures. — II. Brevets de capacité. — III. Certificats d'aptitude (sauf le certificat d'aptitude à l'enseignement des travaux de couture réservé aux aspirantes ; le brevet agricole, délivré aux instituteurs ; le brevet agricole ménager, destiné aux institutrices) (3).

Les classements se font généralement séparés.

(1) *Bulletin administratif du Ministère de l'Instruction publique*, 1880, p. 1449-1450.

(2) Renseignements communiqués par le Ministère de l'Instruction publique, Direction de l'Enseignement primaire. Ces chiffres indiqués sont au-dessous de la réalité, le nombre des candidates reçues aux concours 1880 et 1883 nous faisant défaut.

(3) V. J. Soleil, *ouvr. cit.*, p. 243-270.

TABLEAU I

CONCOURS	ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE FONTENAY-AUX-ROSES		TOTAL
	SECTION SCIENCES	SECTION LETTRES	
1880 (1)	?	?	?
1881	7	8	15
1882	13	18	31
1883 (2)	?	?	?
1884	13	14	27
1885	15	15	30
1886	15	15	30
1887	14	16	30
1888	15	15	30
1889	11	15	26
1890	11	14	25
1891	12	15	27
1892	9	15	24
1893	12	15	27
1894	12	15	27
1895	11	13	24
1896	8	12	20
1897	6	10	16
1898	8	11	19
1899	7	8	15
1900	8	10	18
1901	8	9	17
1902	7	7	14
1903	10	10	20
1904	10	10	20
1905	9	9	18
1906	11	12	23
1907	11	11	22
1908	10	10	20
1909	10	12	22
1910	12	11	23
1911	10	10	20
1912	11	11	22
1913	12	11	23
1914	10	10	20
1915	10	9	19
1916	12	12	24
1917	16	16	32
1918	16	16	32
1919	16	16	32
1920	15	15	30
1921	15	15	30
1922	15	16	31
1923	15	15	30
1924	15	16	31
1925	15	16	31
1926	15	15	30
1927	15	15	30
1928	15	16	31
1929	15	15	30
568		620	1.188
1.188			

(1) Les nombres de candidates reçues à ces concours nous font défaut.

(2) *Id.*

II. — ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

I. *Historique* (1848-1880).

II. *Enseignement secondaire public*. Loi de 1880. Lycées et Collèges. Personnel : Ecole de Sèvres, grades secondaires féminins. Elèves : études et grades féminins.

III. *Les réformes* — 1° Réformes concernant les élèves. Identification des programmes et « coinstruction » — 2° Réformes concernant les professeurs. Identification des examens et concours.

IV. *La participation des femmes aux concours masculins*.

V. *Effectif des élèves dans les établissements d'enseignement secondaire public depuis 1881* (France, étranger).

VI. *Enseignement secondaire privé*.

I. — Historique (1848-1880)

Quatre degrés d'instruction pour les filles avaient été institués par l'ordonnance du 23 juin 1836 et le règlement du 7 mars 1837 : écoles primaires élémentaires, écoles primaires supérieures, pensions et institutions. La loi de 1850 ne fit plus de distinction entre ces écoles et supprima tous les diplômes permettant aux postulantes d'ouvrir tel ou tel de ces établissements. Un seul examen était nécessaire pour enseigner : c'était le brevet de capacité dont le programme avait été restreint (art. 23). La lettre d'obédience pouvait en tenir lieu (art. 49). La loi favorisa l'ouverture d'un grand nombre d'institutions libres, mais dont la durée fut éphémère. Une forte crise de loyer, qui sévit avec beaucoup d'acuité dans le département de la Seine, fit fermer de nombreux établissements. Seuls survécurent ceux qui avaient des fonds suffisants; mais n'étant pas stimulés par la concurrence, ils laissèrent fléchir le niveau des études.

La loi de 1850 donna également aux cours un grand essor. A Paris, de 1852 à 1867, ceux qui étaient dirigés par les femmes triplèrent (1) sans que les cours tenus par les hommes (2) pourtant perdissent de leur vogue.

(1) Parmi ces cours, citons ceux de Mmes Evelart, Boutet de Monvel, Van den Berg et Mauduit.

(2) MM. Lévi, Prat, Remy et Feillet, Huriez.

Mlles Masson et Désir fondèrent des instituts normaux remplaçant les écoles normales qui manquaient encore. Pendant près de vingt ans, à leurs cours et à ceux de la Société pour l'instruction élémentaire, créés en 1864, se forma le personnel des écoles publiques.

L'année 1867 marque une date importante dans l'histoire de l'enseignement secondaire des jeunes filles. Jules Simon, à la tribune du Corps législatif, lors de la discussion de la loi du 10 avril 1867 sur l'enseignement primaire disait : « Les filles, même dans les pensionnats les plus élevés, reçoivent une instruction futile, incomplète, toute d'arts d'agrément... Nous voulons faire des femmes les compagnes intellectuelles de leurs maris, et il n'est personne qui puisse nier que l'instruction qu'on leur donne aujourd'hui ne les prépare pas à ce rôle » (1).

Les députés de l'opposition libérale virent refuser leur amendement tendant à créer des écoles supérieures de filles partout où existaient des lycées de garçons; mais il ne fut pourtant pas inutile, et V. Duruy prit à tâche d'élever le niveau de l'instruction des filles. Le 30 octobre 1867, il adressait une circulaire aux Recteurs les invitant à organiser, avec le concours des municipalités, des cours supérieurs à l'usage des jeunes filles : « Il reste une chose considérable à faire, disait le Ministre, il faudrait fonder l'enseignement secondaire de filles qui, à vrai dire, n'existe pas en France (2) ». Quelques villes instituèrent des cours, mais en réalité ceux-ci ne réussirent bien qu'à Paris, où ils étaient soutenus par l'*Association pour l'enseignement secondaire des jeunes filles*, formée sous les auspices de V. Duruy. Fondée à la Sorbonne à la fin de l'année 1867, « son but était de compléter l'instruction des jeunes filles et de leur procurer les moyens de s'élever au-dessus des connaissances primaires par un enseignement analogue à celui des établissements d'enseignement secondaire spécial pour les garçons (3) ». Le personnel enseignant comprenait des professeurs de lycées de garçons et de facultés,

(1) Séance du 2 mars 1867.

(2) V. *Circulaires et instructions officielles relatives à l'Instruction publique* : circulaire du 30 octobre 1867.

(3) Statuts de l'Association pour l'enseignement secondaire des jeunes filles à la Sorbonne, art. 2, v. O. Gréard, *Education et Instruction. I. Enseignement secondaire*, p. 148.

et des membres de l'Institut. La formation d'un personnel féminin capable d'enseigner à ces cours n'était pas prévue.

En 1868, à Paris, les mairies des I^{er}, III^e et XIV^e arrondissements; en province, plus de cinquante villes d'importance inégale, fondèrent des cours analogues.

Interrompus par la guerre de 1870, ils ne reprirent qu'en 1871, mais les villes où ils existaient déjà eurent quelque peine à les rétablir, et il n'en fut créé que très peu par la suite. Malgré tous ces efforts, leur nombre déclina, si bien qu'en 1878 il n'en subsistait plus qu'une dizaine avec quelques centaines d'élèves (1). Leur chiffre augmenta grâce à l'initiative de Paul Bert, qui obtint l'inscription au budget de l'exercice de 1879 d'un crédit de 100.000 francs destiné à encourager les villes qui ouvriraient des cours secondaires. Ce crédit fut porté au chiffre de 300.000 francs au budget de 1881. (Au 1^{er} novembre 1886, il existait 76 cours) (2).

Mais ces cours présentaient de graves défauts, dont le principal consistait dans l'absence de règles générales. Chaque ville était pour ainsi dire abandonnée à elle-même quant aux conditions d'admission des élèves, aux programmes et à la sanction des études. Ces cours aussi constituaient plutôt un enseignement facultatif qu'une école régulièrement suivie. Les jeunes filles y assistaient avec plus ou moins d'assiduité, sous la surveillance de leurs mères ou des institutrices qui les accompagnaient, — car il ne se trouvait là personne à qui l'on pût les confier.

Même à Paris, la pratique avait fait dévier l'institution de la direction générale donnée par V. Duruy. C'était toute une discipline suivie qu'il avait conçue; dans son plan, « les cours comprenaient un ensemble d'éducation régulièrement divisé en trois ou quatre années, chacune de six ou sept mois d'études, avec une ou deux leçons par jour, des devoirs remis par les élèves et des compositions mensuelles. On ne pouvait passer d'une année à une autre qu'après examen. L'enseignement complet avait pour sanction la délivrance d'un diplôme » (1).

Il fallut attendre la loi du 21 décembre 1880 pour voir la pensée de V. Duruy réalisée dans la pratique.

(1) G. Compayré, *L'enseignement secondaire des jeunes filles*, p. 3.

(2) O. Gréard, *ouvr. cit.*, p. 150, note 1.

(3) *Ibid.*, *id.*, p. 158.

II. — Enseignement secondaire public

LOI DE 1880. LYCÉES ET COLLÈGES.

PERSONNEL : ÉCOLE DE SÈVRES, GRADES SECONDAIRES
FÉMININS. ELÈVES : ÉTUDE ET GRADES FÉMININS.

La loi concernant l'enseignement secondaire des jeunes filles ne fut votée qu'après deux ans de débats, en raison des résistances d'une fraction du Parlement. La proposition déposée par C. Sée le 28 octobre 1878, amendée par Paul Bert, le 10 décembre 1878, aboutit à la loi du 21 décembre 1880, dont l'article 1^{er} est ainsi formulé : « Il sera fondé par l'Etat, avec le concours des départements et des communes, des établissements destinés à l'enseignement secondaire des jeunes filles. »

La loi devait avoir pour conséquence, ainsi que le disait E. Legouvé, « la disparition ou la transformation de ces écoles de vernissage qui donnent aux jeunes personnes des connaissances générales très superficielles, des petits talents de parade, et les livraient ensuite sans défense à tous les entraînements de la frivolité » (1).

L'application de la loi ne fut pas moins délicate que sa préparation.

D'après le décret du 28 juillet 1881, l'enseignement secondaire des jeunes filles est distribué dans les lycées et les collèges. Les cours secondaires, dont la reconnaissance datait de 1879, ne sont prévus ni dans la loi, ni dans les décrets qui l'ont suivie. Ce sont des établissements municipaux subventionnés par l'Etat. Créés d'après les règles posées par J. Ferry, le 8 septembre 1879, ils sont avant-coureurs d'un collège, d'un lycée : c'est un essai qui permet de juger s'il y a dans telle ou telle ville des chances sérieuses de succès pour une organisation définitive (2).

Le premier lycée créé pour les jeunes filles fut celui de Montpellier (décret du 10 janvier 1882) (3), le deuxième,

(1) E. Legouvé. *Rapport sur le concours de l'agrégation de l'enseignement secondaire en 1883.*

(2) V. circulaire du 19 juillet 1883 : « Les cours secondaires de jeunes filles doivent être considérés non comme des établissements définitifs, mais comme des lycées et collèges en voie de formation ». V. aussi circul. du 12 août 1885.

(3) L'ouverture provisoire du lycée eut lieu en oct. 1881.

celui de Rouen (décret du 18 mars 1882). Vers la même époque, dans les villes d'Auxerre (1), de Lons-le-Saulnier et de Grenoble, s'ouvrirent des collèges. A Paris, le lycée Fénélon fut le premier en date (décret du 18 septembre 1883).

Chaque établissement est placé sous l'autorité d'une directrice; des professeurs hommes ou femmes, munis de diplômes réguliers, y donnent l'enseignement (2). Directrice et professeurs sont nommées par le Ministre (3). L'arrêté du 28 juillet 1884 constitue la première charte du personnel administratif et enseignant : ce personnel se compose de la directrice et de l'économe, des professeurs titulaires ou délégués, des maîtresses chargées de cours, des institutrices primaires et des maîtresses répétitrices.

Les premières directrices furent celles qui avaient déjà dirigé des cours secondaires. Au début, on choisit les professeurs parmi ceux des lycées et collèges de garçons et de l'enseignement supérieur. Mais ce régime n'était que transitoire; les lycées de jeunes filles devaient avoir leur personnel spécialisé, composé de dames. Ce fut l'objet de la loi du 26 juillet 1881, dont l'initiative revient aussi à C. Sée : « Il sera fondé par l'Etat une école normale d'internes destinée à recruter les professeurs femmes pour les écoles secondaires de jeunes filles.

« Les jeunes filles seront admises par voie de concours et entretenues gratuitement à l'Ecole » (art. 1^{er}).

Dans l'esprit du législateur, l'Ecole ne devait pas être la pépinière de tous les professeurs des lycées et collèges. « Pour l'enseignement secondaire des jeunes filles, comme celui des garçons, dit M. Ferrouillat dans son rapport, d'autres voies pourront conduire au professorat. Votre commission considère même cette concurrence comme désirable. Elle n'a voulu qu'une chose, maintenir à l'Ecole normale son caractère propre et les qualités spéciales qui font de ces établissements modèles les régulateurs de l'enseignement » (4).

Cette école fut installée à Sèvres, dans une partie de l'an-

(1) Ouverture provisoire du collège en nov. 1881.

(2) Loi du 21 déc. 1880, art. 9.

(3) Décret du 28 juillet 1881, art. 16 et 17.

(4) C. Sée, *Les lycées et collèges de jeunes filles*, p. 446. *Rapport de M. Ferrouillat*.

TABLEAU II

CONCOURS	ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE SÈVRES		TOTAL
	SECTION SCIENCES	SECTION LETTRES	
1881	21	19	40
1882	20	20	40
1883	15	15	30
1884	19	18	37
1885	10	15	25
1886	9	12	21
1887	11	14	25
1888	10	12	22
1889	10	12	22
1890	8	10	18
1891	8	12	20
1892	8	10	18
1893	10	14	24
1894	6	15	21
1895	7	15	22
1896	5	12	17
1897	4	13	17
1898	4	12	16
1899	4	12	16
1900	4	12	16
1901	4	10	14
1902	4	10	14
1903	4	10	14
1904	8	14	22
1905	10	15	25
1906	12	16	28
1907	14	16	30
1908	15	16	31
1909	15	17	32
1910	14	16	30
1911	15	16	31
1912	12	16	28
1913	8	16	24
1914	8	18	26
1915	5	12	17
1916	5	9	14
1917	6	8	14
1918	7	8	15
1919	7	10	17
1920	10	13	23
1921	10	14	24
1922	13	15	28
1923	13	16	29
1924	12	15	27
1925	14	20	34
1926	12	15	27
1927	12	17	29
1928	12	15	27
1929	12	16	28
	486	683	1.169
	1.169		

cienne manufacture de porcelaine devenue disponible. Le premier concours eut lieu au mois de novembre 1881 et l'établissement put s'ouvrir le 1^{er} décembre avec quarante élèves. La directrice fut Mme Jules Favre; E. Legouvé eut le titre d'inspecteur général des études. Pendant le mois de décembre 1881, les jeunes filles ne formaient qu'un seul groupe et étudiaient à la fois les lettres et les sciences. Au mois de janvier 1882 commença la spécialisation. Sur la demande du Conseil des professeurs, les jeunes filles furent divisées en deux sections, l'une scientifique, l'autre littéraire. Les premiers professeurs femmes sortirent de l'Ecole en juillet 1883. La durée des études était alors de deux ans, elle fut portée à trois à partir du mois d'octobre 1884. Cette situation a été rendue définitive par le décret du 23 novembre 1885 (1).

Les grades spéciaux à l'enseignement secondaire des jeunes filles sont : le *Certificat d'aptitude*, délivré soit dans l'ordre des Sciences, soit dans l'ordre des Lettres (les femmes concoururent pour la première fois en 1882) et l'*Agrégation* (2), dont le premier concours eut lieu en 1883, et qui, pendant douze années, ne comprit que deux sections : l'une scientifique, l'autre littéraire. L'Etat n'institua aucune préparation spéciale, ni aucun diplôme particulier pour l'enseignement de l'anglais et de l'allemand dans les lycées et collèges de jeunes filles. L'arrêté du 8 novembre 1881 autorisa les femmes munies de certains diplômes ou brevets à se présenter, concurremment avec les hommes, au certificat d'aptitude à l'enseignement des langues vivantes dans les lycées et collèges. Pourvues du certificat, les femmes furent admises à subir les épreuves de l'agrégation des langues vivantes qui devint commune aux lycées de garçons et aux lycées de jeunes filles.

Aux termes de l'article 4 de la loi du 21 décembre 1880 et jusqu'à la réforme de 1924, l'enseignement secondaire des jeunes filles comprenait : « L'enseignement moral (3), la

(1) V. Tableau II. En 1929, on comptait 1.169 jeunes filles admises aux concours de l'Ecole, depuis sa fondation : 486 pour la section des Sciences et 683 pour la section des Lettres.

(2) V. Tableau III. En 1929, le nombre des agrégées de l'enseignement secondaire des jeunes filles s'élevait à 1.113, soit 424 pour les Sciences et 689 pour les Lettres.

(3) La droite fit une opposition acharnée au sujet de l'enseignement moral; elle voulait y adjoindre l'enseignement religieux.

langue française ; la lecture à haute voix et au moins une langue vivante, les littératures anciennes et modernes, la géographie et la cosmographie, l'histoire nationale et un aperçu de l'histoire générale; l'arithmétique, les éléments de la géométrie, de la chimie, de la physique et de l'histoire naturelle; l'hygiène; l'économie domestique; les travaux à l'aiguille; des notions de droit usuel; le dessin; la musique; la gymnastique. » La durée des études était de cinq années, divisées en deux périodes : la première de trois années, la seconde de deux années (1). Les élèves subissaient le *certificat d'études secondaires*, après les trois premières années d'études. Le *diplôme de fin d'études secondaires* était délivré à la suite d'un examen, à la fin de la cinquième année.

III. — Les Réformes

L'enseignement secondaire féminin ne subit pas de profondes transformations jusqu'au xx^e siècle. Pendant longtemps, les jeunes filles ne cherchèrent d'autre sanction à leur scolarité que le *diplôme de fin d'études secondaires*. La formation du corps professoral réclamant quelques modifications, l'arrêté du 31 juillet 1894 scinda chacune des agrégations féminines en deux autres. La troisième année d'études, à Sèvres, comporta désormais quatre sections correspondant aux nouvelles agrégations : Lettres, Histoire et Géographie, Mathématiques, Sciences physiques et naturelles. Le décret du 3 août 1911 transforma l'ancien certificat d'aptitude, concours unique. Désormais il est obtenu à la suite d'une double série d'épreuves échelonnées sur une durée de deux années.

Mais vers 1907, quelques élèves abandonnèrent l'examen du *diplôme* pour le baccalauréat. La réforme de 1902 (2) facilita leur accession à ce grade. Jusqu'à cette époque il y avait des bachelières, mais à l'état d'exceptions (3). La section B (Latin-Langues vivantes) attira d'abord les jeunes filles, puis elles s'orientèrent vers les trois autres sections. Tandis que le baccalauréat moderne n'ouvrait pas les Facultés de Droit et de Médecine et avait eu peu de candidats de sexe féminin, les

(1) Décret du 14 janvier 1882, art. premier.

(2) V. *Enseignement supérieur, Baccalauréat*.

(3) V. *Revue Universitaire*, 1909, t. I, p. 462-463.

quatre sections instituées par le décret du 31 mai 1902 n'établissaient aucune différence entre elles et pouvaient solliciter au même degré l'activité intellectuelle féminine.

L'engouement pour les études masculines devint croissant. Des cours, en vue du baccalauréat, s'organisèrent. Mais aucune modification ne concerna le personnel féminin; ces cours spéciaux étaient faits par des professeurs des lycées de garçons. La sanction de l'enseignement secondaire public des jeunes filles n'était plus le *diplôme* exclusivement, — un rival, le baccalauréat, venait le concurrencer. Le nombre des élèves qui obtenaient ce dernier grade ne cessait de s'accroître. L'enseignement libre, officiellement, préparait au baccalauréat. Si l'enseignement public voulait vivre, il devait s'adapter lui aussi.

Dès 1909, la Fédération des professeurs des lycées de garçons et de l'enseignement féminin comprenait la nécessité de réformer les études secondaires féminines et mettait la question à l'étude. Par le grand nombre d'universitaires affiliés à la Fédération, l'opinion générale était favorable à la réforme de l'enseignement des jeunes filles (1).

La même année, le Congrès régional de Marseille demandait une préparation régulière et gratuite au baccalauréat dans les établissements de jeunes filles.

La question fut reprise par les Congrès nationaux de Paris de 1911 à 1914. Au Congrès national de 1914, M. Suran fit adopter le vœu suivant : « qu'à côté de l'organisation actuelle améliorée dans le sens des vœux déjà émis par notre Fédération, l'on institue dans les établissements de jeunes filles un cours régulier d'études régulières et complètes préparant au baccalauréat » (2). Le Conseil supérieur autorisa officiellement l'institution d'un cours de latin en vue de la préparation de cet examen dans les lycées de jeunes filles à partir de la troisième année. Cet enseignement ne cadrerait pas avec l'organisation régulière des études. Il donnait lieu, de la part des élèves qui désiraient le suivre, à une rétribution spéciale.

Ces cours, juxtaposés à l'enseignement normal, formaient un système d'instruction peu homogène qui appelait des ré-

(1) V. *Revue Universitaire*, 1916, t. II, p. 204 et suiv. Mme Suran-Mabire, *La réforme de l'enseignement secondaire féminin*.

(2) *Id.*, p. 208.

formes. Au Congrès de la Fédération des professeurs de lycées et du personnel de l'enseignement féminin qui eut lieu en 1914 figurait, au nombre des questions mises à l'étude, la réorganisation de l'enseignement secondaire des jeunes filles. Il fallut attendre dix ans avant d'obtenir sa réalisation.

Le baccalauréat s'implanta alors de plus en plus; il prit même « des allures de conquérant » (1). L'enseignement secondaire tel qu'il résultait de la loi de 1880 n'avait pas marché de pair avec l'évolution féminine. Dans l'esprit de C. Sée, le but de la loi n'était pas « d'arracher les femmes à leur vocation naturelle, mais de les rendre plus capables de remplir leurs devoirs d'épouse, de mère et de maîtresse de maison » (2). La culture devait être pour elles exempte de souci de parchemin et de carrière. Le *diplôme de fin d'études secondaires*, qui ne représentait guère qu'un grade honorifique, « examen *intra-muros* » (3) que les élèves subissaient devant les professeurs de leur établissement, suffisait à cette fin.

Mais à la veille de la guerre, et pendant la guerre surtout, les femmes recherchèrent une situation; les carrières féminines étaient si encombrées qu'il y eut une ruée vers celles réservées aux hommes. Le *diplôme*, presque dépourvu de sanction, comptait de moins en moins d'adeptes : « Ce n'est pas une clef, c'est un hochet » (4), écrivait-on. C'était le triomphe de l'enseignement désintéressé! Une ère de culture utilitaire commençait à poindre, et « le baccalauréat ouvrant les Facultés, cessait d'être ce qu'il avait plus ou moins été jusque-là — un accessoire des études secondaires féminines, — pour devenir leur objectif principal » (5).

Le baccalauréat vint rompre l'harmonie des programmes de l'enseignement secondaire des jeunes filles tel qu'il avait été

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} nov. 1919, R. Thamin, *L'éducation des filles après la guerre*, p. 134.

(2) C. Sée, *Les lycées et collèges de jeunes filles*, *Discours de C. Sée*, Chambre des députés, 19 janv. 1880, p. 192.

(3) *Revue Universitaire*, 1911, t. II, p. 283. M^{me} P. Crouzet-Ben-Aben, *La clientèle secondaire féminine et ses besoins*.

(4) *Id.*, 1912, t. II, p. 292, Les équivalences de l'enseignement secondaire des jeunes filles.

(5) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mai 1928, A. Amieux, *Nos Grandes Ecoles*. — XV. *Chez les Sévriennes*, p. 94.

V. dans *l'Information universitaire*, 9 nov. 1921. Mlle Sanua, *La réforme de l'enseignement secondaire des jeunes filles* : Académie de

conçu par C. Sée. « Comme *le vase brisé* de Sully-Prudhomme, disait Mme Suran-Mabire, le pauvre enseignement féminin perd sa vie et sa force par une fêlure de plus en plus profonde, de plus en plus irrémédiablement mortelle. Il est grand temps que l'administration supérieure intervienne, si elle tient à le sauver. Déjà les feuilles de la plante jaunissent et la racine se dessèche » (1).

La période des réformes s'ouvre (2).

Dans le projet de M. Painlevé, le nombre des années secondaires était porté de cinq à six; une septième devait être consacrée à l'enseignement des cours pratiques. Le *diplôme* sanctionnait les études, comme sous le régime institué par la loi de 1880, mais cet examen comportait des mentions : Latin ou Sciences. Il y avait, dans l'intention de M. Painlevé, équivalence entre le baccalauréat (1^{re} partie) et le *diplôme* avec mention. Les jeunes filles se présenteraient ensuite à la seconde partie du baccalauréat des garçons.

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique vota le projet à une belle majorité, le 21 décembre 1916; mais ce projet rencontra une vigoureuse campagne d'opposition. M. Painlevé fut remplacé au Ministère par M. Viviani, et ce dernier, jugeant que la question, par son côté social et moral, relevait du Parlement et non du Conseil supérieur, estimait qu'une Commission extra-parlementaire devait être instituée, dont les conclusions seraient soumises elles-mêmes au Parlement. Cette Commission (3) tint ses séances du 8 janvier 1917 au 18 janvier 1919 (4). Le projet de M. Painlevé avait le tort

Paris. Nombre de *diplômes de fin d'études secondaires et de baccalauréats* obtenus par les jeunes filles :

Année 1912 : Diplômes, 208; Baccalauréats, 66 (soit 3 diplômes contre 1 baccalauréat).

Année 1921 : Diplômes, 169; Baccalauréats, 606 (soit 1 diplôme contre 4 baccalauréats).

(1) *Revue Universitaire*, 1916, t. II, Mme Suran-Mabire, *art. cit.*, p. 204.

(2) V. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} oct.-1^{er} nov. 1919, R. Thamin, *art. cit.*

(3) Le décret du 2 janv. 1917 nommait les membres de cette Commission (v. *Rev. Univ.*, 1917, t. I, p. 145-146). Parmi ceux-ci se trouvaient quatre femmes universitaires : Mmes Amieux, Caron, Picot et Suran-Mabire; et Mmes J. Siegfried et F. Brunot.

(4) *Revue de l'enseignement secondaire des jeunes filles*, 1919, p. 10.

notamment de créer pour les lycées et collèges de jeunes filles une sorte de baccalauréat à leur usage. L'Administration présenta un autre projet, mais la Commission préféra le premier, — qui devait lui servir de base dans le cours de ses travaux (1). « En réalité, elle n'en fit rien », dit M. Thamin.

La Commission maintint l'ancien *diplôme* dont les épreuves orales deviendraient publiques; il devait prendre le nom de « *diplôme simple* ». Près de lui, un *diplôme* dit « *complet* » ou « *renforcé* », qui se passerait en deux ans, s'appellerait « *baccalauréat* » et jouirait des mêmes droits que le baccalauréat des jeunes gens. Le *diplôme simple* serait réservé aux élèves de l'enseignement secondaire officiel, tandis que le *diplôme renforcé* s'ouvrirait à toutes les jeunes filles des lycées et des institutions privées. Un baccalauréat féminin venait donc d'être créé.

Les travaux de la Commission soulevèrent de nombreuses critiques. Citons entre autres celles que M. Adrien Veber, député, formula dans son rapport sur le budget de l'Instruction publique en 1919. « Je m'en voudrais, dit-il, de ne pas poser dans toute sa netteté la question qui domine toute cette discussion. Pourquoi ne pas assimiler complètement l'enseignement secondaire des filles à l'enseignement secondaire des garçons? Il me faut reconnaître que je comprends mal cette différenciation... Je crois que l'avenir est à l'assimilation complète, il n'y a point de raison vraiment sérieuse d'organiser pour les jeunes filles un enseignement secondaire différent de celui des garçons. L'enseignement primaire, l'enseignement supérieur, n'est-il pas le même pour les deux sexes? La plupart des pays étrangers pratiquent la culture uniforme. Pour trouver des programmes différents, il faut aller en Espagne, en Turquie. Cette question reviendra devant la Chambre, elle est à l'ordre du jour de l'opinion publique, et il sera nécessaire de la résoudre au mieux de l'intérêt social. Je ne doute point qu'à ce moment, vous ne lui donniez la solution que dicte la raison » (2).

Le Conseil national des Femmes s'émut aussi de la réforme proposée par la Commission extra-parlementaire. Le bac-

(1) V. les travaux de la Commission réformatrice dans le *Bulletin de la Fédération des professeurs de l'enseignement secondaire*, année 1919.

(2) *Revue universitaire*, 1919, t. I, p. 379.

calauréat féminin lui paraissait un illogisme, une injustice (1).

Les professeurs, délégués au Conseil supérieur, exposèrent avec la plus grande netteté, le 14 décembre 1921, leur opinion sur l'avenir de l'enseignement féminin et accablèrent le *diplôme* « moribond » — étiquette méprisante — inférieur comme prestige au baccalauréat le plus décrié » (2).

En 1923 (3), le Congrès de la *Société des Agrégées* émettait un vœu tendant à l'identification des programmes. La *Fédération nationale des Professeurs de lycée et de l'Enseignement secondaire féminin* réunis également en Congrès avait à son ordre du jour, de même qu'en 1920 et 1922, la réorganisation des concours féminins et des moyens de s'y préparer.

La réforme de l'enseignement secondaire des garçons semblait appeler la refonte de celui des jeunes filles. « Ce sera l'œuvre de demain, déclare M. Léon Bérard au Conseil supérieur de l'Instruction publique, d'ajuster le nouveau régime des études à l'enseignement secondaire des jeunes filles. En dépit de grands progrès et de succès très brillants, un certain trouble pédagogique règne dans cette partie du monde scolaire que tout prédestinait à l'harmonie. Le dessein des fondateurs ne répond plus, en bien des cas, aux besoins nouveaux. Des directions et des disciplines très différentes sont suivies dans un même établissement, très légitimement d'ailleurs, selon les buts divers que se proposent élèves et familles. On nous demande de donner à cet enseignement une règle plus nette et une orientation plus certaine. Mais une des questions qui se posent est celle de savoir s'il ne conviendrait pas d'appliquer purement et simplement aux jeunes filles le plan d'études, les programmes, les sanctions scolaires qui auront été adoptés pour les garçons » (4).

La réforme de l'enseignement secondaire féminin était prévue dans le décret du 3 mai 1923 (5), où l'examen des modalités d'adaptation du nouveau plan d'études à l'enseignement secondaire des jeunes filles était annoncé.

(1) V. *Revue Universitaire*, 1919, t. II, p. 291-293, Mme P. Crouzet-Ben-Aben, *Un système transactionnel de réforme*.

(2) *Id.*, 1922, t. II, p. 114.

(3) *Id.*, 1923, t. I, p. 443-445.

(4) L. Bérard, *Pour la réforme de l'enseignement secondaire, discours au Conseil supérieur de l'Instruction publique*, 15 janv. 1923, p. 24.

(5) Titre II, art. 10.

1^o RÉFORMES CONCERNANT LES ÉLÈVES. IDENTIFICATION
DES PROGRAMMES ET « COINSTRUCTION »

C'est le décret du 25 mars 1924 (1) et l'arrêté en date du même jour qui ont établi le principe si longtemps attendu de l'identification des programmes de l'enseignement secondaire masculin et de l'enseignement secondaire féminin. « J'ai essayé dans cette réforme, dit M. L. Bérard, de répondre au double vœu des familles et de l'Université : d'une part, maintenir un enseignement secondaire féminin, qui depuis quarante ans a fait ses preuves; d'autre part, faciliter aux jeunes filles qui le désirent un enseignement identique à l'enseignement secondaire masculin.

« Ce mouvement des jeunes filles vers les études secondaires masculines et vers le couronnement de ces études, le baccalauréat, a pris depuis une vingtaine d'années une intensité croissante. Mais nos lycées, n'ont pu, jusqu'à présent, employer que des moyens de fortune pour satisfaire au désir des familles. Le but du nouveau décret est de régulariser l'institution d'une section d'enseignement secondaire masculin dans tous les lycées, collèges et cours secondaires de jeunes filles. Mais une section seulement conduira les élèves au baccalauréat. L'autre section continuera de conduire les jeunes filles au diplôme de fin d'études établi par la loi du 21 décembre 1880.

« Pour atteindre ce but, la première condition à réaliser est de donner à l'enseignement secondaire des jeunes filles la même durée qu'à l'enseignement secondaire des garçons; c'est le premier objet du présent décret... Mon ambition a été de rendre accessible, d'une part, à une élite d'enfants la culture classique, et d'offrir, d'autre part, à la grande majorité des jeunes filles de nos lycées, qui n'a en vue que la vie du foyer, l'éducation élevée que le législateur de 1880 lui avait destinée » (2).

L'arrêté du 25 mars 1924 fixait la répartition hebdomadaire des diverses matières. Il entra en vigueur pour la classe de

(1) D'après l'art. 1^{er} du décret, l'enseignement secondaire des jeunes filles comprenait 6 années d'études. V. texte : *J. Off.*, 29 mars 1924.

(2) L. Bérard, *Discours au Conseil supérieur de l'Instruction publique*, 22 janv. 1924.

sixième (la troisième année primaire d'autrefois) à la date du 1^{er} octobre 1924 et au 1^{er} octobre de chaque année suivante pour les classes ultérieures. Deux circulaires, l'une du 24 avril 1924, l'autre du 27 mai 1924 précisèrent les conditions dans lesquelles serait organisé cet enseignement à la rentrée prochaine dans la nouvelle classe de sixième. L'arrêté du 10 juillet 1925 surchargea programmes et horaires.

Le décret du 15 mars 1928 apporta quelques modifications; il acheva l'organisation de la *section Diplôme* dans les établissements secondaires féminins. « L'enseignement secondaire des jeunes filles, y est-il dit à l'article 1^{er}, comprend sept années d'études aussi bien pour l'enseignement sanctionné par le diplôme de fin d'études secondaires que pour l'enseignement facultatif dont la sanction est le baccalauréat ». L'arrêté du 30 mars 1928, complété par la circulaire du 23 octobre, répartit hebdomadairement les diverses matières d'enseignement dans les classes réorganisées. Il entra en vigueur à la date du 1^{er} octobre 1928 pour la classe de seconde, du 1^{er} octobre 1929 pour la classe de première et du 1^{er} octobre 1930 pour la classe de philosophie.

En ce qui concerne le *diplôme*, le décret du 2 octobre 1929 établit les modalités de cet examen. A la fin de la sixième année d'études (classe de première), il sera délivré le *diplôme d'études secondaires* à la suite d'un examen portant sur les matières du cours de première, et à la fin de la septième année, un diplôme d'études secondaires de philosophie ou de sciences, « *diplôme complémentaire d'études secondaires de philosophie* » ou « *de sciences* », selon la division pour laquelle l'élève aura opté (art 1^{er}, § 3). Pour l'obtention de ce diplôme complémentaire, il sera nécessaire que les jeunes filles soient déjà pourvues du diplôme d'études secondaires. Ces deux examens auront lieu dans l'établissement comme sous le régime antérieur et comporteront des épreuves facultatives et obligatoires. L'arrêté du 4 octobre 1929 fixa le nombre et la nature des épreuves.

Précédant l'identification des programmes, le principe de l'instruction en commun des deux sexes, ou « *coinstruction* », a été consacré.

Ce fut d'abord la circulaire du 23 octobre 1922 qui permit l'admission des jeunes filles dans les classes de philosophie

et de mathématiques des établissements de garçons, quand le nombre de celles-ci n'était pas suffisant pour justifier la création de cours particuliers dans l'établissement féminin qu'elles fréquentaient. Celle du 21 juin 1923, étendant les dispositions ci-dessus, autorisa les jeunes filles à suivre dans les lycées et collèges de garçons les cours préparatoires aux Grandes Ecoles où les femmes peuvent entrer. Puis, parut la circulaire du 10 décembre 1923 relative à l'admission des jeunes filles dans les classes de première des établissements secondaires de garçons, mais seulement sur autorisation individuelle, et lorsque la préparation au baccalauréat n'était pas organisée dans les lycées, collèges ou cours secondaires des jeunes filles de leur résidence. La circulaire du 12 août 1924 étendit aux classes élémentaires les autorisations données par la circulaire du 23 novembre 1915 relative à l'entrée des petites filles dans les classes primaires des établissements secondaires masculins, et réciproquement. Les circulaires du 10 août 1926, du 4 janvier 1927 et du 30 octobre 1928 autorisèrent l'admission des jeunes filles dans les collèges de garçons, non plus seulement dans quelques classes, mais dans toutes les classes, sous certaines conditions. Enfin la circulaire du 4 février 1930 n'établit plus de différence entre les lycées et les collèges et ne tient plus compte de l'effectif de ces établissements; toutefois le nombre maximum de jeunes filles à admettre sera de cinquante. « En effet, lorsqu'une localité compte une cinquantaine de familles faisant effectivement suivre à leurs filles les cours du collège de garçons, il apparaît nettement que cette ville est en état d'entretenir et de développer un cours secondaire ou un collège de jeunes filles ». De même que dans les précédentes circulaires, la demande doit être présentée par le Conseil municipal à la majorité des $\frac{3}{4}$ des voix; l'autorisation doit être donnée par le recteur pour chaque élève, etc. (1).

Quel a été jusqu'alors le résultat de cette instruction donnée en commun? M. Pierre Mendousse, professeur agrégé au lycée d'Auch, en 1924, constatait déjà à cette époque que la réforme avait donné des résultats intellectuels très appréciables : « Une émulation plus vive pousse les élèves des deux sexes à donner toute leur mesure; et comme à égalité d'âge, les jeunes

(1) *Revue Universitaire*, 1930, t. I, p. 261-262.

filles sont plus développées que les garçons, du moins jusqu'à vingt ans en moyenne, ceux-ci, pour ne pas se laisser distancer, sont portés à redoubler d'efforts. En est-il de même des effets moraux ? Dans l'ensemble, on peut répondre oui, en toute certitude. Cependant la question est si complexe, les valeurs morales que crée ou cultive l'éducation peuvent être d'ordre si différent, que dans ce domaine, des distinctions s'imposent nécessairement. Pour nous en tenir à la question plus spéciale des mœurs, les craintes qu'auraient pu concevoir certains esprits timorés semblent, après expérience, tout à fait dénuées de fondement » (1).

Les jeunes filles qui étudièrent dans les établissements de garçons furent admises à prendre part au même titre que leurs condisciples masculins au Concours général.

En 1924, une élève du lycée de Hanoï (Tonkin), Mlle Marcelle Nédelec (2), mérita un accessit de composition française et fut la première jeune fille lauréate au Concours général. En 1925, sur dix nominations de philosophie pour la France, deux accessits furent attribués à des jeunes filles (3).

Mais toutes ne pouvaient pas participer au Concours général. Étaient admises à concourir seulement celles qui suivaient les cours des lycées et collèges de garçons. On arrivait à ce résultat étrange que, seules, quelques provinciales, quelques coloniales pouvaient risquer leur chance, mais que la grande majorité des jeunes filles, parce qu'elles ont des établissements féminins bien organisés, s'en voyaient écarter. Cette anomalie ne fut pas sans provoquer des réclamations. L'arrêté du 23 février 1929 (4) y remédia en établissant un Concours général unique entre les élèves des lycées et collèges de garçons et de jeunes filles de Paris et des départements. Cette mesure a pris effet à la date de 1930 pour la classe de première, et s'étendra en 1931 à celles de philosophie et de mathématiques.

Les cours secondaires ne sont pas mentionnés dans l'arrêté, mais leurs élèves ont participé, comme celles des lycées et collèges, au Concours général.

(1) V. *Revue Universitaire*, 1924, t. II, p. 441-442.

(2) *Id.*, 1925, t. I, p. 157.

(3) V. *La Française*, 15 août 1925; — *id.*, 21 juillet 1928.

(4) *J. Off.*, 2 mars, p. 2557.

En 1930, première année, où le Concours général fut ouvert aux élèves de la classe de première des établissements d'enseignement secondaire féminin (quelques jeunes filles fréquentant les lycées et les collèges de garçons dans les départements — classes de philosophie et de mathématiques — concoururent également), onze récompenses furent décernées à des candidates, dont sept à des élèves de lycées de Paris et quatre à des élèves de lycées de départements.

Parmi les lauréates, citons : Mlle Jacqueline David (Lycée Molière, Paris), qui remporta le 1^{er} prix de version latine et le 2^e prix de version grecque; Mlle Suzanne Puverel (Lycée de jeunes filles de Nice), et Mlle Florence Lattes (Lycée Fénelon, Paris) qui obtinrent le 2^e et le 3^e prix de composition française (1).

2° RÉFORMES CONCERNANT LES PROFESSEURS. IDENTIFICATION DES EXAMENS ET CONCOURS

Le décret de 1924 concerna les élèves; les mesures prises en 1927 se rapportèrent aux professeurs.

L'identification des programmes appelait une autre réforme : l'identification des examens et concours (licences, certificats d'aptitude, agrégations) (2).

C'est en ce qui concerne le régime des agrégations qu'apparurent les premières modifications. Il valait mieux, d'après le Conseil supérieur de l'Instruction publique, indiquer d'abord le but à atteindre : l'agrégation, que de procéder par étapes, des examens inférieurs aux diplômes supérieurs. « Les yeux fixés sur le terme final, les futurs maîtres, dès le début, dirigeront leurs pas vers lui » (3).

1° *Agrégations.* — L'arrêté du 17 mai 1924 avait ouvert toutes les agrégations masculines aux femmes. Mais plusieurs d'entre elles leur restaient interdites, les deux sexes n'ayant pas reçu la même formation initiale. L'arrêté du 13 février 1927 modifia, en ce qui concerne les jeunes filles, les conditions fixées par l'arrêté du 18 juin 1904 pour l'admission aux épreu-

(1) Palmarès, concours général.

(2) V. *Revue Universitaire*, 1927, t. I, p. 132 et suiv., la session du Conseil supérieur où la question fut débattue.

(3) *Id.*, 1927, t. II, p. 340, Mme P. Crouzet-Ben-Aben, *Les récents progrès de l'identification des examens professionnels.*

ves des agrégations de philosophie et de sciences naturelles et fixa une période transitoire entre 1928 et 1938 pendant laquelle ces modifications seraient applicables aux jeunes filles. Une réforme des agrégations féminines, tendant à les rapprocher des agrégations masculines, était également nécessaire. L'arrêté du 13 février 1927 fixa aussi une période transitoire entre 1931 et 1938 pendant laquelle le régime des agrégations féminines devait se modifier de façon à aboutir à une identification totale des agrégations masculines et féminines en 1938. A cette date, en effet, les jeunes filles ayant fait leurs études dans les mêmes conditions que les jeunes gens pourraient se présenter à toutes les agrégations masculines. La spécialisation des agrégations féminines fut opérée par l'allègement des programmes. Ainsi spécialisées, les agrégations ont été modifiées dans le sens du rapprochement avec les agrégations des hommes.

a. *Ordre des Lettres.* — Les agrégations littéraires féminines sont : l'*agrégation des lettres* et l'*agrégation d'histoire et de géographie*.

C'est l'agrégation féminine des lettres qui subit le plus de modifications. Elle correspondait à peu près à trois agrégations masculines : l'agrégation des lettres, l'agrégation de grammaire et l'agrégation de philosophie. Elle comprenait, en outre, une épreuve de langues vivantes et une épreuve de philosophie. Ces deux épreuves furent supprimées. La même formation philosophique étant réclamée des professeurs hommes et femmes qui veulent enseigner la philosophie, une seule agrégation s'ouvre aux femmes : l'agrégation masculine. Pour leur en faciliter l'accès pendant la période transitoire, la possession des deux parties du certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles (Lettres ou Sciences) seront tenues pour équivalentes à la licence ès lettres ou ès sciences exigée pour l'enseignement. Les candidates devront justifier, de même que les hommes, du baccalauréat ès sciences ou du certificat d'études physiques, chimiques et naturelles (P. C. N.) et du diplôme supérieur philosophique. A l'oral, il sera permis aux femmes, pendant cette période transitoire, de remplacer l'explication d'un texte grec par une explication philosophique d'allemand ou d'anglais. Ces dispositions sont entrées en vigueur à partir du concours de 1928 et cesseront d'être appliquées après le concours de 1938.

Mais il était impossible que les femmes insuffisamment préparées en latin et surtout en grec pussent se présenter aux agrégations masculines de grammaire et de lettres. On a, en conséquence, institué pour elles une agrégation spéciale, dite agrégation des lettres, comportant des épreuves de l'agrégation de grammaire et de l'agrégation des lettres des hommes. Le latin y figure à titre obligatoire, une option est prévue entre l'explication d'un texte grec et l'explication d'un texte de langues vivantes. Ce régime sera appliqué de 1931 à 1938 (1).

Quant à l'agrégation d'histoire et de géographie, nettement spécialisée depuis 1920, elle ne fut pas réformée. En 1927, M. Busson avait déposé un vœu demandant la fusion « dès l'année 1929, en un seul concours, des agrégations masculines et féminines d'histoire et de géographie, dans les mêmes conditions que celles prévues par les agrégations de philosophie et de sciences naturelles, c'est-à-dire, d'une part, avec obligation du diplôme d'études supérieures, d'autre part, avec équivalence provisoire de la licence d'enseignement et du certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles » (2). Mais rien ne fut fait en ce sens. Les femmes peuvent donc opter pour l'histoire entre l'agrégation masculine ou féminine.

b. Ordre des Sciences. — Les agrégations scientifiques féminines comprennent une *agrégation de mathématiques*, à laquelle il n'a pas été possible de toucher en 1927, et une *agrégation mixte de physique et de sciences naturelles*, qui fut scindée à cette époque. Les sciences naturelles ne font pas l'objet d'une agrégation féminine distincte. Les femmes se présentent à l'agrégation masculine correspondante. Les conditions préalables pour l'inscription à cette agrégation sont, en ce qui concerne les jeunes filles, les mêmes que celles qui sont exigées des candidats hommes. Toutefois, pendant la période 1928-1938, d'après l'arrêté du 13 février 1927, le certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles (première et seconde parties) peut tenir lieu pour les candi-

(1) V. aussi le décret du 12 août 1927 modifiant les conditions d'inscription au concours de l'agrégation de l'enseignement second. des jeunes filles (ordre des Lettres).

(2) Vœu déposé le 21 janv. 1927. V. *Rev. univ.*, 1927, t. I, p. 444.

dates : 1° des trois certificats de licence exigés : zoologie ou physiologie générale, botanique, géologie ; 2° du certificat constatant que la candidate a subi avec succès les épreuves de physique et de chimie comprises dans le programme du certificat d'études physiques, chimiques et naturelles (P.C.N.).

L'agrégation féminine de physique, modifiée par l'arrêté du 13 février 1927, aura son programme renforcé en ce qui concerne les mathématiques et sera en vigueur, ainsi que l'agrégation féminine des lettres, pendant la période transitoire 1931-1938 (1).

En résumé, dans l'ordre des Lettres et des Sciences, pendant la période qui s'étendra de 1931 à 1938 inclusivement, il y aura des agrégations féminines distinctes se rapprochant le plus possible de celles des hommes pour les *Lettres*, les *Mathématiques* et la *Physique*. Pour l'*Histoire et la Géographie*, les femmes peuvent choisir entre l'agrégation masculine et l'agrégation féminine récemment modifiée dans le sens de la spécialisation et du rapprochement avec l'agrégation masculine. Pour la *Philosophie* et les *Sciences naturelles*, il n'existe que les agrégations masculines comportant certaines modifications quant à l'admission des femmes à leurs épreuves de 1928 à 1938 inclusivement. Pour la *Grammaire*, une seule agrégation s'ouvre aux femmes : l'agrégation masculine.

2° *Certificats et Licences*. — La spécialisation des agrégations devait entraîner la spécialisation des certificats d'aptitude à l'enseignement secondaire féminin (2).

En avril 1927, l'assemblée générale de la Société des Agrégées émettait, en ce qui concerne le certificat d'aptitude, le vœu « que dès 1928 soient modifiés dans le sens d'une spécialisation plus grande et mis en harmonie avec la réforme des agrégations, le concours d'admission à l'Ecole de Sèvres, qui constitue la première partie du certificat d'aptitude à l'enseignement féminin, et la seconde partie de ce certificat ».

En mai 1927, une Commission, sur un rapport de Mlle Véroux, projetait une série de modifications tendant à spécia-

(1) V. aussi le décret du 16 sept. 1928 relatif aux conditions préalables exigées des candidates aux agrégations de l'ordre des Sciences de l'enseignement secondaire des jeunes filles.

(2) V. *Rev. univ.*, 1927, t. II, p. 340, *Les récents progrès de l'identification des examens professionnels*.

liser dès 1928, pour la première partie, et dès 1929, pour la seconde, le certificat resté trop général jusqu'à présent. Le Congrès de la Fédération nationale non syndiquée des professeurs de lycée et de l'enseignement secondaire féminin, saisie de la question par la Société des Agrégées, émettait le vœu « que les deux parties du certificat d'aptitude fussent, dès cette année, mises en harmonie avec la réforme en cours des agrégations de cet enseignement ».

L'arrêté du 13 février 1927 supprima la dualité qui subsistait encore dans les licences scientifiques d'enseignement, les programmes des sciences devenant les mêmes pour les jeunes filles et pour les jeunes gens. Pour les épreuves du certificat d'aptitude des femmes (concours d'entrée à l'Ecole de Sèvres), première partie, section Sciences, le décret du 12 août 1927 supprima à l'écrit la composition des sciences naturelles, à l'oral, l'interrogation de psychologie, et renforça au contraire le certificat d'aptitude en mathématiques et en physique. « Ainsi pourvues d'une culture mathématique et physique plus développée, les candidates arriveront mieux préparées à la spécialisation qui commencera à s'établir dès la seconde partie du certificat pour aboutir à celle que réalisera, à partir de 1931, le nouveau régime des agrégations féminines » (1).

Dans l'ordre des Lettres, le décret du 24 mars 1928 opérant la spécialisation introduisit à titre obligatoire à l'écrit et à l'oral de la 1^{re} partie du certificat une épreuve de latin et à l'oral seulement, et à titre d'option, une épreuve de grec, et, d'autre part, élargit l'ancienne composition de morale et de psychologie en une épreuve de philosophie proprement dite.

Ces nouveaux régimes qui rapprochent les concours féminins (1^{re} partie du certificat d'aptitude, concours de Sèvres) du concours d'entrée de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, devront être appliqués pour les concours (sections Lettres et Sciences, 1^{re} partie) de l'année 1931.

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique, dans sa session de juillet 1929 (2), s'efforça d'adapter aux régimes nouveaux des agrégations le certificat d'aptitude (2^e partie). Le décret du 20 octobre 1929 complète les décrets des 12 août 1927 et 24 mars 1928, qui modifièrent la première par-

(1) Décret du 12 août 1927, Exposé des motifs.

(2) V. *Rev. Univ.*, 1929, t. II, *La session du Conseil sup. de l'Inst. pub.*, p. 142-148.

tie du certificat (Sciences et Lettres). Il étend la réforme aux examens de la seconde partie en tenant compte des modifications apportées par ces deux décrets, et du régime futur des agrégations féminines. Le nouveau décret, tout en laissant subsister dans les certificats (Lettres et Sciences) certaines parties communes à l'écrit et à l'oral, y introduit, tant à l'écrit qu'à l'oral, deux séries d'épreuves à option; dans l'ordre des Lettres : option Lettres et option Histoire et Géographie; dans l'ordre des Sciences : option Mathématiques et option Physique et Chimie. Il n'a pas été prévu d'option Philosophie dans l'ordre des Lettres et d'option Histoire naturelle dans l'ordre des Sciences. Les candidates seront donc obligées de se présenter, pour ces matières, aux licences conduisant à l'agrégation masculine de philosophie et à celle d'histoire naturelle.

Ce régime entrera en application pour le certificat d'aptitude (2^e partie) à la session de 1932 et prendra fin en 1938.

L'Ecole normale de Sèvres et la réforme des programmes

A l'heure actuelle, l'Ecole normale supérieure de Sèvres reçoit des élèves formées suivant les anciens programmes. Ce n'est que vers 1933 que des jeunes filles, ayant étudié d'après le nouveau régime, y seront admises. L'Ecole ne se ressent donc pas encore des effets que produira l'identification des programmes.

La formation intellectuelle des professeurs femmes ira en se rapprochant de celle des professeurs hommes. Que deviendra l'Ecole normale supérieure de Sèvres, lorsque l'identification des concours sera complète? « Le dernier stade de l'assimilation intégrale, dit Mme Crouzet-Ben-Aben, consistera à régler la question de l'Ecole de Sèvres » (1). Deviendra-t-elle une réplique de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm? (2).

« Il semble, écrit Mlle A. Amieux, directrice de l'Ecole, qu'on puisse, sans trop d'in vraisemblance, émettre l'hypothèse que l'Ecole de Sèvres prendra dans les nouvelles richesses.

(1) *Revue Universitaire*, 1927, t. I, Mme Crouzet-Ben-Aben, *Les progrès de l'assimilation*, p. 161.

(2) V. *id.*, 1927, t. I, p. 441-442, Mme Crouzet-Ben-Aben, *La question de l'Ecole normale de Sèvres*. V. aussi *Les Nouvelles Littéraires*, 27 oct. 1928. G. Moulinier, *Sèvres ou la rue d'Ulm?*

ouvertes devant elles ce qui répondra à ses possibilités et à ses besoins; qu'elle saura s'adapter en conservant son originalité, son sens des réalités, et que fidèle à sa mission, elle continuera de former des éducatrices dont notre pays a plus que jamais besoin » (1).

Que pense-t-on de l'identification des programmes de l'enseignement secondaire masculin et de l'enseignement secondaire féminin?

A la suite d'un questionnaire adressé par la *Revue Universitaire* (2), Mme Crouzet-Ben-Aben formulait la conclusion suivante : « Il semble bien, peut-on dire, que l'identification est en général bien acceptée, aussi bien par les familles que par le personnel enseignant ou administratif. Elle n'est pas toujours acceptée comme un idéal, mais elle est acceptée au moins comme un fait devenu inévitable. Bien plus, tout ce qui continuera l'identification intellectuelle, comme, par exemple, la participation des professeurs femmes aux mêmes licences et agrégations que les professeurs hommes, tout cela réunit au moins la majorité et même la presque unanimité.

« Pourtant une ombre plane, même sur les opinions les plus favorables à l'identification. Elle vient de cette constatation, celle-là unanime, que les jeunes filles sont plus surchargées de besogne par le nouveau régime que par l'ancien. C'est même ce surmenage qui est l'argument essentiel de quelques adversaires du nouveau régime : mais, pour la majorité, il n'est pas une raison suffisante d'y renoncer, et le nouveau régime deviendrait excellent avec quelques remèdes au dit surmenage. Telle est même la conclusion la plus nette de cette enquête » (3).

Le *Journal des Professeurs titulaires licenciées ou certifiées* organisa également une enquête sur cette question (4).

Le onzième Congrès international de l'enseignement secondaire (5) qui se tint à La Haye, du 17 au 24 juillet 1929, avait comme point essentiel de ses travaux dans l'ordre pédagogique la question de l'enseignement secondaire des jeunes filles

(1) *Revue des Deux-Mondes*, Mlle A. Amieux, *art. cit.*, p. 105.

(2) *Revue Universitaire*, 1927, t. II, p. 386; *id.*, 1928, t. II, p. 313, 401.

(3) *Id.*, 1928, t. II, p. 417-418.

(4) *Id.*, 1929, t. I, p. 444.

(5) *Id.*, 1929, t. II, p. 417 et suiv.

(il comprenait près de 300 délégués représentant 47.000 professeurs appartenant à 24 pays différents).

Le Congrès déclara ce qui suit :

« L'enseignement secondaire doit comporter pour les deux sexes les mêmes conditions de recrutement, une même sélection à la base, les mêmes programmes et les mêmes horaires, pour toutes les matières qui concourent à la formation de l'intelligence et à la culture générale.

« Il doit aboutir à un examen commun conférant à tous le même grade et les mêmes droits.

« Une telle organisation présuppose pour les professeurs des deux sexes une même formation intellectuelle et pédagogique, des examens et des grades communs, un même mode de recrutement et un statut professionnel unique.

« Cette déclaration de principe, qui vaut seulement pour l'élite intellectuelle des deux sexes, n'implique nullement que les jeunes filles ne puissent trouver dans d'autres écoles une culture générale adaptée à leurs facultés particulières et une préparation pratique à leur rôle futur dans la famille et dans la société » (1).

IV. -- La participation des femmes aux concours masculins

Les femmes ont participé depuis une cinquantaine d'années déjà aux concours masculins. Nous passerons successivement en revue les concours de :

- I. — Langues { 1° Certificats d'aptitude
vivantes { 2° Agrégations
a) avant 1924; — b) après 1924

- II. — Philosophie, Lettres, Grammaire, }
Histoire et Géographie, Sciences mathématiques, } Agrégations (2)
quès, Sciences physiques, Sciences naturelles }

(1) *Revue Universitaire*, 1929, t. II, p. 421-422.

(2) Tandis qu'il y avait équivalence entre le certificat d'aptitude à l'enseignement des langues vivantes et la licence ès lettres pour se présenter à l'agrégation des langues vivantes, la licence ès lettres ou ès sciences était exigée pour les agrégations énumérées ci-dessus (la licence n'étant pas un concours, nous n'en parlerons pas dans ce paragraphe). Pour toutes les agrégations, l'examen du diplôme d'études supérieures figure comme condition préalable.

a) avant 1924; — b) après 1924

Nous y joindrons le Concours à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm.

I. — *Langues vivantes*a. — *Avant 1924*1° *Certificat d'aptitude à l'enseignement des langues vivantes dans les lycées et collèges.*

L'arrêté du 8 novembre 1881 autorisa les femmes remplissant certaines conditions de capacité à se présenter à ce concours, concurremment avec les hommes.

Un grand nombre de femmes usèrent de cette autorisation et obtinrent des succès remarquables dans les concours, en particulier pour la langue anglaise. En 1887, sur 36 candidats reçus pour l'anglais, il y avait 19 femmes, dont 8 dans les dix premiers admis (dans cette même partie de la liste, les hommes ne se classèrent que 4^e et 10^e). La même année, pour l'allemand, sur 30 candidats reçus, on comptait 12 femmes, dont 4 d'entre elles obtinrent le 1^{er}, le 2^e, le 4^e et le 5^e rang.

En 1891, les classements deviennent séparés et on devine aisément le motif à l'appui de cette modification.

Des succès féminins sont également à signaler pour l'italien, l'espagnol et l'arabe.

2° *Agrégation des langues vivantes.*

Les femmes pourvues du certificat d'aptitude à l'enseignement des langues vivantes furent autorisées à se présenter à l'agrégation. Ce concours devint ainsi commun aux lycées de garçons et aux lycées de jeunes filles.

Soumis d'abord à un classement unique, ce n'est qu'à partir de 1891 (1), qu'il exista deux classements, l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes. « Il semble bien que le dédoublement de la liste soit dû, en partie, aux nécessités de placement, plus aisé dans les lycées de garçons des professeurs hommes, et plus restreint, pour les professeurs femmes, dans les lycées de jeunes filles. Mais il n'est pas interdit de rappeler que le dédoublement fut établi très peu de temps après cer-

(1) Pour l'agrégation de langue allemande, le classement était encore unique en 1892, 1893 et 1894. A cette époque, il n'existait pas encore d'agrégées d'italien, d'espagnol et d'arabe.

tains concours, où la tête de liste de la promotion, exclusivement féminine, écartait toute idée d'infériorité de la part des femmes agrégées » (1).

b. — Après 1924

Il n'existe plus qu'un classement unique pour chacun de ces concours.

De 1883 à 1929 inclusivement, 279 femmes ont obtenu l'agrégation des langues vivantes (voir Tableau III).

II. — Philosophie, Lettres, Grammaire, Histoire et Géographie, Sciences mathématiques, Sciences physiques, Sciences naturelles.

Agrégations (2)

a. — Avant 1924

C'est en 1885, que la première femme se présenta à l'agrégation des hommes : cette année-là, Mlle Bortniker (3) obtint le deuxième rang à l'agrégation de mathématiques. Il fallut attendre de nombreuses années avant que son exemple fût suivi. En 1905, Mlle Baudry (4) se classa deuxième à l'agrégation de philosophie ; en 1907, Mlle Robert (5), en 1911, Mlle Fandard (6) occupèrent chacune la deuxième place à l'agrégation d'histoire naturelle. En 1912, Mlle Raison (7) fut reçue première à l'agrégation de grammaire. L'année suivante, Mlle Rouvière (8), subit avec succès les épreuves de l'agrégation de sciences physiques.

Avant le succès de Mlle Raison, le double problème de la participation des femmes aux concours masculins et des situations possibles dans l'enseignement pour les agrégées munies de l'agrégation masculine s'était posé. La presse s'était emparée du sujet, depuis *Le Matin* jusqu'à *Fémina*. Ensuite, la question fut portée devant le Conseil supérieur de l'Instruction publique à la session de juillet 1911. D'une part, les professeurs hommes ne souhaitaient nullement l'introduction des

(1) *Congrès international des Œuvres et Institutions féminines*, 1913, p. 370.

(2) V. Tableau III, p. 113.

(3), (4), (5), (6), (7), (8) *Bulletin administratif du Ministère de l'Instruction publique*, 1885, 1905, 1907, 1911, 1912, 1913.

femmes dans les chaires des lycées de garçons, d'autre part, les professeurs femmes ne désiraient pas davantage voir arriver comme concurrentes dans les lycées de jeunes filles des femmes pourvues des agrégations masculines. Il fut adopté que les femmes admises aux concours masculins le seraient en surnombre et pour l'honneur. Quelle situation occuperaient ces « surnuméraires » ? M. Suran posa la question, mais il n'obtint aucune réponse. En 1912, Mlle Raison, nommée dans un lycée de jeunes filles, s'empressa bientôt de quitter l'Université (1). M. Suran posa une seconde fois la question en janvier 1916, puis une troisième fois en novembre 1916. En janvier 1917, un nouveau vœu fut déposé par M. Suran demandant que « nulle personne ne soit admise à se présenter à un concours normalement destiné au recrutement de l'enseignement secondaire masculin tant qu'un règlement précis n'aura pas fixé positivement sa destination en cas de succès » (2). La Section permanente répondit à ce vœu en chargeant l'Administration d'étudier la question de la participation des professeurs femmes à l'enseignement secondaire des garçons.

Mais l'arrêté du 31 juillet 1918 rétablissant pour 1919 les concours d'agrégations masculines réservait ces concours, sauf ceux de langues vivantes, aux hommes seuls, et quelques licenciées de philosophie, qui avaient enseigné dans les lycées de garçons pendant la guerre, se virent écarter de l'agrégation de philosophie qu'elles briguaient (3).

Les professeurs de la Sorbonne furent indignés de cette mesure, qui lésait les étudiantes et qui privait l'enseignement

(1) Mlle Raison reçue première à l'agrégation de grammaire en 1912, fut nommée au lycée de jeunes filles de Tournon (année scolaire 1912-13). Bien qu'agrégée de grammaire, elle n'enseigna pas le latin. En 1913-14, elle fut professeur dans un établissement libre à Neuilly. Pendant la guerre, elle reprit du service dans l'enseignement public et fut nommée à Tourcoing-Lille où elle enseigna à la fois à la Faculté des Lettres et au lycée. En 1919-20 et 1920-21, elle professa au lycée de Lille; la seconde année seulement, elle y donna l'enseignement du latin et du grec. Depuis 1921-22, Mlle Raison est professeur de latin et de grec à Paris, au lycée Fénelon.

(2) V. *Bulletin de la Société des Professeurs de Français et de Langues anciennes*, 15 nov. 1918.

(3) Une circulaire parut à la rentrée de l'année scolaire 1918-19 pour prévenir les jeunes filles que l'agrégation de philosophie, qui leur avait été ouverte jusque-là, leur serait fermée.

féminin de professeurs spécialisées. Des démarches furent faites auprès du Ministre, M. Honnorat; celui-ci convaincu du bien fondé de ces protestations annula les dispositions antérieures et, à la suite de l'arrêté du 10 février 1920, décida que les femmes pourraient se présenter aux agrégations de philosophie et de grammaire (1). Il autorisa, en outre, deux jeunes filles qui avaient été admises à l'Ecole normale de la rue d'Ulm, à se présenter à l'agrégation de mathématiques des hommes.

Mais les jeunes filles désireuses de concourir à l'agrégation de philosophie étant en assez grand nombre, l'Administration reconnut la nécessité d'instituer une agrégation féminine de philosophie. Au Conseil supérieur (session du 22 janvier 1921), à une seule voix de majorité, l'Administration l'emporta (17 voix contre 16). Mais la réforme projetée rencontra dans les milieux compétents une opposition presque unanime et dut être ajournée (2).

Sous la pression de M. L. Bérard, l'arrêté du 22 mars 1921 décidait qu'à titre exceptionnel les jeunes filles seraient autorisées à se présenter, en 1921, aux concours des agrégations de philosophie, de grammaire et de mathématiques et fixait le nombre des candidates à recevoir à chacun de ces concours (3). Celles-ci seraient l'objet d'un classement à part pour l'admissibilité aux épreuves orales et présentées hors rang pour l'admission définitive. Elles devaient toutefois avoir obtenu aux épreuves écrites et aux épreuves orales un nombre de points au moins égal à celui que le jury aurait fixé comme limite pour l'admissibilité et l'admission définitive des candidats hommes.

Par arrêté pris en date du 23 mai 1922, M. L. Bérard autorisait les femmes à se présenter en 1922, à titre exceptionnel, aux concours des agrégations de philosophie et de grammaire, dans les conditions indiquées ci-dessus.

La même mesure leur fut accordée en 1923 par l'arrêté du 25 novembre 1922.

(1) Une note paraissait dans les journaux, le 21 mars 1920, demandant pour les femmes l'autorisation de se présenter à l'agrégation des lettres (v. *Rev. Univ.*, 1920, t. I, p. 372). Cette autorisation ne leur fut pas accordée.

(2) V. *La Française*, 19 février 1921.

(3) Agrég. philo. : 2; — Agrég. gram. : 2; — Agrég. math. : 1.

Enfin, M. H. de Jouvenel, ministre de l'Instruction publique, inséra dans l'arrêté du 17 mai 1924, qui fixe le nombre des candidats à recevoir, cette même année, aux divers concours de l'enseignement secondaire, un article d'une importance décisive pour l'avenir de l'enseignement féminin : « *Les femmes seront admises à se présenter à toutes les agrégations et à tous les certificats autrefois réservés aux hommes.*

« *Il n'y aura qu'un classement unique* ».

b. — *Après 1924*

Toutes les agrégations littéraires et scientifiques énumérées plus haut, autrefois réservées aux hommes, sont ouvertes aux femmes. Il n'y a plus qu'une liste de classement. Tous les ans, depuis 1925, des succès féminins sont à enregistrer à ces concours.

Les cultures initiales des hommes et des femmes étant encore différentes, certaines agrégations masculines, telles que l'agrégation de *Grammaire*, de *Lettres*, de *Physique* et des *Sciences mathématiques*, seraient inaccessibles à la plupart des candidates. Les agrégations féminines ont donc été réorganisées dans le sens du rapprochement avec les agrégations masculines. Ce régime sera en vigueur de 1931 à 1938 inclusivement.

Pour la *Philosophie* et les *Sciences naturelles*, il est prévu pour les femmes un régime particulier pendant la période provisoire 1928-1938.

Pour l'*Histoire* et la *Géographie*, les candidates ont le choix entre l'agrégation féminine et l'agrégation masculine (1).

Dans l'état actuel des textes, ce n'est donc qu'après le concours de 1938 que le régime des agrégations sera unique.

A la fin de l'année 1929, la question de la titularisation des professeurs femmes pourvues d'une agrégation masculine s'est posée à la Chambre. M. Jules Boyer, député, ayant demandé au Ministre, si dans l'état actuel des règlements, une jeune fille reçue à une agrégation masculine, pouvait être titularisée dans une chaire de lycée de garçons et classée dans les cadres des professeurs masculins », il lui a été répondu par la négative (2).

(1) V, p. 125-128.

(2) J. Off., 20 déc. 1929 (D. P. Ch., p. 4504).

De 1885, année où la première femme fut reçue à l'agrégation des hommes, à 1929 inclusivement, 48 candidates subirent avec succès les épreuves de l'agrégation masculine dans l'ordre des Lettres ou des Sciences (voir Tableau III).

Concours à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm (1)

V. — Effectif des élèves dans les établissements d'enseignement secondaire public depuis 1881

Les tableaux suivants indiquent :

I. — L'effectif des élèves dans les établissements d'enseignement secondaire public en France (Tableau IV).

II. — L'effectif des jeunes filles dans les établissements d'enseignement secondaire public dans divers pays (Tableau V).

VI. — Enseignement secondaire privé

A côté des lycées, collèges et cours secondaires, l'enseignement secondaire est distribué aux jeunes filles dans les écoles libres, institutions et pensionnats. Quiconque veut ouvrir un établissement d'instruction secondaire doit remplir, aux termes de la loi du 15 août 1850, certaines conditions d'âge, de moralité, de stage. Le plan du local doit être déposé.

D'après l'article 2 du décret du 25 février 1860, il est interdit aux chefs d'établissements libres d'enseignement secondaire de donner aux institutions, pensionnats ou écoles qu'ils dirigent les dénominations de *lycée* ou de *collège*.

(1) V. *Enseignement supérieur*.

(1) V. *Annuaire de l'Enseignement privé français*, 1929, Enseignement secondaire.

TABLEAU IV

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

GARÇONS			FILLES			
ANNÉES	LYCÉES ET COLLÈGES		LYCÉES ET COLLÈGES		COURS SECONDAIRES	
	Nombre d'établissements	Nombre d'élèves	Nombre d'établissements	Nombre d'élèves	Nombre d'établissements	Nombre d'élèves
1881.....	332	89.193	—	300	100	4.273
1882.....	334	89.333	—	1.517	103	5.345
1883.....	352	90.441	23	2.937	105	5.394
1884.....	354	89.179	26	3.746	96	5.396
1885.....	359	88.600	30	4.377	79	4.624
1886.....	357	89.609	36	4.967	73	4.604
1887.....	346	89.902	43	5.846	67	4.372
1888.....	348	86.363	48	6.634	64	4.203
1889.....	343	84.616	49	6.851	59	3.861
1890.....	350	83.753	50	7.043	58	3.860
1891.....	342	84.283	53	7.645	60	4.000
1892.....	341	85.453	55	8.501	59	4.267
1893.....	336	86.683	57	9.249	55	4.265
1894.....	337	85.911	62	9.940	53	4.200
1895.....	338	86.123	63	10.413	51	4.023
1896.....	338	85.585	63	10.645	53	4.064
1897.....	338	85.370	63	10.843	51	4.016
1898.....	339	84.402	67	11.402	48	3.909
1899.....	339	84.781	68	11.994	51	4.239
1900.....	339	85.538	71	13.190	49	4.213
1901.....	339	88.202	70	14.162	54	4.850
1902.....	339	91.087	71	15.743	58	5.445
1903.....	339	94.205	71	17.543	65	6.619
1904.....	339	95.974	80	20.648	73	7.559
1905.....	339	96.524	92	23.456	69	7.375
1906.....	339	96.963	103	25.708	65	6.899
1907.....	339	96.463	108	26.944	63	7.318
1908.....	341	96.280	115	27.976	—	6.695
1909.....	343	97.128	119	28.692	58	6.286
1910.....	343	96.796	125	29.685	57	5.756
1911.....	344	97.512	129	30.788	56	5.503
1912.....	342	98.888	132	31.780	57	5.565
1913.....	343	100.203	138	33.282	55	5.076
1914 (1).....	328	74.242	122	22.760	47	3.773
1915 (1).....	318	81.636	127	27.764	48	4.636
1916 (1).....	—	87.220	127	30.511	47	5.225
1917 (1).....	—	90.546	127	33.011	47	5.520
1918 (1).....	—	88.102	125	32.902	49	5.414
1919 (2).....	338	100.220	140	39.274	49	5.894
1920 (2).....	341	102.262	151	43.942	47	5.400
1921 (3).....	368	113.409	154	44.458	48	5.249
1922.....	368	114.910	155	45.047	45	4.850
1923.....	369	117.239	160	46.577	43	4.658
1924.....	369	119.131	161	48.539	41	4.634
1925.....	369	120.529	163	49.312	43	4.648
1926.....	368	117.337	164	48.442	40	4.673
1927.....	361	115.096	166	47.779	39	4.680
1928.....	359	116.683	166	48.755	39	4.748
1929.....	359	119.311	167	50.157	38	4.631

(1) Non compris les territoires envahis.

(2) Dans les anciennes frontières de 1914.

(3) Dans les frontières de 1919 à partir de 1921.

Document emprunté à l'*Annuaire statistique de la France*, 1929, p. 27*.
 Enseignement secondaire public. Elèves des lycées et collèges de garçons et de jeunes filles et des cours secondaires de jeunes filles au 5 novembre de chaque année.

TABLEAU V

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (1). — NOMBRE D'ÉLÈVES-FILLES (EN MILLIERS)

ANNÉES	ANGLETERRE ET PAYS DE GALLES	ÉCOSSE	DANEMARK	NORVÈGE	SUÈDE	FINLANDE	RUSSIE SANS FINLANDE	AUTRICHE	SUISSE	EMPIRE ALLEMAND	JAPON	PAYS-BAS	BELGIQUE	FRANCE	ITALIE
Vers												unités		unités	
1880	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.002	—	—	—
1890	—	—	—	—	—	0,5	—	—	—	—	—	1.354	7,0	7.043	—
1895	—	—	—	5,8	—	—	164,2	—	—	—	—	—	—	10.413	—
1900	—	7,8	—	6,6	—	1,8	242,3	—	—	—	—	—	—	—	—
1905	33,5	7,9	—	7,2	0,3	2,8	—	0,5	—	—	12	1.706	7,3	13.190	—
1910	72,0	9,0	—	8,5	—	11,8	—	2,7	—	240,0	56,3	1.521	7,8	23.456	—
1913	81,5	8,2	11,0	10,1	1,1	12,9	—	4,4	—	—	75,1	1.970	10,2	33.282	7,5
1916	100,4	8,8	12,9	8,3	1,2	12,9	—	—	7,1	—	83,3	2.458	10,0	30.511	11,6
1917	105,6	9,1	13,4	12,1	1,3	13,2	—	—	7,0	—	102,0	2.653	10,1	33.011	13,6
1918	115,1	9,6	—	12,2	1,4	13,7	—	unités	6,8	—	110,0	2.746	9,8	32.902	15,9
1919	130,4	10,1	15,3	12,7	1,5	14,2	—	7.629	9,3	—	119,0	2.782	12,7	39.274	18,7
1920	148,6	—	16,3	13,1	1,6	15,9	—	6.713	9,0	—	132,0	2.753	13,6	43.942	20,6
1921	166,2	—	17,7	13,6	1,7	17,6	—	—	—	—	—	2.952	14,8	44.458	—
1922	176,9	—	18,6	11,7	1,8	19,2	—	6.867	9,7	299,4	151,3	2.945	14,9	45.047	—
1923	176,7	—	19,3	11,8	1,8	20,6	—	—	—	—	—	3.282	14,3	46.577	unités
1924	172,3	—	21,5	11,5	1,9	21,9	—	8.703	10,4	—	207,0	3.389	13,7	48.539	20.860
1925	171,1	—	21,8	11,2	1,9	23,1	—	9.518	11,7	—	271,4	3.524	12,5	49.312	18.309
1926	173,3	—	21,6	10,9	1,9	24,3	—	11.175	10,9	292,3	301,5	3.626	12,3	48.442	19.136
1927	176,9	—	21,8	10,3	1,8	25,0	—	11.816	10,9	—	—	—	12,0	47.779	19.100
1928	180,4	—	21,9	—	2,9	25,6	—	13.406	—	—	—	—	—	48.755	—

(1) V. *Annuaire statistique de la France*, 1928, p. 226*, et 1929, p. 230*.

III. — ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

I. Historique.

II. *L'admission des femmes dans les établissements d'enseignement supérieur.* — I. L'admission des femmes dans les Facultés. 1^o Inscriptions et immatriculations. 2^o Grades. — II. L'admission des femmes dans les établissements d'enseignement supérieur autres que les Facultés. — Appendice: L'Ecole de Rome et l'Ecole d'Athènes.

I. — Historique

Victor Duruy, ministre de l'Instruction publique, écrivait à l'Impératrice Eugénie, le 4 février 1866 : « L'Impératrice voudra bien d'abord remarquer qu'en France, il n'y a pas d'enseignement supérieur pour les femmes. Je ne voudrais pas en faire des « bas bleus », mais l'influence de la mère sur l'éducation du fils et sur la direction de ses idées est trop grande pour qu'on ne s'inquiète pas de voir les femmes rester étrangères à la vie intellectuelle du monde moderne » (1).

Les femmes qui voulaient entreprendre des études supérieures, avaient donc pour unique ressource de se rendre dans les établissements fréquentés par les hommes. Mais l'accès leur en était-il permis? La question de l'entrée des femmes dans les Facultés avait déjà préoccupé les esprits. Sous Louis-Philippe, Mme de Mauchamps, d'après les principes de la Charte, réclamait, dans *La Gazette des Femmes* (2), le droit pour elles de suivre les cours des différentes Facultés. N'assistaient-elles pas déjà aux cours du Collège de France et à ceux du Jardin des Plantes? L'admission aux grades universitaires y était également posée pour la première fois : « Une dame, déjà reçue sage-femme, désirant compléter ses études médicales, s'était présentée successivement aux Ecoles de Paris et de

(1) Victor Duruy, *Notes et souvenirs*, t. II, p. 190.

(2) V. *La Gazette des Femmes*, 1^{er} janvier 1838.

Montpellier pour être admise à en suivre les cours, y prendre des inscriptions, et subir les examens nécessaires pour le grade d'officier de santé et même de docteur. Les deux Facultés refusèrent, attendu la nouveauté du cas. C'est sur ce double refus, et en invoquant les règlements universitaires qui ne contiennent aucune disposition contraire, que la postulante s'est pourvue auprès de M. le Ministre de l'Instruction publique » (1).

La Gazette des Femmes prit prétexte de ce rejet pour demander que les femmes eussent la permission de suivre les cours de médecine et de chirurgie, les cours de l'Ecole de Droit et de la Faculté des Sciences et des Lettres, qu'elles fussent admises à passer les examens et « reçues bachelières, licenciées et « docteurs » dans les diverses Facultés » (2).

Le 1^{er} janvier 1837, une Requête était adressée à MM. les Membres de l'Institut de France, « pour obtenir : 1° que les Femmes, comme et de même que les Hommes, devinssent membres des cinq classes de l'Institut; 2° pour que les Femmes pussent, comme et de même que les Hommes, concourir aux grands prix de peinture, de sculpture, de gravure, d'architecture et de composition musicale » (3).

Lacretelle, qui avait déjà voulu, vers 1810, inaugurer l'enseignement supérieur des jeunes filles (son innovation fut malheureusement de durée éphémère), protestait en 1840, qu'il fût défendu aux femmes d'assister aux cours de la Sorbonne : « L'entrée des différents cours de la Faculté des Lettres, dit-il, reste depuis près de trente ans interdite aux femmes... Je ne cesserai de réclamer contre cette défense qui me paraît excessivement timorée, et qui après tout est inique. Je demande d'abord si on a le droit de priver des femmes d'un genre d'instruction attrayant et utile, dont elles peuvent faire usage dans l'instruction de leurs enfants, ou qui peut seconder l'attrait qui les porte vers divers genres de littérature sérieuse. Pour plusieurs, cette instruction peut devenir une ressource qu'on n'a pas le droit de leur refuser... » (4).

(1) *La Gazette des Femmes*, 1^{er} juillet 1836.

(2) *Id.*, 1^{er} janvier 1838. V. aussi *La Gazette des Femmes*, 1^{er} février 1837, J. Dubreuilh, *Pourquoi les femmes sont-elles exclues des Collèges de l'Université?*

(3) *Id.*, 1^{er} janvier 1837.

(4) *Revue Pédagogique*, juillet 1918, Cl. Perroud, *art. cit.*, p. 27. en 1848.

Lacretelle remarquait que, vers 1840, les femmes pouvaient déjà suivre les cours du Collège de France et de certaines Facultés de province, à Lyon, par exemple, où les dames se pressaient à ceux d'histoire et de littérature étrangère. A cette époque, Lacretelle n'avait en vue que l'entrée des femmes aux cours publics, il ne demandait pas leur admission aux examens et aux grades.

Les féministes de 1840 formulaient les mêmes revendications que leurs aînées de 1836-1838. Marie-Pauline incitait les femmes à étudier le Droit : « Les femmes ne sont impuissantes que parce qu'elles sont ignorantes » (1). Jeanne-Marie réclamait au Club de l'Emancipation des peuples, l'admission des femmes dans les Facultés et leur accession aux professions libérales. *L'Opinion des Femmes* (2) fit paraître des réclamations analogues, qui d'ailleurs étaient de circonstance : en Amérique, E. Blackwell venait de conquérir le doctorat en médecine.

Ce ne fut qu'en 1861 (3), en France, que l'on vit la première femme obtenir le baccalauréat. Etre reçue bachelière était à cette époque un événement si extraordinaire pour une femme, que les journaux du temps s'emparèrent du fait et le commen-

(1) *La Voix des Femmes*, n° 29. V. M. Thibert, *ouvr. cit.*, p. 328.

(2) *L'Opinion des Femmes*, n° 5. Ibid., *Id.*, p. 328.

(3) Dans certaines *Histoires du féminisme*, il est mentionné l'année 1869. Mais il existait déjà des bachelières avant cette époque, puisque plusieurs femmes étaient inscrites dans les Facultés.

D'autre part, dans *Le Petit Parisien* du 1^{er} février 1909, on lisait : « La doyenne des bachelières s'est éteinte hier à Crozon ».

« C'est une figure curieuse qui vient de disparaître en la personne de Mlle Le Bastard de Mesmeur, une vieille institutrice qui, ce matin, s'est éteinte à plus de 92 ans au petit bourg de Crozon, qu'elle habitait depuis sa naissance.

« Mlle Anna-Désirée-Jacqueline Le Bastard de Mesmeur, qui avait enseigné sous la Royauté, l'Empire, la République, était considérée comme la doyenne de l'enseignement primaire et la doyenne des bachelières. N'avait-elle pas conquis ce grade universitaire il y a plus de 65 ans... »

Malheureusement, il nous a été impossible de retrouver aux Archives nationales, dans la liasse des certificats d'aptitude (Baccalauréat), celui de l'examen de Mlle de Mesmeur qui, paraît-il, eut lieu le 12 août 1843. Et les renseignements que nous avons puisés dans la commune natale de Mlle de Mesmeur, par la bizarrerie des termes d'un prétendu diplôme de baccalauréat qui lui aurait été délivré, ne nous permettent pas d'assurer qu'elle ait obtenu réellement ce diplôme.

tèrent. L'honneur d'avoir subi, avec succès, la première, les épreuves de cet examen revient à Mlle J.-V. Daubié (1). On lit, en effet, dans *Le Salut public de Lyon*, de 1861 : « La Faculté des Lettres de l'Académie de Lyon, vient de terminer sa session des examens du baccalauréat... Parmi tous les candidats, il en était un surtout qui, plus que tous les autres, attirait l'attention et l'intérêt du public et de la Faculté : c'était une femme, Mlle Daubié, institutrice à Paris, qui se présentait courageusement devant la Faculté des Lettres de Lyon pour conquérir un grade dont l'usage et les préjugés semblaient avoir jusqu'à présent réservé aux hommes seuls les avantages et les honneurs. Nous sommes heureux d'annoncer qu'elle a été reçue avec distinction et qu'elle s'est montrée bonne latiniste soit dans les compositions, soit dans les explications » (2).

Mlle Daubié s'était présentée à la Faculté de Paris pour obtenir son baccalauréat, mais on lui avait refusé l'autorisation d'y passer cet examen, sous prétexte « que les femmes n'avaient pas besoin de ça (3) ». La Faculté de Lyon se montra plus accueillante, bien que les examinateurs eussent reculé tout d'abord devant une si grande audace. « Grâce cependant au libéralisme éclairé de M. Francisque Bouillier, alors doyen de la Faculté, qui prit seul la responsabilité de cette innovation en déclarant que rien dans la loi n'interdisait aux femmes de subir les examens supérieurs, et aux actives démarches faites à Paris par M. Arlès-Dufour (car le Ministre de l'Instruction publique n'avait pas été prévenu), le diplôme fut accordé (4) ». Julie-Victoire Daubié obtint le baccalauréat le 17 août 1861. Elle avait alors 37 ans. Elle aimait à dire, à cette époque, qu'elle était « la seule femme à peau d'âne de France (5) ». La première bachelière, paraît-il, « reçut les félicita-

(1) Mlle Daubié (1824-1874) fut reçue bachelière le 17 août 1861 avec mention *Passablement*. Elle obtint trois boules blanches (discours latin, latin et histoire), six boules rouges et une boule noire.

Voir aux Archives nationales le certificat d'aptitude de l'examen. Registre 14.323, F¹⁷ 4956.

(2) Cité dans la *Revue de l'Instruction publique*, 1861-1862, p. 346. V. aussi *Le Progrès de Lyon*, 24 août 1924; *Mercure de France*, année 1924, t. 173, p. 574-575.

(3) *La Française*, 22 sept. 1922, *Féministes d'avant-garde*.

(4) *L'Avenir des Femmes*, n° 76, 12 nov. 1871, L. Richer, *Une nouvelle victoire*; *Id.*, 1^{er} nov. 1874, G. Bath, *Mlle Daubié. Sa mort*.

(5) *La Française*, 22 sept. 1922, *art. cit.*

tions des célébrités littéraires du temps et pendant deux mois la presse parla de cet événement singulier (1) ».

Son exemple ne tarda pas à être suivi. « Après la Faculté de Lyon, écrivait-elle, celles de Paris, de Bordeaux, d'Alger et de Montpellier, délivrèrent aux femmes des diplômes de bachelières ès sciences et ès lettres (2) ».

Nous avons pu, en feuilletant des journaux et revues du temps (en particulier *La Revue de l'Instruction publique*), retrouver les noms des premières bachelières. Les chroniqueurs ne tarissent pas d'éloges sur leur succès. Nous nous plaisons à citer certains passages de leurs informations pour montrer l'état d'esprit d'alors vis-à-vis des lauréates.

Le 18 avril 1863, devant la Faculté des Sciences de Paris, Mlle Emma Chenu conquérirait le diplôme du baccalauréat avec la mention *Bien* (3).

Le 19 novembre 1863, *La Gironde* rapportait que pour la troisième fois, une jeune fille subissait avec succès cet examen : c'était Mlle Pauline Pérès, reçue bachelière ès lettres à la Faculté de Bordeaux, qui passa toutes les épreuves de la manière la plus brillante; « elle a obtenu le premier rang pour les compositions écrites, elle a eu huit boules blanches et deux rouges et a mérité la mention *Très bien* (4) ».

L'Akhbar d'Alger, en 1865, annonçait également qu'une jeune fille, Mlle Reingguer de la Lime, venait de conquérir le baccalauréat. « Elle se préparait assidûment, ajoute ce journal, à l'examen du baccalauréat ès lettres et l'a passé le 26 juillet avec un succès complet. On assure que cette jeune fille va suivre les cours de l'École de Médecine et qu'elle a l'intention d'exercer plus tard la profession de médecin (5) ».

Enfin, on lisait dans *Le Messager du Midi de Montpellier*, du 30 novembre 1865, un nouveau succès féminin : « La session du baccalauréat vient d'être marquée à Montpellier par un événement universitaire sans précédent dans notre Académie

(1) *Le Progrès de Lyon*, 24 août 1924.

(2) J. Daubié, *La femme pauvre au XIX^e siècle*, p. 187.

(3) Archives de la Faculté des Sciences de Paris. *Registre des examens et réceptions*, 1862-63, n° 59, feuillet 47.

Mlle Chenu obtint 7 boules blanches et 3 boules rouges.

(4) *Revue de l'Instruction publique*, 1863-1864, p. 542.

(5) *Id.*, 1865-1866, p. 317. Cette bachelière ès lettres obtint l'année suivante le baccalauréat ès sciences, *id.*, 1866-1867, p. 316.

et qui a excité le plus sympathique intérêt. Une jeune personne appartenant à une honorable famille de notre ville, Mlle Antonia Cellarier, âgée de vingt ans, a été reçue lundi dernier bachelière ès lettres après avoir brillamment subi les diverses épreuves de l'examen écrit et oral. Sur vingt candidats, Mlle Cellarier a obtenu le premier rang pour la version, et le quatrième pour le discours latin. Sur dix admissions, elle a été classée en première ligne avec la mention *Assez bien*, pour l'obtention de laquelle la jeune candidate a dépassé le nombre des points exigés... Mlle Cellarier voit s'ouvrir devant elle des carrières presque exclusivement accessibles jusqu'ici au sexe qui n'a brillé qu'au second rang dans la lutte universitaire du 20 novembre » (1).

Mais la curiosité est vite émoussée. Les bachelières subirent la loi commune. Au fur et à mesure que leur nombre augmenta, l'étonnement diminua et l'admiration décrut.

Munies du baccalauréat, les femmes pouvaient-elles étudier dans les établissements d'enseignement supérieur?

II. — L'admission des femmes dans les établissements d'enseignement supérieur

Au sujet de l'admission des femmes dans les établissements d'enseignement supérieur, nous passerons en revue successivement :

I. — L'admission des femmes dans les Facultés :

1° Inscriptions et immatriculations;

2° Grades.

II. — L'admission des femmes dans les établissements d'enseignement supérieur autres que les Facultés.

I. — L'ADMISSION DES FEMMES DANS LES FACULTÉS

1° Inscriptions et immatriculations

L'on déplore l'absence de documents sur l'entrée des femmes dans les Facultés. Le Ministère de l'Instruction publique fait paraître tous les ans la statistique des étudiants inscrits et immatriculés dans ces établissements. Il ne mentionne séparément

(1) *Revue de l'Instruction publique*, 1865-1866, p. 558.

les étudiantes qu'à partir de l'année scolaire 1889-90 (voir aux Archives nationales le registre : *Relevés trimestriels des étudiants inscrits et des inscriptions prises*, de 1889-90 à 1893-94). Nous avons feuilleté les registres précédents sans trouver la moindre trace d'inscriptions féminines, et pourtant, il est certain qu'avant cette date, quelques Facultés comptaient déjà des étudiantes (1). A partir de l'année scolaire 1889-90, le registre subit un changement dans sa structure générale : à droite, figurent trois colonnes, l'une pour les inscriptions des Françaises, l'autre pour les inscriptions des étrangères, la troisième totalisant les inscriptions de chaque catégorie d'étudiantes.

Pour la période antérieure à cette époque, nous avons essayé de compléter les statistiques à l'aide de recherches personnelles.

A Paris, grâce à l'autorisation de MM. les Secrétaires des Facultés de Droit, de Médecine, des Sciences, des Lettres, de Pharmacie, nous avons pu consulter les archives desdites Facultés et poursuivre ce travail, malheureusement quelquefois de façon incomplète : certaines archives ont subi les vicissitudes de deux guerres et quelques registres font défaut.

Au sujet des Facultés de province, nous n'avons pu obtenir que des renseignements fragmentaires.

Notre étude portera surtout pour la période antérieure à l'année 1889-90 sur les étudiantes inscrites dans les Facultés de l'Université de Paris.

Les *Rapports sur la situation de l'enseignement supérieur*, les *Enquêtes et Documents relatifs à l'enseignement supérieur* (Rapports des Conseils généraux des Facultés) nous ont fourni quelques renseignements supplémentaires sur ce point.

A quelle date, les Facultés furent-elles accessibles aux femmes?

L. Frank, dans son livre *La femme avocat*, écrivait : « Depuis 1863, les Facultés sont ouvertes aux femmes. La France est la première nation européenne qui, dans ce siècle, ait ou-

(1) V. les *Rapports sur la situation de l'enseignement supérieur* (Académie de Paris), 1882-83; 1883-84; 1884-85; et les *Rapports des Conseils généraux des Facultés* (Académies de Paris et de province) institués en vertu du décret du 28 déc. 1885, art. 14, rapports qui relatent déjà la présence d'étudiantes à partir de 1885-86.

vert aux femmes les cours de ses Facultés. Aucune loi ne fut nécessaire pour accomplir cette importante réforme. Les Conseils des Facultés accueillirent favorablement la demande des femmes en donnant aux lois existantes une interprétation libérale » (1).

Mais la Sorbonne faisait exception. En février 1864, plusieurs femmes protestaient contre l'interdiction d'assister aux cours en réclamant par une pétition qu'on leur ouvrit la Sorbonne comme on leur avait déjà ouvert le Collège de France et le Muséum. Pour donner satisfaction à leur demande, des conférences, faites par des professeurs de la Sorbonne, du Collège de France et de l'Ecole Polytechnique, furent organisées en mars 1864 dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. « Mais cette mesure, disaient-elles, quoique digne d'éloges, ne crée point un enseignement supérieur destiné à notre sexe » (2).

En 1866, la Sorbonne était encore fermée aux femmes. A cette époque, la première bachelière de France écrivait à ce sujet : « Déjà nos Facultés de province accueillent les femmes à l'audition de leurs cours qu'elles suivent avec assiduité. Des invitations gracieuses leur sont faites relativement aux inscriptions nécessaires pour la licence et le doctorat. Devant cette situation, elles ne doivent pas laisser périmer plus longtemps leur droit d'entrée à la Sorbonne, car il serait d'une anomalie inexplicable que la première Faculté de France repoussât seule les femmes. On a pu s'étonner à bon titre qu'elles ne puissent assister à un cours de morale évangélique parce qu'il était professé de jour à la Sorbonne et qu'elles ne se crussent pas en droit de suivre aussi à la Sorbonne M. Saisset dont elles entouraient avec empressement la chaire au Collège de France » (3).

En 1880, la situation n'avait pas subi de grands changements. Seule, la Faculté de Médecine admettait les femmes à suivre ses cours. Dans le discours que C. Sée prononça à la Chambre des députés, le 19 janvier 1880, « la puissance publique, disait-il, a créé pour les jeunes gens un enseignement supérieur qui peut, dans les départements, présenter quelques lacunes, mais qui, à Paris, est largement organisé : nous avons

(1) L. Frank, *La femme avocat*, 1898, p. 64 (note).

(2) Dora d'Istria, *Des femmes*, 1865, t. I, p. 240.

(3) J. Daubié, *ouvr. cit.*, p. 195.

les Facultés de Droit, de Médecine, des Lettres, des Sciences, le Collège de France, le Muséum, l'Ecole des Chartes, l'Ecole des Hautes Etudes... L'enseignement y est donné par des maîtres dont plusieurs sont illustres. La plupart de ces Grandes Ecoles sont fermées aux femmes. Je ne m'en plains pas pour l'Ecole de Droit; je n'éprouve nul besoin d'avoir des avocats femmes. J'avoue que l'accès de l'Ecole de Médecine n'est plus interdit aux femmes. Enfin je sais qu'elles fréquentent le Collège de France, mais elles sont expressément exclues des cours de la Faculté des Lettres par un arrêté qui, si je ne me trompe, remonte à la Restauration. Qu'on m'en dise le motif! Rien qu'en traversant la rue Saint-Jacques, elles peuvent suivre les cours d'histoire, de philosophie, de littérature qu'on leur ferme soigneusement de l'autre côté du ruisseau » (1).

Mais la situation ne tarda pas à changer à la Sorbonne. La création de l'enseignement secondaire des jeunes filles déterminait celles qui se destinaient au professorat des lycées et collèges à suivre les cours des Facultés, les jurys pour les concours féminins de sciences et de lettres (certificats d'aptitude, agrégations) étant composés de professeurs de l'enseignement supérieur. Pour les langues vivantes, les concours étaient communs aux hommes et aux femmes. Ce premier groupe d'auditrices dans les Facultés des Sciences et des Lettres ne tarda pas à voir son contingent augmenter tous les ans. Il est passé le temps où les étudiantes figuraient par unité! « Si l'on me demandait, disait, en 1930, M. Gustave Cohen, professeur à la Faculté des Lettres de Paris, quelle est la plus grande révolution à laquelle nous avons assisté de nos jours, depuis la guerre, je ne dirais pas que c'est la mode des cheveux coupés, et des jupes courtes, mais l'invasion de l'Université par les femmes, où rarissimes au temps de ma jeunesse, il y a trente ans, elles ont été d'abord tiers, puis moitié, puis les deux tiers, au point qu'on se demande avec inquiétude si, après avoir été jadis nos maîtresses, elles ne vont pas devenir nos maîtres » (2).

(1) C. Sée, *ouvr. cit.*, *Discours à la Chambre des députés*, séance du 19 janv. 1880, p. 190-191.

V. aussi Trasenster, *Les femmes et l'enseignement supérieur*.

(2) *Les Nouvelles Littéraires*, 4 janv. 1930, G. Cohen, *La femme au XVII^e siècle*.

Nous distinguerons dans cette étude relative aux inscriptions féminines :

A. — L'Université de Paris;

B. — Les Universités de province.

A. — Université de Paris (1)

a — *Faculté de Médecine* (2).

Chronologiquement, c'est la Faculté de Médecine qui, la première, admit les femmes à suivre ses cours. Quatre étudiantes étaient inscrites pendant l'année scolaire 1868-69 : une Française, Mme Brès, et trois étrangères : miss Garrett (Anglaise); miss Putnam (Américaine) et Mlle Gontcharoff (Russe). Dix ans plus tard, le nombre des étudiantes (32) était huit fois plus grand. En 1888-89, il s'élevait à 121, et, à quelques unités près, quadruplait le chiffre de la période précédente.

Nettement en progression, depuis l'année 1904-05 (228), où 54 élèves étaient en plus sur l'année précédente (174), le nombre des étudiantes augmenta rapidement. A la veille de la guerre, il était de 578. L'effectif féminin diminua la première année de guerre (313) mais dans une proportion bien moindre que l'effectif masculin. Le nombre des femmes se releva graduellement; en 1918-19, il atteignait 512. Depuis cette époque, l'effectif annuel des femmes à la Faculté de Médecine est progressivement croissant. En 1928-29, il comprenait 1.078 étudiantes.

Si nous observons le nombre des *Françaises*, nous constatons un accroissement sensible en 1897-98 (92; année précédente : 26). De 1900-01 à 1913-1914 inclusivement, il progresse d'une façon régulière. En 1914-15, la guerre n'occasionne une diminution que de 44 étudiantes. Depuis cette époque, l'effectif s'accroît jusqu'en 1927-28 inclusivement. En 1928-29, 847 Françaises étaient inscrites à la Faculté de Médecine de Paris (année précédente : 876).

(1) V. Tableau VI.

(2) Antérieurement à 1889-90, les chiffres annuels des inscriptions féminines à la Faculté de Médecine proviennent de la thèse de médecine de Mlle Schultze, *La femme médecin au XIX^e siècle* et des *Rapports sur l'enseignement supérieur* (Académie de Paris).

Durant les premières années, où les femmes fréquentèrent la Faculté, et jusqu'en 1913-14 inclusivement (à quelques exceptions près) les *étrangères* furent toujours plus nombreuses que les Françaises.

Le plus grand nombre des étrangères était formé par des Russes. En 1883-84, sur un total de 65 étrangères, on comptait 47 Russes (1); en 1884-85, 76 Russes étaient inscrites à la Faculté de Médecine de Paris (2). La cause de cette immigration était due à la fermeture des cours de médecine pour les femmes à Saint-Petersbourg.

Mais beaucoup d'étudiantes étrangères se trouvaient incapables de justifier d'études littéraires et scientifiques suffisantes. En 1883-84, M. le Doyen de la Faculté de Médecine constatait, « que les dispenses était trop facilement accordées et tendaient à devenir la règle... Nous ne pouvons pas ne pas faire remarquer qu'on se montre envers les étudiants hommes qui nous viennent de l'étranger beaucoup plus avare de ces exemptions qu'on prodigue si facilement aux jeunes filles » (3).

La circulaire du 1^{er} décembre 1885, qui exigeait un examen complémentaire en lettres et en sciences lorsque les certificats produits en vue des équivalences des études classiques étaient reconnus insuffisants, fit ralentir l'afflux des jeunes filles russes en France.

Le nombre des étrangères crût jusqu'en 1894-95 inclusivement. A partir de l'année suivante, il diminua; la cause en provenait, d'une part, de l'introduction du nouveau régime des études comportant l'obligation du baccalauréat français pour les étudiantes désirant exercer en France; d'autre part, de l'ouverture de l'Ecole de Médecine pour femmes à Saint-Petersbourg. En 1904-05, une augmentation sensible était à constater.

En 1913-14, 321 étrangères étudiaient à la Faculté de Médecine de Paris. L'effectif étranger diminua de 1914-15 à 1918-19, inclusivement. A partir de 1919-20, il progressa. En 1928-29 il comprenait 231 femmes. Contrairement à celui des Françaises il était en augmentation.

(1) *Rapport sur l'enseignement supérieur*. Académie de Paris, année 1883-84.

(2) *Id.*, 1884-85.

(3) *Id.*, 1883-84.

Au total, le nombre des étudiantes, en 1928-29 s'élevait à 1.078 (847 Françaises et 231 étrangères). Il représentait un peu moins du 1/5 de l'effectif total (5.755).

La Sorbonne (1). — b — *Faculté des Sciences*;
c — *Faculté des Lettres*.

D'après C. Sée, seule des Facultés de l'Université de Paris, l'Ecole de Médecine était ouverte aux femmes au moment où la loi sur l'enseignement secondaire des jeunes filles fut votée. Toutefois, il est à remarquer que des étudiantes s'étaient fait inscrire aux Facultés des Sciences et des Lettres avant cette date. Le 17 octobre 1867, Mlle Chenu prenait quatre inscriptions à la Faculté des Sciences de Paris en vue de la licence de mathématiques (2); d'autre part, une décision du 22 septembre 1871 avait autorisé Mlle Daubié à prendre simultanément quatre inscriptions en vue de la licence ès lettres (3). Mais les femmes qui étaient admises à se faire inscrire se trouvaient exclues des cours. « Les femmes qui, pour leurs examens, disait Mlle Daubié, en 1872, ont à prendre des inscriptions à la Faculté des Sciences ou à celle des Lettres, doivent être officiellement *exemptées* de suivre les cours d'où elles sont officiellement *exclues* » (4).

En 1874, un article du *Rappel* signalait que quelques étudiantes, en petit nombre, assistaient aux cours de la Faculté des Sciences. « Ce n'est qu'une aurore, constatait-on, mais qui annonce avec certitude le commencement d'un nouveau jour » (5).

b — *Faculté des Sciences*.

Les registres d'inscriptions ne comportent pas d'inscription féminine avant l'année 1867-68.

Le 17 octobre 1867, Mlle E. Chenu, bachelière en 1863, était

(1) V. au sujet de l'historique des inscriptions des étudiants à la Sorbonne : *Rapport des Conseils généraux des Facultés* (Paris), 1885-86; et *La vie universitaire à Paris*.

(2) Archives de la Faculté des Sciences de Paris. *Registre d'inscriptions*, 1866-74.

(3) Archives de la Faculté des Lettres de Paris. *Registre des certificats d'aptitude (Licence)* du 25 oct. 1867 au 3 nov. 1873, p. 274.

(4) *L'Avenir des Femmes*, 7 avril 1872, J. Daubié, *Les femmes aux bibliothèques et aux cours publics*.

(5) *Id.*, 1^{er} février 1874, *Les femmes dans la science*.

la première femme qui prenait quatre inscriptions à la Faculté; elle préparait la licence de mathématiques. Elle n'eut pas d'imitatrice jusqu'en 1875-76, époque à laquelle une deuxième Française, Mlle Marie Hugonin, se faisait aussi inscrire en vue de la licence ès sciences naturelles (1).

A partir de 1906-07, une augmentation sensible est à constater dans le nombre des *Françaises* inscrites à la Faculté des Sciences (89 contre 49 en 1905-06). Le chiffre de 1906-07 fut dépassé en 1908-09 et dans les années suivantes. Pendant la période de guerre, l'effectif français ne diminua pas. Depuis cette époque, il présenta de très fortes augmentations, en 1919-20 notamment (427), et en 1927-28 (739).

Les étrangères furent pendant longtemps plus nombreuses que les Françaises (en particulier de 1901-02 à 1909-10 inclusivement). Leur nombre diminua pendant la guerre, mais était en progression en 1928-29.

Le total des étudiantes à la Faculté des Sciences de Paris, en 1928-29, était de 974 (795 Françaises et 179 étrangères), soit un peu moins du 1/4 du chiffre total des étudiants (4.259).

c — Faculté des Lettres.

La première inscription féminine à la Faculté des Lettres remonte à l'année 1871. A cette époque, ainsi que nous venons de voir, Mlle Daubié se faisait inscrire en vue de la licence ès lettres.

En 1884-85, année la plus reculée sur laquelle nous ayons quelques renseignements précis, le nombre des femmes suivant les cours de la Faculté des Lettres en vue des grades s'élevait à 25 (2). La plus grande partie se composait d'aspirantes aux concours des langues vivantes.

Allemand. -- Total : 80 étudiants inscrits.

Agrégation : 38 étudiants inscrits, dont
3 femmes;

Certificat : 42 étudiants inscrits, dont 6 femmes.

(1) Archives de la Faculté des Sciences de Paris. *Registre des inscriptions de licence*, 1874-80.

(2) Archives de la Faculté des Lettres de Paris. *Registre des inscriptions*, 1885-89.

Anglais. — Total : 66 étudiants inscrits.

Agrégation : 21 étudiants inscrits, dont 4 femmes.

Certificat : 45 étudiants inscrits, dont 9 femmes.

Soit, au total, 22 élèves femmes.

Les *Lettres et la Philologie*, sur un total de 287 étudiants inscrits, comptaient 2 élèves femmes préparant la licence ès lettres. L'*Histoire* n'avait seulement qu'une élève femme sur un total de 140 inscrits.

L'ensemble des étudiants, pendant l'année 1884-85, s'élevait donc à 717, dont 25 femmes.

Le nombre des étudiantes augmenta rapidement. Il atteignait le chiffre de 117 en 1892-93. Les femmes formaient alors le 1/10 environ de l'effectif total des étudiants (1.230). Cet accroissement rapide ne fut pas sans soulever quelques récriminations violentes de la part des jeunes gens : « En janvier 1893, paraît-il, les étudiants de Sorbonne manifestèrent au cours de M. Larroumet : tapage, cris divers, œufs pourris, chansons obscènes, rien n'y manqua. Dans quel but? C'était simple : les étudiants protestaient parce que les dames et les jeunes filles venaient de plus en plus nombreuses assister aux cours de la Sorbonne » (1). F. Sarcey commentant cet événement dans *Les Annales* s'écriait : « Comment! Ces dames vous font la grâce de vous apporter d'exquises paires d'yeux sous des capotes bleues ou roses, et vous faites la moue, et vous êtes de mauvaise humeur! Vous êtes vraiment difficiles » (2).

Il est à noter, à la Faculté des Lettres, une progression continue des *Françaises* jusqu'en 1895-96 inclusivement (241). A partir de l'année suivante, on observe une décroissance rapide. L'effectif ne se relève sensiblement qu'en 1901-02. Sauf en 1906-07 et en 1912-13, il croît continuellement jusqu'en 1913-14 inclusivement.

En 1909, devant cette affluence féminine dans les murs de l'austère Sorbonne, Mme P. Crouzet-Ben-Aben, se rappelant ses années d'études, écrivait : « Pour ma part, quand je vois

(1) *Journal des Lycées*, janv. 1928, *Les premières étudiantes*. V. aussi *Revue de l'enseignement secondaire des jeunes filles*, 15 mai 1894, P. Souday, *Les femmes à la Sorbonne*.

(2) *Id.*

(2) Faculté supprimée par la loi du 9 décembre 1905.

le grand nombre d'étudiantes qui se pressent aujourd'hui aux cours de la Sorbonne, je ne puis me rappeler, sans être frappée du contraste, l'époque pas si lointaine, où parmi les nombreux élèves qui suivaient les cours de M. Boutroux, s'égarait seulement une femme, candidate à Sèvres, accompagnée de son tuteur » (1).

Une diminution des Françaises est à observer pendant la première année de guerre et en 1918-19. Depuis 1919-20, leur chiffre s'accroît rapidement.

Les *étrangères* ont été, de 1899-1900 à 1913-14 inclusivement, plus nombreuses que les Françaises. Pendant la guerre, leur chiffre fut en décroissance, mais dès l'année 1919-20 il se releva. Le maximum atteignit 1.403 en 1926-27.

Au total, le nombre des étudiantes à la Faculté des Lettres de Paris, en 1928-29, était de 3.442 (2.289 Françaises et 1.153 étrangères). Il constituait un peu moins de la moitié de l'effectif total des étudiants (7.120).

d — *Faculté de Droit.*

« Pas de femmes à l'Ecole ! » écrivait M. le doyen Berthélémy, dans une monographie consacrée à l'Ecole de Droit, telle était encore la consigne lorsque j'ai commencé mes études sous le décanat de M. Colmet d'Aage. C'est pourtant à quelques années auparavant que remonte la première expérience de coéducation des sexes dans notre Faculté » (2).

Nous reproduisons, *in extenso*, l'épopée de la première auditrice de l'Ecole, ainsi que l'a racontée spirituellement M. le Doyen de la Faculté de Droit de Paris : « Il s'agissait d'une dame d'âge respectable et qui, sans aspirer aux grades des Facultés de Droit, désirait suivre les cours du professeur Ortolan. Elle s'adonnait aux études pénitentiaires... Le Doyen ne fit aucune objection, mais il crut prudent de prévenir la Faculté avant de laisser une innovation de cette nature s'introduire dans l'Ecole. La Faculté assemblée donna un avis favorable en ajoutant toutefois, qu'il y avait lieu de prendre des mesures nécessaires pour assurer le respect de l'ordre. Le professeur Ortolan en assumait la responsabilité. Avant

(1) *Revue universitaire*, 1909, t. II, p. 175.

(2) *Revue des Deux-Mondes*, 15 nov. 1926, H. Berthélémy, *Nos Grandes Ecoles*. — VI. *L'Ecole de Droit*, p. 329.

l'ouverture des cours, il avertit les étudiants qu'une dame allait assister à la leçon et les invita à l'accueillir avec déférence. Le professeur ne manqua pas de profiter de la circonstance pour flatter les étudiants, comme il en avait l'habitude, par une allocution très finement présentée sur les devoirs des jeunes gens envers les personnes de l'autre sexe. Les jeunes gens applaudirent en souriant. Ce fut tout. Lorsque la dame parut, ils ne prêtèrent aucune attention à son entrée : elle se plaça au milieu d'eux, prit des notes, et à la fin du cours, se retira comme les autres auditeurs. Il ne se produisit aucun incident, bien qu'on eût pris assez de précautions maladroites pour les provoquer.

« La dame était entrée, flanquée de deux « hommes de compagnie » qui lui servaient de gardes du corps. L'un était son mari qui paraissait fort ennuyé; l'autre était le secrétaire de la Faculté, le vénérable M. Danet, qui, pour une fois, avait perdu son air de béatitude habituel, fort préoccupé qu'il était de scandale possible. Bientôt, tous deux se rassurèrent : le mari ne tarda pas à cesser d'accompagner sa femme, et le secrétaire, suivant son exemple, rentra dans ses bureaux. Mais une importante expérience avait été faite, dans laquelle les étudiants avaient donné la preuve du meilleur esprit : il était certain maintenant que les femmes pourraient assister aux cours de l'Ecole, entrer et sortir avec une entière liberté, sans causer aucun émoi et sans risquer d'être l'objet de familiarités regrettables. »

L'entrée des femmes comme étudiantes inscrites à la Faculté de Droit de Paris remonte à l'année scolaire 1884-85, ainsi que l'indique M. le doyen Beudant dans son rapport au Conseil académique. « De temps à autre, y lit-on, à d'assez longs intervalles, quelques femmes, des étrangères le plus souvent, ont demandé, dans le passé, à suivre un ou plusieurs cours comme auditrices bénévoles; jamais jusqu'ici, il ne s'en était présenté qui prissent des inscriptions régulières et eussent l'intention de passer des examens. Cette année, pour la première fois, deux jeunes femmes, toutes deux de nationalité étrangère, ont pris leurs inscriptions et suivi les cours avec suite et régularité » (1). L'une d'elles était Mlle Sarmiza

(1) *Rapport sur l'enseignement supérieur* (Académie de Paris), année 1884-85, p. 9.

Bilcescu (1), de nationalité roumaine. « Ce ne fut pas commode, nous dit-elle, de pénétrer à l'Ecole de Droit. — « Les dames n'entrent pas », vous répondait l'huissier à la porte. Le Conseil de la Faculté fut appelé à statuer. — « Comment, Monsieur, dit ma mère au secrétaire, dans un pays où il est écrit même sur les portes des prisons : Liberté, Egalité, Fraternité, vous empêcheriez une femme de s'instruire, rien que parce qu'elle est femme ». Ces paroles furent rapportées au Conseil et, quelques jours après, l'autorisation de suivre les cours me fut accordée, mais pas à l'unanimité : nombre de professeurs votèrent contre, et notamment M. le doyen Beudant.

« L'accueil des professeurs fut glacial, l'accueil des étudiants extrêmement respectueux.

« A la clôture des cours de la première année, M. Colmet de Santerre, professeur de Droit civil, s'adressant aux étudiants, dit presque textuellement : « Nous avons hésité à accorder à Mlle Bilcescu l'autorisation qu'elle demandait dans la crainte d'avoir à faire la police dans les amphithéâtres; cette jeune fille dont l'assiduité est au-dessus de tout éloge et la conduite exemplaire, s'est imposée à votre estime; vous l'avez respectée comme une sœur et nous vous en remercions. » « Ces paroles, ajoute Mme Alimânâsteanu, ont été couvertes d'un tonnerre d'applaudissements. »

Une étudiante russe suivait les cours en même temps que Mlle Bilcescu; elle ne fit qu'un court passage à l'Ecole; elle parlait très mal le français et le comprenait à peine.

En 1887-88, l'Ecole de Droit comptait deux élèves : Mlle S. Bilcescu et Mlle Jeanne Chauvin (2).

Mlle S. Bilcescu était en première année de doctorat, alors que Mlle J. Chauvin commençait ses études de licence. « Je la revois encore étudiante, rappelle M^e Lhermitte, venant suivre chaque matin, accompagnée de sa mère, les cours de la Faculté de Droit. Réservee et simple, « l'étudiante » — car elle était seule de son espèce — arrivait toujours quelques minutes avant l'ouverture et prenait place — « sa place » — dans

(1) Mme Sarmiza Bilcescu Alimânâsteanu voulut bien nous raconter ses impressions d'entrée à la Faculté de Droit. Nous lui renouvelons nos remerciements et l'expression de nos sentiments de reconnaissance.

(2) Rapport sur l'enseignement supérieur, 1887-88.

le grand amphithéâtre sur la première travée, à gauche du professeur » (1).

Pendant longtemps, les études de Droit n'attirèrent pas les femmes. Avant 1901-02, elles ne figurent dans les statistiques qu'en petit nombre, et même au cours de certaines années scolaires, il n'est pas mentionné d'étudiantes.

En 1898-99, elles étaient 4 au total (2 Françaises et 2 étrangères), alors qu'à la Faculté de Médecine, on en comptait 175 (87 Françaises et 88 étrangères); à la Faculté des Sciences, 31 (18 Françaises et 13 étrangères); à la Faculté des Lettres, 61 (37 Françaises et 24 étrangères); à l'Ecole de Pharmacie, 54 (52 Françaises et 2 étrangères).

A partir de 1901-02, le nombre des *Françaises* progressa sensiblement et ne subit même pas de diminution pendant la période des hostilités. De 1918-19 (187 Françaises) à 1928-29 (943 Françaises), le chiffre des étudiantes françaises augmenta d'une moyenne de 75,6 par an.

Quant au nombre des *étrangères*, après avoir atteint son maximum pendant la période d'avant-guerre, en 1907-08 (92 étrangères), il décru peu à peu, et pendant la guerre accusa une sérieuse diminution. Depuis l'année 1919-20, leur effectif se releva d'une façon presque continue.

En 1928-29, le nombre total des étudiantes à la Faculté de Droit de Paris comprenait 1.058 femmes (943 Françaises, 115 étrangères), soit un peu moins du 1/8 de l'effectif total (8.612).

e — *Faculté de Pharmacie.*

En 1892-93, M. G. Planchon, directeur de l'Ecole de Pharmacie, écrivait dans un rapport sur l'Ecole : « Six élèves femmes figurent parmi les stagiaires. Deux ont été admises à l'examen de validation et sont prêtes à commencer leurs études à l'Ecole. J'ai la conviction qu'elles tiendront un rang honorable à côté de leurs condisciples hommes et sauront lutter courtoisement d'émulation et de succès » (2).

L'Ecole de Pharmacie de Paris vit sa première étudiante en 1893-94. C'était une étrangère : Mlle Fichtenholz. Une Française se faisait inscrire l'année suivante : Mlle Maître.

(1) *Le Droit des Femmes*, sept.-oct. 1926, G. Lhermitte, Jeanne Chauvin.

(2) *Rapport sur l'enseignement supérieur*, année scolaire 1892-93, p. 95.

Une remarque préliminaire s'impose lorsqu'on observe la statistique des étudiantes à la Faculté de Pharmacie de Paris : c'est le petit nombre d'étrangères qui ont suivi son enseignement (il ne dépassa pas le chiffre 16).

L'effectif des *Françaises* s'accrut au contraire rapidement et s'éleva en 1900-01 à 57; il diminua ensuite jusqu'en 1913-14 inclusivement (31). L'année suivante, première année de guerre, il augmenta de plus du double (66) et, depuis cette époque, ne cessa de s'accroître (sauf en 1924-25 et en 1928-29). « La présence des jeunes filles sera, je l'espère, écrivait en 1921-22 M. le Doyen de l'Ecole, un stimulant pour leurs jeunes camarades masculins, car je dois à la vérité de déclarer que, plus travailleuses sans doute, elles obtiennent aux divers concours, des résultats meilleurs » (1).

En 1928-29, le nombre des élèves femmes à la Faculté de Pharmacie de Paris s'élevait à 532 (516 Françaises et 16 étrangères). Par rapport au total général des étudiants (1.409), il en représentait plus du 1/3.

*Vue d'ensemble des inscriptions féminines
des cinq (2) Facultés de l'Université de Paris.*

En ce qui concerne les inscriptions féminines de l'Université de Paris, nous pouvons distinguer plusieurs périodes (3) (voir Tableau VI).

Période 1889-90; 1900-01. — De 1889-90 à 1900-01 inclusivement, le nombre total des étudiantes oscille. En hausse jusqu'en 1895-96 inclusivement (522), il diminue ensuite; en 1900-01, il comprend 401 élèves femmes. Ce nombre représente le 1/30 environ du total général des étudiants (12.289).

Période 1901-02; 1913-14. — En 1901-02, on observe une augmentation sensible des étudiantes (511), soit 110 de plus que l'année précédente. Ce nombre croît rapidement et s'élève à 2.197 en 1913-14, ce qui représente le 1/8 environ du total général des étudiants (17.308).

(1) *Rapport sur l'enseignement supérieur*, année scolaire 1921-22, p. 117.

(2) La Faculté de Théologie catholique, supprimée par la loi du 27 juin 1885, et la Faculté de Théologie protestante, supprimée par celle du 9 déc. 1905 n'ont jamais compté de femmes parmi leurs élèves.

(3) Nous ne prenons en considération que les statistiques officielles du Ministère de l'Instruction publique.

Période 1914-15; 1918-19. — Le nombre des étudiantes diminue pendant l'année 1914-15 (1.209), mais se relève durant les années suivantes sans jamais atteindre toutefois le chiffre d'avant-guerre. En 1918-19, année où la vie universitaire masculine commence à reprendre, l'effectif féminin (1.921) représente le 1/6 environ du total général des étudiants (11.026).

Période 1919-20; 1928-29. — De l'année 1919-20 (2.580) à 1928-29 inclusivement (7.084) le nombre des élèves femmes dans les Facultés de Paris s'accroît d'une façon continue, de 500 étudiantes en moyenne par an (1).

Le total général des étudiants étaient en 1928-29 de 27.155. Le total des femmes atteignait le nombre de 7.084, soit un peu plus du 1/4 du chiffre total.

Dans leurs grandes lignes, les effectifs des étudiantes françaises et étrangères présentent depuis l'année 1889-90 les caractères suivants :

De 1889-90 à 1913-14 inclusivement, le nombre annuel des Françaises est en général moins élevé que celui des étrangères.

A la veille des hostilités, les deux effectifs sont presque égaux numériquement (1.120 Françaises, 1.077 étrangères).

Pendant la guerre, une diminution des deux effectifs est à constater, mais tandis que le chiffre des Françaises ne décroît que pendant une année seulement, en 1914-15 (l'année suivante, il dépasse le chiffre d'avant-guerre), celui des étrangères subit une diminution qui s'accroît durant plusieurs années.

Après la guerre, pendant la période 1918-19—1928-29, les deux effectifs présentent une augmentation constante : l'effectif des Françaises s'accroît d'une moyenne de 365,2 par an, celui des étrangères, d'une moyenne de 151,1 par an.

En 1928-29, 5.390 Françaises et 1.694 étrangères fréquentaient les Facultés de l'Université de Paris.

L'Ecole préparatoire de Médecine et de Pharmacie de Reims, rattachée à l'Université de Paris, comptait en 1928-29 54 étudiantes (53 Françaises et 1 étrangère) se répartissant ainsi :

(1) En 1929-30 une augmentation de l'effectif des étudiantes est à constater. Dans toutes les Facultés, sauf à la Faculté de Médecine, leur nombre est en progression. Droit : 1.246; — Médecine : 1.069; — Sciences : 1.228; — Lettres : 3.755; — Pharmacie : 607. C'est la Faculté des Lettres qui accuse la plus forte augmentation.

Médecine : 22 Françaises;

Pharmacie : 27 Françaises;

Certificat d'études physiques, chimiques et naturelles (1) :
5 étudiantes (4 Françaises et une étrangère).

Au total, à l'Université de Paris, en 1928-29, se trouvaient 27.350 étudiants (20.212 hommes et 7.138 femmes).

B. — Universités de province

Nous passerons successivement en revue :

a — Les Facultés de Droit;

b — Les Facultés de Médecine;

c — Les Facultés des Sciences;

d — Les Facultés des Lettres;

e — Les Facultés de Pharmacie;

f — Les Facultés de Théologie;

g — Les Ecoles de plein exercice et les Ecoles préparatoires de Médecine et de Pharmacie.

a — *Facultés de Droit* (2).

Toutes les Facultés de Droit, à l'heure actuelle, comptent des femmes parmi leurs élèves. C'est à la Faculté de *Paris*, ainsi que nous venons de le voir, qu'elles vinrent étudier en premier lieu, en 1884-85; il y avait alors deux étrangères. La Faculté de *Paris* devança à cet égard les Facultés de province d'une dizaine d'années.

Les élèves femmes sont mentionnées, par ordre chronologique, dans les statistiques du Ministère de l'Instruction publique, dans les Facultés ci-après désignées, et pendant les années suivantes :

Faculté d'*Aix*, année 1893-94 : une Française;

Faculté de *Dijon*, année 1894-95 : une étrangère;

Faculté de *Lille*, année 1894-95 : une Française;

Faculté de *Bordeaux*, année 1898-99 : une Française;

Faculté de *Montpellier*, année 1899-1900 : une étrangère;

Faculté de *Toulouse*, année 1899-1900 : une Française;

Faculté de *Grenoble*, année 1900-01 : 2 étrangères;

(1) Comme il n'existe pas à Reims de Faculté des Sciences, l'Ecole de Médecine prépare au certificat d'études physiques, chimiques et naturelles (P. C. N.) et en délivre le diplôme.

(2) V. Tableau XIII.

Faculté de *Nancy*, année 1900-01 : une étrangère;
 Faculté de *Rennes*, année 1900-01 : une Française;
 Faculté de *Lyon*, année 1902-03 : une étrangère;
 Faculté d'*Alger*, année 1902-03 : une Française;
 Faculté de *Caen*, année 1908-09 : une Française;
 Faculté de *Poitiers*, année 1908-09 : une Française;
 Faculté de *Strasbourg*, année 1919-20 : 4 Françaises.

Un fait commun à signaler dans toutes les Facultés de Droit de province est le petit nombre d'étudiantes avant la guerre. A partir de 1914-15, leur effectif s'accroît (excepté à Lille et à Nancy pendant la période des hostilités). Il est presque entièrement constitué par des Françaises, sauf à Grenoble, où le chiffre des étrangères (49) dépasse celui des Françaises (39) et à Nancy où les étrangères représentent le 1/3 environ de l'ensemble féminin (Françaises, 55; étrangères, 29).

Progression du nombre des étudiantes dans les Facultés de Droit.

Depuis une quarantaine d'années, on peut constater une progression rapide du nombre des étudiantes, ainsi que le montre le tableau suivant :

TABLEAU VII

ANNÉES SCOLAIRES	NOMBRE DES ÉTUDIANTES			Nombre de étudiants	EFFECTIF TOTAL	Rapport du nombre des étudiantes à l'effectif total
	Françaises	Étrangères	TOTAL			
1889-1890	1	2	3	4.616	4.619	$\frac{1}{1.540}$
1898-1899	3	4	7	9.232	9.239	$\frac{1}{1.320}$
1908-1909	52	97	149	16.897	17.046	$\frac{1}{115}$
1918-1919	360	16	376	7.359	7.735	$\frac{1}{20}$
1928-1929	1.686	223	1.909	15.472	17.381	$\frac{1}{9}$

Représentation graphique de cette progression.

Françaises et étrangères (voir Tableau XXI).

Hommes et femmes (voir Tableau XXII).

b — *Facultés de Médecine* (1).

Les inscriptions féminines dans les Facultés de Médecine remontent à une période antérieure à l'année scolaire 1889-90 (époque depuis laquelle nous possédons la statistique du Ministère de l'Instruction publique).

A *Paris*, ainsi qu'il est mentionné plus haut, les premières étudiantes fréquentèrent la Faculté pendant l'année 1868-69.

En province, c'est la Faculté de Médecine de *Montpellier* qui, la première, compta des étudiantes. D'après Mme Lipinska, cette Faculté fut ouverte aux femmes dès l'année 1868 (2). Pendant l'année scolaire 1878-79, une étrangère, Marie Coutzarida Cratunescu, y commença ses études.

La Faculté de *Bordeaux* eut aussi de bonne heure des étudiantes. En 1888, Mlle E. Mesnard écrivait dans la *Revue scientifique des femmes* que quatre femmes, depuis 1879, avaient pris leurs inscriptions à la Faculté de Bordeaux (3).

A la Faculté de *Lille*, une étrangère était inscrite en 1887-88.

La première inscription féminine à la Faculté de *Lyon* date de l'année 1892-93 (une Française).

A *Toulouse*, la Faculté mixte fut instituée en 1891-92. Cette année-là, une Française y étudiait.

La Faculté de *Nancy* vit ses premières étudiantes en 1894-95. A cette époque, 10 étrangères (Bulgares, Russes, Turques) y étaient inscrites.

L'Ecole de plein exercice d'*Alger*, devenue Faculté mixte en 1909-10, comptait, cette année-là, 24 Françaises et 4 étrangères.

Enfin à la Faculté de *Strasbourg*, en 1919-20, il se trouvait 16 Françaises et 5 étrangères.

Avant la guerre, le nombre total des *Françaises* étudiant la médecine dans l'ensemble des Facultés, inférieur souvent à celui des étrangères, était en progression. Sauf à Bordeaux et à Toulouse, où quelques diminutions assez importantes d'élèves sont à constater pendant cette période, l'effectif de chaque Faculté croît d'une façon continue.

Pendant la première année de guerre, le nombre des Fran-

(1) V. Tableau XIV.

(2) M. Lipinska, *Histoire des femmes médecins depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*, p. 525.

(3) *La Revue Scientifique des Femmes*, juillet-août 1888, p. 118.

çaises diminua, mais l'année suivante, à 3 unités près (397), il est égal à celui de 1913-14 (400). Depuis cette époque, on observe une augmentation rapide des Françaises. Seule des Facultés de Médecine de France, la Faculté de Montpellier a eu à enregistrer une diminution des étudiantes françaises en 1926-27 et en 1927-28; la situation en 1928-29 était stationnaire.

Le nombre des *étrangères* dans les Facultés ne suit pas la progression de celui des Françaises. Jusqu'en 1913-14 inclusivement, il fut presque toujours supérieur à celui des Françaises. Il subit une baisse rapide au moment de la guerre et se releva plus lentement que celui des Françaises. La Faculté de Montpellier compta jusqu'en 1915-16 inclusivement un chiffre d'étudiantes étrangères supérieur à celui des Françaises. Après cette époque, les Françaises furent en plus grand nombre. La même constatation peut être faite pour la Faculté de Nancy jusqu'en 1913-14 inclusivement. Depuis l'année 1924-25, le nombre des étrangères à cette Faculté s'accroît plus rapidement que celui des Françaises et vient à le dépasser (en 1928-29 : Françaises, 100; étrangères, 138).

Progression du nombre des étudiantes dans les Facultés de Médecine.

Sans accuser une progression aussi rapide que dans les Facultés de Droit, le nombre des étudiantes est en augmentation dans les Facultés de Médecine :

TABLEAU VIII

ANNÉES SCOLAIRES	NOMBRE DES ÉTUDIANTES			Nombre des étudiants	EFFECTIF TOTAL	Rapport du nombre des étudiantes à l'effectif total
	Françaises	Étrangères	TOTAL			
1889-1890	20	122	142	5.701	5.843	$\frac{1}{41}$
1898-1899	145	160	305	7.146	7.451	$\frac{1}{24}$
1908-1909	294	395	689	6.644	7.333	$\frac{1}{10}$
1918-1919	650	105	755	5.787	6.542	$\frac{1}{9}$
1928-1929	1.662	483	2.145	10.473	12.618	$\frac{1}{6}$

Représentation graphique de cette progression.

Françaises et étrangères (voir Tableau XXI).

Hommes et femmes (voir Tableau XXII).

c — *Facultés des Sciences* (1).

Les Facultés des Sciences avaient déjà des inscriptions féminines avant l'année scolaire 1889-90. A la Faculté de *Paris*, d'après les archives de la Faculté, la première étudiante avait pris ses inscriptions en 1867-68. A *Lille*, une Française était inscrite en 1885-86 (2). A *Clermont*, une jeune fille étudiait en 1887-88 (3). A l'Ecole d'*Alger*, d'après les renseignements qui nous ont été communiqués, une Française figurait au registre d'inscriptions en 1869-70.

En 1889-90, année à partir de laquelle nous avons pu relever les statistiques du Ministère de l'Instruction publique, la Faculté de *Bordeaux* comptait une Française, celle de *Grenoble* 5 Françaises, les Facultés de *Lille*, *Lyon*, *Marseille* et *Nancy*, chacune une Française.

En 1890-91, à la Faculté de *Besançon*, se trouvait une étudiante française.

En 1891-92, celle de *Montpellier* comptait une étrangère, celle de *Toulouse* une Française.

En 1893-94, les Facultés de *Dijon* et de *Rennes* avaient chacune une Française.

A *Caen* et à *Poitiers*, ce n'est qu'en 1898-99 que le tableau de statistique indique des étudiantes (des Françaises).

Depuis 1919-20, les femmes, en grand nombre, étudient à la Faculté de *Strasbourg*.

Le nombre des *Françaises* dans les Facultés des Sciences, croît presque uniformément, marque même, dans certaines Facultés, un accroissement sensible au moment de la guerre (notamment à *Bordeaux*, *Grenoble*, *Lyon*, *Marseille*, *Rennes*, *Toulouse*). Contrairement aux Facultés de *Droit*, de *Médecine* et des *Lettres*, aucune diminution du chiffre des Françaises

(1) V. Tableau XVI.

(2) *Enquêtes et documents relatifs à l'enseignement supérieur*. Rapports des conseils généraux des Facultés, année 1885-86 (Fac. des Sciences de *Lille*).

(3) *Id.*, année 1887-88 (Fac. des Sciences de *Clermont*).

n'est à signaler pendant la période des hostilités. Dans presque toutes les Facultés, on constate, après la guerre, un accroissement du nombre des inscriptions féminines françaises.

Les *étrangères* apparurent dans les Facultés des Sciences plus tard que les Françaises. La Faculté de Montpellier, toutefois, compta des étrangères avant d'inscrire des Françaises.

C'est à Nancy, Montpellier, Strasbourg, Grenoble, Caen, Lyon, que les étrangères sont les plus nombreuses. La Faculté de Rennes, jusqu'en 1928-29 inclusivement, n'a compté qu'une seule étrangère inscrite.

Progression du nombre des étudiantes dans les Facultés des Sciences.

Dans les Facultés des Sciences, le chiffre des élèves femmes est en progression. Toutefois, depuis 1918-19, le nombre des étudiants s'accroît plus rapidement que celui des étudiantes. Cette différence est accusée par les rapports 1/5,18 et 1/5,93.

TABLEAU IX

ANNÉES SCOLAIRES	NOMBRE DES ÉTUDIANTES			Nombre des étudiants	EFFECTIF TOTAL	Rapport du nombre des étudiantes à l'effectif total
	Françaises	Étrangères	TOTAL			
1889-1890	16	12	28	1.250	1.278	$\frac{1}{46}$
1898-1899	38	54	92	3.376	3.468	$\frac{1}{38}$
1908-1909	326	278	604	5.804	6.408	$\frac{1}{10}$
1918-1919	1.063	66	1.129	4.722	5.851	$\frac{1}{5,18}$
1928-1929	2.042	359	2.401	11.851	14.252	$\frac{1}{5,93}$

Représentation graphique de cette progression.

Françaises et étrangères (voir Tableau XXI).

Hommes et femmes (voir Tableau XXII).

d — *Facultés des Lettres* (1).

Les Facultés des Lettres avaient des étudiantes avant 1889-90, année depuis laquelle nous possédons les statistiques du Ministère de l'Instruction publique.

A *Paris*, une Française avait pris ses inscriptions en 1871-72.

La Faculté de *Besançon* était fréquentée par 10 étudiantes françaises en 1885-86 (2).

A l'Ecole d'*Alger*, il nous a été signalé une étudiante française en 1868-69.

Pendant l'année scolaire 1889-90, quelques Facultés des Lettres comptaient des étudiantes inscrites :

Bordeaux : 7 Françaises;

Lille : 37 Françaises et 2 étrangères (effectif total (39) supérieur à celui de *Paris* (36), la même année);

Lyon : 11 Françaises, 2 étrangères;

Nancy : 8 Françaises;

Rennes : 4 Françaises;

Toulouse : 3 Françaises;

Alger : 1 Française.

En 1890-91, *Grenoble* compta 23 étudiantes françaises;

En 1890-91, *Montpellier* compta 4 étudiantes françaises;

En 1894-95, *Aix* compta 2 étudiantes françaises;

En 1896-97, *Caen* compta 2 étudiantes étrangères;

En 1896-97, *Clermont* compta 2 étudiantes françaises;

En 1897-98, *Poitiers* compta 2 Françaises et 2 étrangères;

En 1901-02, *Dijon* compta 1 étudiante française.

A partir de 1919-20, *Strasbourg* eut des étudiantes françaises et étrangères.

Dans ses grandes lignes, la courbe des *Françaises*, dans les Facultés des Lettres, présente trois augmentations successives : de 1890 à 1896 inclusivement, de 1901 à 1914 inclusivement, de 1915 à 1929 inclusivement. La dernière de ces augmentations présente une rapide progression due à l'accroissement constant de l'effectif des Françaises.

On remarque la présence d'*étrangères* dans les Facultés des

(1) V. Tableau XVII.

(2) *Enquêtes et documents relatifs à l'enseignement supérieur*. Conseils généraux des Facultés, année 1885-86 (Fac. des Lettres de *Besançon*).

Lettres plus tardivement que celle de Françaises (Faculté de Caen exceptée). A Lille, Lyon, où il y a inscription, la même année, de Françaises et d'étrangères, le chiffre des étrangères est de beaucoup inférieur à celui des Françaises. A Poitiers, où Françaises et étrangères apparaissent la même année (en 1897-98), elles figurent en nombre égal.

L'effectif des étrangères, après l'année 1913-14, diminue beaucoup plus que celui des Françaises. C'est à partir de 1919-20 que leur contingent présente un accroissement sensible; en 1926-27, il atteint le maximum (2.679); il était en baisse en 1928-29 (2.172).

*Progression du nombre des étudiantes dans les Facultés
des Lettres.*

Dans les Facultés des Lettres, c'est surtout depuis 1908-09 que le nombre des élèves femmes est en progression. En 1928-29, les étudiantes étaient presque aussi nombreuses que les étudiants.

TABLEAU X

ANNÉES SCOLAIRES	NOMBRE DES ÉTUDIANTES			Nombre des étudiants	EFFECTIF TOTAL	Rapport du nombre des étudiantes à l'effectif total
	Françaises	Étrangères	TOTAL			
1889-1890	102	9	111	1.723	1.834	$\frac{1}{16,52}$
1898-1899	149	37	186	2.903	3.089	$\frac{1}{16,6}$
1908-1909	908	839	1.747	4.469	6.216	$\frac{1}{3,55}$
1918-1919	1.835	296	2.131	4.208	6.239	$\frac{1}{2,97}$
1928-1929	5.067	2.172	7.239	7.821	15.060	$\frac{1}{2,08}$

Représentation graphique de cette progression

Françaises et étrangères (voir Tableau XXI).

Hommes et femmes (voir Tableau XXII).

e — *Facultés de Pharmacie* (1).

En 1889-90, d'après les statistiques du Ministère de l'Instruction publique, il n'était pas indiqué d'étudiantes dans les Ecoles supérieures de Pharmacie et les Facultés mixtes de Médecine et de Pharmacie. A l'Ecole supérieure de *Montpellier*, cependant, une femme avait obtenu le diplôme de pharmacien en 1869 (2). Ce fut probablement vers 1865-66 qu'elle y commença ses études.

Les étudiantes sont mentionnées, par ordre chronologique dans les statistiques du Ministère de l'Instruction publique, dans les Ecoles et Facultés ci-après désignées, et pendant les années suivantes :

- Faculté de *Lille* : 1891-92, une Française;
- Ecole sup. de *Montpellier* : 1892-93, une Française;
- Faculté de *Toulouse* : 1892-93, une Française;
- (Ecole sup. de *Paris* : 1893-94, une étrangère) (3);
- Faculté de *Bordeaux* : 1895-96, une Française;
- Faculté de *Lyon* : 1896-97, une Française;
- Ecole Sup. de *Nancy* : 1906-07, une Française;
- Faculté d'*Alger* : 1911-12, deux Françaises;
- Faculté de *Strasbourg* : 1919-20, six Françaises.

Dans les Ecoles supérieures et les Facultés mixtes de Médecine et de Pharmacie, les *Françaises* ont toujours été plus nombreuses que les *étrangères*. Celles-ci font presque défaut en province : les Facultés de *Lille*, *Montpellier* et *Nancy* furent les premières à en compter; chacune d'elles avait une étrangère en 1920-21. (Voir pour les autres Facultés, Tableau XVIII).

De même que dans les Facultés des Sciences, l'effectif des Françaises dans les Facultés de Pharmacie, durant la période des hostilités, présente une courbe ascendante. Depuis cette époque, il augmente rapidement (sauf en 1924-25 et en 1928-29).

(1) V. Tableau XVIII.

(2) *L'avenir des Femmes*, 7 févr. 1875.

(3) V. p. 158-159.

A l'heure actuelle, les Ecoles supérieures de *Paris*, de *Montpellier* et de *Nancy* portent le nom de Faculté.

Progression du nombre des étudiantes dans les Facultés de Pharmacie.

C'est dans les Facultés de Pharmacie que la progression du nombre des étudiantes par rapport à celle de l'effectif des étudiants est le plus marquée.

TABLEAU XI

ANNÉES SCOLAIRES	NOMBRE DES ÉTUDIANTES			Nombre des étudiants	EFFECTIF TOTAL	Rapport du nombre des étudiantes à l'effectif total
	Françaises	Étrangères	TOTAL			
1891-1892	1	—	1	1.983	1.984	$\frac{1}{1984}$
1898-1899	56	2	58	2.532	2.590	$\frac{1}{44,65}$
1908-1909	59	3	62	1.448	1.510	$\frac{1}{24,35}$
1918-1919	209	5	214	1.001	1.215	$\frac{1}{5,67}$
1928-1929	1.236	78	1.314	2.538	3.852	$\frac{1}{2,93}$

Représentation graphique de cette progression.

Françaises et étrangères (voir Tableau XXI).

Hommes et femmes (voir Tableau XXII).

f — Facultés de Théologie (1).

Les femmes ne commencèrent à étudier dans les Facultés de Théologie qu'en 1920-21, à l'Université de Strasbourg (2). Elles étaient plus nombreuses à la Faculté de Théologie protestante qu'à la Faculté de Théologie catholique (voir Tableaux XXI et XXII).

(1) V. Tableau XX.

(2) De même que l'Université de Paris, l'Université de Toulouse ne compta pas d'étudiantes à la Faculté de Théologie protestante (Faculté de Montauban), supprimée par la loi du 9 déc. 1905.

Quant aux Facultés de Théologie catholique supprimées par la loi du 27 juin 1885, de même que celle de Paris, les Facultés d'Aix, de Bordeaux, de Lyon et de Rouen ne comptèrent pas d'étudiantes.

g — *Ecoles de plein exercice et Ecoles préparatoires de Médecine et de Pharmacie* (1).

Jusqu'en 1893-94 inclusivement, les tableaux de statistique du Ministère de l'Instruction publique comptent ensemble les étudiants en Médecine et en Pharmacie.

L'Ecole d'Alger avait déjà en 1865-66 une étudiante; depuis 1883-84, elle compta presque tous les ans des élèves femmes (2). Une jeune fille étudiait à Dijon en 1887-88 (3).

Parmi les Ecoles qui eurent aussi de bonne heure des étudiantes, citons par ordre chronologique celles de Grenoble et de Toulouse (1889-90), de Marseille (1890-91), de Dijon et de Reims (1893-94).

Etudiantes en Médecine. — Si nous comparons la période antérieure à 1918-19 à celle qui s'écoule depuis cette année, nous constatons que l'effectif féminin est en augmentation dans les Ecoles d'Angers, de Besançon, de Clermont, de Limoges, de Marseille, de Nantes, de Rennes et de Tours. Il est stationnaire à Amiens, à Caen, à Poitiers et à Reims. Il est en diminution à Dijon, à Grenoble et à Rouen. Les Ecoles de plein exercice de Toulouse et d'Alger sont à l'heure actuelle des Facultés mixtes de Médecine et de Pharmacie (4).

Etudiantes en Pharmacie. — Les étudiantes en Pharmacie virent leur contingent augmenter surtout après la guerre.

En 1928-29, c'était à Marseille (86), à Rennes (72), à Clermont (55) et à Nantes (50, que l'on en comptait le plus grand nombre.

Le tableau XIX ne signale que des Françaises à l'exception d'une seule étrangère, inscrite à Grenoble, en 1902-03.

(1) V. Tableaux XV et XIX.

(2) Renseignements communiqués par M. le Recteur de l'Université d'Alger.

(3) *Enquêtes et documents relatifs à l'enseignement supérieur.* Rapports des Conseils généraux des Facultés, année 1887-88.

(4) En 1930-31, l'Ecole de plein exercice de Marseille est devenue une Faculté mixte de Médecine et de Pharmacie; l'Ecole préparatoire de Clermont, une Ecole de plein exercice.

*Progression du nombre des étudiantes
dans les Ecoles de plein exercice et les Ecoles préparatoires
de Médecine et de Pharmacie.*

Le tableau ci-dessous indique une progression rapide des étudiantes provenant de l'accroissement du nombre des Françaises.

TABLEAU XII

ANNÉES SCOLAIRES	NOMBRE DES ÉTUDIANTES			Nombre des étudiants	EFFECTIF TOTAL	Rapport du nombre des étudiantes à l'effectif total
	Françaises	Étrangères	TOTAL			
1889-1890.....	4	—	4	1.367	1.371	$\frac{1}{342}$
1898-1899.....	168	1	169	2.106	2.275	$\frac{1}{13}$
1908-1909.....	273	28	301	1.953	2.254	$\frac{1}{7,18}$
1918-1919.....	355	2	357	1.851	2.208	$\frac{1}{6,18}$
1928-1929.....	967	20	987	2.510	3.497	$\frac{1}{3,54}$

Représentation graphique de cette progression

Françaises et étrangères (voir Tableau XXI).

Hommes et femmes (voir Tableau XXII).

Vue d'ensemble des Facultés et Ecoles

1° *Étudiantes françaises et étudiantes étrangères* (Tableau XXI).

Le tableau XXI, qui représente graphiquement le nombre des étudiantes (Françaises et étrangères) dans les diverses Facultés et Ecoles, nous montre :

1° En ce qui concerne les *étudiantes françaises*, qu'en 1928-29, les Facultés des Lettres en comptaient le plus grand nombre (5.067) et dépassaient de beaucoup les chiffres respectifs des autres Facultés; puis venaient les Facultés des Sciences.

ces dont le contingent (2.042) était plus de deux fois moindre que celui des Facultés des Lettres; les Facultés de Droit (1686) et de Médecine (1.662) où les effectifs des Françaises étaient à peu près égaux, et les Facultés de Pharmacie (1.236). La Faculté de Théologie protestante de Strasbourg comptait 9 Françaises; il n'y en avait pas à la Faculté de Théologie catholique. Le nombre des Françaises aux Ecoles de plein exercice et aux Ecoles préparatoires de Médecine et de Pharmacie s'élevait à 967;

2° Que les *étudiantes étrangères*, en 1928-29, se trouvaient surtout nombreuses dans les Facultés des Lettres (2.172), puis dans celles de Médecine (483), des Sciences (359), de Droit (223) et de Pharmacie (78). La Faculté de Théologie protestante de Strasbourg comptait 3 étudiantes étrangères; il n'y en avait pas à la Faculté de Théologie catholique. Les Ecoles de plein exercice et les Ecoles préparatoires de Médecine et de Pharmacie étaient fréquentées par 20 étrangères.

2° *Etudiants et étudiantes* (Tableau XXII)

Si nous comparons les effectifs totaux des étudiants (Français et étrangers) et des étudiantes (Françaises et étrangères) des diverses Facultés et Ecoles, nous constatons qu'en 1928-29, c'était dans les Facultés des Lettres que le nombre des femmes (7.239) tendait le plus à se rapprocher de celui des hommes (7.821); puis venaient les Facultés de Pharmacie (f. : 1.314, h., 2.538), les Ecoles de plein exercice et les Ecoles préparatoires (f. : 987, h. : 2.510), les Facultés de Médecine (f. : 2.145, h., 10.473), les Facultés des Sciences (f. : 2.401, h. 11.851), les Facultés de Droit (f. : 1.909, h., 15.472). (Nous ne comparons pas avec les Facultés et Ecoles citées ci-dessus, les Facultés de Théologie dont l'effectif trop restreint comptait 289 hommes et 12 femmes).

Vue d'ensemble des Universités (Tableau XXIII)

Le tableau graphique XXIII représente le nombre total des étudiants (Français et étrangers) et celui des étudiantes (Françaises et étrangères) dans l'ensemble des Universités.

En France, il y avait en 1928-29 un total de 50.954 étudiants (39.319 Français et 11.635 étrangers) et de 16.007 étudiantes

ANNÉES SCOLAIRES (2)	PARIS		AIX		BOR- DEAUX		CAEN		DIJON		GRE- NOBLE		LILLE		LYON		MONTPEL LIER	
	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES
1893-1894 (3)....	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1894-1895	—	3	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
1895-1896	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
1896-1897	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1897-1898	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
1898-1899	2	2	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1899-1900	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—
1900-1901	—	6	—	—	1	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	—	2	—
1901-1902	2	8	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—
1902-1903	10	12	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	1	1	—
1903-1904	9	18	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2	—	1	1	6	—
1904-1905	17	30	2	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	1	1	5	—
1905-1906	23	50	2	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	1	—
1906-1907	30	78	3	—	1	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	2	—
1907-1908	36	92	2	—	2	—	—	—	3	—	1	—	—	—	1	—	3	—
1908-1909	38	84	1	—	1	—	1	—	1	—	1	—	2	—	1	—	5	—
1909-1910	37	87	1	—	1	—	1	—	2	—	1	—	2	—	2	—	1	—
1910-1911	40	75	2	—	1	—	1	—	2	—	1	—	2	—	2	—	5	—
1911-1912	36	63	1	—	1	—	1	—	1	—	1	—	1	—	2	—	5	—
1912-1913	43	41	2	1	2	—	1	—	1	—	2	—	3	—	3	—	4	—
1913-1914	46	46	—	1	3	—	1	—	2	—	1	—	3	—	4	—	7	—
1914-1915 (4)....	44	14	—	—	6	—	—	—	1	—	4	—	3	—	1	—	3	—
1915-1916 (4)....	64	13	2	—	12	1	1	—	2	—	5	—	—	—	2	—	8	—
1916-1917 (4)....	95	14	3	—	14	—	2	—	5	—	3	—	—	—	3	—	12	—
1917-1918 (4)....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—
1918-1919 (5)....	187	10	12	—	22	1	3	—	10	—	39	3	2	—	10	—	9	—
1919-1920 (6)....	280	32	17	—	26	1	19	—	10	—	46	3	11	1	12	—	16	—
1920-1921	465	44	33	1	31	—	36	1	13	1	40	6	22	—	12	—	21	—
1921-1922	552	40	27	2	28	—	15	1	14	—	43	2	24	—	21	1	33	1
1922-1923	590	38	28	—	43	2	10	—	15	—	45	2	24	—	20	1	42	1
1923-1924	594	49	33	—	40	3	17	—	17	—	29	1	24	—	23	3	53	6
1924-1925	736	50	48	1	41	3	31	—	15	—	26	11	26	—	37	3	63	3
1925-1926	807	71	53	1	51	2	37	1	35	—	26	25	28	—	26	6	48	5
1926-1927	783	61	59	4	50	—	41	5	43	—	28	44	38	1	42	4	54	5
1927-1928	921	113	76	—	57	1	52	6	48	—	36	44	33	4	46	4	59	4
1928-1929 (7)...	943	115	64	4	75	1	39	6	45	—	39	49	42	1	51	6	53	4

(1) Les Facultés de Droit comprennent :

A. — Les étudiants inscrits : en vue du certificat de capacité; en vue de la licence en vue du doctorat; en vue d'un diplôme, titre ou certificat universitaire.

B. — Les étudiants immatriculés : en vue de l'agrégation; en vue d'un diplôme, titre ou certificat universitaire; sans rechercher ni grade, ni diplôme; en cours irrégulier d'études.

C. — Les étudiants ayant subi des examens en vertu d'inscriptions non périmées ou prises dans un établissement libre d'enseignement supérieur.

(2) De 1893-1894 à 1913-1914 inclusivement, le relevé du nombre des étudiantes est donné à la date du 15 janvier de chaque année scolaire. Depuis 1914-1915, le relevé du nombre des étudiantes est donné à la date du 31 juillet de chaque année scolaire.

(3) Seule les Facultés de Droit, la Faculté de Paris comptait des étudiantes avant l'année scolaire 1893-94 (voir Tableau VI).

(4) Facultés des régions non envahies seulement. Le nombre des étudiantes pendant l'année scolaire 1917-18 fait défaut.

(5) Dans les anciennes frontières de 1914.

(6) Dans les frontières de 1919 depuis 1920.

FACULTÉS DE DROIT (1)

I- RS	RENNES		TOU- LOUSE		ALGER		STRAS- BOURG		Nombre total d'étudiantes			Nombre total d'étudiants			Total général ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS
	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	TOTAL	FRANÇAIS	ÉTRANGERS	TOTAL	
									2	3	5	8.014	334	8.348	8.353
									2	4	6	7.811	246	8.057	8.063
									2	1	3	8.485	294	8.779	8.782
									3	1	4	7.897	246	8.143	8.147
									2	3	5	8.889	477	9.366	9.371
									3	4	7	8.834	398	9.232	9.239
			1						2	3	5	9.285	419	9.704	9.709
	1		1						4	12	16	9.676	460	10.136	10.152
			2						10	11	21	9.954	497	10.451	10.472
			2		1				14	21	35	10.417	478	10.895	10.930
			2		2				18	26	44	10.954	475	11.429	11.473
			1		2				23	34	57	11.936	535	12.471	12.528
			2		2				30	56	86	13.630	596	14.226	14.312
			1		3				38	86	124	14.762	665	15.427	15.551
			3		3				48	101	149	15.317	849	16.166	16.315
	1		2	1	2				52	97	149	15.890	1.007	16.897	17.046
	2		1	3	1				51	101	152	15.706	1.057	16.763	16.915
	2		2	4	2				62	88	150	16.067	1.075	17.142	17.292
	2		2	4	2	1			61	81	142	15.774	1.111	16.885	17.027
	1		3	3	2				69	50	119	15.516	1.128	16.644	16.763
	4		4	3	6				88	61	149	15.198	1.118	16.316	16.465
	5		3		4				75	17	92	2.779	342	3.121	3.213
	6		4		3				113	17	130	2.821	552	3.373	3.503
1	5		4		2				153	15	168	2.713	685	3.398	3.566
2	24		21		13				360	16	376	6.190	1.169	7.359	7.735
23	1		21	1	18		4		518	40	558	12.025	1.365	13.390	13.948
27	2		30	1	35		14		804	57	861	14.772	1.743	16.515	17.376
35			35	1	35	1	34	1	928	51	979	15.380	1.567	16.947	17.926
29			26	1	37		35	2	985	48	1.033	14.723	1.441	16.164	17.197
36			34	1	49		36	3	1.023	63	1.086	13.302	1.495	14.797	16.883
29			39	2	68		43	1	1.248	87	1.335	13.414	1.768	15.182	16.517
36			41	2	59		51	3	1.371	136	1.507	13.398	2.510	15.908	17.415
52			38	1	62		33	4	1.392	144	1.536	12.760	2.829	15.589	17.125
64			49	1	81	1	40	4	1.637	207	1.844	12.782	2.926	15.658	17.502
1	64		65	2	81		31	5	1.686	223	1.909	12.910	2.562	15.472	17.381

(7) En 1929-30, le total général des étudiantes et étudiants se livrant aux études juridiques s'élevait à 19.586.

Nombre total d'étudiantes : 2.276 (1.967 Françaises et 309 étrangères).

Nombre total d'étudiants : 17.310 (14.339 Français et 2.971 étrangers).

NOMBRE DES ÉTUDIANTES DANS

ANNÉES	PARIS		BOR- DEAUX		LILLE		LYON		MONT- PELLIER		NANCY	
	Fac. mixte		Fac. mixte		Fac. mixte		Fac. mixte		Fac. mixte		Fac. mixte	
	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES
(2)												
1889-1890 (3)	18	120	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—
1890-1891	15	87	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
1891-1892	19	94	2	1	1	—	—	—	1	4	—	—
1892-1893	15	100	3	—	1	—	1	—	1	6	—	—
1893-1894	22	139	7	—	2	—	—	—	1	20	—	—
1894-1895	27	145	9	—	2	2	1	1	—	34	—	10
1895-1896	25	126	7	1	1	2	3	1	—	40	—	9
1896-1897	26	109	6	2	1	1	2	5	—	43	—	16
1897-1898	92	99	7	2	16	1	20	13	7	38	—	15
1898-1899	87	88	6	2	25	1	3	14	7	43	—	11
1899-1900	81	98	21	2	37	1	2	19	11	45	—	10
1900-1901	69	83	25	1	30	2	3	20	8	48	1	7
1901-1902	82	74	29	1	29	4	4	15	1	50	1	7
1902-1903	83	70	32	1	34	—	4	15	6	55	—	6
1903-1904	86	88	34	—	43	—	4	12	11	58	—	5
1904-1905	109	119	36	—	42	—	5	8	6	62	—	6
1905-1906	126	138	30	—	28	5	4	3	14	73	2	10
1906-1907	141	173	2	—	32	3	7	2	20	58	2	16
1907-1908	155	217	33	2	29	2	9	3	22	65	2	14
1908-1909	182	266	45	6	32	2	11	3	20	78	2	38
1909-1910	191	317	23	10	40	3	13	6	15	102	5	40
1910-1911	202	348	18	12	52	5	14	7	18	93	4	32
1911-1912	211	359	17	5	42	4	15	11	25	78	7	31
1912-1913	229	329	14	6	45	3	16	14	13	82	8	29
1913-1914	257	321	43	9	57	2	13	12	13	74	8	25
1914-1915 (4)	213	100	42	3	—	—	19	12	14	32	17	4
1915-1916 (4)	272	69	30	4	—	—	26	5	10	18	11	5
1916-1917 (4)	291	69	32	1	—	—	23	2	27	18	19	3
1917-1918 (4)												
1918-1919 (5)	454	58	58	8	25	1	30	8	30	20	11	6
1919-1920 (6)	512	80	57	9	37	—	54	14	23	15	19	7
1920-1921	576	107	72	12	36	1	69	23	33	16	39	15
1921-1922	635	103	85	12	46	1	74	26	57	16	44	13
1922-1923	664	112	86	10	39	2	72	31	66	17	55	10
1923-1924	690	113	87	12	61	2	62	25	91	12	61	9
1924-1925	727	147	111	6	74	3	112	16	108	18	68	14
1925-1926	738	159	166	14	79	3	126	22	111	18	67	31
1926-1927	769	170	157	26	99	5	133	10	92	30	68	49
1927-1928	876	186	162	27	110	2	137	7	76	26	81	90
1928-1929 (7)	847	231	169	26	119	5	154	7	76	36	100	138

(1) Les études médicales comprennent :

I. — Les études médicales proprement dites : étudiants inscrits en vue du doctorat d'Etat; étudiants inscrits en vue du doctorat universitaire; étudiants inscrits en vue d'autres titres universitaires; étudiants immatriculés en vue de titres ou diplômes universitaires; étudiants immatriculés sans rechercher aucun grade ni diplôme; étudiants ayant subi des examens en vertu d'inscriptions non périmées ou prises dans un établissement libre d'enseignement supérieur.

II. — Les études de chirurgie dentaire : étudiants inscrits en vue du diplôme d'Etat; étudiants inscrits en vue du diplôme universitaire; étudiants immatriculés en vue du diplôme d'Etat stagiaires.

III. — Les études de sage-femme : étudiantes immatriculées en vue du

LES FACULTÉS DE MÉDECINE (1)

TOULOUSE Fac. mixte		ALGER Fac. mixte		STRAS- BOURG		Nombre total d'étudiantes			Nombre total d'étudiants			Total général ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTES
FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	TOTAL	FRANÇAIS	ÉTRANGERS	TOTAL	
—	—	—	—	—	—	20	122	142	4.916	785	5.701	5.843
—	—	—	—	—	—	16	88	104	4.491	596	5.087	5.191
1	—	—	—	—	—	24	99	123	5.231	713	5.944	6.067
1	1	—	—	—	—	22	107	129	5.597	744	6.341	6.470
—	2	—	—	—	—	33	161	194	6.418	898	7.316	7.510
—	1	—	—	—	—	39	193	232	6.634	933	7.567	7.799
—	1	—	—	—	—	36	180	216	6.278	864	7.142	7.358
—	1	—	—	—	—	35	177	212	6.283	787	7.070	7.282
—	—	—	—	—	—	142	168	310	6.389	727	7.116	7.426
17	1	—	—	—	—	145	160	305	6.478	668	7.146	7.451
12	1	—	—	—	—	164	176	340	6.286	625	6.911	7.251
18	1	—	—	—	—	154	162	316	6.260	544	6.804	7.120
14	1	—	—	—	—	160	152	312	6.245	449	6.694	7.006
19	—	—	—	—	—	178	147	325	5.986	424	6.410	6.735
24	1	—	—	—	—	202	164	366	5.913	407	6.320	6.686
28	1	—	—	—	—	226	196	422	5.782	397	6.179	6.601
20	1	—	—	—	—	224	230	454	5.731	360	6.091	6.545
25	2	—	—	—	—	229	254	483	5.742	372	6.114	6.597
3	2	—	—	—	—	253	305	558	6.186	476	6.662	7.220
2	2	—	—	—	—	294	395	689	6.127	517	6.644	7.333
1	8	24	4	—	—	312	490	802	6.600	627	7.227	8.029
5	14	35	4	—	—	348	515	863	6.674	745	7.419	8.282
3	17	37	3	—	—	357	508	865	6.648	752	7.400	8.265
2	23	31	3	—	—	358	489	847	6.597	803	7.400	8.247
2	23	7	3	—	—	400	469	869	6.765	899	7.664	8.533
11	19	46	—	—	—	362	170	532	1.260	437	1.697	2.229
9	6	39	3	—	—	397	110	507	1.622	415	2.037	2.544
18	4	36	2	—	—	446	99	545	1.634	405	2.039	2.584
13	4	29	—	—	—	650	105	755	4.933	854	5.787	6.542
10	4	30	—	16	5	758	134	892	7.990	1.065	9.055	9.947
8	3	31	—	21	15	885	192	1.077	7.248	1.406	8.654	9.731
25	8	34	—	55	19	1.055	198	1.253	6.872	1.299	8.171	9.424
24	9	36	1	100	23	1.141	215	1.356	6.608	1.254	7.862	9.218
29	5	42	—	102	27	1.225	205	1.430	6.978	1.143	8.121	9.551
37	5	38	—	69	15	1.344	224	1.568	6.908	1.315	8.223	9.791
34	6	47	2	72	14	1.440	269	1.709	7.389	1.723	9.112	10.821
40	8	49	1	78	19	1.485	318	1.803	7.386	1.993	9.379	11.182
47	6	68	1	87	18	1.644	363	2.007	7.778	2.329	10.107	12.114
43	6	63	3	91	31	1.662	483	2.145	7.844	2.629	10.473	12.618

diplôme de première classe; étudiantes immatriculées en vue du diplôme de deuxième classe.

(2) De 1889-90 à 1913-14 inclusivement, le relevé du nombre des étudiants est donné à la date du 15 *janvier* de chaque année scolaire. Depuis 1914-15, le relevé du nombre des étudiants est donné à la date du 31 *juillet* de chaque année scolaire.

(3) Quelques Facultés comptaient des étudiantes avant l'année scolaire 1889-90 : Faculté de Paris (v. tableau VI), Facultés de Bordeaux, de Lille, de Montpellier, v. p. 163.

(4), (5), (6) V. Tableau XIII, notes 4, 5, 6.

(7) En 1929-30, le total général des étudiantes et étudiants se livrant aux études médicales dans les Facultés nommées ci-dessus et dans les Ecoles de plein exercice et Ecoles préparatoires énumérées p. 178-179 s'élevait à 16.300 environ.

NOMBRE DES ÉTUDIANTES DANS LES ÉCOLES DE PLEIN EXERCICE ET DANS LES

ANNÉES SCOLAIRES (2)	ALGER École de plein exercice		AMIENS		ANGERS		BESANÇON		CAEN		CLER- MONT (7)		DIJON		GRE- NOBLE		LIMOGES		MAR- SEILLE École de plein exer- cice (8)	
	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES
1889-1890 (3)	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
1890-1891...	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—
1891-1892...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—
1892-1893...	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	1
1893-1894...	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	3	—
1894-1895...	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
1895-1896...	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—
1896-1897...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
1897-1898...	—	—	5	—	30	—	—	—	5	—	1	—	—	—	9	—	—	—	51	—
1898-1899...	14	—	10	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	9	—	23	—	52	—
1899-1900...	17	—	12	—	34	—	—	—	6	—	1	—	—	—	10	1	20	—	52	1
1900-1901...	23	—	10	—	25	—	—	—	5	—	1	—	14	—	9	—	—	—	48	1
1901-1902...	21	—	7	1	—	—	1	—	5	—	—	—	16	—	9	—	17	—	53	—
1902-1903...	23	—	—	—	—	—	—	—	11	—	—	—	16	—	16	—	18	—	52	—
1903-1904...	37	—	6	—	—	—	—	—	8	—	—	—	46	—	18	—	18	—	69	4
1904-1905...	37	1	6	—	—	—	—	—	7	—	1	—	41	—	17	—	14	—	71	6
1905-1906...	30	1	10	—	—	—	—	—	9	—	2	—	43	—	19	—	11	—	88	3
1906-1907...	31	—	16	—	—	—	—	—	7	—	4	—	48	—	28	1	21	—	83	3
1907-1908...	30	1	12	2	—	—	—	—	10	—	3	—	55	—	22	5	22	—	79	5
1908-1909...	26	1	13	4	—	—	1	—	8	—	2	—	48	—	21	7	18	—	80	6
1909-1910...	—	—	13	—	—	—	—	—	15	—	1	—	46	—	21	7	20	—	81	5
1910-1911...	—	—	14	5	—	—	1	1	11	—	1	—	51	—	18	5	23	—	83	2
1911-1912...	—	—	10	4	—	—	1	—	14	—	—	—	1	—	13	6	19	—	4	4
1912-1913...	—	—	6	2	—	—	3	—	9	—	—	—	32	—	13	1	1	—	79	2
1913-1914...	—	—	9	—	1	—	3	—	12	—	1	—	29	—	16	2	—	—	84	—
1914-1915 (4)	—	—	8	—	10	—	4	—	6	—	2	—	36	—	13	—	10	—	69	1
1915-1916 (4)	—	—	10	—	11	—	—	—	5	—	1	—	37	—	5	—	17	—	70	1
1916-1917 (4)	—	—	9	1	15	—	—	—	8	—	2	—	35	—	10	—	20	—	84	—
1917-1918 (4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1918-1919 (5)	—	—	36	—	13	—	—	—	8	—	6	—	38	—	27	—	8	—	72	1
1919-1920 (6)	—	—	3	—	16	—	—	—	12	—	21	—	3	—	7	3	11	—	67	2
1920-1921...	—	—	3	—	18	—	1	—	14	—	28	—	—	—	9	3	18	—	81	6
1921-1922...	—	—	4	—	20	—	2	—	16	—	28	—	—	—	8	—	19	—	94	4
1922-1923...	—	—	8	—	32	—	1	—	13	—	39	—	1	—	12	—	22	—	70	4
1923-1924...	—	—	9	—	35	—	1	—	16	—	37	—	1	—	10	—	20	—	90	1
1924-1925...	—	—	6	1	34	—	—	—	16	—	25	—	1	—	14	2	21	—	101	1
1925-1926...	—	—	4	1	40	—	44	—	10	—	30	—	2	—	18	3	22	—	86	1
1926-1927...	—	—	8	—	40	—	30	—	12	—	50	—	4	—	16	6	24	—	103	2
1927-1928...	—	—	14	—	43	—	30	—	13	—	49	—	3	—	19	2	25	—	105	2
1928-1929 (9)	—	—	13	—	40	—	31	—	15	—	55	—	5	—	14	1	29	—	120	4

(1) De 1889-1890 à 1893-1894 inclusivement, les statistiques du Ministère de l'Instruction publique ne donnent pas séparément le nombre des étudiants inscrits à la Médecine et à la Pharmacie. Ce tableau représente, pendant cette période, le nombre total des étudiants inscrits dans les Ecoles de plein exercice et dans les Ecoles préparatoires de Médecine et de Pharmacie.

XV

ÉCOLES PRÉPARATOIRES DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE. (MÉDECINE) (1)

NANTES Ecole de plein exercice	POI- TIERS		REIMS		RENNES Ecole de plein exercice	ROUEN		TOULOUSE Ecole de plein exercice	TOURS		Nombre total d'étu- diantes			Nombre total d'étudiants			Total général ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS
	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES		FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES		FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	TOTAL	FRANÇAIS	ÉTRANGERS	TOTAL	
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	4	—	4	1.352	15	1.367	1.371
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	8	—	8	1.681	18	1.699	1.707
1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	5	—	5	1.546	27	1.573	1.578
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	1	11	1.713	25	1.738	1.749
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	—	9	2.021	21	2.042	2.051
2	—	—	—	—	—	1	—	—	2	—	9	—	9	1.177	11	1.188	1.197
1	—	—	—	—	—	1	—	—	2	—	8	—	8	1.110	10	1.120	1.128
2	—	—	—	—	—	1	—	—	2	—	7	—	7	1.146	15	1.161	1.168
1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	156	—	156	1.166	13	1.179	1.335
2	—	—	16	—	23	13	—	—	—	—	165	1	166	1.249	11	1.260	1.426
2	—	—	12	—	27	15	1	—	—	—	186	2	188	1.328	14	1.342	1.530
1	—	—	13	—	15	—	—	—	—	—	191	1	192	1.304	11	1.315	1.507
2	—	—	16	—	16	14	—	—	—	—	172	1	173	1.229	9	1.238	1.411
1	—	—	17	—	16	—	—	—	—	—	174	—	174	1.181	14	1.195	1.369
—	—	—	16	—	19	—	—	—	3	—	174	—	174	1.181	14	1.195	1.369
—	—	—	24	—	14	—	—	—	7	—	247	5	252	1.295	11	1.306	1.558
1	—	—	21	—	18	—	—	—	16	—	250	8	258	1.313	12	1.325	1.583
1	—	—	21	—	18	—	—	—	11	—	263	4	267	1.289	10	1.299	1.566
2	—	—	23	—	28	1	2	—	14	—	307	6	313	1.371	16	1.387	1.700
2	—	—	16	—	22	—	5	—	12	—	286	18	304	1.540	20	1.560	1.864
3	—	—	10	—	27	1	10	—	9	—	268	28	296	1.557	21	1.578	1.874
2	—	—	17	—	21	4	7	—	12	—	253	19	272	1.413	7	1.420	1.692
3	—	—	20	—	23	4	2	—	18	—	270	15	285	1.352	14	1.366	1.651
4	—	—	13	—	18	2	4	—	17	—	116	18	134	1.365	23	1.388	1.522
5	—	—	15	—	24	4	4	—	10	—	201	9	210	1.258	29	1.287	1.497
15	—	—	21	—	10	3	4	—	9	—	213	6	219	1.246	47	1.293	1.512
28	1	—	—	—	27	16	—	—	8	—	238	2	240	459	16	475	715
36	—	—	—	—	23	32	—	—	10	—	257	1	258	448	13	461	719
35	—	—	—	—	21	29	—	—	7	—	276	1	277	504	10	514	791
39	—	—	—	—	29	22	—	—	11	—	278	1	279	1.369	79	1.448	1.727
67	—	—	—	—	21	13	—	—	20	—	264	5	269	1.745	29	1.774	2.043
80	2	—	6	—	30	17	—	—	21	—	328	12	340	1.257	16	1.273	1.613
92	2	—	18	—	30	9	—	—	21	—	363	7	370	1.348	27	1.375	1.745
128	4	—	16	1	36	11	1	—	31	—	420	10	430	1.254	24	1.278	1.708
122	1	—	16	—	38	12	1	—	24	—	431	3	434	1.010	20	1.030	1.464
113	—	—	21	—	36	9	1	—	19	—	417	5	422	1.016	21	1.037	1.459
104	—	—	9	—	36	11	—	—	26	1	443	6	449	995	21	1.016	1.465
108	—	—	11	—	39	14	—	—	31	—	490	8	498	1.114	50	1.164	1.662
89	—	—	14	—	47	6	—	—	35	—	494	4	498	1.185	56	1.241	1.739
96	—	—	22	—	49	8	3	—	41	1	540	9	549	1.301	106	1.407	1.956

(2) V. Tableau XIV, note 2.

(3) Quelques Ecoles comptaient des étudiantes avant l'année scolaire 1889-1890 :

l'Ecole de plein exercice d'Alger, l'Ecole préparatoire de Dijon. V. p. 171.

(4), (5), (6) V. Tableau XIII, notes 4, 5, 6.

(7) Ecole de plein exercice en 1930-31.

(8) Faculté mixte de Médecine et de Pharmacie en 1930-31.

(9) V. p. 177, note 7.

ANNÉES SCOLAIRES (2)	PARIS		BESANÇON		BOR- DEAUX		CAEN		CLER- MONT		DIJON		GRE- NOBLE		LILLE		LYON		MAR- SEILLE		MONT- PELLIER	
	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES
1889-1890 (3)	6	12	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	5	—	1	—	1	—	1	—	—	—
1890-1891 ..	4	12	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	1	—	—	1
1891-1892 ..	4	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	2	—	—	—	—	—
1892-1893 ..	7	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	—	—	—	6
1893-1894 ..	12	9	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	3	—	4	—	3	—	—	—	—	—
1894-1895 ..	20	7	—	—	4	—	—	—	—	—	2	—	—	—	3	—	2	—	1	—	—	8
1895-1896 ..	20	21	—	—	8	—	—	—	1	—	—	—	1	—	2	2	1	—	—	—	4	28
1896-1897 ..	21	14	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	4	1	—	—	1	25
1897-1898 ..	10	20	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2	8	3	—	2	26
1898-1899 ..	18	13	—	—	7	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	2	8	—	—	4	25
1899-1900 ..	23	32	—	—	4	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	2	8	2	—	3	33
1900-1901 ..	26	23	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	9	1	—	1	29
1901-1902 ..	21	34	—	—	5	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	8	3	—	2	16
1902-1903 ..	26	60	—	—	10	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	8	5	—	1	41
1903-1904 ..	41	90	—	—	11	1	2	—	2	—	1	—	3	1	2	—	4	1	5	—	6	40
1904-1905 ..	38	117	—	—	7	—	3	—	3	—	1	—	4	—	2	—	2	1	4	—	9	49
1905-1906 ..	49	123	—	—	4	3	1	—	5	—	—	—	3	1	1	—	4	5	—	—	19	47
1906-1907 ..	89	153	1	1	8	2	2	—	11	—	2	—	4	4	4	—	20	6	16	1	20	69
1907-1908 ..	81	157	4	—	16	2	2	1	18	—	2	2	4	3	7	1	6	4	23	1	33	58
1908-1909 ..	135	172	3	4	19	1	3	—	19	—	2	2	3	8	9	1	21	1	21	3	33	51
1909-1910 ..	99	130	4	2	10	—	2	—	14	1	6	—	7	5	12	2	21	4	22	2	27	36
1910-1911 ..	108	88	2	—	17	—	9	—	9	—	7	—	12	7	8	1	19	3	12	2	18	21
1911-1912 ..	143	105	6	1	18	—	10	3	13	—	11	—	14	4	12	—	12	6	13	2	19	20
1912-1913 ..	130	89	6	—	36	—	9	1	12	—	6	—	18	6	16	1	25	5	12	1	27	32
1913-1914 ..	184	70	13	—	42	—	11	—	13	—	6	—	10	6	22	—	26	5	17	1	33	31
1914-1915 (4)	203	57	9	—	39	—	12	—	18	—	7	—	21	1	—	—	24	1	18	1	37	10
1915-1916 (4)	218	30	15	—	60	1	20	—	17	—	9	—	40	2	—	—	43	—	34	2	33	7
1916-1917 (4)	251	31	17	3	69	8	28	—	14	—	13	—	47	10	—	—	52	3	36	3	46	14
1917-1918 (4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1918-1919 (5)	288	30	33	1	78	3	32	—	21	—	10	—	49	9	41	—	69	7	67	2	129	8
1919-1920 (6)	427	52	34	—	60	4	19	1	31	—	19	—	43	14	43	—	49	14	66	2	114	20
1920-1921 ..	493	59	31	—	37	5	19	6	25	1	12	—	35	6	47	—	63	8	83	—	87	20
1921-1922 ..	482	50	28	—	52	1	24	4	28	1	15	—	40	6	35	—	64	3	57	—	73	18
1922-1923 ..	488	44	32	—	52	—	31	3	27	—	17	—	31	—	61	—	98	5	65	—	62	6
1923-1924 ..	486	54	36	—	74	2	33	2	27	—	11	—	36	6	69	—	80	5	43	—	48	8
1924-1925 ..	466	86	36	—	63	1	32	—	32	1	19	—	16	13	60	—	94	8	73	3	41	12
1925-1926 ..	547	128	29	5	86	1	41	5	41	—	28	—	29	16	90	—	88	9	62	4	46	16
1926-1927 ..	558	170	27	7	68	3	34	6	35	—	33	—	43	16	60	3	83	7	48	10	73	30
1927-1928 ..	739	137	33	9	91	3	56	10	44	—	30	1	42	14	116	—	119	7	88	4	89	36
1928-1929 (7)	795	179	38	4	110	4	48	12	64	—	28	1	51	11	138	—	125	8	75	4	119	37

(1) Les Facultés des Sciences comprennent :

A. — Les étudiants inscrits : en vue du certificat d'études P.C.N.; en vue de certificats d'études supérieures de licence; en vue de diplômes ou certificats universitaires; en vue du titre d'ingénieur-docteur.

B. — Les étudiants immatriculés : en vue du doctorat ès sciences; en vue d'un diplôme d'études supérieures; en vue d'une agrégation de l'enseignement secondaire; en vue d'un certificat d'aptitude de l'enseignement secondaire; en vue d'un certificat de l'enseignement primaire supérieur; en vue d'un diplôme, brevet ou certificat universitaire; sans rechercher aucun grade ni diplôme; ne rentrant pas dans les catégories précédentes ou en cours irrégulier d'études.

XVI

LES FACULTÉS DES SCIENCES

CLERMONT	POI-TIERS	RENNES	TOU-LOUSE	ALGER	STRAS-BOURG	Nombre total d'étudiantes			Nombre total d'étudiants			Total général ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS
						FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	TOTAL	FRANÇAIS	ÉTRANGERS	TOTAL	
1	—	—	—	—	—	16	12	28	1.204	46	1.250	1.278
2	—	—	—	—	—	11	12	23	1.568	56	1.624	1.647
4	—	—	—	—	—	13	10	23	1.755	70	1.825	1.848
2	2	—	—	—	—	23	6	29	1.774	63	1.837	1.866
11	—	—	—	—	—	25	15	40	1.570	44	1.614	1.654
7	—	—	—	—	—	36	17	53	2.170	84	2.254	2.307
8	—	—	—	—	—	40	63	103	2.781	166	2.947	3.050
6	—	—	—	—	—	38	48	86	3.211	159	3.370	3.456
6	—	—	—	—	—	19	61	80	3.303	161	3.464	3.544
1	—	—	—	—	—	38	54	92	3.196	180	3.376	3.468
6	—	—	—	—	—	39	81	120	3.540	197	3.737	3.857
1	—	—	—	—	—	36	62	98	3.611	201	3.812	3.910
—	—	—	—	—	—	40	58	98	3.773	236	4.009	4.107
—	—	—	—	—	—	55	110	165	3.937	299	4.236	4.401
1	5	—	—	—	—	89	138	227	4.226	312	4.538	4.765
2	—	—	—	—	—	90	169	259	4.524	369	4.893	5.152
18	5	—	—	—	—	107	198	305	4.789	498	5.287	5.592
3	26	—	—	—	—	206	262	468	5.166	715	5.881	6.349
7	33	—	—	—	—	245	262	507	4.916	835	5.751	6.258
27	9	—	—	—	—	326	278	604	4.835	956	5.804	6.408
9	22	10	—	—	—	294	212	506	4.785	996	5.781	6.287
11	15	9	—	—	—	303	150	453	4.600	1.043	5.643	6.096
13	26	—	—	—	—	357	177	534	4.761	1.168	5.929	6.463
13	17	—	—	—	—	424	159	583	4.817	1.239	6.056	6.639
16	17	14	—	—	—	508	138	646	4.990	1.694	6.684	7.330
15	1	16	—	—	—	525	75	600	1.557	473	2.030	2.630
19	1	25	—	—	—	671	46	717	1.517	406	1.923	2.640
22	1	26	—	—	—	786	79	865	1.995	583	2.578	3.443
16	2	36	—	—	—	1.063	66	1.129	3.740	982	4.722	5.851
35	11	30	—	—	—	1.156	138	1.294	7.888	1.092	8.980	10.274
11	6	32	—	—	—	1.194	129	1.323	8.189	1.288	9.477	10.800
35	10	40	—	—	—	1.171	112	1.283	8.354	1.047	9.401	10.684
18	5	37	—	—	—	1.263	81	1.344	7.944	1.024	8.968	10.312
38	5	40	—	—	—	1.230	99	1.329	7.858	1.408	9.266	10.595
37	13	44	—	—	—	1.224	170	1.394	7.577	2.301	9.878	11.272
13	18	38	—	—	—	1.378	240	1.618	7.633	3.136	10.769	12.387
57	41	41	—	—	—	1.383	336	1.719	7.331	3.770	11.101	12.820
58	43	43	—	—	—	1.853	312	2.165	8.041	3.646	11.687	13.852
70	43	52	—	—	—	2.042	359	2.401	8.213	3.638	11.851	14.252

C. — Les étudiants ayant subi des examens en vertu d'inscriptions non périmées ou prises dans un établissement libre d'enseignement supérieur.

(2) V. Tableau XIV, note 2.

(3) Quelques Facultés comptaient des étudiantes avant l'année scolaire 1889-1890; Faculté de Paris (V. Tableau VI), Facultés de Clermont, de Lille, Ecole d'Alger, v. p. 165.

(4), (5), (6) V. Tableau XIII, notes 4, 5, 6.

(7) En 1929-30, le total général des étudiantes et étudiants se livrant aux études des sciences pures et appliquées dans les Facultés nommées ci-dessus et préparant le P.C.N. dans les Ecoles d'Amiens, d'Angers, de Limoges, de Nantes, de Reims, de Rouen et de Tours s'élevait à 15.276.

Nombre total d'étudiantes : 2.965 (2.579 Françaises et 386 étrangères).

Nombre total d'étudiants : 12.311 (8.514 Français et 3.797 étrangers).

TABLEAU

NOMBRE DES ÉTUDIANTES DANS

ANNÉES SCOLAIRES (2)	PARIS		AIX		BESANÇON		BOR- DEAUX		CAEN		CLER- MONT		DIJON		GRE- NOBLE		LILLE		LYON	
	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES
1889-1890 (3)	31	5	—	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37	2	11	2
1890-1891 ..	79	11	—	—	10	—	10	—	—	—	—	—	—	—	23	—	35	—	20	4
1891-1892 ..	88	28	—	—	—	—	11	—	—	—	—	—	—	—	23	—	29	—	18	2
1892-1893 ..	97	20	—	—	5	—	18	—	—	—	—	—	—	—	14	—	45	1	21	3
1893-1894 ..	180	23	—	—	3	—	15	—	—	—	—	—	—	—	6	—	61	—	17	2
1894-1895 ..	195	54	2	—	3	—	26	—	—	—	—	—	—	—	19	—	60	3	28	1
1895-1896 ..	241	86	1	—	7	—	24	—	—	—	—	—	—	—	22	—	51	2	34	1
1896-1897 ..	215	76	2	—	6	—	15	—	—	—	—	—	—	—	23	—	43	—	—	—
1897-1898 ..	88	41	—	—	4	—	14	—	—	2	6	—	—	—	25	1	—	—	23	—
1898-1899 ..	37	24	—	1	3	—	8	—	7	3	2	—	—	—	22	3	25	—	23	—
1899-1900 ..	53	65	—	1	1	—	15	—	1	1	2	—	—	—	18	5	15	—	30	1
1900-1901 ..	44	92	—	—	3	—	8	—	2	—	5	—	—	—	9	7	10	—	32	—
1901-1902 ..	84	150	—	—	4	—	10	—	7	1	2	—	1	—	7	17	13	—	45	9
1902-1903 ..	107	194	1	—	2	—	14	—	10	4	1	—	31	—	11	16	13	—	82	3
1903-1904 ..	117	203	3	—	5	1	13	—	22	4	6	—	38	1	12	17	16	1	65	8
1904-1905 ..	177	276	1	—	—	4	20	3	33	3	11	—	43	1	20	37	19	—	65	4
1905-1906 ..	278	398	—	—	5	3	29	—	32	2	8	—	27	1	26	37	43	1	55	4
1906-1907 ..	177	449	1	—	8	6	47	—	16	3	10	—	15	1	29	55	59	4	72	5
1907-1908 ..	326	665	—	—	8	11	62	—	9	2	16	3	21	3	32	58	80	2	79	5
1908-1909 ..	404	680	1	—	9	8	82	1	21	4	21	2	22	7	38	70	73	1	76	9
1909-1910 ..	553	747	3	—	5	7	77	—	18	21	18	3	15	5	42	99	63	5	92	8
1910-1911 ..	558	654	6	—	5	10	88	—	33	6	32	3	22	15	46	163	77	8	116	14
1911-1912 ..	596	645	4	—	10	14	71	8	26	7	23	3	15	5	64	196	72	5	130	11
1912-1913 ..	540	629	8	—	13	11	74	3	23	2	31	4	21	20	70	207	101	8	108	16
1913-1914 ..	602	640	8	—	14	16	78	7	29	4	21	3	34	19	67	205	89	7	130	6
1914-1915 (4)	412	97	9	—	16	7	70	3	21	—	21	—	12	1	68	91	—	—	71	—
1915-1916 (4)	578	114	17	—	20	—	109	4	26	—	21	—	10	—	92	52	—	—	112	1
1916-1917 (4)	736	100	20	—	23	—	112	3	32	1	31	6	18	2	97	143	—	—	156	2
1917-1918 (4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1918-1919 (5)	701	80	32	1	29	—	123	3	56	22	52	4	38	—	143	167	56	—	171	1
1919-1920 (6)	766	276	26	—	27	1	105	1	59	33	54	5	65	5	113	236	82	—	133	3
1920-1921 ..	902	375	29	—	25	3	146	6	53	39	94	10	22	10	157	257	101	1	116	5
1921-1922 ..	1.067	383	52	—	27	18	147	9	53	40	80	7	26	7	130	205	112	5	154	1
1922-1923 ..	1.227	395	47	3	50	11	148	9	73	42	73	24	62	7	166	280	112	6	138	10
1923-1924 ..	1.239	414	13	—	56	4	133	6	69	39	54	12	62	13	138	319	110	4	131	13
1924-1925 ..	1.446	593	85	3	76	9	146	8	73	39	73	26	95	28	165	405	127	21	161	24
1925-1926 ..	1.737	824	112	2	91	10	166	12	64	26	93	29	99	41	179	599	141	21	178	35
1692-1927 ..	1.740	1.403	131	8	94	5	192	18	74	30	115	6	107	83	196	634	163	42	171	35
1927-1928 ..	2.057	1.051	162	1	73	16	189	19	79	22	135	9	118	61	214	667	183	48	210	21
1928-1929 (7)	2.289	1.153	156	3	89	24	193	17	85	9	147	4	132	73	238	491	206	23	216	24

(1) Les Facultés des Lettres comprennent :

A. — Les étudiants inscrits : en vue de la licence; en vue de certificats d'études supérieures; en vue d'un diplôme universitaire.

B. — Les étudiants immatriculés : en vue du doctorat ès lettres; en vue d'un diplôme d'études supérieures; en vue d'une agrégation de l'enseignement secondaire; en vue d'un certificat d'aptitude de l'enseignement secondaire; en vue d'un certificat d'aptitude de l'enseignement primaire supérieur; en vue d'un diplôme, brevet ou certificat universi-

VII

S FACULTÉS DES LETTRES (1)

MONT- LIER	NANCY		POI- TIERS		RENNES		TOU- LOUSE		ALGER		STRAS- BOURG		Nombre total d'étudiantes			Nombre total d'étudiants			Total général ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS
	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	TOTAL	FRANÇAIS	ÉTRANGERS	TOTAL	
—	8	—	—	—	4	—	3	—	1	—	—	—	102	9	111	1.708	15	1.723	1.834
4	—	—	—	—	—	—	19	—	—	—	—	—	207	15	222	2.361	64	2.425	2.647
7	—	—	—	—	—	—	25	2	7	—	—	—	214	32	246	2.591	85	2.676	2.922
7	1	7	—	—	—	—	5	—	3	—	—	—	225	24	249	2.754	99	2.853	3.102
3	3	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	300	26	326	2.634	110	2.744	3.070
7	4	2	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	354	64	418	2.713	99	2.812	3.230
4	2	6	—	—	—	—	16	1	—	—	—	—	407	94	501	2.837	119	2.956	3.457
3	1	3	—	—	—	—	10	—	—	—	—	—	327	83	410	2.961	106	3.067	3.477
7	3	11	—	2	—	—	11	—	22	—	—	—	205	57	262	3.301	80	3.381	3.643
4	1	2	4	—	1	—	2	—	11	—	—	—	149	37	186	2.829	74	2.903	3.089
1	2	1	1	5	1	—	4	—	24	—	—	—	170	77	247	3.091	138	3.229	3.476
2	3	1	1	4	1	2	1	—	14	—	—	—	139	104	243	3.247	233	3.480	3.723
1	—	6	—	—	—	—	3	—	31	—	—	—	211	189	400	3.283	218	3.501	3.901
2	5	1	2	3	—	—	1	5	8	—	—	—	316	229	545	3.319	278	3.597	4.142
3	4	17	9	—	7	1	13	1	19	—	—	—	355	258	613	3.518	253	3.771	4.384
4	6	9	31	5	—	10	—	16	40	—	—	—	473	365	838	3.349	332	3.681	4.519
3	4	7	52	10	3	11	4	24	1	20	—	—	578	510	1.088	3.423	382	3.805	4.893
6	12	42	11	—	9	7	25	—	25	6	—	—	521	584	1.105	4.163	442	4.605	5.710
2	20	48	12	2	19	5	28	—	54	—	—	—	781	806	1.587	4.129	485	4.614	6.201
7	—	11	45	21	3	14	8	53	—	45	1	—	908	839	1.747	3.926	543	4.469	6.216
3	7	57	28	1	21	11	70	4	39	1	—	—	1.070	972	2.042	3.585	736	4.321	6.363
31	9	70	16	—	16	8	75	18	32	2	—	—	1.147	1.002	2.149	3.381	707	4.088	6.237
0	41	14	57	18	3	14	5	82	9	36	1	—	1.184	1.010	2.194	3.421	694	4.115	6.309
53	19	63	41	2	21	2	81	11	37	1	—	—	1.209	1.032	2.241	3.557	600	4.157	6.398
37	28	54	39	1	18	4	77	29	31	1	—	—	1.288	1.033	2.321	3.563	702	4.265	6.586
16	9	—	33	—	11	—	51	5	30	—	—	—	850	210	1.060	728	128	856	1.916
3	4	9	—	36	—	25	2	88	1	46	1	—	1.233	179	1.412	821	184	1.005	2.417
7	7	—	38	1	34	—	105	1	59	1	—	—	1.527	267	1.794	861	236	1.097	2.891
2	9	2	49	1	42	4	133	2	49	—	—	—	1.835	296	2.131	1.765	2.443	4.208	6.339
14	35	1	54	2	36	17	148	4	47	—	90	7	1.952	605	2.557	3.214	584	3.798	6.355
51	77	6	66	4	46	5	172	3	65	—	183	21	2.386	796	3.182	3.921	789	4.710	7.892
34	67	5	60	4	65	13	176	22	81	2	272	20	2.698	775	3.473	4.028	798	4.826	8.299
15	67	6	64	3	67	10	156	20	68	2	259	20	2.913	863	3.776	4.252	853	5.105	8.881
30	82	12	74	7	68	13	161	22	57	1	242	23	2.870	932	3.802	4.295	945	5.240	9.042
34	102	26	77	99	85	7	167	28	74	4	245	39	3.328	1.393	4.721	4.272	1.327	5.599	10.320
35	124	26	90	153	85	9	181	58	78	3	258	48	3.819	1.931	5.750	4.688	1.806	6.494	12.244
91	141	38	112	161	68	9	197	61	105	2	202	53	3.951	2.679	6.630	4.382	2.331	6.713	13.343
55	161	30	121	135	119	9	260	55	124	3	227	48	4.599	2.250	6.849	5.113	1.950	7.063	13.912
48	164	24	142	166	145	14	310	55	127	1	241	43	5.067	2.172	7.239	5.485	2.336	7.821	15.060

taire; sans rechercher aucun grade ni diplôme; ne rentrant pas dans les catégories précédentes (en cours irrégulier d'études).

C. — Les étudiants ayant subi des examens en vertu d'inscriptions non périmées ou prises dans un établissement libre d'enseignement supérieur.

(2) V. Tableau XIV, note 2.

(3) Quelques Facultés comptaient des étudiantes avant l'année scolaire 1889-90 : Faculté de Paris (v. Tableau VI), Faculté de Besançon, Ecole d'Alger, v. p. 167.

(4) (5) (6) V. Tableau XIII, notes 4, 5, 6.

(7) En 1929-30, le total général des étudiantes et étudiants se livrant aux études historiques, philologiques et littéraires s'élevait à 16.928.

Nombre total d'étudiantes : 8.237 (5.960 Françaises et 2.277 étrangères).

Nombre total d'étudiants : 8.691 (6.377 Français et 2.314 étrangers).

NOMBRE DES ÉTUDIANTES DANS

ANNÉES SCOLAIRES (2)	PARIS		BOR. DEAUX fac. mixte		LILLE fac. mixte		LYON fac. mixte		MONT- PELLIER		NANCY	
	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES
1891-1892 (3)	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
1892-1893	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
1893-1894	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
1894-1895	1	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
1895-1896	2	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
1896-1897	5	2	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—
1897-1898	43	3	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—
1898-1899	52	2	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—
1899-1900	48	2	8	—	1	—	—	—	—	—	—	—
1900-1901	57	1	7	—	5	—	—	—	1	—	—	—
1901-1902	53	—	1	—	6	—	2	—	3	—	—	—
1902-1903	50	—	1	—	4	—	4	—	6	—	—	—
1903-1904	48	2	11	—	1	—	6	—	5	—	—	—
1904-1905	50	2	2	—	1	—	5	—	5	—	—	—
1905-1906	45	1	2	—	—	—	3	—	3	—	—	—
1906-1907	48	3	1	—	—	—	2	—	3	—	1	—
1907-1908	42	2	1	—	—	—	—	—	3	—	1	—
1908-1909	46	3	6	—	3	—	1	—	1	—	1	—
1909-1910	47	3	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
1910-1911	45	3	—	—	4	—	1	—	1	—	—	—
1911-1912	30	2	—	—	4	—	1	—	1	—	—	—
1912-1913	36	2	10	—	1	—	1	—	—	—	1	—
1913-1914	31	—	8	—	1	—	1	—	1	—	1	—
1914-1915 (4)	66	3	14	—	—	—	2	—	4	—	3	—
1915-1916 (4)	87	2	23	—	—	—	2	—	4	—	6	—
1916-1917 (4)	109	2	14	—	—	—	6	—	4	—	2	—
1917-1918 (4)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1918-1919 (5)	108	5	24	—	22	—	6	—	20	—	7	—
1919-1920 (6)	152	3	31	—	19	—	20	—	23	—	11	—
1920-1921	169	2	45	—	17	1	42	—	35	1	16	1
1921-1922	233	1	55	—	35	1	43	—	38	1	21	1
1922-1923	283	1	52	—	43	1	57	—	45	1	34	2
1923-1924	314	3	65	1	49	1	70	—	45	1	45	3
1924-1925	264	3	69	1	43	—	71	—	66	2	46	4
1925-1926	407	4	85	—	54	1	75	—	78	1	45	4
1926-1927	470	5	112	—	62	—	83	2	87	2	44	2
1927-1928	558	2	126	—	84	—	107	3	105	3	57	5
1928-1929 (7)	516	16	133	1	79	—	122	3	92	4	70	10

(1) Les études pharmaceutiques comprennent :

A. — Les étudiants inscrits : en vue du diplôme d'Etat de pharmacien; en vue du diplôme supérieur de pharmacien; en vue d'un diplôme ou titre universitaire.

B. — Les étudiants immatriculés : en vue du certificat d'herboriste; en vue d'un diplôme ou titre universitaire; sans rechercher aucun grade ni diplôme; ne rentrant pas dans les catégories précédentes, en cours irrégulier d'études.

C. — Les étudiants ayant subi des examens en vertu d'inscriptions non périmées ou prises dans un établissement libre d'enseignement supérieur.

(2) De 1891-92 à 1913-14 inclusivement, le relevé du nombre des étudiants

XVIII

LES FACULTÉS DE PHARMACIE (1)

TOULOUSE fac. mixte		ALGER fac. mixte		STRAS. BOURG		Nombre total d'étudiantes			Nombre total d'étudiants			Total général ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS
FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	TOTAL	FRANÇAIS	ÉTRANGERS	TOTAL	
—	—	—	—	—	—	1	—	1	1.955	28	1.983	1.984
1	—	—	—	—	—	3	—	3	1.981	29	2.010	2.013
1	—	—	—	—	—	2	1	3	2.102	54	2.156	2.159
1	—	—	—	—	—	4	1	5	2.172	54	2.226	2.231
1	—	—	—	—	—	5	1	6	2.332	31	2.363	2.369
1	—	—	—	—	—	9	2	11	2.369	30	2.399	2.410
1	—	—	—	—	—	47	3	50	2.409	25	2.434	2.484
1	—	—	—	—	—	56	2	58	2.505	27	2.532	2.590
—	—	—	—	—	—	57	2	59	2.466	30	2.496	2.555
1	—	—	—	—	—	71	1	72	2.398	29	2.427	2.499
3	—	—	—	—	—	68	—	68	2.328	28	2.356	2.424
3	—	—	—	—	—	68	—	68	2.434	24	2.458	2.526
3	—	—	—	—	—	74	2	76	2.326	21	2.347	2.423
1	—	—	—	—	—	64	2	66	2.175	19	2.194	2.260
1	—	—	—	—	—	54	1	55	1.895	24	1.919	1.974
1	—	—	—	—	—	56	3	59	1.652	24	1.676	1.735
1	—	—	—	—	—	48	2	50	1.504	20	1.524	1.574
1	—	—	—	—	—	59	3	62	1.427	21	1.448	1.510
1	—	—	—	—	—	50	3	53	1.377	18	1.395	1.448
—	—	—	—	—	—	51	3	54	1.264	21	1.285	1.339
—	—	2	—	—	—	38	2	40	1.296	22	1.318	1.358
—	—	2	—	—	—	51	2	53	1.242	17	1.259	1.312
—	—	1	—	—	—	44	—	44	1.275	18	1.293	1.339
17	—	—	—	—	—	90	3	93	237	9	246	337
—	—	4	—	—	—	126	2	128	378	19	397	525
7	—	3	—	—	—	145	2	147	401	14	415	562
12	—	10	—	—	—	209	5	214	976	25	1.001	1.215
26	—	12	—	6	—	300	3	303	1.374	16	1.390	1.693
32	—	12	—	3	—	371	5	376	1.225	26	1.251	1.627
31	—	19	—	4	—	479	4	483	1.257	19	1.276	1.759
48	—	25	—	12	—	599	5	604	1.406	25	1.431	2.035
52	—	41	—	25	—	706	9	715	1.526	46	1.572	2.287
51	1	42	—	20	4	672	14	686	1.740	74	1.814	2.500
72	—	50	—	23	15	889	25	914	1.840	110	1.950	2.864
102	1	65	1	30	22	1.055	35	1.090	2.085	125	2.210	3.300
108	—	69	1	29	41	1.243	55	1.298	2.304	114	2.418	3.715
120	—	74	1	30	43	1.236	78	1.314	2.416	122	2.538	3.268

est donné à la date du 15 janvier de chaque année scolaire. Depuis 1914-15, le relevé du nombre des étudiants est donné à la date du 31 juillet de chaque année scolaire.

(3) La Faculté de Pharmacie de Montpellier (Ecole supérieure de Pharmacie à cette époque) compte une étudiante avant l'année scolaire 1891-92. V. p. 169.

(4), (5), (6) V. Tableau XIII, notes 4, 5, 6.

(7) En 1929-30, le total général des étudiantes et étudiants se livrant aux études pharmaceutiques dans les Facultés nommées ci-dessus et dans les Ecoles de plein exercice et Ecoles préparatoires énumérées p. 186-187 s'élevait à 5.242.

Nombre total d'étudiantes : 1.867 (1.786 Françaises et 81 étrangères).

Nombre total d'étudiants : 3.375 (3.221 Français et 154 étrangers).

TABLEAU

NOMBRE DES ÉTUDIANTES DANS LES ÉCOLES DE PLEIN EXERCICE ET DANS LES

ANNÉES SCOLAIRES (2)	ALGER École de plein exercice		AMIENS		ANGERS		BESANÇON		CAEN		CLER- MONT (6)		DIJON		GRE- NOBLE		LIMOGES		MAR- SEILLE École de plein exer- cice (7)	
	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES
1894-1895 ..	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1895-1896 ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1896-1897 ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
1897-1898 ..	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
1898-1899 ..	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	1	—
1899-1900 ..	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
1900-1901 ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
1901-1902 ..	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
1902-1903 ..	1	—	1	—	2	—	3	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	1	—
1903-1904 ..	1	—	1	—	1	—	3	—	—	—	3	—	2	—	1	—	4	—	1	—
1904-1905 ..	1	—	—	—	1	—	2	—	—	—	3	—	2	—	1	—	4	—	1	—
1905-1906 ..	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	1	—	1	—	2	—
1906-1907 ..	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
1907-1908 ..	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—
1908-1909 ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
1909-1910 ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
1910-1911 ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
1911-1912 ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1912-1913 ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1913-1914 ..	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
1914-1915 (3)	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
1915-1916 (3)	—	—	2	—	5	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—	—	1	—
1916-1917 (3)	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	5	—
1917-1918 (3)	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—
1918-1919 (4)	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	6	—	1	—	6	—	—	—	17	—
1919-1920 (5)	—	—	2	—	2	—	1	—	3	—	10	—	1	—	3	—	3	—	29	—
1920-1921 ..	—	—	5	—	2	—	3	—	5	—	7	—	1	—	5	—	6	—	37	—
1921-1922 ..	—	—	9	—	11	—	7	—	3	—	7	—	7	—	10	—	9	—	42	—
1922-1923 ..	—	—	7	—	10	—	8	—	5	—	9	—	5	—	7	—	10	—	55	—
1923-1924 ..	—	—	5	—	14	—	4	—	4	—	18	—	12	—	7	—	9	—	58	—
1924-1925 ..	—	—	7	—	11	—	3	—	5	—	11	—	14	—	3	—	17	—	61	—
1925-1926 ..	—	—	5	—	13	—	2	—	5	—	22	—	12	—	8	—	16	—	51	—
1926-1927 ..	—	—	6	—	7	—	4	—	5	—	34	—	13	—	11	—	22	—	72	—
1927-1928 ..	—	—	9	—	3	—	4	—	5	—	34	—	13	—	13	—	22	—	76	—
1928-1929 (8)	—	—	12	—	8	—	3	—	3	—	55	—	7	—	15	—	18	—	86	—

(1) (2) (3) (4) (5) V. Tableau XIII, notes 1, 2, 4, 5, 6.

(6) École de plein exercice en 1930-31.

(7) Faculté mixte de Médecine et de Pharmacie en 1930-31.

(8) V. p. 185, note 7.

XIX

ÉCOLES PRÉPARATOIRES DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE (Pharmacie) (1)

NANTES École de plein exercice	POI- TIERS		REIMS		RENNES École de plein exercice		ROUEN		TOURS		Nombre total d'étudiantes			Nombre total d'étudiants			Total général ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS
	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	TOTAL	FRANÇAIS	ÉTRANGERS	TOTAL	
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	661	1	662	666
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	701	1	702	707
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	778	—	778	783
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	8	830	4	834	842
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	838	8	846	849
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	828	6	834	840
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	832	11	843	848
3	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	12	—	12	902	8	910	922
3	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	26	—	27	1.026	11	1.037	1.064
3	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	24	—	24	966	11	977	1.001
1	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	22	—	22	846	6	852	874
—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	9	—	9	702	6	708	717
—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	7	—	7	543	5	548	555
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5	451	2	453	458
—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	5	—	5	374	1	375	380
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	304	3	307	310
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	291	2	293	293
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	246	3	249	250
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	247	3	250	253
3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	266	2	268	274
3	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	18	—	18	70	—	70	88
8	—	—	—	—	—	—	7	—	7	—	38	—	38	93	—	93	131
5	—	—	—	—	—	—	1	—	4	—	26	—	26	115	1	116	142
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
0	—	—	—	—	—	—	1	—	3	—	64	—	64	287	2	289	353
7	—	—	—	—	—	—	2	—	4	—	93	—	93	341	1	342	435
8	—	—	—	—	—	—	9	—	4	—	135	—	135	434	1	435	570
—	—	—	—	—	—	—	9	—	8	—	185	—	185	486	1	487	672
2	—	—	—	—	—	—	24	—	6	—	227	—	227	464	1	465	692
5	—	—	—	—	—	—	11	—	11	—	233	—	223	440	—	440	663
1	—	—	—	—	—	—	9	—	12	—	231	—	231	496	—	496	727
3	—	—	—	—	—	—	14	—	16	—	265	—	265	572	—	572	837
3	—	—	—	—	—	—	9	—	20	—	332	—	332	683	5	688	1.020
7	—	—	—	—	—	—	8	—	23	—	344	—	344	729	4	733	1.077
0	—	—	—	—	—	—	14	—	18	—	401	—	401	696	6	702	1.103

(12.669 Françaises et 3.338 étrangères) fréquentant les Facultés et Ecoles.

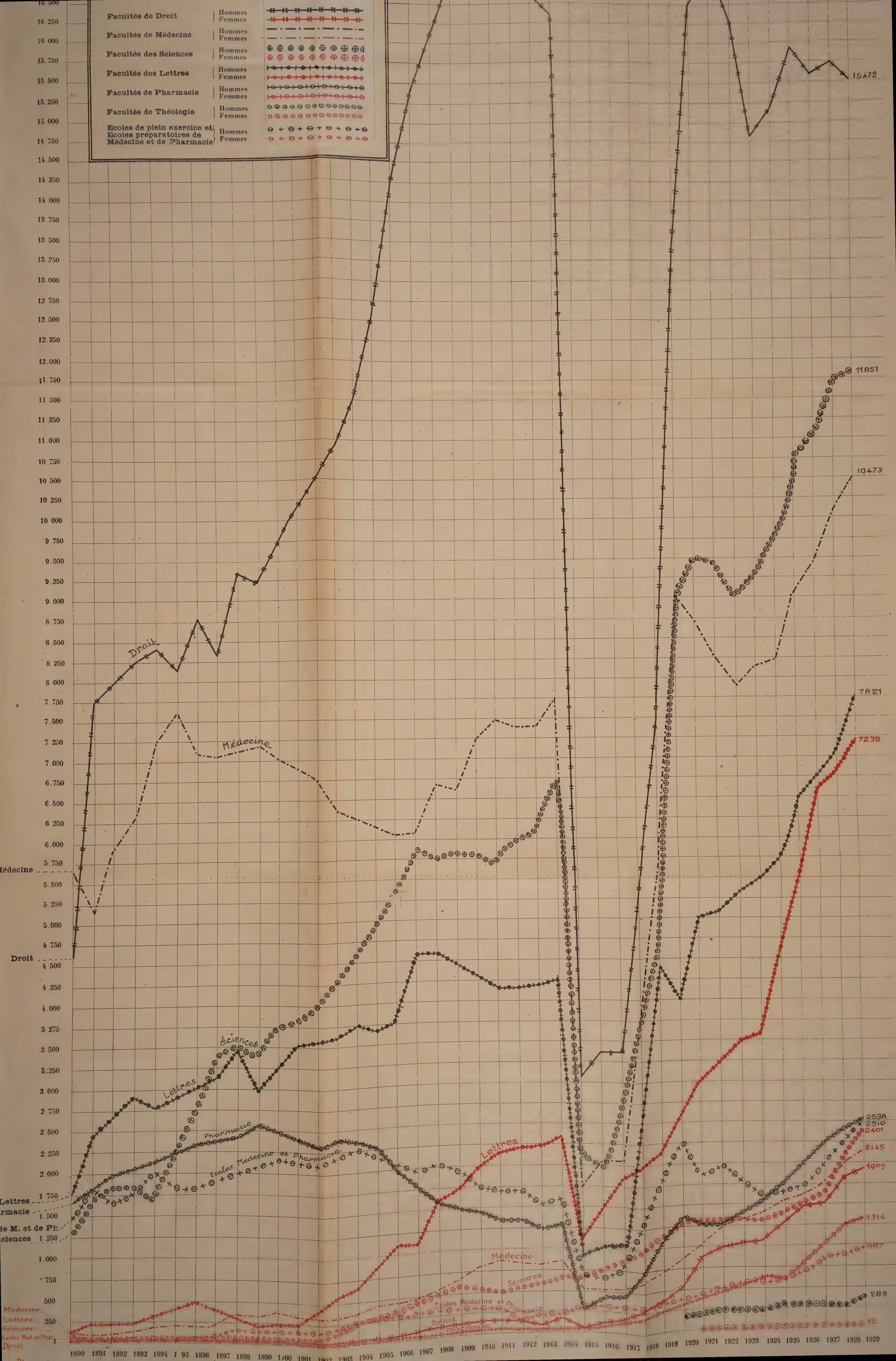
Ce graphique nous montre que : 1° l'effectif masculin a toujours été supérieur jusqu'ici à l'effectif féminin; 2° la différence qui existe entre le nombre des Français et celui des étrangers a continuellement été plus grande que celle qui existe entre le nombre des Françaises et celui des étrangères; 3° la courbe causée par la guerre est beaucoup moins accentuée pour les femmes que pour les hommes; 4° le relèvement du nombre des étudiants est plus rapide, mais moins régulier que celui des étudiantes de 1914-15 à 1928-29.

Les effectifs des étudiantes. — Au début, en 1889-90, le nombre des étrangères était supérieur à celui des Françaises, mais dès l'année suivante, le chiffre de ces dernières l'emporte sur celui des étrangères.

De 1893-94 à 1911-12 inclusivement, les courbes des Françaises et des étrangères sont presque parallèles.

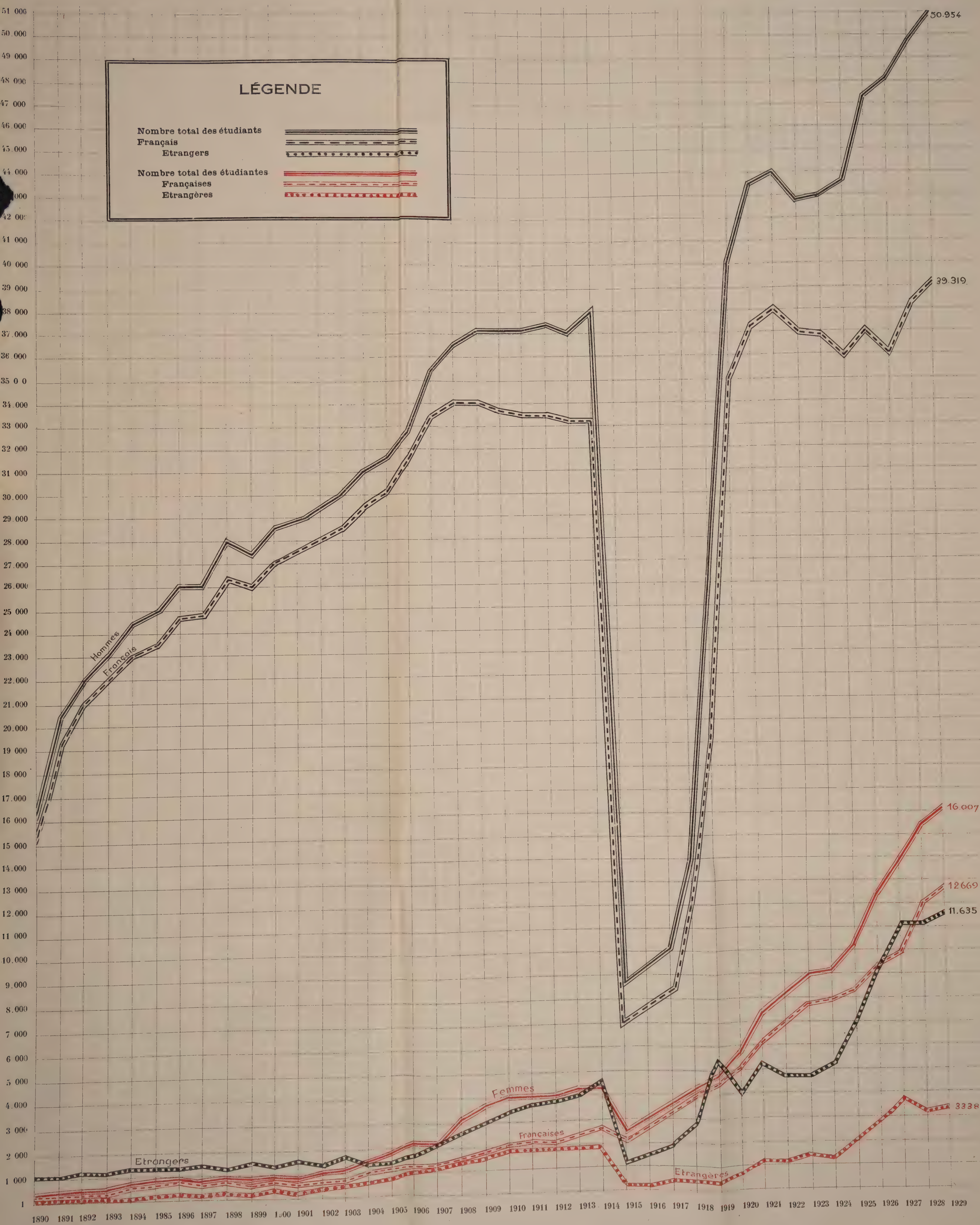
A partir de 1912-13, les deux courbes s'écartent l'une de l'autre et ce mouvement s'accroît de plus en plus jusqu'en 1928-29 inclusivement. Pendant la guerre, le chiffre des Françaises subit une diminution en 1914-15, mais se relève l'année suivante. La décroissance est plus sensible, pendant la même période, pour les étrangères et se stabilise, à quelques unités près, de 1914-15 à 1918-19 inclusivement.

En 1928-29, l'effectif total des femmes dans les Universités (16.007) dépassait de presque 1.000 unités celui de 1927-28. A cette époque, ce total comparé à ceux des autres pays, était supérieur à celui des étudiantes allemandes, italiennes, autrichiennes, etc... (voir Tableau XXIV).



Représentation graphique du nombre des étudiants (hommes, femmes) dans l'ensemble des Facultés et Écoles

TABLEAU XXIII



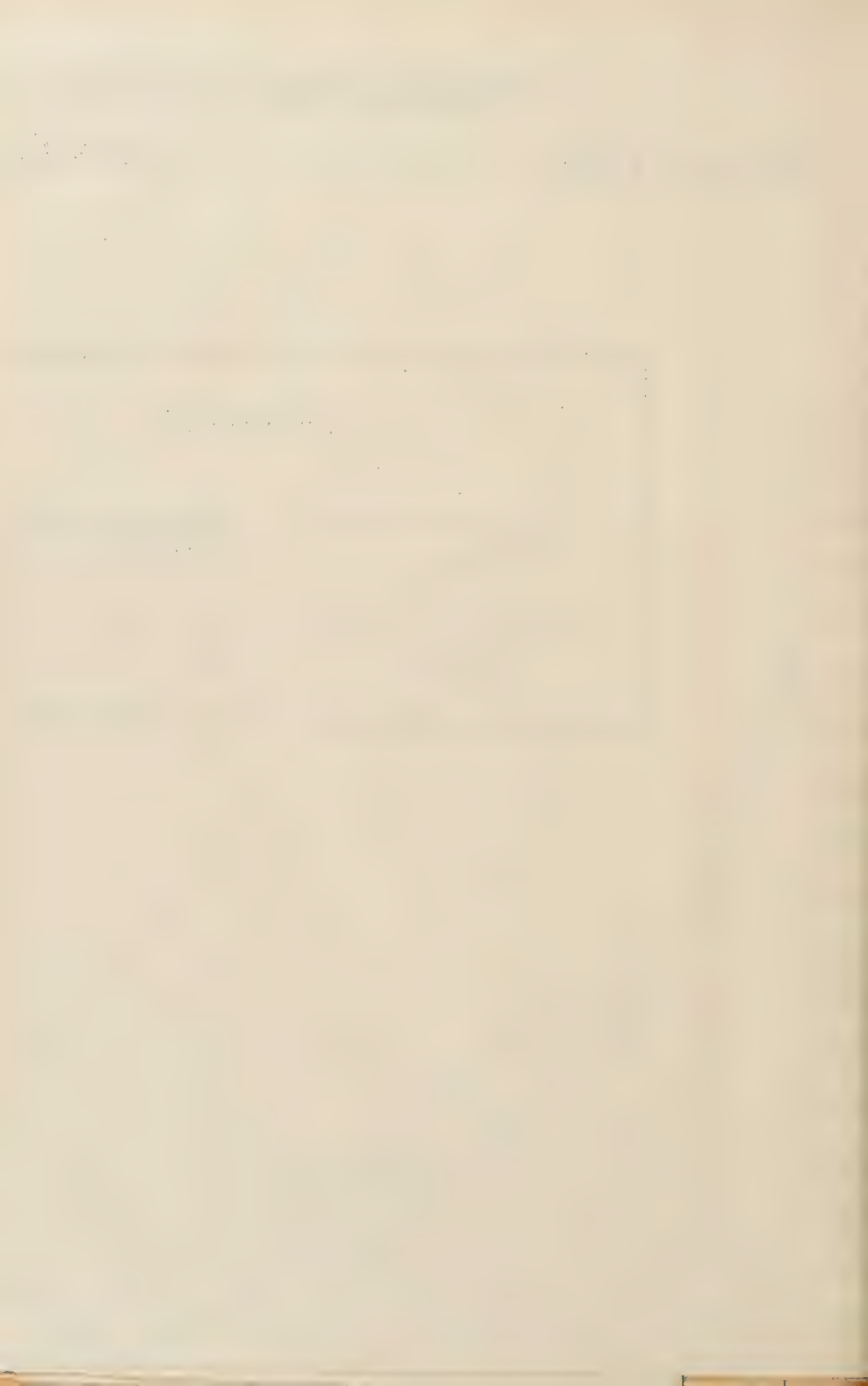


TABLEAU XXIV

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Nombre d'étudiantes (en milliers)

ANNÉES	DANEMARK	FINLANDE	RUSSIE	AUTRICHE	HONGRIE	SUISSE	EMPIRE ALLEMAND	PAYS-BAS	FRANCE	ITALIE	ÉTATS-UNIS
Vers											
1880....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1885....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1890....	—	0,0	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—
1895....	—	0,1	—	—	—	0,5	—	—	—	—	32,0
1900....	—	0,4	—	—	0,0	0,9	—	0,2	0,7	—	—
1905....	—	0,6	1,7	1,2	0,2	1,8	—	0,3	1,0	—	39,0
1910....	—	0,6	8,2	2,2	0,4	2,2	3,7	0,7	1,9	—	—
1911....	—	0,7	9,3	2,5	0,4	2,1	3,9	0,7	3,8	—	56,0
1912....	—	0,7	—	2,5	0,4	1,9	4,3	0,7	4,0	—	—
1913....	—	0,8	—	—	0,5	2,0	4,5	0,8	3,9	3,9	—
1914....	—	0,8	—	2,7	0,6	2,1	5,1	0,8	4,1	4,3	—
1915....	0,4	0,8	—	—	0,6	1,7	5,3	0,8	4,3	4,5	—
1916....	—	0,9	—	—	0,4	1,7	6,6	1,0	2,6	4,7	—
1917....	—	0,8	—	—	0,3	1,8	7,2	1,0	3,2	4,7	—
1918....	—	0,8	—	—	1,0	2,0	8,7	1,1	3,8	5,0	—
1919....	—	0,7	29,7	1,9	—	1,7	11,7	1,3	—	5,8	—
1920....	—	0,7	59,5	2,2	—	1,6	10,9	1,3	5,0	6,1	—
1921....	—	0,7	—	2,1	—	1,5	11,2	1,2	6,0	7,1	167,0
1922....	—	0,7	—	2,4	—	1,4	11,3	1,3	7,3	8,6	—
1923....	—	0,8	—	2,6	—	1,4	11,6	1,4	8,0	7,1	195,0
1924....	—	0,8	—	2,4	—	1,9	9,0	1,4	8,8	7,0	—
1925....	—	0,9	—	2,2	—	1,8	8,7	1,5	9,0	5,3	245,0
1926....	—	1,0	—	2,1	1,2	1,7	9,4	1,5	10,4	5,1	—
1927....	—	1,2	—	2,3	1,2	1,8	11,4	2,7	12,2	5,1	291,0
1928....	—	1,3	—	2,6	—	1,7	13,9	—	13,7	5,5	—
									15,1	6,7	—

(1) Voir *Annuaire statistique de la France*, 1928, p. 227*, 228* et 1929, p. 232*. L'Angleterre et le Pays de Galles, la Norvège, la Suède, la Belgique, le Japon, indiquant le nombre total d'étudiants sans distinction de sexe, ne sont pas mentionnés dans ce tableau.

2° Grades

Le décret du 17 mars 1808, « portant organisation de l'Université », énonce au titre III, article 16 : « Les grades dans chaque Faculté seront au nombre de trois, savoir : le *baccalauréat*, la *licence*, le *doctorat* ».

Les règles générales concernant les concours d'*agrégation* des Facultés sont contenues dans le Statut du 16 novembre 1874.

En 1866, V. Duruy publiait cette décision : « Les femmes sont autorisées à se présenter aux examens des Facultés. »

Quelques-unes avaient devancé cette date.

De même que pour les inscriptions des étudiantes dans les Facultés, le relevé des grades féminins n'existe pas depuis leur première prise de contact avec l'enseignement supérieur.

Dans les recherches que nous avons faites à ce sujet, nous n'avons pu découvrir que quelques documents : 1° une statistique concernant le *Relevé des grades obtenus dans les établissements d'enseignement supérieur par les étudiants femmes*, de 1875-76 à 1887-88; de 1888-89 à 1897-98; 2° un registre déposé aux Archives nationales : *Répertoire par nationalité des femmes admises aux grades*, de 1892-93 à 1902-03 (les deux dernières années scolaires font défaut); 3° une pièce d'archives conservée au Secrétariat de la Faculté de Médecine de Paris : *Grades obtenus par les femmes de 1866 à 1888*; 4° le *Catalogue des Thèses*.

Les statistiques relatives à la période antérieure à 1866 et à la période postérieure à 1900-01 sont dues à nos recherches personnelles. L'autorisation qu'ont bien voulu nous donner MM. les Secrétaires de mettre les archives des Facultés de l'Université de Paris à notre disposition, nous a permis de compléter ce travail. D'une enquête faite dans les Universités de province, il ne nous est parvenu que quelques renseignements fragmentaires.

Nous passerons en revue les grades suivants :

- A. — Le baccalauréat;
- B. — La licence;
- C. — Le doctorat.

Nous y joindrons l'*agrégation* des Facultés (Droit, Médecine, Pharmacie), les seules *agrégations* d'enseignement supé-

rieur qui subsistent actuellement), le diplôme de pharmacien et celui de chirurgien-dentiste.

A. — Baccalauréat (1).

C'est en 1861, que remonte le premier baccalauréat féminin (2). Pendant longtemps, les bachelières furent en petit nombre. « En 1887, c'était alors un phénomène extraordinaire pour une jeune fille, dit Mme Crouzet-Ben-Aben, que de se présenter à cet examen. Aux épreuves écrites, sur une centaine de candidats, on remarquait deux robes : encore la seconde était-elle une soutane. Afin que la candidate ne fût pas mêlée à la foule, on lui avait réservé une place à part au bout de la propre table des examinateurs. Quand on proclama les résultats, le président du jury crut devoir signaler la nouveauté du fait par une petite allocution et les échos des journaux trouvèrent, dans cette audace féminine, de la copie pour le lendemain » (3).

Les études féminines ne préparaient pas au baccalauréat.

(1) Notre étude portera sur les baccalauréats ès lettres et ès sciences. Ces baccalauréats comportent plusieurs régimes (v. P. Meuriot, *Le Baccalauréat*).

Pour simplifier l'étude de cette question, nous distinguerons les périodes suivantes :

a — De 1808 à 1890.

1° Baccalauréat ès lettres;

2° Baccalauréat ès sciences } bac. complet
bac. restreint, créé en 1859 pour les étudiants en médecine. Pour les études

médicales, il fut demandé jusqu'en 1859 le bac. ès lettres et le bac. ès sciences.

b — De 1890 à 1902.

1° Baccalauréat de l'enseignement secondaire classique (Décret du 8 août 1890).

2° Baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne (Décret du 5 juin 1891).

c — Réforme de 1902 (Décret du 31 mai 1902).

Création d'un baccalauréat unique de l'enseignement secondaire divisé en 2 parties.

d — Réforme de 1927 (Décret du 7 août 1927).

(Modifications apportées au régime de 1902).

(2) V. p. 143-144.

(3) *Revue Universitaire*, 1917, t. I, p. 333-334, Mme Crouzet-Ben-Aben, *Monographie d'une éducation masculine de femme*.

Les étudiantes qui le recherchaient devaient prendre des leçons particulières.

La création des lycées n'apporta pas de changement à cet égard. La sanction des études fut longtemps le diplôme de fin d'études secondaires. Quelques établissements, cependant, sur la demande des familles, instituèrent des cours en vue du baccalauréat.

Le décret du 25 mars 1924 (1), créant un enseignement secondaire féminin identique à l'enseignement secondaire masculin, réforma les études secondaires féminines et organisa dans les lycées de jeunes filles une préparation officielle au baccalauréat.

a — En ce qui concerne la période antérieure à 1866, année à partir de laquelle nous possédons des statistiques du Ministère de l'Instruction publique, nous avons pu relever un total de 6 baccalauréats passés par des femmes (4 baccalauréats ès lettres et 2 baccalauréats ès sciences).

Les titulaires en étaient :

Mlle Daubié, baccalauréat ès lettres, Faculté de Lyon, 1860-61 ;

Mlle Pérès, baccalauréat ès lettres, Faculté de Bordeaux, 1863-64 ;

Mlle R. de la Lime, baccalauréat ès lettres, Ecole d'Alger, 1864-65 ;

Mlle Cellarier, baccalauréat ès lettres, Faculté de Montpellier, 1865-66 ;

Mlle Chenu, baccalauréat ès sciences, Faculté de Paris, 1862-63 ;

Mlle R. de la Lime, baccalauréat ès sciences, Ecole d'Alger, 1865-66.

Pendant la période comprise entre 1866 et 1888, d'après une statistique du Ministère de l'Instruction publique, on relevait pour toutes les Facultés françaises le total de bachelières suivant :

112 bachelières ès sciences ;

88 bachelières ès lettres ;

17 bachelières ès sciences et ès lettres.

(1) V. p. 121.

Dans ces totaux, les Facultés de Paris (Sciences et Lettres) comptaient :

54 bachelières ès sciences;

34 bachelières ès lettres;

7 bachelières ès sciences et ès lettres.

Pour les années scolaires postérieures à 1888, le *Relevé des grades obtenus dans les établissements d'enseignement supérieur par les étudiants femmes* de 1888-89 à 1897-98, et le *Répertoire par nationalités des femmes admises aux grades* de 1892-93 à 1902-03, donnaient au sujet du baccalauréat, pour l'ensemble des Facultés, les résultats suivants :

69 baccalauréats ès sciences;

24 baccalauréats ès lettres.

Dans ces totaux, les Facultés de Paris comptaient :

37 baccalauréats ès sciences;

15 baccalauréats ès lettres (1).

Il est à observer qu'à partir de l'année scolaire 1891-92, le nombre des baccalauréats ès lettres diminue. En 1897-98, sont signalés les derniers.

Le même phénomène se produit pour le baccalauréat-ès sciences. A partir de 1895-96, les statistiques n'en mentionnent plus.

Il serait pourtant inexact de dire que les femmes ne se présentent plus au baccalauréat : le *baccalauréat de l'enseignement secondaire classique* et le *baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne*, créent comme dans tout changement de régime un nouveau courant et le nombre des candidates à ces grades s'accroît rapidement.

En résumé, pendant la période *a*, le nombre total des baccalauréats s'élève à :

183 baccalauréats ès sciences, de 1862-63 à 1895-96;

116 baccalauréats ès lettres, de 1860-61 à 1898-99.

Les baccalauréats ès sciences se décomposent en 133 baccalauréats complets et en 50 baccalauréats restreints.

(1) Sur les statistiques de cette époque figure le nombre de grades obtenus et non le chiffre des titulaires du baccalauréat. Le total des femmes qui cumulèrent les baccalauréats ès sciences et ès lettres fait défaut pendant cette période.

b. — Durant cette période, on distingue :

1° Le baccalauréat de l'enseignement secondaire classique (1) portant les mentions suivantes : Lettres, philosophie, — Lettres, mathématiques, — Lettres, sciences physiques et naturelles;

2° Le baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne (2) portant les mentions : Lettres, philosophie, — Lettres, sciences, — Lettres, mathématiques.

1° *Baccalauréat de l'enseignement secondaire classique*

1° *Lettres, Philosophie.* — Les femmes commencèrent à passer le baccalauréat portant cette mention en 1891-92. De 1891-92 à 1900-01 inclusivement (dernière statistique officielle du Ministère de l'Instruction publique), on compte 80 baccalauréats, dont 33 pour Paris.

Le baccalauréat *Lettres, Philosophie* se prolongea assez tardivement : deux femmes l'obtinrent à la Faculté des Lettres de Paris, l'une en 1922, l'autre en 1923 (3).

2° *Lettres, Mathématiques.* — Le baccalauréat portant cette mention eut peu de candidates. Le premier baccalauréat féminin *Lettres, Mathématiques*, fut obtenu en 1892-93, à l'Ecole d'Alger.

De 1890-91 à 1900-01, la statistique du Ministère de l'Instruction publique n'accuse au total que 5 baccalauréats, dont 2 à la Faculté de Paris.

3° *Lettres, Sciences.* — Il n'est pas mentionné de baccalauréats classiques féminins avec mention : *Lettres, Sciences*.

2° *Baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne*

1° *Lettres, Philosophie.*

Les femmes se présentèrent à ce baccalauréat, pour la première fois, en 1892-93.

De 1891-92 à 1900-01, on en compte au total 80 dans l'en-

(1) V. *Statistique de l'Enseignement supérieur*, 1888-89 à 1897-98; *Répertoire par nationalité des femmes admises aux grades*, 1892-93 à 1902-03.

(2) *Id.*

(3) Archives de la Faculté des Lettres de Paris.

semble des Facultés (nombre égal à celui des baccalauréats de l'enseignement secondaire classique portant la même mention). Dans ce total, le chiffre des examens passés à Paris s'élève à 23.

Le baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne persista moins longtemps à la Faculté des Lettres de Paris que le baccalauréat classique. Après 1907, il n'en fut plus question (1).

2° *Lettres, Sciences*;

3° *Lettres, Mathématiques*.

Les premiers baccalauréats féminins portant ces mentions ont été obtenus en 1893-94.

De 1891-92 à 1900-01, le total général de ces baccalauréats s'élève à 30. A la Faculté de Paris, le nombre des baccalauréats portant ces mentions est de 10, se décomposant en 3 (mention : *Lettres, Sciences*) et en 7 (mention : *Lettres, Mathématiques*).

c — Après la réforme de 1902, il n'existe plus qu'un baccalauréat unique de l'enseignement secondaire. Il comprend deux parties :

La première se décompose en : Série A, Latin-Grec;

Série B, Latin-Langues vivantes;

Série C, Latin-Sciences;

Série D, Sciences-Langues vivantes.

La seconde se décompose en : Série Philosophie;

Série Mathématiques.

Le Ministère de l'Instruction publique fit paraître, il y a quelques années au sujet des baccalauréats obtenus par les femmes dans les Universités françaises, de 1905 à 1926, le tableau suivant : (2)

(1) Archives de la Faculté des Lettres de Paris.

(2) V. *Revue Universitaire*, 1927, t. I, p. 61-62. — Les totaux généraux ont été relevés dans l'*Annuaire statistique de la France*, 1928, p. 30*, 31*.

Au sujet des candidates au baccalauréat à l'Université de Paris de 1911 à 1914 et de 1915 à 1918, v. P. Meuriot, *ouvr. cit.*, p. 48-49.

TABLEAU XXV

NOMBRE DE BACCALAURÉATS OBTENUS PAR LES FEMMES

ANNÉES	SÉRIE PHILOSOPHIE		SÉRIE MATHÉMATIQUES		TOTAL DES BACCA- LAURÉATS OBTENUS PAR LES FEMMES
	Nombre de baccalauréats obtenus par les femmes	Total général (hommes et femmes)	Nombre de baccalauréats obtenus par les femmes	Total général (hommes et femmes)	
1905	21	4.490	5	1.669	26
1906	30	—	7	—	37
1907	55	—	5	—	60
1908	73	—	10	—	83
1909	77	—	17	—	94
1910	116	—	15	—	131
1911	181	—	33	—	214
1912	227	—	50	—	277
1913	305	—	41	—	346
1914	412	4.682	69	2.857	481
1915	447	—	55	—	502
1916	603	—	82	—	685
1917	718	—	145	—	863
1918	970	—	140	—	1.110
1919	1.021	—	211	—	1.232
1920	1.112	6.924	214	3.806	1.326
1921	1.098	—	250	—	1.348
1922	1.281	—	195	—	1.476
1923	1.372	—	240	—	1.612
1924	1.454	—	292	—	1.746
1925	1.689	—	278	—	1.907
1926	1.806	7.528	328	3.844	2.134

Ce tableau nous montre une progression continue des bacheliers. Elles étaient 26 pour les deux séries en 1905. Leur nombre total s'élevait en 1926 à 2.134 (soit 82 fois le chiffre de 1905).

En 1905, les bacheliers de la série Philosophie étaient 4,25 fois plus nombreuses que les bacheliers de la série Mathématiques (21 contre 5). En 1926, leur nombre devint 5,5 fois plus grand (1.806 contre 328).

En 1926, il y eut 86 fois plus de bacheliers (série Philosophie) et 65,6 fois plus de bacheliers (série Mathématiques) qu'en 1905.

Par rapport au total général des candidats, le nombre des bacheliers représente pour la série Philosophie, successivement, en 1905 le 1/213, en 1914 le 1/11, en 1920 le 1/6, en 1926 le 1/4 environ. Le nombre des bacheliers de la série Mathématiques, pour les mêmes années représente environ le 1/334, le 1/41, le 1/17 et le 1/11.

En 1929, 22.000 femmes environ étaient pourvues de ce

diplôme (1). « Les candidates au baccalauréat forment aujourd'hui, à la Sorbonne, la moitié de l'effectif... », disait M. le recteur Charléty, dans le discours qu'il prononça à la séance de rentrée de l'Université de Paris (2).

d — Le régime du baccalauréat institué par le décret du 7 août 1927, comprend deux parties :

La première se décompose en : Série A ;
Série A' ;
Série B.

La seconde se décompose en : Série Philosophie ;
Série Mathématiques.

Il est entré en vigueur en 1929, pour la première partie en ce qui concerne les jeunes gens. Les jeunes filles y seront soumises à dater de 1930 pour la première partie, de 1931 pour la seconde.

B. — La licence (Sciences, Lettres, Droit) (3)

Parmi les femmes qui obtiennent le baccalauréat, cet examen constitue pour quelques-unes le couronnement de leurs études; d'autres recherchent le grade lui faisant suite, la *licence*. Les femmes l'obtinrent dans l'ordre suivant : Sciences, Lettres, Droit.

a — *Licence ès sciences*.

La première Française qui conquiert ce grade fut Mlle E. Chenu, reçue licenciée ès sciences mathématiques à la Faculté de Paris, le 9 juillet 1868 (4).

Dans les Facultés de province, la Faculté de *Montpellier* compta sa première licenciée ès sciences en 1879-80 (une étrangère); puis vinrent : les Facultés de *Bordeaux*, en 1880-81 (une Française); *Nancy*, en 1882-83 (une Française); *Lyon*, en 1885-86 (une Française); *Marseille*, en 1891-92 (une Française); *Rennes*, en 1895-96 (une Française); *Poitiers*, en 1900-01 (une Française).

(1) V. la revue *l'Enfant : Orientation professionnelle. Vers les carrières et professions libérales*, juillet-août-sept. 1929, p. 105.

(2) *Revue Universitaire*, 1930, t. I, p. 366.

(3) V. pour l'Université de Paris le Tableau XXVI.

(4) Archives de la Faculté des Sciences de Paris. *Registre de diplômes, janv. 1868 à sept. 1873*, 5^e feuillet. V. aussi *Registre des Examens et réceptions de licence*, 1866-69, feuillet 35. — Mlle E. Chenu fut reçue avec une boule blanche et deux boules rouges.

En ce qui concerne les autres Facultés, *Besançon, Caen, Clermont, Dijon, Grenoble, Lille, Toulouse, Alger, Strasbourg*, ce n'est qu'après l'année 1900-01 qu'elles eurent des licenciées ès sciences (1). A défaut de statistiques officielles, il nous a été impossible de dresser le tableau des licences ès sciences obtenues par les femmes dans les Facultés de province depuis 1900-01, une enquête dans ces Facultés ne nous ayant fourni que des renseignements fragmentaires (2).

De 1867-68 à 1900-01 inclusivement, le nombre total des femmes licenciées ès sciences s'éleva à 98, soit 74 pour la Faculté de Paris (35 Françaises et 39 étrangères), et 24 pour les Facultés de province (10 Françaises et 14 étrangères).

Faculté des Sciences de Paris. — A la Faculté des Sciences de Paris, après Mlle Chenu, Mlle Hugonin conquist la licence ès sciences naturelles, le 2 août 1876 (3). Mlle Alexandrine Ley, la première étrangère licenciée à la Faculté, obtint la licence ès sciences mathématiques, le 27 novembre 1878 (4).

De 1867-68 à 1897-98 inclusivement, les étrangères furent plus nombreuses que les Françaises à conquérir la licence (32 contre 20).

C'est à partir de 1896-97, que le nombre des Françaises qui passèrent la licence ès sciences s'accrut; le plus souvent, jusqu'à cette époque, il n'y eut qu'une seule candidate admise chaque année.

Le nouveau régime institué par le décret du 22 janvier 1896, en vigueur actuellement avec des modifications, qui instaura une licence comprenant trois certificats, ne fut pas, sans doute, sans avoir une répercussion sur le nombre des candidates à ce grade.

Le chiffre des licences obtenues par les Françaises augmente sensiblement depuis 1906-07; après la période 1910-11-1913-14, où le nombre des diplômes est en diminution, on re-

(1) V. 1° *Statistique de l'Enseignement supérieur*. Relevé des grades obtenus dans les établissements d'enseignement supérieur par les étudiants femmes, 1875-76 à 1887-88; 1888-89 à 1897-98; 2° *Répertoire par nationalité des femmes admises aux grades*, 1892-93 à 1902-03.

(2) V. p. 199, note 2.

(3) Archives de la Faculté des Sciences de Paris : 1° *Registre des examens et réceptions de licence*, 1876-1880, 4° feuillet; — 2° *Registre des diplômes*, 59° feuillet.

(4) 1° *id.*, 58° feuillet; — 2° *id.*, 106° feuillet.

marque depuis l'année 1914-15 une augmentation importante qui, sans être continue tous les ans, passe de 37 (1914-15) à 64 (1928-29).

Du côté des étrangères, on constate une diminution du nombre des examens après la guerre, le chiffre des diplômes se relève à partir de 1925-26, sauf en 1928-29 (1).

Au total, à la Faculté des Sciences de Paris, pendant l'année scolaire 1928-29, 66 licences ont été obtenues par des femmes (64 Françaises et 2 étrangères), soit plus du 1/4 du total général (232) (2).

b — *Licence ès lettres.*

La première Française licenciée ès lettres fut Mlle J. Daubié qui, déjà reçue première bachelière en France à la Faculté des Lettres de Lyon, conquist le diplôme de licenciée ès lettres devant la Faculté de Paris, le 8 octobre 1871 (3).

Il est à remarquer que de 1875-76 à 1900-01 inclusivement, époque pour laquelle nous possédons les statistiques offi-

(1) Archives de la Faculté des Sciences de Paris. *Registres des diplômes de licence.*

(2) En province, la Faculté de Strasbourg nous a communiqué le nombre des licenciées ès sciences : 55 Françaises de 1919-20 à 1928-29 inclusivement.

(3) Archives de la Faculté des Lettres de Paris. *Registre des certificats d'aptitude au grade de licencié ès lettres*, du 25 oct. 1867 au 3 nov. 1873, p. 274.

V. aussi *L'Avenir des Femmes*, n° 76, 12 nov. 1871, Léon Richer, *Une nouvelle victoire.*

« Mlle Daubié a subi ses examens de licence les 23, 24, 25 et 27 octobre 1871.

Le lundi 23, composition en prose latine pendant six heures.

Le lendemain mardi, prose française; séance de six heures.

Le mercredi, vers latins et thème grec; deux séances, l'une de cinq heures, l'autre de trois heures.

Le vendredi, examen oral : traduction à livre ouvert d'un texte grec, d'un texte latin et d'un texte français; le texte grec était un passage de Thucydide; le texte latin, un fragment des *Géorgiques* de Virgile.

Samedi dernier, 28 octobre, Mlle Daubié a connu le résultat de ses examens.

Elle a été admise la sixième sur 19 candidats, dont 8 seulement ont été reçus.

Il nous semble que ces détails intéressent tous ceux qui souhaitent, comme nous, de voir les femmes s'élever par le développement de leur intelligence. »

cielles du Ministère de l'Instruction publique (1), les femmes licenciées ès lettres sont moins nombreuses que les femmes licenciées ès sciences. Durant ce laps de temps, on en compte 11 dans toutes les Facultés réunies, soit 12 au total, avec Mlle Daubié, depuis 1871-72. Après la Faculté de *Paris*, on trouve des licenciées ès lettres : à *Dijon*, en 1884-85 (une Française); à *Bordeaux*, en 1886-87 (une Française); à *Montpellier*, en 1897-98 (une Française).

De 1871-72 à 1900-01 inclusivement, la Faculté de *Paris* compta 6 Françaises et une étrangère; *Bordeaux*, 3 Françaises; *Dijon*, une Française; *Montpellier*, une Française.

En ce qui concerne les autres Facultés, *Aix*, *Besançon*, *Caen*, *Clermont*, *Grenoble*, *Lille*, *Lyon*, *Nancy*, *Poitiers*, *Reims*, *Toulouse*, *Alger*, *Strasbourg*, ce n'est qu'après l'année 1900-01 qu'elles comptèrent des femmes licenciées ès lettres. De même que pour les Facultés des Sciences, nous n'avons pu dresser la statistique des licenciées ès lettres depuis cette époque (2).

Faculté des Lettres de Paris. — A la Faculté des Lettres de *Paris*, après Mlle Daubié, qui, la première, passa la licence en 1871-72, il faut attendre l'année 1891-92 pour trouver une nouvelle licenciée (une étrangère). En 1895-96, la deuxième Française y obtint ce grade.

Jusqu'en 1903-04 inclusivement, à la Faculté de *Paris*, c'est par unité que l'on compte les femmes licenciées ès lettres.

A partir de 1904-05, le nombre des Françaises pourvues de la licence ès lettres augmente d'une façon presque continue jusqu'en 1919-20 inclusivement (3).

(1) V. p. 198, note 1.

(2) V. p. 201, note 2.

(3) Tableau comparatif des candidates reçues aux quatre séries de la licence ès lettres (*Langues et Littératures classiques; Philosophie; Histoire et Géographie; Langues et Littératures étrangères vivantes*) de 1904-05 à 1919-20 inclusivement.

ANNÉES	Langues et litt. class.	Philosophie	Hist. et Géo.	L. et Litt. étrang. viv.	TOTAL
1904-05	—	—	1	3	4
1909-10	1	2	4	11	18
1914-15	2	13	20	17	52
1919-20	20	14	31	35	100

(Tableau établi d'après le dépouillement des Archives de la Faculté des Lettres de *Paris*. *Registres des certificats d'aptitude de Licence.*)

En 1920-21, le changement de régime a une répercussion sur le chiffre des Françaises licenciées. Après avoir diminué pendant quelques années, le total des candidates obtenant la licence nouveau régime (1) augmente sensiblement tous les ans. Il n'y avait plus de licenciées ès lettres ancien régime en 1928-29.

Le nombre des étrangères reçues à la licence s'accroît aussi, mais plus lentement.

En 1928-29, 182 femmes avaient obtenu à la Faculté des Lettres de Paris la licence ès lettres (157 Françaises et 25 étrangères). Par rapport au total général : 436, leur nombre en représentait plus du 1/3 (2). (Sur 270 candidats admis en 1906-07, on ne comptait alors que 6 femmes!)

c — *Licence en droit.*

Lorsque les femmes entreprirent des études supérieures, la science juridique les tenta moins que les Lettres, les Sciences ou la Médecine. Cette remarque est confirmée d'un côté par le nombre infime d'étudiantes qui prirent des inscriptions dans les Facultés de Droit, de l'autre, par le chiffre peu élevé de grades que les femmes obtinrent devant ces Facultés.

On ne relève pas une seule licenciée en droit avant l'année 1886-87 (3). Mlle Bilcescu, de nationalité roumaine, fut la première jeune fille qui, en France, obtint ce titre à la Faculté de Droit de Paris, le 17 juin 1887. Elle fut reçue avec *Eloge* (4).

La première licenciée en droit de France nous a raconté ses souvenirs d'examen, que nous nous plaisons à reproduire ci-après : « Lors de ma première épreuve, nous dit-elle,

(1) Décret du 20 sept. 1920.

(2) Deux Facultés de province nous ont communiqué le nombre de leurs licenciées ès lettres :

Toulouse : 224 (221 Françaises et 3 étrangères) de 1906-07 à 1928-29 inclusivement.

Strasbourg : 95 (93 Françaises et 2 étrangères) de 1918-19 à 1928-29 inclusivement.

(3) V. p. 198, note 1.

(4) Archives de la Faculté de Droit de Paris.

(La nouvelle notation par chiffres au lieu de boules date du décret du 26 février 1913. Ancienne notation : *Eloge, Très Bien, Bien, Admission*. Nouvelle notation actuellement en vigueur : *Très Bien, Bien, Assez Bien, Passable*). Mlle Bilcescu obtint en 1886, en 2^e année, la 2^e mention de Droit romain.

grande discussion au sujet de savoir si je dois ou non endosser la robe; « robe sur robe ne vaut », dit très judicieusement un de mes professeurs, et à ma grande satisfaction cet avis l'emporta. L'examen commence, on me pose une question très difficile, j'y réponds. Le professeur insiste, j'entre dans tous les détails, je parle pendant près d'un quart d'heure; les professeurs qui avaient pris un air féroce, commencent à me regarder avec sympathie; l'examen continue pendant près de trois quarts d'heure; il est terminé sur un « Très bien, Mademoiselle ». Je sors; cinq minutes après, l'appariteur vient me prier de rentrer dans la salle d'examen où les professeurs, debout, me décernent les éloges : ce fut un des plus beaux moments de ma vie! »

De 1886-87 à 1900-01 inclusivement, période pour laquelle nous possédons les statistiques du Ministère de l'Instruction publique, le total, pour toutes les Facultés, des femmes licenciées en droit, s'élève à 5 (à *Paris*, une Française et trois étrangères; à *Dijon*, une étrangère). De même que pour les licences ès sciences et ès lettres, la statistique des licences en droit féminines depuis 1900-01 nous fait défaut (1).

Faculté de Droit de Paris. — A la Faculté de Droit de Paris, la première Française qui obtint la licence fut Mlle J. Chauvin, reçue avec *Eloge*, le 12 juin 1890 (2).

Après le succès de Mlle Chauvin, il faut attendre de nombreuses années avant de voir une autre Française conquérir ce grade.

Jusqu'en 1917-18 inclusivement, le nombre des licences en droit obtenues par les femmes à la Faculté de Paris présente quelque variation d'une année à l'autre; pendant la guerre, il n'accuse pas cette augmentation sensible que l'on constate pour les licences ès sciences et ès lettres. En 1917-18, on ne comptait à l'Université de Paris que 12 licenciées en droit contre 39 licenciées ès sciences et 71 licenciées ès lettres.

Mais, à partir de l'année 1918-19, un brusque accroissement se produit (surtout du côté des étudiantes françaises).

(1) V. p. 198, note 1.

(2) Archives de la Faculté de Droit de Paris. — Mlle Chauvin obtint en 1888, en 1^{re} année, le 2^e prix de Droit civil français et la 2^e mention de Droit romain; en 1889, en 2^e année, la 2^e mention de Droit romain.

TABLEAU XXVI

UNIVERSITÉ DE PARIS

Licence (Droit, Sciences, Lettres). — Grades féminins.

ANNÉES SCOLAIRES	DROIT		SCIENCES		LETTRES		TOTAL		TOTAL GÉNÉ- RAL
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères	
1867-1868	—	—	1	—	—	—	1	—	1
1868-1869	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1869-1870	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1870-1871	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1871-1872	—	—	—	—	1	—	1	—	1
1872-1873	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1873-1874	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1874-1875	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1875-1876	—	—	1	—	—	—	1	—	1
1876-1877	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1877-1878	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1878-1879	—	—	—	1	—	—	—	1	1
1879-1880	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1880-1881	—	—	—	1	—	—	—	1	1
1881-1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1882-1883	—	—	1	1	—	—	1	1	2
1883-1884	—	—	1	2	—	—	1	2	3
1884-1885	—	—	—	1	—	—	—	1	1
1885-1886	—	—	—	1	—	—	—	1	1
1886-1887	—	1	—	—	—	—	—	1	1
1887-1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1888-1889	—	—	1	—	—	—	1	—	1
1889-1890	1	—	1	1	—	—	2	1	3
1890-1891	—	—	3	—	—	—	3	—	3
1891-1892	—	1	1	—	—	1	1	2	3
1892-1893	—	—	—	2	—	—	—	2	2
1893-1894	—	—	1	4	—	—	1	4	5
1894-1895	—	1	1	1	—	—	1	2	3
1895-1896	—	—	1	2	1	—	2	2	4
1896-1897	—	—	5	5	1	—	6	5	11
1897-1898	—	—	2	10	1	—	3	10	13
1898-1899	—	—	7	6	—	—	7	6	13
1899-1900	—	—	2	1	1	—	3	1	4
1900-1901	—	—	6	—	1	—	7	—	7
1901-1902	?	?	5	3	1	1	6	4	10
1902-1903	?	?	4	3	1	—	5	3	8
1903-1904	1	3	6	2	1	—	8	5	13
1904-1905	2	2	8	3	—	4	10	9	19
1905-1906	2	1	5	7	1	2	8	10	18
1906-1907	6	11	13	2	5	1	24	14	38
1907-1908	4	12	15	6	4	3	23	21	44
1908-1909	2	12	17	11	7	3	26	26	52
1909-1910	10	14	25	10	12	6	47	30	77
1910-1911	6	7	8	12	14	5	28	24	52
1911-1912	3	8	11	15	21	6	35	29	64
1912-1913	5	6	18	4	19	2	42	12	54
1913-1914	9	7	8	2	42	1	59	10	69
1914-1915	5	1	37	7	49	3	91	11	102
1915-1916	9	1	28	4	64	3	101	8	109
1916-1917	12	1	39	7	81	5	132	13	145
1917-1918	8	4	36	3	64	7	108	14	122
1918-1919	20	6	49	1	76	10	145	17	162
1919-1920	34	3	43	1	92	8	169	12	181
1920-1921	39	9	38	2	71	3	148	14	162
1921-1922	59	7	49	2	47-5(1)	7-1	160	17	177
1922-1923	50	10	45	1	24-22	2-6	141	19	160
1923-1924	95	8	45	1	18-37	18	195	27	222
1924-1925	76	7	44	2	8-63	1-12	191	22	213
1925-1926	66	13	49	6	7-76	1-15	198	35	233
1926-1927	79	6	44	7	88	17	211	30	241
1927-1928	102	18	57	16	1-119	24	279	58	337
1928-1929	98	8	64	2	157	25	319	35	354
	803	188	845	181	1.303	203	2.951	572	3.523
	991		1.026		1.506		3.523		
	3.523								

(1) 1^{er} chiffre : ancien régime; — 2^e chiffre : nouveau régime.

Le nombre des Françaises licenciées en droit, de 1918-19 (20) à 1928-29 (98) a presque quintuplé.

Le nouveau régime (1) de licence instaurant des épreuves écrites ne fit pas diminuer le nombre des candidates. Cette accélération rapide est due aux circonstances : le diplôme de licenciée en droit ouvre aux femmes de nombreux débouchés, en particulier l'administration, les contentieux, le barreau, les offices ministériels.

En 1928-29, la Faculté de Droit de Paris comptait 106 licenciées (98 Françaises et 8 étrangères). Le total général des licences étant de 781, le nombre des diplômes féminins en représente le 1/7 environ (2).

En résumé, 3.523 diplômes de licence ont été obtenus par des femmes à l'Université de Paris : 991 de Droit; 1.026 de Sciences; 1.506 de Lettres.

C. — Le doctorat (3)

Les femmes obtinrent successivement :

- a — Le doctorat en médecine;
- b — Le doctorat ès sciences;
- c — Le doctorat en droit;
- d — Le doctorat en pharmacie;
- e — Le doctorat ès lettres.

En ce qui concerne chaque doctorat, nous étudierons le doctorat d'Etat et le doctorat d'Université.

(1) Décret du 2 août 1922.

(2) Archives de la Faculté de Droit de Paris. Dépouillement des *Registres de diplômes* (Licence).

Quelques Facultés de Droit de province nous ont communiqué le nombre de leurs licenciées :

Alger : 59 Françaises, de 1907-08 à 1928-29 inclusivement;

Dijon : 31 (30 Françaises et une étrangère), de 1896-97 à 1928-29 inclusivement;

Toulouse : 66 (65 Françaises et une étrangère), de 1901-02 à 1928-29 inclusivement;

Strasbourg : 36 (34 Françaises et 2 étrangères), de 1922-23 à 1928-29 inclusivement.

(3) V. pour l'Université de Paris le Tableau XXVII.

a — *Doctorat en médecine* (1).

1° *Doctorat d'Etat*. — C'est la Faculté de Médecine de Paris qui, la première, délivra ce diplôme aux femmes. Une Anglaise, miss Garrett, l'obtint le 15 juin 1870 (2). Le doctorat en médecine fut conféré pour la première fois à des femmes, dans les autres Facultés, dans l'ordre suivant :

Montpellier, 1877-78 (une étrangère);

Lille, 1892-93 (une étrangère);

Bordeaux, 1896-97 (une Française);

Lyon, 1897-98 (une étrangère);

Nancy, 1898-99 (deux étrangères);

Toulouse, 1901-02 (une Française, une étrangère);

Alger, 1911-12 (une Française);

Strasbourg, 1921-22 (une Française) (3).

De 1869-70 à 1900-01, 280 diplômes de doctorat en médecine furent délivrés à des femmes, dont 228 à la Faculté de Paris (40 Françaises et 188 étrangères) (4). A défaut de statistique officielle, d'après le *Catalogue des Thèses* de 1901-02 à 1925-26, dernière année mentionnée au *Catalogue*, on peut évaluer à 245 environ le nombre des doctorats obtenus par les femmes dans les Facultés de province pendant cette période (5). (Ce qui porte à 297 environ le total des doctorats en médecine obtenus par les femmes dans ces mêmes Facultés.)

Faculté de Médecine de Paris. — A la Faculté de Médecine de Paris, Mme Brès fut la première Française qui passa le doctorat. Elle soutint sa thèse en 1875.

Jusqu'en 1915-16 inclusivement, le nombre des diplômes obtenus par les Françaises s'accroît lentement, sans montrer une progression annuelle continue. A partir de 1916-17, on

(1) *L'Officiat de santé* fut supprimé par la loi du 30 nov. 1892. De 1875-76 à 1900-01, 37 femmes l'obtinrent.

A Paris, le premier officiat de santé fut passé en 1875-76, le dernier en 1902-03. Au total pendant le cours de cette période, on en relève 17 (16 Françaises et 1 étrangère).

(2) Archives de la Faculté de Médecine de Paris.

(3) V. p. 198, note 1. V. aussi *Catalogue des Thèses*.

(4) *Id.*

(5) C'est dans les Facultés de *Montpellier* et de *Lyon* que le plus grand nombre de doctorats en médecine a été délivré aux femmes dans les Facultés de province.

constate une augmentation plus rapide. C'est en 1925-26 que la Faculté de Paris compta le plus grand nombre de femmes docteurs en médecine : 56 (53 Françaises et 3 étrangères).

La création du doctorat d'Université fit beaucoup diminuer le nombre des candidates étrangères aspirant au doctorat d'Etat.

A la Faculté de Paris, depuis 1870, plus de 790 femmes acquirent le titre de docteur (1). En 1928-29, il y eut 41 diplômes délivrés à des femmes (35 à des Françaises et 6 à des étrangères), soit le 1/11 du total général des doctorats d'Etat (457) (2).

2° *Doctorat d'Université*. — Destiné aux étrangers, c'est surtout de 1907-08 à 1914-15 inclusivement, à Paris (3), que le plus grand nombre de diplômes ont été obtenus par des femmes. L'année 1913-14 marque le plafond (44). En 1928-29, 7 étrangères conquièrent ce diplôme (4).

D'après le *Catalogue des Thèses*, les doctorats de cette catégorie sont nombreux aussi dans les Facultés de Montpellier, Lyon, Toulouse, Bordeaux et Strasbourg.

b — *Doctorat ès sciences*.

1° *Doctorat d'Etat*. — En France, il n'y eut pas de femmes docteurs ès sciences avant l'année 1887-88. Mlle Louise-Amélie Leblois fut la première jeune fille qui conquist ce titre. Elle soutint sa thèse, devant la Faculté de Paris, le 31 mai 1888, sur cette question de botanique : *Recherches sur l'origine et*

(1) Nous ne pouvons donner le chiffre exact des doctorats en médecine. Le chiffre indiqué est au-dessous de la réalité. L'attribution par sexe des diplômes de docteurs en médecine n'existe pas à la Faculté de Médecine pour l'année 1919-20.

(2) Archives de la Faculté de Médecine de Paris. Doctorat.

(3) A Paris, ce doctorat fut institué par l'arrêté du 1^{er} avril 1898.

(4) Archives de la Faculté de Médecine de Paris.

Quelques Facultés de province nous ont communiqué le nombre de leurs étudiantes docteurs en médecine :

Alger : doct. d'Etat : 20 Françaises; doct. d'Univ. : 1 (de 1911-12 à 1928-29 inclusivement).

Strasbourg : doct. d'Etat : 12 Françaises et une étrangère; doct. d'Univ. : 11; régime local : 7 (de 1920-21 à 1928-29 inclusivement).

le développement des canaux sécréteurs et des poches sécrétrices (1).

Après la Faculté des Sciences de *Paris*, les Facultés de province délivrèrent, pour la première fois, ce diplôme aux femmes, dans l'ordre ci-dessous :

Faculté de *Bordeaux*, 1907-08 (une Française);

Faculté de *Lyon*, 1908-09 (une Française);

Faculté de *Strasbourg*, 1920-21 (une Française) (2);

Faculté de *Toulouse*, 1923-24 (une Française) (3);

Faculté de *Montpellier*, 1925-26 (une Française).

De 1888 à 1925-26, dernière année mentionnée au *Catalogue des Thèses*, on relevait, pour les Facultés de province, un total de 6 doctorats ès sciences d'Etat obtenus par des femmes (1 à Bordeaux, 1 à Lyon, 1 à Montpellier, 2 à Strasbourg, 1 à Toulouse).

Les Facultés de *Besançon*, *Caen*, *Clermont*, *Dijon*, *Grenoble*, *Lille*, *Marseille*, *Nancy*, *Poitiers*, *Rennes*, *Alger* ne comptaient pas encore de femmes docteurs ès sciences en 1925-26.

Faculté des Sciences de Paris. — A la Faculté des Sciences de Paris, on observe un intervalle de temps assez long entre l'époque où les premiers doctorats furent conquis et le moment où ce grade paraît s'implanter dans les habitudes féminines.

Mlle Leblois, ainsi que nous l'avons vu, soutint sa thèse en 1887-88. Deux ans après, Mlle Fanny Bignon suivait son exemple (4). En 1893-94, une jeune fille de nationalité américaine, Mlle Dorothée Klumpke, obtenait aussi le doctorat (5).

Pendant sept ans, on ne compta plus de femmes docteurs

(1) *Catalogue des Thèses*. Année 1887-88. Faculté des Sciences de Paris. Archives de la Faculté des Sciences de Paris, Registre des diplômes. Doctorat 1882-1889, 74^e feuillet.

(2) La Faculté des Sciences de *Strasbourg* compta un autre doctorat en 1924-25, puis deux autres en 1926-27. (Renseignements communiqués par M. le Secrétaire de la Faculté des Sciences.)

(3) La Faculté de *Toulouse* compte un autre doctorat en 1928-29.

(4) Sujet de Thèse : *Contribution à l'étude de la pneumatocité chez les oiseaux*. Lille, 1889. In-8^o, 67 p., 4 pl.

(5) Sujet de Thèse : *Contribution à l'étude des anneaux de Saturne*. Paris, 1893. In-4^o, 64 p.

M. Rebière dans son livre, *Les femmes dans la science*, 1897, relate cette soutenance (v. p. 154) :

« Le 23 décembre 1893, Mlle Klumpke a soutenu ses thèses pour le doctorat ès sciences mathématiques... La doctoresse a été admise par le jury à l'unanimité des boules blanches. Le Président (M. Darboux) a

ès sciences. Le mouvement reprit en 1901-02, et la Facultéregistra tous les ans quelques succès féminins.

Il est à noter que c'est le *doctorat ès sciences naturelles* qui attira le plus les femmes. De 1887-88 à 1928-29 inclusivement, 47 l'obtinrent (38 Françaises et 9 étrangères); puis vint le *doctorat ès sciences physiques* : pendant la même époque, le chiffre des femmes docteurs en cette catégorie s'élève à 21 (17 Françaises et 4 étrangères). Mme Curie fut la première femme docteur ès sciences physiques (1903) (1). En 1928-29, on ne comptait qu'une femme pourvue du *doctorat ès sciences mathématiques* : Mlle Dorothee Klumpke, qui l'avait conquis en 1893-94 (2). Au total, de 1887-88 à 1928-29 inclusivement, 69 diplômes d'Etat ont été délivrés à des femmes.

En 1928-29, à la Faculté des Sciences de Paris, 8 femmes (6 Françaises et 2 étrangères) obtinrent le doctorat d'Etat. Leur nombre représente le $\frac{1}{8}$ du chiffre total des docteurs ès sciences (65) (3).

conclu ainsi : « Les grands noms de Galilée, de Huyghens, de Cassini, de Laplace, sans parler de ceux de mes illustres collègues et amis, sont attachés à l'histoire de chacun des progrès sérieux de cette théorie aussi attrayante que difficile des anneaux de Saturne. Votre travail vient encore apporter une contribution qui n'est pas à dédaigner et vous place dans un rang honorable à côté des femmes qui se sont consacrées à l'étude des mathématiques... Votre thèse est la première qu'une femme ait présentée et soutenue avec succès devant notre Faculté pour obtenir le grade de docteur ès sciences mathématiques. Vous ouvrez dignement la voie et la Faculté s'empresse de vous déclarer digne d'obtenir le grade de docteur avec toutes boules blanches. »

(1) V. *La femme professeur d'Université*.

(2) Nous avons le plaisir de mentionner que Mme Edmée Chandon, astronome adjoint à l'Observatoire de Paris, vient d'obtenir le grade de docteur ès sciences mathématiques. Elle soutint sa thèse à la Faculté des Sciences de Paris, le 26 mars 1930, sur les sujets suivants : 1^{re} Thèse : *Recherches sur les marées de la Mer Rouge et du Golfe de Suez.* — 2^e Thèse : *La parallaxe solaire.* Le jury lui décerna la mention *Très honorable*.

Mme Chandon est la première Française docteur ès sciences mathématiques.

(3) Archives de la Faculté des Sciences de Paris. Doctorat.

Quelques Facultés de province nous ont communiqué le nombre de leurs étudiantes docteurs ès sciences :

Strasbourg : doct. d'Etat : 4 Françaises; doct. d'Univ. : 1 Française (de 1920-21 à 1928-29 inclusivement).

Toulouse : doct. d'Etat : 2 Françaises; doct. d'Univ. : 1 Française (de 1918-19 à 1928-29 inclusivement).

2° *Doctorat d'Université*. — D'après le *Catologue des Thèses*, c'est à *Grenoble*, en 1903-04, que les femmes passèrent en premier lieu cet examen. Les Facultés de *Besançon*, *Lille*, *Montpellier*, *Nancy*, *Strasbourg* en mentionnent aussi.

A la Faculté des Sciences de Paris, de 1909-10, année où le premier doctorat d'Université fut obtenu par une femme, à 1928-29 inclusivement, 15 candidates (7 Françaises et 8 étrangères) conquièrent ce diplôme.

c — *Doctorat en droit*.

1° *Doctorat d'Etat*. — C'est à la Faculté de *Paris*, que la première femme subit en France les épreuves du doctorat en droit. Mlle Bilcescu, première licenciée en droit, fut également la première candidate à passer le doctorat. Elle soutint sa thèse, *De la condition légale de la mère (Droit romain, et Droit français)*, le 3 juin 1890. Elle fut reçue avec *Eloge* (1).

La Faculté de Paris précéda de longtemps les autres Facultés. Elle comptait déjà 7 femmes docteurs en droit lorsque les étudiantes commencèrent à obtenir ce titre en province (2).

D'après le *Catalogue des Thèses* (1884-1929), les premiers doctorats en droit obtenus par des femmes dans les Facultés de province sont mentionnés dans les Facultés suivantes :

- Faculté de *Nancy*, 1912-13 (une étrangère);
- Faculté de *Montpellier*, 1917-18 (une Française);
- Faculté de *Poitiers*, 1917-18 (une Française);
- Faculté de *Dijon*, 1919-20 (une Française);
- Faculté de *Lyon*, 1921-22 (une Française);
- Faculté d'*Aix*, 1923-24 (une Française);
- Faculté de *Bordeaux*, 1923-24 (une Française);
- Faculté de *Lille*, 1923-24 (une Française);
- Faculté de *Caen*, 1924-25 (une Française);
- Faculté d'*Alger*, 1925-26 (une Française);
- Faculté de *Toulouse*, 1927-28 (une Française) (3).

Les Facultés de Droit de *Grenoble* et de *Rennes* ne comptaient pas encore de femmes docteurs en 1925-26 (dernière année mentionnée au *Catalogue des Thèses*).

(1) Archives de la Faculté de Droit de Paris.

(2) V. *Catalogue des Thèses*.

(3) Renseignement communiqué par M. le Secrétaire de la Faculté de Toulouse.

A la Faculté de Droit de *Strasbourg*, il n'y avait pas encore de doctorat féminin en 1928-29 (1).

De 1889-90 à 1925-26 inclusivement, d'après le *Catalogue des Thèses*, le nombre total des doctorats en droit obtenus par les femmes en province s'élevait à 25.

Faculté de Droit de Paris. — A l'Université de *Paris*, de même que les autres doctorats, les premiers diplômes en cette matière sont peu nombreux. Mademoiselle Bilcescu, ainsi qu'il est relaté plus haut, passa le doctorat en 1889-90. La première Française qui obtint ce grade fut Mlle J. Chauvin. Elle soutint sa thèse le 10 juin 1892 sur le sujet suivant : *Des professions accessibles aux femmes, en Droit romain et en Droit français. Evolution historique de la position économique de la femme dans la société*, et fut reçue docteur en droit avec *Eloge* (2). La deuxième Française, Mme Balachowsky-Petit, d'origine russe, acquit ce titre en 1900-01 (3). Mlle Dyvrande (actuellement Mme Dyvrande-Thévenin), troisième Française docteur en droit, soutint sa thèse en 1910-11 (4).

A partir de 1907-08, presque tous les ans, le tableau de statistique dressé d'après le dépouillement des archives de la Faculté de Droit de Paris mentionne une ou plusieurs femmes munies du doctorat. Leur nombre paraît en décroissance en 1928-29. Le chiffre le plus élevé a été obtenu en 1927-28 (13 : 11 Françaises et 2 étrangères). De 1889-90 à 1928-29 inclusivement, 65 femmes obtinrent le doctorat en droit.

En 1928-29, le nombre des femmes docteurs en droit était de 5 (3 Françaises et 2 étrangères), soit le 1/40 du total général des diplômés (202) (5).

2° *Doctorat d'Université* (6). — Rien n'est à signaler con-

(1) Renseignement communiqué par M. le Secrétaire de la Faculté de Strasbourg.

(2) Archives de la Faculté de Droit de Paris.

(3) *Id.*

(4) *Id.*

(5) *Id.*

(6) A l'Université de Paris, il fut institué par le décret du 27 mars 1912. Ce doctorat est destiné spécialement aux étrangers.

cernant les diplômes féminins à la Faculté de Droit de Paris et dans les Facultés de province (1).

d — *Doctorat en pharmacie.*

1° *Diplôme supérieur de pharmacien.* — Les femmes qui obtinrent ce diplôme figurent, jusqu'à présent, en petit nombre au *Catalogue des Thèses*.

La première jeune fille diplômée, Mlle E. Barthélémy, passa cet examen en 1895-96, à l'Ecole supérieure de Pharmacie de *Montpellier* (2).

En 1898-99, la Faculté de *Toulouse* mentionnait une candidate, Mlle Lafourcade (3).

En 1899-1900, à l'Ecole supérieure de *Paris*, Mlle Napias conquerrait le diplôme supérieur (4).

La Faculté de *Lyon* comptait une diplômée en 1920-21 (5).

La Faculté de *Strasbourg*, une diplômée en 1927-28 (6).

La Faculté de *Montpellier* comptait une autre diplômée en 1928-29 (7).

En 1928-29, à la *Faculté de Pharmacie de Paris*, il n'y avait encore qu'une femme, Mlle Napias, pourvue de ce diplôme.

2° *Doctorat d'Université.* — Le doctorat d'Université compte un plus grand nombre d'étudiants en pharmacie des deux sexes que le diplôme supérieur.

A l'Ecole supérieure de *Paris*, une Française soutint, pour la première fois, une thèse de doctorat universitaire, en 1905-06.

Dans les autres Facultés et Ecoles, les premières femmes qui obtinrent ce doctorat sont mentionnées, d'après le *Catalogue des Thèses*, aux années suivantes :

(1) Quelques Facultés de province nous ont communiqué le nombre de leurs étudiantes docteurs en droit (doct. d'Etat) :

Faculté d'*Alger* : 3 Françaises, de 1925-26 à 1928-29 inclusivement ;

— de *Dijon* : 2 Françaises, de 1919-20 à 1928-29 inclusivement ;

— de *Montpellier* : 9 Françaises, de 1917-18 à 1928-29 inclusiv.

— de *Strasbourg* : Aucun diplôme n'est signalé.

— de *Toulouse* : 1 Française, de 1927-28 à 1928-29 inclusivement.

(2) V. *Catalogue des Thèses*.

(3) *Id.*

(4) *Id.*

(5) *Id.*

(6) Renseignement communiqué par M. le Secrétaire de la Faculté.

(7) *Id.*

Ecole supérieure de *Montpellier*, 1909-10 (une Française);
 Faculté d'*Alger*, 1914-15 (une Française);
 Faculté de *Lyon*, 1919-20 (une Française);
 Faculté de *Lille*, 1921-22 (une Française);
 Faculté de *Nancy*, 1923-24 (une étrangère);
 Faculté de *Toulouse*, 1924-25 (une Française);
 Faculté de *Strasbourg*, 1927-28 (une Française) (1).

La Faculté de Pharmacie de *Bordeaux* ne comptait pas encore d'étudiante docteur en pharmacie en 1925-26 (dernière année mentionnée au *Catalogue*).

Dans les Facultés de province, de 1909-10, année du premier doctorat universitaire féminin passé en province, à 1925-26 inclusivement, 20 doctorats de cette catégorie avaient été obtenus par des femmes.

Faculté de Pharmacie de Paris. — A la Faculté de Paris, de 1905-06, année où le premier doctorat féminin est mentionné, à 1928-29 inclusivement, 16 étudiantes (13 Françaises et 3 étrangères) avaient conquis ce grade (2).

e — *Doctorat ès lettres.*

1° *Doctorat d'Etat.* — C'est le doctorat ès lettres d'Etat que les femmes passèrent en dernier lieu.

En 1913-14, pour la première fois, deux candidates furent reçues docteurs devant la Faculté des Lettres de Paris. La première, Mlle Duportal présenta, le 13 mai 1914 (3), comme thèse principale : *Etude sur les livres à figures édités en Fran-*

(1) Renseignement communiqué par M. le Secrétaire de la Faculté.

(2) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire de la Faculté de Pharmacie de Paris.

Quelques Facultés de province nous ont communiqué le nombre de leurs étudiantes docteurs en pharmacie :

Faculté d'*Alger* : doct. d'Univ. : 3 Françaises, de 1914-15 à 1928-29 inclusivement.

Faculté de *Montpellier* : dip. sup. : 2 Françaises; doct. d'Univ. : 13 Françaises de 1895-96 à 1928-29 inclusivement.

Faculté de *Strasbourg* : dip. sup. : 1 Française; doct. d'univ. : 1 Française, de 1927-28 à 1928-29 inclusivement.

Faculté de *Toulouse* : dip. sup. : 1 Française; doct. d'Univ. : 3 Françaises, de 1898-99 à 1928-29 inclusivement.

(3) Archives de la Faculté des Lettres de Paris. *Procès-verbaux des soutenances de Thèses (Doctorat)*, p. 17.

ce de 1601 à 1660, et comme thèse complémentaire : *Contribution au Catalogue général des livres à figures du XVII^e siècle* (1601-1633). Le jury lui décerna le titre de docteur ès lettres, avec la mention *Très honorable*. La seconde, Mlle Zanta, soutint, le 19 mai 1914 (1), ses thèses sur les sujets suivants : *La renaissance du stoïcisme au XVI^e siècle* (Thèse principale), *La traduction française du manuel d'Epictète d'André de Rivardeau au XVI^e siècle* (Thèse complémentaire). Elle fut également reçue docteur avec la mention *Très honorable*.

Faculté des Lettres de Paris. — C'est à la Faculté de Paris que les femmes docteurs ès lettres sont en plus grand nombre. De 1913-14 à 1928-29 inclusivement, on en compte un total de 23 (19 Françaises et 4 étrangères) (2). En 1928-29, sur 31 doctorats d'Etat, 3 femmes (une Française et 2 étrangères) obtinrent ce grade.

Dans les Facultés de province, nos recherches dans le *Catalogue des Thèses* jusqu'en 1925-26 (dernière année mentionnée au *Catalogue*) nous ont permis de relever deux autres doctorats ès lettres obtenus, l'un, en 1917-18, à la Faculté de Clermont, par Mlle Pointud-Guillemot, l'autre, en 1924-25, à la Faculté de Strasbourg, par Mme Labande-Jeanroy. A la Faculté de Toulouse, en 1926-27, Mlle Raynal conquist aussi ce diplôme (3).

2° *Doctorat d'Université.* — A la Faculté des Lettres de Paris, dès l'année 1900-01, une Italienne, Mlle Cipriani, soutint avec succès les épreuves de ce doctorat. Les étrangères y furent toujours plus nombreuses que les Françaises à conquérir ce grade. De 1900-01 à 1928-29 inclusivement, la Faculté de Paris délivra 119 diplômes à des femmes. En 1928-29, sur un total de 29 docteurs d'Université, 13 femmes (une Française et 12 étrangères) obtinrent ce titre (4).

Les Facultés de province délivrèrent également ce diplôme à des femmes :

(1) Archives de la Faculté des Lettres de Paris. *Procès-verbaux des soutenances de Thèses.*

(2) *Id.*

(3) Renseignement communiqué par M. le Secrétaire de la Faculté des Lettres de Toulouse.

(4) Archives de la Faculté des Lettres de Paris. *Procès-verbaux des soutenances de Thèses.*

La Faculté de *Lyon*, pour la première fois, en 1901-02 (une étrangère);

La Faculté de *Toulouse*, pour la première fois, en 1905-06 (une étrangère);

La Faculté de *Grenoble*, pour la première fois, en 1908-09 (une étrangère);

La Faculté de *Montpellier*, pour la première fois, en 1911-12 (une étrangère);

La Faculté de *Strasbourg*, pour la première fois, en 1922-23 (une Française);

La Faculté de *Nancy*, pour la première fois, en 1924-25 (une Française).

En 1925-26 (dernière année mentionnée au *Catalogue des Thèses*) les Facultés d'*Aix*, de *Besançon*, de *Bordeaux*, de *Caen*, de *Clermont*, de *Dijon*, de *Lille*, de *Poitiers*, de *Rennes* ne comptaient pas encore de doctorat d'Université ès lettres décerné à des étudiantes. En 1928-29, il ne se trouvait pas encore de femmes docteurs ès lettres à la Faculté d'*Alger* (1).

Dans les Facultés de province, de 1901-02 à 1925-26 inclusivement, le nombre des doctorats d'Université obtenus par les femmes s'élevait à 13 environ (2).

En résumé, plus de 1.373 doctorats ont été obtenus par des femmes à l'Université de Paris, se décomposant en :

65 doctorats en droit (doct. d'Etat).

+ 1.065 doctorats en médecine (3).

(+ 790 doct. d'Etat; + 275 doct. d'Univ.).

84 doctorats ès sciences

(69 doct. d'Etat; 15 doct. d'Univ.).

142 doctorats ès lettres

23 doct. d'Etat; 119 doct. d'Univ.).

(1) Renseignement communiqué par M. le Secrétaire de la Faculté d'*Alger*.

(2) Quelques Facultés de province nous ont communiqué le nombre de leurs étudiantes docteurs ès lettres :

A la Faculté d'*Alger*, il n'en est signalé aucune.

A la Faculté de *Strasbourg* : doct. d'Etat : 1 Française; doct. d'Univ. : 2 Françaises et une étrangère, de 1922-23 à 1928-29 inclusivement.

A la Faculté de *Toulouse* : doct. d'Etat : 1 Française; doct. d'Univ. : 1 Française et 6 étrangères, de 1905-06 à 1928-29 inclusivement.

(3) V. p. 206, note 1.

17 doctorats en pharmacie

(1 diplôme sup.; 16 doct. d'Univ.).

Aux grades d'enseignement supérieur mentionnés ci-dessus, il faut joindre :

**1° Les agrégations de droit, de médecine
et de pharmacie (1)**

En ce qui concerne l'agrégation de droit, on compte une jeune fille admissible en 1928 (agrégation de droit privé); — 2 jeunes filles en 1929 (*id.*).

Au concours de l'agrégation de médecine, une femme fut admissible en 1911, mais ne continua pas les épreuves pour raisons de famille. La première agrégée, Mlle Condat, fut reçue au concours en 1923 (2). Elle est actuellement la seule femme, en France, pourvue de ce grade.

On ne compte encore aucune femme agrégée de pharmacie.

2° Le Diplôme de pharmacien (3)

Le *Journal des Femmes* (4) annonçait en 1869 qu'une jeune fille, Mlle Doumergue, venait d'obtenir, la première, le diplôme de pharmacien à l'Ecole supérieure de *Montpellier*. Elle ouvrit quelque temps après une pharmacie dans cette ville (5).

L'Ecole d'*Alger*, en 1874-75, fut la deuxième à compter une diplômée (2^e classe) : Mme Coudray.

D'après les statistiques du Ministère de l'Instruction publique, de 1875-76 à 1900-01 inclusivement (6), 27 femmes étaient titulaires de ce diplôme. Elles se répartissaient en 5 diplômées de 1^{re} classe et en 22 diplômées de 2^e classe.

(1) V. Statut du 16 novembre 1874, art. 1^{er} : Agrégations des Facultés de Droit, Médecine, Sciences, Lettres et Ecoles supérieures de Pharmacie.

Depuis la loi de finances du 22 décembre 1878, il n'existe plus des agrégés des Facultés des Lettres ni des Sciences (*J. Off.*, 23 décembre 1878), V. Fuzier-Herman, *Répertoire du Droit français*, p. 430, n^{os} 597-598.

(2) V. *La femme professeur d'Université*.

(3) Le diplôme de pharmacien comporte plusieurs régimes :

a) La loi du 21 germinal an XI établit un diplôme de *première classe*

b) D'après la loi du 19 avril 1898 il n'est plus délivré qu'un seul diplôme de pharmacien correspondant au diplôme de première classe.

Ces régimes furent en vigueur simultanément.

(4) *Le Journal des Femmes*, 5 avril 1869, n^o 3.

(5) V. *Le Droit des Femmes*, 12 juin 1869 et *l'Avenir des Femmes*, 7 février 1875.

(6) V. p. 198, note 1.

ANNÉES SCOLAIRES	DROIT			MÉDECINE			SCIENCES		
	D. d'État		D. d'Université réserve aux étrangers	D. d'État		D. d'Université réserve aux étrangers	D. d'État		D. d'Un
	Françaises	Étrangères		Françaises	Étrangères		Françaises	Étrangères	
1869-1870	—	—	—	—	1	—	—	—	—
1870-1871	—	—	—	—	1	—	—	—	—
1871-1872	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1872-1873	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1873-1874	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1874-1875	—	—	—	1	—	—	—	—	—
1875-1876	—	—	—	1	—	—	—	—	—
1876-1877	—	—	—	—	5	—	—	—	—
1877-1878	—	—	—	—	1	—	—	—	—
1878-1879	—	—	—	—	1	—	—	—	—
1879-1880	—	—	—	1	2	—	—	—	—
1880-1881	—	—	—	1	1	—	—	—	—
1881-1882	—	—	—	1	1	—	—	—	—
1882-1883	—	—	—	1	3	—	—	—	—
1883-1884	—	—	—	—	5	—	—	—	—
1884-1885	—	—	—	2	—	—	—	—	—
1885-1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1886-1887	—	—	—	—	4	—	—	—	—
1887-1888	—	—	—	1	2	—	1	—	—
1888-1889	—	—	—	4	3	—	—	—	—
1889-1890	—	1	—	1	19	—	1	—	—
1890-1891	—	—	—	—	3	—	—	—	—
1891-1892	1	—	—	2	9	—	—	—	—
1892-1893	—	—	—	1	5	—	—	—	—
1893-1894	—	—	—	1	11	—	—	1	—
1894-1895	—	—	—	3	15	—	—	—	—
1895-1896	—	—	—	3	12	—	—	—	—
1896-1897	—	—	—	3	14	—	—	—	—
1897-1898	—	—	—	1	11	—	—	—	—
1898-1899	—	—	—	2	17	—	—	—	—
1899-1900	—	—	—	7	27	—	—	—	—
1900-1901	1	—	—	3	15	—	—	—	—
1901-1902	—	—	—	3	10	2	1	—	—
1902-1903	—	—	—	7	9	4	1	—	—
1903-1904	—	—	—	2	2	2	1	—	—
1904-1905	—	—	—	3	2	11	1	1	—
1905-1906	—	—	—	2	4	4	1	—	—
1906-1907	—	—	—	2	2	3	1	—	—
1907-1908	—	1	—	5	1	11	1	—	—
1908-1909	—	1	—	8	—	12	—	1	—
1909-1910	—	—	—	7	1	25	1	—	1
1910-1911	1	—	—	9	—	20	2	—	—
1911-1912	1	—	—	11	1	28	1	—	—
1912-1913	—	1	—	8	2	16	2	—	—
1913-1914	1	—	—	12	2	44	2	—	—
1914-1915	—	—	—	3	1	17	1	1	1
1915-1916	—	—	—	11	—	5	2	—	—
1916-1917	2	—	—	15	1	4	1	—	—
1917-1918	1	—	—	14	4	10	1	1	—
1918-1919	2	—	—	23	2	—	1	—	—
1919-1920 (1)	1	—	—	?	?	?	2	—	—
1920-1921	1	—	—	34	4	7	4	1	—
1921-1922	2	1	—	30	1	5	—	1	—
1922-1923	2	—	—	37	3	6	5	1	—
1923-1924	5	1	—	29	11	3	5	2	—
1924-1925	2	1	—	30	2	8	3	—	—
1925-1926	7	1	—	53	3	5	2	—	—
1926-1927	9	—	—	42	2	11	1	1	—
1927-1928	11	2	—	47	4	5	4	1	—
1928-1929	3	2	—	35	6	7	6	2	—
	53	12		522	268	275	55	14	
	65			790			69		
	65			1065			84		
									1.37

(1) Nous ne possédons que le total général pour les diplômes de

LETTRES			PHARMACIE				TOTAL				TOTAL GÉNÉ- RAL
D. d'État		D. d'Université	D. supérieur		D. d'Université		D. d'État		D. d'Université		
Etrangères	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères	
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
—	—	—	—	—	—	—	1	5	—	—	5
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1
—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	3
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	4
—	—	—	—	—	—	—	2	5	—	—	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	4
—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	4
—	—	—	—	—	—	—	4	3	—	—	7
—	—	—	—	—	—	—	2	20	—	—	22
—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	3
—	—	—	—	—	—	—	1	9	—	—	12
—	—	—	—	—	—	—	1	5	—	—	6
—	—	—	—	—	—	—	1	12	—	—	13
—	—	—	—	—	—	—	3	15	—	—	18
—	—	—	—	—	—	—	3	12	—	—	15
—	—	—	—	—	—	—	3	14	—	—	17
—	—	—	—	—	—	—	1	11	—	—	12
—	—	—	—	—	—	—	2	17	—	—	19
—	—	1	—	—	—	—	8	27	—	—	35
—	—	—	—	—	—	—	4	15	—	—	20
—	—	2	—	—	—	—	4	10	—	1	16
—	—	3	—	—	—	—	8	9	—	2	23
—	1	2	—	—	—	—	3	2	—	6	10
—	—	—	—	—	—	—	4	3	1	5	21
—	—	—	—	—	1	—	3	4	1	4	12
—	—	2	—	—	—	—	3	2	—	5	10
—	—	5	—	—	—	—	6	2	—	—	16
—	—	2	—	—	—	—	8	2	—	16	24
—	1	4	—	—	—	—	8	2	—	14	24
—	—	5	—	—	—	—	8	1	2	29	40
—	—	3	—	—	—	—	12	—	1	25	38
—	—	6	—	—	—	—	13	1	—	31	45
—	1	3	—	—	—	—	10	3	—	24	37
—	—	3	—	—	—	—	17	2	1	50	70
—	—	2	—	—	—	—	5	2	1	20	28
—	—	2	—	—	—	—	13	—	—	7	20
—	—	1	—	—	1	—	18	1	1	6	26
—	1	2	—	—	—	—	16	5	—	12	33
—	2	1	—	—	—	—	27	2	1	2	32
—	1	3	—	—	—	1	3	2	2	2	7
—	—	1	—	—	2	—	39	5	3	10	57
—	2	5	—	—	—	—	33	3	—	6	42
—	—	4	—	—	—	—	47	4	2	11	64
—	1	3	—	—	1	—	40	14	—	9	63
—	1	9	—	—	3	—	35	3	5	11	54
—	—	8	—	—	2	1	68	4	3	15	90
—	—	12	—	—	1	—	53	3	3	19	78
2	1	—	—	—	1	—	64	9	3	18	94
2	—	12	—	—	1	—	45	12	3	19	79
4	13	106	1	—	13	3	650	298	33	392	1.373
119			1		16		948		425		
142			17				1.373				

Faculté de Pharmacie de Paris. Diplôme d'Etat. — A la Faculté de Pharmacie de Paris, le premier diplôme de pharmacien de 1^{re} classe fut obtenu par une jeune fille de nationalité russe, Mlle Fichtenholz, le 10 avril 1897.

TABLEAU XXVIII

NOMBRE DE FEMMES AYANT OBTENU LE DIPLOME DE PHARMACIEN
A LA FACULTÉ DE PHARMACIE DE PARIS (1)

ANNÉES SCOLAIRES	DIPLOME D'ÉTAT		DIPLOME D'UNIVERSITÉ	
	Diplôme de 1 ^{re} classe (loi du 21 germinal an XI) et Diplôme de pharmacien (loi du 19 av. 1898)	Diplôme de 2 ^e classe (supprimé par la loi du 19 avril 1838)	Diplôme de 1 ^{re} classe et Diplôme de pharmacien	Diplôme de 2 ^e classe
1896-1897	1	—	—	—
1897-1898	—	—	—	—
1898-1899	—	1	—	—
1899-1900	1	1	—	—
1900-1901	2	1	—	—
1901-1902	1	3	—	—
1902-1903	—	2	—	—
1903-1904	2	2	—	—
1904-1905	—	2	—	—
1905-1906	—	2	—	—
1906-1907	3	—	—	—
1907-1908	—	—	—	—
1908-1909	—	1	1	—
1909-1910	3	—	—	—
1910-1911	1	—	—	—
1911-1912	1	—	—	—
1912-1913	—	—	—	—
1913-1914	1	—	—	—
1914-1915	—	—	—	—
1915-1916	2	1	—	—
1916-1917	1	—	—	—
1917-1918	3	—	—	—
1918-1919	9	—	1	—
1919-1920	6	—	—	—
1920-1921	12	—	—	—
1921-1922	8	—	—	—
1922-1923	11	—	—	—
1923-1924	18	—	—	—
1924-1925	40	—	—	—
1925-1926	47	—	—	—
1926-1927	53	—	—	—
1927-1928	63	—	—	—
1928-1929	63	—	—	—
TOTAUX	352	16	2	—

(1) Tableau établi d'après les Archives de la Faculté de Pharmacie de Paris.

C'est en 1898-99, à Paris, qu'une étudiante conquiert le diplôme de 2^e classe pour la première fois; 16 l'obtinrent jusqu'en 1915-16 inclusivement.

De 1896-97, année où le premier diplôme de 1^{re} classe fut délivré à une femme, jusqu'en 1928-29 inclusivement, 352 diplômes de pharmacien (régimes de la loi du 21 germinal an XI et de la loi du 19 avril 1898) ont été obtenus par des étudiantes. Le nombre des diplômées, à la Faculté de Pharmacie de Paris, est en progression sensible depuis l'année 1924-25 (1).

Diplôme d'Université. — Ce diplôme est réservé aux étudiants étrangers. D'après les archives de la Faculté de Paris, nous n'avons relevé que les noms de deux étudiantes.

3^e Le Diplôme de Chirurgien-Dentiste

Le diplôme de chirurgien-dentiste fut institué par le décret du 25 juillet 1893.

Le tableau suivant indique le nombre des femmes qui obtinrent ce diplôme à la Faculté de Médecine de Paris :

C'est à partir de l'année scolaire 1920-21, qu'une augmentation très sensible commença à se faire jour. Le nombre maximum de femmes ayant acquis ce diplôme s'éleva en 1926-27, à 77.

En 1928-29, 74 diplômes furent délivrés à des candidates (65 Françaises et 9 étrangères), soit un peu moins du 1/3 du chiffre total (248).

De 1893-94 à 1928-29 inclusivement, plus de 900 femmes obtinrent le diplôme de chirurgien-dentiste à la Faculté de Paris (+ 786 Françaises et + 114 étrangères) (2). (De même que pour les diplômes de doctorat en médecine, l'attribution par sexe des diplômes de chirurgien-dentiste n'existe pas à la Faculté de Médecine pour l'année 1919-20).

(1) Quelques Facultés de Pharmacie de province nous ont communiqué le nombre de leurs étudiantes diplômées :

Faculté de Montpellier : 130.

— de Toulouse : 91.

— de Strasbourg : 24 (régime local : 20).

(2) Le signe + indique que le chiffre indiqué est au-dessous de la réalité.

TABLEAU XXIX

NOMBRE DE FEMMES AYANT OBTENU LE DIPLÔME DE CHIRURGIEN-DENTISTE
A LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉES SCOLAIRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES	TOTAL
1893-1894	9	3	12
1894-1895	10	4	14
1895-1896	10	1	11
1896-1897	3	2	5
1897-1898	2	1	3
1898-1899	5	1	6
1899-1900	6	2	8
1900-1901	5	4	9
1901-1902	8	1	9
1902-1903	7	1	8
1903-1904	13	2	15
1904-1905	19	4	23
1905-1906	12	2	14
1906-1907	18	5	23
1907-1908	21	1	22
1908-1909	25	6	31
1909-1910	18	5	23
1910-1911	26	5	31
1911-1912	22	4	26
1912-1913	9	—	9
1913-1914	4	—	4
1914-1915	5	1	6
1915-1916	16	3	19
1916-1917	8	—	8
1917-1918	15	—	15
1918-1919	12	1	13
1919-1920	?	?	?
1920-1921	30	6	36
1921-1922	50	1	51
1922-1923	47	6	53
1923-1924	63	3	66
1924-1925	55	11	66
1925-1926	38	4	42
1926-1927	70	7	77
1927-1928	60	8	68
1928-1929	65	9	74
	786	114	900

II. — L'ADMISSION DES FEMMES DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AUTRES QUE LES FACULTÉS

Nous envisagerons successivement ces établissements : à
l'Université de Paris et dans les Universités de province.

1° Université de Paris (1)

Ces établissements peuvent se répartir en 3 catégories :

A. — L'Ecole normale supérieure et les Instituts annexes à l'Université;

B. — Les établissements publics d'enseignement supérieur extérieurs à l'Université;

C. — Les établissements libres d'enseignement supérieur.

Dans chacun de ces groupes, nous passerons en revue :

A. — *a* — L'Ecole normale supérieure;

b — L'Institut de Chimie;

c — L'Institut du Radium;

d — L'Institut de Statistique;

e — L'Institut d'Urbanisme.

B. — *a* — L'Ecole nationale des Chartes;

b — L'Ecole nationale des Langues orientales vivantes;

c — L'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts;

d — L'Ecole nationale supérieure de Céramique;

e — L'Institut national agronomique;

f — L'Ecole centrale des Arts et Manufactures.

C. — *a* — L'Institut catholique de Paris;

b — L'Ecole libre des Sciences politiques;

c — L'Ecole de Haut Enseignement commercial pour les jeunes filles;

d — L'Ecole de Notariat;

e — L'Institut national d'Orientation professionnelle;

f — L'Ecole spéciale des Travaux publics;

g — L'Ecole supérieure d'Electricité;

h — L'Ecole spéciale d'Architecture.

(1) V. la liste complète de ces établissements dans *Le livret de l'étudiant*, 1929-30. Il est à remarquer que tous ces établissements ne sont pas ouverts aux femmes. Celles-ci ne sont pas admises à l'Ecole coloniale, dans les Ecoles supérieures militaires, à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales et à l'Ecole supérieure pratique de Commerce et d'Industrie. L'Ecole nationale supérieure des Mines n'est pas fermée aux femmes. Jusqu'en 1929-30, aucune candidate ne s'y est présentée.

2° Universités de province

- A. — *a* — L'Institut polytechnique de Grenoble;
 b — L'Institut de Chimie de Lille;
 c — L'Institut chimique de Nancy;
 d — L'Institut agricole de Toulouse.
- B. — L'Ecole supérieure des Mines de Saint-Etienne.
- C. — L'Institut industriel du Nord de la France, à Lille.
- Appendice : L'Ecole de Rome et l'Ecole d'Athènes.

1° Université de Paris

**A. — École normale supérieure et les Instituts annexes
à l'Université**

a — *Ecole normale supérieure* (1).

Les jeunes filles qui ont, jusqu'en 1930 inclusivement, subi avec succès les épreuves du concours d'admission sont au nombre de 12 (2) (6 pour la section des Sciences et 6 pour la section des Lettres) :

Mlle *Rouvière* (devenue depuis Mme Rivière) (promotion 1910, Sciences);

Mlle *Rouvière* (promotion 1912, Sciences);

Mlle *Parize* (devenue depuis Mme Flamant) (promotion 1917, Sciences);

Mlle *Chaumont* (promotion 1919, Sciences);

Mlle *Jacotin* (promotion 1926, Sciences);

Mlle *Molino* (promotion 1927, Lettres);

Mlle *Petrement* (promotion 1927, Lettres);

(1) 45, rue d'Ulm, à Paris.

(2) L'Ecole compta une auditrice en 1906-07, Mlle Robert. *La Française*, n° 1, 21 oct. 1906, relate ce fait : « On verra à la rentrée de l'Ecole normale de la rue d'Ulm, et pour la première fois depuis que ce vieil établissement est fondé, une jeune fille participer au haut enseignement qui y est donné. Mlle Robert sera, bien entendu, parmi les élèves externes. V. aussi *La Française*, 4 nov. 1906, *Une normalienne chez les normaliens*, et *id.*, 11 août 1907.

Dans le nombre indiqué ci-dessus ne figurent que les jeunes filles reçues comme élèves.

Mlle *Ramnoux* (promotion 1927, Lettres);
Mlle *Weil* (promotion 1928, Lettres);
Mlle *Gouard* (promotion 1930, Sciences);
Mlle *Coutte* (promotion 1930, Lettres);
Mlle *Gillet* (promotion 1930, Lettres).

La plus ancienne d'entre elles, Mlle Rouvière (aujourd'hui Mme Rivière) a été nommée élève de l'Ecole en même temps que les jeunes gens de sa promotion. Mais le Conseil supérieur de l'Instruction publique s'étant prononcé dans sa séance du 7 juillet 1911 contre l'attribution aux jeunes filles de la qualité d'élève de l'Ecole normale supérieure, le Ministre, par sa circulaire du 2 mars 1912, a prescrit, sans toutefois abroger la nomination de Mlle Rouvière (promotion 1910), que les jeunes filles, en cas de succès au concours d'admission, ne seraient point nommées élèves à l'Ecole normale supérieure, et qu'elles pourraient seulement obtenir une bourse.

Conformément à cette décision, Mlles Rouvière (1912), Parize (1917), Chaumont (1919) et Jacotin (1926) ont été, quoique classées en rang utile pour entrer à l'Ecole Normale Supérieure, nommées boursières près la Faculté des Sciences de Paris. Elles ont pu cependant, en vertu d'autorisations régulières, venir travailler à l'Ecole dans les mêmes conditions que les élèves externes.

Les dispositions de la circulaire du 2 mars 1912 cessèrent d'être appliquées lorsque le Ministre, conformément à l'avis exprimé le 21 janvier 1927 par le Conseil supérieur de l'Instruction publique, eut réservé un accueil favorable à la demande qu'avait formée Mlle Jacotin en vue d'obtenir le titre d'élève de l'Ecole normale supérieure.

L'arrêté du 7 février 1927, nommant Mlle Jacotin élève de cet établissement et celui du 24 juin 1927 conférant rétroactivement le même titre à Mlle Rouvière (promotion 1912), à Mme Flamant, née Parize (promotion 1917), et à Mlle Chaumont (promotion 1919) ont entraîné le remaniement des instructions relatives à l'admission des femmes à l'Ecole normale supérieure. Celles-ci sont maintenant nommées élèves lorsqu'elles ont subi, avec succès, les épreuves du concours d'entrée. Elles sont obligatoirement externes, mais elles ont, comme les élèves du sexe masculin, le droit de suivre tous les cours, conférences ou exercices pratiques de l'Ecole.

Ces dispositions ont été fixées par les instructions ministérielles du 8 décembre 1927, actuellement en vigueur (1).

b — *Institut de Chimie* (2).

c — *Institut du Radium* (3).

d — *Institut de Statistique* (4).

Les femmes sont peu nombreuses à l'Institut de Statistique. Depuis l'ouverture de l'Institut (1927-28) jusqu'en 1929-30 inclusivement, 4 étudiantes ont été inscrites.

En 1927-28, sur un total de 23 élèves, on comptait 2 jeunes filles (une Russe et une Suédoise). Elles passèrent avec succès en fin d'année le certificat d'aptitude.

En 1928-29, sur un total de 25 élèves, il se trouvait une femme de nationalité roumaine, qui ne se présenta pas à l'examen.

En 1929-30, sur un ensemble de 27 étudiants, une Française suivait les cours (5).

e — *Institut d'Urbanisme* (6).

Les élèves femmes, à l'Institut d'Urbanisme, ont été jusqu'à présent en petit nombre.

En 1929-30, sur un total général (Institut et sections) de

(1) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire de l'Ecole normale supérieure.

(2) V. *La femme ingénieur*.

(3) V. *La femme professeur d'Université*. — M^{me} Curie.

(4) L'Institut de Statistique est placé sous la direction scientifique de la Faculté de Droit, de la Faculté des Sciences, de la Faculté de Médecine et de la Faculté des Lettres.

(5) Renseignements communiqués par la Faculté des Sciences de Paris.

(6) L'Institut a été créé par délibération du Conseil général de la Seine du 9 juillet 1919 sous le titre d'Ecole des Hautes Etudes urbaines. Le décret du 29 décembre 1924 a réuni l'Institut d'Urbanisme à l'Université de Paris (Facultés de Droit et des Lettres).

Son enseignement, d'une durée de deux années, poursuit un triple but, scientifique, utilitaire et vulgarisateur. Il vise l'ensemble des matières se rapportant à l'étude des villes, leur organisation administrative, économique et sociale, leur aménagement, leur embellissement et leur extension.

L'Institut comprend aussi une *section de perfectionnement administratif* comportant un enseignement spécial destiné aux employés et secré-

339 élèves, l'Institut en comptait 147, dont 9 femmes. Cinq étudiantes se trouvaient en *première année* (une Française et 4 étrangères; deux Chinoises, une Roumaine, une Autrichienne). Trois étaient élèves de l'Ecole spéciale d'Architecture; les deux Chinoises avaient des équivalences de leur pays. Quatre Françaises suivaient les cours en *seconde année*. L'une d'elles étudiait à l'Ecole spéciale d'Architecture, les trois autres travaillaient à l'Office public d'habitations à bon marché du département de la Seine (O.H.B.M.).

De 1919 à 1929 inclusivement, sur un total général de 50 diplômes de l'Institut, 4 ont été obtenus par des élèves femmes, toutes de nationalité française : Mme P. Lévy (1922), Mme Leymarie (1926), Mme Bonnaud (1927) et Mlle Bouillot (1929).

Les femmes diplômées de l'Institut occupent une situation à l'O.H.B.M. (chef du service du secrétariat général et de la comptabilité, sous-chef du service du secrétariat général, sous-chef du service des études et publications, secrétaire) (1).

B. — Établissements publics d'enseignement supérieur extérieurs à l'Université

a — Ecole nationale des Chartes (2).

En 1927, M. Prou, directeur de l'Ecole des Chartes, dans une monographie consacrée à cet établissement, écrivait : « Depuis 1906, les femmes sont admises à l'Ecole, et elles font ici comme ailleurs une active concurrence aux hommes. Quelque opinion qu'on ait sur le rôle de la femme dans la

taires de mairies, et une section complémentaire destinée aux candidats aux emplois municipaux et départementaux.

Un *diplôme* sanctionne l'enseignement de l'Institut. Il est délivré après la discussion d'un mémoire (thèse).

Un *certificat* est délivré par la section de perfectionnement administratif et par la section complémentaire.

(Nous ne nous occuperons que de l'enseignement de l'Institut sanctionné par le *diplôme*).

(1) Renseignements communiqués par le Secrétaire de l'Institut. V. aussi les *Annales de l'Université de Paris*, janv.-fév. 1930, p. 34-36, l'*Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris*; Rapport présenté à M. le Recteur de l'Université de Paris par M. Bruggeman, directeur de l'enseignement.

(2) 19, rue de la Sorbonne, à Paris.

société et même en regrettant qu'elle ne garde pas la place que la nature lui assigne, on ne peut nier que les femmes ne soient aptes aux études scientifiques. On ne s'étonnera pas non plus qu'elles se tournent vers l'Ecole des Chartes, car si les choses sont telles, qu'elles soient obligées de travailler et de gagner leur vie, les fonctions d'archiviste ou de bibliothécaire sont de celles qui, en les mêlant moins à la vie extérieure, leur conviennent le mieux et même dans une certaine mesure sont conciliables avec le rôle de mère de famille et de ménagère » (1).

Nous avons pu, grâce à l'autorisation de M. le Secrétaire de l'Ecole des Chartes, dépouiller la publication *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, ce qui nous a permis d'établir le tableau ci-contre :

Cette statistique nous montre la progression des élèves femmes à l'Ecole des Chartes où, depuis 1924, elles constituent environ la moitié de l'effectif admis au concours chaque année. Cette proportion est même dépassée en 1928, où neuf femmes ont été reçues sur un total de 16 candidats et en 1929 (total général, 19; nombre de femmes, 10).

Les jeunes filles se classent dans les premiers rangs aux concours d'admission et de sortie. Dans l'épreuve de la thèse, elles font preuve d'autant d'originalité et d'initiative que les jeunes gens.

Mlle Aclocque, la première femme admise en qualité d'élève à l'Ecole des Chartes (1906), soutint sa thèse sur le sujet suivant : *Etudes sur le commerce et l'industrie à Chartres depuis le XI^e siècle jusqu'à la fin du ministère de Colbert*.

Mlle Ducaffy, promue archiviste paléographe en 1920, fut la deuxième jeune fille admise à l'Ecole. Sa thèse porte le titre : *Essai sur la condition de la classe agricole en Brie aux XII^e et XIII^e siècles*.

A l'Ecole des Chartes, de 1906 à 1930 inclusivement :

Sur un total de 239 candidats reçus au concours d'entrée (2), on comptait 83 femmes (82 Françaises et une étrangère) dont 9 classées avec le n° 1;

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 15. janv. 1927, M. Prou, *Nos Grandes Ecoles*. — IX. *L'Ecole des Chartes*, p. 381-382.

(2) Nous ne prenons en considération que les concours auxquels les femmes furent reçues.

TABLEAU XXX

ÉCOLE NATIONALE DES CHARTES

PROMOTIONS (CONCOURS D'ADMISSION)	NOMBRE TOTAL D'ADMIS	NOMBRE DE FEMMES ADMISES		RANG D'ADMISSION DES FEMMES AUX CONCOURS	Nombre total d'archivistes paléographes par promotion	NOMBRE DE FEMMES ARCHIVISTES PALÉOGRAPHES		RANG DE SORTIE DES FEMMES	Prix de la Thèse Auguste Molinier	Bourse de voyage Robert- André Michel
		Fran- çaises	Etran- gères			Françaises	Etran- gères			
1906.	20	1	—	4 ^e .						
1910.	—	—	—	—	13	1		5 ^e	—	—
1916.	5	1	—	1 ^{re} .	—	—		—	—	—
1917.	17	4	—	1 ^{re} , 12, 13 16 ^e .	—	—		—	—	—
1918.	11	3	—	1 ^{re} , 2, 10 ^e .	—	—		—	—	—
1919.	12	1	—	2 ^e .	—	—		—	—	—
1920.	10	1	—	1 ^{re} .	4	1		2 ^e .	—	—
1921.	15	6	—	1 ^{re} , 3, 5, 8, 11, 12 ^e .	14	4		1 ^{re} , 7, 11, 14 ^e .	—	—
1922.	19	5	—	2, 7, 12, 16, 17 ^e .	8	1		3 ^e .	—	—
1923.	15	4	—	1 ^{re} , 4, 5, 10 ^e .	11 + 1 h. rang	1 + 1 h. rang		3 ^e .	1	—
1924.	21	10	—	1 ^{re} , 4, 5, 6, 9, 10, 14, 17, 18, 19 ^e .	10	1		1 ^{re} .	1	—
1925.	20	9	—	2, 5, 9, 10, 11 13, 14, 16, 18 ^e .	10	3		1 ^{re} , 5, 8 ^e .	—	—
1926.	19	8	—	2, 6, 7, 10, 12 14, 16, 17 ^e .	14	3 + 2 (2)		2, 3, 4 ^e .	—	—
1927.	20	10	1 (1)	3, 7, 9, 10, 11 12, 14, 15, 18, 20 ^e .	11	4		3, 4, 9, 10 ^e .	1	1
1928.	16	9	—	1 ^{re} , 2, 3, 6, 8, 11, 12, 13, 14 ^e .	10	4 + 2 (2)		2, 5, 6, 8 ^e .	1	1
1929.	19	10	—	1 ^{re} , 4, 8, 9, 10, 12, 13, 15, 17, 19 ^e .	18 + 3 h. rang	9 + 1 h. rang		1 ^{re} , 2, 4, 5, 10 11, 14, 15, 17 ^e .	1	1
(3) 1930.					9 + 3 h. rang	5		2, 3, 4, 5, 7 ^e .	1	1
	239	82	1		132 + 7	37 + 6			6	4
		83			139	43				

(1) Les étrangers sont classés hors rang.

(2) Appartenant à des promotions antérieures, et classées hors rang.

(3) Ce tableau ayant été établi avant le concours d'admission de 1930, il nous a été impossible d'indiquer le nombre des élèves admis à ce concours.

Sur 139 diplômes d'archiviste paléographe, 43 (presque le 1/3) furent délivrés à des jeunes filles. Au concours de sortie, 4 d'entre elles occupèrent le premier rang : Mlles *Solente, Vieillard, Odier et Vitte* (1);

Six élèves femmes obtinrent le Prix de la thèse Auguste Molinier : Mlles *Dillay, Vieillard, Bézard, d'Alverny, Delebecque et Dobelmann*;

Quatre furent titulaires de la Bourse de voyage Robert-André Michel : Mlles *Gauthier, Parent, Malo et Laurent*.

D'après la *Société de l'Ecole des Chartes* (1930), les fonctions suivantes étaient remplies, à cette époque, par des femmes archivistes-paléographes :

Bibliothécaire à la Bibliothèque Forney; — Archiviste aux Archives nationales; — Bibliothécaire-adjoint au Ministère des Affaires étrangères; — Bibliothécaire à la Bibliothèque universitaire de Besançon; — Archiviste-adjoint de la Seine; — Bibliothécaire à la Bibliothèque de Rouen; — Bibliothécaire du Musée du Louvre; — Bibliothécaire au département des imprimés de la Bibliothèque nationale; — Bibliothécaire au département des manuscrits à la Bibliothèque nationale; — Bibliothécaire de l'Ecole des Langues orientales; — Archiviste-adjoint du Rhône; — Bibliothécaire de l'Agence générale des Colonies, etc...

b — *Ecole nationale des Langues orientales vivantes* (2).

Les femmes commencèrent à fréquenter l'Ecole nationale des Langues orientales vivantes vers le milieu du XIX^e siècle :

a) Comme *élèves* (3). — D'après des documents dont les plus anciens remontent à 1839, c'est en 1850 que l'on constate pour la première fois l'inscription d'une *élève* femme, et ce pour le cours d'arabe.

b) Comme *auditrices*. — Un décret en date du 8 novembre

(1) Les trois dernières ont été membres de l'Ecole française de Rome. La première ne put bénéficier de cette faveur, le Directeur à cette époque s'opposait à l'introduction de femme pensionnaire à la villa Farnèse. Un changement de direction permit aux jeunes filles de jouir de ce droit.

(2) 2, rue de Lille, à Paris.

(3) V. au sujet de l'historique des élèves et des auditeurs à l'Ecole le recueil publié en 1872 sous le titre de *Documents relatifs à la constitution et à l'histoire de l'Ecole spéciale des Langues orientales vivantes*.

1869 établit pour la première fois une distinction formelle entre élèves et auditeurs libres. C'est en 1869 que les femmes commencèrent, sans doute, à suivre les cours en qualité d'*auditrices*.

A. — *Elèves* (1).

a) De 1850 à 1866, les femmes n'apparaissent à l'Ecole en qualité d'élèves que de façon intermittente et exceptionnelle.

b) De 1869 à 1874, le nombre des élèves femmes varie de une à cinq par an.

c) De 1874 à 1884, aucune élève femme ; seulement des auditrices (nombre variant de 1. à 6).

d) De 1884 à 1895, les documents manquent.

e) De 1895 à 1908, une moyenne de deux élèves pour une année sur deux environ, avec séries de trois à quatre années consécutives sans aucune élève.

f) A partir de 1908, progression très sensible du nombre des élèves femmes : moyenne de sept ou huit par an jusqu'en 1914.

g) Pendant la guerre, la progression s'accroît encore, abstraction faite de la première année 1914-15, où l'on n'a compté que 5 élèves femmes.

1915-16 : 13 élèves ; 1916-17 : 17 élèves ; 1917-18 : 15 élèves.

h) Après la guerre, le chiffre baisse d'abord légèrement en 1918-19 (10 élèves) et en 1919-20 (12 élèves), mais il remonte brusquement dès 1920-21, avec 23 élèves ; la progression s'affirme ensuite, rapide et presque constante : 26 en 1921-22 ; 22 en 1922-23 ; 31 en 1923-24 ; 49 en 1924-25 ; 42 en 1925-26 ; 50 en 1926-27 ; 64 en 1927-28 ; 54 en 1928-29 ; 63 (31 Françaises et 32 étrangères) en 1929-30 (2).

B. — *Auditrices libres* (3).

(1) Les archives de l'Ecole renferment le registre d'inscription du cours d'arabe littéral de 1838 à 1866 (professeur Reinaud). Elles contiennent également la série des *registres d'inscription des élèves* depuis l'année 1869-70.

(2) Total général des élèves des deux sexes inscrits : 272, dont 172 Français et 100 étrangers.

(3) Les *registres d'inscriptions des auditeurs libres* figurent dans les archives de l'Ecole depuis l'année 1873-74.

La moyenne des auditrices libres, qui est de 3 ou 4 par an pour la période de 1874 à 1900, s'élève déjà sensiblement pendant la période de 1900 à 1910 (une douzaine par an environ), puis fait un bond, atteignant la quarantaine dès avant la guerre (50 même en 1911-12). Accrue encore même durant la guerre, cette moyenne, après la guerre, dépasse la soixantaine pour atteindre en 1929-30 le chiffre de 70.

En 1929-30, 41 élèves (23 Françaises et 18 étrangères) s'étaient présentées aux examens : ces candidates se répartissaient dans les groupes de langues professées à l'Ecole dans les proportions suivantes :

Groupe I. — *Langues de l'Asie antérieure et langues de l'Afrique* : 9 élèves femmes, soit environ 22 % ;

Groupe II. — *Langues de l'Extrême-Orient et langues de l'Inde* : 12 élèves femmes, soit environ 30 % ;

Groupe III. — *Langues de l'Europe orientale* : 20 élèves femmes, soit environ 48 %.

Ajoutons que c'est le cours de russe qui, dès l'origine, a attiré le plus grand nombre d'élèves femmes. (En 1929-30, 8 élèves femmes présentes aux examens.)

Sur un total de 41 aspirantes, 17 obtinrent le diplôme.

La statistique ci-après (1) indique depuis l'époque où les élèves femmes commencèrent à suivre les cours de l'Ecole, le nombre annuel des diplômées :

TABLEAU XXXI

ÉCOLE NATIONALE DES LANGUES ORIENTALES VIVANTES

De 1870 à 1887	—	En 1915	—
En 1888	2	— 1916	5
— 1889	—	— 1917	2
— 1890	1	— 1918	3
— 1891	1	— 1919	6
De 1891 à 1895	—	— 1920	2
En 1896	1	— 1921	8
— 1897 et 1898	—	— 1922	5
— 1899	2	— 1923	6
De 1900 à 1907	—	— 1924	5
En 1908	1	— 1925	6
— 1909	3	— 1926	11
— 1910	2	— 1927	14
— 1911	4	— 1928	14
— 1912	3	— 1929	11
— 1913	4	— 1930	17
— 1914	—		

(1) Les archives de l'Ecole renferment les procès-verbaux des examens depuis l'année 1869-70.

En ce qui concerne les professions embrassées par les 113 femmes qui ont obtenu le diplôme de l'Ecole, de 1888 à 1930 inclusivement, (un certain nombre d'entre elles ayant figuré dans le relevé ci-dessus, à diverses années, du fait qu'elles ont été diplômées pour plusieurs langues), nous pouvons établir la répartition suivante :

1° *Carrières d'enseignement* :

36 femmes diplômées, dont 3 dans l'enseignement supérieur (une notamment pour la médecine, à l'étranger).

2° *Carrières administratives* :

12 femmes diplômées, dont la moitié dans les services des affaires étrangères de divers pays. Signalons à ce propos que parmi les lauréats du dernier concours des carrières diplomatique et consulaire des Affaires étrangères, en France, a figuré pour la première fois une jeune fille, élève de l'Ecole des Langues orientales vivantes, Mlle Suzanne Borel, diplômée cette année même (1930), pour la langue chinoise. Deux autres femmes diplômées occupent des emplois au Ministère du Travail.

3° *Carrières commerciales* :

4 femmes diplômées.

4° *Bibliothèques* :

7 femmes diplômées.

5° *Musées* :

2 femmes diplômées.

6° *Carrière littéraire* :

2 femmes diplômées.

7° *Œuvres sociales* :

2 femmes diplômées.

Ajoutons qu'une vingtaine de femmes diplômées de l'Ecole des Langues orientales vivantes n'exercent aucune profession, s'étant pour la plupart mariées peu après leur sortie de l'Ecole.

Enfin une douzaine de ces élèves diplômées ont poursuivi, après leur sortie de l'Ecole, des études supérieures (Droit, Lettres, etc.) (1).

(1) Renseignements communiqués par M. l'Administrateur de l'Ecole des Langues orientales vivantes.

c — *Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts* (1).

Ce ne fut pas sans résistance que l'Ecole des Beaux-Arts ouvrit ses portes aux femmes (2). Mme Léon Bertaux, artiste sculpteur, fondatrice de l' « Union des Femmes peintres et sculpteurs », la première, prit l'initiative de l'entrée des jeunes filles à l'Ecole.

En 1889, au Congrès des Œuvres et Institutions féminines, elle formula ce vœu unanimement acclamé et qu'on transmit au Ministre : « Que les femmes artistes fussent admises à l'Ecole des Beaux-Arts et au concours pour les prix de Rome ». Mais Mme Bertaux rencontra les plus intransigeantes oppositions quant à la réalisation de ce vœu. Par deux fois successives, MM. Gerville-Réache et Viviani essayèrent d'obtenir gain de cause, mais l'un et l'autre ne réussirent à enlever que le vote d'une somme de mille francs à titre d'indication des volontés de la Chambre.

La question fut soulevée à nouveau au Congrès des Arts décoratifs, en 1894. Mme Pégard reprit le vœu de Mme Bertaux en l'élargissant et fit voter « l'entrée des femmes dans toutes les écoles d'art ». L'Ecole des Beaux-Arts y était comprise implicitement.

Les femmes n'eurent accès aux cours oraux qu'à partir du 6 octobre 1896. Mais les ateliers leur étaient toujours fermés.

Mlle Jamin, par lettre du 6 juin 1896, avait demandé à M. P. Dubois, directeur de l'Ecole, son inscription au concours d'admission à l'Ecole proprement dite (section peinture). Il lui fut répondu par le Directeur que « les femmes ne sont pas admises dans les ateliers de l'Ecole ».

C'est la loi du 28 novembre 1896 (3) qui ouvrit l'Ecole des Beaux-Arts aux femmes : après une vigoureuse campagne parlementaire qui dura pendant six mois, à laquelle Mlle Jamin prit une part active en multipliant autant qu'il fut nécessaire les démarches auprès de députés et sénateurs

(1) 14, rue Bonaparte, à Paris.

(2) V. à ce sujet : *Cinquante ans de féminisme*, p. 95-99, B. Moria, *Les femmes artistes*; — 2^e Congrès international des Œuvres et Institutions féminines, 1902, t. IV, p. 13-17. *Du rôle de la femme dans les arts depuis cinquante ans : Sa situation, son influence*.

(3) *J. Off.*, séance du 28 nov. 1896, p. 1822 (suite de la discussion du budget de l'exercice 1897 (ch. 8 et 9).

influent, l'amendement Faure, établissant un crédit de 13.500 francs nécessaire à l'admission des femmes à l'Ecole, fut voté par le Parlement.

L'arrêté du 3 avril 1897 décida que les jeunes filles seraient dorénavant admises à l'Ecole.

Le 8 juin eut lieu le premier concours d'admission; 42 jeunes filles y prirent part, 9 furent reçues, dont Mlle Jamin (n° 1). D'après les règlements de l'Ecole, les élèves admis ne sont élèves de l'Ecole « proprement dite » que jusqu'à la prochaine session d'examen. Ils doivent s'y présenter à nouveau, s'ils veulent continuer à participer aux enseignements de l'Ecole. Cependant, dit le règlement : « ...sont dispensés de recommencer les épreuves d'admission... les élèves qui ont obtenu le titre de premiers dans l'un des précédents concours, ou encore, ceux dont le rang d'admission est compris dans une limite fixée par le Conseil supérieur de l'Ecole à chaque session ».

Toutes les jeunes filles reçues au concours se virent admettre à titre temporaire. La troisième et la deuxième, Mlles Jamin et Fierart, avaient pourtant un nombre de points suffisant pour être admises à titre définitif. M. Maurice Faure fit à ce sujet une réclamation au Ministre des Beaux-Arts, pour que les jeunes filles pussent bénéficier des mêmes avantages que les jeunes gens. Le Conseil supérieur de l'Ecole, dans sa séance du 12 octobre 1897, prit la décision de recevoir Mlles Jamin et Fierard élèves de l'Ecole à titre définitif.

L'Ecole proprement dite était ouverte aux femmes, mais les ateliers, qui, en principe, ne font pas partie de l'Ecole, leur étaient fermés. Les élèves reçues au concours pétitionnèrent pour y être admises; ce fut grâce à l'initiative de Mlle Jamin et à l'intervention parlementaire de M. Viviani, que les femmes purent y étudier. A la séance de la Chambre du 1^{er} mars 1899 (1), M. Viviani déposa un amendement qui fut adopté le 19 janvier 1900 (2). Une augmentation de 10.000 fr.

(1) *J. Off.*, séance du 1^{er} mars 1899. Discussion du budget de l'exercice 1899, p. 597.

(2) *J. Off.*, séance du 19 janv. 1900, p. 112. Cet amendement tendait à faire ouvrir pour les femmes deux ateliers : l'un de peinture et l'autre de sculpture. « Il resterait d'autres ateliers à créer, dit M. Viviani, par exemple un atelier de gravure sur pierres fines et un atelier d'architec-

y était prévue afin de donner au Ministre de l'Instruction publique les crédits suffisants pour rétribuer les professeurs et le personnel. En 1900, deux ateliers spéciaux pour les femmes furent créés : l'un de peinture, l'autre de sculpture. L'égalité complète entre les hommes et les femmes était établie à l'Ecole des Beaux-Arts.

Le premier concours compta 42 candidates. Depuis cette époque, le nombre des femmes a été en progression constante : en 1905, 110 aspirantes se présentèrent; en 1912, 226 (1).

En 1929-30, les *ateliers de peinture* étaient fréquentés par 260 Françaises et 40 étrangères; les *ateliers de sculpture*, par 35 Françaises et 10 étrangères; les *ateliers d'architecture*, par 14 Françaises et 2 étrangères. Plus de 100 jeunes filles étudiaient le dessin d'après l'antique dans les galeries de l'Ecole (2).

Les femmes ont remporté de nombreux succès scolaires.

Signalons particulièrement les jeunes filles lauréates aux concours des prix de Rome (premier grand prix) :

Mlle Lucienne Heuvelmans (Sculpture), 1911 (3);

Mlle Odette Pauvert (Peinture), 1925;

Mlle Aleth Guzman (Gravure en médaille et pierre fine), 1929.

d — *Ecole nationale supérieure de Céramique* (4).

e — *Institut national agronomique* (5).

f — *Ecole centrale des Arts et Manufactures* (6).

ture. Nous ne demandons pas encore que ces ateliers soient ouverts. Nous nous contentons pour cette année — et la Chambre sera frappée de la modestie de notre requête — de deux ateliers absolument indispensables. »

(1) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire de l'Ecole.

(2) *Id.*

(3) V. *La Française*, 27 août 1911, *La première femme prix de Rome*. Mlle Heuvelmans avait obtenu le second grand prix en 1909.

(4) V. *La femme ingénieur*.

(5) *Id.*, »

(6) *Id.*,... »

C. — Établissements libres d'enseignement supérieur**a — Institut catholique de Paris (1).**

A l'Institut catholique de Paris, les femmes se firent d'abord inscrire à la Faculté des Lettres, en 1909-10. Il y avait eu auparavant quelques rares jeunes filles, presque toutes étrangères, qui suivaient uniquement le cours de phonétique du professeur Rousselot; en 1909, il fut permis à une étudiante d'assister à un cours de littérature.

Le nombre des élèves femmes ne tarda pas à augmenter à l'Institut. Elles fréquentèrent aussi l'Ecole des Sciences, puis la Faculté de Droit.

En 1909-10, on comptait 3 jeunes filles seulement.

En 1928-29, sur un total de 1.480 élèves, le chiffre des étudiantes s'élevait à 461.

L'effectif féminin était réparti de la façon suivante :

Faculté des Lettres.....	290
Faculté de Droit.....	41
Faculté de Philosophie.....	33
Institut d'Etudes sociales.....	2
Ecole libre des Langues orientales.....	9
Ecole des Chartes (préparation aux examens d'entrée)...	7
Ecole des Sciences.....	79
	461

Résultat des examens en 1928-29.

Licence en Droit (2) : sur 44 licenciés, il y avait 10 jeunes filles.

(1) L'Institut catholique, 74, rue de Vaugirard, est la réunion de diverses Facultés et Ecoles; celles-ci comprennent :

Les *Facultés canoniques* : Faculté de Théologie, Ecole libre des Langues orientales, Faculté de Droit canonique, Faculté de Philosophie, Institut d'Etudes sociales et internationales.

La *Faculté de Droit*;

La *Faculté des Lettres*;

L'*Ecole des Chartes*;

L'*Ecole des Sciences*;

L'*Ecole supérieure des Sciences économiques et commerciales*.

(2) La Faculté libre de Droit et la Faculté libre des Lettres reçoivent des inscriptions valables en vue des examens universitaires auxquels elles préparent (certificat, licence et doctorat).

Certificat de Capacité : 1^{re} année, 8 candidats reçus, dont 3 jeunes filles;

— 2^e année, une jeune fille reçue.

Certificats supérieurs de Lettres : 206 élèves reçus, dont 88 jeunes filles.

Certificats supérieurs de Lettres : 206 élèves reçus, dont 41 jeunes filles.

En fin d'année scolaire, les étudiants en Droit de l'Institut subissent les épreuves de 3 concours en 1^{re} et 2^e année, de 2 concours en 3^e année.

Les jeunes filles ont obtenu en :

1^{re} année, 1 prix et 5 mentions;

2^e année, 2 prix et 3 mentions;

3^e année, 2 prix.

Au concours organisé entre les quatre Facultés libres de France, le prix a été obtenu par une femme.

b — *Ecole libre des Sciences politiques* (2).

Le Directeur de l'Ecole des Sciences politiques, M. E. d'Eichthal, écrivait, en 1927, au sujet des jeunes filles fréquentant l'Ecole, les lignes suivantes : « Les femmes, admises depuis la guerre à l'Ecole, comprennent le profit qu'elles peuvent tirer de ce qu'on enseigne rue Saint-Guillaume soit pour s'ouvrir des emplois encore trop restreints, soit pour étendre leur horizon intellectuel. Venues chaque année plus nombreuses, elles figurent actuellement souvent parmi les meilleurs élèves » (3).

Les cours et les conférences de l'Ecole sont distribués en 5 sections :

I. *Section diplomatique*;

II. *Section administrative*;

(1) L'Ecole libre des Sciences prépare aux examens universitaires de la licence et du doctorat sans recevoir d'inscriptions proprement dites; les étudiants doivent s'inscrire à la Faculté des Sciences de l'Université de Paris en vue des examens.

(2) 27, rue Saint-Guillaume, à Paris.

(3) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} déc. 1927, E. d'Eichthal, *Nos Grandes Ecoles*. — XIII. *L'Ecole libre des Sciences politiques*, p. 547.

III. *Section économique et financière* : a) finances publiques.
b) finances privées;

IV. *Section économique et sociale*;

V. *Section générale* (Droit public et Histoire).

Le plus grand nombre de jeunes filles qui suivent les cours de l'Ecole, vient y chercher surtout un complément de culture générale.

C'est dans la Section diplomatique et la Section générale que les femmes sont le plus nombreuses.

L'effectif de l'Ecole, en 1928-29, comptait 132 jeunes filles dont 91 Françaises et 41 étrangères (parmi ces dernières, 20 Américaines). L'élément féminin représentait le 1/10 du total général.

Les indications ci-après indiquent la progression du nombre des élèves femmes à l'Ecole depuis l'année où elles y furent admises :

1919-20 : 1 (Polonaise).

.....

1922-23 : 33.

.....

1926-27 : 72.

1927-28 : 76, dont 24 Françaises et 52 étrangères.

1928-29 : 132, dont 91 Françaises et 41 étrangères.

Il est à remarquer entre ces deux dernières années un excédent de 56 étudiantes, et l'augmentation très sensible du nombre des Françaises (91 contre 24).

En ce qui concerne l'admission des jeunes filles à l'Ecole, elle diffère sur un point de celle des jeunes gens : le baccalauréat est exigé pour les femmes, alors qu'il n'est que facultatif pour les hommes.

L'élément féminin travailleur de l'Ecole se trouve particulièrement dans la Section économique et financière.

Toutes les élèves femmes ne briguent pas le diplôme. Quelques-unes viennent préparer à l'Ecole des concours tels que ceux de la Préfecture de la Seine, de l'Inspection du travail, les concours de rédacteurs en général.

Les connaissances que les jeunes filles y acquièrent leur permettent de postuler une place de secrétaire dans une banque, dans un service d'études, etc. (1).

(1) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire de l'Ecole.

c — *Ecole de Haut Enseignement commercial pour les jeunes filles* (1).

d — *Ecole de Notariat* (2).

L'Ecole était déjà ouverte aux femmes avant la guerre. Dès l'année 1912, quelques-unes suivaient ses cours. Ces premières élèves n'avaient en vue qu'une culture générale, surtout à cette époque où l'étude était désintéressée.

Pendant la guerre et après la guerre, le nombre des élèves femmes s'accrut. La recherche d'une situation ou d'un complément d'instruction générale pousse les jeunes filles vers ces études.

Quelques anciennes élèves de l'Ecole occupent des situations de clercs d'avoués ou de notaires ; l'une d'elles est chef de contentieux. D'autres, qui se sont mariées avec des notaires, peuvent aider leur mari ; et ainsi se trouve pleinement rempli le but que se propose M. Moreau, directeur de l'Ecole, en ce qui concerne les femmes qui viennent étudier sous sa direction : leur fournir une culture complémentaire qui ne les détourne nullement de leur vocation naturelle.

En 1928-29, sur 70 élèves, l'Ecole comptait 5 femmes (3).

e — *Institut national d'Orientation professionnelle* (4).

(1) V. *Enseignement technique*.

(2) 127, rue Notre-Dame-des-Champs, à Paris.

(3) Renseignements communiqués par M. le Directeur de l'Ecole.

(4) 41, rue Gay-Lussac.

« L'Institut national d'Orientation professionnelle se propose trois buts :

1° Assurer un enseignement capable de former des conseillers d'orientation ;

2° Constituer un centre de documentation pour la diffusion des données relatives à l'orientation professionnelle ;

3° Favoriser en vue des questions d'orientation et de sélection scolaire les recherches nécessaires au progrès de ces méthodes et au contrôle de leurs résultats. » (Bulletin de l'Institut national d'Orientation professionnelle, n° 8, oct. 1929, p. 205).

Un diplôme de conseiller d'orientation est décerné par l'Institut aux élèves régulièrement inscrits ayant suivi avec assiduité, pendant un an, les enseignements théoriques et pratiques organisés pour la préparation de ce diplôme, fait un stage dans des offices d'orientation désignés à cet effet et subi avec succès les épreuves de fin d'année.

L'Institut national d'Orientation professionnelle est de création récente. Il ouvrit ses cours en 1928-29.

En 1928-29 figuraient :

1° Un total de 41 élèves régulièrement inscrits, dont 25 femmes (20 Françaises et 5 Polonaises);

2° Un total de 21 élèves inscrits pour une scolarité de deux ans, dont 18 femmes, toutes de nationalité française; c'étaient des élèves surintendantes qui venaient chercher à l'Institut une culture supplémentaire;

3° Un groupe d'auditeurs libres comprenant 34 élèves dont 18 femmes (12 Françaises et 6 étrangères : une Russe, une Uruguayenne, une Espagnole, une Américaine, 2 Anglaises).

La première session d'examen de l'Institut eut lieu en juin 1929. Sur 21 élèves qui subirent les épreuves se trouvaient : 17 Français et 4 étrangers (7 hommes et 14 femmes); 19 ont été définitivement admis, parmi lesquels 12 femmes, dont 3 eurent la mention *Bien*. Deux de ces dernières occupèrent le premier et le deuxième rang d'après les points obtenus.

Munies de leur diplôme, les anciennes élèves de l'Institut sont occupées dans des offices d'orientation professionnelle. L'une d'elles, à qui une bourse de voyage fut attribuée, étudie l'orientation professionnelle en Amérique.

Année 1929-30. — L'effectif total se composait de :

1° 39 élèves régulièrement inscrits pour un an, dont 21 femmes (12 Françaises et 9 étrangères : 3 Polonaises, 3 Russes, une Hongroise, une Chinoise, une Palestinienne);

2° 9 élèves inscrits pour 2 ans, dont 3 femmes (2 Françaises et une Polonaise);

3° 31 auditeurs, dont 22 femmes (19 Françaises et 3 étrangères : une Luxembourgeoise, une Bulgare, une Brésilienne).

En 1930, 16 élèves se présentèrent à l'examen de fin d'année : 9 Français et 7 étrangers (7 hommes et 9 femmes); 14, dont 8 femmes, furent définitivement reçus. Signalons qu'à cette session, une femme tint encore la première place avec un total de points donnant droit à la mention *Très bien*.

A l'Institut, jusqu'à présent (1930), les femmes ont été en plus grand nombre que les hommes. Le total des élèves du sexe masculin et celui des élèves du sexe féminin (tous régu-

lièrement inscrits) tendent cependant à se rapprocher (16 hommes et 25 femmes en 1928-29, contre 18 hommes et 21 femmes en 1929-30).

Les étrangères viennent des pays les plus variés; les plus nombreuses sont des Polonaises.

Parmi les élèves inscrites à l'Institut, on compte des institutrices, des infirmières, des licenciées ès lettres, des docteurs en médecine, etc... Parmi les auditrices figurent des assistantes sociales, des institutrices, des étudiantes en droit, des infirmières, etc. (1).

f — *Ecole spéciale des Travaux publics* (2).

g — *Ecole supérieure d'Electricité* (3).

h — *Ecole spéciale d'Architecture* (4).

2° Universités de province (5)

Appendice. L'Ecole de Rome et l'Ecole d'Athènes.

ÉCOLE DE ROME

D'après le décret du 20 novembre 1875, décret portant règlement pour l'Ecole de Rome, l'Ecole a pour objet : « La préparation pratique des membres de l'Ecole d'Athènes aux travaux qu'ils doivent faire en Grèce et en Orient; l'étude des monuments et des bibliothèques de l'Italie; les collections et les recherches qui lui sont demandées par l'Institut, par les Comités du Ministère et par divers savants autorisés par le Directeur de l'Ecole. Elle a une mission permanente en Italie ».

L'Ecole se compose des membres de première année de l'Ecole d'Athènes et des membres propres de l'Ecole de Rome.

Les membres propres de l'Ecole sont au nombre de 6.

(1) Renseignements communiqués par Mlle Léone Bourdel, secrétaire-archiviste de l'Institut.

(2) V. *La femme ingénieur*.

(3) *Id.*, —

(4) *Id.*, ... —

(5) L'énumération des établissements se trouve p. 222. Au sujet des études féminines dans ces établissements, v. *La femme ingénieur*.

Les places sont attribuées soit à des candidats *agrégés* présentés par l'Ecole normale supérieure; soit à des *diplômés archivistes paléographes* de l'Ecole des Chartes; soit à des élèves diplômés de la section d'Histoire et de Philologie de l'Ecole pratique des Hautes Etudes; soit à des docteurs reçus avec distinction ou à des jeunes gens signalés par leurs travaux.

Trois jeunes filles, jusqu'à présent (année 1930), ont été membres de l'Ecole de Rome : Mlles Vieillard, Odier, Vitte, archivistes paléographes.

ÉCOLE D'ATHÈNES

Les règlements ne s'opposent pas à l'admission des femmes à cette Ecole. Aucun cas de présence féminine n'est à signaler.

IV. — ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

I. Historique.

II. *Etablissements d'enseignement technique industriel et commercial ouverts aux femmes en 1930.* — I. Etablissements destinés à la formation des cadres supérieurs et du personnel dirigeant féminin. — II. Etablissements destinés à la formation des cadres moyens et des employées. — Appendice. L'enseignement agricole et l'enseignement maritime.

1. — Historique

Les premiers essais d'organisation de l'enseignement professionnel (1) féminin sont dûs à l'initiative privée.

Dès 1848, Mme Bachellery avait proposé à H. Carnot le plan d'une école normale professionnelle pour les femmes.

A la fin de 1862, Elisa Lemonnier, avec quelques-unes de ses amies, fonda la « Société pour l'enseignement professionnel des femmes » dont le premier objet fut la création et l'entretien d'une école. « Fonder de bonnes écoles pour les filles, écrivait-elle, c'est reprendre la société en sous-œuvre » (2). La recherche « des états les plus avantageux pour les femmes » (3) était sa préoccupation constante.

Elle loua un local, 9, rue de la Perle, et la première école ouvrit en octobre 1862 avec 15 élèves. Ses efforts furent couronnés d'un rapide succès. Deux mois plus tard, il y eut 50 élèves. En 1863, l'école compta 150 élèves, et son local devint trop étroit. Elle fut transférée rue du Val-Sainte-Cathe-

(1) L'expression d'enseignement « technique » n'a été employée qu'assez tardivement. « C'est en 1870, dit M. Retail, avec le décret du 19 mars, instituant le Conseil supérieur de l'Enseignement technique qu'apparaît pour la première fois l'expression d'*enseignement technique*, terme très peu employé à ses débuts. L'appellation d'*enseignement professionnel* s'appliquait alors à tout enseignement comprenant une partie d'atelier et de dessin plus ou moins développé. » (L. Retail, *Rôle économique de l'apprentissage et de l'enseignement technique*, p. 3.)

(2) *Elisa Lemonnier*, p. 36.

(3) *Id.*, p. 40.

rine, 23, puis rue des Francs-Bourgeois, 11, puis rue du Poitou, 7. Le succès augmenta sans cesse. Une nouvelle école fut ouverte le 25 octobre 1864, rue de Rochechouart, celle qui devint l'école de la rue de Laval, et en dernier lieu, celle de la rue Duperré (1).

Le programme était à peu près le même dans les deux écoles : des cours généraux qui duraient trois ans et que suivaient toutes les élèves (langue française, arithmétique, histoire et géographie, notions élémentaires d'histoire naturelle, de physique et chimie et d'hygiène, dessin linéaire et dessin d'ornement, écriture, musique vocale); il comprenait en outre des cours spéciaux (cours de commerce, tenue de livre, applications de l'arithmétique aux opérations commerciales, éléments de droit commercial, cours d'anglais, cours de dessin industriel) et des ateliers de couture et confection, gravure sur bois, peinture sur porcelaine.

L'exemple d'Elisa Lemonnier suscita des imitateurs, d'abord à l'étranger, en Suisse, en Belgique, en Italie, puis dans quelques villes de province. Les écoles « Elisa Lemonnier » reçurent une médaille d'or à l'Exposition Universelle de 1878.

De 1870 à 1880, le Ministre de l'Instruction publique tenta d'organiser l'enseignement professionnel sous l'impulsion de MM. Gréard et Buisson. La loi du 11 décembre 1880 créa des écoles manuelles d'apprentissage rangées dans le cadre des établissements d'enseignement primaire public. Elle assimilait aux écoles manuelles d'apprentissage les écoles publiques d'enseignement primaire complémentaire dont le programme comprenait des cours ou des classes d'enseignement professionnel (article premier). Elle reconnaissait également des écoles d'apprentissage privées (art. 2).

Avant la loi de 1880, quelques villes avaient créé des écoles d'apprentissage. Pour les garçons, à Paris, l'école Diderot avait été fondée à titre d'essai en 1873. La tentative donna de si bons résultats qu'en 1880, une Commission, nommée par le Préfet de la Seine, conclut à la nécessité d'organiser d'autres écoles pour les garçons et d'en créer pour les filles, à côté des établissements prévus par la loi de 1880.

(1) Une troisième fut ouverte le 4 octobre 1868; puis une quatrième le 4 janvier 1869, et une cinquième quelques mois plus tard. Les cinq écoles réunies comptaient 600 élèves en 1874.

En 1881, fut fondée, pour les filles, l'école de la rue Fondary.

En 1882, Elisa Lemonnier céda à la Ville l'école de la rue du Poitou, 7 (la Société pour l'enseignement professionnel des femmes ne posséda plus alors que deux écoles : l'une rue Duperré, 24, depuis 1880; l'autre, rue des Boulets, 41, depuis 1882).

En 1884, s'ouvrirent, pour les filles, les écoles de la rue Bouret, 2, de la rue d'Abbeville, 12, et de la rue Ganneron, 26.

En 1890, fut créée, en vue de l'enseignement professionnel féminin, l'école de la rue Emile-Dubois, 14.

En 1906, les deux écoles Elisa Lemonnier de la rue des Boulets et de la rue Duperré furent acquises par la ville (1).

Contrairement aux écoles de garçons, les écoles de filles ont un programme à peu près identique et visent les mêmes professions.

La loi du 30 octobre 1886 ne s'occupa pas de l'enseignement technique d'une façon particulière. L'article 8 cependant autorisa la création de classes primaires publiques ou privées pour apprentis et adultes. L'article 2 définit ainsi les écoles privées : écoles créées et entretenues par des particuliers ou des associations (écoles manuelles d'apprentissage, écoles ou cours créés par les Chambres de Commerce).

Les écoles manuelles d'apprentissage de la loi de 1880 étaient placées sous la double autorité du Ministre du Commerce et du Ministre de l'Instruction publique.

Le régime du Condominium fut défavorable au développement de l'enseignement professionnel, et il parut nécessaire de doter les écoles d'un régime plus normal et plus simple : ce fut l'objet de la loi du 26 janvier 1892, qui créa les écoles pratiques de commerce et d'industrie, établissements qui ne sont qu'une dérivation des écoles primaires supérieures, et les plaça sous la seule autorité du Ministre du Commerce. Leur réglementation date du décret du 22 février 1893.

Une circulaire du Ministre du Commerce, du 20 juin 1893, adressée aux directeurs et directrices de ces écoles, précisait le caractère de l'enseignement à donner et du but à atteindre : « Les écoles pratiques, il n'est pas superflu de le rappeler, diffèrent essentiellement des écoles primaires supérieures

(1) V. Astier et Cuminal, *L'enseignement technique industriel et commercial*, p. 275 et suiv.

dans lesquelles une part est faite à l'enseignement professionnel et qui ont simplement pour objet la préparation à l'apprentissage. Il m'a paru utile de préciser le caractère des premières. Elles sont destinées à former des employés de commerce et des ouvriers aptes à être immédiatement utilisés au comptoir et à l'atelier. »

De 1892 à 1914, les pouvoirs publics consacrèrent une grande partie de leurs efforts à l'organisation des écoles pratiques. En vue du recrutement de leurs professeurs femmes, un premier essai fut tenté en 1893. Dix institutrices, pourvues du brevet supérieur et justifiant de deux années d'enseignement dans les écoles publiques ou privées, furent admises à suivre gratuitement, pendant l'année scolaire 1893-94, les cours de l'Ecole supérieure de Commerce de Lyon. L'essai fut heureux, et l'arrêté du 16 août 1894 créa pour les filles une section normale préparatoire au professorat de l'enseignement commercial à l'Ecole supérieure de Commerce de Lyon. L'arrêté du 15 juin 1899 institua une section normale pour les jeunes filles aspirant au professorat industriel à l'Ecole pratique du Havre. L'année suivante, était transférée également à cette école la section préparatoire au professorat commercial.

Cet ensemble de dispositions fut complété par la création du certificat d'aptitude au professorat commercial et au professorat industriel (1) auxquels purent concourir les élèves sortant des sections normales et les candidats étrangers à ces sections justifiant d'un stage dans l'enseignement. En 1900, fut institué un certificat d'aptitude à la direction des écoles pratiques. Le décret du 2 août 1901 créa le certificat d'aptitude à la direction des écoles professionnelles de la Ville de Paris. Le certificat d'aptitude à l'inspection des écoles remonte au décret du 22 février 1893 (art. 33).

En dehors des écoles publiques, l'enseignement industriel et commercial était distribué aux jeunes filles, au commencement du ^{xx}e siècle, dans un certain nombre d'écoles privées, dans de nombreux cours professionnels organisés par des municipalités, des particuliers et des groupements corporatifs (Chambres syndicales patronales et ouvrières, Bourses de travail) et subventionnés par l'Etat.

A la suite de vœux réitérés émis par beaucoup de ceux qui

(1) V. arrêté du 20 mars 1901.

s'intéressent en France à l'enseignement professionnel, M. le ministre Jean Dupuy centralisa à Paris les sections normales qui, chacune de leur côté, préparaient les futurs professeurs des Ecoles pratiques. De leur fusion devait naître un établissement autonome : l'Ecole normale d'Enseignement technique (1).

Installée dans les locaux de l'Ecole nationale d'Arts et Métiers de Paris, 151, boulevard de l'Hôpital, l'Ecole ouvrit ses portes le 4 novembre 1912.

Elle a pour but la formation scientifique, technique et pédagogique des professeurs (hommes et femmes) des Ecoles pratiques de Commerce et d'Industrie (garçons et filles).

La durée des études est de deux années. Le recrutement de l'Ecole se fait exclusivement au concours (2). Les épreuves du concours d'admission sont confondues avec celles des « Certificats d'aptitude au Professorat dans les Ecoles pratiques, 1^{re} Partie ».

Les élèves classés en tête de la liste unique d'admission à ces épreuves sont appelés à entrer à l'Ecole dans l'ordre d'admission et jusqu'à concurrence du nombre de places disponibles. Ce nombre est fixé, chaque année, par le Ministre de l'Instruction publique.

A leur entrée à l'Ecole, les élèves sont répartis dans les sections correspondant aux diverses catégories des Professorats.

En ce qui concerne les élèves femmes, on distingue :

La Section industrielle (sciences industrielles);

La Section commerciale (sciences commerciales);

La Section Lettres-Langues (a. Lettres (français, histoire, géographie); b. Langues vivantes).

Les deux premières sections datent de la fondation de l'Ecole, la troisième de 1925.

Leurs études terminées, les jeunes filles subissent, chacune dans sa catégorie, les épreuves du concours (2^e Partie) du « Certificat d'Aptitude » correspondant (Professorat Industriel, Professorat Commercial, Professorat Lettres ou Langues vivantes).

Les élèves qui ont subi ces épreuves avec succès sont nom-

(1) V. décret du 26 octobre 1912.

(2) V. Programme de l'Ecole.

mées professeurs dans les Ecoles pratiques de Commerce et d'Industrie. Par avancement ou par voie de concours, elles peuvent passer dans le cadre des Ecoles nationales professionnelles.

Le tableau suivant indique le nombre des jeunes filles reçues au concours dans les diverses sections, depuis 1912.

TABLEAU XXXII

ÉCOLE NORMALE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

CONCOURS	SECTION INDUS- TRIELLE	SECTION COMMERCIALE	SECTION LETTRES- LANGUES	TOTAL
1912.....	2	5	—	7
1913.....	6	5	—	11
1914.....	6	8	—	14
1915.....	7	7	—	14
1916.....	7	9	—	16
1917.....	9	9	—	18
1918.....	4	8	—	12
1919.....	6	10	—	16
1920.....	7	10	—	17
1921.....	9	9	—	18
1922.....	7	6	—	13
1923.....	5	4	—	9
1924.....	4	7	—	11
1925.....	5	5	4	14
1926.....	3	6	4	13
1927.....	2	6	8	16
1928.....	5	6	7	18
1929.....	4	6	5	15
1930.....	4	4	5	13
	102	130	33	265
	265			

En 1930, on comptait 265 candidates ayant subi, avec succès, les épreuves du concours d'entrée à l'Ecole (102 dans la Section industrielle, 130 dans la Section commerciale, 33 dans la Section Lettres-Langues) (1).

Ce total est faible par rapport à celui des jeunes gens. Cette différence d'effectif provient du nombre restreint de places offertes aux femmes dans les Ecoles pratiques. (33 Ecoles pratiques de filles contre 110 Ecoles de garçons. Une Ecole

(1) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire de l'Ecole.

nationale professionnelle de filles contre 12 Ecoles nationales de garçons.)

Réorganisé par la loi Astier du 25 juillet 1919, « L'enseignement technique industriel ou commercial a pour objet, sans préjudice d'un complément d'enseignement général, l'étude théorique et pratique des sciences et des arts ou métiers en vue de l'industrie ou du commerce » (1).

L'enseignement technique, donné dans les écoles et dans les cours professionnels ou de perfectionnement prévus par la présente loi, relevait en 1919 du Ministère du Commerce et de l'Industrie. Il est rattaché, depuis le décret du 13 mars 1920 au Ministère de l'Instruction publique (Direction de l'Enseignement technique).

« Le but essentiel de l'Enseignement technique est la préparation à une profession ou à une carrière industrielle ou commerciale. Dès lors, tout doit converger vers ce but, tous les enseignements, même ceux qu'on qualifie parfois de « désintéressés », doivent s'orienter vers cette fin. C'est ce qu'essaie de traduire cette formule : Tout pour la profession et par la profession » (2).

II. — Établissements d'enseignement technique industriel et commercial ouverts aux femmes en 1930

Nous distinguerons deux groupes d'établissements d'enseignement technique ouverts aux femmes :

I. Les établissements destinés à la formation des cadres supérieurs et du personnel dirigeant féminin.

II. Les établissements destinés à la formation des cadres moyens et des employées.

I. — ÉTABLISSEMENTS DESTINÉS A LA FORMATION DES CADRES SUPÉRIEURS ET DU PERSONNEL DIRIGEANT FÉMININ.

1° *Enseignement commercial.*

L'enseignement commercial donné aux femmes, avant la

(1) Article premier de la loi du 25 juillet 1919. L'enseignement agricole et maritime ne sont pas compris dans la loi. V. Appendice, p. 256 et suiv.

(2) Circulaire de M. G. Vidal aux Inspecteurs généraux (1921).

guerre, était peu développé et ne leur permettait d'occuper que des emplois modestes : vendeuses au comptoir, comptables, sténo-dactylographes, etc. Elles ne pouvaient pas prétendre à des postes plus élevés : chefs de service, employées au contentieux, fondées de pouvoir, etc. (1).

A partir de 1915, les femmes eurent accès à l'enseignement commercial supérieur, il fallait combler les vides occasionnés par la guerre dans les Ecoles et dans le Commerce. Ce fut l'Ecole supérieure de Commerce de Montpellier qui, la première, demanda au Ministre du Commerce l'autorisation d'accepter les femmes parmi ses élèves (2). La question de l'admission des jeunes filles dans cette Ecole s'était déjà posée pour la première fois en 1906, à l'occasion d'une postulante étrangère. La Chambre de Commerce donna à cette époque un avis favorable, et le Ministre autorisa l'admission. La demande cependant n'eut pas de suite, car l'intéressée, dans l'intervalle, avait pris d'autres dispositions. Mais la question de principe se trouvait tranchée. Le premier pas était fait; le second le fut en 1915. Les démarches furent renouvelées auprès du Ministre. En juillet 1915, la Chambre de Commerce demandait l'autorisation pour les jeunes filles de suivre les cours de l'Ecole avec tous les droits et avantages concédés aux jeunes gens. Le Ministre du Commerce accéda à cette demande par la circulaire du 29 septembre 1915 (3). Aux termes de ladite circulaire, les jeunes filles étaient désormais admises dans les Ecoles supérieures de Commerce reconnues par l'Etat, au même titre que les jeunes gens, et bénéficiaient comme eux des avantages et privilèges concédés au diplôme par le décret du 30 avril 1906 (4).

Quelques Ecoles supérieures de Commerce, telles que celles de Bordeaux, Dijon, Nancy, Rouen et Toulouse, se conformant à la circulaire, ouvrirent leur porte aux jeunes filles. Mais à Lyon, à Marseille et surtout à Paris où existent l'Ecole des Hautes Etudes commerciales et l'Ecole supérieure pratique

(1) V. M. Facy, *Quelles sont les meilleures carrières techniques pour les femmes?* p. 19 et suiv.

(2) A Nancy, le Directeur de l'Ecole avait admis des auditrices dès l'année 1914-15.

(3) En octobre 1915, sept jeunes filles entrèrent à l'Ecole de Commerce de Montpellier.

(4) V. *La Française*, 23 octobre 1915, 12 novembre 1915, 19 février 1916.

de Commerce et d'Industrie, il n'en fut pas de même. Mme Jane Misme enquêta alors auprès de M. David Mennet, président de la Chambre de Commerce de Paris. Ce dernier expliqua que son refus d'accepter les femmes était motivé par le désir de ne pas les détourner de leur vocation naturelle de fonder une famille, ce qui serait primordial après la guerre. A cette excuse d'ordre général venait s'ajouter celle-ci s'appliquant spécialement au commerce : qu'il serait plus facile aux femmes de réussir dans les petits emplois que dans les situations d'ordre élevé auxquelles donnent accès les études entreprises dans les Ecoles supérieures (1).

La Chambre de Commerce de Paris se contenta d'instituer en 1915, pour les jeunes filles, une école de degré moyen : l'Ecole de la rue de Naples (2).

A Paris, à peu près à la même époque, une Ecole supérieure de Commerce, due à l'initiative privée, fut créée pour les femmes : l'Ecole de Haut Enseignement commercial.

Fondée en mai 1916 par Mlle Sanua, elle est le premier et le seul établissement d'enseignement commercial de degré supérieur qui soit ouvert actuellement aux femmes à Paris. L'Ecole des Hautes Etudes commerciales, l'Ecole Supérieure pratique de Commerce et d'Industrie, ainsi que nous venons de voir, n'acceptaient pas les étudiantes, alors que quelques Ecoles supérieures de Commerce de province les avaient admises comme élèves. Cette lacune était à combler. Loin de faire double emploi avec les deux établissements précédents, l'Ecole de Haut Enseignement commercial pour les jeunes filles prend chaque jour de plus en plus d'importance.

Dans un amphithéâtre du Conservatoire des Arts et Métiers, prêté gracieusement pendant trois ans, s'ouvrit l'Ecole, qui comptait 17 élèves et 11 professeurs spécialisés. Un Comité de patronage composé de personnalités éminentes, qui avaient tenu à donner à Mlle Sanua, directrice-fondatrice de l'Ecole, l'appui de leurs noms et de leur autorité, se portait garant du sérieux de l'organisation nouvelle.

Etablie durant cinq ans à la Sorbonne, reconnue par l'Etat en 1922, l'Ecole s'est vu décerner, en 1923, à l'Exposition de Strasbourg, le Diplôme d'honneur de la Section de l'Enseigne-

(1) V. *Revue Universitaire*, 1916, t. I, p. 285.

(2) L'Ecole fut ouverte le 2 octobre 1916.

ment technique, après avoir reçu la Médaille d'or à l'Exposition Nationale de Metz, en 1920. La Chambre de Commerce a, en janvier 1924, décidé de la comprendre au nombre de ses établissements d'enseignement et l'a installée dans un immeuble situé 15, rue Mayet.

L'Ecole est destinée à aiguiller les jeunes filles vers les situations commerciales, en les munissant des connaissances indispensables pour accéder aux emplois supérieurs. Il importait d'éviter l'écueil fréquent qui consiste à lancer dans les carrières commerciales des femmes, même très instruites, mais qui ne possèdent que le léger bagage technique de la sténo-dactylographie et de la comptabilité.

Il ne faut pas croire cependant que le fait d'être diplômée de l'Ecole, comme d'ailleurs de n'importe quelle Grande Ecole, permette des ambitions de début démesurées. Les études supérieures servent incontestablement, quand, à la qualité de l'instruction spécialisée, s'ajoute l'expérience de la réalité. Trop de titulaires sorties des Grandes Ecoles l'oublient volontiers. La règle s'applique aussi bien aux élèves de l'Ecole de Haut Enseignement Commercial. Et, c'est par conséquent parmi les anciennes élèves qui travaillent depuis quelques années que nous trouvons celles qui occupent les belles situations dont nous parlons plus loin.

Le programme de l'Ecole est conçu de façon à donner aux jeunes filles cultivées l'instruction technique leur permettant d'occuper les postes élevés des administrations commerciales, industrielles ou bancaires, soit dans les services de comptabilité, soit dans ceux de secrétariat.

Le programme, dans ses grandes lignes, comprend :

La Technique des transactions commerciales;

La Comptabilité;

Les Mathématiques;

Le Secrétariat (ce cours est destiné à préparer les jeunes filles aux emplois de secrétaires, emplois qui, malgré l'opinion courante, demandent une préparation spéciale);

Le Droit;

L'Economie politique;

Les Transports;

La Géographie commerciale;

La Technologie des marchandises;

Les Langues étrangères;

La Sténo-Dactylographie et la Sténotypie;

Enfin la Gymnastique dont les cours sont institués dans le but de donner le goût et la pratique des exercices physiques à des jeunes filles destinées généralement à des carrières sédentaires.

Le corps professoral se compose de la directrice, qui s'occupe des cours de secrétariat, de professeurs de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire, et de conférenciers spécialisés pour les questions à l'ordre du jour.

L'admission à l'Ecole a lieu par voie de concours. Pour y prendre part, les candidates doivent être munies d'un des diplômes suivants :

a. Baccalauréat, 1^{re} partie;

b. Diplôme de fin d'études secondaires (1^{re} partie);

c. Brevet supérieur.

Elles doivent en outre fournir certaines pièces (1).

L'Ecole reçoit aussi des élèves étrangères (2).

La durée des études est de deux ans.

Au début de la seconde année, les élèves, selon leurs dispositions pour les sciences ou pour les lettres, sont autorisées à opter pour les mathématiques ou pour le secrétariat.

Elles subissent sur chaque matière des examens particuliers et un examen général. Ce sont des examinateurs étrangers à l'Ecole qui procèdent à ce dernier examen, en fin d'année scolaire.

Le diplôme est décerné aux élèves qui, ayant pris six inscriptions trimestrielles et passé tous les examens particuliers et généraux, obtiennent sur l'ensemble de leurs notes une moyenne de 12 en première année et en seconde année.

En 1930, on pouvait évaluer à 1.000 environ, le nombre des élèves qui fréquentèrent l'Ecole depuis sa création; 600 environ accomplirent une scolarité complète; 470 furent officiellement diplômées.

L'Association des Anciennes Elèves centralise et répartit les offres d'emplois qui lui parviennent; au sortir de l'Ecole, les

(1) V. *Programme des cours et Règlement intérieur de l'Ecole de Haut Enseignement commercial pour les jeunes filles.*

(2) *Id.*

éèves, par son intermédiaire, peuvent trouver une situation à leur gré.

D'après les statistiques de quatre promotions, les situations occupées par les élèves de l'Ecole se répartissent ainsi :

Administrations commerciales	30 %	} Comptabilité, Contentieux. Secrétariat général, Correspondance. Service des titres, Service documentaire. Rédactrices dans les Ministères.
Administrations industrielles	25 %	
Banque	15 %	
Administrations publiques ..	10 %	
Maisons d'édition (librairies, journaux, revues) ..	5 %	
Secrétariat politique	5 %	
Divers	10 %	

Au point de vue pécuniaire, les traitements de certaines des anciennes élèves de l'Ecole feraient envie à plus d'une femme fonctionnaire!

On nous a signalé la situation d'une jeune fille qui, sortie de l'Ecole depuis cinq ans, était, en 1930, secrétaire d'une mission financière française à l'étranger. Elle débuta aux appointements mensuels de 3.000 francs, qui, six mois plus tard, s'élevaient à 4.000 francs. En 1930, son traitement annuel était de 60.000 francs, soit de 5.000 francs par mois. Ajoutons que cette personne n'a que 25 ans.

Une autre ancienne élève de l'Ecole, âgée de 30 ans (promotion de sortie 1918), employée en 1930 dans une Compagnie d'électricité, gagnait 25.000 francs par an; elle touchera 38.000 francs à 50 ans, âge de la retraite. Sa pension s'élèvera à 20.000 francs.

Une troisième élève, âgée de 32 ans, qui a débuté dans une Compagnie d'électricité, était secrétaire depuis deux ans d'un grand industriel français : ses émoluments s'élevaient en 1930 à 50.000 francs, gratifications comprises (1).

Si l'Ecole supérieure pratique de Commerce et d'Industrie de Paris et l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales n'admet-

(1) Au sujet des situations occupées par les jeunes filles sorties de l'Ecole, v. *La Française*, 21 mai 1927, *Des jeunes filles de 25 ans peuvent gagner 30.000 francs.*

tent pas les femmes à suivre leurs cours, quelques Ecoles supérieures de Commerce, en province, reçoivent les jeunes filles à titre d'étudiantes. Ainsi en est-il à Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Rouen, Toulouse, Strasbourg, Mulhouse.

En 1929, le nombre des élèves de sexe féminin des Ecoles supérieures de Commerce s'élevait à 177 (1).

L'enseignement technique commercial de degré supérieur est également donné dans certains Instituts dépendant des Universités, tels que ceux de Grenoble et de Nancy.

2° *Enseignement industriel.*

L'enseignement technique industriel que les jeunes filles recevaient avant la guerre était trop élémentaire pour leur permettre l'accès aux emplois supérieurs dans l'industrie. Les écoles formaient des élèves aptes à occuper un métier dans la couture, la lingerie, la broderie, la mode, etc. Des Ecoles professionnelles de Paris, des Ecoles pratiques de province sortaient des dessinatrices pour l'industrie et l'illustration, la mode, l'ameublement, les broderies, les dentelles, etc.

Depuis la guerre, les femmes peuvent étudier dans les Ecoles techniques supérieures et devenir ainsi des intellectuelles de l'Industrie (chimistes, ingénieurs, etc.) (2).

De degré supérieur, citons aussi dans ce premier groupe l'Ecole normale d'Enseignement technique qui, ainsi que nous venons de voir plus haut, a pour objet la formation des professeurs des Ecoles pratiques de Commerce et d'Industrie. Elle comporte trois sections : une section industrielle, une section commerciale et une section Lettres-Langues.

II. — ETABLISSEMENTS DESTINÉS A LA FORMATION DES CADRES MOYENS ET DES EMPLOYÉES

Parmi les établissements de ce groupe, distinguons en ce qui concerne l'enseignement industriel et commercial :

1° *Les Ecoles publiques : L'Ecole nationale professionnelle,*

(1) Renseignements communiqués par le Ministère de l'Instruction publique, Direction de l'Enseignement technique (5^e bureau).

(2) V. *La femme ingénieur.*

située à Bourges (Cher); — *Les Ecoles nationales d'Horlogerie* de Besançon (Doubs) et de Cluses (Haute-Savoie), ouvertes aux femmes par le décret du 15 mai 1917; — *Les Ecoles professionnelles de la ville de Paris* qui, au nombre de huit (1), comptaient 1.720 élèves au 1^{er} octobre 1929 (2). A leur programme figurent : la couture, la lingerie, la broderie, le dessin, la mode, l'ameublement, la confection, le repassage, l'illustration, etc. L'Ecole de la rue d'Abbeville possède des cours de perfectionnement à l'usage des jeunes filles employées de Commerce et de Banque; — *Les Ecoles pratiques de Commerce et d'Industrie* qui comprenaient 33 écoles (3); leur effectif s'élevait à 5.832 élèves (4) à la même date; — *L'Ecole hôtelière*, à Clermont-Ferrand; — *Les Ecoles de Métiers* d'Avon et de Limoges.

2° *Les Ecoles privées* : A Ajaccio, l'*Ecole pratique libre de Commerce*; — A Lyon, l'*Ecole municipale*; — A Paris, l'*Ecole commerciale de jeunes filles*, 38, rue de Naples, l'*Ecole d'Enseignement technique féminin*, 116, avenue d'Orléans, l'*Institut professionnel féminin*, 64 bis, rue du Rocher, l'*Ecole de Dessin de la Chambre syndicale de dentelles*, 18, rue des Bons-Enfants, l'*Ecole spéciale de Dessin industriel artistique*, 18, rue des Bons-Enfants, l'*Ecole technique supérieure de Dessin appliqué de l'Association « Art et publicité »*, 14, rue de Fleury, l'*Ecole professionnelle de la Fourrure*, 21, rue des Tournelles, l'*Ecole professionnelle de Photographie et de Cinématographie*, 85, rue de Vaugirard, l'*Ecole Rachel* (section de chimie industrielle), 8, rue Quinault, l'*Ecole Scientia*, 21, rue François-Gérard, l'*Ecole technique de Vente* (5), 19, rue des

(1) 12, rue d'Abbeville, 7, rue du Poitou, 2, rue Bouret, 24, rue Fondary, 26, rue Ganneron, 14, rue Emile-Dubois, 41, rue des Boulets, 24, rue Duperré.

(2) Renseignement communiqué par la Direction de l'Enseignement technique (5^e bureau).

(3) Villes où se trouvent situées ces Ecoles : Aubenas, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Brest, Carpentras, Charleville, Cherbourg, Creil, Dijon, Dunkerque, Dreux, Firminy, Le Havre, Lille, Lyon (La Martinière), Marseille, Nancy, Nantes, Nice, Orange, Poligny, Pont-de-Beauvoisin, Reims, Roubaix, Rouen, Saint-Dizier, Saint-Etienne, Saint-Gaudens, Sotteville, Tarbes, Toulon, Tourcoing, Tours.

(4) Renseignement communiqué par la Direction de l'Enseignement technique.

(5) *L'Ecole technique de Vente* pour les jeunes filles, créée par la

Martyrs, l'*Ecole Pigier*, 53, rue de Rivoli, fondée en 1850, compte 80 établissements (Paris, province, étranger), l'*Ecole Universelle*, 59, boulevard Exelmans, donne un enseignement par correspondance, etc.; — A Saint-Quentin, l'*Ecole ménagère régionale*; — A Troyes, l'*Ecole française de Bonneterie*, etc...

3° *Les cours professionnels* : Citons les cours professionnels municipaux, des Chambres de Commerce, des Chambres Syndicales, des Associations polymathique, polytechnique, philotechnique, etc., les cours annexés aux écoles primaires et primaires supérieures, les ateliers-écoles, etc.

APPENDICE. — L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE ET L'ENSEIGNEMENT MARITIME

I. — ENSEIGNEMENT AGRICOLE

L'enseignement agricole public n'est pas compris dans la loi du 25 juillet 1919.

La loi du 2 août 1918 organise l'enseignement agricole destiné aux jeunes filles (articles 26 à 39 inclus).

Aux termes de l'article 26, l'enseignement agricole et l'enseignement agricole ménager pour les jeunes filles sont donnés :

- 1° à l'Institut national agronomique;
- 2° dans les Ecoles nationales d'Agriculture;
- 3° dans les Ecoles agricoles ménagères (écoles agricoles ménagères fixes et écoles agricoles ménagères ambulantes);

Chambre de Commerce de Paris, au mois d'octobre 1925, comporte deux sections :

1° *La Section pratique*, destinée aux vendeuses qui désirent combler les lacunes de leur instruction générale et professionnelle;

2° *La Section normale*, destinée à former des personnes susceptibles d'organiser le contrôle, la gérance et l'enseignement de la vente au détail dans les maisons de commerce.

La nouvelle école se caractérise par l'éducation générale de la vente au point de vue psychologique et par l'enseignement scientifique des principales marchandises du commerce de détail. Des conférences, des visites et des démonstrations mettent les élèves au courant des méthodes et des organisations les plus modernes. (V. *Programme des Cours et Règlement intérieur*.) Renseignements communiqués par Mme Sanua-Milhaud, directrice de l'Ecole.

4° dans les cours d'enseignement agricole ménager post-scolaires.

1° Institut national agronomique (1)

2° Ecoles nationales d'Agriculture

Il n'existe qu'une Ecole nationale d'Agriculture pour jeunes filles. Elle est située à Coëtlogon, près Rennes (I.-et-V.).

Une section normale supérieure d'enseignement agricole et ménager est annexée à cette école pour la préparation des professeurs et directrices des écoles d'enseignement agricole féminin.

3° Ecoles agricoles ménagères

Elles ont pour but de donner aux jeunes filles une instruction agricole ménagère qui leur permette de collaborer à la bonne conduite d'une exploitation rurale. Elles correspondent aux Ecoles d'Agriculture des garçons (article 33). On distingue :

a — *Les Ecoles agricoles ménagères fixes*, telles que celles de Coëtlogon (I.-et-V.) et de Kerliver (Finistère);

b — *Les Ecoles agricoles ménagères ambulantes*, au nombre d'une soixantaine environ. Ainsi que leur nom l'indique, ces écoles se déplacent dans un département ou dans une région pour donner aux jeunes filles une instruction agricole ménagère (article 35).

En 1928, ces écoles comptaient plus de 3.300 élèves (2).

4° Cours d'enseignement agricole ménager post-scolaire

Cet enseignement est donné aux jeunes filles de plus de douze ans, dans des écoles publiques rurales ou dans des locaux mis par la commune à la disposition de l'Etat, par les professeurs pourvues du certificat d'aptitude à l'enseignement agricole et les institutrices publiques pourvues du brevet supérieur ou élémentaire et du certificat d'aptitude pédagogique, comptant au moins trois ans d'exercice dans l'enseignement et ayant obtenu le brevet agricole ménager délivré par le Ministère de l'Agriculture (article 39).

(1) V. *La femme ingénieur*.

(2) *Annuaire statistique de la France*, 1929, p. 33*.

La Ligue d'organisation ménagère vient de fonder une Ecole de Haut Enseignement ménager. Cet établissement est situé à Paris, 2, rue Clotilde.

L'enseignement donné à cette Ecole a pour but :

« 1° De former dans toutes les classes de la société une élite de maîtresses de maison capables d'exercer par l'exemple une influence utile sur la masse;

2° De recruter parmi les élèves ainsi formées, des propagandistes, conférencières et professeurs;

3° De collaborer avec l'enseignement officiel et libre, parfois gênés par la rigidité des programmes ou l'absence de moyens, en procédant à des recherches et à des essais de méthodes nouvelles » (1).

Les cours ont commencé le 20 octobre 1930. A cette date, 24 élèves y étaient inscrites.

II. — ENSEIGNEMENT MARITIME

Ecole nautique féminine

• Port d'attache d'été : Deauville (Calvados)

Le Collège gymnique féminin « La Palestra » (2) comprend, parmi ses diverses organisations, une *Ecole nautique féminine*, ou palestre marine, annexe des palestres d'hiver et d'été, établie à bord de l'*Alcyon*, trois-mâts goélette de 160 tonneaux, muni de moteurs auxiliaires.

Cette Ecole a été fondée en 1929. Elle est unique en son genre non seulement en France, mais à l'étranger. « Personne n'a osé jusqu'ici, nous dit la directrice de l'Ecole, Mme Y. Hébert, entreprendre une telle création et assumer les lourdes responsabilités de son fonctionnement. »

(1) V. Notice sur l'Ecole.

(2) Siège central : 6, rue Bénouville, Paris.

Directeur : Georges Hébert, ancien lieutenant de vaisseau.

Directrice des palestres : Mme Yvonne Hébert, diplômée du Cours supérieur d'éducation physique du Ministère de l'Instruction publique.

Les renseignements qui suivent nous ont été communiqués par Mme Yvonne Hébert.

Au sujet des Palestres, v. *La Palestra*, camp d'entraînement pour jeunes filles et *Une institution originale : Les Palestres d'hiver et d'été*. Lib. Vuibert.

L'*Alcyon*, ancré près de Deauville, est monté par un équipage de vieux marins expérimentés, et un cadre de monitrices expertes est spécialement chargé de la direction, de l'instruction et de la surveillance des élèves-marines.

L'Ecole nautique féminine poursuit le même but général que les palestres : éducation physique complète, apprentissage des travaux manuels, culture morale, etc... De plus, elle a en vue l'initiation des jeunes filles à la vie maritime par une participation effective aux exercices et manœuvres de bord et par d'intéressantes croisières, tant en France qu'à l'étranger (Mer du Nord, Manche, Océan ou Méditerranée, suivant les époques de l'année.) « A l'inverse de ce qui se passe sur les paquebots, où passagères et passagers sont non seulement parqués dans un véritable « hôtel flottant », mais tenus complètement à l'écart de tout ce qui concerne la navigation et constitue l'intérêt d'un voyage en mer, les élèves-marines ont la satisfaction de constituer un véritable équipage, de comprendre ce qui se passe et de connaître les mystères et les agréments de la navigation à voiles. »

Pour être admise à l'Ecole Nautique, il faut être âgée de 16 ans au minimum et présenter des aptitudes physiques suffisantes.

Pour le recrutement des élèves, « on se heurte, dit Mme Y. Hébert, à la peur instinctive de la mer chez les familles françaises ».

(1) V. Notice sur l'Ecole nautique féminine.

DEUXIÈME PARTIE

DEUXIÈME PARTIE

LA FEMME DANS LES PROFESSIONS INTELLECTUELLES

« La meilleure formule scientifique et sociale à atteindre est d'ouvrir toutes les carrières aux femmes en leur faisant comprendre qu'elles doivent travailler en liaison avec les hommes.

« Il faut créer la pensée comme la vie par collaboration. »

M. LANGEVIN,

Professeur au Collège de France.

Journal La Française, 14 septembre 1929.

CHAPITRE PREMIER

DES PROFESSIONS INTELLECTUELLES EXERCÉES PAR LES FRANÇAISES

I. *Qu'entend-on par profession intellectuelle.*

II. *Des professions intellectuelles exercées par les Françaises au XX^e siècle. — Énumération.*

I. — Qu'entend-on par profession intellectuelle.

Parmi le grand nombre de professions qui s'offrent à l'activité humaine, on distingue généralement les professions manuelles et les professions intellectuelles. Mais chaque métier, si manuel qu'il soit, comporte un certain degré d'intelligence nécessaire pour saisir la corrélation qui existe entre plusieurs actes, le rapport entre plusieurs idées. L'homme, en face de son travail, ne se meut pas comme un automate, il fait preuve d'intelligence et de réflexion. « Rien n'est plus faux, dit Laurent, que la prétendue distinction spiritualiste entre le travail mécanique et le travail intellectuel; l'homme n'est pas une machine, il est un être pensant, et il met son intelligence dans tout ce qu'il fait » (1).

Les expériences de Piorkowski (2) ont démontré que, si l'on représente par 10/10 d'intelligence un être normal, celui qui n'a que 5/10 d'intelligence ne peut rendre aucun service, que 75 % d'intelligence correspondent à un être borné, utilisable seulement dans les métiers secondaires, que 13/10 et 14/10 représentent des intelligences exceptionnelles.

Réciproquement, chaque profession aussi intellectuelle qu'elle puisse être, réclame une certaine dose de travail manuel.

(1) Laurent, *Précis de Droit civil*, t. XXVII, n° 337.

(2) Psychologue allemand, auteur de *Die psychologische Methodologie*.

Dans l'impossibilité de trouver le coefficient de manualité ou d'intellectualité que chaque profession renferme, on en est réduit à distinguer de grands groupes. Münsterberg, Piorkowski, le docteur Roels, les maîtres de l'orientation professionnelle, distinguent, l'art à part, trois sortes de professions : les professions inférieures, moyennes, supérieures. Etudions la classification de Piorkowski (1); elle servira à expliquer ce que l'on entend par profession intellectuelle et à limiter en partie la série des professions que nous nous proposons de passer en revue.

Piorkowski distribue les professions en deux classes :

A. — *Les professions non qualifiées*, qui n'exigent aucune aptitude spéciale (manœuvres, garçons de course) (2).

B. — *Les professions qualifiées* qui nécessitent en vue d'un bon rendement des qualités psycho-physiques déterminées. On les répartit d'ordinaire en :

1° professions *spécialisées* (on pourrait dire semi-automatiques), demandant surtout une résistance à la fatigue assez marquée, mais dont certaines formes d'attention, certaines réactions sont toujours les mêmes. Dans cette série de professions nettement manuelles rentrent, par exemple, les ouvrières d'usine et les gens de service.

2° professions *moyennes*, qui exigent une certaine somme d'intelligence, une certaine combinaison d'aptitudes psychiques, mais dont l'activité à déployer se déroule d'une façon mécanique, dans un cadre fixé d'avance et limité; dans cette subdivision, on rangerait les dactylographes, les téléphonistes. Piorkowski y ajoute les instituteurs, les professeurs de gymnastique, de musique et de langues, etc.

Mais beaucoup de ces professions confinent aux professions supérieures; l'instituteur, le professeur, par exemple, seraient taxés de routine, si dans leur programme fixé à l'avance, ils reproduisaient machinalement devant leurs élèves le même

(1) V. Bureau international du Travail, oct. 1922. Etudes et documents. Série J. Enseignement n° 1. *L'orientation professionnelle, ses problèmes et ses méthodes*, par le Dr Ed. Claparède, p. 28-31.

(2) Existe-t-il des *professions non qualifiées*? Le Dr Claparède explique que Piorkowski entend probablement par cette expression les professions qui ne demandent aucun apprentissage.

enseignement sans le renouveler. « La systématique de ces professions moyennes si variées..... n'est pas encore élaborée » (1). On les distinguera, avec Lippmann, suivant qu'elles exigent le travail des mains ou celui de l'esprit, suivant qu'intervient surtout la mémoire, ou l'attention, ou la précision, suivant que le travail a lieu collectivement ou d'une façon isolée, etc.,

3° professions *supérieures* caractérisées par la non-mécanisation des actes et des pensées, telles que celles de médecin, d'architecte, d'ingénieur, d'avocat, etc., dans lesquelles les aptitudes intellectuelles ont la prédominance, et qui demandent, avant tout, de l'intelligence créatrice, de l'esprit d'initiative pour organiser, construire, découvrir, du jugement pour discerner l'essentiel de l'accessoire.

Mais, dans la pratique, le passage d'une série de professions à une autre s'opère avec des transitions. Nous ferons rentrer dans l'énumération des professions intellectuelles, près des professions supérieures dont il vient d'être question, quelques-unes se rattachant à la subdivision des professions moyennes. En l'absence de critérium, il faudra user de jugement et de comparaison au sujet de celles qui soulèvent quelque difficulté de classification. La liste des professions intellectuelles est évidemment arbitraire, la discrimination des professions manuelles et des professions intellectuelles étant assez délicate, et de plus, elle n'est pas immuable à cause des nouveaux débouchés que la vie moderne engendre. La profession de chirurgien qui exista de tout temps et qui, sans nul doute, est rangée aujourd'hui parmi les professions intellectuelles, présentait ce fait curieux, qu'avant la Déclaration du 23 avril 1743, elle était considérée comme manuelle. Chirurgiens et barbiers formaient une même corporation. On pourrait même établir une gradation dans les métiers manuels dont les derniers degrés toucheraient aux professions intellectuelles. C'est ainsi qu'au XVIII^e siècle, un *Mémoire des coiffeurs des dames de Paris contre la communauté des maîtres barbiers, perruquiers, baigneurs, étuvistes*, « assimilait l'art libéral du coiffeur de dames à l'art du poëte, du peintre, du statuaire, énumérant tout ce qu'il lui faut de talents, « de science du clair obscur »,

(1) Ed. Claparède, *ouvr. cit.*, p. 30.

de connaissance des nuances pour concilier la couleur de l'accommodage avec le ton de chair, pour distribuer les ombres, pour donner plus de vie au teint, plus d'expression aux grâces » (1). Les créations de nos grands couturiers ne peuvent-elles pas être considérées aussi comme des chefs-d'œuvre? L'artisan, au suprême degré de son art, devient artiste. Nous ne nous arrêterons pas à toutes ces subdivisions.

On pourrait définir les professions intellectuelles, celles où le travail de l'esprit prédomine sur le travail des mains, et qui demandent de l'esprit d'initiative et de l'intelligence créatrice. On n'accède généralement à ces professions (l'art excepté) qu'après de longues études primaires, secondaires, supérieures ou techniques sanctionnées par des examens ou des concours.

II. — Des professions intellectuelles exercées par les Françaises au XX^e siècle. — Enumération

Ce n'est que depuis une date relativement récente, que les femmes exercent la plupart des professions intellectuelles, qui furent pendant de longs siècles le monopole de l'activité de l'homme. Longtemps elles ont été confinées dans les métiers manuels qui nécessitent soit la force du corps, soit l'adresse des mains. Ce n'est que du jour où les femmes purent entreprendre les mêmes études que les hommes qu'elles songèrent à briguer l'exercice des professions masculines. Ce mouvement intellectuel ne se fit pas sans heurt et n'est pas encore achevé. Une à une, les barrières se sont ouvertes à l'entrée des diverses voies où peut légitimement se manifester l'activité intellectuelle féminine. Malheureusement, il est encore un certain nombre de professions auxquelles les femmes ne peuvent se livrer. Quelques propositions de loi tendent à leur en permettre l'exercice.

Nous énumérerons successivement :

I. Les professions intellectuelles accessibles aux Françaises.

II. Les professions intellectuelles que les Françaises ne peuvent encore exercer, mais auxquelles celles-ci pourront se

(1) E. et J. de Goncourt, *La femme au XVIII^e siècle*, p. 355.

livrer après le vote des propositions de lois qui ont pour objet de leur en ouvrir l'accès.

I. — PROFESSIONS INTELLECTUELLES ACCESSIBLES AUX FRANÇAISES

A. — Au point de vue national.

- 1° Professions libérales;
- 2° Offices ministériels;
- 3° Fonctions publiques;
- 4° Professions dans l'Agriculture, le Commerce, l'Industrie.

B. — Au point de vue international.

- 1° Emplois à la Société des Nations;
- 2° Emplois au Bureau international du Travail.

A. — Au point de vue national.

1° Professions libérales :

Médecine, Pharmacie, Chirurgie dentaire, Barreau (1), Beaux-Arts (architecture, archéologie, peinture, sculpture, gravure, art décoratif, musique, théâtre), Journalisme, Littérature (romans, poésies, histoire, travaux d'érudition et de vulgarisation scientifique), Enseignement libre (primaire, secondaire, supérieur, technique).

Parmi les professions libérales, nous rangerons le Culte (2) et le Service social (3).

(1) Loi du 1^{er} décembre 1900.

(2) En 1930, on comptait en France une femme pasteur. V. *La Française*, 10 mai 1930, *La première femme pasteur en France*. C'était Mlle Bertsch, qui, pendant trois ans, exerça les fonctions de vicaire à l'église réformée de Mulhouse. V. aussi *Les dernières nouvelles de Strasbourg*, 6 juin 1929, *Le ministère pastoral de la femme au Consistoire supérieur*.

(3) D'après la nature des institutions d'hygiène et d'aide sociales dont ils sont les auxiliaires, on peut ranger les services sociaux en : services auxiliaires des institutions protectrices de la maternité et de la première enfance; services auxiliaires des institutions protectrices de l'enfance à l'âge scolaire; services auxiliaires des institutions protectrices de l'adolescence; services auxiliaires des institutions créées en faveur de l'adulte; services auxiliaires des institutions créées en faveur des arriérés et des anormaux; services auxiliaires des institutions créées en faveur de la famille populaire. V. R. Lévy-Falco, *Les auxiliaires sociales*, p. 14-17.

2° Offices ministériels

Commissaire-priseur (1).

3° Fonctions publiques

En ce qui concerne les fonctions publiques, les femmes ne sont pas encore placées sur le pied d'égalité avec les hommes.

Signalons à ce sujet la proposition de loi présentée par M. de Monzie tendant à supprimer pour les emplois civils et les mandats électifs toutes distinctions fondées sur la différence des sexes : ARTICLE UNIQUE. — *Est nulle et sans effet toute distinction entre Français suivant leur sexe pour la détermination des conditions d'aptitude aux fonctions publiques ou aux mandats électifs.*

Toutes dispositions législatives ou réglementaires contraires sont abrogées (2).

C'est dans l'enseignement que les femmes fonctionnaires sont le plus nombreuses.

a — *Enseignement primaire.* Elles y occupent les fonctions suivantes :

Inspectrice générale des écoles maternelles; inspectrice primaire; inspectrice départementale des écoles maternelles; inspectrice administrative des écoles enfantines et maternelles; inspectrice de l'enseignement professionnel des jeunes filles; inspectrice de l'enseignement du dessin; inspectrice de l'enseignement de la gymnastique; inspectrice de l'enseignement de la comptabilité et des enseignements commerciaux.

Directrice, institutrice, suppléante dans les écoles primaires maternelles et élémentaires.

Directrice, professeur, professeur-adjoint, surveillante, maîtresse auxiliaire, répétitrice dans les écoles primaires supérieures.

Directrice, économiste, professeur, maîtresse adjointe, maîtresse auxiliaire dans les écoles normales et à l'Ecole normale supérieure de Fontenay.

(1) C'est la loi du 20 avril 1924, modifiant la loi du 27 ventôse an IX, qui a permis aux femmes de devenir commissaires-priseurs. Par le décret en date du 8 mai 1928, M. Barthou, ministre de la Justice, nomma Mme veuve Barrois titulaire de la charge de son mari, à Chaumont; Mlle J. Grunenberger fut nommée, par décret du 27 juin 1929, commissaire-priseur à Tourcoing.

(2) Chambre des députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 3 juin 1930. — V. *La Française*, 21 juin 1930.

b — *Enseignement secondaire.* Les postes d'inspecteurs généraux n'ont pas encore été attribués à des femmes. L'inspection des lycées et des collèges de jeunes filles est faite par des hommes.

Dans les établissements d'enseignement secondaire, les femmes exercent les fonctions indiquées ci-après :

Directrice, économ. sous-économ., professeur, chargée de cours, professeur de classes élémentaires, institutrice primaire, surveillante générale, surveillante, maîtresse répétitrice, professeur de chant, de couture, de dessin, de gymnastique.

A l'Ecole normale supérieure de Sèvres, on trouve le personnel suivant : une directrice, une économ., une sous-économ., des professeurs, des surveillantes générales, des maîtresses primaires.

c — *Enseignement supérieur.* En 1930, dans le corps professoral des Facultés, on comptait six femmes. Il faut y joindre des chefs de travaux, des préparateurs, des assistants, des lecteurs du sexe féminin.

Les femmes enseignent dans les Instituts qui dépendent des Universités et dans les établissements publics d'enseignement supérieur extérieurs aux Universités. (A Paris, elles sont : assistants au Muséum; directeurs d'études à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes; répétiteurs à l'Ecole des Langues orientales vivantes; professeurs au Conservatoire national de Musique et de Déclamation; professeurs d'art décoratif, etc.)

d — *Enseignement technique.* Dans l'enseignement technique industriel et commercial, il est permis aux femmes de devenir :

Inspectrice de l'enseignement technique; directrice, professeur à l'Ecole nationale professionnelle de Bourges, dans les Ecoles professionnelles de la Ville de Paris, dans les Ecoles pratiques de commerce et d'industrie et dans les écoles hôtelières et de métiers.

En ce qui concerne l'enseignement agricole et ménager, elles sont directrices et professeurs dans les écoles d'agriculture.

Outre les postes dans l'enseignement énumérés ci-dessus, les femmes, en France, remplissent les fonctions suivantes :

Rédactrice dans les Ministères, à la Préfecture de la Seine,

à l'Assistance publique, à la Préfecture de Police (les rédactrices n'ont pas encore été promues à un grade supérieur à celui de sous-chef dans ces diverses administrations) (1); en province, rédactrice aux Préfectures et aux Sous-Préfectures.

(1) C'est le Ministère de la Guerre, qui le premier de tous admit les femmes aux concours de rédacteurs (décret du 22 mai 1919). Le 18 septembre, au premier concours, cinq femmes furent admises.

La Préfecture de la Seine autorisa les femmes à prendre part au concours du 5 novembre 1919.

Le Ministère de l'Hygiène, par le décret du 13 juillet 1920, ouvrit ses concours de rédacteurs aux femmes.

Il est à remarquer que ces trois Administrations admirent les femmes sans aucune condition de délai.

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie, par le décret du 9 août 1919; le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, par le décret du 27 août 1919; le Ministère des Travaux publics, par le décret du 30 août 1919; le Ministère de l'Agriculture, par le décret du 3 janvier 1920, n'autorisèrent les femmes à concourir que pendant une période maxima de 3 ans après la date de la publication des décrets.

A l'heure actuelle (1930), on peut distinguer les Administrations :

a — dont les concours sont ouverts sans limitation de place :

Ministères de la Guerre, de l'Instruction publique, des Travaux publics, du Travail, Hygiène et Prévoyance sociale, des Pensions, de l'Aéronautique et Transports aériens, de la Marine marchande, des P. T. T., du Sous-Secrétariat de l'Enseignement technique, de la Caisse des dépôts et consignations, de la Préfecture de Police.

b — dont les concours sont ouverts, mais avec des restrictions :

Ministère des Affaires étrangères. — Depuis le décret en date du 15 février 1928, les femmes sont admises à concourir à l'emploi d'attaché d'ambassade. Cette autorisation est donnée sous la réserve que les candidates éventuellement admises seront affectées à des emplois de l'Administration centrale ou des services annexes à l'exclusion des grades et emplois des services extérieurs. (Mlle Borel fut la première Française reçue au concours des Affaires étrangères. Concours 1930. — V. *La Française*, 14 juin 1930).

Préfecture de la Seine. — Depuis l'arrêté du Préfet de la Seine en date du 9 janvier 1929, « le cadre des rédacteurs du personnel intérieur de la Préfecture de la Seine comportera à l'avenir un nombre de rédactrices égal à celui des rédacteurs hommes ». Depuis juillet 1929, le concours a été scindé : la moitié des places fut attribuée aux jeunes filles. En 1930, il a été décidé que le concours serait exclusivement masculin.

Assistance publique. — Afin que le personnel soit équilibré, on a décidé que les concours actuels seraient ouverts aux hommes exclusivement jus-

Inspectrices des services administratifs (1);

Inspectrice du travail;

Vérificatrice du contrôle des assurances privées;

Actuaire contrôleur;

Statisticienne;

Sous-inspectrice de l'Assistance publique (2);

Bibliothécaire aux bibliothèques nationales, aux bibliothèques universitaires, aux bibliothèques municipales;

Archiviste aux Archives nationales et départementales;

Calculatrice au Bureau des Longitudes;

Astronome adjoint, aide astronome, assistant aux Observatoires de l'Etat et aux Observatoires astronomiques rattachés aux Universités.

Signalons aussi les femmes médecins fonctionnaires des divers Ministères (Ministères du Travail, de l'Instruction publique, des P.T.T., du Commerce), de la Préfecture de la Seine, de l'Assistance publique, de la Préfecture de Police.

4^e Professions dans l'Agriculture, le Commerce, l'Industrie.

a — *Agriculture* (3).

b — *Commerce*. Dans les banques, les femmes parviennent à la situation de secrétaire technique, d'employée au contentieux, à la publicité, à la correspondance commerciale avec l'étran-

ger qu'à ce qu'ils soient en nombre suffisant. Par la suite, un tiers seulement du personnel sera féminin.

Ministère de l'Agriculture. — Les concours ont été ouverts aux femmes jusqu'en 1923.

Ministère du Commerce. — Les femmes eurent le droit de ne participer seulement que deux fois aux concours, en 1920.

c — *dont les concours sont fermés* :

Ministère des Finances et toutes les administrations qui en dépendent, sauf la Caisse des dépôts et consignations. Ministères de l'Intérieur, de la Marine, des Colonies, de la Justice (le concours de ce dernier Ministère est lié à l'entrée des femmes dans la magistrature). Banque de France.

(V. *La Française*, 19 et 26 janv. 1929. C. Brunschvicg, *A la Préfecture de la Seine, l'accès des femmes aux postes supérieurs*. — 15 février 1930, J. Tallandier, *Les femmes dans les carrières libérales et administratives*. — 22 février 1930, S. Desternes, *Les carrières juridiques et les femmes*. — 8 nov. 1930, C. Brunschvicg, *Pour protéger les candidats masculins*.

(1) Décret du 31 mars 1883.

(2) Loi du 20 juillet 1923, modifiant l'art. 30 de la loi du 27 juin 1904.

(3) V. *La femme ingénieur*.

ger, de rédactrice aux études financières, de chef de la comptabilité, du service des titres, du service commercial, etc.

c. — *Industrie* (1).

B. — Au point de vue international.

Deux articles du Traité de Versailles forment la charte constitutive de la représentation féminine à la Société des Nations et au Bureau international du Travail :

L'article 7 stipule que : « Tous les fonctionnaires de la Société des Nations ou des services qui s'y rattachent, y compris le Secrétariat, sont également accessibles aux hommes et aux femmes » (2).

L'article 395 notifie qu'un certain nombre de fonctionnaires du Bureau international du Travail devront « être des femmes ».

Le recrutement du personnel est fait, pour toutes les places, par concours, ouvert dans les mêmes conditions aux hommes et aux femmes.

1° Emplois à la Société des Nations.

Les femmes ne sont pas encore représentées au Conseil et à la Cour permanente de Justice internationale.

Au Secrétariat, elles peuvent occuper les fonctions de : chef de section, bibliothécaire, traductrice, secrétaire de section, assistante dans les sections, rédactrice au *Journal officiel*, chef de service.

Les femmes sont déléguées aux Assemblées et aux Commissions permanentes et temporaires.

2° Emplois au Bureau international du Travail.

Les femmes sont appelées à concourir pour chaque catégorie de postes affectés aux différentes divisions : division diplo-

(1) V. *La femme ingénieur*.

(2) « C'est par suite des tendances générales de notre époque, autant que pour répondre aux demandes formulées par les grandes organisations féminines internationales et présentées dans un mémorandum, à la Commission pour la préparation du Traité de Paix, le 18 mars 1919, par Mme Duchêne, Mme Avril de Sainte-Croix, et Mme C. Brunschvicg, que cette phrase ci-dessus fut incorporée à l'article du Traité de Versailles ». (Rapport de Mlle Mundt, rédactrice au Service des organisations internationales ouvrières au B. I. T., année 1925).

matique, division des relations et division des recherches scientifiques.

Elles peuvent devenir : chef de section, traductrice, rédactrice, interprète, bibliothécaire, archiviste, etc.

Les femmes prennent part aux Conférences internationales du Travail à titre de déléguées ou de conseillers techniques des gouvernements, des organisations des employeurs et des ouvriers. En vertu de l'article 389 du Traité, en effet, « quand des questions intéressant spécialement les femmes doivent venir en discussion à la Conférence, *une* au moins parmi les personnes désignées comme conseillers techniques devra être une femme ». Cette clause avait été incorporée par la Commission de Législation internationale dans l'article 389 du Traité sur la proposition d'une travailliste anglaise, miss Margaret Bondfield, aujourd'hui Ministre du Travail en Grande-Bretagne.

II. — PROFESSIONS INTELLECTUELLES QUE LES FRANÇAISES NE PEUVENT ENCORE EXERCER, MAIS AUXQUELLES CELLES-CI POURRONT SE LIVRER APRÈS LE VOTE DES PROPOSITIONS DE LOIS QUI ONT POUR OBJET DE LEUR EN OUVRIR L'ACCÈS.

Ces propositions de lois ne concernent que des carrières judiciaires (1).

Notaire (2)

1° Proposition de loi tendant à rendre accessibles aux femmes les fonctions notariales, présentée par MM. Louis Proust, Camille Chautemps et Paul Bernier, députés. (Annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 9 décembre 1920; n° 1780.) Proposition renvoyée à la Commission de la législation civile et criminelle.

2° Proposition de loi déposée au Sénat par M. Louis Martin, sénateur (juin 1929).

(1) V. *La Française*, 23 et 30 juin 1928. S. Savy, *Les femmes et les carrières judiciaires*.

(2) V. *Id.*, 22 mars 1930. Revue de la Presse, *La première femme qui voulut être notaire...*; *id.*, 16 avril 1921. L. Proust, *Pourquoi le Notariat convient aux femmes*; *id.*, 27 sept. 1930, Marie Legac-Salonne, *Les femmes et le Notariat*.

Avoué

1° Proposition de loi déposée à la Chambre des députés, le 28 mai 1929, par MM. L. Proust et Lissar, pour permettre aux femmes d'exercer la profession d'avoué. (Annexe du *Journal Officiel*, 13 novembre 1929.) (1).

2° Proposition de loi déposée au Sénat par M. L. Martin, sénateur (juin 1929).

3° Amendement déposé par M. Guernut, député, afin de permettre aux femmes d'exercer les fonctions d'avoué (avril 1930) (2).

Greffier

1° Propositions de loi présentées en 1917 et en 1926 par MM. Berger et L. Proust tendant à faire admettre les femmes aux professions de greffiers et de commis-greffiers assermentés (3).

2° Proposition de loi présentée à la Chambre des députés par M. L. Proust tendant à autoriser la nomination des femmes comme greffiers de paix et comme commis-greffiers assermentés (Chambre des députés. Annexe au procès-verbal de la deuxième séance du 8 mars 1929) (4). Proposition de loi renvoyée à la Commission de la législation civile et criminelle.

Le 8 avril 1930, M. L. Proust défendit à la Chambre son amendement à l'article 13 de la loi sur l'organisation des tribunaux de 1^{re} instance : « Les greffiers des tribunaux de 1^{re} instance sont nommés sans condition de sexe. Les commis que les greffiers titulaires sont tenus de présenter au juge et de faire admettre au serment sont choisis par eux sans distinction de sexe. » La Chambre repoussa le principe de la nomination des femmes-greffiers, mais adopta la seconde partie de l'amendement relative aux commis-greffiers (5). Le Sénat n'a pas cru devoir ratifier cette décision (6).

(1) V. le *Droit des Femmes*, février 1930. *Les femmes-avoués*.

(2) V. *La Française*, 19 avril 1930, *La réorganisation judiciaire et les femmes*.

(3) V. *Id.*, 7 mai 1927 et 20 août 1927, *Les femmes-greffiers*. *Id.*, 1^{er} déc. 1928, *Revue de la Presse*, *Les femmes deviendront-elles greffières?*

(4) V. *Id.*, 25 mai 1929, *Les femmes-greffiers*.

(5) *Le Droit des Femmes*, mai 1930, p. 149; *La Française*, 19 avril 1930.

(6) V. *La Française*, 19 juillet 1930.

Magistrat

1° Proposition de loi déposée en 1929 par M. L. Martin, sénateur, tendant à rendre les femmes commerçantes et anciennes commerçantes éligibles aux tribunaux de commerce dans les mêmes conditions que les hommes. Cette proposition fut adoptée le 26 juin 1930 par le Sénat après un rapport favorable de M. Mario Roustan (la loi votée par le Sénat est renvoyée à la Chambre des députés, qui, nous l'espérons, l'adoptera sans discussion).

2° Amendement déposé par MM. Bardon, de Monzie et Planche, à la séance de la Chambre du 4 avril 1930, ayant pour objet d'ajouter à l'article 7 du projet de loi relatif à l'organisation des tribunaux de 1^{re} instance la disposition suivante : « Les femmes pourront être nommées magistrats dans les mêmes conditions que les hommes. » (Cet amendement fut repoussé par la Chambre) (1).

(1) V. *La Française*, 12 avril 1930, M. Vollaëys, *Les femmes magistrats. Ce que nous dit M. de Monzie*; *id.*, 19 avril 1930, S. Grinberg, *A propos des femmes magistrats et greffiers*.

CHAPITRE II

DE QUELQUES PROFESSIONS EXERCÉES PAR LES FEMMES EN FRANCE

I. — LA FEMME MEDECIN (1)

I. *Historique* — Mme Brès, première Française docteur en médecine — Conquêtes féminines dans l'ordre médical — Appendice. Les femmes médecins pendant la guerre.

II. *La femme médecin dans l'exercice de sa profession.*

1° La femme médecin ayant une clientèle.

2° La femme médecin fonctionnaire.

3° La femme médecin collaborant aux œuvres sociales.

Appendice. La femme médecin aux colonies.

I. — Historique

Cette profession, qui a tout un long passé, est de plus en plus recherchée par les femmes. Leur esprit de dévouement les porta naturellement à pratiquer la science médicale, « la soif de soulager n'est-elle pas aussi vivace en leur cœur que la soif d'aimer? » (2). Ce fut aussi une nécessité pour elles d'exercer cette profession. A différentes époques, la femme ne put être soignée que par la femme médecin. Dans certaines contrées,

(1) Nous renouvelons nos remerciements à Mmes les D^{res} Edwards-Pilliet et Darcagne-Mouroux (pseudonyme littéraire, Marthe Bertheaume) qui voulurent bien mettre à notre disposition leurs documents au sujet de la femme médecin.

(2) *La Française*, 7 oct. 1922, D^r Marthe Bertheaume, *Débuts et évolution du féminisme médical français*.

on ne tolère pas qu'elle reçoive les soins d'une autre personne que celle de son sexe.

Si, en effet, l'on passe en revue l'histoire de la femme médecin, on constate que chez les peuples primitifs où la femme pouvait occuper une place considérable lorsqu'elle était l'égale de l'homme, elle pratiquait comme lui la médecine; mais la magie et la sorcellerie entraient pour une grande part dans son art de guérir. Les historiens mentionnent l'existence de la femme médecin aux îles Marquises, en Australasie, dans les îles Philippines, la presqu'île de Malacca, la Cochinchine orientale, le nord-est de l'Asie où elle est surnommée *schamane*, dans l'Amérique du Nord, chez les Indiens où la praticienne est appelée *muskekevine*, lorsqu'elle se sert de procédés rationnels, et *mide*, lorsqu'elle traite par des moyens surnaturels. Au Mexique, chez les Goajires de l'Amérique du Sud, où elle prend le nom de *piaché*, enfin en Afrique et en Australie (1).

Le récit suivant, emprunté au médecin ethnographe Thomas, donne un exemple de la façon dont les femmes médecins traitaient les malades en Australie : « Trois jeunes gens ayant passé la nuit à la belle étoile contractèrent une maladie appelée dans leur tribu Turrun et attribuée aux sorciers. Ces derniers, notamment (tout en restant invisibles), leur « avaient mis dans les yeux de minces branches d'arbres ». Ces malades étaient au désespoir et une grande tristesse se répandit dans toute la tribu. Mais bientôt apparurent neuf femmes médecins. Elles firent coucher les jeunes gens près d'un grand feu alimenté exclusivement d'écorces d'arbres, préparé spécialement et assez éloigné du camp. Chacune des neuf femmes tenait dans une main un morceau d'écorce brûlante, dans l'autre une botte de branches de Fallée. Des extrémités de ces branches, elles touchèrent la tête des malades, puis elles se mirent à tourner autour du feu et à y chauffer les feuilles. Avec celles-ci elles frottèrent la poitrine, les hanches, les lombes et le ventre des patients. Leur mouvement devint bientôt rapide et avec les feuilles de plus en plus réchauffées, elles frictionnèrent les sourcils, la tête, les mains, chantant des mélodies étranges en donnant à la fois les signes de la douleur

(1) V. M. Lipinska, *Histoire des femmes médecins depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*, p. 15 et suiv.

et ceux de la fatigue. Enfin la danse se ralentit et chacune d'elles jeta sa branche dans le feu. Alors chaque femme fit aux malades, avec de la poudre de charbon, un trait noir allant de l'ombilic jusqu'à la poitrine, et un autre des commissures buccales aux oreilles.

« Après cette cérémonie, les malades épuisés furent transportés dans leurs huttes. Et leur confiance en ce traitement était telle que, quelques heures après, ils furent guéris et purent reprendre leurs occupations habituelles. — Le sens de cette cérémonie est, selon Bartels, de faire entrer la maladie dans les rameaux et dans les feuilles pour ensuite la brûler » (1).

Chez les peuples civilisés, la femme put aussi pratiquer la médecine. La science médicale fut d'abord monopolisée entre les mains de la caste sacerdotale : les temples furent à la fois des sanctuaires et des hôpitaux. En Egypte, en Grèce, à l'époque héroïque, la prêtresse était consultée en cas de maladie. Le mystère, l'hyperexcitation qu'elle apportait dans ses prophéties, la rapprochent des femmes médecins de l'Australie (2).

Mais l'Ecole de Pythagore, vers la cinquième Olympiade, vint concurrencer les prêtres médecins et leur enlever leurs prérogatives. Parmi les disciples de Pythagore figurent Theano, son épouse, et sa fille, puis Myia, Arignoté, Phintis, Périctyoné.

Plus d'un siècle s'écoula entre la mort de Pythagore et la naissance du grand médecin grec, Hippocrate. Les écrits de celui-ci nous révèlent la sage-femme, ainsi que la femme médecin, connue sous le nom d'*iätromaïa*.

A l'époque gréco-romaine, on trouve des femmes médecins en assez grand nombre. Les premiers renseignements que nous ayons sur elles se trouvent dans Pline. Il en mentionne plusieurs dans son *Histoire naturelle* : Olympias la Thébaine, Salpé, Sotira, Laïs. Elles étaient plutôt des sages-femmes doublées de guérisseuses que de véritables médecins.

Galien dans ses deux livres : *De compositione medicamentorum secundum locos* et *De compositione medicamentorum secundum genera*, nous cite toute une série de femmes qui exercèrent la médecine : Eléphantis, Eugérasie, Antiochis,

(1) M. Lipinska, *ouvr. cit.*, p. 29-30.

(2) Ibid. *Id.* La Pythie de Delphes, p. 41-42.

Samithra, Xanita, Maïa (1). Elles ne la pratiquaient plus d'une façon empirique. On peut les qualifier réellement du nom de femmes médecins (2).

Parmi les femmes qui laissèrent un nom dans la littérature médicale vient au premier rang Cléopâtre, auteur de l'important ouvrage *l'Ornement du corps*, auquel Galien emprunta des remèdes contre la gale et la chute des cheveux. Ce dernier cite aussi Origénie dont il mentionne le traitement contre l'hémoptisie. Quatre siècles plus tard, Aetius relate dans son œuvre *Tetrabiblion* (4^e livre) des chapitres du traité d'Aspasie (3) sur les *Maladies des femmes*.

La femme romaine étudia la médecine et put, elle aussi, se livrer à la carrière médicale. Elle était alors appelée *medica* ou *iatromaïa*. L'auteur le plus ancien qui, le premier, rapporte l'existence de la femme médecin est Scribonius Largus (43 ap. J.-C.).

Au iv^e siècle, Octavius Horatianus dédia le troisième livre de son œuvre à une Victoria, « laquelle, d'après la préface, non seulement connaissait la médecine, mais aussi la pratiquait parmi les femmes » (4). Leoparda, autre *medica*, fournit à Octavius une prescription contre l'hydropisie (5). Puis ce sont les poètes Martial, Apulée, qui nous révèlent la présence de *medicæ* (6). Ausone, deux siècles plus tard (iv^e siècle), nous parle de sa tante Æmilia Hilaria qui vécut soixante-trois ans, gardant jusqu'au bout l'horreur du mariage et la passion de la médecine (7).

Mais la meilleure source de renseignements sur la femme médecin se trouve dans les recueils d'archéologie. Du *Grand Corpus Inscriptionum* de Gruter (8), citons cette inscription funéraire de Rome :

(1) M. Lipinska, *ouvr. cit.*, p. 56 à 63.

(2) Sur les épitaphes, à Athènes, au cimetière de Corycos, on lit le mot « catrine » (femme médecin). V. M. Lipinska, *Les femmes et le progrès des sciences médicales*.

(3) Ce n'était pas la célèbre compagne de Périclès.

(4) M. Lipinska, *ouvr. cit.*, p. 70-72.

(5) *Id.*

(6) *Id.*

(7) Jullian, *Histoire de la Gaule*, Paris, Hachette, 1920, t. VI, p. 257, note 2. V. aussi p. 262.

(8) Gruter, *Corpus Inscriptionum*, Amsterdam, 1706, t. II. V. M. Lipinska, *ouvr. cit.*, p. 72-79.

SECONDA
LIVILLAES
MEDICA

A Capoue, Vérone, Florence, Gruter releva des inscriptions analogues. Il en découvrit d'autres en Espagne, à Tarragone et en France, à Nîmes. A Lyon, à Merida (Portugal), des tables funéraires portent également le nom de *medica*. Il y a quelques années, à Carthage, fut découverte, au cours de fouilles profondes, la sépulture millénaire d'une femme médecin qui fut probablement une Romaine installée dans la Carthage reconquise (1).

Hertzen et Rossi mentionnent aussi, dans les *Inscriptiones urbis Romæ latinæ*, l'existence de *medicæ* (2).

MELITINE
MEDICA APPALEI

Le nom de *medica* se retrouve également dans l'inscription suivante :

IULIA
PIE
MEDICA

Sur ces inscriptions lapidaires, on lit soit l'expression *medica*, soit celle d'*obstetrix*, soit plus rarement celle de *clinica*. « Ce dernier terme, dit Mme le docteur Derscheid-Delcourt, semble prouver que quelques-unes d'entre les femmes médecins devaient avoir été professeurs » (3).

La *medica* exerçait toutes les parties de l'art médical et, suivant les spécialités, était appelée *iatarepta*, lorsqu'elle était faiseuse de frictions, *unguentaria*, quand elle enduisait le corps de parfums et de cosmétiques; les *tractatrices* pratiquaient le massage (4). Aux accoucheuses était réservé le nom d'*obstetrices*.

Les femmes médecins étaient parfois obligées de sortir de

(1) Dr Derscheid-Delcourt, *Contribution à l'épigraphie médicale*, 1925, p. 3-4.

(2) Hertzen et Rossi, *Inscriptiones urbis Romæ latinæ*. Berlin, 1882, V. M. Lipinska, *ouvr. cit.*, p. 73-74.

(3) Dr Derscheid-Delcourt, *ouvr. cit.*, p. 3.

(4) Scoutetten, *Histoire des femmes médecins*, p. 10.

leur rôle purement privé. Il était certains cas où le témoignage officiel de *medicæ* était requis par la loi. Cinq femmes médecins étaient réunies en consultation lorsqu'il y avait doute sur l'existence d'une grossesse (1). Au *Digeste*, il est prévu également une sorte d'expertise légale confiée à trois *medicæ*, lorsqu'il y avait contestation en cas de divorce au sujet de savoir si une femme se trouvait ou non enceinte. Leur témoignage était très important au point de vue de la famille et de la cité. Il s'agissait de connaître à quelle famille appartiendrait l'enfant né postérieurement au divorce (2).

Les femmes médecins étaient généralement des esclaves. Néanmoins, quelques femmes libres pratiquaient aussi la médecine. « Il paraît y avoir eu des cas, dit Mlle Chauvin, où la loi exigeait que les femmes appelées en consultation fussent libres, sinon de naissance ingénue, au moins affranchies... Les personnes envoyées par les parents du mari prédécédé pour constater l'état de la veuve qui se dit enceinte doivent être libres : « *Mittantur mulieres liberæ*, duntaxat quinquæ. » Il en est de même de celles qui doivent assister à la naissance de l'enfant » (3).

On compte aussi des femmes qui s'occupèrent de médecine parmi les premières chrétiennes. Dès le début du Christianisme, il avait été imposé aux diaconesses de visiter les malades. A Rome, au III^e siècle, Théodosia, la mère de saint Procope, se livrait avec beaucoup de talent et de succès à la médecine et même à la chirurgie. A Constantinople, sainte Nicérate, vers le IV^e siècle, brillait par ses vertus et son talent médical. Fabiola fonda un hôpital à Ostie en 380 et y faisait soigner, d'après saint Jérôme, les malades qu'elle recueillait sur les places publiques (4).

Au moyen âge, dans les couvents, quelques religieuses étaient versées dans la science médicale : telles Marguerite et Poncée, religieuses bénédictines, à Marsigny, nièces de Pierre le Vénérable. L'histoire rapporte même que ce furent elles qui guérèrent leur oncle d'une maladie très dangereuse. Dans les *Lettres d'Héloïse et d'Abélard*, on lit « que l'infirmière doit

(1) Scoutetten, *ouvr. cit.*, p. 10-11.

(2) J. Chauvin, *ouvr. cit.*, p. 57-59.

(3) *Id.*

(4) M. Lipinska, *ouvr. cit.*, p. 78-80.

s'approvisionner de médicaments suivant les ressources de l'endroit, ce qu'elle fera d'autant mieux qu'elle connaît la médecine. A elle appartiendra de veiller à la santé des religieuses ». Il faut aussi qu'elle sache saigner pour que cette opération ne nécessite l'accès d'aucun homme auprès des religieuses (1).

A la même époque, les laïques pratiquaient également la médecine et la chirurgie. Jusqu'au ^{xvi}^e siècle, toute la médecine des femmes n'était exercée que par celles-ci et leur constituait un véritable monopole. Elles seules étaient appelées auprès des personnes de haute distinction : Anne d'Autriche avait pour médecin Péronne du Moustier. On les admettait aussi en justice comme experts pour les questions de leur compétence, attentats aux mœurs en ce qui concerne les femmes.

Les femmes médecins du moyen âge se nommaient : *mires*, *mirgesses* ou *médecien*nes. Les innombrables épopées chevaleresques de la France abondent en mentions sur ces chirurgiennes et *médecien*nes bienfaisantes qui « moult en savaient ». De même, « il était d'un usage commun du temps de l'ancienne chevalerie, que les dames ou demoiselles du plus haut parage apprissent la chirurgie » (2).

Mais ces *mirgesses* n'étaient que des guérisseuses au même titre que les charlatans ou *mires* que l'on comptait en grand nombre à Paris ; si l'on veut néanmoins les qualifier moins énergiquement, on peut les considérer comme de simples *praticien*nes ou *empiriques* (3).

C'est surtout par la pratique, par l'apprentissage chez un médecin, qu'on acquérait la science médicale au moyen âge. On y joignait l'étude des livres médicaux. Le docteur Barthélémy, dans son recueil de documents, signale un élève en apprentissage chez une *médecienne* (4). Sarah de Saint-Gilles, femme d'Abraham de Saint-Gilles, prend le 28 août 1326 pour élève son coreligionnaire Salvét. Elle se charge de le loger, de le nourrir et de lui apprendre « la médecine et la physique » en sept mois, à la condition que ce dernier lui abandonnera

(1) V. Cousin, *Petri Abælardi Opera*, 1849, t. I, p. 176.

(2) *Bibliothèque des romans de chevalerie*, avril 1776, vol. I, p. 85.
V. *Revue de l'enseignement second. des jeunes filles*, 1883, t. II, p. 26.

(3) M. Baudouin, *Les femmes médecins*, p. 115.

(4) V. M. Lipinska, *ouvr. cit.*, p. 116-117.

pendant tout le temps de ses études le bénéfice qu'il pourra faire en aidant ou en remplaçant sa maîtresse ». Après quelques années d'exercice, on était admis au rang de maître médecin ou de maître chirurgien. Mais, au XII^e siècle, les Universités luttèrent contre les personnes qui n'avaient pas suivi leur enseignement. La Faculté de Paris entra la première en lutte contre la femme médecin. Vers 1220, elle fit promulguer un édit par lequel il fut fait défense d'exercer la médecine à ceux qui n'appartenaient pas à la Faculté (1). Pendant longtemps, cet édit resta lettre morte.

Au XIII^e siècle, de nombreux documents signalent la femme médecin. La taille de 1292 mentionne la *médecienne* Sarre, fille d'un sieur Vivant et mère d'une fille nommée Florian, pratiquant aussi la médecine.

En 1272, Géraud signale huit femmes médecins exerçant à Paris, ce sont :

- 1° Isabieu, en la paroisse Sainte-Opportune;
- 2° Haoys, à la ville Saint-Sorentz;
- 3° Richeut, au cymetière Saint-Jehan;
- 4° Isabel, rue de Frépillon;
- 5° Dame Heloys, rue des Gardins;
- 6° Philippe, rue Gervèse-Lohareuc;
- 7° Dame Marie, rue de Lourcennes;
- 8° Sarres, à l'Atacherie (2).

A partir du XIV^e siècle, les luttes contre les femmes médecins deviennent nombreuses et le Cartulaire de l'Université de Paris nous en cite plus d'une. Le 18 février 1312, le Prieur de Sainte-Geneviève excommunie Clarisse de Rouen, pour pratique illicite de la médecine. La sentence d'excommunication portait qu'il était défendu, sous peine d'être excommunié, d'avoir aucun rapport avec elle : « eundo, redeundo, stando, sedendo, bibendo, comedendo, potu, cibo, furno, molendino; ignem, aquam eidem administrando; consilium, auxilium, eidem empendendo; panem, vinum, carnem, pisces, vestes seculares, et omnia ala eidem vendendo aut ab ipsa emendo; aut alio quoquomodo participare » (3). Quelques

(1) *Cartulaire de Paris*, II, p. 256. *Ibid. Id.*, p. 118.

(2) *Id.*

(3) Dr Saint-Aurens, *Les charlatans de la médecine*, p. 9.

années plus tard, Jeanne Converse, Cambrière Clarisse et Laurence Gaillon subissent la même peine.

Le procès de Dame Félicie représente un document intéressant de l'exercice de la médecine par les femmes au moyen âge. Elle avait eu l'audace de ne point réclamer d'honoraires et de porter « sa faucille dans la moisson d'autrui » (*falcem in missem mittere alienam*); aussi la Faculté lui intenta-t-elle un procès. C'était une noble dame, versée dans son art et qui, paraît-il, opérait des cures magnifiques. Tous les témoins appelés avaient été guéris par elle. Malgré la brillante défense de Dame Félicie, la Faculté la condamna, s'appuyant sur l'édit qui défendait aux femmes l'exercice de la médecine (1).

La femme chirurgien existait aussi au moyen âge, ainsi que le prouvent les statuts de l'Université de Paris : « Tout chirurgien ou chirurgienne (*Cyurgicus aut Cyurgica*), apothécaire ou apothécaresse, herbier ou herbière, ne passeront pas les bornes de leur métier » (2). Les édits de 1311 et de 1352 faisaient défense à tout chirurgien ou chirurgienne d'exercer la profession sans avoir préalablement subi un examen devant un jury spécial.

À l'époque de la Renaissance, on ne vit plus de femmes pratiquer la médecine en France. La Faculté de Paris, après de longues luttes, remporta définitivement la victoire sur la femme médecin. Un arrêt notable du 12 avril 1578 constate qu'il est interdit aux femmes d'exercer la médecine et fait défense à une femme d'Anjou, Jeanne Lescailler, de se livrer à cette profession (3). Tout ce qui avait rapport à la médecine générale et à la chirurgie devint bientôt le monopole des hommes. Aux femmes échurent les fonctions subalternes de sages-femmes.

La chirurgienne se vit aussi interdire la pratique de son art. En 1484, des lettres patentes de Charles VIII retirèrent aux femmes le droit d'exercer le métier de la chirurgie. Cependant, jusqu'en 1694, on fit une exception pour les veuves de chirurgien.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, aucune femme médecin n'est mentionnée. Il n'est pas question de les admettre aux mêmes étu-

(1) (2) M. Lipinska, *ouvr. cit.*, p. 119-120.

(3) J. Brillon, *Dictionnaire des Arrêts des Parlements de Paris*, 1711, t. II, p. 185. V. Frank, *ouvr. cit.*, p. 276-77.

des que les hommes. Seul au xvii^e siècle, Poullain de La Barre revendiqua pour elles la pratique de la science médicale : « Il semble, dit-il, que les femmes soient nées pour exercer la médecine, et pour rendre la santé aux malades. Leur propreté et leur complaisance soulagent le mal de la moitié. Et non seulement elles sont propres à appliquer les remèdes, mais même à les trouver. Elles en inventent une infinité qu'on appelle petits, parce qu'ils coûtent moins que ceux d'Hypocrate, et qu'on ne les prescrit pas par ordonnance, mais qui sont d'autant plus sûrs et plus faciles, qu'ils sont plus naturels. Enfin, elles font les observations dans la pratique avec tant d'exactitude et en raisonnant si juste, qu'elles rendent souvent inutiles tous les cahiers de l'Ecole » (1).

La même idée sera soutenue au xviii^e siècle par Mmes de Puisieux, de Coicy et d'Archambaut.

Mais certaines femmes, sans recourir à l'Université, avaient réussi à suivre leur vocation : « telle veuve de médecin agenais est condamnée au bannissement pour exercice illégal de la médecine; telle autre pratique des saignées sur les malades au détriment des chirurgiens » (2).

Quant aux chirurgiennes, l'ancien régime signa l'arrêt de mort à leur profession. Les chirurgiens, longtemps confondus avec les barbiers, formaient une corporation. Les veuves de chirurgiens pouvaient ou bien céder le cabinet de leur mari, ou bien continuer à exercer le métier. Le 6 août 1694, il fut défendu même aux veuves des maîtres-chirurgiens de pratiquer « à moins qu'elles n'eussent d'enfants ou serviteurs approuvés ou trouvés capables de le faire ». Un arrêt du 19 avril 1755, ordonna « qu'à l'avenir, les femmes et filles ne pourront être agrégées dans l'état d'herniaire et dentiste, ni dans autre partie de la chirurgie, sous quelque prétexte que ce soit, excepté à celle qui concerne les accouchements ».

Même dans l'obstétrique, les hommes vinrent concurrencer les femmes. C'est à l'adultère d'un roi, paraît-il, que remonte l'intervention de l'accoucheur : Mme de La Vallière fit appeler pour l'assister Jules Clément, chirurgien en renom. Malgré cette nouveauté, qui fut tenue secrète, les princesses, puis,

(1) Poullain de la Barre, *ouvr. cit.*, 1^{re} partie, p. 55-56.

(2) L. Abensour, *La femme et le féminisme avant la Révolution*, p. 214.

quelque temps après, les bourgeoises eurent recours à des chirurgiens dans leur accouchement.

Parmi les dilettantes de la science médicale qui vécurent sous l'ancien régime se trouvent Mme Fouquet et Mlle d'Auvergne qui composèrent des livres; la marquise de Voyer, la comtesse de Coigny, Mme de Staal-Delaunay, versées dans la dissection; Mlle Bihéron, célèbre par ses figures d'anatomie auxquelles « il ne manquait que la puanteur » (1). Mlle d'Arconville se signala par son ouvrage : *Essai pour servir à l'histoire de la putréfaction*. Enfin, Mme Necker fut l'auteur d'un *Traité sur les inhumations précipitées*. C'est à elle qu'on doit la réforme et la réorganisation des hôpitaux.

La médecine reçut sa réglementation par la loi du 19 ventôse an XI. Nul ne peut exercer cette profession sans avoir été examiné et sans avoir justifié de certaines conditions de capacité. Une femme pouvait-elle obtenir le diplôme et les droits de docteur en médecine? La question était controversée, mais en pratique, la profession médicale était ouverte aux femmes (2). La loi créait deux ordres distincts de médecins ayant des attributions différentes suivant les diplômes qu'ils avaient obtenus : les docteurs en médecine et les officiers de santé (3).

Mais si, en principe, l'admission des femmes aux études médicales était acceptée, des obstacles se dressaient devant

(1) Grimm, *Correspondance littéraire*, t. IX, p. 275. V. M. Lipinska, *ouvr. cit.*, p. 189.

(2) Fuzier-Herman, *Répertoire du Droit français : médecine*, 24-25.

(3) On compta au XIX^e siècle des femmes docteurs en médecine et officiers de santé.

La loi de ventôse an XI, dont la révision ne cessa pas d'être demandée depuis sa promulgation, fut modifiée par la loi du 30 nov. 1892. Aux termes de cette loi, le doute ne saurait subsister : non seulement elle ne contient en ce qui concerne les femmes aucune disposition restrictive, mais le rapporteur de la loi devant la Chambre des députés a, sans rencontrer de contradiction, fait la déclaration suivante : « Il n'est jamais entré dans les intentions de la Commission de revenir sur ce qui se pratique actuellement. Aucune loi n'empêche une femme de se faire recevoir docteur en médecine. Toute personne qui, se présentant devant un jury d'examen, fait preuve des connaissances exigées et remplit les conditions déterminées par la loi, a le droit de recevoir le diplôme de docteur et d'exercer la médecine. Nous n'avons pas à nous inquiéter de savoir si le candidat est un homme ou une femme. (Séance du 17 mars 1891. *J. Off.* 18 mars, p. 356.)

elles pour leur en empêcher l'accès. La grande majorité était trop ignorante pour s'y livrer. Il n'était pas non plus dans les mœurs du temps qu'une femme pût exercer une profession libérale.

La carrière médicale fut l'objet des revendications féministes sous Louis-Philippe. La *Gazette des femmes* réclama pour les femmes le droit d'être docteurs en médecine. Mme Poutret de Mauchamps consacra à cette question de nombreux articles et, le 1^{er} janvier 1838, déposa une pétition au Roi et à MM. les membres de la Chambre des députés tendant à ce qu'« en vertu des articles 2 de la charte de 1830 (contribution égale de tous aux charges de l'Etat) et 3 (libre admissibilité de tous aux emplois), les femmes soient admises dans les cours publics et après examen, soient reçues « docteures » en médecine... Pourquoi la jeune fille n'étudierait-elle pas la médecine, alors que vous lui laissez faire les études nécessaires pour être sage-femme? Croyez-vous donc qu'une femme ne saurait pas guérir mille maladies des femmes et des enfants?..... Ne serait-il pas bien plus convenable qu'une femme « docteure » en médecine soignât, pansât, opérât une jeune fille qu'un homme docteur en médecine, et cette jeune fille, et sa mère, et vous-mêmes n'éprouverez-vous pas un sentiment bien plus pénible en la découvrant à un homme médecin ou chirurgien qu'à une femme médecin ou chirurgien. Et ces maladies secrètes qu'une femme n'ose révéler à un homme, ces suites de couches, ces indispositions, ces incommodités de femmes qui nécessitent la vue et le toucher, combien y en a-t-il qui souffrent, qui meurent pour n'avoir point voulu, ou pour avoir trop tardé à les révéler au médecin homme. Si, au lieu de docteurs hommes, il y avait des docteurs femmes, la confiance s'établirait et la science ferait un progrès double, surtout quant aux maladies des femmes et des enfants, car, de bonne foi, le médecin accoucheur le plus instruit en sait moins, quant à la gestation, que la femme la plus ignorante » (1). La nature de la femme la prédestine aussi à cette situation, car « le dévouement, la charité sont les vertus de la femme et des médecins » (2).

(1) *Gazette des Femmes*, 1^{er} janv. 1838, Mme M. Poutret de Mauchamps, Pétition au Roi et à MM. les Membres de la Chambre des députés; v. aussi *id.*, 1^{er} juillet 1836.

(2) *Id.*, 1^{er} février 1837.

Les mêmes réclamations furent renouvelées par les féministes de 1848. A la même époque, E. Legouvé, dans le cours qu'il professa au Collège de France sur l'*Histoire morale des femmes*, soutenait que la pudeur même exige qu'on appelle des femmes comme médecins auprès des personnes de leur sexe. « Comme science théorique, dit-il, la médecine repose sur l'observation; qui pourrait contester aux femmes leur supériorité d'observatrices? Comme science pratique, elle s'appuie sur la connaissance des individus qui connaît aussi bien les particularités de chaque être qu'une femme (1) ».

Mlle Daubié, en 1866, réclamait également le droit pour la femme d'exercer la profession médicale : « 1° au nom de la subsistance des femmes et de la liberté individuelle; 2° au nom de l'hygiène morale, de la santé, de la vie même de nos campagnards impunément assassinés; 3° au nom de la morale, de la pudeur et de l'économie sociale bien entendue » (2).

M^{me} BRÈS, PREMIÈRE FRANÇAISE DOCTEUR EN MÉDECINE

Il fallut attendre l'année 1875 pour qu'une Française, Mme Brès (3), obtint le diplôme de docteur en médecine. Toute jeune, elle se sentait attirée vers les malades. « Mon père était charron, dit-elle, il travaillait pour les sœurs de l'hôpital de Nîmes; je l'accompagnais parfois et les religieuses, qui m'aimaient, me permettaient de porter à leurs malades cataplasmes et tisanes. « Quel bon petit docteur tu ferais! » disait le médecin-chef en me rencontrant chargée. J'avais sept ans, je grandis sans oublier cette petite phrase-là » (4). Mariée à quinze ans, veuve de bonne heure, elle dut avec ses seules ressources songer à élever ses enfants. Elle résolut alors d'apprendre la médecine.

En 1866 (5), elle demanda au doyen Wurtz l'autorisation de prendre sa première inscription à la Faculté de Paris. Légale-

(1) E. Legouvé, *ouvr. cit.*, p. 412.

(2) J.-V. Daubié, *ouvr. cit.*, p. 365.

(3) 1842-1925.

(4) *Revue Universitaire*, 1921, t. II, p. 145-146, *Une bachelière d'autrefois*.

(5) Avant Mme Brès déjà, une autre femme munie des baccalauréats avait demandé, en 1865, l'autorisation de suivre les cours à l'Ecole de Médecine d'Alger et l'avait obtenue. (V. Duruy, *Notes et Souvenirs*, t. II, p. 196.)

ment, aucun texte ne s'opposait à l'admission des femmes à la Faculté pourvu qu'elles fussent munies des diplômes exigés. Mais Mme Brès n'était pas bachelière. En deux ans, elle conquiert ce titre. « Je trouvai, dit-elle, dans une boîte de bouquiniste un manuel de baccalauréat et l'achetai. J'appris pêle-mêle tout ce que je pouvais apprendre. Ma merveilleuse mémoire me servit. Touché de mon zèle, mon voisin, un professeur de latin et de grec, me prêta l'*Epitome* et me donna des leçons; ce ne fut qu'à vingt-huit ans que je pus être bachelière, j'avais été refusée à la première session; à la suivante, je réussis. Je pensais plus que jamais à la médecine et voulais me spécialiser dans les maladies des femmes et des enfants » (1).

En 1868, pourvue des baccalauréats ès lettres et ès sciences, elle se représenta pour se faire inscrire, mais trois étudiantes étrangères, une Américaine, miss Putnam, une Anglaise, miss Garrett et une Russe, Mlle Gontcharoff, toutes les trois munies d'équivalences de leurs diplômes obtenus à l'étranger, l'avaient précédée de quelques mois à la Faculté. A propos des premières inscriptions féminines, Beaugrand raconte le fait suivant : « Le regretté doyen Wurtz, partisan zélé de l'admission des femmes à la Faculté, soumit la demande au Ministre Duruy. Le Conseil des Ministres en fut saisi. L'Impératrice Eugénie qui présida le Conseil, enleva le vote en faveur de l'innovation. — « J'espère, ajouta-t-elle, que ces jeunes femmes trouveront des imitatrices maintenant que la voie est ouverte » (2). L'Impératrice forma même le projet, au printemps de 1870, de fonder une Ecole libre pour l'instruction médicale des femmes. L'Ecole devait ouvrir ses portes au mois de novembre 1870. « Mais, à ce moment, la grande malade était la France, et le président du Comité fondateur, Duruy, faisait faction comme garde national sur les remparts de Paris assiégé par les Prussiens » (3).

L'Ecole, en raison des circonstances, ne fut pas créée.

Mme Brès fut interne provisoire à la Pitié pendant la guerre, sur la proposition du professeur Broca. « Elle s'y fit toujours remarquer par son zèle, son dévouement et son excellente tenue », dit le Directeur de l'hôpital (4).

(1) *Revue Universitaire*, 1921, t. II, p. 145-146, art. cit.

(2) C. Schultze, *La femme médecin au XIX^e siècle*, p. 13.

(3) V. Duruy, *ouvr. cit.*, p. 197 à 216.

(4) C. Schultze, *ouvr. cit.*, p. 19.

En 1871, elle s'adressa à l'Assistance Publique pour demander l'autorisation de prendre part aux concours de l'externat et de l'internat. Voici ce qu'il lui fut répondu :

« *Service de santé.* — J'ai soumis au Conseil de surveillance de l'Administration la demande que vous m'avez adressée, afin d'être admise comme élève aux concours de l'externat ou de l'internat dans les hôpitaux civils de Paris. Les témoignages honorables qui vous recommandent, et les services que vous aviez déjà rendus dans différentes circonstances ont déterminé le Conseil à donner une attention particulière à votre demande et il n'a voulu se prononcer qu'après avoir entendu le rapport d'une Commission composée de plusieurs membres. S'il ne s'était agi que de vous personnellement, je crois pouvoir dire que l'autorisation demandée eût été probablement accordée. Mais le Conseil a compris qu'il ne pouvait ainsi restreindre la question, et, l'examinant en thèse générale dans son application et ses conséquences d'avenir, le Conseil a eu le regret de ne pouvoir autoriser l'innovation que votre admission aurait consacrée ».

Le Directeur de l'Administration de l'Assistance publique, signé : Blondel.

Paris, le 21 décembre 1871 (1).

Mme Brès soutint sa thèse en 1875, sur le sujet : *La mamelle et l'allaitement*. Elle fut reçue docteur avec la note *Extrêmement bien*. C'était le troisième doctorat en médecine que la Faculté de Paris délivrait aux étudiantes. Deux étrangères avaient obtenu ce grade avant elle : miss Garrett en 1870 (2) et miss Putnam en 1871.

La présence des premières étudiantes n'était que tolérée à la Faculté; les jeunes gens les accueillaien't par des cris d'oiseaux, et les pommes cuites volaient en leur honneur à travers les bancs de l'amphithéâtre (3). Les femmes étaient assujetties à un règlement spécial. Au sortir du Secrétariat où elles venaient de s'inscrire, elles recevaient l'ordre de passer chez le doyen. Là, un discours paternel — mais bien senti — leur

(1) C. Schultze, *ouvr. cit.*, p. 19-20.

(2) Chronologiquement, c'est en Amérique, qu'une femme, E. Blackwell, conquît, la première, le grade du doctorat en médecine.

(3) V. l'*Intransigeant*, 5 fév. 1929, D^r Marthe Bertheaume, *Femmes médecins*.

montrait combien leur cas était exceptionnel et les invitait à ne jamais se départir vis-à-vis de leurs camarades de la plus sévère correction (1). Pendant les cours, elles s'asseyaient loin des étudiants, au rez-de-chaussée de l'hémicycle, sous la surveillance du professeur. Quelques-unes étaient accompagnées par un parent, la mère le plus souvent, parfois le père. « Je me rappelle, raconte M. le doyen Roger — qui était alors étudiant —, un vieux monsieur qui faisait asseoir sa fille dans l'hémicycle de l'amphithéâtre, puis gagnait une place dans les gradins supérieurs. Il ne tardait pas à s'endormir, ronflait souvent, ce qui nous mettait déjà en gaité, et, un jour, roula à terre, avec un bruit formidable. Ce fut une hilarité générale qui interrompit, pendant quelques minutes, la leçon du professeur » (2). Les huées de l'assistance ne furent épargnées aux étudiantes que le jour où elles allèrent s'asseoir délibérément sur les gradins.

CONQUÊTES FÉMININES DANS L'ORDRE MÉDICAL

Après leur droit de cité acquis à la Faculté, les femmes désiraient devenir externes et internes des hôpitaux au même titre que les hommes. Malgré leurs demandes réitérées, elles continuaient à suivre les services hospitaliers en qualité de bénévoles et de stagiaires, à ne pas faire partie de l'état-major du service. On ne leur permettait pas d'acquérir des grades, qui, seuls, leur donnaient la facilité de perfectionner leurs études. « Ce n'était pas une question de rivalité mesquine entre concurrents de sexe opposé qui les poussait à protester, elles voulaient s'instruire davantage, car l'admirable statue de Barrias : *La Nature se dévoilant à la Science* qui orne l'atrium de la Faculté n'est pas un vain symbole. Quiconque a soulevé le voile de la Science et contemplé ses yeux mystérieux et profonds, sera pour la vie prisonnière de son charme. Jeune et enthousiaste, éprise de la curiosité scientifique, l'étudiante ne pouvait admettre qu'on lui mesurât le culte de son idole » (3).

En 1881, une jeune étudiante, fille d'un médecin de Neuilly,

(1) V. *La Grande Revue*, août 1913. Ibid., *Les femmes médecins*.

(2) *Revue des Deux-Mondes*, 15 juin 1929, H. Roger, *Nos Grandes Ecoles*. XX. — *La Faculté de Médecine*, p. 786-787.

(3) *La Grande Revue*, août 1923, D^r M. Bertheaume, *art. cit.*

Mlle Blanche Edwards (1), dont l'ardeur au travail n'eut d'égale que son inébranlable volonté, se mit à la tête de la campagne. Cette année-là, elle réclama son inscription au concours de l'externat. On lui répondit qu'aucune femme ne pouvait aborder les concours de l'externat et de l'internat. Le directeur de l'Assistance publique d'alors, M. Quentin, conseilla à Mlle Edwards de disjoindre ses prétentions et de ne demander que l'externat. « Pendant dix-huit mois, dit-elle, je me heurtai à tous les refus. Ad-mi-nis-tra-teurs, du petit au grand, médecins des hôpitaux, chirurgiens, internes, étaient unanimes. C'est impossible de vous autoriser à concourir. L'externat donne accès au concours de l'internat et une femme ne peut pas être interne. Enfin le directeur Quentin — qui n'était pas médecin — conseillé par quelques hommes politiques, se décida à laisser concourir les femmes » (2) (17 décembre 1881). Cette autorisation n'avait pas moins demandé à Mlle Edwards un nombre de visites qu'elle évalue à plus de cinq cents!

Au concours de 1882, Mlles Edwards et Klumpke furent reçues dans un très bon rang. La voie ouverte, d'autres femmes y pénétrèrent. Admises en général dans d'excellentes conditions, elles s'acquittèrent de leurs fonctions « à la satisfaction de leurs chefs » (3). Aucune plainte ne fut formulée contre elles ni par les malades, ni par les directeurs des établissements hospitaliers.

Il eût été tout naturel qu'on laissât les femmes se présenter au concours de l'internat, puisque les règlements de l'Administration de l'Assistance publique disent que les externes de deuxième et de troisième années sont obligés de concourir pour l'internat. Mlles Edwards et Klumpke réclamèrent leur inscription en 1884, mais ce droit leur fut refusé. On leur avait permis de concourir à l'externat avec la restriction « mentale » que ces externes ne pourraient être internes. Le Conseil de surveillance de l'Assistance publique eut beau voter l'application commune du règlement, il ne rentrait pas dans les plans de la direction que ces externes devinssent inter-

(1) Actuellement le Dr Blanche Edwards-Pilliet.

(2) *Cinquante ans de féminisme*, Dr Blanche Edwards-Pilliet, *Les femmes docteurs en médecine*, p. 89.

(3) C. Schultze, *ouvr. cit.*, p. 21.

nes (1). « De 1883 à 1885, rapporte Mme le Dr Edwards-Pilliet, au milieu d'une hostilité qui nous fit successivement fermer les conférences de préparation, qui nous poursuivit dans les services, nous fîmes cette rude campagne. Les arguments? Les convenances qui rendaient la salle de garde un endroit où les jeunes filles ne pouvaient aller; la pudeur des malades — hommes — qui ne pouvaient se laisser soigner par des femmes; le manque de forces physiques qui les empêcherait de réduire les luxations de la hanche!! (Je le pense bien, mais il y a nombre de chirurgiens des hôpitaux qui se trouveraient dans le même cas); notre infirmité intellectuelle qui ne nous permettait pas de réussir au concours (alors pourquoi redouter de nous y admettre?); la présence des femmes qui abaissera le niveau des études (c'est encore nouveau aujourd'hui, comment un plus grand nombre de candidats pour un même nombre de places au concours-peut-il diminuer le niveau d'un concours?); l'impossibilité d'envoyer les femmes comme internes dans le midi (hôpital des génito-urinaires, alors des hommes. Mais pourquoi choisiraient-ils ces services quand il y a tant de salles de femmes ou d'enfants?) » (2).

La presse médicale et politique s'empara de la question. Charles Richet dans *La Revue Scientifique*, et surtout Paul Bert dans *Le Voltaire*, menèrent une campagne en faveur des femmes aux études de l'internat.

La résistance de l'Administration avait été motivée par une pétition de quatre-vingt-dix signatures d'internes et d'internes provisoires; cette pétition fut appuyée par un certain nombre de médecins et chirurgiens des hôpitaux. On en concluait que, même admises au concours, les femmes ne trouveraient pas de place.

Les chirurgiens des hôpitaux se réunirent en séance extraordinaire le 5 novembre 1884. M. Verneuil prit la défense des étudiantes, MM. Berger, Marchand, Prengrueber se prononcèrent avec lui pour leur admission au concours.

La Société des médecins des hôpitaux tint une séance extraordinaire le 7 novembre. M. Landouzy fut l'énergique défenseur de la proposition des femmes externes. « Les femmes, dit-il, ont droit comme les hommes à concourir à

(1) C. Schultze, *ouvr. cit.*, p. 22.

(2) *Cinquante ans de féminisme*, art. cit.

l'internat, véritable école professionnelle. Leur refuser ce droit, ce serait les priver d'un complément d'études, les maintenir de propos délibéré à un taux d'instruction inférieure pour le diplôme de docteur. On leur impose le même stage, les mêmes charges, les mêmes épreuves, et on leur refuserait les moyens de solide instruction qu'on accorde aux seuls hommes. Ouvrir par concours l'internat aux femmes, c'est leur ouvrir la véritable école du savoir et du dévouement professionnels, celle à laquelle ont été instruits et formés tous ceux qui, dans le monde entier, honorent la science et la pratique médicales » (1). Quatre médecins seulement furent de l'avis de M. Landouzy; mais « tous les professeurs de sciences à l'Ecole étaient pour nous, dit Mme le Docteur Edwards-Pilliet, et aussi des Maîtres vénérés les plus savants, les plus grands » (2). Leurs noms figurent sur la pétition que Mlle Edwards mit entre les mains de Paul Bert « pour arracher au Conseil municipal, au Préfet de la Seine, l'autorisation de concourir » (3).

Le Conseil municipal se réunit le 2 février 1885 et se mit à discuter la question de l'admission des femmes à l'internat. Prirent part aux débats : MM. Piperand, Chassaing, Robinet et le Directeur de l'Assistance publique, M. Peyron. Le Conseil municipal, à une très forte majorité, 57 voix contre 15, vota l'ordre du jour de M. Piperand : « Le Conseil, considérant qu'il est juste de faciliter l'instruction médicale des femmes, — considérant que les fonctions d'externes des hôpitaux *donnent droit* à l'admission au concours de l'internat sous peine de déchéance, — invite l'Administration à ne plus s'opposer à l'admission des femmes audit concours de l'internat » (4). Mais Paul Bert ne voulut pas partir au Tonkin sans obtenir l'autorisation préfectorale que M. Poubelle lui donna quelques jours avant son départ. L'arrêté du 31 juillet 1885, dont le texte suit, trancha donc la question d'une façon définitive et favorable aux femmes.

« ARTICLE PREMIER. — Les élèves externes femmes qui

(1) C. Schultze, *ouvr. cit.*, p. 25-27.

(2) *Cinquante ans de féminisme*, art. cit.

(3) *La Française*, 29 mars 1908, Dr B. Edwards-Pilliet, *Le 25^e anniversaire de l'admission des femmes aux concours des hôpitaux*, 1883-1908. Voir en note les noms de ceux qui signèrent la pétition pour les femmes.

(4) C. Schultze, *ouvr. cit.*, p. 28.

rempliront les conditions déterminées par le règlement sur le service de santé seront admises à prendre part au concours de l'internat. Les internes femmes seront soumises à toutes les règles d'ordre intérieur et de discipline qui concernent les internes hommes.

« ART. 2. — Ces dispositions seront mises en vigueur en attendant que le travail de revision auquel est soumis le règlement sur le service de santé permette de les y insérer. »

Signé : E. POUBELLE. (1)

Mlles Blanche Edwards et Augusta Klumpke se présentèrent en octobre 1885.

Voici l'effet que produisit cette nouvelle victoire féministe, ainsi que l'a décrite Mme le docteur Edwards-Pilliet, lors du 25^e anniversaire de l'admission des femmes aux concours des hôpitaux : « Les journaux fourmillaient d'articles, les uns hostiles, les autres favorables. La place de l'Hôtel-de-Ville était couverte d'une foule houleuse de jeunes gens où il y avait même des étudiants en médecine. Dans *Le Figaro* du 15 octobre, un article, *Charivari*, raconte le concours :

« Ce sont d'abord de petits grognements, puis des cris rauques, puis une bordée formidable, stridente de sifflets; à l'air, on ajoute des paroles : Sortez Blanche! »

« Nous étions entrés par la porte du quai, nous dérobant au... succès. Quelques amis courageux, car il y avait du courage à défendre l'idée de justice contre une horde d'une part, contre les juges nettement hostiles d'autre part, nous entouraient, formant une garde du corps contre les voies de fait possibles dans l'anonymat d'une cohue.

« Le concours eut lieu cependant, et le soir, au bal de l'internat, j'eus l'honneur d'être brûlée... en effigie, à Bullier » (2).

Mlles Edwards et Klumpke furent nommées internes provisoires. L'année suivante, au concours de 1886-87, Mlle Klumpke fut reçue interne titulaire et attachée au service de M. Balzer, à l'hôpital de Lourcine, et Mlle Edwards, reçue interne provisoire, à l'hospice des Enfants assistés.

L'admission des femmes au concours de l'internat fut une grande victoire féministe. Désormais, elles purent mesurer

(1) C. Schultze, *ouvr. cit.*, p. 29.

(2) *La Française*, 29 mars 1908, *art. cit.*

leur science avec celle des hommes. Leurs études ne furent plus considérées comme inférieures (1).

Après l'internat des hôpitaux, les femmes revendiquèrent le droit de se présenter au concours du clinicat. Un incident eut lieu à ce propos à Bordeaux. En principe, tout docteur en médecine français, et âgé de moins de trente-trois ans, a le droit de prendre part au concours. Mlle Mesnard, docteur à Bordeaux, essaya en 1886 de se présenter au concours pour la clinique d'accouchement. La Faculté aurait été d'avis de la laisser concourir. Le Doyen soumit toutefois la demande à M. Goblet, ministre de l'Instruction publique, qui donna, le 15 mai 1886, une réponse négative. Deux ans plus tard, Mlle Mesnard fit une nouvelle demande au Recteur de l'Académie de Bordeaux qui déclara, le 4 juin 1888, que M. Lockroy ne voulait pas revenir sur la décision du 15 mai 1886.

En 1889, le concours de médecins de Saint-Lazare devint accessible aux femmes. Mme le D^r Edwards-Pilliet y concourut et fut admise troisième. Malheureusement, il n'y avait que deux places.

La femme médecin commença à occuper vers cette époque quelques fonctions officielles. Mlle Benoît, en 1885, fut appelée au poste de médecin dans les sections d'examen de jeunes filles et comme membre du jury médical pour l'admission des élèves à l'École normale de Sèvres.

Par arrêté ministériel du 20 janvier 1886, Mme Sarrante, née Gaches, fut nommée médecin-suppléant du Théâtre national de l'Opéra. Vers le même temps, Mme Ribard (2), ophtalmologiste, accompagna Paul Bert en Annam et au Tonkin. Elle mourut au cours de sa mission, à Hué, au moment où elle allait être appelée à opérer de la cataracte la mère du roi d'Annam.

Mme Edwards-Pilliet professa à l'école des infirmiers et infirmières de Bicêtre en 1891. Lorsque son mari, le docteur Pilliet, mourut, laissant vacante sa chaire de physiologie à Lariboisière, le Directeur, le docteur Bourneville, ne craignit pas de lui confier cette chaire en remplacement de son mari.

(1) V. p. 299, la statistique des étudiantes en médecine reçues aux concours de l'internat des hôpitaux de Paris.

(2) C'est la deuxième Française reçue docteur en médecine (1876).

qu'elle avait suppléé pendant les deux années de maladie qui précédèrent sa mort. C'est la première femme à qui l'Assistance publique ait confié un poste d'enseignement médical. A la Salpêtrière, elle fit un cours de pansements devant un auditoire de plusieurs centaines de personnes des deux sexes.

En 1892, Mme Schultze-Bertillon fut investie des fonctions officielles de médecin d'un lycée de jeunes filles à Paris. Les autres lycées, les Ecoles normales de Sèvres et de Fontenay, eurent leurs femmes médecins nommées par le Ministre. Quelques années plus tard (1895), M. Cambon, gouverneur général de l'Algérie, confia à Mme Chellier la mission de visiter les indigènes des montagnes d'Algérie.

Le docteur Napias, directeur de l'Assistance publique, nomma vers 1900 Mme Peltier médecin des bureaux de bienfaisance. Pour la première fois, un poste de ce genre était occupé par une femme.

En 1900, Mme Boyer s'acquitta des fonctions de médecin des employées de l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones.

Mme Robineau obtint au concours la place de prosecteur à l'Ecole de Médecine de Rouen.

C'est par étapes, et non d'un seul coup, que s'est confirmé le féminisme médical. La situation était très nette en 1900. Une femme médecin qui demandait à faire un cours libre, se voyait opposer un refus, en tant que femme; une candidate qui se présentait à un concours pour l'agrégation, le clinicat ou le concours de médecin des hôpitaux, n'était même pas inscrite.

C'est en 1905, pour la première fois, que la fonction de médecin des asiles fut remplie par une femme, Mlle Pascal.

Mme Long-Landry, la première, en 1911, obtint au concours la place de chef de clinique. Plusieurs femmes docteurs devinrent chefs de laboratoire à la Faculté; d'autres, médecins des salles.

En 1913, Mme Texier fut nommée médecin des hôpitaux de Tours.

Pendant la guerre, la femme médecin manifesta son héroïsme dans les ambulances du front et les hôpitaux de l'arrière; toutefois « le rôle de la femme médecin, constate Mme le D^r Marthe Bertheaume, ne fut pas un rôle militaire, malgré son incontestable valeur, mais un rôle essentiel-

lement civil. C'est dans le secours apporté à cette population de l'arrière qui, délaissée en bien des villes, venait réclamer son aide, que la femme médecin donna sa mesure » (1).

En 1921, Mlle Pouzin devint médecin des hôpitaux de Nantes.

Mlle Condat, reçue au concours de l'agrégation de médecine en 1923, professe actuellement à la Faculté de Médecine de Toulouse. Avant elle, Mme Gaussel, de Montpellier, ex-chef de clinique d'accouchements et de gynécologie, avait conquis l'admissibilité. Pour des raisons de famille, elle ne crut pas devoir poursuivre le concours (2).

Mlle Pascal, déjà si appréciée parmi les aliénistes, fut nommée au concours, en 1925, médecin aliéniste de la Seine (3).

Le concours de l'internat des hôpitaux de Paris eut à enregistrer de 1886-87 à 1929-30 inclusivement la nomination de 89 internes femmes. En 1924, Mlle Dreyfus-Sée obtint le premier rang à ce concours.

TABLEAU XXXIII

INTERNAT DES HÔPITAUX DE PARIS
(NOMBRE DES FEMMES REÇUES AUX CONCOURS) (4)

PROMOTIONS		PROMOTIONS		PROMOTIONS		PROMOTIONS	
		<i>Report.</i>		<i>Report.</i>		<i>Report.</i>	
1887....	1	1897....	—	1907....	1	1921....	3
1888....	—	1898....	—	1908....	1	1922....	4
1889....	1	1899....	—	1909....	1	1923....	1
1890....	—	1900....	—	1910....	2	1924....	5
1891....	—	1901....	1	1911....	1	1925....	8
1892....	—	1902....	—	1912....	4	1926....	9
1893....	—	1903....	2	1913....	3	1927....	8
1894....	—	1904....	—	1914....	2	1928....	10
1895....	—	1905....	—	1917 (5)...	—	1929....	10
1896....	—	1906....	3	1920....	3	1930....	5
	2		8		26	TOTAL .	89

(1) *La Française*, 18 nov. 1922, Dr Marthe Bertheaume, *Les femmes médecins pendant la guerre*.

(2) *Id.*, 7 oct. 1922, Dr M. Bertheaume, *art. cit.*

(3) *Id.*, 4 avril 1925, Elise E. Magne, *La première femme aliéniste de la Seine*.

(4) Renseignements communiqués par la Confédération des Syndicats médicaux français.

(5) Une seule promotion durant la guerre.

En 1930, pour la première fois, une femme, Mme Bertrand-Fontaine fut reçue médecin des hôpitaux de Paris (1).

En principe, toutes les situations médicales et administratives s'ouvrent aux femmes lorsque le jury est favorable. Pratiquant la médecine générale ou bien spécialisées, établies dans de grandes villes, dans des centres de moyenne importance, ou dans de petites bourgades, beaucoup sont à la tête d'une sérieuse clientèle.

Les femmes médecins prennent une part de plus en plus importante aux œuvres sociales.

Dans les colonies, « elles jouent un rôle patriotique et civilisateur » (2); certaines viennent d'obtenir le titre et les appointements de médecins de colonisation.

Peu à peu la profession médicale se présente pour la femme avec les mêmes débouchés que pour l'homme. L'exemple de la longue patience et de la ferme volonté dont Mme le D^r Edwards-Pilliet fit preuve pour vaincre les obstacles devrait encourager plus d'une féministe, déçue bien souvent devant les difficultés de l'heure présente : « J'ai fait une campagne pendant cinq ans, dit-elle, pour ouvrir une porte, et je l'ai enfoncée. Il n'y a qu'à vouloir pour enfoncer une porte. Celle qui voudra enfoncer la porte de l'agrégation, l'enfoncera. On passera au bout de trois ans, de quatre ans, de dix ans, s'il le faut. Mais il faut que quelqu'un le veuille absolument » (3). Paroles prophétiques : en 1923, pour la première fois, une femme était reçue au concours de l'agrégation.

En terminant cet exposé sur l'histoire des femmes médecins en France, nous indiquons quelques chiffres montrant la progression du féminisme médical.

A. — *Les femmes dans les Facultés et Ecoles de Médecine* (inscriptions et grades) (4).

B. — *Les femmes exerçant la médecine.*

Du rapport que Mme le D^r Darcanne-Mouroux, ancien interne des hôpitaux de Paris, publia à l'occasion du Congrès Inter-

(1) *La Française*, 21 juin 1930.

(2) D^r Darcanne-Mouroux, *Evolution du féminisme médical*, 1929.

(3) *Deuxième Congrès international des Œuvres et Institutions féminines*, p. 143-144.

(4) V. *Enseignement supérieur*.

national des femmes-médecins, qui se tint à Paris en avril 1929, nous extrayons les chiffres suivants :

En 1882, 7 femmes exerçaient en France.

En 1888, 11 femmes exerçaient à Paris.

En 1903, on comptait 95 femmes médecins: 30 pratiquaient à Paris, et 65 en province et en Algérie.

En 1921, 160 femmes docteurs étaient établies à Paris et dans la banlieue; un nombre à peu près égal, exerçait en province et dans les colonies.

En 1928, 556 femmes médecins exerçaient sur le territoire français (France et colonies), dont 314 pour le département de la Seine. Le nombre des femmes médecins représentait le 1/51 de l'effectif total (28.380) (1).

En 1929, les femmes médecins, au nombre de 519, dont 285 dans le département de la Seine (une légère diminution est à constater sur l'année 1928), se trouvaient inégalement réparties sur le territoire français (2). Vingt-huit départements (voir Tableau XXXIV) ne comptaient pas de docteurs femmes: les Hautes-Alpes, l'Ariège, l'Aveyron, le territoire de Belfort, le Cantal, le Cher, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, l'Eure-et-Loir, l'Indre, le Loiret, le Lot, le Lot-et-Garonne, la Lozère, le Maine-et-Loire, la Manche, la Mayenne, le Morbihan, l'Orne, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Saône, la Sarthe, les Deux-Sèvres, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, la Haute-Vienne, l'Yonne. Les départements où les femmes médecins se trouvaient le plus nombreuses étaient (le département de la Seine à part) : les Alpes-Maritimes, la Gironde et la Seine-et-Oise, où 11 femmes exerçaient dans chacun de ces départements. Le département du Haut-Rhin en comptait 9; le Rhône, 9; l'Hérault, 8; l'Aisne, 6; les Bouches-du-Rhône, 6; le Nord, 6; le Puy-de-Dôme, 6; la Meurthe-et-Moselle, 5, etc... Les grandes villes, telles que Nice, Marseille, Bordeaux, Montpellier, Lyon, les villes d'eau, les centres industriels, en comptaient le plus grand nombre.

A Paris, ainsi que nous le montre le tableau XXXV, les femmes médecins étaient réparties dans les arrondissements très inégalement : c'est le VIII^e qui en comptait le plus; le XIX^e en

(1) *L'Intransigeant*, 5 fév. 1929, Dr M. Bertheaume, *art. cit.*

(2) Renseignements communiqués par la Confédération des Syndicats médicaux français.

TABLEAU XXXIV

Répartition géographique des femmes qui exercent la médecine en France



Année 1929. — France, sauf le département de la Seine :
188 femmes médecins.

(● femme médecin).

(Le département de la Seine est représenté à part. Les départements figurés en noir ne comptent pas de femmes médecins)

TABLEAU XXXV

Département de la Seine

Année 1929. — Département de la Seine: 285 femmes médecins.

était dépourvu; mais les femmes médecins de Paris, si elles résident dans tel arrondissement peuvent avoir la majorité de leurs clients dans tel autre. Les rapides moyens de communication leur permettent d'avoir une clientèle disséminée.

A Saint-Denis exerçaient 17 femmes médecins; à Sceaux, 11.

En 1930, dans les colonies pratiquaient 46 femmes docteurs, dont 15 à Alger (voir Tableau XXXVI).

TABLEAU XXXVI

Colonies et Pays de Protectorat

Algérie : 24. — Tunisie : 10. — Maroc : 8.

Madagascar et dépendances. — Ile de La Réunion : 2.

Guadeloupe. — La Basse-Terre : 1. Pointe-à-Pitre : 1.

Année 1929. — *Colonies et Pays de Protectorat* : 46 femmes médecins.

Au point de vue corporatif, les femmes médecins ont fondé en 1920 l'*Association française des femmes médecins* (1). Cette création a pour but « de constituer un groupement corporatif qui permettra aux femmes médecins :

a) de s'aider mutuellement dans la défense de leurs intérêts professionnels;

b) d'étudier en commun les questions d'intérêt général qui sont du domaine de leur activité et d'associer leurs efforts pour collaborer au progrès de l'hygiène sociale » (2).

(1) *V. La Française*, 19 janv. 1929, Dr Darcanne-Mouroux, l'*Association française des femmes médecins*.

(2) *Bulletin de l'Association française des femmes médecins*. Déc. 1929, N° 1.

L'Association, dont la présidente est Mme Hartmann-Coché, comptait en 1929, 251 femmes médecins (184 pour la région parisienne, 67 pour les départements). « D'année en année, écrit Mme le D^r Montlaur, vice-présidente de l'Association, le nombre de nos associées suit une courbe ascendante. En 1921, l'Association comptait 35 adhérentes, en 1928, 119. En 1929, leur nombre a plus que doublé. Elle prend une extension manifeste (1).

L'Association française est affiliée à l'*Association internationale des femmes médecins*, dont la présidente est une Française, Mme Thuillier-Landry (2).

Appendice : Les femmes médecins pendant la guerre (3)

Dès le premier jour de la mobilisation, la femme médecin offrit son aide. Ce ne fut pourtant qu'en 1918, que M. Mourier, sous-secrétaire d'Etat au service de santé militaire, fit appel aux femmes docteurs et aux étudiantes en médecine : « Les femmes françaises pourvues du diplôme de docteur en médecine pourront être nommées doctresses adjointes au service de santé militaire. Elles toucheront un traitement égal à la solde, aux accessoires de solde et aux indemnités perçus par un médecin aide-major de deuxième classe. — Les étudiantes en médecine françaises pourvues de douze inscriptions pourront être nommées assistantes du service de santé militaire. Elles toucheront un traitement égal à la solde, aux accessoires de solde et aux indemnités perçus par un médecin auxiliaire. Les unes et les autres devront contracter un engagement d'une durée minima de six mois. Elles seront placées sous l'autorité des médecins-chefs de leur formation, des directeurs du service de santé militaire et des chefs supérieurs du service de santé des armées. Les demandes devront être adressées au Sous-Secrétariat d'Etat du service de Santé militaire » 4).

(1) *Bulletin de l'Association française des femmes médecins*, Rapport de Mme Montlaur.

(2) V. *La Française*, 20 avril 1929, *Le Congrès international des femmes médecins*.

(3) La plupart des documents suivants ont été empruntés à *La Française*, 18 nov. 1922, D^r Marthe Bertheaume, *Les femmes médecins pendant la guerre*.

(4) V. *Revue Universitaire*, 1918, t. II, p. 289, *Les doctresses dans les hôpitaux militaires*.

Mais plus d'une femme s'était enrôlée dès le début des hostilités.

Le D^r Nicole Girard-Mangin, faisant fi du danger, enfreignant les règles qui éloignaient les femmes médecins des ambulances du front, partit en 1914 dans l'équipe envoyée à Glorieux-sous-Verdun pour soigner les typhiques. Avec passion, « elle sut panser le corps et l'âme de centaines de malades contagieux qui l'adoraient, qui trouvaient les paroles et les actes les plus touchants pour dire leur reconnaissance » (1). C'est ainsi que les grands malades de Glorieux-Vadelincourt, soignés par Mme Girard-Mangin, qui l'avaient vue tenir dans une ambulance à demi-détruite, sous un bombardement intense, ayant reçu elle-même un éclat d'obus en plein visage, lui offrirent une plaquette avec cette dédicace :

A Madame Girard-Mangin,
Ceux qui lui doivent la santé,
Ceux qui lui doivent la vie,
Ceux qui lui doivent l'honneur.

Médecin-directeur de l'hôpital-école Edith-Cavell, malgré beaucoup d'opposition administrative, elle fut nommée médecin-chef de l'hôpital complémentaire V. G. 84. La première de son sexe, elle remplit les fonctions de médecin-chef d'un hôpital militaire. « Elle s'installa en octobre 1916 dans les baraques d'Edith-Cavell, dans deux petites pièces meublées comme une cabine de bateau. Elle y vécut les deux dernières années de sa vie, avec Dun, sa chienne fidèle, couchant sur un lit de camp, mangeant l'ordinaire des infirmières, ne s'échappant que pour des courses ou démarches hâtives ou des inspections sur le front. Elle n'en sortit que le 2 juin 1919; son projet était de partir le 15 pour un long voyage; le 6, elle mourait subitement chez elle, victime de la guerre, à la veille de la conclusion de cette paix qu'elle souhaitait si ardemment » (2).

Citons aussi parmi les femmes qui exposèrent leur vie au front : Mlle de Neufville, étudiante en médecine, qui passa de Salonique dans les ambulances avancées de la Somme; Mme le D^r Collard-Huard, citée à l'ordre de l'armée, le 23 août 1914,

(1) *La Française*, 26 juillet 1919, D^r Nicole Girard-Mangin.

(2) *Id.*, art. cit.

qui s'exposa elle aussi au plus grand danger en évacuant ses blessés, à Verdun.

Plus d'une femme médecin, malgré son grand désir d'aller au front, dut se contenter de nomination dans des centres fort éloignés de la zone des hostilités. Ainsi Mlle Vasseur, assistante en chirurgie à l'hôpital Rollin, fut nommée médecin-chef de l'hôpital 46, à Sée, dans l'Orne.

Beaucoup de femmes docteurs offrirent leurs services aux hôpitaux de Paris : Mme Déjerine-Klumpke, la première étudiante interne des hôpitaux de Paris, occupa le poste de médecin-chef du Service des « Grands Blessés nerveux », aux Invalides. A l'hôpital du Val-de-Grâce, Mme Nageotte fut assistante en chirurgie du professeur Jalaguier. Mlle Landais aménagea la maison d'accouchement et de chirurgie qu'elle dirigeait depuis vingt-trois ans, en un hôpital auxiliaire de trente-cinq lits et prit à sa charge la plus grande partie des frais. Mme Salomon-Reinach, pendant toute la guerre, prodigua ses soins à l'hôpital Rollin où elle fut nommée aide-major en 1918. Mme Francillon-Lobre, médecin-chef de l'hôpital militaire V. G., assurait deux consultations de gynécologie dans les hôpitaux civils. Mme Honnoré avait créé, à l'hôpital Broca, un service de consultations du soir, destiné aux ouvriers mobilisés dans les usines. Mme Mulon, médecin-chef de la Section de Camouflage, où elle installa une pouponnière, porta, dès le 2 août 1914, à tous les journaux de Paris « un appel aux femmes qui veulent contribuer à la défense de la Patrie en danger ». Elle installa un Office d'utilisation des femmes, rue Saint-Jacques, au siège central de l'Association des étudiantes. Les Françaises s'enrôlèrent de tous les points de la France; en quelques jours, on recueillit des milliers d'inscriptions qui furent remises aux administrations de l'Etat, dont 40 % au seul Ministère de l'Agriculture. Des ouvriers, des cantines, un service de fabrication et de stérilisation d'objets de pansements avaient été installés à l'Office. Le sort des enfants était aussi le souci constant de la femme de cœur qui, n'ayant pas d'enfants, veillait sur des centaines de petits êtres. Elle institua la « Cure d'Air », œuvre qui chaque année plaçait des enfants en province dans des familles honorables. Pour lutter contre la mortalité infantile, l'œuvre des « Petits Filleuls » avait pour but de procurer aux bébés pauvres l'appui de marraines généreuses. Au détriment de sa santé,

Mme Mulon remplaça dans les hôpitaux et les dispensaires plusieurs confrères mobilisés (1). Les étudiantes internes en exercice cumulaient double service pour que les hôpitaux n'eussent pas à souffrir du départ des jeunes gens au front.

Ce ne fut pas seulement à Paris que les femmes médecins donnèrent l'exemple de leur dévouement; en province aussi, elles se livrèrent à un travail souvent accablant. Mlle Joffé, médecin traitant à l'hôpital mixte du Mans, en qualité d'aide-major de 2^e classe, était chargée d'un service de trois cents lits. Il lui incombait en plus de visiter les casernes, de siéger dans les conseils de réforme et de soigner les malades allemands. Mme Barthas fut également nommée dans le Service de Santé de la 4^e région. A Lyon, Mme Thyss-Monod, choisie par M. Herriot et le Gouverneur militaire de cette ville, dirigea l'hôpital n° 3 bis (2). Dans les hôpitaux civils de province, le travail était pénible : Mlle Ribeyre, aux dépens de sa santé, assura cinq services différents.

Les femmes docteurs, médecins-chefs des hôpitaux auxiliaires de la Croix-Rouge, furent plus favorisées que leurs autres confrères et jouirent de toutes les prérogatives médicales et administratives que comportait ce titre. Parmi celles-ci, Mme Eyraud-Dechaux, médecin-chef de l'hôpital auxiliaire du Puy, fut chargée du service de vénérologie de cette ville.

En reconnaissance des services qu'elles rendirent, Mme Déjerine-Klumpke fut nommée officier de la Légion d'honneur, Mmes Salomon Reinach, Francillon-Lobre, Honnoré, Mulon, Eyraud-Dechaux, et plusieurs autres femmes médecins reçurent la croix de la Légion d'honneur.

II. — La femme médecin dans l'exercice de sa profession

Pour exercer la profession médicale, quelques qualités sont indispensables, chez la femme aussi bien que chez l'homme. Citons en premier lieu la santé, qui devrait faire déjà, au début, l'objet d'un examen éliminatoire sévère : il faut en effet que

(1) *La Française*, 5 déc. 1925, Dr Marthe Bertheaume, *Docteur Clotilde Mulon*.

(2) *Id.*, 26 juin 1915. V. L. Abensour, *Les Vaillantes*, p. 81-82.

l'étudiante puisse supporter les fatigues du stage à l'hôpital, debout à côté des lits, palpant, auscultant au milieu des miasmes des diverses maladies. Il est non moins nécessaire que les organes des sens soient bien exercés, délicats et prompts à renseigner. A ces conditions essentielles, ajoutons l'instinct du dévouement, un jugement sûr (que la femme médecin saura imposer à ses malades), la décision, particulièrement nécessaire dans les circonstances graves.

Mais toutes ces qualités ne suffiraient pas à faire un bon docteur, il faut aussi la vocation : La médecine, dit le D^r Blanche Edwards-Pilliet, n'est pas une profession qu'on puisse aborder sans goût. Il faut aimer les malades, s'y intéresser, être analyste, psychologue. Il faut aimer la vie et la vouloir belle et forte. Le médecin ne saurait être un pessimiste : l'exercice de sa profession sera pour lui un sacerdoce médical et non un simple métier. Je sens bien que je ne parle pas le langage à la mode de ma génération, mais je sais bien que je dis *la vérité*, car, aux prises avec la maladie, la détresse physique et morale, il faut *aimer la vie* pour l'imposer aux désespérés qui s'accrochent à votre savoir comme dernière *ressource* » (1).

Le D^r Marthe Bertheaume, nous dépeint dans *Le docteur Odile* la vocation ardente d'une jeune fille médecin qui accomplit sa tâche avec passion. « Le docteur Odile s'en allait vers sa première cliente avec la joie de l'amoureuse courant à un rendez-vous ! » (2).

De plus, le rôle de la femme docteur ne se borne point « à ausculter ou à rédiger des ordonnances, il se double aussi d'un rôle social » (3).

Il existe en France deux diplômes (4) de docteur en médecine.

(1) *La Française*, 31 mai 1913. D^r B. Edwards-Pilliet, *Les femmes docteurs et l'Ecole de Médecine de Paris*. V. aussi *La Grande Revue*, août 1923. D^r M. Bertheaume, *art. cit.*, p. 319.

(2) D^r M. Bertheaume et Myriam Thelen, *Le docteur Odile*, p. 20.

(3) *Id.*, p. 33.

(4) V. *Le médecin syndicaliste*, 1^{er} avril 1926. D^r Darras : *Diplôme d'Etat et diplôme d'Université*.

Le D^r Darras a organisé un fichier comportant des fiches blanches pour les diplômes d'Etat, des fiches roses pour les diplômes d'Université. Grâce à ce système de fiches, il est facile de contrôler la nature du di-

cine : le diplôme d'Etat délivré par le Gouvernement et le diplôme d'Université délivré au nom de l'Université et réservé exclusivement aux étudiants étrangers non pourvus du baccalauréat français (1). Le premier seul confère au titulaire le droit d'exercer la médecine sur toute l'étendue du territoire français et de ses colonies, et aussi est susceptible d'être enregistré à la préfecture ou sous-préfecture, en même temps qu'au greffe du tribunal civil de l'arrondissement (2).

Pour obtenir le grade de docteur en médecine, il faut subir les examens suivants :

1° Cinq examens de fin d'année;

2° Trois examens de clinique, et ensuite soutenir une thèse (3).

Il était d'usage autrefois de donner à la soutenance des thèses médicales une sorte de consécration philosophique. Le nouveau docteur devait lire le serment d'Hippocrate dont le texte suit, serment où, en quelques lignes, se trouvent condensés les devoirs du médecin : « En présence des maîtres de cette école, de mes chers condisciples et devant l'effigie d'Hippocrate, je promets et je jure, au nom de l'Etre Suprême, d'être fidèle aux lois de l'honneur et de la probité dans l'exercice de la médecine. Je donnerai mes soins gratuits à l'indigent et n'exigerai jamais un salaire au-dessus de mon travail. Admis dans l'intérieur des maisons, mes yeux ne verront point ce qui s'y passe, ma langue taira les secrets qui me seront confiés et mon état ne me servira point à corrompre les mœurs ni à favoriser le crime. Que les hommes m'accordent leur esti-

plôme d'un étranger exerçant en France; s'il exerce en vertu d'un diplôme d'Université, il doit être poursuivi pour exercice illégal.

Ce fichier est installé à Paris, à la Confédération des Syndicats médicaux français, 95, rue du Cherche-Midi.

(1) Signalons à ce sujet l'équivalence des baccalauréats français et roumains (décret de 1866 maintenu par la circulaire de 1880 et deux arrêtés de 1912 et 1913). Bien que non munis du baccalauréat français les étudiants roumains peuvent se présenter au doctorat d'Etat. (V. *Le Courrier Médical*, n° 10, 9 mars 1930.)

(2) Loi du 30 nov. 1892, art. 9, § 1, modifiée par la loi du 14 avril 1910.

(3) Au sujet des études médicales, voir le livret de l'étudiant des diverses Universités. V. aussi : *Office de renseignements pour les carrières féminines : Les femmes médecins.*

me, si je suis fidèle à mes promesses, que je sois couvert d'opprobre et méprisé de mes confrères si j'y manque » (1).

Les premières femmes médecins, après avoir eu maintes difficultés à faire leurs études dans les Facultés, en éprouvèrent d'autres au moment de se créer une clientèle. Mme Ribard, la deuxième Française qui obtint le diplôme de docteur en médecine, dut quitter la France et suivit la mission de Paul Bert en Annam et au Tonkin. Beaucoup d'entre elles virent, au début, qu'on leur préférerait un médecin. « Il faut, écrit J. Simon, en 1892, compter évidemment avec les mœurs, les habitudes, les préjugés. Les femmes mêmes n'hésitent pas à préférer l'homme de l'art à la femme. Elles pensent volontiers que le médecin est plus instruit, plus expérimenté, plus clairvoyant, qu'il doit inspirer une plus grande confiance, qu'en outre, il a plus de sang-froid, qu'enfin il gardera mieux le secret professionnel » (2). On a allégué aussi que la femme manquait d'autorité sur ses malades. Cette objection était confirmée par le D^r Garrett Anderson, diplômée de la Faculté de Médecine de Paris, au Congrès des Œuvres et Institutions féminines de 1900. On accusait la classe intermédiaire entre les riches et les pauvres de nourrir ce préjugé. Pourtant il semble qu'instinctivement une femme doive aller confier à un médecin de son sexe les maux dont elle souffre.

On songea qu'il fallait instituer des dispensaires et des cliniques pour faire connaître au public les soins donnés par les femmes médecins. En 1894, le D^r G. Martin, ancien sénateur de la Seine, eut l'idée de créer un dispensaire, centre de consultations gratuites pour femmes et enfants. Ce dispensaire, situé au 51 de la rue du Cardinal-Lemoine, était ouvert tous les jours. Là venaient donner leurs soins les femmes médecins dont les noms suivent : le D^r Bonsignorio, spécialisée dans l'oculistique, le D^r Helina Gaboriau et le D^r Leder qui s'occupaient des soins gynécologiques et des maladies des enfants, le D^r Pokitonoff qui traitait des maladies de la peau, le D^r Sulicka qui pratiquait la médecine générale. Mme Cernat et Mlle Berge, dentistes, étaient spécialisées dans les maladies de la bouche.

Une Société dite de « Consultation gratuite pour femmes et

(1) *La Française*, 19 février 1911.

(2) J. Simon, *La femme du XX^e siècle*, p. 94.

enfants » fut fondée en 1897. Elle se proposait de recueillir des fonds en vue de créer, à mesure que ses ressources le permettraient, des dispensaires dans différents quartiers de Paris où les femmes et les enfants recevraient, gratuitement et quotidiennement, des consultations par des femmes docteurs en médecine et des soins dentaires par des femmes chirurgiens-dentistes. La Société espérait par ce moyen faire connaître à la classe populaire l'existence des femmes exerçant la profession médicale et l'art dentaire (1). Malheureusement, l'expérience tentée fut de courte durée.

Le Congrès de 1900 avait adopté la résolution suivante : « Les femmes munies du diplôme de docteur en médecine présentant scientifiquement les mêmes garanties que leurs confrères masculins, puisqu'elles ont fait les mêmes études et subi les mêmes examens de capacité; et, au point de vue moral, une femme soignant une autre femme et surtout une jeune fille, offrant des garanties spéciales que nul ne saurait sérieusement contester; et à capacité égale, les femmes méritant confiance égale à celle que l'on accorde à l'homme,

« Le Congrès engage les femmes : 1° à se débarrasser du préjugé qui consiste à croire que les docteurs femmes manquent de décision et de sang-froid dans les cas graves, pour soigner les malades aussi bien que les docteurs hommes; 2° à recourir spécialement, pour elles et leurs filles, aux conseils des femmes docteurs en médecine » (2).

En 1901, parut dans *La Fronde* une enquête au sujet des femmes médecins (3). Elle se proposait, par un questionnaire envoyé à celles-ci, de connaître les points suivants : « 1° *La profession de médecin vous a-t-elle donné la satisfaction que vous en espériez?* — 2° *Si vous aviez à recommencer, choisiriez-vous cette carrière?* — 3° *Conseilleriez-vous à une jeune fille de vous imiter?* » Répondirent à cette enquête : Mmes les docteurs Nageotte-Wilbouchewitch, Bonsignorio, Desmolières, Letailleur-Fauré, Pokitonoff, Boyer, Gaboriau, Rechtsame, Miropolsky, Litauer, Edwards-Pilliet, etc. Il ressortait de leurs

(1) 2^{me} Congrès international des Œuvres et Institutions féminines, p. 145.

(2) *Id.*

(3) *La Fronde*, *La Femme médecin est-elle heureuse?* Enquête de M. L. Néron, 20, 21, 22, 23, 25, 26 nov. 1901.

réponses à ce questionnaire qu'elles se trouvaient très satisfaites d'avoir choisi cette profession, à tel point que certaines d'entre elles, loin d'écarter leurs filles d'un métier qui leur eût paru incompatible avec la nature féminine, firent naître en elles et fortifièrent la vocation médicale. Quelques femmes docteurs, toutefois, n'eurent pas à se louer de leurs clients. « Ils sont versatiles, défiants, dit Mme Tourangin, tous changeants le plus souvent sans motif, exigeants, indociles, tous pressés d'avoir nos conseils qu'ils ne suivent point et qu'ils rémunèrent le moins possible. Je dois dire, ajoute-t-elle, que je n'ai eu qu'à me louer de la plupart de mes confrères, de ceux surtout qui appartiennent aux Sociétés médicales d'arrondissements, véritables écoles de déontologie professionnelle » (1). Mme de Griniewitch émettait également quelques plaintes au sujet de la clientèle : « Nous autres femmes médecins, nous avons au point de vue professionnel la même responsabilité que l'homme qui exerce aussi le doctorat et pourtant on marchande les honoraires. Il n'est pas rare d'entendre dire : « C'est une femme docteur, elle nous prendra moins cher. » Et ceux-là qui viennent à nous, par économie, sont pourtant bien persuadés que nous connaissons à fond notre « métier », sans quoi, entre nous, nous confieraient-ils le soin de les guérir? Au point de vue moral, je dirai presque que la responsabilité de la santé d'autrui pèse plus lourdement sur la femme médecin, car on ne lui pardonne rien et elle le sait, c'est pourquoi il en est peu qui bravent la chirurgie » (2).

Aujourd'hui, les femmes qui pratiquent la médecine n'en-courent plus cette prévention injustifiée qui gêna quelques-unes des premières dans l'exercice de leur profession.

1° Beaucoup de femmes médecins ont une clientèle égale et même supérieure à celle des hommes.

2° Elles peuvent être fonctionnaires.

3° Leur collaboration aux œuvres sociales devient de jour en jour grandissante.

1° LA FEMME MÉDECIN AYANT UNE CLIENTÈLE

Comme leurs confrères masculins, les femmes exercent la

(1) *La Fronde*, 21 nov. 1901.

(2) *Id.*

médecine générale en France et dans les colonies, à Paris aussi bien qu'en province, dans les grandes villes et dans les villages.

La femme médecin de campagne est soumise à une rude vie, « rôle obscur, mais quasi-évangélique par le dévouement » (1). Il faut pour répondre aux appels de jour et de nuit une endurance physique extrêmement rare chez une femme. Mme le D^r Marthe Bertheaume qui, pendant treize ans, pratiqua la médecine générale en province (2), nous dépeint l'existence de la femme médecin de campagne en un tableau dont tous les traits, si caractéristiques, sont vraiment saisis sur le vif : « Pour mener la vie du médecin de campagne, écrit-elle, il faut être doué d'une résistance physique que peu de femmes possèdent; il ne suffit point d'avoir l'âme généreuse et de partir en bataille contre les lois destructives de la vie; il s'agit de soutenir la continuité de l'effort pour ne pas défaillir sur le champ de lutte. Qu'on se représente une femme ayant peiné toute la journée, ayant parcouru dans sa petite auto trépidante la plaine ou la montagne, ayant grelotté sous le vent qui lui cinglait le visage ou haleté sous le soleil, qu'on se représente la doctoresse à peine rentrée chez elle, dérangée de nouveau en pleine nuit. On la verra obligée de suivre le paysan qui est venu la chercher pour une naissance, montant à sa suite dans un véhicule de fortune, traîné par un cheval de labour. Et ces appels de nuit, les plus pénibles de tous, ces stations pendant de longues heures, au coin d'une cheminée de ferme, parmi des gens sans éducation, au milieu des gémissements de la patiente, de libations de ses proches et des questions saugrenues de l'entourage, demandent, de la part du médecin, une réserve d'énergie considérable. Tel est pourtant l'ingrat labeur quotidien du médecin de campagne » (3).

Devant ces difficultés et ces fatigues, beaucoup de femmes se sont spécialisées et se sont consacrées, en clientèle, au traitement des femmes et des enfants. « La guerre, écrivait en 1922 Mlle le D^r J. Blechman, a déterminé la carrière de beau-

(1) *La Française*, 23 juin 1923, D^r Marthe Bertheaume, *La femme médecin au village*.

(2) V. *La Française*, 7 juillet 1928, Huguette Champy, *Mme Marthe Bertheaume, doctoresse et romancière*.

(3) *La Française*, 23 juin 1923, D^r M. Bertheaume, *art. cit.*

coup de femmes en pédiatrie. Celles qui, en 1914, suivaient les services de médecine infantile, externes en fin d'études, près de passer leur thèse, ont été du jour au lendemain, par suite du départ de leurs collègues hommes, mises dans l'obligation de faire face aux responsabilités jusqu'alors éloignées d'elles : consultations, gardes de nuits, tubages. Avec un certain émoi, elles les acceptèrent et en subirent la forte éducation. Les internes prolongeant leur présence autant que leurs services étaient indispensables et, guidant de leurs conseils les étudiantes moins expérimentées, assurèrent l'équilibre intérieur des services hospitaliers. M. le professeur Marfan disait en novembre 1914, dans sa leçon inaugurale de la chaire d'hygiène de la première enfance : « ... Je compte sur les collaboratrices qui, depuis le début de la guerre, m'ont apporté le concours le plus dévoué et ont été pour moi de précieuses auxiliaires » (1).

La femme médecin qui se spécialise en pédiatrie fait autant de visites au dehors que de consultations chez elle. Il faut compter avec la fragilité des enfants du premier âge, les fièvres éruptives accumulées par les écoliers et souvent aussi la prudence exagérée des mères. Beaucoup de familles préférèrent pour les soins à donner aux enfants une femme à un homme de la partie. Il est plus facile de causer avec une doctoresse des petites difficultés de la vie journalière, de lui demander certains conseils d'hygiène sur l'alimentation ou l'habillement du nourrisson.

La chirurgie a aussi tenté quelques femmes médecins. Mais les malades, paraît-il, hésiteront longtemps avant de se confier à la chirurgienne. « Il faudra, dit Mme le D^r Marthe Bertheaume, aux femmes praticiennes beaucoup de ténacité et de fortune pour atteindre la clientèle » (2). Une ancienne interne des hôpitaux s'est spécialisée en chirurgie esthétique. Mme le D^r Noël, « le grand maître de la chirurgie esthétique » (3). Au début, la chirurgie esthétique eut peu d'adeptes, elle était considérée, suivant l'expression de Mme Noël, « comme une

(1) D^r J. Blechmann, *La situation des femmes médecins en pédiatrie*, Genève 4-7 sept. 1922.

(2) *Le Gaulois*, 19 févr. 1927, D^r Marthe Bertheaume, *Les femmes médecins*.

(3) *La Française*, 7 mai 1927, *La chirurgie esthétique*.

véritable galéjade » (1). Il fallut d'abord que les plus désespérés y eussent recours. Les résultats furent si satisfaisants, que « l'idée, puis la réalisation firent tache d'huile; les cas intéressants affluèrent » (2).

L'obstétrique, l'endocrinologie, la laryngologie, la radiumthérapie, la dermatologie, l'ophtalmologie, l'otorhinolaryngologie, l'orthophonie, la physiothérapie, l'orthopédie, la psychiatrie, la neurologie, etc., ont ouvert un vaste champ à l'activité médicale des femmes docteurs. Dans les villes d'eau, on trouve également des médecins femmes spécialisées dans le traitement de certaines affections qu'on y soigne.

2° LA FEMME MÉDECIN FONCTIONNAIRE

En France, toutes les fonctions médicales sont en principe accessibles aux femmes. Elles peuvent prendre part aux différents concours médicaux : Mlle Condat a été nommée au concours professeur agrégée des Facultés de Médecine, Mme Pouzin-Malègue, médecin des hôpitaux de Nantes.

Lorsque les postes sont donnés au choix, rien n'empêche une femme de poser sa candidature et d'y être nommée. « En fait, dit Mlle le D^r Denise Blanchier, les candidatures féminines sont quelquefois systématiquement écartées; on reproche aux femmes d'être trop compatissantes et, lorsque, par exemple, il s'agit d'un service de contrôle, on craint qu'elles ne manquent de l'autorité et de l'énergie nécessaires. Par contre, d'autres dirigeants apprécient cette mansuétude féminine et la femme médecin est quelquefois recherchée parce qu'on espère pouvoir abuser d'elle et lui faire accepter, par exemple, des honoraires dérisoires, mais elle est recherchée aussi parce qu'elle est tout particulièrement à sa place dans les services où l'on s'occupe de la maternité et de l'enfance.

« Certaines situations médicales très recherchées par les femmes leur sont le plus souvent données. S'il en est qu'elles n'ont pas occupées, c'est assez souvent parce qu'elles ne les ont encore jamais sollicitées » (3).

(1) D^r Noël, *La chirurgie esthétique, son rôle social*, 1926, p. 9-10.

(2) Ibid., id.

(3) *Medical Women's International Journal*, juin 1926, D^r Denise Blanchier, *Les femmes médecins dans les services publics, administratifs et les œuvres sociales*.

On peut, d'après le D^r D. Blanchier, répartir les fonctions médicales en :

Service médical proprement dit (hôpital, asile, sanatorium, consultations diverses, visites à domicile des malades);

Service qui ne comporte pas de soins médicaux proprement dits (service de prophylaxie, dispensaire antituberculeux, inspection médicale des écoles, conseils de puériculture, consultation de nourrissons, consultation physiologique de sociétés sportives);

Service de contrôle (état-civil, assurance).

Fonctionnaire de l'un de ces services, la femme médecin doit, *ou bien lui consacrer tout son temps*; elle n'a pas alors le droit de faire de clientèle en dehors de son service : c'est un véritable fonctionnaire dépendant de l'Etat, du département ou de la commune; elle jouit d'un traitement progressif, d'une retraite et des avantages accordés aux fonctionnaires : tels sont les postes des médecins des asiles d'aliénés; — *ou bien lui consacrer seulement une partie de son temps* et avoir la possibilité de faire de la clientèle au dehors. Le plus grand nombre de services administratifs rentre dans ce cas. La situation des femmes médecins de cette catégorie de fonctions est plus aléatoire que celle des véritables médecins fonctionnaires. Elle est réglée par un contrat. Malheureusement l'indemnité allouée aux femmes médecins est souvent dérisoire.

Ainsi que leurs confrères masculins, les femmes peuvent être chargées de fonctions d'enseignement : Mlle Condat est professeur agrégée à la Faculté de Médecine de Toulouse. On ne compte jusqu'à présent qu'une seule agrégée de médecine.

Quelques-unes enseignent la puériculture, l'hygiène, quelques notions de médecine élémentaire dans les écoles publiques et privées de filles. Le D^r Helina Gaboriau, la première femme qui cumula les deux titres de docteur en médecine et de pharmacien, fit pendant vingt ans un cours d'hygiène à la Société pour l'Enseignement élémentaire des jeunes filles; d'autres professent dans les écoles d'infirmières et de service social.

Voici quelques fonctions officielles exercées par des femmes médecins dans le courant de l'année 1929 : médecin des asiles, médecin des postes, chef de laboratoire, professeur à la Faculté de Toulouse, médecin attaché à la Salpêtrière, assis-

tante de puériculture à la Pitié, médecin-chef de l'asile de la Maison-Blanche, médecin-chef à l'hôpital de Nantes, médecin de lycée, médecin inspecteur, etc.

Au sujet des médecins des postes, on constate une décroissance du nombre des femmes médecins. Il y a sept ans, aux P.T.T., il s'en trouvait dix; au début de 1930, il n'y en avait plus que deux. Une ancienne interne des hôpitaux, ancien chef de clinique de la Faculté de Médecine, qui posait sa candidature pour un poste de ce genre, vit sa demande écartée. Et pourtant on ne peut alléguer l'insuffisance des titres. M. Germain-Martin, ministre des P.T.T., interviewé sur ce point, déclara : « Les femmes médecins sont bien gentilles, trop gentilles. Elles accordent pour un petit gémissement des congés fastueux aux employés des P.T.T. A la fin, ces femmes médecins sont une plaie pour l'Administration » (1). Seul grief à leur reprocher, elles considéreraient plus l'intérêt des malades que celui de l'Administration!

3° LA COLLABORATION DES FEMMES MÉDECINS AUX ŒUVRES SOCIALES

Depuis la guerre, les œuvres sociales se sont multipliées. « A notre époque, dit le D^r Denise Blanchier, ce ne sont plus des œuvres de charité qui se créent, mais des œuvres d'assistance sociale, ce qui est tout différent. Ce n'est plus une aumône, c'est presque un droit que réclame le bénéficiaire actuel des œuvres sociales depuis la loi sur les assurances sociales, droit à être soigné dignement suivant les progrès de la science, avec autant de dévouement et de compétence que le riche. Droit que notre société actuelle se doit de donner à tout homme et de le considérer comme un homme et non comme un numéro d'hôpital, sujet d'expérience. Droit en un mot à une médecine unique et non à deux médecines, l'une à l'usage du pauvre, malade d'hôpital, l'autre à l'usage du riche, clientèle particulière du médecin » (2).

La femme médecin collabore aux œuvres qui luttent contre la tuberculose, contre le taudis, à celles qui favorisent la ma-

(1) *La Française*, 18 janv. 1930, Revue de la Presse, *Les femmes médecins et les P. T. T.*

(2) D^r Denise Blanchier, *art. cit.*

ternité et la natalité. Elle prend une part de plus en plus grande aux œuvres de protection infantile qu'avaient inaugurées, dès 1890, Mmes les D^{rs} Benoit, Chopin, Desmolières et Edwards-Pilliet. On peut répartir ces œuvres se rapportant à l'enfance en trois groupes :

1° L'un comprend les œuvres d'assistance officielle ou privée du nourrisson (protection du nourrisson et de la première enfance; consultations de nourrissons des mutualités maternelles, des cantines maternelles, des gouttes de lait, du sou du nourrisson, des dispensaires, de la Croix-Rouge, des crèches municipales, des bureaux de bienfaisance et des pouponnières; services d'inspection et de protection du nourrisson, etc.);

2° Un autre concerne la période préscolaire et scolaire (consultation pour enfants malades de dispensaires municipaux ou dépendant d'une œuvre privée, surveillance de jardins d'enfants et d'asiles temporaires, etc.);

3° Le dernier touche aux œuvres sociales pour jeunes et grands enfants (consultation à l'Office public d'hygiène sociale ou à des dispensaires en liaison avec lui pour le dépistage des enfants tuberculeux, consultations pour enfants de certaines associations sportives, œuvres sociales pour l'envoi d'enfants chétifs à la campagne, etc.) (1).

En vue d'apprendre aux mères et aux éducatrices comment on doit préparer la jeune fille à sa future vie d'épouse et de mère, le Comité féminin de la Société de Prophylaxie sanitaire et morale, que préside Mme le D^r Montreuil-Strauss, multiplie tracts et conférences.

Un Service social de la Ligue contre le cancer, dont la création revient à Mme le D^r Coche-Hartmann, permet, grâce à un système de fiches, de suivre le malade en traitement de l'hôpital à son domicile.

Mmes Thuillier-Landry et Michon se sont spécialisées dans la psychiatrie. Mme Gadeau-Pommier s'occupe principalement des questions touchant aux enfants assistés; Mme Benisti, de la neurologie.

(1) V. D^r J. Blechmann, *La situation des femmes médecins en pédiatrie*.

LA FEMME MÉDECIN AUX COLONIES (1)

En 1896, Mme le D^r Chellier-Fumat, qui fit ses études à l'Ecole d'Alger, avait été chargée d'une mission officielle dans l'Aurès par le Gouverneur Cambon, « afin d'enseigner aux femmes arabes quelques principes en matière d'accouchements et de soins à donner aux jeunes enfants ».

En Algérie, les femmes docteurs pénètrent dans les harems les plus fermés et luttent avec ardeur et constance contre la mortalité infantile. Elles assument la tâche accablante de directrices des infirmeries destinées aux femmes et aux enfants indigènes.

A Alger-ville existent deux cliniques indigènes dont l'une, située dans le quartier de la Casbah, est tenue par Mme le D^r Poli-Garnier. Elle délivre une moyenne de 54.000 consultations par an. L'autre, dans le quartier de Belcourt, est dirigée par Mlle le D^r Boirivant. A Maison-Carrée, Mme le D^r Fuster se trouve à la tête d'une autre clinique. « Ces cliniques sont très fréquentées et le nombre des malades, le matin, est parfois si élevé, qu'il est presque impossible de les accepter tous » (2).

A Oran, Mme le D^r Henri est directrice de l'infirmerie indigène de cette ville. Mlle le D^r Genouy exerce la médecine à Bône.

Depuis 1928, les femmes médecins peuvent être promues au grade de médecin de colonisation (3). Avant la guerre déjà, Mmes Poli-Garnier et Torre-Maunoury avaient occupé ce poste par intérim (4). Pendant la guerre, cette même fonction fut confiée à des femmes : Mlle Boirivant, pendant trois ans, assura le service à Lamoricière; à Mlle Genouy incombèrent des tournées de vaccination dans l'arrondissement de Bône (5). La guerre terminée, Mlle Boirivant réclama sa nomination

(1) La plupart des documents sur les femmes médecins aux colonies ont été empruntés à *La Française*, 13 janv. 1923, D^r Marthe Bertheaume, *Les femmes médecins aux colonies*; *id.*, 7 avril 1923, *Les doctoresses algériennes protestent*.

(2) *La Française*, 20 juillet 1929, *Les femmes docteurs en Algérie*.

(3) *Revue de la Femme*, avril 1929, D^r Darcanne-Mouroux, *Les femmes médecins dans le monde*.

(4) *La Française*, 7 avril 1923.

(5) *Id.*

comme médecin de colonisation. Il n'y avait aucun décret s'opposant à ce qu'une femme pût occuper cette situation. L'Administration cependant lui en refusa l'accès prétextant : 1° qu'une femme médecin ne pourrait pas faire d'autopsies; 2° qu'elle ne pourrait pas monter à cheval (1). Le fait que des femmes avaient occupé ces postes prouve néanmoins le contraire. Ce n'est que dernièrement que cette fonction s'est ouverte aux femmes.

Quelques femmes docteurs, en qualité de médecins sanitaires et quarantenaires, visitent à Port-Saïd les passagers des paquebots qui vont franchir le Canal de Suez. Mlle le D^r Schultz, pendant sept ans et demi, occupa ce poste; service accablant : il commençait au lever du soleil, vers trois heures du matin, et se prolongeait fort tard dans la nuit (combien on était loin ici de la journée de huit heures!); service dangereux : il s'effectuait à l'aide d'un canot à vapeur qui, lorsque la mer était houleuse, risquait de venir se briser contre la paroi des paquebots!

Des femmes médecins envoyées dans la péninsule du Sinaï examinent les pèlerins venus de La Mecque et dépistent les cas qui nécessitent l'isolement au lazaret.

Dernièrement, les femmes docteurs en médecine viennent de revendiquer l'entrée dans les cadres de médecins fonctionnaires en Indochine. L'arrêté du 26 juillet 1929 du Gouvernement général de l'Indochine qui « permet l'admission directe sur titres dans certaines conditions, des anciens internes à un grade autre que celui du début dans le cadre des médecins de l'Assistance médicale de l'Indochine », ne concerne, paraît-il, que les hommes. La réglementation actuellement en vigueur ne prévoit pas l'admission des femmes internes des hôpitaux dans les cadres du personnel de l'Assistance médicale en Indochine. Sur la réclamation d'un certain nombre de femmes médecins, il leur fut répondu par l'Agence économique de l'Indochine, qu'elles pourraient être employées dans les services de maternité, mais non dans les services de médecine générale. Ces derniers postes offriraient certains dangers pour les femmes qui seraient appelées à donner des soins

(1) *La Française*, 19 mars 1921; *id.*, 21 mai 1921.

dans la brousse (insalubrité, fatigues, insécurité de la brousse (1)) (2).

Il conviendrait donc, d'après Mme le D^r Darcanne-Mouroux, d'admettre les femmes médecins dans les services d'obstétrique, de gynécologie et de maladies des enfants de l'Assistance médicale.

Mlle le D^r Lacascade fut médecin colonial en Nouvelle-Calédonie, aux îles Loyalty, petit archipel peuplé de sauvages; courageusement, elle se mit à l'œuvre et obtint des résultats très appréciables grâce à son prestige de femme. Son exemple ne prouve-t-il pas qu'une doctoresse peut se tirer à merveille de ces situations périlleuses qu'offrent de nombreux postes coloniaux? (3).

(1) *La Française*, 17 mai 1930, D^r Darcanne-Mouroux, *Les femmes médecins en Indochine*.

(2) *Id.*, 26 oct. 1929, *A diplômés égaux, droits égaux*.

(3) *Id.*, 16 nov. 1929, L. Winter-Frappier, *Les femmes docteurs dans les colonies*.

II. — LA FEMME AVOCAT (1)

I. *Historique* — Mlle J. Chauvin et l'arrêt de la Cour de Paris du 30 novembre 1897.

II. *La loi du 1^{er} décembre 1900* — Etude de la loi — Son application.

III. *La femme avocat dans l'exercice de sa profession.*

I. — Historique

Une profession dont l'accès fut longtemps et âprement refusé aux femmes est celle d'avocat. Mais cette lutte aboutit à une victoire féminine que consacra la loi du 1^{er} décembre 1900. Ainsi se trouva renouée une ancienne tradition d'après laquelle les peuples civilisés eurent leurs avocates — quelques-unes même très célèbres — ancêtres des avocates du xx^e siècle.

En Egypte, où toute défense était proposée par écrit, M. Revillout rapporte que « demanderesses ou défenderesses, les femmes égyptiennes exposaient, ainsi que le faisaient les hommes, leurs arguments, les détails de l'affaire dans un mémoire soumis aux « juges du roi » et que ceux-ci faisaient reproduire par les deux greffiers, en guise de motifs, dans leur arrêt, quand ils décidaient dans ce sens; la plaideuse était censée porter elle-même la parole » (2).

Pendant la période qui s'étendit du règne du roi Bocchoris

(1) Nous renouvelons nos remerciements à Mmes Dyvrande-Thévenin, Grinberg, Vérone, Vimont-Priou, avocates à la Cour d'Appel de Paris, et à Mmes les avocates des barreaux de province, qui voulurent bien nous documenter au sujet de la femme avocat.

(2) G. Paturet, *Condition juridique de la femme dans l'ancienne Egypte*. Lettre d'introduction de M. Revillout, p. XXXVI.

jusqu'aux premiers Ptolémée, l'action énergique et patiente des avocates servit beaucoup la cause féministe : la femme régna dans son ménage, devint toute puissante dans ses biens, tant étaient favorables à leur sexe les clauses qu'elles introduisirent dans les contrats de mariage et de propriété.

En Judée, la femme était exclue des fonctions judiciaires et dans les siècles passés, parmi celles qui s'illustrèrent, malgré la prohibition qui pesait sur leur sexe, il n'est pas mentionné qu'il y eût des avocates.

De même dans l'Inde, la tradition ne rapporte pas les noms de quelques femmes qui plaidèrent pour elles-mêmes ou pour autrui.

En Grèce, à l'époque historique, la loi de Solon obligeait tout citoyen à présenter lui-même sa défense en justice. Ce fut plus tard seulement, que le juge autorisa les plaideurs à se faire assister par un proche parent ou un ami. Mais reléguées au gynécée, ne recevant aucune instruction, éloignées du forum et des débats judiciaires, les femmes ne pouvaient pas comparaître en justice, « à cause de la pudeur qui convient à leur sexe », pour défendre leur cause ou celle des autres (1). Un tiers les représentait généralement. La courtisane Aspasia, toutefois, fut la seule femme qui fit exception à cette règle. En sa qualité de philosophe pensant librement sur beaucoup de choses, elle fut accusée d'impiété par le poète Hermippe. Elle prit la parole elle-même devant les juges d'Athènes et déploya une si courageuse éloquence qu'ils l'acquittèrent.

A Rome, n'exista pas la même prohibition qu'en Grèce : les femmes purent se présenter devant les juges, plaider elles-mêmes leur défense et celle d'autrui. La fonction d'avocat était chez les Romains un office viril; rien ne s'opposait cependant à ce qu'une femme l'exercât. L'histoire romaine a conservé les noms de trois femmes qui plaidèrent; deux d'entre elles se couvrirent de gloire : Amesia Sentia et Hortensia; la troisième, du nom d'Afrania, se rendit légendaire par les « aboiements » qu'elle poussa dans le forum pour assouvir sa frénésie processive.

Amesia Sentia, en l'an 676 de Rome, plaida pour elle-même devant les juges et au milieu d'un immense concours de peu-

(1) Dupin, *De la profession d'avocat*, t. I, 1830, p. 26.

(2) Ibid., id., p. 36.

ple « non solum diligenter, sed etiam fortiter », et obtint son acquittement, à la première audience, presque à l'unanimité (1).

En l'an 710 de Rome, Hortensia, la fille de l'illustre orateur G. Hortensius, le plus grand rival de Cicéron, prit la parole pour défendre les dames romaines. Les triumvirs avaient frappé d'un impôt arbitraire les biens de 1.400 femmes les plus aisées de la ville. Il ne se trouva aucun avocat qui osa parler pour leur cause, Hortensia eut le courage de s'en charger. Appuyée par un grand nombre de ses compagnes, elle protesta, devant le tribunal, contre cette mesure vexatoire. Elle s'acquitta de cette tâche, au dire de Valère-Maxime, avec autant de fermeté que de succès (constanter et feliciter)⁽²⁾. Au lieu de 1.400 femmes assujetties à l'impôt, il n'y en eut plus que 400. Le discours d'Hortensia prit rang parmi les chefs-d'œuvre de l'éloquence latine. Quintilien, qui l'avait lu, estime qu'il fait honneur au sexe de celle qui le prononça, et que les hommes eux-mêmes pourraient en tirer vanité.

Quelques années avant Hortensia, une certaine Afrania, appelée tantôt Carfania, tantôt Calpurnia — Juvénal l'appelle Cafrinia — scandalisa tant les juges par son effronterie, sa violente loquacité, que défense lui fut faite de parler en public. On étendit dans la suite cette prohibition à tout son sexe. Valère-Maxime nous dépeint cette femme insupportable sous les traits suivants : « C. Afrania, femme du sénateur Licinius Buccion, passionnée pour les procès, plaida toujours elle-même ses causes devant le prêteur; ce n'était pas faute d'avocat, mais excès d'effronterie. A force de faire retentir les tribunaux d'aboiements inaccoutumés au forum, elle devint le plus fameux exemple de chicane que son sexe ait fourni. Aussi inflige-t-on comme une flétrissure aux femmes acariâtres le surnom d'Afrania. Elle prolongea son existence jusqu'en l'année où C. César fut consul pour la seconde fois, car, en parlant d'un tel fléau, l'histoire doit plutôt enregistrer l'époque de sa disparition que celle de son origine » (3).

Tout en continuant à pouvoir plaider pour elles-mêmes, la

(1) Valère-Maxime, *Hist. Liv. VIII, ch. III. De mulieribus quæ causas apud magistratus egerunt*, § 1. (V. Frank, *La femme avocat*, p. 9.)

(2) *Ibid., id.*, § 3. (V. *Ibid., id.*, p. 10.)

(3) *Ibid., id.*, § 2. (V. *Ibid., id.*, p. 10-11.)

loi romaine défendit aux femmes de « postuler », c'est-à-dire de diriger le procès d'autrui en qualité de mandataire, de *procurator* ou de *cognitor*. Un fragment d'Ulpien, inséré au Digeste, nous rend compte de cette prohibition, dont l'origine remonte à Afrania : « (Prætor) feminas prohibet pro aliis postulare; et ratio quidem prohibendi, ne contra pudicitiam sexui congruentem alienis causis se immisceant, ne virilibus officiis fungantur mulieres; origo vero introducta est a Carfania, improbiissima femina, quæ inverecunde postulans et magistratum inquietans causam dedit edicto » (1).

Cette interdiction fut interprétée de diverses façons par les jurisconsultes. Quelques-uns s'en tinrent à l'application stricte et prononcèrent contre les femmes l'incapacité absolue de représenter autrui en justice. Le jurisconsulte Paul, moins rigoureux, leur permit, moyennant l'autorisation du magistrat, d'agir en justice au nom de leur père et mère, de prendre la place d'un parent malade ou âgé.

Le Code théodosien admit les femmes à plaider leur propre cause, mais non celle d'autrui (2).

Le Code justinien limita le nombre des avocats, en fit une corporation fermée, et défense fut faite aux femmes de paraître en justice. Assimilées aux impubères, aux sourds, aux aveugles, aux esclaves, aux affranchis, elles furent écartées de tous les offices publics ou civils qualifiés virils (3). Il leur fut interdit d'être juges, de postuler, d'intervenir en justice pour autrui, d'être procuratrices. « *Feminæ ab omnibus officiis civilibus vel publicis remotæ sunt, et ideo nec judices esse possunt, nec magistratum gerere, nec postulare, nec pro alio intervénire, nec procuratores existere* » (4).

La loi romaine est formelle, elle considère la fonction d'avocat plaidant comme un office viril que la femme est inapte à remplir : « *Alienam suscipere defensionem virile est officium et ultra sexum muliebrem esse constat* » (5). S'il était interdit aux femmes de paraître en justice, Juvénal nous les

(1) Loi I, § 5, Dig. III, I. *De postulando*.

(2) *De postulando*, II, 10.

(3) *Code justinien*, L. II, T. VII.

(4) Loi 2. Dig. L. 17. *De diversis regulis juris antiqui*.

(5) Loi 18, cod. II, 13 (12). *De procuratoribus*.

dépeint par contre compulsant les dossiers, préparant des plaidoiries pour les avocats (1).

Mais toutes ces prohibitions ne sont pas inspirées par les circonstances : les inconvenances scandaleuses d'Afrania ne furent qu'un prétexte à cette législation exceptionnelle; ce qui le prouve, c'est qu'Hortensia prit la parole devant les triumvirs cinq ans après que le forum retentit des « aboiements » de l'épouse du sénateur Licinius Buccion. Les causes véritables sont plus sérieuses, plus profondes. Affranchies trop tôt de la tutelle et de la *manus*, les femmes avaient abusé de leur liberté; elles aspiraient de plus en plus à des fonctions sociales moins effacées. Il fallait donc les ramener à leur ancienne austérité de ménagères, de mères de famille et d'éducatrices que leur avaient assignée primitivement les mœurs, renfermer de nouveau leur activité dans le cercle des relations familiales. La pudeur naturelle des femmes devait les éloigner des fonctions pouvant les mettre en rapport avec les hommes. A cette raison primordiale, les auteurs latins en ajoutaient d'autres, d'ordre secondaire : l'inexpérience et la légèreté d'esprit des femmes, leur ignorance des affaires (2). Amesia Sentia et Hortensia avaient cependant montré qu'elles étaient capables de mener à bien une plaidoirie!

Après ces quelques exemples, les femmes ne revendiqueront pas, avant de nombreux siècles, l'exercice de la profession d'avocat. La puissance romaine s'effondre, mais l'édit du préteur, les insolentes invectives d'Afrania contribueront à maintenir longtemps l'interdiction faite au sexe féminin de plaider pour autrui en justice.

Le Droit coutumier se montra à ses débuts favorable à la femme; ce ne fut que plus tard, sous l'influence du Droit canonique et à la première renaissance du Droit romain, à la fin du *x^e* siècle, que les anciennes interdictions romaines reparurent. L'organisation des avocats ayant passé de l'empire romain dans les juridictions canoniques, la législation inspirée par l'atrabilaire Afrania fut à nouveau appliquée. De même que

(1) Juvénal. *Sat.* II, 25, 51; VI, 242.

(2) Cicéron, *Pro Murena*, 12 : ...« propter infirmitatem consilii; Ulpien, *XLI* : « Propter sexus infirmitatem et propter forensium rerum ignorantiam. » (V. Frank, *ouvr. cit.*, p. 14, note 3.)

les serfs, les excommuniés et les infâmes, la femme ne put exercer la profession d'avocat (1).

Les auteurs coutumiers, dont les œuvres parurent du milieu du XIII^e siècle à la fin du XIV^e, greffèrent sur la coutume certaines interdictions du droit romain et du droit canonique, sans rechercher si ces dispositions cadreraient avec le droit national et se trouvaient conformes aux mœurs. Parmi les jurisconsultes, il en est cependant qui autorisèrent, sous certaines conditions, les femmes à plaider et apportèrent divers tempéraments qu'avaient déjà admis, à l'époque classique, le jurisconsulte Paul et à celle du Bas-Empire le Code théodosien. Ainsi Beaumanoir, après avoir énoncé l'antique prohibition de Rome, formule la concession suivante : « Il ne loist pas a feme à estre en office d'avocat por autrui por loier; mais sans loier pot ele parler por li ou por ses enfans ou por aucun de son lignage, mais que ce soit de l'actorité de son baron, se ele a baron » (2). Dans le *Livre de Jostice et de Plet*, nous lisons également : « Ne puet estre avoquaz... ne fame ne orp (aveugle) por ce qu'il ne puet voir la autece dou juge » (3). Mais de même, certains élargissements sont accordés à la femme : « Feme qui plèdee est receue por ses enfans... » (4) « Feme ne puet deffendre nului en plet : mès se ele sang seignor, elle puet bien deffandre son pleige et soi-meisme »... « Feme qui n'a seignor puet plévir (garantir), et puet avoir juridiction et procuracion et avocation » (5).

Les anciennes coutumes d'Anjou et du Maine renouvelèrent aussi l'ancienne interdiction romaine (6).

L'exclusion de la femme du barreau paraissait à d'autres auteurs si évidente qu'ils ne prennent même pas la peine de mentionner celle-ci au rang des personnes incapables (7). Tout au plus une femme pouvait-elle prendre la parole dans

(1) V. décret de Gratien, canon 3, quæsis 1, causa 2. (P. Fournier, *Les officialités au moyen âge*, p. 33.)

(2) Beaumanoir, *Coutume de Beauvoisis*, édit. publiée par le comte Beugnot, 1842, t. I, ch. V, n° 16, p. 95.

(3) *Livre de Jostice et de Plet*, édit. Rapetti, L. II, XIX, § 7.

(4) *Id.*, L. X, XVII, § 12.

(5) *Id.*, L. XVIII, II, § 3. (V. Frank, *ouvr. cit.*, p. 41-42.)

(6) *Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine*, édit. Beautemps-Beaupré, I, n° 169, titre 2, p. 93.

(7) V. *Livre des Drois et des Commandemens*, n° 40, t. I, p. 342.

sa propre cause, et encore lui fallait-il une autorisation de justice.

Deux auteurs coutumiers, J. Bouteiller et J. d'Ableiges, dont les œuvres parurent cinquante ans après celles de Beaumanoir, invoquèrent l'antique exemple d'Afrania pour interdire à la femme la plaidoirie et l'office de procureur. « Item sachez, dit Bouteiller, que femme de quelque estat qu'elle soit, mariée ou à marier, n'est à recevoir comme procuratrice pour quelque personne que ce soit. Car à elle fut défendu tout faict d'armes et de procuration pour la raison de Calphurnie que jaoit ce qu'elle fust femme sage plus que nul autre : si ne sceult elle avoir mesure, et courut au juge sus sans manière, pour ce qu'il appoincta contre son opinion » (1). De même désignant ceux qui peuvent « estre advocats en cour et quels non », Bouteiller cite comme incapables les mineurs d'âge, les sourds, les aveugles, les clercs, les sergents et les femmes. « Item sont privées femmes par raison de leur hastivité. si comme fust Calphurnie qui ne pouvait souffrir que en nulle manière sa partie défendist ne que le juge y donnast appoinctement sans dire hastivété au juge et à partie » (2).

Enfin, un autre document juridique du moyen âge, le *Grand Coutumier de France*, déclare, au sujet de la femme avocat, que « de office d'advocats sont privés et déboutés ceux qui sont sourds... et moult autres. Item femmes pour Calphurnie » (3).

« L'hastivété de Calpurnie » parut aux auteurs coutumiers comme « une sorte de péché originel dont les conséquences devaient se faire perpétuellement sentir sur son sexe tout entier » (4). Ils s'attachèrent malheureusement à la lettre du texte et ne découvrirent pas les raisons morales qui motivèrent l'exclusion de la femme du barreau. Ce ne fut que plus tard, au xvi^e siècle, à la renaissance des études grecques et latines, que les légistes décelèrent le sens véritable de cette interdiction. « La loy, dit Jean Bodin, a défendu à la femme

(1) J. Bouteiller, *Somme rurale*, édit. Macé, L. I, titre X, p. 45.

(2) Ibid., *id.*, L. II, titre II, p. 674. (Cité dans Frank, *ouvr. cit.*, p. 43.)

(3) *Grand Coutumier de France*, édit. Laboulaye, L. III, p. 402. — En Allemagne, le *Miroir de Souabe*; en Espagne, *las Siete Partidas*, invoquant l'exemple de Calpurnia, formulèrent la même exclusion. (V. Frank, *ouvr. cit.*, p. 43, 45-46.)

P.-J. Ravail, *La femme et le barreau*, p. 27.

toutes les charges et offices propres aux hommes comme de juger, postuler et autres choses semblables, non pas seulement par faute de prudence, mais d'autant que les actions viriles sont contraires au sexe et à la pudeur et pudicité féminines » (1).

Mais aucune femme, au moyen âge, à l'époque de la Renaissance, ne réclama l'exercice de la profession d'avocat. « Pourquoi ce est que femmes ne sièent pas en siège de plaidoyerie, demanda seule Christine de Pisan? — La raison en est que « la réserve naturelle aux dames ne leur permettrait pas de se monstrier baudement en public » (2).

Au xvi^e siècle, Agrippa d'Aubigné revendiqua cependant pour elles le droit de plaider pour autrui. « Pourquoi ne seraient-elles pas avocats, dit-il; il n'y a point encore eu d'orateur assez persuasif et assez heureux qui ait mieux attrapé l'art de persuader que la moindre femme » (3). Mais la profession ne tenta aucune d'elles. A partir de la fin du xvi^e siècle, on ne parla plus de la femme avocat. Afrania et ses prouesses qui firent scandale au prétoire n'occupaient plus l'esprit des hommes.

Au xvii^e siècle, à une époque où la vie intellectuelle de la femme est intense, pas une ne se mêle de composer des plaidoiries, pas une n'aspire à égaler le talent d'Antoine Lemaitre et d'Olivier Patru. Molière d'ailleurs n'eût pas manqué de décocher ses flèches acérées contre les femmes qui eussent voulu rivaliser avec les maîtres du barreau. Au xvii^e siècle, Poullain de la Barre avait néanmoins envisagé la possibilité pour les femmes de prononcer avec talent des plaidoiries. « C'est un plaisir, dit-il, d'entendre une femme qui se mêle de plaider. Quelque embarras qu'il y ait dans ses affaires, elle les débrouille et les explique nettement. Elle expose précisément ses prétentions et celles de sa partie; elle montre ce qui a donné lieu au procès, par quelles voies elle l'a conduit, les ressorts qu'elle a fait jouer, et toutes les procédures qu'elle a faites; et l'on découvre parmi tout cela une certaine capacité pour les affaires que la plupart des hommes n'ont point » (4).

(1) V. p. 34, note 1.

(2) *Cité des Dames*, L. I, ch. XI. (V. R. Rigaud, *Les idées féministes de Christine de Pisan*.)

(3) Agrippa d'Aubigné, V. *La Fronde*, 31 déc. 1897.

(4) Poullain de la Barre, *De l'égalité des deux sexes*, 1^{re} partie, p. 53.

Au XVIII^e siècle, aucune voix ne s'éleva en faveur de la femme avocat. On considéra, de même qu'au XVII^e, que la femme était déplacée partout ailleurs qu'au foyer. Seules, quelques femmes de lettres osèrent demander pour leur sexe l'accès à la profession d'avocat; ce furent : Mme de Puisieux, qui, vers 1750, soutint « que le barreau conviendrait aussi bien aux femmes que l'exercice de la médecine » (1); Mme de Coïcy, qui trouva « injuste,... qu'une femme injuriée, insultée, frappée dans son honneur, n'eût point de femme qui pût plaider pour elle... » (2) Mais il n'y eut pas de campagnes féministes pour faire aboutir ces revendications, qui restèrent seulement à l'état de suggestions littéraires.

Les historiens du féminisme rapportent les noms de quelques femmes qui plaidèrent devant les tribunaux, sous l'Ancien Régime. Un arrêt du Parlement de Metz (29 janvier 1697) autorisa une femme, la princesse de Mezenheim, à soutenir en justice, en vertu d'une procuration, les intérêts du roi de Suède (3). Au XVIII^e siècle, la marquise de Créqui sollicita et reçut l'autorisation de présenter elle-même sa défense devant le Parlement de Paris (4). Mais ces cas furent exceptionnels. La femme ne pouvait être avocat, plaider pour autrui devant les tribunaux.

La Révolution, par une série de lois de 1789 à 1791, abolit toutes les juridictions de l'ancien régime. Le décret du 2 septembre 1790 supprima l'antique constitution du barreau. Les avocats furent remplacés quelques mois après par des « défenseurs officieux ». On n'exigeait d'eux aucune condition de capacité ni d'honorabilité. « Les parties auront toujours le droit de se défendre elles-mêmes verbalement et par écrit, ou d'emprunter le ministère d'un défenseur officieux pour leur défense soit verbale, soit écrite » (5). Il n'était pas spécifié d'être du sexe masculin pour le devenir. Rien ne s'opposait donc à ce

(1) Mme de Puisieux, *La femme n'est pas inférieure à l'homme*.

(2) Mme de Coïcy, *La femme comme il convient de la voir*.

(3) M. Augéard, *Arrests notables des différents tribunaux du Royaume*, t. I, p. 362 et suiv.; — P.-J. Brillon, *Dictionnaire des Arrests de jurisprudence*, t. II, p. 185. (V. Frank, *ouvr. cit.*, p. 48-49.)

(4) La chevalière Eon de Beaumont, citée quelquefois comme exemple de femme avocat sous l'ancien régime, était en réalité un chevalier. V. Bouillet, *Dict. univ. d'hist. et de géo.*, p. 603, et Quentin-Bauchart, *Les femmes bibliophiles de France*, t. II, p. 451-452.

(5) Décret du 15 déc. 1790, art. 4.

que les femmes pussent plaider en qualité de défenseurs officiels. Ce principe se trouvait aussi confirmé par le décret du 2 mars 1791, qui permettait à toute personne, sans distinction, d'exercer telle profession qu'elle jugeait utile. Mais cette carrière ne semble pas avoir tenté l'activité féminine. Les clubs politiques attirèrent davantage les femmes que le prétoire. Toutefois, le *Moniteur* du 20 ventôse an V (10 mars 1797) rapporte qu'une dame Lardie a été admise, comme épouse et comme amie, à défendre son mari accusé de vol. « ...Le commissaire du pouvoir exécutif, ajoute le *Moniteur*, avait fait observer que la demande de la citoyenne Lardie était insolite, mais le tribunal, après en avoir délibéré, déclara qu'aucune loi n'interdisait à une femme de présenter la défense d'un accusé ». Les annales judiciaires mentionnent également la plaidoirie de Mme de la Villirouët, née Marie-Victoire de Lambilly, qui prit la défense de son mari, le comte Baptiste-Mathurin Mouësan de la Villirouët, ex-officier au régiment de Condé. Prévenu d'émigration, celui-ci fut arrêté à Paris, en 1799, et enfermé à la prison de l'Abbaye. Mme de la Villirouët sollicita et obtint l'autorisation de plaider elle-même la cause de son mari devant la Commission militaire qui devait siéger au Châtelet. Le 23 mars 1799, jour fixé pour l'audience, elle pénétra au banc de la défense, disent les historiens, « coiffée d'un bonnet de crêpe blanc, revêtue d'une robe de mousseline blanche serrée à la taille par une écharpe d'organdi ». La plaidoirie dura près de trois quarts d'heure. La délibération des juges ne prit que quelques minutes. Le comte de Villirouët fut acquitté aux applaudissements de la foule transportée d'enthousiasme par l'héroïsme et l'éloquence de « la vaillante petite Bretonne » dont l'exploit ne tarda pas à être connu de tout Paris (1).

Mais des abus étaient résultés de l'ignorance et de l'immoralité d'un grand nombre de défenseurs officiels. Le législateur ne tarda pas à rétablir le titre d'avocat par la loi du 22 ventôse an XII (13 mars 1804), relative aux Ecoles de Droit. « A dater du 1^{er} vendémiaire an XVII, nul ne pourra exercer les fonctions d'avocat près les tribunaux, sans avoir représenté au commissaire du Gouvernement, et fait enregistrer,

(1) V. *La Française*, 15 sept. 1928, Revue de la Presse, S. Savy, *La première avocate française*.

sur ses conclusions, son diplôme de licencié, ou des lettres de licence obtenues dans les Universités... » (art. 24). Il est, en outre, prévu la prestation d'un serment spécial (art. 31).

Le décret du 14 décembre 1810, « portant règlement sur la profession d'avocat et la discipline du barreau », complète ces dispositions légales. Dans l'article 18, visant les incompatibilités et les incapacités, il exclut de la profession d'avocat « les personnes faisant le métier d'agent d'affaires » (§ 5). Le décret de 1810 ne ferme donc pas expressément cette carrière aux femmes.

Ni les discussions, ni les travaux préparatoires des lois et décrets sur la profession d'avocat ne prononcent contre les femmes l'interdiction d'exercer cette profession. Rien ne s'oppose aussi, d'après la législation en vigueur, à ce que l'accès du barreau leur soit ouvert. Selon les principes généraux du droit, la capacité des individus est la règle; l'incapacité, l'exception. Une disposition générale de la loi doit motiver l'exception : ainsi, l'article 35 de la loi du 25 ventôse an XI exclut les femmes des fonctions notariales. D'après la loi du 22 ventôse an XII et le décret du 14 décembre 1810, il ne leur est pas interdit de prêter serment. « Il faut tout au contraire reconnaître, écrit M. Glasson, que le décret de 1810 n'a pas songé à la question, ce qui est bien différent » (1). On se trouve donc en présence d'un cas qui n'avait pas été prévu et il faut avoir recours aux principes généraux pour l'interpréter.

La question de la femme au barreau ne fut pas agitée à cette époque. L'instruction donnée aux jeunes filles était souvent très négligée, et celles-ci ne manifestèrent pas le désir d'exercer la profession d'avocat. Les Facultés de Droit ne comptaient pas encore d'étudiantes. Une seule plaudoirie féminine est mentionnée : en 1807, Mlle Legracieux de Lacoste demanda alors et obtint la permission de plaider devant la Cour suprême. « Les temps à venir nous sauront gré, écrivait M. Denevers, d'avoir noté, comme trait historique en procédure, que la Cour suprême admit la demoiselle Legracieux de Lacoste à plaider solennellement sa propre cause, en matière civile, contre M. Justin Blanchet. Une élocution pure et mesurée, un bel organe, l'accent du cœur, le soin de toutes les convenances du sexe et de la cause : tels sont les moyens oratoires par les-

(1) Dallôz, *Jurisprudence générale, Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine*, 1889-2-33. Note de M. Glasson.

quels Mlle de Lacoste a excité, pendant toute une audience, l'attention bienveillante de la Cour suprême et d'un concours immense d'auditeurs... même de ceux qui étaient le moins disposés à applaudir... Ces succès et les charmes de la parole qui se remarquent chez tant de femmes feraient peut-être regretter qu'à l'imitation d'un ancien peuple, la carrière du barreau ne leur soit point accessible... » (1).

Sous le règne de Louis-Philippe, les féministes revendiquèrent pour les femmes l'exercice des professions libérales, sans oublier celle d'avocat.

En août 1832, lorsqu'Enfantin comparut devant la Cour d'Assises, il avait choisi pour le défendre deux femmes, Aglaé Saint-Hilaire et Cécile Fournel. Mais la Cour ne les accepta pas. « Je proteste, dit-il, contre cette exclusion des femmes dans une cause qui intéresse spécialement les femmes » (2).

En 1837, Mme Lafarge, au moment de son procès fameux, demanda comme défenseur son amie Louise-Caroline de Ville-neuve. « Aucun homme, dit-elle, ne peut avoir ma confiance entière, ni révéler en termes convenables les faits affreux, mais indispensables à faire connaître pour prouver que je suis innocente » (3). De même elle dénia aux hommes le droit de la juger; mais il ne lui fut accordé ni avocat, ni juges féminins.

La Gazette des Femmes propageait parmi ses abonnés l'idée que la femme était le défenseur naturel de son sexe. « Un *avocat homme* ne peut dire, ne peut savoir, ne peut comprendre, ce que dirait, saurait et comprendrait une *avocat femme*. Dans vos effroyables accusations d'infanticide, dans vos dégoûtantes accusations de viol ou dans vos stupides plaintes en adultère, les avocats hommes entassent presque toujours absurdités sur absurdités, mais qu'il y aurait d'éloquence et de vérité dans la plaidoirie d'une *avocat femme*! » (4).

Sous la République de 1848, la question fut reprise par les féministes qui revendiquaient pour les femmes la possibilité

(1) Dalloz, *Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence*, 1849, *Défense*, n° 195.

(2) V. J. Simon, *La femme du XX^e siècle*, p. 74.

(3) V. L. Abensour, *Le féminisme sous le règne de Louis-Philippe et en 1848*, p. 137-138.

(4) *Gazette des Femmes*, 1^{er} janv. 1838, Mme M. Poutret de Mauchamps, *Pétition au Roi et à MM. les membres de la Chambre des députés*.

de se présenter à la licence en droit et leur accession à la position d'avocat.

En 1866, Julie-Victoire Daubié, esprit bien en avance sur son temps, dans *La femme pauvre au XIX^e siècle*, ne comprenait pas « pourquoi la femme qui peut se défendre directement quand elle paraît en accusée devant nos tribunaux, a la langue enchaînée par les lois, si elle veut se donner la noble mission de plaider la cause du faible et de l'opprimé.

« Rien ne prouve mieux la puissance des préjugés que le ridicule qui s'attache à l'idée de la femme avocat. Quelle fonction plus grande et plus noble cependant que cette profession dégénérée trop souvent en un art de chicane. Certes, les femmes ont prouvé leur valeur dans le rôle d'avocate, qui est loin d'être ridiculisé. Il est même le plus beau titre que l'Eglise catholique donne à la Vierge dans les supplications qu'elle lui adresse.

« Ah! donnez-nous des femmes légistes, des femmes avocats, qu'elles aillent au barreau faire entendre la voix de la justice et du droit dans ces hideux procès d'infanticide où l'irresponsabilité morale de l'homme est prônée d'une manière si révoltante! » (1).

Mais, si l'accès à la carrière d'avocat était réclamé par certains esprits, pas une seule femme ne remplissait encore les conditions exigées pour pouvoir exercer cette profession; aucune n'était pourvue du diplôme de licenciée en droit. Tous les exemples isolés de femmes qui plaiderent soit leur propre cause, soit celle d'autrui, ne peuvent véritablement donner idée de l'« Avocat », de « celui qui fait profession d'aider de ses conseils ou de sa parole les justiciables qui recourent à lui » (2). Ces plaideuses qui furent signalées à diverses reprises, dans l'exposé de l'histoire de cette monographie, ne firent pas leur profession habituelle de défendre autrui, et c'est d'une façon toute exceptionnelle qu'elles prirent la parole devant les juges.

Les femmes se livrant à l'étude du Droit dans les Facultés devaient faire renaître la question de la femme avocat. Leur revendication allait pouvoir alors s'appuyer sur des bases solides; les étudiantes étaient placées sur le pied d'égalité avec

(1) J.-V. Daubié, *La femme pauvre au XIX^e siècle*, p. 367.

(2) F. Payen et G. Duveau, *Les règles de la profession d'avocat*, p. 43.

les hommes dans les Facultés, elles pouvaient prouver leur capacité juridique par le même grade, délivré dans des conditions identiques; elles étaient en possession de ce diplôme de « licencié en droit » qui ouvre aux hommes la profession d'avocat. L'égalité, à l'Université, allait-elle cesser brusquement à la porte du Palais? Ne « serait-ce pas une duperie, si, leurs études terminées, on venait contester aux femmes le droit d'en tirer parti? » (1)

A l'étranger, quelques pays avaient autorisé les femmes à être avocats. D'autres leur avaient refusé ce droit. Quel parti allait prendre la France?

MADemoiselle J. CHAUVIN ET L'ARRÊT DE LA COUR DE PARIS
DU 30 NOVEMBRE 1897

En France, Mlle Chauvin (2), docteur en droit, revendiqua, la première, sa place au barreau. Le Conseil de l'Ordre des avocats de Paris repoussa sa demande. Elle fit alors appel devant la première Chambre de la Cour. Ayant fait viser son diplôme de licence par le Procureur général près la Cour d'Appel de Paris, Mlle Chauvin se présenta le 24 novembre 1897 devant la même Cour, assistée de M^e Guyon, avoué, à l'effet d'être admise au serment d'avocat. M. le Procureur général Bertrand prit des conclusions pour s'opposer à la prestation de serment de Mlle Chauvin : son réquisitoire fut basé sur les trois arguments suivants :

« 1^o *Affirmation*. — Les articles 24 et 31 de la loi de ventôse an XII sur le visa du diplôme et le serment sont réservés aux licenciés masculins; donc la requérante ne peut prêter serment.

« 2^o *Argument historique*. — Les conditions d'aptitude à la profession d'avocat autres que la qualité de licencié, laquelle est spécialement déterminée par le décret de 1810, sont déterminées par référence aux coutumes anciennes. Or, la profession d'avocat était interdite aux femmes dans l'ancien droit; donc le sexe masculin est une des conditions d'aptitude sous-entendues par le décret de 1810.

« 3^o *Argument théorique*. — Les conditions d'aptitude à la

(1) *Journal des Débats*, 19 sept. 1897, A. Hallays, *Les femmes au barreau*.

(2) 1862-1926. V. *La Française*, 7 févr. 1931. Revue de la Presse, *Jeanne Chauvin*.

profession d'avocat autres que la qualité de licencié, « conditions susvisées », impliquent toutes le sexe masculin.

« Le ministère d'avocat implique aptitude à la jouissance des droits civiques.

« L'avocat apporte à l'administration de la justice un concours qui se rattache au droit public » (1).

Sur l'invitation de M. le premier Président Périvier, Mlle Chauvin plaida elle-même à la barre de la première Chambre de la Cour sa propre cause et réfuta les arguments de M. le Procureur général. Malgré la judicieuse défense qu'elle déploya, la Cour, par arrêt du 30 novembre 1897, repoussa sa demande. « ... Considérant qu'il est universellement reconnu que dans l'ancien droit, dans les pays de droit écrit, comme dans ceux soumis au droit coutumier, tous imbus, sur ce point, des principes du droit romain, la profession d'avocat était formellement interdite aux personnes du sexe féminin; ... qu'on a toujours considéré la profession d'avocat comme un office viril...; — Qu'elle a, avec la magistrature, dont pourtant la femme est exclue, la plus grande affinité et participe, dès lors, éventuellement tout au moins, comme la magistrature elle-même, à un véritable service public; — Que, sans s'arrêter aux considérations tirées de la liberté du travail garantie à tous les Français, sans distinction de sexe, sans s'arrêter davantage aux affirmations de la demoiselle Chauvin qu'il serait contraire aux mœurs et au progrès de la civilisation moderne de ne point l'admettre au serment d'avocat; la Cour, faisant simplement observer qu'au législateur seul appartient le droit de modifier les lois et d'en édicter de nouvelles, tandis que le pouvoir judiciaire n'est appelé qu'à interpréter et à appliquer les lois existantes; — Vu les conclusions respectives des parties entendues, l'une et l'autre, dans leurs observations orales;

« Rejette la demande et les conclusions de l'impétrante » (2).

Après le barreau, la magistrature avait éconduit Mlle Chauvin.

La question ne fut pas portée devant la Cour de Cassation. « Pour tous ceux qui ont étudié la question, dit M. Monis, il y a une particularité qui explique suffisamment pourquoi

(1) Dalloz, *ouvr. cit.*, 98-2-185; — Sirey, *Recueil général des lois et des arrêts*, 1901-2-37.

(2) Dalloz, *id.*

l'on n'a pas déféré l'arrêt de 1897 de la Cour de Paris à la Cour de Cassation; c'est qu'une autre Cour de Cassation s'est déjà prononcée sur ce sujet. La Cour de Cassation de Bruxelles a déjà jugé ce point, et vous n'ignorez pas qu'en Belgique, on se trouve, comme en France, sous le régime du décret de 1810. La Cour de Cassation belge a déjà proclamé la plupart des motifs qui ont servi à la Cour de Paris. La solution à laquelle elle s'est arrêtée permet de prévoir l'arrêt qui fût intervenu à notre Cour de Cassation » (1).

Une loi spéciale était donc nécessaire afin que les femmes pussent devenir avocats. Il fallut attendre trois ans pour l'obtenir. L'arrêt déboutant Mlle Chauvin de sa demande est du 30 novembre 1897; la loi date du 1^{er} décembre 1900.

II. — La loi du 1^{er} décembre 1900

MM. Léon Bourgeois, Léveillé, Deschanel, Poincaré déposèrent, le 22 mars 1898, à la Chambre des députés, une proposition de loi tendant à l'admission des femmes au barreau. Celle-ci devint caduque par suite du renouvellement de la Chambre.

M. Viviani, auquel s'étaient joints MM. Mesureur, Faure, Doumergue, Klotz, Lagasse, Millerand et plusieurs de leurs collègues, la reprirent le 21 novembre 1898. « Le fait même, dit M. Viviani, que la question s'est posée et que la Cour d'Appel de Paris a dû y répondre par un arrêt, est une preuve suffisante que notre législation a besoin d'être modifiée à cet égard » (2). La proposition de M. Viviani fut le point de départ de la loi du 1^{er} décembre 1900, qui a ouvert aux femmes l'accès du barreau (3).

(1) Dalloz, *ouv. cit.*, 1900-4-81.

Au sujet de la femme avocat en Belgique, v. *Vue d'ensemble à l'étranger (Belgique)*.

(2) Exposé des motifs. Séance du 21 nov. 1898.

(3) *J. Off.*, 4 déc. 1900.

Historique de la loi à la *Chambre* et au *Sénat*:

— Proposition déposée à la *Chambre* par M. Viviani et plusieurs de ses collègues, le 21 nov. 1898.

— Rapport de M. Viviani le 2 déc. 1898.

— Adoption, après discussion, le 30 juin 1899.

— Transmission au *Sénat*, le 3 juillet 1899.

— Rapport de M. Tillaye, le 21 juin 1900.

— Adoption, après discussion, le 13 nov. 1900.

ETUDE DE LA LOI

M. Viviani rappela dans l'exposé des motifs toutes les carrières ouvertes à l'activité féminine : l'enseignement, la médecine, la pharmacie, les beaux-arts, toutes les positions que la femme occupait à la fin du XIX^e siècle : institutrice, professeur d'enseignement secondaire, employée des postes et télégraphes, inspectrice des prisons et inspectrice du travail. Une profession libérale, qui n'implique pas essentiellement la jouissance des droits politiques, lui est encore actuellement fermée : c'est celle d'avocat à la Cour d'Appel. Or cette « profession-là, dit M. Viviani, pas plus que les autres, ne doit être interdite aux femmes. Comme les hommes, elles sont obligées de travailler pour vivre honnêtement et honorablement, elles doivent donc pouvoir travailler selon leurs facultés » (1). On ne doit plus considérer cette profession comme un « office viril » ainsi qu'on le fit à Rome.

La carrière d'avocat est réglementée, soumise à certaines garanties de capacité, de dignité et d'honorabilité, mais « la réglementation n'en fait pas une profession fermée » (2). Si les femmes présentaient les conditions exigées, pourquoi ne pas les y admettre ?

La Cour d'Appel, pour refuser aux femmes le droit de prêter serment et de devenir avocat, s'est fondée sur les articles 30 de la loi du 22 ventôse an XII et 35 du décret de 1810 et sur les articles 84, 118, 468 du Code de procédure civile imposant aux avocats inscrits le devoir éventuel de suppléance. Mais cet argument ne pourrait empêcher aux femmes l'accès du barreau : « Le devoir de suppléance est si bien un « accident » et non quelque chose d'essentiel dans la profession qu'il n'est pas nécessaire pour être avocat de réunir les conditions requises pour être juges » (3).

L'arrêt de la Cour de Paris a aussi invoqué : en premier lieu, l'incapacité générale édictée par le Code civil contre les femmes mariées ; mais cette incapacité ne pourrait être alléguée contre les femmes non mariées qui demanderaient à prêter serment ; elle n'existerait pas non plus contre une

(1) M. Viviani, séance du 21 nov. 1898.

(2) Dalloz, *ouvr. cit.*, 1889-2-33. Note de M. Glasson.

(3) M. Viviani, séance du 21 nov. 1898.

femme mariée, car cette sorte d'incapacité a été établie en vue de l'unité de direction du ménage, dans l'intérêt exclusif de la famille et du patrimoine familial. De même que la femme médecin, la femme avocat n'engage pas, à l'exemple de la femme commerçante, l'avenir de la famille et n'a pas besoin d'autorisation. L'arrêt rappela en second lieu, l'incapacité des articles 37 et 980 du Code civil, des articles 9 et 11 de la loi du 25 ventôse an XI.

Les Etats-Unis, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, le Mexique, le Chili, le Japon, la Roumanie, quelques cantons de Suisse, la Finlande, la Norvège, la Suède ont autorisé les femmes à occuper cette situation. Est-ce que la France peut rester en arrière d'un mouvement aussi général?

C'est M. Viviani qui fit le rapport au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi. Il passa en revue les arrêts des Cours de Turin (1), de Bruxelles (2), de Paris, devant lesquelles trois femmes, munies des examens exigés, s'étaient présentées pour prêter le serment d'avocat. La Cour de Turin ne motiva pas son arrêt par des arguments bien juridiques. L'interprétation des Cours de Bruxelles et de Paris fondée sur les coutumes anciennes et les décrets qui en découlent, mérite davantage attention. La Cour de Paris s'appuie sur la loi de ventôse an XII, qui a son origine dans les anciennes coutumes qui excluaient la femme de la profession d'avocat. Mais la France a eu des précédents (arrêt de 1697). La loi de ventôse an XII n'est d'ailleurs pas la charte du barreau. Il est plus juste de dire, avec M. Glasson, que le décret de 1810 est le seul qui ait commencé à lui donner une vie officielle. Tout imprégné de l'esprit napoléonien, assujettissant l'avocat à un tyrannique contrôle, il est loin de se rattacher aux coutumes antérieures où l'avocat jouissait d'une indépendance absolue. C'est donc une législation nouvelle qu'il inaugure et l'interdiction de la femme à plaider perd toute valeur. On a objecté que le décret se servait du mot « avocat » au masculin et excluait par cette expression les femmes. « Tout ce que l'on peut dire, fait remarquer M. Viviani, c'est que le décret, en ne parlant que des « hommes » n'a pas prévu les femmes accédant au barreau. S'il ne les a pas prévues,

(1) V. *Vue d'ensemble à l'étranger (Italie)*.

(2) *Id. (Belgique)*.

c'est qu'il ne les a pas exclues. Au surplus, pour le faire, une disposition formelle serait nécessaire » (1). D'autre part, la profession ne peut être considérée comme un « office viril » ainsi que l'a fait remarquer la Cour de Paris. Cette classification, issue du droit romain, n'est pas admise en droit français.

L'argument de la suppléance du juge paraît plus décisif, mais on ne peut tirer de ce devoir éventuel l'exclusion de la femme du barreau. Le mineur jusqu'à vingt-cinq ans, l'avocat membre du pouvoir exécutif ne peuvent exercer la suppléance. « On ne peut donc rien trouver, ajoute le rapporteur, ou dans l'esprit, ou dans le texte des décrets et lois, qui ferme à la femme la carrière d'avocat. Aucune exception décisive n'est venue mettre en échec ce grand principe qui veut que « la capacité soit le droit et l'incapacité la dérogation... » (2).

Le but de cette loi sera de faire disparaître une imprécision que créent les anciens textes. Cette loi s'impose. L'activité intellectuelle de la femme s'étend de plus en plus. A quoi lui servirait de conquérir certains diplômes s'il lui était interdit dans la suite de s'en servir?

Beaucoup craignent que la pudeur féminine soit exposée à bien des périls, mais « la vertu est peut-être aussi en sûreté dans les emplois sévères du barreau que dans les rôles divers de la comédie mondaine » (3). On redoute aussi que la famille, le ménage soient abandonnés; mais alors ce seraient toutes les situations qu'il faudrait interdire aux femmes. Et la femme ne sera pas non plus déparée de son charme, si elle abandonne la frivolité pour des occupations plus sévères. « Si nous ne voyons pas ce que la femme peut perdre, constate le rapporteur, nous voyons ce que l'homme peut gagner dans une vie commune, où ce ne seront pas seulement les cœurs, mais aussi les intelligences qui seront rapprochées » (4). Il faut songer aussi aux femmes qui n'ont pas de foyer, de famille; elles n'éprouveront pas en exerçant une profession cette sorte de « mort sociale » (5) qui frappe la célibataire oisive.

(1) M. Viviani, séance du 2 déc. 1898.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

(4) *Id.*

(5) *Id.*

Quant à l'autorisation maritale, nécessaire pour les actes par lesquels la femme peut engager sa fortune ou compromettre ses biens, la profession, exempte de risques pécuniaires, ne la réclamerait pas, sauf si la femme acceptait un mandat, autorisation revêtant non seulement un caractère matériel de préservation des biens, mais aussi un caractère moral. Le mari pourrait refuser son autorisation, sauf recours de la femme devant le tribunal. La Commission s'en réfère sur ce point aux principes généraux du droit et à la jurisprudence des tribunaux.

La proposition de loi de M. Viviani fut adoptée par la Chambre, après discussion, le 30 juin 1899. Le parti conservateur redoutait cependant l'entrée de la femme au barreau, et jugeait cette innovation très dangereuse, au point de vue de la « dignité de la discussion » (1), de la « majesté du prétoire » (2), de « l'indépendance du juge » (3). Et le mariage? Le Code civil serait à réformer sur ce point. M. le comte du Périer de Larsan alla même jusqu'à demander un article qui ne s'appliquerait seulement qu'aux femmes avocats. « Pour exprimer complètement ma pensée, ajouta-t-il, je crois que la proposition qui vous est soumise, si elle était adoptée, aurait pour conséquence inévitable, et d'après moi, déplorable, de rendre le mariage impossible à toutes celles qui voudraient exercer la profession d'avocat » (4). Et la robe? M. du Périer de Larsan augurait qu'elle pourrait aller fort mal aux femmes...

Malgré ces critiques, la proposition, « ce canevas pour opérette » (5), ainsi que l'avait qualifiée le parti conservateur, fut adoptée par la Chambre par 319 voix contre 174.

Transmise au Sénat le 3 juillet 1899, M. Tillaye fit un rapport qu'il présenta le 21 juin 1900. Il doit être permis à la femme d'exercer la profession d'avocat. « C'est à coup sûr, dit-il, l'une des plus belles et des plus enviées, mais elle n'est point pourtant une royauté au profit de laquelle il faille res-

(1) M. le comte du Périer de Larsan, séance du 30 juin 1899.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

(4) *Id.*

(5) *Id.*

susciter la loi salique » (1). Cette profession ne fera que compléter la série de celles ouvertes aux femmes (d'ailleurs les femmes avocats, comme les femmes médecins, ne seront que des exceptions). Quelques esprits traditionnalistes font allusion à l'influence de la femme avocat devant les juges : qu'on l'empêche d'être plaideuse, ajoute M. Tillaye, si on lui interdit d'être avocate, car alors, « défendant sa propre cause dans une plaidoirie prononcée hors de l'audience, elle pourrait être autrement dangereuse que ne le sera la femme devant le tribunal » (2).

Les femmes inscrites au barreau ne pourront toutefois pas remplir le devoir de suppléance que la loi de ventôse an XII et divers autres textes imposent accidentellement aux avocats.

La proposition fut adoptée par le Sénat après discussion, le 13 novembre 1900; mais elle ne reçut pas une approbation unanime. M. Gourju prononça même un discours empreint d'un pessimisme exagéré. Cette loi procurera à la femme, avoue-t-il, « beaucoup moins d'avantages positifs que d'amères désillusions » (3). Les femmes éprouveront, parce que plus nerveuses, encore plus de difficultés que l'homme au barreau, où « elles mourront de faim, sinon de fatigue » (4). Et dans une envolée lyrique, l'honorable sénateur conjura le sexe féminin de garder sa féminité, plutôt que de se mêler aux luttes du prétoire où il sera « broyé » (5). « Vous qui, depuis que le monde est monde, gouvernez le genre humain à votre fantaisie, par des procédés bien autrement sûrs et beaucoup plus séduisants surtout que le grimoire de nos codes et que la robe de Patelin, qui exercez sur lui la toute puissance de votre cœur, ne laissez pas compromettre ces instruments de règne incomparables; ne tolérez pas qu'ils soient soumis à l'opprobre de je ne sais quelle promiscuité bizarre, avec la logomachie de la procédure, avec les nullités et les exceptions, avec le mur mitoyen et la saisie immobilière, avec l'antichrèse et la purge des hypothèques, avec toutes ces gentilleses qui ne sont pas déjà si gracieuses dans notre bouche, mais qui,

(1) M. Tillaye, séance du 21 juin 1900.

(2) *Id.*

(3) M. Gourju, séance du 13 nov. 1900.

(4) *Id.*

(5) *Id.*

dans la vôtre, seraient de pires horreurs... Que le Sénat enquête... Je refuse jusqu'à plus ample informé de m'associer à un pareil crime de lèse-majesté féminine » (1).

M. Monis, garde des Sceaux, trancha dans le sens de la liberté cette question de capacité professionnelle : il est équitable que la femme exerce la profession d'avocat, l'Etat lui facilitant l'obtention du diplôme de licenciée en droit. « La femme peut aider la justice et l'amener par la pitié à être plus humaine, par conséquent à être meilleure » (2).

Le Sénat adopta la proposition par 172 voix contre 34. Un sixième des sénateurs votants avait refusé d'accorder aux femmes présentant les conditions exigées, le droit de plaider.

Le titre de la loi est le suivant : « *Loi ayant pour objet de permettre aux femmes munies des diplômes de licencié en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession* » (3).

ARTICLE UNIQUE. — « *A partir de la promulgation de la présente loi, les femmes munies des diplômes de licencié en droit seront admises à prêter le serment prescrit par l'article 31 de la loi du 22 ventôse an XII à ceux qui veulent être reçus avocats et à exercer la profession d'avocat sous les conditions de stage, de discipline et sous les obligations réglées par les textes en vigueur.*

Les articles 30 de la loi de ventôse an XII et 35, § 3, du décret du 14 décembre 1910, les articles 84, 118, 468 du Code de procédure civile ne sont pas applicables aux femmes qui bénéficieront de la présente loi. »

Comment la loi du 1^{er} décembre 1900 fut-elle envisagée au Palais? Deux courants bien distincts se dessinèrent, et *La Fronde*, ce grand journal féministe, nous rapporte les avis de quelques avocats notoires interviewés sur ce point (4). Quelques-uns, tels que M^{es} Devin, Rousse, Danet, refusèrent de livrer leur pensée sur la loi nouvelle. D'autres, parmi lesquels M^{es} Barboux, Decori, Henri-Robert, Lagasse lui furent favorables. « Il y a longtemps, dit M^r Lagasse, que je désirais que

(1) M. Gourju, séance du 13 nov. 1900.

(2) M. Monis, *id.*

(3) Dalloz, *ouvr. cit.*, 1900-4-81.

(4) *La Fronde*, 15 novembre 1900.

les femmes pussent être avocats, et bien souvent en plaidant certaines causes devant la Cour d'Assises, je me suis écrié : « Il faudrait une femme, messieurs les jurés, pour exprimer exactement ce que je sens et vous traduire ma pensée. Et cela est vrai, une épouse, une mère peut seule trouver le mot exact qu'il faut dire pour expliquer, pour dépeindre certaines situations. Outre cela, il en sera, je pense, de la femme avocat comme de la femme médecin. Les autres femmes la prendront plus volontiers qu'un homme pour confidente de leurs chagrins, de leurs malheurs. Il y a une pudeur morale, comme il y a une pudeur physique et beaucoup d'êtres souffrent et pleurent pour n'avoir pas osé se confier. A tous les points de vue, il était donc excellent de rendre le barreau accessible aux femmes; au début, cela prêterait peut-être à des plaisanteries d'un goût douteux dont le stock doit d'ailleurs être épuisé, mais les rires ne sauraient tenir longtemps devant l'exercice consciencieux et digne d'une profession éminemment respectable » (1).

Il faut du reste convenir, ajoute *La Fronde*, « que la crainte de la concurrence n'entre pour rien dans les opinions de nos avocats. Est-ce orgueil ou désintéressement? Les deux, peut-être. En tous cas, nous devons constater que par une singulière anomalie, ce sont en général les jeunes avocats, c'est-à-dire ceux qui auraient le plus à craindre la concurrence, qui réservent le plus favorable accueil à nos futures avocates » (2).

Mlle Chauvin allait donc enfin pouvoir faire le geste traditionnel devant la première Chambre de la Cour... Mais ce ne fut pas elle qui eut l'honneur de prêter serment la première. Une Russe mariée à un avocat français, qui n'avait fait aucune démarche pour que la loi fût votée, passa devant celle qui luttait avec ténacité depuis plusieurs années afin que les femmes pussent se faire inscrire au barreau.

APPLICATION DE LA LOI

Au sujet de l'application de la loi du 1^{er} décembre 1900, nous passerons successivement en revue les points suivants :

(1) *La Fronde*, 15 nov. 1900.

(2) *Id.*

1° Etude statistique des avocates inscrites au stage et au Tableau dans l'ensemble des barreaux de France, des colonies et des pays de protectorat. — Influence qu'eut la guerre sur le nombre total des avocates. — Célébration de leur Jubilé en 1925. — Répartition des avocates dans les diverses Cours d'Appel pendant l'année judiciaire 1928-29.

2° Etude statistique des avocates inscrites au stage et au Tableau à Paris.

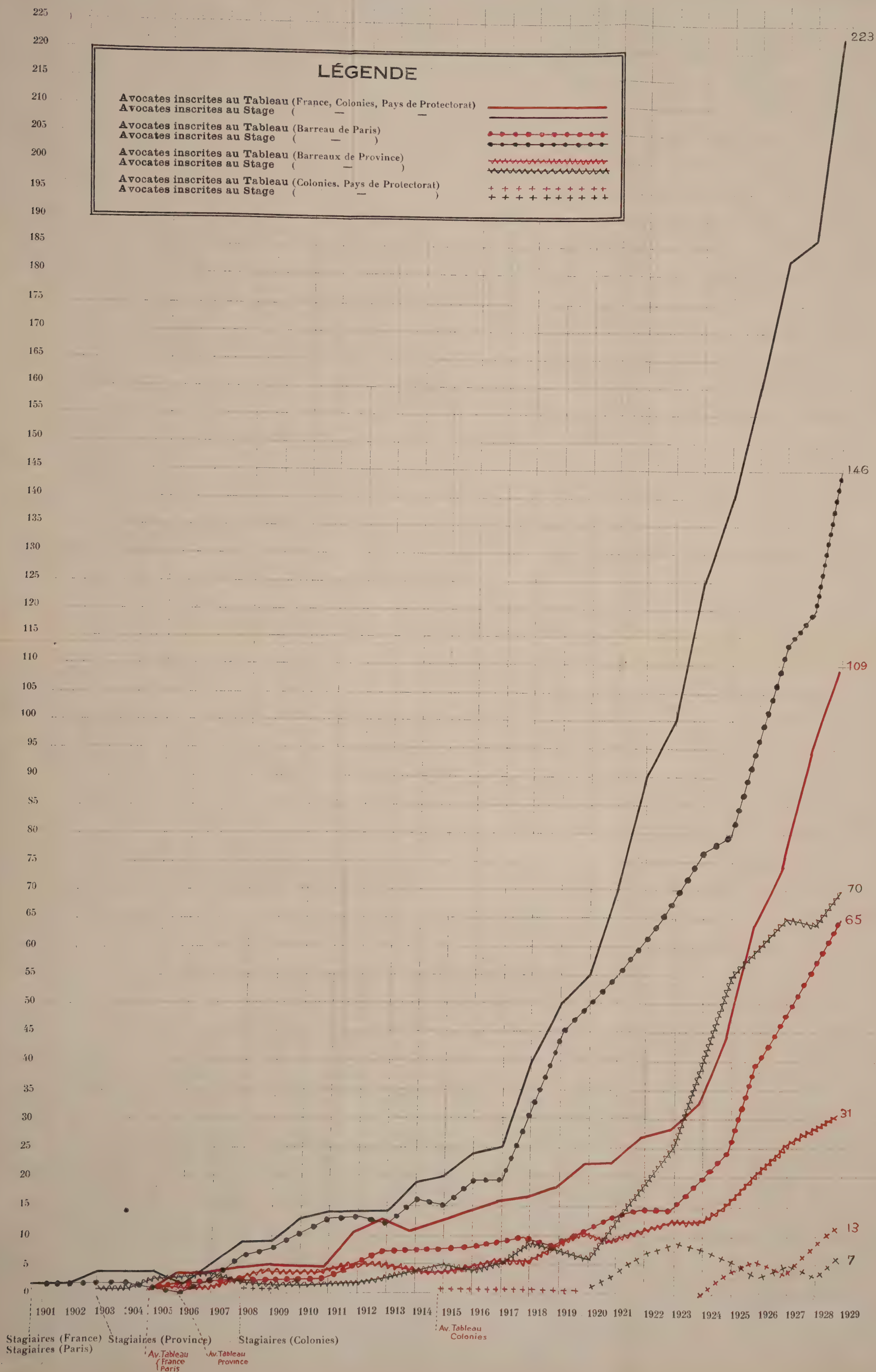
3° Etude statistique des avocates inscrites au stage et au Tableau en province.

4° Etude statistique des avocates inscrites au stage et au Tableau dans les colonies.

5° Groupements corporatifs fondés par les femmes avocats.

TABLEAU XXXVIII

Représentation graphique du nombre des femmes avocats



1° *Etude statistique des avocates inscrites au stage et au Tableau* (1) *dans l'ensemble des barreaux de France, des colonies et des pays de protectorat. — Influence qu'eut la guerre sur le nombre total des avocates. — Célébration de leur Jubilé en 1925. — Répartition des avocates dans les diverses Cours d'Appel pendant l'année judiciaire 1928-29.*

Si nous observons l'ensemble total des avocates (inscrites au stage et au Tableau) en France, dans les colonies et les pays de protectorat, nous constatons que le nombre des femmes qui exercent cette profession est en augmentation continue depuis la promulgation de la loi. Dès 1900-01, deux femmes étaient inscrites au stage; en 1904-05, une avocate se trouvait au Tableau. Vingt-neuf ans après que la loi eut permis aux femmes de prêter serment, on en comptait 223 au stage et 109 au Tableau (année judiciaire 1928-29).

A. *Avocates inscrites au stage.* — Les avocates inscrites au stage sont en progression constante. La courbe représentative de leur nombre indique trois périodes distinctes : de 1900-01 à 1905-06 inclusivement, les avocates, peu nombreuses, voient leur chiffre osciller entre 2 et 3; de 1906-07 à 1916-17 inclusivement, leur effectif progresse, lentement; il s'élève à 25 pendant cette dernière année judiciaire; de 1917-18 à 1928-29 inclusivement, l'augmentation est rapide : le nombre des stagiaires, qui était de 41 en 1917-18, est devenu 223, soit 5,5 fois plus grand. L'élément féminin inscrit au stage s'est accru durant cette période de plus de 16 avocates en moyenne par an.

B. *Avocates inscrites au Tableau.* — Jusqu'à présent, les avocates inscrites au Tableau ont toujours été en nombre moindre que les stagiaires. Il faut avoir accompli le stage, « ce noviciat préliminaire, ce temps d'épreuve auquel est soumis l'aspirant au barreau, avant d'obtenir l'honneur de figurer sur le Tableau » (2). Quelques avocats stagiaires féminins, imitant sur ce point d'ailleurs leurs confrères stagiaires masculins, renoncent à la profession pendant cette période.

C'est en 1904-05, que la première avocate fut inscrite au

(1) Au sujet de l'admission au stage et au Tableau, v. F. Payen et G. Duveau, *ouvr. cit.*, p. 107-225.

(2) Dupin, *De la profession d'avocat*, t. I, p. 637. La durée du stage varie de 3 à 5 ans.

Tableau. En 1910-11, on en comptait 5. De 1911-12 à 1919-20 inclusivement, une augmentation de leur effectif est à mentionner (sauf en 1913-14), augmentation lente, mais régulière, de quelques unités seulement tous les ans. Stationnaire en 1920-21, le nombre des avocates au Tableau croît à partir de l'année suivante d'une façon sensible. Cet accroissement dérivant de celui des stagiaires se poursuit avec une courbe ascendante, toutefois moins rapide. En 1920-21, 23 avocates figuraient au Tableau; en 1928-29, 109 y étaient inscrites; elles devenaient ainsi presque cinq fois plus nombreuses. Leur effectif s'était accru de plus de 10 avocates, en moyenne, par an. « Et maintenant, lisait-on en 1928, dans la *Gazette du Palais*, qu'on parle des avocates ou qu'on n'en parle pas, qu'on les blâme ou qu'on les loue, elles sont une réalité bien vivante et toutes les cabales de presse ne feront qu'affirmer leur personnalité » (1).

Chronologiquement, les Cours d'Appel (2) comptèrent des avocates à leur barreau, dans l'ordre suivant :

France. — Cours d'Appel :

- Paris, 2 avocates stagiaires, 1900-01 (Paris);
- Toulouse, 1 avocate stagiaire, 1902-03 (Toulouse);
- Montpellier, 1 avocate stagiaire, 1904-05 (Perpignan);
- Nîmes, 1 avocate stagiaire, 1905-06 (Avignon);
- Bastia, 1 avocate stagiaire, 1906-07 (Bastia);
- Aix, 1 avocate inscrite au Tableau, 1908-09 (Nice);
- Rennes, 1 avocate stagiaire, 1911-12 (Saint-Malo);
- Rouen, 1 avocate stagiaire, 1912-13 (Le Havre);
- Riom, 1 avocate stagiaire, 1914-15 (Clermont-Ferrand);
- { Dijon, 1 avocate stagiaire, 1916-17 (Dijon);
- { Lyon, 1 avocate stagiaire, 1916-17 (Saint-Etienne);
- Bordeaux, 1 avocate stagiaire, 1917-18 (Bordeaux);
- Poitiers, 1 avocate stagiaire, 1919-20 (La Roche-sur-Yon);
- { Bourges, 1 avocate stagiaire, 1920-21 (Bourges);
- { Douai, 1 avocate stagiaire, 1920-21 (Lille);
- { Agen, 1 avocate stagiaire, 1921-22 (Nérac);
- { Nancy, 1 avocate stagiaire, 1921-22 (Nancy);

(1) *La Gazette du Palais*, 22 mars 1928. Les Galeries du Palais.

(2) La ville mise entre parenthèses est la première du ressort de la Cour où des avocates se firent inscrire.

Orléans, 1 avocate stagiaire, 1922-23 (Orléans);
 { Colmar, 2 avocates stagiaires, 1923-24 (Strasbourg);
 { Grenoble, 2 avocates stagiaires, 1923-24 (Grenoble);
 { Caen, 1 avocate stagiaire, 1924-25 (Pau);
 { Pau, 1 avocate stagiaire, 1924-25 (Pau);
 Angers, 1 avocate stagiaire, 1925-26 (Le Mans);
 Besançon, 1 avocate stagiaire, 1927-28 (Besançon);

Les Cours d'Appel d'Amiens, de Chambéry et de Limoges ne comptaient pas encore d'avocates en 1928-29 (1).

Colonies (2) et Pays de Protectorat. — Cours d'Appel :

Alger, 1 avocate stagiaire, 1907-08 (Alger);
 Rabat, 2 avocates stagiaires, 1920-21 (Oudja).

Pendant la guerre, il est à remarquer que le nombre total des avocates au stage et au Tableau ne subit pas de diminution. Ce fut même depuis 1917-18, ainsi que nous venons de le voir, que l'effectif des stagiaires prit un essor marqué. Les femmes avocats, durant les hostilités, redoublèrent d'activité à leur barreau. A Paris (3), quelques-unes siégeaient au Bureau des consultations gratuites ouvert quotidiennement au Secrétariat de l'Ordre des Avocats; d'autres offraient leurs conseils dans quelques œuvres privées. De même, le Ministère de l'Intérieur fit appel à la bonne volonté de quelques avocates pour remplir le rôle de rapporteur à la Commission supérieure des allocations; cinquante dossiers, en moyenne, étaient à examiner par semaine.

Mais ce fut surtout au Conseil de Guerre que les avocates purent manifester leur activité, et lles y remplirent, selon l'expression de Mlle J. Chauvin, le rôle d' « infirmière morale ». A Paris, trois Conseils siégeaient chaque jour; les audiences duraient souvent de midi à sept heures du soir, et les vacances y étaient inconnues.

Mlle Marguerite Isnard, du barreau de Marseille, eut l'hon-

(1) Au début de l'année judiciaire 1930-31, la Cour d'Appel d'Amiens comptait deux avocates stagiaires. Il n'en était pas mentionné aux Cours d'Appel de Chambéry et de Limoges.

(2) Pour les autres colonies, v. § 4.

(3) V. *La Française*, 27 nov. 1915, Agathe Dyvrande, *Les avocats pendant la guerre*.

neur d'être la seule femme qui plaïda sur le front, pendant la période des hostilités, devant un Conseil de Guerre aux armées. A Courtémont, dans la Haute-Marne, où la conduisit sur réquisition militaire, le 28 janvier 1915, une voiture de l'armée venue la prendre à Sainte-Menehould, dans une grange bombardée par l'ennemi, et où l'on gardait la solde de l'armée, elle eut l'émotion de remplir, non sans péril cette fois, sa mission de défenseur dans le fracas des canons et tout près des tranchées de première ligne.

Les avocates se chargèrent également en l'absence de leurs confrères mobilisés des affaires de l'assistance judiciaire ; l'enfance coupable les réclamait comme défenseurs.

Une avocate du barreau de Paris, Mlle Marie-Thérèse Moreau, demeura volontairement à Douai en 1914 ; non seulement elle s'enrôla comme infirmière, mais encore elle plaïda devant le tribunal de cette ville. Par décret en date du 10 août 1923, la croix de la Légion d'honneur lui fut décernée (1).

En 1925, les femmes avocats célébrèrent le 25^e anniversaire de leur entrée au barreau. A cette occasion, Mlle J. Chauvin, la grande promotrice de la loi du 1^{er} décembre 1900, fut décorée de la Légion d'honneur.

Pour commémorer ce Jubilé, des fêtes eurent lieu : banquet à Lutétia, réception à l'Hôtel de Ville, cérémonie dans le Grand Amphithéâtre de la Sorbonne.

Dans une allocution que Mme Dyvrande-Thévenin prononça à l'Hôtel de Ville, au nom du *Groupement amical des Avocates de France*, elle parla, en termes empreints d'une grande noblesse et d'une réelle émotion, de la haute et belle tâche de la femme avocat. Nous nous bornons à rappeler ci-après quelques passages de ce magnifique discours.

« ... Dans les galeries animées et fiévreuses, nous ne sommes pas les promeneuses d'une indolente rêverie. Revêtir la robe ne fut pas pour nous un simple geste. La prestation de serment est aussi une initiation.

(1) *J. Off.*, 12 août 1923, p. 7920, Mlle Moreau Marie-Thérèse, avocate à la Cour d'Appel de Paris. — Titres exceptionnels : demeurée volontairement à Douai, en 1914, a fait preuve des plus belles qualités, de dévouement et de courage, comme infirmière et comme défenseur devant le tribunal de cette ville. Emmenée comme otage et revenue de captivité avec une santé très ébranlée.

« Placées en face des réalités humaines, jetées dans le conflit des lois et des intérêts, nous subissons l'appel impérieux de cet instinct de protection et de défense qui procède d'un sentiment humain dont les hommes n'ont pas seuls le privilège... »

« Belle et noble profession! Elle nous attire et nous attache à elle, non seulement par les plaisirs de l'esprit qui se complait aux luttes curieuses de la logique, de la raison, de la science et de la loi, mais elle nous retient et nous fixe surtout par le spectacle profondément émouvant des douleurs et des joies humaines! » (1).

Par ordre décroissant, les Cours d'Appel comptaient, en 1928-29, le nombre d'avocates suivant :

France. — Cours d'Appel

Colonies et Pays de protectorat. — Cours d'Appel :

- Paris : 214, soit 66 au Tableau et 148 au stage.
- Aix : 17, soit 5 au Tableau et 12 au stage.
- Rennes : 11, soit 5 au Tableau et 6 au stage.
- Bordeaux : 9, soit 4 au Tableau et 5 au stage.
- Colmar : 8, soit 2 au Tableau et 6 au stage.
- Lyon : 7, soit 1 au Tableau et 6 au stage.
- Toulouse : 7, soit 3 au Tableau et 4 au stage.
- Montpellier : 6 au stage.
- Nancy : 5, soit 2 au Tableau et 3 au stage.
- { Douai : 4, soit 2 au Tableau et 2 au stage.
- { Grenoble : 4 au stage.
- { Agen : 3, soit 2 au Tableau et 1 au stage.
- { Pau : 3 au stage.
- { Poitiers : 3, soit 1 au Tableau et 2 au stage.
- { Besonçon : 2 au stage.
- { Dijon : 2, soit 1 au Tableau et 1 au stage.
- { Rouen : 2, soit 1 au Tableau et 1 au stage.
- { Angers : 1 au stage.
- { Bastia : 1 au Tableau.
- { Caen : 1 au stage.

(1) V. *Bulletin de l'Association nationale des avocats inscrits aux barreaux de France, des colonies et pays de protectorat*. Janvier 1926

- { Orléans : 1 au stage.
- { Nîmes : 1 au stage.
- Alger : 13, soit 7 au Tableau et 6 au stage.
- Rabat : 7, soit 6 au Tableau et 1 au stage.

Total : 332, soit 109 au Tableau et 223 au stage.

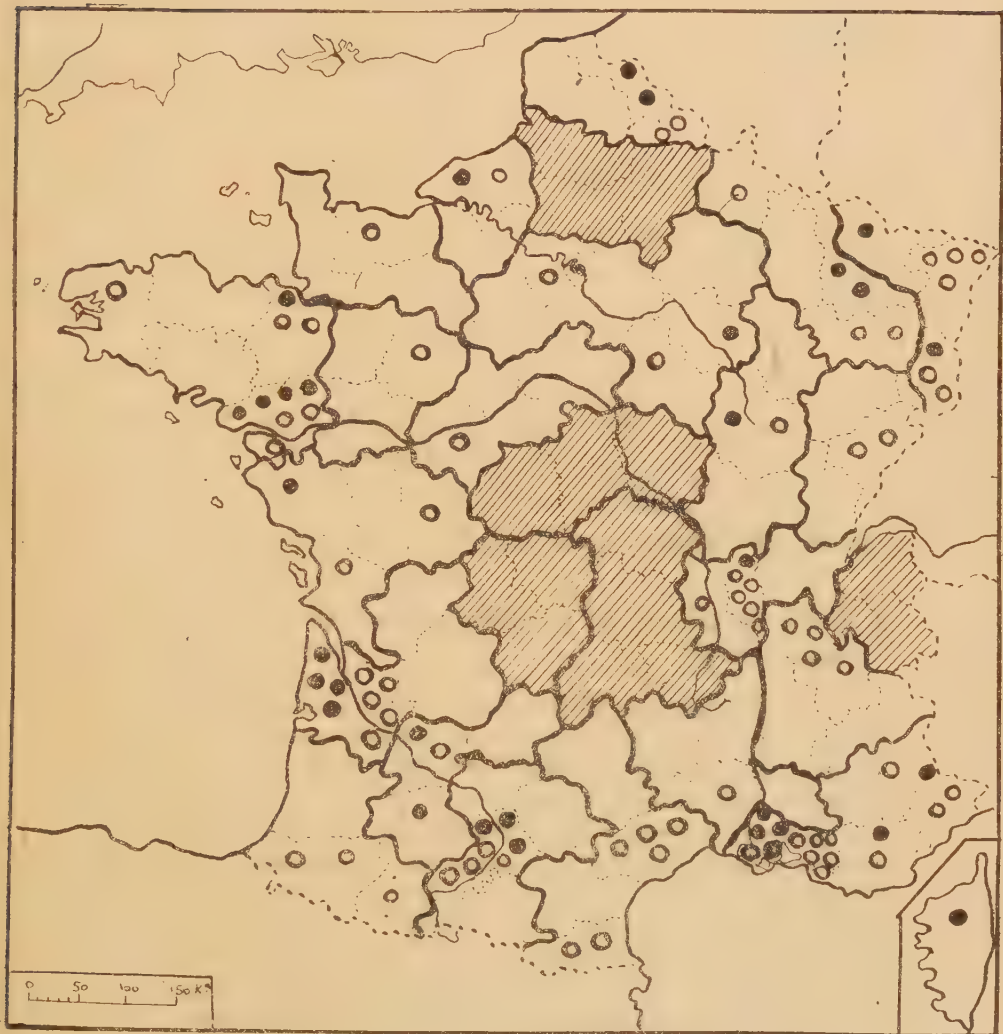
Le nombre total des avocates en 1928-29 était de 332, se décomposant en : 109 avocates inscrites au Tableau et 223 inscrites au stage.

La carte géographique ci-contre indique la répartition des avocates en France, dans les colonies et pays de protectorat en 1928-29. Les Cours d'Appel d'Amiens, de Bourges, de Chambéry, de Limoges et de Riom n'en comptaient pas à cette date (1).

(1) Nous devons signaler qu'en 1930-31, les Cours d'Appel d'Amiens et de Riom comptaient des avocates. Deux femmes étaient inscrites au stage à la Cour d'Appel d'Amiens, une au Tribunal d'Aurillac.

TABLEAU XXXIX

FRANCE. — Carte représentative des avocates inscrites au Tableau
et au stage pendant l'année judiciaire 1928-1929



● Avocates inscrites au Tableau. — ○ Avocates inscrites au stage.
Cours d'Appel qui ne comptent pas d'avocates.



Tableau

Stage

Rapport des effectifs des avocates inscrites au Tableau et au stage

TABLEAU XL

ALGÉRIE, TUNISIE, MAROC. — Carte représentative des avocates inscrites au Tableau et au stage pendant l'année judiciaire 1928-1929



● Avocates inscrites au Tableau. — ○ Avocates inscrites au stage

2° Etude statistique des avocates inscrites au stage et au Tableau à Paris.

Dès le 5 décembre 1900, lendemain de la promulgation de la loi, une femme, candidate à la profession d'avocat, prêta serment devant la Cour d'Appel de Paris. *La Fronde* (1) relate en détail cette cérémonie. Nous publions ce récit *in extenso* : « Il y avait à peine vingt-quatre heures que la loi, ouvrant aux femmes l'accès du barreau, était promulguée, que déjà une jeune avocate inscrite depuis quelques jours, se présentait pour prêter serment. Est-il besoin de dire que cette cérémonie, annoncée hier matin par quelques journaux, avait attiré à la première Chambre de la Cour d'Appel une affluence considérable. Peu de public, il est vrai, mais un nombre considérable d'avocats, d'avoués, de clercs et d'huissiers, tout le

(1) *La Fronde*, 6 déc. 1900. J. B. *La première femme avocate*.

personnel du Palais, en un mot, qui tenait à assister à cette prestation de serment sensationnelle.

« Mme Petit, qui est née à Kiew, a fait lorsqu'elle était encore Mlle Balachowsky de brillantes études à l'Ecole de Droit où elle a laissé d'excellents souvenirs; elle est licenciée en droit et prépare actuellement son doctorat. Elle a épousé depuis peu M. Petit, un avocat fort distingué du barreau de Paris, attaché au cabinet du Ministre du Commerce. A onze heures et demie, Mme Petit est arrivée au Palais, accompagnée de son mari, et tous deux se sont aussitôt rendus au vestiaire Waltz, où chacun a revêtu sa robe. Dans les couloirs qui vont du vestiaire à la première Chambre de la Cour, une haie de curieux s'était formée qui désiraient ardemment voir de quelle manière la nouvelle confrère accommoderait au costume féminin la robe d'avocat. Mme Petit s'en est fort bien tirée; sa toge est un sorte d'ample sarreau, légèrement ajusté à la taille et retenu sur les épaules par quelques fronces qui sont du meilleur effet; le col de satin blanc, le rabat, les grandes manches flottantes complétaient un ensemble qui, sans être des plus gracieux, est du moins fort supportable.

« Certes, il ne faudra pas que les femmes comptent sur ce costume pour faire valoir leur beauté, mais en l'espèce — comme on dit au Palais — cela n'a aucune importance. D'ailleurs, je dois l'avouer humblement, j'espérais beaucoup que l'entrée au barreau de l'élément féminin, contribuerait à la suppression pour tout le monde de ce déguisement ridicule qu'on impose aux avocats. Il n'en est malheureusement rien; les femmes au lieu de combattre « la robe » l'adaptent à leur costume : tant pis!

« Mme Petit porte la toge avec une certaine crânerie, mais sans ostentation; lorsqu'elle est sortie du vestiaire, avec sa toque sur la tête, elle a paru légèrement troublée de la curiosité dont elle était l'objet et en arrivant à la porte de la première Chambre, elle s'est hâtée de se découvrir, heureuse, sans doute, de se débarrasser de cette coiffure qui devait la gêner un peu.

« La nouvelle avocate est allée s'asseoir au premier banc des avocats, à côté du siège du ministère public. Elle a pris place entre son mari et M. Maurice Bernard, et elle a attendu patiemment l'arrivée de la Cour qui n'a fait son entrée qu'à midi vingt-cinq.

« Toutes les personnes massées dans la salle se bousculaient et s'étouffaient pour apercevoir la jeune femme que sa petite taille dérobaît un peu aux regards indiscrets.

« Enfin, voici M. le premier Président Forichon accompagné de ses assesseurs. L'audience est ouverte et trois magistrats prêtent serment; puis M^e Devin, bâtonnier de l'Ordre des avocats, s'avance à la barre et, saluant le tribunal, déclare qu'il a l'honneur de prier la Cour d'admettre au serment d'avocat dix-sept licenciés en droit dont il énumère les noms, parmi lesquels figure celui de Mme Balachowsky-Petit.

« M. Frogéy, greffier, donne alors lecture de la formule sacramentelle qui est, comme chacun le sait, ainsi conçue : « Je jure de ne rien dire ou publier comme défenseur ou conseil, de contraire aux lois, aux règlements, aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'Etat et à la paix publique, et de ne jamais m'écarter du respect dû aux tribunaux et aux autorités publiques ».

« Les stagiaires s'avancent l'un après l'autre pour prêter serment; quand vint le tour de Mme Petit, on aperçoit du fond de la salle une petite main chargée de bagues qui se lève et on entend une voix douce qui dit : « Je le jure ».

« Dès que la prestation de serment est terminée, les nombreux avocats présents dans la salle se sont hâtés de se retirer dans le vestibule pour assister à la sortie de Mme Petit qui est restée pendant quelques instants encore assise à son banc.

« Enfin, au bout de dix minutes, la nouvelle avocate sort, tenant cette fois sa toque à la main. Toujours escortée de son mari, elle traverse le flot des curieux qui la dévisagent indistinctement; quelques personnes disent : « C'est Mlle Chauvin ».

« Dans le public, et même au Palais, on s'attendait en effet à ce que Mlle Chauvin fût la première femme qui profitât de la loi nouvelle, et l'inscription de Mme Petit a été pour beaucoup une surprise. »

Le Conseil de discipline de l'Ordre des Avocats admit officiellement au stage Mme Balachowsky-Petit dans sa séance du 19 décembre 1900. Le rapport qui la concerne a été rédigé par M^r G. Deloison, auprès duquel la jeune candidate avait justifié de son honorabilité et de son indépendance.

Mlle Chauvin prêta serment le 19 décembre 1900 : « Elle put donc enfin revêtir la robe professionnelle pour la formalité

préliminaire de la prestation de serment. Cette robe, elle l'a voulu sérieuse, « à l'ordonnance », ne concédant à la coquetterie féminine qu'un léger soupçon de manchettes de dentelle blanche » (1). Mlle Chauvin prononça sa première plaidoirie devant le Tribunal civil de Château-Thierry en février 1901.

L'initiative hardie pour l'époque de ces deux jeunes femmes provoqua de nombreux commentaires dans les journaux et les revues, mais cette curiosité ne tarda pas à s'émousser.

Le barreau de Paris compta pendant quelques années deux avocates. A partir de 1906-07, le chiffre de ses recrues augmenta : deux nouvelles stagiaires venaient de se faire inscrire : Mlle Mille (devenue Mme Mille-Aubié, décédée en 1918) et Mme Bénézech. Pendant l'année judiciaire 1907-08, quatre femmes prêtèrent serment, parmi lesquelles Mme Maria Vérone et Mlle Agathe Dyvrande (actuellement Mme Dyvrande-Thévenin). « C'était presque une invasion, écrit M^e Maria Vérone, d'autant que nous paraissions bien décidées à ne pas nous contenter d'un titre, mais à exercer véritablement la profession. Un grand nombre d'avocats crièrent presque au scandale lorsqu'ils apprirent que Mlle Miropolsky devait prendre la parole à la Conférence du stage et que j'allais plaider aux Assises. Nous ne fûmes dévorées ni l'une ni l'autre, et pourtant ! » (2).

Depuis cette époque-là, le nombre des avocates ne cessa de s'accroître. Elles étaient 8 au Tableau et 16 au stage en 1913-14 (3). « Bien que nous soyons peu nombreuses au Palais, disait en septembre 1913 Mme Mille-Aubié, alors présidente du *Groupe amical des Avocates de France*, nous commençons à nous y sentir un peu « chez nous ». Nous n'avons plus à souffrir, en effet, de la part du public et des confrères, de cette curiosité gênante que provoquait notre passage dans les couloirs, il y a quelques années. Les Anglaises qui viennent en touristes dans la salle des Pas-Perdus, ne tournent plus

(1) *L'Illustration*, 22 déc. 1900, p. 404. V. aussi p. 393, dessin de A. Sabattier, *Au Palais, le serment d'avocat de Mlle J. Chauvin*.

(2) *L'Œuvre*, 2 déc. 1925, M. Vérone, *Le 25^e anniversaire des avocates*.

(3) En 1913-14, les femmes avocats constituaient le 1/195 du nombre total des avocats inscrits au Tableau (1.562) et le 1/57 du nombre total des stagiaires (923).

autour de nous; elles cessent de nous considérer comme des monuments historiques » (1).

De nouvelles prestations de serment féminines eurent lieu pendant la période des hostilités. Du début de la guerre à l'armistice, on en compta 29, et le nombre des femmes nouvellement inscrites fut proportionnellement plus grand que celui des hommes. A partir de l'année judiciaire 1917-18, on observe une augmentation sensible des avocates inscrites au stage, elles étaient 33 en 1917-18 contre 19 l'année précédente. Le chiffre des avocates inscrites au Tableau crût surtout depuis 1923-24. Il est à remarquer que l'effectif des avocates figurant au Tableau et au stage du barreau de Paris, beaucoup plus important que celui des avocates exerçant en province et celui des avocates pratiquant dans les colonies, imprime le mouvement général des courbes représentatives de l'ensemble des femmes avocats (voir Tableau XXXVIII).

A la séance de rentrée de la Conférence du stage du barreau de Paris, le 4 décembre 1926, M. le bâtonnier Aubépin prononça ces paroles qui rendaient justice au labeur persévérant et efficace des avocates : « Les femmes ont pris leur place au barreau ; elles l'y occupent dignement et utilement » (2).

Pendant l'année judiciaire 1928-29, l'ensemble des femmes inscrites au barreau de Paris comprenait 65 avocates au Tableau et 146 au stage. Si nous comparons ces chiffres à ceux de l'année 1913-14, qui sont respectivement de 8 et de 16, nous constatons que le nombre des avocates se trouve multiplié par les coefficients 8 pour celles qui sont inscrites au Tableau et 9 pour celles qui sont inscrites au stage (3). Malgré les attaques des journalistes, leur cohorte est loin de « se réduire d'heure en heure comme se volatilisent, aux premières caresses du soleil, les brumes attardées de la nuit... » (4).

(1) V. A. Gayraud, *Les jeunes filles d'aujourd'hui*, p. 217.

(2) *La Gazette du Palais*, 4 déc. 1926, *Discours de M. le bâtonnier Aubépin*.

(3) En 1928-29, les femmes avocats constituaient le 1/25 du nombre total des avocats inscrits au Tableau (1.639) et le 1/5 du nombre total des stagiaires (748). V. pour l'année 1913-14, p. 357, note 3.

(4) *La Liberté*, 4 fév. 1928.

Au début de l'année 1931, le barreau de Paris comptait un total de 222 avocates, soit 108 au Tableau et 114 au stage. Il y a lieu de signaler

Et les avocates remportent des succès au barreau. En 1922, pour la première fois, une femme, M^e J. Rospars, aux applaudissements de tous ses confrères, fut nommée secrétaire de la Conférence (1). Son cas ne resta pas isolé. En 1923-24, M^e L. Tinayre ; en 1925-26, M^{es} J. Veillier (2) et S. Blum ; en 1926-27, M^e A. Dunand-Pivot ; en 1928-29, M^e M. Jacobson ; en 1929-30, M^e A. Carré, eurent l'honneur de faire partie des douze secrétaires encadrant le Bâtonnier à chaque Conférence du stage (3).

3° *Etude statistique des avocates inscrites au stage et au Tableau en province.*

C'est en 1902-03, que la première femme, en province, prêta serment : Mlle Dilhan (4) se fit inscrire au barreau de Toulouse, le 13 juillet 1903, et y obtint de nombreux succès. Elle fut la première avocate de France qui plaida devant un jury. Jeune stagiaire, elle compta un acquittement sensationnel remporté devant la Cour d'Assises de l'Isère à Grenoble : celui d'une féministe, Arria Ly, qui avait tué un médecin qu'elle accusait d'avoir mal soigné son père. A Toulouse, quelques mois plus tard, elle plaidait aux Assises pour une belle-mère

une augmentation du nombre des avocates inscrites au Tableau et une diminution de l'effectif des stagiaires : 114 contre 146 en 1928-29. Cette diminution provient de la nouvelle réglementation du stage. (V. lettres-circulaires du 15 nov. 1929, du 9 déc. 1930 et le décret du 15 nov. 1930). La même remarque est à faire pour les stagiaires du sexe masculin (466 contre 602 en 1928-29).

(1) V. *La Française*, 29 juillet 1922, O. Simon, *Jeanne Rospars, première avocate secrétaire de la Conférence.*

Sous la présidence du Bâtonnier, assisté des douze secrétaires en exercice, la Conférence du stage se réunit une ou deux fois par semaine. Chaque secrétaire, à tour de rôle, propose un sujet que les avocats stagiaires sont invités à discuter contradictoirement. Les avocats qui ont prononcé les douze meilleurs discours sont nommés secrétaires pour l'année suivante.

(2) Mlle Veillier fut nommée *deuxième secrétaire* de la Conférence ; l'usage veut que le premier et le deuxième secrétaires de la Conférence fassent à la rentrée de la Conférence du stage un discours. Le discours de Mlle Veillier eut pour titre « Une politique d'idéal au xx^e siècle », et c'est de Mahâtma Gandhi qu'elle parla. (V. *La Française*, 11 déc. 1926.)

(3) Mlle J. Lefèvre a été nommée secrétaire de la Conférence pour l'année 1930-31.

(4) V. *Gazette du Palais*, 7 mars 1929, Mlle M. Dilhan, 25 ans de Palais.

coupable d'avoir tué son gendre. Peu de temps après, devant la Cour d'Assises de Lot-et-Garonne, elle présenta la défense d'Ordy qui avait tenté d'assassiner un avoué de Toulouse et « haut la main, fit acquitter son client » (1).

En 1904-05, Mlle Quillon se fit inscrire au barreau de Perpignan. L'année suivante, Mlle M. Isnard, le 5 mars 1906, prêta serment devant la Cour d'Appel de Nîmes et prit rang parmi les avocats du Tribunal d'Avignon (2).

En province, pendant longtemps, le nombre des avocates ne fut pas très élevé; en 1914-15, il n'en existait encore que 9 (4 au Tableau et 5 au stage). En 1928-29, il s'en trouvait 101 (31 au Tableau et 70 au stage).

L'effectif des stagiaires s'accrut jusqu'en 1917-18 inclusivement (8). Il diminua ensuite jusqu'en 1919-20 (6). De 1920-21 à 1928-29 inclusivement, il augmenta avec rapidité, sauf en 1927-28 où il compta une unité en moins.

Excepté pendant les années judiciaires 1904-05, 1905-06, 1906-07, le nombre des stagiaires des barreaux de province fut toujours inférieur à celui des stagiaires du barreau de Paris. En 1928-29, le chiffre des avocates stagiaires, en province, était de 70. A Paris, durant cette année, il s'élevait à 146. Les stagiaires se trouvaient deux fois moins nombreuses en province qu'à Paris.

L'accroissement de l'effectif des avocates inscrites au Tableau se fit plus lentement que celui des stagiaires. De 1908-09 à 1910-11 inclusivement, il en était mentionné 3. Au barreau de Paris, pendant le même laps de temps, il n'y en avait que 2. De 1911-12 à 1917-18 inclusivement, le chiffre des avocates figurant au Tableau dans les barreaux de province était inférieur à celui des avocates du barreau de Paris. En 1918-19 et 1919-20, leurs nombres coïncidaient; mais pendant les années qui suivirent, l'augmentation de l'effectif des avocates fut moins sensible en province qu'à Paris. En 1928-29, leurs chiffres respectifs s'élevaient à 31 et à 65. De même que les stagiaires, les avocates inscrites au Tableau en province étaient

(1) *L'Echo du Lot-et-Garonne*, 13 nov. et 20 nov. 1904.

(2) En 1911, elle se fit inscrire au barreau de Marseille et la situation qu'elle s'acquît dans la deuxième ville de France réalisa toutes les espérances de ses débuts. En 1924, la mort mit fin à cette brillante carrière.

deux fois moins nombreuses que leurs confrères féminins de la capitale.

La Conférence du stage n'existe que dans les grands barreaux de province. A la Cour d'Appel de Bordeaux, M^e M. Cormier eut l'honneur d'être la première femme secrétaire de la Conférence en France. Elle fut nommée secrétaire pour l'année 1920-21. M^e A. Combes, du même barreau, devint secrétaire pour l'année 1922-23.

A la Cour d'Appel de Caen, M^e O. Béquignon fut lauréate du stage en 1928-29 (1).

4° *Etude statistique des avocates inscrites au stage et au Tableau dans les Colonies.*

Dans les colonies, auxquelles il faut joindre les pays de protectorat, il y a lieu de distinguer : 1° Les pays où l'on trouve une assimilation complète ou à peu près avec les barreaux de la métropole et dans lesquels les femmes peuvent exercer la profession d'avocat ; 2° Ceux qui sont soumis à un régime législatif différent, et où, d'après leur organisation actuelle, il serait interdit aux femmes de pratiquer.¹

Premier groupe. — Algérie, Tunisie, Maroc, Guadeloupe, Martinique, La Réunion.

Les Cours d'Appel d'Alger et de Rabat, ainsi que quelques tribunaux de leur ressort, sont les seules de ce groupe à compter des avocates. Au barreau d'Alger, pour la première fois, en 1907-08, une femme se fit inscrire.

Les courbes représentatives du nombre total des avocates au Tableau et au stage à ces barreaux présentent quelques interruptions.

En 1928-29, l'effectif total des avocates de ces Cours d'Appel s'élevait à 20 (13 au Tableau et 7 au stage). « Elles y tiennent admirablement leur place, plaidant au Palais, et le fréquentant... jusqu'au jour de leur mariage ! » nous a écrit M^e Jérôme Bodoy, bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Tunis.

2 groupe. — Afrique équatoriale française, Guyane, Sénégal, Tonkin, Nouvelle-Calédonie, Inde, Cochinchine, Madagascar.

(1) Nous ne possédons pas la liste des avocates secrétaires de la Conférence des autres grands barreaux.

Ces colonies présentent, quant à leurs corporations d'avocats, « une physionomie particulière et plutôt mixte. Les plaideurs s'en remettent aux soins d'un seul et unique auxiliaire qui, tout à la fois, plaide et les représente et s'appelle, suivant les colonies, avocat-défenseur ou conseil-commissionné » (1). L'avocat cumule la postulation et la plaidoirie. La femme qui se trouve encore écartée de l'office d'avoué est incapable d'exercer la profession d'avocat dans ce groupe de colonies.

5° Groupements corporatifs fondés par les femmes avocats.

Au point de vue corporatif, il s'est fondé en 1912, à Paris, le *Groupement amical des Avocates de France*, qui reprit sa vie active à la fin de 1922. « Le groupement a pour but de favoriser les relations amicales entre les avocates, d'accueillir les nouvelles venues, de les éclairer et de les aider dans les premières difficultés professionnelles. » En 1930, la présidente du Groupement était Mme Agathe Dyvrande-Thévenin.

Le 13 juillet 1928, un comité provisoire fut créé par quelques avocates au Palais de Justice en vue de la formation d'une Union internationale qui devait grouper les femmes diplômées en droit de tous les pays du monde dans un double but de solidarité féminine et d'entraide professionnelle. *La Fédération internationale des femmes magistrats, avocats ou qui exercent une autre carrière juridique* a été définitivement constituée le 3 novembre 1929, à Paris. Les 3 et 4 novembre, se tint au Musée social le Congrès constitutif de la nouvelle Fédération. Dix-neuf pays, parmi lesquels l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Suisse, l'Angleterre et la Pologne, étaient représentés. « L'objet de cet important groupement, écrit sa secrétaire, M^{me} Marcelle Kræmer-Bach, est d'établir entre tous ses membres des liens d'amitié et de solidarité effective, de leur faciliter l'accès à toutes les carrières juridiques, d'améliorer leur situation au point de vue professionnel, d'étudier les lois qui intéressent particulièrement les femmes et de contribuer à répandre l'idée de paix dans le monde.

« C'est, on le voit, une entreprise de vaste envergure, qu'inspire un double souci intellectuel et social. Elle se propose de

(1) V. *Bulletin des avocats inscrits aux barreaux de France, des colonies et des pays de protectorat*, oct. 1925.

collaborer avec les autres associations internationales féminines et les autres associations internationales de droit » (1).

Le siège de la Fédération a été fixé à Paris. Le Bureau, en 1930, comprenait : Mme A. Dyvrande-Thévenin, présidente (France); Mmes Campoamor (Espagne); Berent (Allemagne), vice-présidentes ; Mme Kræmer-Bach, secrétaire générale ; Mlle Kalista, trésorière (Pologne).

Citons aussi comme groupement : l'*Association des femmes juristes*, dont la présidente-fondatrice est Mme Suzanne Grinberg. Créée en 1928, rattachée à une vaste organisation similaire aux Etats-Unis, l'Association a pour but « de développer entre des femmes de même formation et de même culture, bien qu'exerçant des professions parfois différentes, des sentiments de solidarité et d'entr'aide et de créer entre elles l'esprit de fraternité » (2).

L'*Union nationale des Avocates françaises* vient de se créer (en 1930), dans un but d'entr'aide professionnelle. La présidente est Mme Maria Vérone.

III. — La femme avocat dans l'exercice de sa profession

Ainsi que la carrière médicale, la profession d'avocat demande une santé robuste et une résistance nerveuse que bien peu de femmes possèdent. Lors de la discussion de la proposition de loi Viviani au Sénat, M. Gourju émettait ce funeste présage que les femmes avocats mourraient de faim, sinon de fatigue. Les faits sont venus heureusement contredire ce fâcheux augure. Quelques esprits, moins pessimistes, redoutent cependant « les fatigues et les déceptions d'un joug professionnel trop lourd peut-être pour leurs délicates épaules ! » (3) Il faut rester debout des heures, des après-midi entières parfois, dans les atmosphères surchauffées des salles

(1) *La Française*, 9 nov. 1929, Mme Kræmer-Bach, *Fédération internationale des femmes avocats*. — V. aussi *La Française*, 14 déc. 1929, Mme Kræmer-Bach, *Un nouvel effort international*.

(2) *La Française*, 11 février 1928.

(3) *Revue de France*, 1925, Henri-Robert, *La vie courante. Hier et aujourd'hui, L'avocate*, p. 383-384.

d'audience, l'esprit tendu (car la profession réclame une compréhension nette), la répartie vive et le sang-froid nécessaire pour n'avoir à la barre ni défaillance, ni nervosité. La plaidoirie « demande une dépense d'énergie et une tension aussi grande qu'un dur assaut d'escrime » (1). Elle exige non seulement de la clarté dans sa composition, mais encore sa valeur sera rehaussée par l'articulation. Lire à haute voix est un effort épuisant. « Parler et seulement savoir poser et conduire sa voix est le plus difficile et le plus passionnant de tous les sports (2) ». Une certaine autorité est nécessaire aussi pour retenir l'attention et convaincre les juges ou le jury afin d'obtenir pour sa cause une décision favorable.

A ces qualités physiques, intellectuelles et morales, il est indispensable d'ajouter, pour réussir, une discipline sévère et un travail régulier : le matin, ce sont les consultations et la réception des clients, les visites aux prisons et aux sièges des œuvres de relèvement de l'enfance coupable. Dès midi, il faut être au Palais pour répondre à l'appel des causes civiles, les jours où elles doivent être plaidées. Puis, ce sont les stations dans les différents services du Parquet pour examiner les dossiers, pour prêter assistance aux prévenus chez le juge d'instruction. A la bibliothèque, ce sont les recherches de jurisprudence en vue de l'étude d'une affaire. « L'avocat, dit La Bruyère, se délasse d'un long discours par de plus longs écrits, il ne fait que changer de travaux et de fatigues » (3). Un avocat illustre disait d'une façon humoristique, en parlant de la profession : « Elle est terrible; tant qu'on n'est pas arrivé, c'est un chien de métier, mais dès qu'on est arrivé, c'est un métier de chien » (4). Enfin la jeune avocate qui désire se créer une clientèle devra, pendant quelques années, se priver de vacances, car, c'est à ce moment-là qu'elle pourra commencer à voir venir vers elle un certain nombre de clients.

Pécuniairement, la profession rapporte peu à ses débuts. C'est sur la scène que M^e Colette Bolbec, après quelques années d'exercice seulement, a des consultations qui lui sont payées

(1) *Revue de France*, 1925, Henri-Robert, *art. cit.*

(2) *Id.*

(3) La Bruyère, *Les caractères*, ch. XV. *De la chaire.*

(4) M. le bâtonnier Bourdillon, *La conscience professionnelle : Le Barreau*, p. 27.

deux cents francs! (1) et se fait trois cent mille francs d'honnaires par an!! (2). Le barreau décourage parfois les hommes par le petit nombre de causes qui leur sont offertes; il ne décourage que rarement les femmes. Elles savent attendre; elles accordent d'ailleurs moins d'importance à l'argent qu'à l'honneur d'exercer une profession noble entre toutes, qui exige d'elles de grandes qualités d'esprit et de conscience. Le succès est parfois lent : qu'importe!... La carrière d'avocat demande plus que tout autre la vocation, un ardent désir de soulager les détresses morales, une grande foi en l'avenir :

« *C'est une œuvre de choix qui veut beaucoup d'amour* », selon l'expression de Verlaine.

« Elle est, cette profession, sérieuse et grave, a dit M. le bâtonnier Aubépin; elle est — pour ceux qui la comprennent et sont dignes de l'exercer, une manière de sacerdoce » (3).

Mlle Chauvin fit ses débuts au Palais au milieu d'une hostilité générale. Les uns raillèrent silencieusement, les autres manifestèrent une indignation non voilée. « Ils croyaient que la dignité de l'Ordre tout entier était compromise par l'arrivée de cette jeune femme d'allure pourtant si réservée sous la robe » (4). Le public fut long à convaincre. Une femme plaquant aux Assises, en 1908! On cria au scandale. « Des confrères qui m'assuraient de leurs bonnes intentions — naturellement! — raconte M^e Maria Vérone, m'engagèrent vivement à refuser l'honneur que me faisaient deux inculpés politiques — un homme et une femme — en me choisissant comme défenseur. Je résistai, mais je ne me doutais guère de la manifestation qui se préparait. Au moment où tremblante, mais résolue, je me levai pour prononcer ma première plaidoirie d'assises, un « ah! » ironique et prolongé salua la femme assez audacieuse pour tenter une aussi redoutable épreuve.

« Tout paraissait être contre moi : la présence à la barre d'avocats plus anciens et déjà réputés, l'attitude de mes clients

(1) G. Berr et L. Verneuil, *Maître Bolbec et son mari. Petite Illustration. Théâtre* 1927, p. 9.

(2) *Id.*, p. 24.

(3) *Gazette du Palais*, 4 déc. 1926, *Séance solennelle d'ouverture de la Conférence des Avocats à la Cour d'Appel*.

(4) *Les échos parisiens*, 10 déc. 1925, A. Dyvrande-Thévenin, *En passant Galerie Marchande, Mlle J. Chauvin*.

qui, loin de manifester aucun regret, revendiquaient hautement la responsabilité de leurs actes, enfin la sévérité du Président qui me menaça de suspension si je me permettais de critiquer le Gouvernement. Je parvins toutefois à gagner la confiance de la Cour et du jury, qui surent se montrer indulgents : ma cliente fut acquittée, mon client fut le moins sévèrement condamné de toute la bande.

« Je dus renouveler plusieurs fois l'expérience avant de convaincre quelques-unes de mes consœurs qu'elles pouvaient à leur tour affronter sans danger la barre de la Cour d'Assises. » (1).

Au dixième Congrès international des Œuvres et Institutions féminines (1913), Mlle Dyvrande, avocat à la Cour de Paris, rapportait que « dans l'opinion publique, l'avocate ne jouissait pas encore du même prestige que l'avocat. C'était à elle à forcer cette opinion et elle comptait bien y parvenir » (2).

A la même époque, Mme Mille-Aubié, du même barreau, faisait la communication suivante : « On s'imagine volontiers que la clientèle d'une avocate est exclusivement féminine et se compose uniquement de divorces et de garde d'enfants. Les divorces ? Il faut bien mal connaître la majorité des plaideuses pour supposer qu'elles préfèrent confier leurs intérêts à une femme ; ce n'est guère que dans le peuple que la confiance est la même envers les deux sexes. S'il nous faut un exemple, je puis vous assurer que, pour mon compte, je connais relativement peu ce genre de procès ; j'ai surtout l'occasion de plaider, cela va peut-être vous surprendre, des affaires commerciales, marques de fabrique, spécialités pharmaceutiques, et cela m'intéresse de plus en plus... Les juges nous écoutent à peu près comme ils écouteront nos confrères masculins. Enfin, nous pouvons maintenant choisir nous aussi un « patron » parmi les grands maîtres du barreau, si nous ambitionnons d'étudier rapidement des affaires intéressantes, ou plus simplement à bien apprendre notre métier » (3).

Avant la guerre, en province, une femme avocat était regardée presque comme un phénomène, nous dit Mme Douet de la Villefromoy, du barreau de Saint-Malo.

(1) *L'Œuvre*, 2 déc. 1925, Maria Vérone, *Le 25^e anniversaire des avocates*.

(2) *Congrès international*, 1913, *Rapport de Mlle Dyvrande*, p. 397.

(3) A. Gayraud, *ouvr. cit.*, p. 217-218.

Aujourd'hui, dans la plupart des Tribunaux, l'hostilité que la magistrature manifestait envers les premières avocates s'est peu à peu dissipée devant leur labeur sérieux et opiniâtre. Les avocats aussi considèrent de plus en plus leurs confrères féminins comme des travailleuses. « J'incline à penser qu'il y a, dit M^e Maurice Garçon, dans l'envahissement du Palais par les femmes, beaucoup plus de prévoyance que de snobisme. On doit reconnaître, d'ailleurs, que la plupart des avocates gagnent leur vie. Cela prouve qu'elles se débrouillent et font des efforts pour atteindre un résultat. Elles ne parquent pas. Elles travaillent. Il faut le dire » (1).

Actuellement à Paris, et dans la majorité des villes de province, les clients des deux sexes s'adressent aussi bien aux avocates qu'aux avocats. De même que pour les femmes médecins, l'ancien préjugé antiféministe n'existe plus que de mémoire seulement. C'est avec beaucoup de peine que les premières inscrites le firent disparaître. « Quand j'ai commencé à plaider, dit Mme Grinberg, les hommes n'avaient pas confiance en notre valeur professionnelle. Maintenant, nous avons plus de dossiers d'hommes que de femmes » (2). De même que les femmes viennent chercher un soulagement à leurs misères physiques près d'une doctoresse, de même elles aspirent à trouver un réconfort à leur détresse morale auprès de l'avocate. Ainsi le constate M^e A. Dyvrande-Thévenin, présidente du *Groupe amical des Avocates de France* : « Beaucoup de clientes s'adressent à nous de préférence à un avocat, non par désir d'être mieux défendues, ce qui serait une erreur, mais parce que dans les questions de divorce, de séparation de corps, de garde des enfants surtout, elles livrent plus facilement leurs confidences à celle qui, étant de leur sexe, leur apparaît non seulement comme un appui légal, mais comme une alliée » (3).

À l'Assistance judiciaire, les femmes s'adonnent avec dévouement à tout ce qui concerne l'enfance coupable, d'autres participent avec foi et avec une charité inépuisable au relève-

(1) *Le Matin*, 27 mars 1930, G. Ferré, *La femme française d'après-guerre. Les avocates*.

(2) *Excelsior*, 2 déc. 1925.

(3) *Le Gaulois*, 2 déc. 1925, *Trois avis d'avocates sur la profession d'avocat*. — II. Mme Dyvrande-Thévenin.

ment des femmes de Saint-Lazare. « A chute ou tristesse de femme, ne faut-il pas pour relever et consoler aide et cœur de femme? » (1) Les avocates ont conscience du devoir humain et philanthropique qu'elles remplissent dans ces causes féminines demandant leur délicatesse et leur sensibilité. Nous connaissons une jeune avocate qui, à peine remise de la naissance de son quatrième enfant, vint au Palais plaider une affaire qu'elle avait prise à cœur : il s'agissait d'une reconnaissance d'enfant naturel.

Les avocates ne plaident pas seulement devant le Tribunal des enfants : on les trouve devant toutes les juridictions : au civil, au correctionnel, au Tribunal de Commerce, dans les Justices de Paix, au Conseil de Guerre, à la Cour d'Assises. Parmi celles qui plaidèrent devant le jury, Mme Sonia Ehrlich, l'avocate de Zingzuck, le bandit polonais, ne parvint pas à obtenir la clémence du chef de l'Etat en faveur de ce misérable et prêta assistance à ce farouche criminel jusqu'au pied de l'échafaud (2).

Quelques avocates sont collaboratrices d'hommes politiques ou de grands avocats; d'autres font partie de comités techniques. Certaines d'entre elles sont spécialisées dans la procédure.

Telle est la situation à Paris et dans de nombreux barreaux de province. Quelques régions cependant ne sont pas encore faites à l'idée de la femme avocat. Ainsi en est-il d'une partie de la Bretagne, où le sexe féminin, d'après l'une de ses représentantes au barreau, aura certainement de la peine à se créer une situation vraiment rémunératrice. Dans le Nord, une avocate de ce département constate que l'état d'esprit du monde des affaires, de la magistrature et même du barreau n'est pas accueillant, à de rares exceptions près, pour la femme avocat et ne se débarrasse que lentement de ses préjugés routiniers. Dans une ville de l'Ouest, siège d'une Cour d'Appel, une stagiaire n'a même pas pu obtenir de pouvoir travailler comme secrétaire d'un avocat, tout au plus lui fut-il permis d'être clerc amateur chez un avoué du Tribunal.

(1) M. Renaudin, *Les conditions de la vie moderne au barreau*, p. 25.

(2) *La Française*, 28 avril 1928, *En face de la guillotine*.

Les femmes avocats jouissent des mêmes prérogatives que leurs confrères masculins. Une seule restriction porte sur l'exercice des fonctions de magistrat. Les avocats hommes peuvent à titre de suppléants faire fonction de magistrat, les femmes ne le peuvent pas. « Si ce n'est pas là matériellement un dommage grave, c'en est un au point de vue de la situation morale de la femme au Palais » (1).

Les femmes avocats inscrites au Tableau peuvent prendre part au scrutin pour l'élection des membres du Conseil de l'Ordre. Elles sont éligibles aux mêmes conditions que leurs confrères de l'autre sexe. A notre connaissance, une seule avocate, jusqu'à présent, a été membre du Conseil de l'Ordre : Mme Juliette Zerah, avocat au barreau de Tunis. Elle fut membre du Conseil de l'Ordre sous le Bâtonnat de M^e Pietra(2).

Les avocates participent également à l'élection du Bâtonnier. L'avenir nous montrera-t-il des femmes « Bâtonniers » ? Aucun texte ne s'y oppose.

La femme mariée et l'autorisation maritale.

Une femme mariée, demandant son admission au stage, doit-elle joindre aux pièces exigées par le Conseil de l'Ordre (diplôme de licenciée en droit, pièces justificatives établissant sa qualité de Française et son état civil, extrait du casier judiciaire (3)) la production d'un acte d'autorisation maritale ? La loi du 1^{er} décembre 1900, à l'inverse de la loi belge du 7 avril 1922 sur l'admission des femmes au serment d'avocat (4), est muette sur ce point.

Au cours des travaux préparatoires de la loi de 1900, la question fut soulevée, mais cette autorisation ne paraissait pas nécessaire aux rapporteurs de la loi, à M. Viviani à la Chambre, à M. Tillaye au Sénat. « L'autorisation, disaient-ils, n'est

(1) *Dixième Congrès international, 1913, Rapport de Mlle Dyvrande*, p. 367.

(2) Mme Zerah a même pris part en cette qualité aux travaux du Congrès de l'Association nationale des Avocats, il y a trois ans.

Le barreau de Tunis comprend 180 avocats et le Conseil de l'Ordre est composé de 9 Membres et du Bâtonnier. (Renseignements communiqués par M^e Jérôme Bodoy, bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Tunis).

(3) Au sujet des formalités à remplir en vue de l'admission au stage v. F. Payen et G. Duveau, *ouvr. cit.*, p. 165.

(4) V. p. 437, note 2.

en principe exigée que pour les actes de la femme qui peuvent porter atteinte à la situation morale du mari et pour ceux qui peuvent entraîner une responsabilité pécuniaire. Or, l'avocat n'accepte aucun mandat et n'encourt aucune responsabilité de ce genre. »

Mais, depuis que la loi a autorisé l'avocat à représenter son client devant certaines juridictions, la responsabilité de l'avocat mandataire peut être engagée pécuniairement. « L'autorisation du mari est donc nécessaire en principe, ce qui ne veut pas dire qu'en fait elle soit toujours demandée. Le silence du mari est parfois considéré comme une autorisation tacite » (1).

D'après l'article 223 du Code civil, cette autorisation doit être spéciale. La jurisprudence, heureusement, interprète très largement ce principe lorsqu'il s'agit d'autoriser la femme à exercer une profession : l'autorisation maritale habilite la femme une fois pour toutes à accomplir l'ensemble des actes nécessaires à l'exercice de sa profession. « Pour chacune des manifestations de son activité indépendante, dit M. Ambroise Colin, la femme n'aura pas besoin de rapporter une autorisation particulière. La solution contraire serait en effet inadmissible. Elle aboutirait à une immixtion continuelle du mari dans l'exercice de la profession, du métier de son épouse » (2).

En ce qui concerne la femme avocat, d'après M. le bâtonnier F. Payen, « on devrait se contenter de l'autorisation donnée une fois pour toutes au moment où la femme mariée demande son admission au barreau » (3).

Le mari pourrait retirer son autorisation.

Au cas où le mari serait absent, interdit, ou dans l'impossibilité de manifester son consentement, et même dans le cas où son refus serait purement vexatoire, l'autorisation pourrait être donnée par Justice.

(1) F. Payen et G. Duveau, *ouv. cit.*, p. 113.

(2) Req. 11 nov. 1907, *Dalloz, ouvr. cit.*, 1908-1-25. Note sous l'arrêt.

(3) F. Payen et G. Duveau, *id.*

Au barreau de Paris, il n'est pas d'usage lorsque la femme mariée demande son admission au stage de joindre aux pièces exigées la production d'un acte d'autorisation maritale.

III. — LA FEMME INGENIEUR (1)

I. Historique.

II. *Les femmes ingénieurs du commencement du xx^e siècle.* — I. Les femmes ingénieurs constructeurs ou exploitants. Les femmes ingénieurs d'industrie ou de manufacture. — II. Les femmes ingénieurs agronomes. Les femmes ingénieurs agricoles.

I. — Historique

La femme ingénieur, formée par les Ecoles techniques supérieures, n'existe en France que depuis une dizaine d'années seulement. C'est donc tout récemment que l'activité intellectuelle féminine s'est orientée dans cette voie. Vers 1920, apparurent les premières promotions des ingénieurs de sexe féminin sortant des Grandes Ecoles (2). Cependant au xvii^e siècle une femme fut ingénieur des mines. « Jusqu'ici, en France, dit *La Fronde*, une seule femme s'est aventurée en cette carrière plutôt masculine de l'ingénieur. Encore cet exemple est-il fort ancien. Il fut si malheureux, que nulle autre femme ne s'avisa de le suivre » (3).

Mais la légende, l'histoire nous apprennent que les siècles passés ont eu des femmes qui, sans porter le nom d'ingénieur, étaient douées de génie. Elles l'appliquèrent empiriquement à

(1) Nous renouvelons nos remerciements à Mme Graff et à Mlle Boutaricq, ingénieurs des Arts et Manufactures, qui voulurent bien nous documenter au sujet de la femme ingénieur.

(2) Quelques Ecoles comptèrent des étudiantes avant la guerre, mais exceptionnellement, alors que depuis 1920 environ, presque tous les ans, des femmes figurent dans les promotions d'ingénieurs diplômés des Grandes Ecoles et Instituts.

(3) *La Fronde*, 21 mars 1899, *Une femme ingénieur : Martine de Berteau*.

la recherche d'inventions et de découvertes et furent à la fois des agents de civilisation et de progrès (1).

D'après la tradition, quelques-unes d'entre elles se distinguèrent dans l'agriculture : la déesse Isis enseigna la culture du blé en Egypte, Cérès la propagea en Grèce et créa la charrue; Sémiramis établit des canaux d'irrigation en Assyrie et inventa le char armé de faux. Pomone, dans le Latium, démontra aux habitants la pratique de la greffe. Aristée apprit des nymphes l'art de faire cailler le lait et de le changer en fromage.

Dans l'histoire de la locomotion, il est mentionné que Sémiramis construisit des chaussées dans les terrains marécageux; qu'Isis, lasse de manier les lourdes rames de son vaisseau, dénoua le voile de sa tête, et, ayant remarqué que les vents le poussaient en le gonflant, eut l'idée de faire mettre un mât au milieu du vaisseau et d'y tendre une toile. Les quadriges enfin seraient attribués à Minerve.

En ce qui touche la confection des tissus, l'art de filer aurait été enseigné aux Chinois par la femme de l'empereur Yao, aux Hébreux par Noëma, aux Lydiens par Arachné de Sardes, aux Grecs par Pallas, aux Péruviens par Mama Oella, femme de Manco-Capac. C'est une femme de Cos, si l'on en croit Aristote, qui aurait inventé un procédé pour dévider les cocons du ver à soie et faire avec les fils obtenus des étoffes transparentes (2). Pamphila, qu'on surnomma la savante d'Epidaure, imagina, d'après Pline, le métier à tisser la soie.

Les télégraphes aériens seraient l'invention d'Adossa, femme de Ninus.

Une jeune fille de Sicione, Callirrhoé, ayant tracé sur une muraille, avec un charbon, les contours de l'ombre de son fiancé qui devait partir le lendemain pour un long voyage, aurait découvert l'art du dessin. D'après la légende enfin, Minerve créa l'architecture en Grèce.

L'histoire rapporte de même que « chez nombre de primitifs, la construction des demeures est l'affaire des femmes. Nous trouvons dans ce fait, dit E. Reclus, un argument en faveur de l'hypothèse que le premier architecte a été la fem-

(1) Les exemples qui suivent ont été empruntés au livre de A. Renaud, *Histoire nouvelle des Arts et des Sciences*.

(2) D. Bellet, *L'évolution de l'Industrie*, p. 26.

me. La femme a toujours été la gardienne et la conservatrice du feu, la mère des peuples pasteurs comme des peuples cultivateurs. Nonobstant la doctrine qui fait loi présentement, nous tenons la femme pour la créatrice de la civilisation en ses éléments primordiaux » (1).

Pendant de nombreux siècles, le génie inventif féminin ne se manifesta plus.

Au ^{xii}^e siècle, sainte Hildegarde trancha parmi les esprits ignorants de son temps. Dans son ouvrage *De physica*, elle fut la première à formuler la théorie des saisons et des marées. La célèbre abbesse mit l'esprit humain sur la voie de nombreuses découvertes modernes.

A la fin du ^{xvi}^e siècle et au commencement du ^{xvii}^e, une femme, la véritable ancêtre des ingénieurs actuelles, Martine de Bertereau, baronne de Beausoleil, acquit une réputation méritée dans la carrière des mines (2). Pendant trente ans, elle s'initia à toutes les connaissances qui se rattachent à cette profession : géométrie, mécanique, hydraulique, minéralogie, chimie; elle était versée dans l'italien, l'allemand, l'anglais, l'espagnol, et savait aussi le latin et l'hébreu. Martine de Bertereau épousa le baron de Beausoleil, et tous les deux consacrèrent leur vie à l'étude et à l'exploitation des mines. La baronne de Beausoleil fut la promotrice de plusieurs entreprises et en dirigea elle-même les travaux pendant que son mari s'occupait des recherches minéralogiques. On doit à ce ménage de savants de curieux documents sur leurs découvertes de richesses minières et de sources minérales. Plus de 150 mines furent signalées par eux.

La baronne de Beausoleil fit publier deux mémoires : *La véritable Déclaration de la découverte des mines et minières par le moyen desquels Sa Majesté et sujets se peuvent passer des pays étrangers* (3), et *La restitution de Pluton à Mgr l'éminent Cardinal de Richelieu, des mines et minières de France cachées jusqu'à présent au ventre de la terre, par le*

(1) Cité dans *La Française*, 22-sept. 1928, H. Sauret, *Le sexe qui n'invente pas*. Au sujet de la femme architecte, v. aussi G. Richard, *La femme dans l'histoire*, p. 343.

(2) V. *La Fronde*, 21 mars 1899 et A. Rebière, *Les femmes dans la science*, p. 32. et suiv.

(3) Par dame Martine de Bertereau, baronne de Beausoleil, Paris, 1632. In-4°, 12 p. Dédié à d'Effiat, surintendant des mines de France.

moyen desquels les finances de S. M. seront beaucoup plus grandes que celles de tous les princes chrestiens, et ses sujets plus heureux de tous les peuples (1). Dans ce dernier ouvrage se trouve un sonnet dédié au Cardinal de Richelieu et dont nous reproduisons le dernier tercet :

« *La France et les Français vous demandent les Mines.
« L'or, l'argent et l'azur, l'aymant, les calamines
« Sont des thrésors cachés de par l'esprit de Dieu. »*

Un an après l'envoi de son Mémoire au Cardinal, sans jugement, la baronne était arrêtée comme sorcière et enfermée à la prison d'Etat de Vincennes, et son mari subit le même sort à la Bastille.

L'accusation de sorcellerie portée contre Martine de Bertereau était une véritable calomnie. Son ouvrage portait comme sous-titre cette phrase significative : « Avec la réfutation de ceux qui croient que les mines et choses souterraines ne se peuvent trouver sans magie et sans l'aide du démon. » La savante minéralogiste n'affirmait-elle pas nettement son orthodoxie ? Mais rien n'y fit. Le baron et la baronne de Beausoleil avaient des ennemis.

Martine de Bertereau mourut à la prison vers 1643, paraît-il, et son mari en 1645. « C'est à elle, dit M. A. Rebière, que revient la gloire d'avoir donné l'éveil sur l'importance de la richesse minérale de la France, et conçu d'un coup d'œil vraiment politique, l'augmentation du crédit à l'extérieur et de la prospérité intérieure par l'exploitation de la nature souterraine » (2).

Au XVIII^e siècle, les procédés les plus neufs sont mis en pratique par quelques grandes dames pour l'exploitation de leurs domaines; elles tracent des canaux et ouvrent des mines. Le mouvement physiocratique compta des adeptes parmi le sexe féminin (3).

Pour continuer l'énumération des femmes qui firent des découvertes, citons, au XVIII^e siècle, Mlle Linné, la fille du célèbre botaniste, qui découvrit que les fleurs dégageaient de l'électricité; au XIX^e siècle, Mme Maté, qui inventa le télescope

(1) Par Martine de Bertereau, dame et baronne de Beausoleil et d'Aufenbach, 1640. In-8°, pl. d'armoiries en taille douce, vel.

(2) A. Rebière, *ouvr. cit.*, p. 32.

(3) V. L. Abensour, *Histoire générale du féminisme*, p. 163-164 (note 1).

marin que sa fille perfectionna (cet instrument permit d'examiner les avaries d'un vaisseau sans le faire entrer dans le dock); Mme Dutilleu, qui prit, en 1823, le premier brevet d'invention pour le marbre artificiel (1); Mme Wood, qui découvrit « la woodite », sorte de caoutchouc pour protéger les navires et les vaisseaux de guerre contre les projectiles, etc...

« Du 1^{er} juillet 1791 au 1^{er} octobre 1856, observait Proudhon, 54.108 brevets d'invention ont été délivrés, dont 5 ou 6 seulement à des femmes. L'homme invente, perfectionne, travaille, produit..., la femme n'a pas même inventé son fuseau et sa quenouille » (2). Boutade bien contredite par ce qui précède!

D'après une statistique française de 1894, sur 125.000 brevets, une centaine aurait été pris par des femmes. Tandis que de 1791 à 1856, on n'en comptait qu'un pour 10.000, en 1894, il s'en trouvait un pour 1.000 (3).

Mais il est à remarquer que les noms de ces savantes, qui firent des découvertes restèrent dans l'ombre, pendant que l'industrie et la science tiraient profit de leurs inventions. Ainsi le nom de Sophie Germain qui, la première, énonça la théorie de l'élasticité des métaux, dont les grandes lois furent mises en pratique pour la construction de la Tour Eiffel, ne figure pas parmi ceux des soixante-quinze savants inscrits sur un des pylônes de la Tour!

A la fin du xix^e siècle, Mme Curie fit la découverte du radium, qui devait avoir une portée mondiale et dont les applications donnèrent naissance à une thérapeutique nouvelle.

Mais il n'y avait pas encore d'ingénieurs femmes en titre. Au commencement du xx^e siècle, les Ecoles formant des ingénieurs ne comptaient pas de jeunes filles parmi leurs élèves; celles-ci ne cherchaient pas à y être admises. Quelques établissements cependant, avaient des étudiantes (des étrangères, en général), mais c'était l'exception. Ce ne fut qu'à partir des années de guerre que les femmes demandèrent et obtinrent l'autorisation de prendre part aux concours des Grandes Ecoles et des Instituts. Elles purent ainsi acquérir une instruction technique supérieure.

(1) *Revue scientifique des femmes*, janvier-mars 1889, p. 226.

(2) Proudhon, *La Justice*, 11^e étude, § XI, cité dans P. Lapie, *La femme et la famille*, p. 203.

(3) *Ibid. Id.*, p. 203.

II. — Les femmes ingénieurs du commencement du XX^e siècle

L'industrie paraissait autrefois le domaine exclusif de l'homme. N'évoquait-elle pas la direction d'une multitude d'ouvriers, le maniement de lourds matériaux? Mais le machinisme vint y remplacer une partie de la main-d'œuvre et l'électricité y accomplit des prodiges; aussi l'industrie ouvrit-elle ses portes aux femmes pourvu qu'elles eussent reçu une instruction professionnelle suffisante.

Si la carrière d'ingénieur, comme tant d'autres professions jusqu'ici exclusivement masculines, est devenue accessible aux femmes, ce n'est pas *a priori* d'après les utopies féministes de quelques esprits, mais *a posteriori* d'après les résultats fournis par le travail des femmes elles-mêmes. Pendant la guerre, le départ d'un mari, d'un fils, d'un employé compétent força quelques-unes d'entre elles à prendre la direction d'une exploitation industrielle ou agricole. Initiées peu à peu par une pratique antérieure, elles se tirèrent fort bien d'affaire. Ces cas exceptionnels devinrent bientôt plus nombreux. Devant les résultats obtenus, n'était-il pas légitime d'ouvrir aux femmes l'enseignement technique supérieur d'où on les avait écartées jusqu'ici?

Au sujet des ingénieurs femmes, au nombre de 37, sorties de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures en 1930, il y a lieu de remarquer que la plus âgée avait environ 35 ans, et que, par suite, on ne peut encore juger à quelle situation les femmes ingénieurs pourront parvenir. La même remarque est à faire en ce qui concerne les élèves des autres Ecoles. Les femmes débutent pour ainsi dire dans cette profession. Elles n'ont pas le long passé des femmes médecins. Les avocates ont célébré leur Jubilé en 1925, les femmes ingénieurs, elles, ne le célébreront que vers 1945.

Dans cette monographie, nous ne donnerons qu'un aperçu sur cette carrière exercée par les femmes. Nous ferons porter surtout cette étude sur les établissements d'enseignement technique supérieur qui forment des ingénieurs, et sur les débouchés qui s'offrent aux femmes diplômées des Grandes Ecoles et Instituts.

Nous passerons successivement en revue :

I. — Les femmes ingénieurs constructeurs ou exploitants. Les femmes ingénieurs d'industrie ou de manufacture.

II. — Les femmes ingénieurs agronomes. Les femmes ingénieurs agricoles.

I. — LES FEMMES INGÉNIEURS CONSTRUCTEURS OU EXPLOITANTS.
LES FEMMES INGÉNIEURS D'INDUSTRIE OU DE MANUFACTURE

D'après M. Blondel (1), on peut classer les ingénieurs en deux catégories :

1° Les ingénieurs constructeurs ou exploitants (ingénieurs des travaux publics, ingénieurs architectes, ingénieurs des chemins de fer);

2° Les ingénieurs d'industrie ou de manufacture (ingénieurs mécaniciens, électriciens, métallurgistes ; ingénieurs chimistes).

Les femmes sont plus nombreuses dans le second groupe que dans le premier : « On ne les voit pas, écrit M. Noël, ancien directeur de l'Ecole centrale, exerçant le métier d'ingénieur constructeur qui les obligerait d'aller sur le chantier, de faire sur les échafaudages des exercices parfois périlleux » (2). De plus, ainsi que le dit Mme C. Yver, « elles devraient compter avec la résistance des matériaux humains... car, pense le mécanicien, pour ce qui est d'obéir à une femme, *macache!* » (3).

Deux sortes d'établissements formant des ingénieurs femmes sont à distinguer :

1° Les établissements destinés aux jeunes gens et dans la plupart desquels les femmes peuvent acquérir le diplôme d'ingénieur;

2° Un établissement exclusivement féminin.

1° Etablissements destinés aux jeunes gens.
Les études féminines dans ces établissements.

(1) L. Guillet, *L'enseignement technique supérieur à l'après-guerre*, p. 166-167.

(2) *Revue Universitaire*, 1918, t. I, p. 296.

(3) *Revue des Deux-Mondes*, 15 janv. 1929, C. Yver, *Femmes d'aujourd'hui*. — II. *Ingénieurs*, p. 356.

Nos enquêtes ont porté sur les établissements énumérés ci-dessous (1) :

A. — *Les Grandes Ecoles* à « enseignement encyclopédique » dirigeant cependant leurs études vers des points déterminés variant d'une Ecole à l'autre :

- a — Ecole centrale des Arts et Manufactures;
- b — Ecole nationale supérieure des Mines;
- c — Ecole nationale des Ponts et Chaussées;
- d — Ecole supérieure des Mines de Saint-Etienne;
- e — Ecole nationale supérieure de Céramique;
- f — Ecole nationale supérieure d'Aéronautique et de Construction mécanique (2).

B. — *Les Instituts et Ecoles dépendant des Universités* :

- a — Institut polytechnique de Grenoble;
- b — Institut de Chimie de la Faculté des Sciences de l'Université de Lille;
- c — Institut électromécanique de la Faculté des Sciences de l'Université de Lille;
- d — Ecole centrale lyonnaise (Institut des études supérieures de physique industrielle de la Faculté des Sciences de l'Université de Lyon);
- e — Institut chimique de la Faculté des Sciences de Nancy;
- f — Institut électrotechnique et de Mécanique appliquée de la Faculté des Sciences de Nancy;
- g — Institut de Chimie de la Faculté des Sciences de Paris;
- h — Ecole municipale de Physique et de Chimie industrielles;
- i — Institut électrotechnique et de Mécanique appliquée de l'Université de Toulouse.

C. — *Les Ecoles indépendantes* :

- a — Institut industriel du Nord de la France, à Lille;
- b — Ecole des Ingénieurs de Marseille;
- c — Ecole supérieure de la Métallurgie et de l'Industrie des Mines de Nancy;

(1) Nous empruntons cette classification à M. L. Guillet, *ouvr. cit.*, p. 63-65.

(2) Nationalisée depuis octobre 1930.

d — Ecole spéciale des Travaux publics, du Bâtiment et de l'Industrie (Paris);

e — Ecole spéciale d'Architecture (Paris);

f — Ecole supérieure d'Electricité (Malakoff, Seine);

g — Institut d'Optique théorique et appliquée.

A. — Grandes Écoles à « enseignement encyclopédique »

a — *Ecole centrale des Arts et Manufactures* (1).

Le 6 avril 1917, le Conseil de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures décidait d'admettre les jeunes filles au concours d'entrée. Le 20 avril 1917, le Ministre du Commerce, M. Clémentel, ratifiait cette décision.

En 1917, deux candidates se présentèrent mais abandonnèrent les épreuves après l'écrit; les jeunes filles n'avaient pas encore eu le temps de préparer ce concours difficile (2).

Le lycée Jules Ferry organisa, en octobre 1917, des cours préparatoires à l'Ecole Centrale. Les matières du programme étaient enseignées par des professeurs de spéciale des lycées de garçons, à l'exception du français dont un professeur femme du lycée était chargée.

C'est en 1918, que les femmes furent admises pour la première fois. Sept candidates entrèrent à l'Ecole cette année-là :

M^{lle} Blazer (actuellement Mme Jarrett-Knott);

Boutaricq;

Gardet;

Guileri (actuellement Mme Camus);

Guyot;

Jungné (actuellement Mme Graff);

Pradet (actuellement Mme Martin).

(1) L'Ecole, 1, rue Montgolfier, Paris, reçoit des élèves recrutés par voie de concours.

Le concours d'admission comprend deux parties; la première conduit à l'admissibilité, la seconde à l'admission. Il n'est pas permis de se présenter aux deux parties la même année, mais le concours est ouvert chaque année pour chacune d'elles. (V. *Programme*.)

(2) V. *La Française*, 19 mai 1917. Lettre de M. Noël, directeur de l'Ecole à cette époque... « Nous n'avons pour cette année aucune candidate, ce qui du reste ne nous étonne pas, les jeunes filles n'ayant pas encore eu le temps de préparer des examens difficiles. »

Le tableau suivant indique le nombre des femmes reçues aux concours depuis leur entrée à l'Ecole et le nombre des femmes diplômées ingénieurs par promotion (1).

TABLEAU XLI

ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES

NOMBRE DE FEMMES REÇUES AUX CONCOURS			NOMBRE DE FEMMES DIPLOMÉES INGÉNIEURS		
CONCOURS D'ADMISSION	FRAN- ÇAISES	ÉTRAN- GÈRES	PROMOTIONS	FRAN- ÇAISES	ÉTRAN- GÈRES
1918	7	—	1918-1921	7	—
1919	9	—	1919-1922	9	—
1920	4	—	1920-1923	3	—
1921	2	—	1921-1924	3	—
1922	4	—	1922-1925	4	—
1923	3	—	1923-1926	3	—
1924	3	1	1924-1927	3	1
1925	—	—	1925-1928	—	—
1926	1	—	1926-1929	1	—
1927	2	1	1927-1930	2	1
1928	1	—			
1929	2	—			
1930	3	—			
	41	2		35	2
	43			37	

De 1918 à 1930 inclusivement, 43 élèves femmes ont été reçues aux concours d'admission de l'Ecole. Ce chiffre se décompose en 41 Françaises et 2 étrangères. Il est à constater que ce sont les premières années qui comptèrent le plus de candidates. Au concours d'entrée de 1930, Mlle Gouard fut major de la promotion (2).

(1) Le nombre total de candidats admis par promotion s'élève à 250 environ. (Renseignements communiqués par M. le Sous-Directeur de l'Ecole.)

(2) Mlle Gouard, reçue la même année à l'Ecole normale supérieure, est actuellement élève de cette dernière Ecole.

En 1930, depuis qu'elles étudient à l'Ecole, 37 femmes avaient obtenu le diplôme d'ingénieur.

Parmi celles-ci figuraient 35 Françaises et 2 étrangères. Toutes les élèves entrées à l'Ecole de 1918 à 1927 inclusivement en étaient sorties pourvues du diplôme.

En 1930, sur les 36 ingénieurs femmes diplômées de l'Ecole Centrale (l'une d'elles étant décédée), une vingtaine environ travaillaient dans l'industrie. Elles y occupaient les situations suivantes : Directeur technique d'une fabrique de conserves alimentaires; — Inspecteur à l'Office central d'études du matériel de chemins de fer; — Ingénieur aux hydravions Lioré et Olivier; — Ingénieur à l'usine de caoutchouc de la Société industrielle des téléphones; — Ingénieur au Service de documentation de la Société de l'air liquide; — Ingénieur aux Lignes télégraphiques et téléphoniques; — Ingénieur au Service du bâtiment des chemins de fer de la Gare du Nord; — Ingénieur associée gérant de la Société des plans régulateurs de ville Danger; — Ingénieur à la Société de l'air liquide; — Ingénieur d'une entreprise privée de béton armé; — Ingénieur au Service des brevets à la Compagnie de St-Gobain; — Ingénieur à l'Ammoniac synthétique, etc.

b — *Ecole nationale supérieure des Mines* (1).

L'Ecole ne comptait pas en 1930 d'élèves de sexe féminin. Ses règlements n'interdisent pas cependant aux femmes de se présenter au concours d'entrée, mais aucune d'elles ne l'a encore tenté. Il est à remarquer que l'Ecole n'a pas seulement en vue la préparation à la carrière des mines; de nombreuses situations, que les femmes pourraient occuper, s'ouvrent aux élèves qui ont suivi son enseignement (industrie chimique, électrochimie, électrométallurgie, gaz et chauffage industriel, assurances, expertises, etc.) (2).

c — *Ecole nationale des Ponts et Chaussées* (3).

Les règlements de l'Ecole ne s'opposent pas à l'admission

(1) 60, boulevard Saint-Michel, Paris.

(2) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire de l'Ecole.

(3) 28, rue des Saint-Pères, Paris.

des femmes comme élèves. En 1930, aucune n'avait encore suivi ses cours.

Deux jeunes filles de nationalité russe prirent part, mais sans succès, aux concours d'entrée, l'une en 1921, l'autre en 1927 (1).

d — *Ecole nationale supérieure des Mines de Saint-Etienne.*

Les femmes ont toujours été autorisées à se présenter au concours d'entrée à l'Ecole des Mines de Saint-Etienne. Rien de contraire n'est mentionné et ne l'a jamais été dans le règlement relatif aux concours d'admission à l'Ecole.

En 1930, une seule femme était munie du diplôme d'ingénieur civil des Mines de l'Ecole des Mines de Saint-Etienne : Mlle Schrameck (actuellement Mme Kahn-Schrameck), qui fut admise en 1917 et obtint le diplôme en 1919 (2). Elle fit, à la sortie de l'Ecole, un stage d'un mois environ dans la Sarre où elle descendit souvent dans les mines pour y dessiner des plans et y relever des cotes en vue d'un rapport de voyage. Mais Mlle Schrameck s'occupa peu des mines : « Le métier d'ingénieur des Mines, me semble, dit-elle, impraticable pour une femme. » Elle s'orienta alors du côté de la métallurgie, où des situations intéressantes lui furent offertes. Rentrée à Paris, Mlle Schrameck étudia quelque temps au laboratoire de M. Le Chatelier des questions de matériaux réfractaires. En 1920-21, elle fut employée un an environ aux établissements Kuhlmann, où elle s'occupa d'un service de documentation technique et de la publication d'un bulletin d'informations.

Mlle Schrameck se maria et cessa de travailler en 1922 (3).

e — *Ecole nationale supérieure de Céramique* (4).

Les femmes n'ont pu être candidates au concours d'admission à l'Ecole de Céramique que de 1918 à 1920. Trois jeunes filles seulement, pendant ce laps de temps, ont obtenu

(1) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire de l'Ecole.

(2) *Id.*

(3) Nous remercions Mme Schrameck-Kahn d'avoir bien voulu nous donner quelques renseignements sur sa carrière d'ingénieur.

(4) 4, Grande-Rue, Sèvres (S.-et-O.).

le diplôme d'ingénieur céramiste qui couronne les trois années d'études normales.

Depuis cette époque, les femmes ont cessé d'être admises à l'école nationale supérieure de Céramique, l'expérience tentée pendant quelques années n'ayant pas donné les résultats souhaités. Sans que les femmes se soient montrées en aucune façon moins aptes que les hommes aux études scientifiques et techniques qui en constituent l'enseignement, il a été reconnu que leur placement à la sortie de l'Ecole présentait de sérieuses difficultés, les débouchés étant très limités et les industriels céramistes préférant confier à des collaborateurs du sexe masculin les postes de directeurs ou ingénieurs d'usines auxquels prépare cet établissement (1).

f — *Ecole supérieure d'Aéronautique et de Construction mécanique* (2).

Depuis la fondation de l'Ecole (1909) jusqu'à l'année 1930, 3 jeunes filles seulement furent admises au concours d'entrée à l'Ecole. A cette dernière date, l'une d'elles, Mlle O. Fradiss (promotion 1924) était ingénieur au Service d'études de la Société des lignes télégraphiques et téléphoniques; une autre étudiait à l'Ecole en troisième année. Enfin la dernière a été reçue au concours 1929.

Toutes ont choisi la section d'aéronautique (3).

B. — Instituts et Écoles dépendant des Universités

a — *Institut polytechnique de Grenoble.*

C'est au cours de la guerre que les femmes ont commencé à suivre les cours de l'Institut polytechnique. Les élèves (hommes et femmes) sont admis après concours ou sur pièces justificatives (4). Le diplôme d'ingénieur électricien de l'Univer-

(1) Renseignements communiqués par M. le Directeur de l'Ecole.

(2) Cette Ecole (92, rue de Clignancourt, à Paris) a pour but de préparer des ingénieurs spécialisés dans l'Aéronautique et dans la Mécanique.

La durée des études est de trois ans.

Les candidats sont admis en première année, après un concours. (V. Programme de l'Ecole.)

(3) Renseignements communiqués par M. le Directeur de l'Ecole.

(4) V. Programme de l'Institut.

sité de Grenoble sanctionne les études de l'Institut (I. E. G.). Dix-huit femmes ont obtenu le diplôme d'ingénieur électricien (11 Françaises et 7 étrangères).

Les femmes diplômées de l'Institut peuvent remplir toutes les charges imposées à l'ingénieur électricien, mais elles sont particulièrement appréciées dans les bureaux d'études.

Le tableau ci-dessous indique l'état numérique des élèves (femmes) ayant suivi les cours à l'Institut polytechnique de Grenoble et la statistique des élèves diplômées (I.E.G.).

TABLEAU XLII

INSTITUT POLYTECHNIQUE DE GRENOBLE

ANNÉES SCOLAIRES	Nombre d'élèves	RÉPARTITION PAR SECTIONS				Nombre d'élèves diplômées	RÉPARTITION DES DIPLÔMÉES	
		SPÉC.	SUP. II	SUP. I	PRÉP ^{re}		Françaises	Étrangères
(Pas d'élèves avant l'année 1916).								
1916-1917 ...	1	—	—	1	—	—	—	—
1917-1918 ...	1	—	—	—	1	—	—	—
1918-1919 ...	4	—	—	2	2	—	—	—
1919-1920 ...	7	—	2	4	1	2	2	—
1920-1921 ...	6	—	5	1	—	5	3	2
1921-1922 ...	7	6	1	—	—	5	3	2
1922-1923 ...	2	1	—	—	1	1	1	—
1923-1924 ...	1	—	—	1	—	—	—	—
1924-1925 ...	1	—	1	—	—	1	1	—
1925-1926 ...	4	—	—	2	2	—	—	—
1926-1927 ...	7	—	2	1	4	2	1	1
1927-1928 ...	7	—	1	1	5	1	—	1
1928-1929 ...	7	—	1	4	2	1	—	1
1929-1930 ...	6	—	4(1)	—	2(1)	—	—	—
						18	11	7
							18	

(1) Toutes de nationalités étrangères.

Renseignements communiqués par M. le Directeur de l'Institut.

b — *Institut de Chimie appliquée de la Faculté des Sciences de l'Université de Lille (1):*

Les femmes ne fréquentent l'Institut de Chimie que depuis novembre 1919.

Le tableau suivant indique le nombre de femmes entrées à l'Institut à partir de cette époque.

TABLEAU XLIII

INSTITUT DE CHIMIE APPLIQUÉE DE LA FACULTÉ DES SCIENCES
DE L'UNIVERSITÉ DE LILLE

ANNÉES SCOLAIRES	NOMBRE DES FEMMES ENTRÉES A L'INSTITUT
1919-1920	5
1920-1921	3
1921-1922	2
1922-1923	—
1923-1924	2
1924-1925	2
1925-1926	4
1926-1927	2
1927-1928	1
1928-1929	1
1929-1930	3
	—
	25

Vingt-cinq femmes (toutes d'origine française) ont suivi l'enseignement de l'Institut ou sont encore étudiantes.

(1) Les études de cet Institut (103, rue Barthélemy-Delespaul, à Lille), ont pour but de donner aux jeunes gens qui se destinent aux carrières industrielles et agricoles une instruction chimique approfondie à la fois théorique et pratique.

Les élèves sont recrutés par un concours. Le diplôme de bachelier (2^e partie, mathématiques) donne droit à l'entrée en première année sans examen. La durée normale des études est de trois ans. Pour la section spéciale, où sont admis directement les ingénieurs diplômés de certaines grandes Ecoles, elle est réduite à un an. (V. *Programme de l'Institut.*)

Les élèves, ayant subi avec succès les examens de sortie, reçoivent le diplôme d'ingénieur chimiste de l'Université de Lille (I. C. L.).

En 1929, on comptait 22 femmes sorties de l'Institut avec le diplôme d'ingénieur chimiste (I. C. L.) (1). Voici quelques-unes des places qu'elles occupent : Ingénieur chimiste aux usines Lambiotte Frères et Cie, à Prémary (Nièvre) ; — Ingénieur chimiste, pharmacien ; — Ingénieur chimiste, chef de laboratoire à la Cie des Mines de Courrières, à Harnes (P.-de-C.) ; — Chimiste aux usines Kuhlmann, à La Madeleine ; — Ingénieur chimiste à la teinturerie « La Lainière », à Roubaix ; — Ingénieur chimiste aux Mines de Lens ; — Ingénieur chimiste à l'Hémostyl Roussel ; — Ingénieur chimiste à la Société « La Bakélite », à Montreuil-sous-Bois (2).

c — *Institut électromécanique de la Faculté des Sciences de l'Université de Lille* (3).

Aucune femme ne s'y est encore présentée (4).

d — *Ecole centrale lyonnaise* (Institut des études supérieures de physique industrielle de la Faculté des Sciences de l'Université de Lyon) (5).

Pour la première fois (année scolaire 1929-30), l'Ecole compta une jeune fille au nombre de ses élèves. Les années précédentes, l'élément féminin faisait absolument défaut, absorbé totalement par l'Ecole technique municipale de jeunes filles (6).

e — *Institut chimique de la Faculté des Sciences de l'Université de Nancy* (7).

(1) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire de l'Institut.

(2) V. *Annuaire des anciens élèves de l'Institut*, 1929.

(3) 14, boulevard Louis XIV, à Lille.

(4) Renseignements communiqués par M. le Directeur de l'Institut.

(5) 16, rue Chevreul, à Lyon.

(6) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire de l'Ecole.

(7) 1, rue Grandville, à Nancy.

Les bacheliers de mathématiques sont admis de droit à l'Institut jusqu'à concurrence des 2/3 des places disponibles. Les candidats non bacheliers passent un concours et sont admis suivant l'ordre de classement dans la limite des places disponibles, soit un tiers.

L'enseignement normal comprend trois années d'études.

Les élèves ayant subi avec succès les examens de passage de 2^e en 3^e année, ont d'office le diplôme de *chimiste* ; ceux qui sont candidats au diplôme d'ingénieur, entrent en 3^e année. A la fin de la 3^e année, les élèves passent l'examen du diplôme d'ingénieur chimiste. (V. *Programme de l'Institut*.)

C'est en 1916, que les femmes commencèrent à étudier à l'Institut. A cette époque, une étrangère était inscrite en 3^e année. Jusqu'en 1914, les étudiantes y furent peu nombreuses (elles étaient toutes de nationalité étrangère, sauf une inscrite en 1913). La guerre et l'après-guerre ont provoqué un accroissement de leur nombre.

Le tableau suivant donne l'état numérique des élèves femmes ayant étudié à l'Institut et en cours d'études, et des diplômés d'ingénieur chimiste et de chimiste qui leur furent décernés.

TABLEAU XLIV

INSTITUT CHIMIQUE DE NANCY

ANNÉES SCOLAIRES	ENTRÉES EN 1 ^{re} ANNÉE		2 ^e ANNÉE		3 ^e ANNÉE		DIPLOMÉES			
	FRANÇ.	ÉTR.	FRANÇ.	ÉTR.	FRANÇ.	ÉTR.	Ingénieur chimiste (I. C.)		Chimiste (C.)	
	FRANÇ.	ÉTR.	FRANÇ.	ÉTR.	FRANÇ.	ÉTR.	FRANÇ.	ÉTR.	FRANÇ.	ÉTR.
1906....	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
1907....	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
1908....	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
1909....	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
1910....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1911....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1912....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1913....	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1914....	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
1915....	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—
1916....	2	—	1	—	1	—	1	—	—	—
1917....	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—
1918....	5	1	4	—	1	—	—	—	—	—
1919....	6	—	5	3	3	—	1	—	—	—
1920....	4	—	5	—	—	—	2	—	2	1
1921....	3	—	3	1	3	—	4	—	3	1
1922....	—	—	3	—	3	1	3	—	—	—
1923....	—	—	—	—	3	—	3	1	—	—
1924....	1	—	—	—	—	—	3	—	—	—
1925....	3	—	1	—	—	—	—	—	—	—
1926....	2	6	3	—	1	—	—	—	—	—
1927....	1	3	1	1	2	—	1	—	—	—
1928....	3	—	2	—	—	1	—	—	3	—
1929....	1	—	2	—	2	—	—	1	—	—
							18	3	8	2
							21		10	

En 1929, 21 femmes avaient obtenu le diplôme d'ingénieur chimiste et 10 le diplôme de chimiste.

Plus de 50 % des femmes diplômées de l'Institut chimique sont mariées et la plupart d'entre elles n'occupent pas de situations. Parmi celles qui ont un emploi, 3 sont dans l'enseignement; 2 sont préparatrices en médecine. Dans les industries organiques, 4 sont employées en qualité de chimistes de recherche ou de contrôle. Les industries minérales en occupent 5 (1).

f — *Institut électrotechnique et de mécanique appliquée de la Faculté des Sciences de l'Université de Nancy* (2).

Depuis la fondation de l'Institut, en novembre 1900, les femmes ont été considérées comme pouvant être admises à l'Institut au même titre et dans les mêmes conditions que les hommes.

La première femme qui suivit l'enseignement de l'Institut fut une Russe, Mme Loukine; elle obtint le diplôme d'ingénieur électricien en 1908. Depuis cette époque, il y a eu 12 autres femmes (dont 3 étrangères) qui furent diplômées, toutes dans la section d'électricité, sauf une, en 1915, dans la section de mécanique.

Un grand nombre de ces élèves diplômées se sont mariées et la plupart ne travaillent pas. Les femmes qui exercent la profession d'ingénieur occupent des situations dans des usines de construction, dans des laboratoires d'exploitation ou dans

(1) Renseignements communiqués par M. le Directeur de l'Institut.

(2) 2, rue de la Citadelle, à Nancy.

Les conditions d'admission à l'Institut ont subi quelques variations. Au début, l'entrée avait lieu de droit pour les élèves bacheliers; maintenant, elle se fait après un concours qui porte sur le programme de la classe de mathématiques spéciales préparatoires des lycées. Ce concours est le même pour les élèves français et étrangers, les hommes et les femmes.

La durée des études est de trois ans. Pendant les deux premières années, elles sont communes à tous les élèves; pendant la 3^e année, elles sont spécialisées dans deux sections : Mécanique et Electricité, et dirigées vers les questions techniques et pratiques.

A la suite des examens de 3^e année, les élèves obtiennent le diplôme d'ingénieur mécanicien ou d'ingénieur électricien de l'Université de Nancy (I. E. N.).

L'admission directe en 3^e année peut avoir lieu sous certaines conditions. (V. Programme de l'Institut.)

des usines de câbles téléphoniques et télégraphiques (1). Une élève diplômée de l'Institut est ingénieur électricien à la Kammgarnspinnerei Thuringia, Mulhausen-in-Thuringen (Allemagne) (2).

g — *Institut de Chimie de la Faculté des Sciences de l'Université de Paris* (3).

C'est en octobre 1916, que les femmes furent admises à l'Institut.

Leur nombre oscille chaque année entre 5 et 15; les 2/3 environ sortent avec le diplôme d'ingénieur chimiste (en 1930, on pouvait donc évaluer à 90 environ, le nombre de femmes diplômées).

A leur sortie de l'Institut, les élèves trouvent facilement des situations soit dans l'Industrie (en général, dans les laboratoires de contrôle et de recherche), soit dans les laboratoires de l'Etat (4).

h — *Ecole municipale de Physique et de Chimie industrielles* (5).

L'Ecole est rattachée à la Faculté des Sciences de Paris par un décret en date du 6 mai 1926.

Depuis 1917, les femmes sont autorisées à prendre part au concours d'entrée. C'est par l'initiative de l'Union fraternelle des femmes qu'une pétition fut présentée et appuyée auprès du Conseil municipal en faveur de l'admission des femmes à l'Ecole. Le Conseil municipal, à l'unanimité, émit un avis

(1) Renseignements communiqués par M. le Directeur de l'Institut.

(2) V. *Annuaire de l'Association amicale des Ingénieurs I. E. N.* (Bulletin n° 58).

(3) 1, rue Pierre-Curie, à Paris.

L'enseignement normal de l'Institut comprend trois années d'études :
1° une année d'enseignement préparatoire (section préparatoire). Les candidats y sont admis au concours.

2° deux années d'enseignement supérieur (section supérieure) auquel on accède par un examen qui suit l'année d'enseignement préparatoire.

A la fin de la deuxième année d'enseignement supérieur, le *diplôme d'ingénieur chimiste* est délivré aux élèves ayant obtenu la note 14 comme moyenne des deux notes de fin d'année de l'enseignement supérieur. (V. *Programme des conditions d'admission, Examens et Diplômes*.)

(4) Renseignements communiqués par M. l'Econome de l'Institut.

(5) 10, rue Vauquelin, à Paris.

favorable, et, dès le mois de mai 1917, l'Union fraternelle des femmes obtint gain de cause. Le Directeur de l'Ecole était autorisé à mentionner, par voie d'affiche, l'admission des femmes au prochain concours (1).

Statistique des élèves femmes admises à l'Ecole de Physique et de Chimie industrielles :

TABLEAU XLV

ÉCOLE DE PHYSIQUE ET DE CHIMIE INDUSTRIELLES

CONCOURS	NOMBRE TOTAL DES CANDIDATS ADMIS	NOMBRE DES FEMMES ADMISES
1917	39	2
1918	35	—
1919	32	4
1920	36	1
1921	34	2
1922	32	4
1923	35	2
1924	33	—
1925	34	3
1926	34	—
1927	34	—
1928	33	2
1929	35	1

En 1930, l'Ecole comptait, depuis l'époque où les étudiantes y ont été admises, 18 femmes ayant terminé leurs études, dont 17 étaient pourvues du diplôme d'ingénieur.

Trois d'entre elles furent majors de promotion :

Mme Bruzau-Clergeot (chimiste);

Mlle F. Vitte (physicienne);

Mme Thouvignon-Rolbert (physicienne).

A la même date, 3 jeunes filles étaient en cours d'études à l'Ecole.

Par l'enseignement théorique et pratique des sciences expérimentales et de leurs applications, l'Ecole de Physique et de Chimie industrielles de la ville de Paris forme des ingénieurs physiciens ou chimistes et des collaborateurs pour les laboratoires d'enseignement et de recherches scientifiques ou industrielles (2).

(1) V. *La Française*, 21 oct. 1922.

(2) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire de l'Ecole.

i — *Institut électrotechnique et de Mécanique appliquée
de l'Université de Toulouse* (1).

En 1930, depuis la création de l'Institut électrotechnique (c'est-à-dire depuis 1908), on comptait 17 étudiantes qui en avaient suivi l'enseignement (5 Françaises et 12 étrangères).

Sur les 17 étudiantes :

11 (5 Françaises et 6 étrangères) obtinrent le diplôme d'ingénieur électricien (aucune ne conquist le diplôme d'ingénieur mécanicien);

4 étrangères quittèrent l'Institut en cours d'études;

2 étrangères suivaient les cours en 1929-30 : l'une en troisième année, l'autre en deuxième.

Il est à remarquer que les jeunes filles fréquentant les cours de l'Institut sont fort peu nombreuses, l'effectif moyen étant de 400 élèves, par année scolaire (2).

« Les étudiantes qui font des études d'électricité, nous dit M. le Secrétaire de l'Institut électrotechnique, semblent avoir, tout au moins pour l'instant, un avenir assez limité dans l'industrie. Elles sont employées, en général, dans des bureaux d'études ou de recherches de renseignements bibliographiques ».

Dans le *Bulletin de l'Association amicale des Ingénieurs, anciens élèves de l'Institut électrotechnique et de Mécanique appliquée* (Annuaire 1929), nous avons relevé les situations suivantes occupées par les femmes ingénieurs de l'Institut (I. E. T.) : Ingénieur aux Constructions électriques de France (Paris); — Ingénieur attachée à la Compagnie du P. O.; — Ingénieur à la Société Alsacienne (Belfort).

(1) 4, boulevard Riquet, à Toulouse.

L'enseignement de l'Institut s'adresse à toutes les personnes désireuses d'étudier les applications de la mécanique et de l'électricité; il prépare :

1° Au diplôme d'ingénieur électricien;

2° Au diplôme d'ingénieur mécanicien. (V. Programme des conditions d'admission et de l'enseignement.)

Les conditions de scolarité sont exactement les mêmes pour les jeunes filles et les jeunes gens.

(2) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire de l'Institut.

C. — Écoles indépendantes.

a — *Institut industriel du Nord de la France* (1).

Ce fut après la guerre, en 1919, que la direction de l'Institut industriel prit la décision d'admettre les jeunes filles aux études de Génie civil.

Dès la rentrée de l'année scolaire 1919-20, une jeune fille se présenta et fut admise en année préparatoire avec une moyenne très satisfaisante; elle dut malheureusement cesser ses études très peu de temps après la rentrée, ses parents habitant la campagne, et n'ayant pas les ressources suffisantes, pour subvenir aux dépenses de quatre années d'études techniques supérieures. Depuis cette époque, sept autres jeunes filles sont entrées à l'Institut industriel, soit de droit (c'est-à-dire munies du baccalauréat ès sciences mathématiques), soit après avoir satisfait à un examen d'admission.

Une élève est sortie diplômée de la section de Chimie en 1925. Elle a débuté dans des travaux de laboratoires de corps gras, a continué dans des analyses de denrées alimentaires, et enfin est entrée au service des laboratoires de chimie des établissements Citroën.

Deux autres acquirent leur diplôme en 1929. L'une, ingénieur chimiste, travaillait en 1930 dans la région parisienne;

(1) 17, rue Jeanne-d'Arc, à Lille.

L'enseignement donné à l'Institut a pour but de former des ingénieurs électriciens, des ingénieurs mécaniciens, des ingénieurs chimistes et des directeurs d'usines pour les principales industries (Ingénieurs I.D.N.).

La durée normale des études à l'Institut est de trois années, sauf pour les élèves qui font, en outre, une année d'études préparatoire à la division du Génie civil.

Les élèves ingénieurs se répartissent en trois sections ou spécialités : Electricité, Mécanique, Chimie. Ce n'est qu'en deuxième année que la spécialisation commence; elle s'accroît en troisième année. Les *diplômes* d'ingénieur électricien, ingénieur mécanicien et ingénieur chimiste sont conférés aux élèves ingénieurs qui, après avoir satisfait aux épreuves des trois années d'études, ont subi avec distinction les examens de sortie. Les *certificats de capacité* peuvent être accordés aux élèves-ingénieurs qui ont subi les examens de sortie d'une manière satisfaisante, sans mériter toutefois la collation du diplôme. (V. *Programme des conditions d'admission et de l'enseignement.*)

l'autre, ingénieur électricien, aidait, à la même époque, son père ingénieur administrateur d'une Société d'accumulateurs.

De ces trois femmes diplômées, deux étaient Françaises, l'autre Belge.

Enfin, deux jeunes filles, en 1930, étaient en cours d'études en première année de Génie civil (1).

b — *Ecole des Ingénieurs de Marseille* (2).

Le Conseil d'administration n'a pas jusqu'ici (année 1930) envisagé l'admission des femmes à l'Ecole.

Aucune candidature féminine ne s'est posée (3).

c — *Ecole supérieure de la Métallurgie et de l'Industrie des Mines de Nancy* (4).

Les règlements de l'Ecole ne prévoient pas l'admission d'élèves ingénieurs femmes, et jusqu'en 1930 aucune femme n'en a suivi les cours à quelque titre que ce soit (5).

d — *Ecole spéciale des Travaux Publics, du Bâtiment et de l'Industrie* (6).

L'Ecole s'est ouverte aux femmes pendant la guerre. Ce sont les Serbes qui, en premier lieu, la fréquentèrent.

De 1916-17 à 1929-30, 16 jeunes filles ont été admises au concours.

(1) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire de l'Institut.

(2) 110, boulevard de la Madeleine, à Marseille.

(3) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire général de l'Ecole.

(4) 15, place Carnot, à Nancy.

(5) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire de l'Ecole.

(6) 12, rue du Sommerard et 3, rue Thénard, à Paris.

L'Ecole prépare aux spécialités suivantes :

1° *Travaux publics* (sanction : diplôme supérieur d'ingénieur des Travaux publics);

2° *Bâtiment* (sanction : diplôme supérieur d'ingénieur architecte);

3° *Mécanique et Electricité* (sanction : diplôme supérieur d'ingénieur électricien);

4° *Topographie* (sanction : diplôme supérieur d'ingénieur géomètre).

La durée des études, dans chaque section, est de deux ans. Le concours d'admission a lieu chaque année.

Le tableau suivant montre l'effectif annuel des étudiantes à l'Ecole :

TABLEAU XLVI

ÉCOLE SPÉCIALE DES TRAVAUX PUBLICS, DU BATIMENT ET DE L'INDUSTRIE

ANNÉES SCOLAIRES	FRANÇAISES	ÉTRANGÈRES (1)
1916-1917.....	—	4
1917-1918.....	1	4
1918-1919.....	1	2
1919-1920.....	1	—
1920-1921.....	1	—
1921-1922.....	4	—
1922-1923.....	3	—
1923-1924.....	2	—
1924-1925.....	2	—
1925-1926.....	1	—
1926-1927.....	1	—
1927-1928.....	2	—
1928-1929.....	2	—
1929-1930.....	1	(1) On ne compte que des Serbes.

A l'Ecole, les femmes ont étudié dans toutes les sections, sauf dans celle de Topographie. Beaucoup d'élèves ne poursuivirent pas leurs études jusqu'au diplôme d'ingénieur; six seulement obtinrent ce titre (en 1930, on comptait des femmes ingénieurs des Travaux publics, ingénieurs architectes, ingénieurs électriciens; aucune n'était ingénieur géomètre).

Le travail des élèves femmes donne « pleine et entière satisfaction », nous dit M. Eyrolles, directeur de l'Ecole. L'une d'elles, en 1929, se trouvait en tête de la promotion sortante.

De nombreux débouchés s'offrent aux ingénieurs de l'Ecole des Travaux publics. L'Ecole dispose même de plus de demandes d'emploi que de sujets à y placer : postes à l'étranger, dans les colonies et à la métropole, postes dont les rémunérations annuelles varient de 30.000 à 60.000 francs.

Voici les situations qu'occupaient, en 1930, quelques ingénieurs femmes, anciennes élèves de l'Ecole : Ingénieur au Ministère des Travaux publics de Belgrade; — Ingénieur à la Compagnie Thomson-Houston; — Ingénieur à la Société Dyle et Bacalan (1).

(1) Renseignements communiqués par M. le Directeur de l'Ecole.

e — *Ecole spéciale d'Architecture* (1).

Les femmes fréquentent l'Ecole spéciale d'Architecture depuis 1903. Mais, avant cette époque, la possibilité pour elles de faire à l'Ecole des études d'architecture ne leur était pas interdite.

Le nombre des femmes ayant accompli leur scolarité complète est le suivant :

Promotion 1903, 1 élève (Russe), diplômée;

Promotion 1904, 1 élève (Russe), diplômée;

Promotion 1907, 1 élève (Française), diplômée;

Promotion 1916, 1 élève (Française), diplômée;

Promotion 1919, 2 élèves (Française et Russe), diplômées ;

Promotion 1922, 1 élève (Russe), a obtenu deux certificats;

Promotion 1924, 2 élèves (Française et Polonaise), diplômées;

Promotion 1926, 1 élève (Française), diplômée.

Elèves actuellement à l'Ecole (année 1929-30) :

Promotion 1927, 1 élève (Lettone);

Promotion 1928, 3 élèves (Roumaine, Russe et Suédoise);

Promotion 1929, 4 élèves (Bulgare, Française, Grecque et Hongroise).

Sur 10 femmes sorties de l'Ecole, 9 ont obtenu le diplôme; la 10^e n'est pourvue que de deux certificats.

Les élèves femmes suivent absolument le même enseignement que les élèves hommes et participent aux mêmes concours. Le diplôme d'architecte est donc pour elles aussi le

(1) 254, boulevard Raspail, à Paris.

L'Ecole poursuit un double but pédagogique :

Au point de vue professionnel, elle instruit et forme des architectes.

Au point de vue supérieur de l'Art, elle offre aux tempéraments doués, une éducation artistique éminemment favorable au développement méthodique de leurs facultés.

La scolarité normale comprend quatre années : deux années d'enseignement général et deux années d'éducation professionnelle. La dernière année d'études est tout entière consacrée à un ensemble de travaux d'ateliers ayant pour but l'obtention du *diplôme* de l'Ecole. Le classement des diplômés est basé sur la totalisation de toutes les notes obtenues pendant la durée de la scolarité.

Indépendamment des diplômes, l'Ecole délivre des *certificats* de Technicien et de Salubriste en nombre limité. (V. Programme de l'enseignement et des conditions d'admission.)

couronnement de leurs études. « Les femmes, ainsi que le constate M. le Secrétaire général de l'Ecole spéciale d'Architecture, se font remarquer par un travail soutenu et par des sentiments artistiques très caractérisés. Elles sont généralement très fortes aussi en mathématiques appliquées ».

Plusieurs élèves de l'Ecole se sont mariées avec des ingénieurs et des architectes et s'associent à leurs travaux.

L'une d'entre elles, Française, est architecte et dirige des constructions à Paris.

La plupart travaillent comme architectes adjoints chez des architectes, où leur travail est apprécié (1).

f — *Ecole supérieure d'Electricité* (2).

Les jeunes filles sont admises à l'Ecole depuis 1917.

Voici, par promotion et par section, le nombre de ces dernières :

TABLEAU XLVII

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ

ANNÉES SCOLAIRES	SECTION NORMALE	SECTION DE RADIO-ÉLECTRICITÉ	SECTION D'ÉCLAIRAGE (1)
1917-1918	2	—	—
1918-1919	2	—	—
1919-1920	3	1	—
1920-1921	3	—	—
1921-1922	1	—	—
1922-1923	—	—	—
1923-1924	3	—	—
1924-1925	1	—	—
1925-1926	3	—	1
1926-1927	2	—	—
1927-1928	5	—	1
1928-1929	2	1	—
1929-1930	4	—	—
(1) Section créée en 1925	31	2	2

(1) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire général de l'Ecole.

(2) 8 à 14, avenue Pierre-Larousse; à Malakoff (Seine).

L'Ecole est destinée à donner, en ce qui concerne l'Electricité industrielle, un enseignement de haute spécialisation au double point de vue théorique et pratique.

La durée des études est d'une année. Les élèves sont recrutés au con-

Au total, 27 diplômes ont été délivrés dans les différentes sections :

- 23, section normale;
- 2, section de radioélectricité;
- 2; section d'éclairage.

Dans l'industrie, les femmes munies du diplôme occupent des places de secrétaire technique ou d'ingénieur de laboratoire (1).

g — *Institut d'Optique théorique et appliquée* (2).

Les femmes fréquentent l'Institut d'Optique (Ecole supérieure d'Optique) depuis l'année scolaire 1921-22. On en compte 2 ou 3 chaque année. Le diplôme d'ingénieur opticien a été délivré à 3 femmes.

Les anciennes élèves diplômées occupent les situations suivantes : l'une d'elles est directrice d'une maison d'optique; les deux autres sont ingénieurs dans des bureaux d'études ou des laboratoires, chez des constructeurs d'instruments de précision. Quatre anciennes élèves, munies seulement de certificats spéciaux, occupent des emplois analogues (3).

cours. Certains peuvent être dispensés de tout ou partie du concours dans la limite des places disponibles et sous certaines conditions. (V. *Programme* de l'Ecole.)

L'Ecole comporte trois sections :

- 1° La section normales;
- 2° La section de radioélectricité;
- 3° La section d'éclairage.

(1) Renseignements communiqués par M. le Directeur de l'E. S. E.

(2) 3 et 5, boulevard Pasteur, à Paris.

L'Institut d'Optique a pour but de contribuer aux progrès de l'Optique et au développement de ses applications.

Il comprend :

- 1° Une Ecole supérieure d'Optique;
- 2° Des laboratoires;
- 3° Une Ecole professionnelle.

(Nous n'envisageons les études féminines qu'à l'Ecole supérieure d'Optique).

La durée normale des cours de l'Ecole supérieure est d'un an. Aucun diplôme n'est exigé pour l'admission aux cours. Il est délivré le *diplôme d'ingénieur opticien*, sanctionnant la scolarité complète, ou des *certificats d'études spéciales* pour les étudiants ayant justifié, après examen, des connaissances de certains cours. (V. *Programme*.)

(3) Renseignements communiqués par M. le Directeur de l'Institut.

2° Établissement exclusivement féminin

Institut électromécanique féminin (1).

L'Institut électromécanique féminin, « première Ecole de femmes ingénieurs », est ouvert depuis novembre 1925. La directrice est Mlle M.-L. Paris, ingénieur diplômée de l'Institut électrotechnique de Grenoble et de l'Ecole spéciale de Mécanique et d'Electricité de Paris (2).

L'Institut, établissement d'enseignement technique supérieur, a pour objet de préparer les jeunes filles aux carrières supérieures industrielles. « Loin de nous la pensée de faire concurrence aux hommes, écrit Mlle Paris; nous n'ambitionnons pas plus de les suivre sur le chantier que de remplir les fonctions que leur réservent certaines de leurs aptitudes naturelles : le champ de l'activité féminine s'étend aux *Bureaux d'Etudes* et aux *Laboratoires* ».

L'Institut comprend deux sections d'études techniques :

1° *La section supérieure*, dont la durée des études est de deux années. La sanction est le diplôme d'ingénieur électromécanicien. Y sont admises les jeunes filles titulaires des certificats de licence, du baccalauréat, du brevet supérieur et celles ayant préparé le concours d'entrée aux écoles de Sèvres et de Fontenay.

2° *La section préparatoire*, pour les jeunes filles âgées de 16 ans et qui ne possèdent aucun titre. Cette section leur permet d'acquérir les connaissances scientifiques nécessaires pour suivre avec profit l'enseignement de la section supérieure.

L'Institut prépare aux carrières suivantes :

Ingénieur électromécanicien (Bureau d'études sous toutes ses formes, service technique, service commercial);

Ingénieur chef de Laboratoire (Bureaux d'essais électriques, d'essais mécaniques et d'étalonnages industriels);

Ingénieur dessinateur, Ingénieur secrétaire, Ingénieur tra-
ducteur technique;

Inspectrice du travail, Ingénieur métallographe;

Chef d'atelier de bobinage.

Le placement des élèves est largement facilité par l'Institut

(1) 292, rue Saint-Martin, à Paris.

(2) V. *La Française*, 29 octobre 1927 et 17 mars 1928.

Electromécanique féminin, constamment en relation avec les industriels. Les offres dépassent les demandes.

Les traitements de début ne sont pas inférieurs à 12.000 fr. par an, et atteignent très vite pour les ingénieurs secrétaires 18.000 et 24.000 fr. (1).

II. — LES FEMMES INGÉNIEURS AGRONOMES.

LES FEMMES INGÉNIEURS AGRICOLES.

Nos enquêtes ont porté successivement sur :

- 1° L'Institut national agronomique;
- 2° L'Institut national d'Agronomie coloniale;
- 3° L'Ecole nationale d'Horticulture de Versailles;
- 4° Les Ecoles nationales d'Agriculture;
- 5° L'Ecole supérieure du Génie rural;
- 6° L'Institut agricole de l'Université de Toulouse.

1° *Institut national agronomique* (2).

M. Georges Wéry, directeur de l'Institut national agronomique, dans une monographie consacrée à cet établissement, écrivait les lignes suivantes sur le travail des étudiantes à l'Institut : « Jusqu'en 1914, l'Institut agronomique n'avait été fréquenté que par un très petit nombre de jeunes filles, deux ou trois peut-être, admises à titre exceptionnel et comme auditrices libres; elles ne pouvaient participer ni aux travaux pratiques, ni aux examens, et se trouvaient par conséquent dans l'impossibilité d'obtenir le diplôme. La guerre a complètement modifié cette situation. La loi du 2 août 1918, qui a réorganisé en France l'enseignement agricole public, a fait une large part à l'enseignement féminin.

« Les jeunes filles entrent désormais à l'Institut agronomique dans les mêmes conditions que les jeunes gens, et à la suite du même concours. Presque chaque année, plusieurs candidates se présentent. Il en est qui ont été admises en excellent rang. En 1927, une jeune fille se trouvait en tête de la liste de sortie. L'an dernier, les deux élèves femmes de la promotion sortante ont été classées avec les numéros 3 et 14 » (3).

(1) Renseignements communiqués par Mme la Directrice de l'Institut.

(2) 16, rue Claude-Bernard, à Paris.

(3) *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1929. G. Wéry, *Nos Grandes Ecoles*.

— XIX. *L'Institut national agronomique*, p. 427.

L'admission a lieu pour tous les candidats indistinctement à la suite d'un concours. Depuis 1918, les femmes sont admises en qualité d'élèves régulières dans les mêmes conditions que les hommes (1).

La durée des études est de deux ans, après lesquels l'élève qui en est jugé digne reçoit le diplôme d'*ingénieur agronome*.

Le tableau ci-dessous indique, depuis l'année où les jeunes filles peuvent prendre part au concours, le nombre d'étudiantes entrées à l'Institut, et le nombre des femmes reçues ingénieurs agronomes (à droite figure le rang de sortie)..

TABLEAU XLVIII

INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE

PROMOTIONS (entrée)	NOMBRE DE FEMMES ENTRÉES À L'INSTITUT	PROMOTIONS (sortie)	NOMBRE DE FEMMES DIPLÔMÉES
1918.....	1	1918-1920.....	1 N° 15
1919.....	2	1919-1921.....	2 N°s 9-20
1920.....	—	1920-1922.....	—
1921.....	2	1921-1923.....	2 N°s 26-21
1922.....	1	1922-1924.....	1 N° 10
1923.....	—	1923-1925.....	—
1924.....	1	1924-1926.....	1 N° 21
1925.....	1	1925-1927.....	1 N° 1
1926.....	2	1926-1928.....	2 N°s 3-14
1927.....	—	1927-1929.....	—
1928.....	1		
1929.....	2		
	13		10

De 1918 à 1929 inclusivement, 13 jeunes filles étaient entrées à l'Institut; 10 avaient obtenu le titre d'ingénieur agronome. Pendant l'année scolaire 1929-30, 3 y poursuivaient leurs études. En 1927, l'Institut eut à enregistrer un succès féminin : Mlle Nhu May d'Annam (promotion 1925) se trouvait en tête de la liste de sortie (2).

Les élèves diplômés de l'Institut agronomique peuvent com-

(1) Arrêté du 6 juillet 1917.

(2) Chaque promotion compte 95 candidats environ, sauf les promotions d'après-guerre 1918-20 et 1919-21 qui comprenaient plusieurs classements.

pléter leur instruction professionnelle et se spécialiser dans des sections d'application qui, créées par arrêté du Ministre de l'Agriculture, sont actuellement au nombre de 4 :

1° *Section de l'Enseignement et des Recherches agronomiques*, destinée à la formation technique des fonctionnaires des divers services relevant de la Direction de l'Agriculture et de l'Institut des Recherches agronomiques;

2° *Section d'Agriculture*, destinée à la formation technique des agriculteurs exploitants ou des directeurs de grands domaines;

3° *Section de la Mutualité et de Coopération agricoles*, pour la formation des directeurs de syndicats, de caisses de crédit et d'assurances mutuelles et de sociétés coopératives agricoles;

4° *Section de Perfectionnement*, pour les sciences appliquées à l'agriculture.

Les jeunes filles, jusqu'à présent, se sont spécialisées dans ces deux dernières sections (1).

Les femmes munies du diplôme d'ingénieur, agronome occupent des places importantes dans les laboratoires de recherches et d'enseignement : Préparatrice au Laboratoire de l'Institut national d'Agronomie coloniale à Nogent-sur-Marne (Seine); — Préparatrice à la Station centrale de Phytopathologie. Institut des Recherches agronomiques, Versailles (Seine-et-Oise); — Ingénieur au Bureau central d'études sur les engrais, Mulhouse (Haut-Rhin); — Préparatrice à la Station agronomique de l'Yonne, Auxerre (Yonne) (2), etc.

Quelques ingénieurs femmes épousèrent des ingénieurs de l'Institut (souvent des camarades de la même promotion), et secondent actuellement leur mari dans l'exploitation d'une ferme ou d'une propriété. « N'est-ce pas la meilleure consécration de leurs études? écrit M. Wéry. Et y a-t-il beaucoup de carrières où la femme puisse rendre plus de services directs à son mari? » (3).

(1) Renseignements communiqués par M. le Secrétaire de l'Institut.

(2) Voir *Annuaire* de l'Association amicale des Anciens Elèves de l'Institut national agronomique.

(3) *Revue des Deux-Mondes*, art. cit., p. 428.

2° *Institut national d'Agronomie coloniale* (1).

Les femmes y sont admises en qualité d'élèves ou d'auditrices dans les mêmes conditions que les hommes.

Le nom d'aucune femme n'a encore jamais figuré sur la liste des élèves de l'Institut national d'Agronomie coloniale. Il n'est donc pas, en 1931, d'ingénieurs d'agronomie coloniale ou d'ingénieurs d'agriculture coloniale de sexe féminin (2).

3° *Ecole nationale d'Horticulture de Versailles*.

L'Ecole ne reçoit comme élèves réguliers que des jeunes gens. Par contre, les femmes françaises ou étrangères peuvent y être admises, sans concours, à partir de 16 ans, en qualité d'auditrices libres.

Les auditeurs et les auditrices libres ne subissent aucun examen; aucune note ne leur est attribuée; ils ne peuvent obtenir le diplôme d'*ingénieur horticole*, ni le certificat d'études délivrés par le Ministre de l'Agriculture. Sur leur demande, le Directeur de l'Ecole leur délivre un certificat de scolarité.

L'Ecole compte chaque année deux ou trois femmes auditrices. En général, ces personnes ne recherchent aucune situation dans l'horticulture (3).

4° *Ecoles nationales d'Agriculture*. (Grignon, Montpellier, Rennes.)

Les Ecoles nationales de Grignon, de Montpellier et de Rennes n'étaient pas autorisées, en 1930, à recevoir des élèves femmes (4).

5° *Ecole supérieure du Génie rural* (5).

L'Ecole forme, d'une part, les ingénieurs du Corps d'Etat du Génie rural et, d'autre part, des ingénieurs civils. Rien ne s'oppose à ce que les femmes suivent les cours de l'Ecole à ce dernier titre, mais jusqu'à présent (année 1930), aucune étudiante n'a jamais encore fréquenté l'Ecole (6).

(1) Nogent-sur-Marne (Seine).

(2) Renseignements communiqués par M. le Directeur de l'Institut.

(3) Renseignements communiqués par M. le Directeur de l'Ecole.

(4) Renseignement communiqué par M. le Directeur de l'Ecole nationale de Grignon. — V. p. 257.

(6) 19, avenue du Maine, à Paris.

(5) Renseignements communiqués par M. le Directeur de l'Ecole.

6° *Institut agricole de l'Université de Toulouse* (1).

Les femmes furent autorisées à fréquenter l'Institut depuis sa fondation (1909). En fait, elles n'y viennent que depuis la guerre. Elles sont admises sans examen si elles ont les diplômes suffisants (baccalauréat, brevet supérieur ou équivalents), sinon, elles doivent subir un examen d'entrée.

Depuis la guerre, l'Institut compte chaque année quelques étudiantes (Françaises et étrangères) (2) à suivre ses cours. L'effectif, en 1929-30, légèrement inférieur à ceux des années précédentes, comprenait :

En première année : 3 élèves femmes (dont une Française);

En deuxième année : 2 élèves femmes (étrangères);

En troisième année : 8 élèves femmes (dont 3 Françaises).

En 1930, il y avait une trentaine d'ingénieurs femmes sorties de l'Institut avec le diplôme.

Quant aux situations qu'elles occupent, voici quelques renseignements relatifs aux Françaises : la plupart se marient avec des propriétaires, qu'elles font bénéficier de leurs connaissances pour la conduite de leur exploitation agricole; d'autres, célibataires, entrent aux Stations de recherches du Ministère de l'Agriculture (Station de Pathologie végétale de Paris). Les filles d'agriculteurs trouvent naturellement une situation chez leur père (3).

D'après les renseignements que MM. les Directeurs et Secrétaires ont bien voulu nous communiquer au sujet du nombre des femmes diplômées ingénieurs des Grandes Ecoles techniques et des Instituts, nous pouvons établir le tableau récapitulatif suivant :

(1) Allée Saint-Michel, à Toulouse.

L'Institut agricole se propose de donner aux étudiants un ensemble de connaissances agronomiques supérieures préparant à la profession d'agriculteur. La durée de la scolarité y est de trois ans. Il est délivré, comme sanction des études, aux élèves qui ont subi avec succès l'examen de sortie, un diplôme d'*Ingénieur*.

(2) Surtout des Russes et des Polonaises.

(3) Renseignements communiqués par M. le Directeur de l'Institut.

Grandes Ecoles et Instituts (1). — Nombre de femmes diplômées.

- Ecole centrale des Arts et Manufactures : 34.
 - Ecole nationale supérieure des Mines de St-Etienne : 1.
 - Ecole nationale supérieure de Céramique : 3.
 - Ecole nationale supérieure d'Aéronautique et de Constructions mécaniques : 1.
 - Institut polytechnique de Grenoble : 18.
 - Institut chimique de Nancy : 21.
 - Institut électrotechnique et de mécanique appliquée de Nancy : 13.
 - Institut de Chimie de Paris : 90 (environ).
 - Ecole municipale de Physique et de Chimie industrielles : 17.
 - Institut électrotechnique et de mécanique appliquée de Toulouse : 11.
 - Institut industriel du Nord de la France : 3.
 - Ecole spéciale des Travaux publics : 6.
 - Ecole spéciale d'Architecture : 9.
 - Ecole supérieure d'Electricité : 27.
 - Institut d'Optique théorique et appliquée : 3.
 - Institut national agronomique : 10.
 - Institut agricole de Toulouse : 30.
- Soit un total de : 319 (environ).

En résumé, en 1930, depuis l'époque où il fut permis aux femmes de devenir élèves des Grandes Ecoles et Instituts que nous venons de passer en revue dans cette monographie, 319 étudiantes environ avaient obtenu le diplôme d'ingénieur de ces établissements, où elles purent suivre les mêmes enseignements que les jeunes gens et dont le diplôme, sanctionnant des études identiques, leur ouvre, pour la plupart, des débouchés analogues à ceux qui se présentent aux hommes.

Le nombre des femmes admises au concours est à peu près stationnaire depuis l'époque où les premières étudiantes fréquentèrent les Grandes Ecoles et les Instituts. Toutefois, en hausse légère à l'Ecole spéciale d'Architecture et à l'Ecole

(1) Il nous a été malheureusement impossible de connaître le nombre des femmes diplômées ingénieurs de l'Institut électro-mécanique féminin.

supérieure d'Electricité, ce nombre semble diminuer à l'Ecole Centrale et à l'Institut agricole de l'Université de Toulouse.

Il est difficile d'évaluer le nombre des ingénieurs de sexe féminin en France. Un chiffre ne nous donnerait d'ailleurs qu'une idée vague, car malheureusement le terme d'*ingénieur*, d'une acception trop large et trop répandue aujourd'hui, confond sous une seule dénomination les ingénieurs diplômés d'une Ecole supérieure technique avec ceux sortis d'établissements de degré moyen.

De même que les femmes médecins et les femmes avocats, les femmes ingénieurs se sont groupées.

Il existe actuellement une *Association amicale des femmes ingénieurs*, dont les statuts ont été déposés en mai 1929.

L'initiative de ce mouvement fut prise par le groupe féminin de l'Association amicale de l'Ecole Centrale.

En mai 1930, l'Association amicale des femmes ingénieurs comptait 36 membres. La Présidente était Mlle Thérèse Danger, ingénieur des Arts et Manufactures (1).

(1) Renseignements communiqués par Mlle Boutaricq, secrétaire générale de l'Association.

IV. — LA FEMME PROFESSEUR D'UNIVERSITÉ (1)

I. Historique.

II. *Les femmes professeurs d'Université.* — Mme Curie. — Mme Rarmart-Lucas. — Mlle Villard. — Mlle Bianquis. — Mlle Condat. — Mme Béquignon-Lagarde.

I. — Historique

En France, ce n'est seulement que depuis le début du xx^e siècle que les femmes enseignent dans les Facultés. Pendant longtemps, elles en furent écartées à la fois comme auditrices et comme élèves. Aurait-on osé concevoir qu'elles pussent occuper une chaire d'enseignement supérieur? Quelques esprits audacieux cependant avaient demandé que les femmes fussent autorisées à professer dans les Facultés au même titre que les hommes.

Parmi ces précurseurs, se trouve, au xvii^e siècle, Poullain de la Barre, qui, non seulement juge les femmes capables d'acquérir un savoir encyclopédique, mais encore demande l'utilisation de leurs connaissances dans tous les domaines jusqu'alors réservés aux hommes. « Si les femmes, dit-il, avaient étudié dans les Universités avec les hommes, ou dans celles qu'on aurait établies pour elles en particulier, elles pourraient entrer dans les degrés et prendre le titre de *Docteur* et de *Maître en Théologie et en Médecine* en l'un et en l'autre Droit; et leur génie, qui les dispose si avantageusement à apprendre, les disposerait aussi à enseigner avec succès » (2).

(1) Nous ne considérerons dans cette monographie que la femme professeur de Faculté.

Nous remercions Mesdames les professeurs de Faculté qui voulurent bien nous transmettre quelques renseignements sur leur carrière universitaire.

(2) Poullain de La Barre, *De l'égalité des deux sexes*, seconde partie, p. 162-163.

Au XVIII^e siècle, Mme de Puisieux envisageait également la profession du haut enseignement pour les femmes.

Leur accession aux grades de l'enseignement supérieur fut revendiquée par les féministes sous Louis-Philippe et sous la Révolution de 1848.

Admises dans les Facultés sous le Second Empire, elles y conquièrent progressivement les mêmes grades que les hommes.

Pour professer dans une Faculté des Sciences ou des Lettres, il faut posséder le doctorat. Dans une Faculté de Droit, de Médecine ou de Pharmacie, l'agrégation est nécessaire.

Depuis 1888, les Facultés des Sciences ont délivré des diplômes de doctorat aux femmes (1). En 1914, la France voyait ses premières docteurs ès lettres (2). Au concours de l'agrégation de médecine, une candidate était reçue en 1923 (3). L'agrégation de droit comptait une jeune fille admissible en 1928, deux en 1929 (4).

N'était-il pas dans l'ordre naturel des choses que, munies des grades d'enseignement supérieur identiques à ceux des hommes qui enseignent dans les Facultés, les femmes y occupassent des situations similaires?

Il fallut attendre l'année 1906 pour qu'on vit en France la première femme à la tête d'un poste de ce genre : Mme Curie, en effet, était alors à cette époque chargée du cours de physique générale à la Faculté des Sciences de Paris, où elle remplaçait son mari, le savant illustre, qui venait d'être victime d'un accident.

II. — Les femmes professeurs d'Université

Le nombre des femmes qui, en France, enseignent dans les Facultés est encore restreint. En 1930, on en comptait six :

Deux dans les Facultés des Sciences (5) :

(1) *Enseignement supérieur — Doctorat.*

(2) *Id.* »

(3) *Id. Agrégation.*

(4) *Id.* »

(5) Nous citons les Facultés dans l'ordre successif où furent nommées ces professeurs.

Paris : Mme Curie, professeur titulaire de physique générale et de radioactivité. — Mme Ramart-Lucas, professeur de chimie organique.

Deux dans les Facultés des Lettres (1) :

Lyon : Mlle Villard, professeur de langue anglaise et de littérature américaine. — *Dijon* : Mlle Bianquis, maître de conférences de langue allemande.

Une dans les Facultés de Médecine :

Toulouse : Mlle Condat, chargée de l'enseignement de la pathologie générale.

Une dans les Facultés de Droit :

Rennes : Mme Béquignon-Lagarde, chargée du cours de procédure et des voies d'exécution.

Le corps professoral des Facultés de Pharmacie était le seul à ne pas compter de femmes en 1930.

M^{me} CURIE, PROFESSEUR TITULAIRE A LA FACULTÉ DES SCIENCES
DE PARIS

Mme Curie-Sklodowska, d'origine polonaise, est née à Varsovie. Son père et sa mère y étaient professeurs d'enseignement secondaire. Elle suivit les cours du lycée de sa ville natale. Se destinant aux études scientifiques, elle vint à Paris en 1892 et subit avec succès à la Sorbonne tout d'abord les examens de la licence de physique en 1893, puis ceux de la licence de mathématiques, auxquels elle fut reçue en 1894. Tout en préparant ses examens, elle travaillait au laboratoire de recherches du professeur Lippmann, lorsqu'au printemps de l'année 1894, elle rencontra, pour la première fois, Pierre Curie, alors professeur de physique à l'Ecole de Physique et de Chimie dont Schützenberger était le directeur. Leurs intelligences ne tardèrent pas à se rapprocher et leurs cœurs aussi.

(1) En 1928, Mlle Sjøestedt fut nommée maître de conférences de grec à la Faculté des Lettres de Rennes en remplacement de M. Dottin. Elle démissionna à la fin de l'année 1929 pour occuper à l'Ecole pratique des Hautes Etudes (section des sciences historiques et philologiques) une direction d'études de langue et littérature irlandaises qui fut instituée à cette époque.

Mlle Sjøestedt s'occupe principalement de travaux de dialectologie irlandaise.

« Bientôt, il prit l'habitude, écrit Mme Curie, de me parler de son rêve de vie consacrée entièrement à la recherche scientifique et il me demanda de partager cette existence » (1). Ils se marièrent le 25 juillet 1895, vouant leur vie commune au même « rêve scientifique » (2).

Parler de la carrière intellectuelle de Mme Curie, c'est aussi rappeler toute une période de la vie de labeur du grand savant. « Notre existence, dit-elle, était entièrement organisée en vue du travail scientifique et nos journées se passaient au laboratoire, où Schützenberger m'autorisa à travailler auprès de mon mari » (3). Leur temps était consacré au travail théorique, aux expériences de laboratoire, à la préparation de cours ou d'examens.

Mme Curie fut reçue première à l'agrégation des jeunes filles, en 1896.

La même année, l'attention de P. Curie et de sa femme fut attirée par un phénomène curieux que venait de découvrir H. Becquerel : « La découverte des rayons X par Röntgen excitait alors les imaginations et plusieurs physiciens cherchaient si des rayons semblables n'étaient pas émis par les corps fluorescents, sous l'action de la lumière. H. Becquerel étudiait à ce point de vue les sels d'urane et ainsi qu'il arrive parfois, trouva un phénomène différent de celui qu'il cherchait : l'émission spontanée par les sels d'urane de rayons d'une nature particulière : ce fut la découverte de la *radioactivité* » (4).

Mme Curie se décida à étudier ce phénomène et c'est dans un atelier vitré, servant de magasin et de salle de machine, que Schützenberger avait mis à sa disposition, qu'elle se livra aux premières expériences sur l'urane et le thorium. Elle fit porter ses recherches, non seulement sur des composés simples, sels et oxydes, mais aussi sur un grand nombre de minéraux. Ceux qui contenaient de l'urane et du thorium se montrèrent radioactifs, mais d'une radioactivité anormale, dépassant de beaucoup celle que l'on aurait pu prévoir d'après la teneur en uranium et en thorium. Il s'agissait de déceler ce

(1) Mme Curie, *Pierre Curie*, Paris, Payot, 1924, p. 47.

(2) Ibid., *id.*, p. 49.

(3) Ibid., *id.*, p. 53.

(4) Ibid., *id.*, p. 63.

qu'était cet élément chimique nouveau. C'est sur cette nouvelle substance que Pierre Curie et Mme Curie concentrèrent toute leur attention. Ils étudièrent ce phénomène sur le minerai d'urane, la pechblende, et découvrirent deux radioéléments nouveaux de la pechblende : le polonium, dont l'existence fut annoncée en 1898, et le radium, en décembre de la même année.

Une nouvelle difficulté surgit lorsqu'il fallut isoler ces éléments. Après un an de travail, il apparut qu'il serait plus aisé de séparer le radium que le polonium, et c'est dans ce sens que les deux savants orientèrent leurs recherches communes.

Au cours des années 1899 et 1900, Pierre Curie et sa femme publièrent plusieurs mémoires sur leur découverte du radium et de ses effets.

Leur « rêve scientifique » devenait la réalité. « Nous étions à cette époque, dit Mme Curie, entièrement absorbés par le nouveau domaine qui s'ouvrait devant nous, grâce à une découverte aussi inespérée. Malgré les difficultés de nos conditions de travail, nous nous sentions très heureux. Nos journées s'écoulaient au laboratoire, et il nous arrivait d'y déjeuner fort simplement, en étudiants. Dans notre hangar, si pauvre, régnait une grande tranquillité; parfois, en surveillant quelque opération, nous nous y promenions de long en large, causant de travail présent et futur. Quand nous avions froid, une tasse de thé chaud prise auprès du poêle nous réconfortait. Nous vivions dans une préoccupation unique, comme dans un rêve.

« Il nous arrivait de revenir, le soir, après dîner, pour jeter un coup d'œil sur notre domaine. Nos précieux produits, pour lesquels nous n'avions pas d'abri, étaient disposés sur les tables et sur des planches; de tous côtés, on apercevait leurs silhouettes faiblement lumineuses, et ces lueurs qui semblaient suspendues dans l'obscurité, nous étaient une cause toujours nouvelle d'émotion et de ravissement » (1).

Pierre Curie, en 1900, professa la physique au Certificat d'études physiques, chimiques et naturelles (P.C.N.). La même année, Mme Curie fut chargée des conférences de physique à l'Ecole normale supérieure de jeunes filles à Sèvres.

En 1903, elle soutint à la Sorbonne sa thèse de doctorat

(1) Mme Curie, *ouvr. cit.*, p. 72-73.

ès sciences physiques sur le sujet suivant : *Recherches sur les substances radioactives* (1). Le jury lui décerna la mention *Très honorable*.

En France, en 1903, le travail sur le radium venait d'être achevé, et les pays étrangers invitaient les deux savants à venir faire des conférences sur leur grande découverte. Pierre Curie et Mme Curie allèrent à Londres et, quelques mois plus tard, la médaille Davy leur était décernée par la Société royale de Londres. Presque en même temps, ils obtenaient avec H. Becquerel, le prix Nobel de Physique.

Au commencement de l'année scolaire 1904-05, Pierre Curie fut nommé professeur titulaire à la Faculté des Sciences de Paris, et Mme Curie, chef de travaux.

Le 19 avril 1906, Pierre Curie, que les découvertes et les travaux scientifiques avaient placé au premier rang des savants de son pays, mourut victime d'un accident. « Afin d'assurer la continuité de son œuvre, dit Mme Curie, la Faculté des Sciences de Paris me fit le très grand honneur de m'offrir de le remplacer dans la chaire qu'il occupait » (2).

Chargée du cours de physique générale à la Faculté, Mme Curie devint, en 1909, professeur titulaire de physique générale. « Elle saura garder à l'avenir la haute et lourde direction de la nouvelle science, la radioactivité, sans cesser de travailler elle-même avec précision aux recherches innombrables dont elle doit déterminer les cadres avec les fidèles collaborateurs de son mari » (3).

Des laboratoires s'ouvrirent dans presque tous les pays, en vue de l'étude de la radioactivité. Des conférences internationales réunirent les savants des diverses contrées et Mme Curie fut désignée comme arbitre des questions se rapportant à cette science. Elle dut faire de nombreux voyages dans des centres lointains où la radioactivité se développait.

La guerre lui créa un nouveau champ d'action. « Ayant voulu, comme tant d'autres, écrit-elle, me mettre au service de la Défense nationale, dans les années que nous venons de traverser, je me suis presque aussitôt orientée du côté de la

(1) Paris, 1903, in-8°, 142 p.

(2) Mme Curie, *ouvr. cit.*, p. 102.

(3) *La Française*, 19 janv. 1929, A. Robert-Weill : *Mme Curie et la découverte de la radioactivité*.

radiologie, m'efforçant de contribuer à l'organisation des services radiologiques notoirement insuffisants au début de la guerre ».(1). Mme Curie fut chargée de la direction du service radiologique de la Croix-Rouge, U.F.F., elle avait de plus assumé auprès du Patronage national des Blessés la tâche d'établir aux frais de cette œuvre des installations radiologiques partout où il y en avait un besoin urgent. Cette création de service obligea Mme Curie à faire de multiples voyages aux hôpitaux et aux ambulances. Il lui fallut s'occuper aussi de la formation du personnel à ces nouvelles fonctions.

Au lendemain de la guerre, Mme Curie participa activement aux travaux de la *Commission internationale de Coopération intellectuelle* (2).

En 1921, elle se rendit en Amérique, où un gramme de radium, destiné à ses travaux personnels, lui fut remis dans une séance solennelle à la Maison-Blanche par le président *Harding* (3).

Lors d'un second voyage qu'elle fit au début d'octobre 1929, un deuxième gramme lui fut donné, ou plutôt la somme nécessaire à l'achat d'un gramme de radium lui fut offerte, en vue de hâter l'ouverture de l'Institut du Radium fondé à Varsovie (4).

Mme Curie dirige aujourd'hui, avec M. le docteur Regaud, l'Institut du Radium, situé à Paris, 1, rue Pierre-Curie.

Né de la collaboration de la Faculté des Sciences de Paris et de l'Institut Pasteur, il est destiné à l'étude physico-chimique et à l'étude biologique des corps radioactifs. Bien que sa création ait été décidée en 1909, ce n'est qu'en 1919, à cause de la guerre, que le travail scientifique a pu être organisé.

Au point de vue scientifique et administratif, l'Institut du Radium est divisé en deux départements : 1° Le Laboratoire de Physique générale et de Radioactivité (logé dans le Pavillon Curie), administré par la Faculté des Sciences et dirigé

(1) Mme Curie, *La radiologie pendant la guerre*, 1921, p. 2.

(2) En 1926 parut un « *Memorandum de Mme Curie, membre de la Commission, sur la question des bourses internationales, pour l'avancement des sciences et le développement des laboratoires* » dont les conclusions furent adoptées par la Commission.

(3) *Annales de l'Université de Paris*, janv.-fév. 1930.

(4) *Id.*

par Mme Curie (1); 2° Le Laboratoire de Radio-physiologie (logé au Pavillon Pasteur), administré par l'Institut Pasteur et dirigé par M. le docteur Regaud.

A l'Institut du Radium est adjointe la *Fondation Curie*, qui a pour objet de favoriser les travaux et le développement de l'Institut du Radium et qui assume en outre la tâche d'organiser l'application de la science des radiations (corps radioactifs, rayons X) au traitement des maladies.

Un service de mesures pour les matières radioactives apportées de l'extérieur et un service de production d'émanation pour les travaux scientifiques et pour les besoins de la thérapeutique sont également rattachés au Laboratoire Curie (2).

Publications et travaux de Mme Curie :

Mme Curie publia de nombreux articles qui parurent dans *Le Radium*, actuellement *Le Journal de Physique et du Radium*, et dans *Le Journal de Chimie-Physique*.

Elle est l'auteur des ouvrages suivants :

Recherches sur les substances radioactives, 1903, thèse;

Traité de radioactivité, 1910, 2 vol.;

Les radioéléments et leur classification, 1913;

Sur les rayonnements des corps radioactifs, 1913;

La radiologie et la guerre, 1921;

L'isotopie et les éléments isotopes, 1924;

Pierre Curie, 1924.

M^{me} RAMART-LUCAS, PROFESSEUR A LA FACULTÉ DES SCIENCES
DE PARIS.

Mme Ramart ne suivit pas la filière ordinaire. A onze ans, elle quittait l'école. Diverses circonstances l'amènèrent à poursuivre ses études douze ans plus tard. C'est en préparant le brevet supérieur que sa vocation scientifique naquit; elle se développa ensuite pleinement à la Sorbonne, où Mme Ramart obtint à la fois, en 1909, la licence ès sciences physiques et le diplôme d'études supérieures. « Je rêvais de « faire de la Re-

(1) V. *Rapport de Mme Curie sur l'activité de son laboratoire pendant l'année scolaire 1928-29. Annales de l'Université de Paris*, janv.-fév. 1930, p. 72 à 79.

(2) V. *Livret de l'étudiant de l'Université de Paris : l'Institut du Radium*.

cherche », dit-elle. En 1910, M. Haller l'ayant admise dans son laboratoire de la Sorbonne, elle y travailla comme préparateur bénévole. Sous la direction du grand chimiste, elle prépara le doctorat ès sciences physiques sur le sujet : *Contribution à l'étude de l'action des dérivés organomagnésiens sur les trialcyl-acétophénones* (1). Mme Ramart soutint sa thèse à la Sorbonne en 1913. Elle fut reçue docteur avec la mention *Très honorable*.

Associée aux travaux de M. le professeur Haller, elle collabora avec lui à ses recherches, en particulier sur certains dérivés du camphre et sur des synthèses au moyen de l'amidure de sodium.

De 1915 à 1920, Mme Ramart fut attachée comme assistante à l'Institut Pasteur, dans le laboratoire de M. Ernest Fourneau, dont elle devint la collaboratrice.

Nommée chef des travaux de chimie organique à la Sorbonne en 1920, elle y suppléa, en 1924, M. Blaise dans son enseignement de chimie organique. Proposée à l'unanimité par le Conseil de la Faculté, en 1925, elle occupa jusqu'en 1930 la maîtrise de conférences de chimie organique. Proposée, à nouveau, à l'unanimité par le Conseil, Mme Ramart vient d'être nommée professeur (décret du 27 mai 1930).

Les recherches effectuées par Mme Ramart, soit seule, soit en collaboration avec ses élèves, ont eu surtout pour objet :

1° L'étude des transformations intramoléculaires, c'est-à-dire des changements de structure (sans perte ni gain de radicaux hydrocarbonés) que subissent certaines combinaisons organiques sous l'influence de la chaleur, de certaines radiations ou de catalyseurs.

2° L'étude de la configuration spatiale des substances organiques d'après leurs spectres d'absorption dans l'ultra-violet.

Les recherches concernant les transformations intramoléculaires ont été abordées, par une voie nouvelle, par Mme Ramart, qui a montré l'importance que présente à ce point de vue la connaissance de spectres d'absorption dans l'ultra-violet. A la suite de ses recherches, elle a pu formuler des règles qui permettent de prévoir dans beaucoup de cas les conditions dans lesquelles peuvent s'effectuer ces transforma-

(1) Paris, Gauthier-Villars, 1913. In-8°, vi-87 p.

tions. L'observation de ces règles a permis d'obtenir à volonté, dans différentes séries, chacun des isomères que la théorie permet de prévoir.

L'étude des spectres d'absorption en relation avec la configuration dans l'espace des molécules organiques est le problème entrepris récemment par Mme Ramart.

En collaboration avec ses élèves, elle a montré, par l'étude de l'absorption des monoacides de la série grasse, que les groupements atomiques CH_2 et CH n'influent pas sur l'absorption, et, par suite, que toutes les substances d'une série homologue, ne contenant qu'un groupe fonctionnel auront une même absorption.

D'autre part, l'étude de l'absorption de certains stéréoisomères a conduit Mme Ramart à penser que pour toute molécule ayant une action mutuelle (diacides, amnoacides, acides alcool...), la courbe d'absorption ne se déplacera pas toujours dans un même sens à mesure que les deux fonctions s'éloignent sur la chaîne carbonée, mais que ce déplacement devra varier avec la position respective dans l'espace de ces deux fonctions, lesquelles, prenant le rapprochement minimum compatible avec la rigidité des valences, peuvent devenir très voisines alors que le nombre d'atomes de carbone qui les sépare devient plus grand. Ceci est bien en accord avec le fait que certaines réactions intramoléculaires (formation de composés cycliques : lactones lactames, etc.) se font plus facilement que les réactions correspondantes entre molécules voisines.

L'étude de l'absorption de diacides a permis de constater que, dans cette série, l'hypothèse précédemment émise est bien vérifiée.

Par suite, on peut espérer que l'étude de l'absorption ainsi poursuivie permettra d'établir des relations entre la configuration des molécules dans l'espace et leur spectre d'absorption.

Les résultats des travaux de Mme Ramart ont été publiés dans les *Comptes rendus de l'Académie des Sciences*, le *Bulletin de la Société chimique de France*, les *Annales de Chimie* (périodiques scientifiques).

De 1912 à 1930, il fut attribué à Mme Ramart-Lucas : la Médaille Berthelot, le Prix Berthelot de synthèse organique, par l'Académie des Sciences ; les Prix et Médaille Nicolas Leblanc, par l'Académie chimique de France ; en 1923, la Lé-

gion d'honneur (promotion faite en l'honneur du centenaire de la naissance de Pasteur) ; en 1928, le prix international Ellen Richards, qu'elle partagea avec Mme Lise Meitner, de l'Université de Berlin, prix ayant pour objet d'honorer les mérites et d'encourager les initiatives d'une femme qui a accompli des travaux originaux dans le domaine des sciences expérimentales (1).

M^{lle} VILLARD, PROFESSEUR A LA FACULTÉ
DES LETTRES DE LYON

Mlle Villard fit des études classiques, mais contrairement à la grande majorité des jeunes filles, c'est à la maison, sous la direction d'un frère aîné, qu'elle fut initiée de bonne heure au latin et au grec, à l'étude de la littérature française et des littératures anglaise, allemande et italienne. « J'ai gardé, nous dit-elle, un souvenir exquis de lectures entreprises surtout au gré de mes préférences, mais discrètement guidées vers les plus belles œuvres. Je sais presque par cœur Racine, Corneille, les *Eglogues* de Virgile, Keats, Shelley, les deux *Faust*, Heine, Leopardi, tant je les ai lus et relus depuis ma dixième année. Il est bon de s'enchanter, de bonne heure, de merveilles qu'on appréciera pleinement bien plus tard ».

Lorsqu'en 1929, Mlle Villard fit des cours sur notre théâtre classique, à Hunter College (New-York), ses étudiantes s'étonnaient de ne pas lui voir un livre en mains quand elle leur expliquait telle scène d'*Andromaque* ou d'*Iphigénie* !

Mlle Villard passa successivement le baccalauréat, la licence, le concours du certificat d'aptitude à l'enseignement de l'anglais dans les lycées et collèges, puis le diplôme d'études supérieures et l'agrégation où elle fut classée la première.

Quant à ses thèses, elle ne commença à les écrire qu'après avoir fait plusieurs années d'enseignement secondaire, mais ses sujets étaient choisis depuis longtemps. Lorsque son travail fut achevé et accepté, une opération nécessitée par l'appendicite l'empêcha de soutenir ses thèses en Sorbonne avant la guerre. Après une brillante soutenance qui eut lieu en février

(1) Prix international d'une valeur de 2.000 dollars. Les noms de ces deux savantes chimistes furent choisis parmi ceux de cinquante-deux candidates, dont 28 Américaines. (V. *Les Nouvelles littéraires*, juillet 1928.) Bellechère-Allanic, *Dans nos Laboratoires*. Pauline Ramart.

1915, elle acquit le titre de docteur avec la mention *Très honorable*. C'était la troisième femme qui, en France, obtenait le doctorat ès lettres d'Etat.

Mlle Villard choisit pour sujet de thèse complémentaire : *The influence of Keats on Tennyson and Rossetti* (1), et pour sujet de thèse principale : *Jane Austen, sa vie et son œuvre, 1775-1817* (2). « Presque ignorée en France, écrit Mlle Villard dans la préface de l'ouvrage, l'œuvre de Jane Austen est en Angleterre, l'objet d'un véritable culte.....

« Le but de cette nouvelle biographie est seulement de faire revivre l'image charmante d'une femme qui, à ses moments de loisir, fut une grande et parfaite artiste. Dans le récit de sa vie, nous avons essayé de mêler, comme ils s'y mêlèrent en réalité, les joies familiales, les succès mondains d'une jeune fille spirituelle et jolie, l'amour des chiffons, du bal, de la parure, et la composition de six romans aujourd'hui classiques.

« Dans la partie consacrée à son œuvre, nous avons tenté de dégager du roman de Jane Austen, à côté de sa valeur psychologique et littéraire, une peinture de la famille et de la société anglaise dans une classe qui subsiste encore, mais dont les traditions et l'esprit disparaissent rapidement sous la poussée de forces nouvelles et hostiles. De plus, à l'heure où la condition et le rôle de la femme soulèvent les plus grands problèmes, il a paru intéressant d'étudier chez les héroïnes de Jane Austen une conception de la vie féminine et une vision de la société dont un siècle de transformations morales et sociales nous sépare aujourd'hui. »

La thèse de Mlle Villard sur Jane Austen fut couronnée par l'Académie Britannique et obtint le prix Rose-Mary Crawshay.

Professeuse agrégée d'anglais, Mlle Villard enseigna au lycée de jeunes filles de Lyon. Mais elle ne fit aucune démarche pour être inscrite sur la liste d'aptitude à l'enseignement supérieur.

« Quant à mon entrée dans l'enseignement supérieur, nous dit-elle, je la dois uniquement à mes maîtres, M. Legouis et M. Cazamian. Ils m'écrivirent de me faire inscrire, et, une fois sur la liste, je fus nommée maître de conférences à Grenoble. » Il est donc intéressant de signaler ce point, que la première femme professeur dans une Faculté des Lettres n'eut aucune

(1) St-Etienne, 1914. In-8°, 94 p.

(2) St-Etienne, 1914. In-8°, 396 p.

lutte à soutenir, mais fut encouragée exactement de la même façon que l'aurait été *un* docteur ès lettres pour le travail duquel ses maîtres auraient eu la même estime.

Nommée maître de conférences d'anglais à Grenoble, en novembre 1921, Mlle Villard organisa l'enseignement régulier de l'anglais à l'Université, y compris la préparation à l'agrégation jusqu'en 1924, époque où elle fut promue maître de conférences à la Faculté de Lyon. Elle y occupe actuellement la chaire de langue anglaise et de littérature américaine.

Publications de Mlle Villard :

Jane Austen, sa vie et son œuvre (thèse principale), ouvrage traduit en anglais et publié chez Routledge;

The influence of Keats on Tennyson and Rossetti (thèse secondaire);

La femme anglaise et son évolution au XIX^e siècle (1 vol., Didier, Paris);

Le théâtre américain (1 vol., Boivin, Paris).

Mlle Villard est l'auteur de nombreux articles qui parurent dans différentes revues : le *Mercure de France* (série d'articles sur les tendances nouvelles de la littérature américaine); la *revue Anglo-Américaine*; *périodiques anglais*, etc.

M^{lle} BIANQUIS, MAÎTRE DE CONFÉRENCES A LA FACULTÉ
DES LETTRES DE DIJON

Mlle Bianquis fit ses études au lycée de Rouen, puis au lycée Fénelon, à Paris, où elle obtint en 1902 le diplôme de fin d'études secondaires. Après quelques années passées à la Sorbonne, elle subit avec succès, en 1906, les épreuves du concours du certificat d'aptitude à l'enseignement de l'allemand dans les lycées et collèges, concours où elle fut reçue première. En 1907, après un semestre de scolarité à l'Université de Berlin, elle obtint le diplôme d'études supérieures avec la mention *Très honorable*. L'année suivante, elle fut admise première à l'agrégation d'allemand, et, bien qu'à cette époque, il existât un double classement à ce concours, pour les hommes et pour les femmes, ses notes la placèrent avant le premier de la liste masculine, normalien distingué! La brillante lauréate n'avait même pas vingt-deux ans.

Après quelques mois d'enseignement au collège Sévigné et au lycée du Havre, Mlle Bianquis partit pour le Canada; elle enseigna deux ans à Montréal la littérature française, d'abord au Royal Victoria College, puis à l'Université Mc. Gill. En 1910, ayant achevé de remanier son mémoire de diplôme d'études supérieures, elle le publia sous forme de thèse de doctorat d'Université (*Caroline de Günderode* : Paris, 1910) qu'elle soutint avec un vif succès et mérita la mention *Très honorable*.

De retour en France, en 1911, Mlle Bianquis ne cessa jamais de mener de front l'enseignement et le travail personnel. Elle fut professeur d'allemand au lycée de Saint-Quentin (1911-1914), suppléante pendant la guerre dans divers lycées de jeunes filles et de garçons à Paris, professeur au lycée de Reims (1919-1921), puis aux lycées Lamartine, Victor Hugo et enfin Fénelon. Dans le même temps, elle passa en 1912 la licence ès lettres et soutint en 1926 à Paris une thèse de doctorat ès lettres d'Etat sur : *La poésie autrichienne de Hofmannsthal à Rilke*, accompagnée d'une *Etude sur deux fragments d'un poème de Goethe*. « A l'unanimité, le jury lui décerna la mention *Très honorable*. Ce n'est que la seconde fois depuis trente ans que pareil fait s'est produit dans la section germanique de la Sorbonne. Les qualités d'érudition, d'exposition et de style de cette thèse valurent à son auteur des éloges unanimes aussi bien en France qu'à l'étranger » (1). L'ouvrage fut couronné par l'Académie française en 1927.

L'année suivante, Mlle Bianquis remportait le prix de la Nietzsche-Gesellschaft de Munich, qui avait mis au concours une étude sur l'influence de Nietzsche sur la pensée française. Ce prix lui fut décerné par un jury comprenant des personnalités internationales, telles que MM. Thomas Vossler, Lévy-Brühl, H. Lichtenberger, etc., de préférence à de nombreux concurrents français et allemands.

En janvier 1930, Mlle Bianquis occupa le poste de maître de conférences d'allemand à la Faculté des Lettres de Dijon, en remplacement de M. Jules Legras, nommé professeur de russe à la Sorbonne. « Cette nomination qui, pour la première fois, ouvre l'accès de l'Université bourguignonne à une femme,

(1) *Le Bien Public* (journal de Dijon).

complète, de façon heureuse, les cadres de la Faculté, justement soucieuse de grouper des maîtres de valeur » (1).

La liste des publications de Mlle Bianquis comprend :

Caroline de Günderode (1910, Alcan);

La poésie autrichienne de Hofmannsthal à Rilke (1926, Presses Universitaires), ouvrage couronné par l'Académie française en 1927;

Essai sur deux fragments d'un poème de Goethe (1926, Berger-Levrault);

Nietzsche en France (1929, Alcan), ouvrage couronné par la Nietzsche Gesellschaft de Munich en 1928 (grand prix Nietzsche).

A ces travaux, on doit ajouter :

1° La collaboration aux ouvrages ou revues suivantes :

Documents sur le pangermanisme (1915-1917);

Revue des Deux-Mondes, *Revue bleue*, *Revue des Etudes italiennes*, les *Langues modernes*, la *Grande Revue*, *Revue européenne*, *Europe*, *Revue de Genève*, *Revue de Synthèse historique*;

Mélanges offerts à M. Charles Andler, 1925;

Hommage à Rilke, 1926.

2° Les traductions :

Désordre, de Thomas Mann;

Préface à *Tristan*, de Thomas Mann.

En outre, Mlle Bianquis a :

1° Sous presse :

La Vie du maître d'école Wutz, par Jean-Paul, texte, traduction et introduction à la vie et à l'œuvre de Jean-Paul.

Traduction d'*Altesse Royale*, de Thomas Mann.

2° En préparation :

Traduction (en collaboration) de *Les Buddenbrook*, de Thomas Mann;

Histoire de la littérature allemande (A. Colin).

(1) *Le Bien Public*.

M^{lle} CONDAT, AGRÉGÉE A LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE TOULOUSE

Mlle Condat commença ses études médicales à la Faculté de Toulouse.

Lauréate de la Faculté des Sciences de Toulouse (P. C. N.) en 1905, elle fut classée première au concours de fin d'année, avec les quatre premiers prix.

A la Faculté de Médecine de Toulouse, lauréate en 1^{re} et en 2^e année, elle obtint le Prix Gaussail (médaille d'or), en 1906 et 1907.

Reçue externe des hôpitaux de Paris au concours de 1907, elle devint interne des hôpitaux au concours de 1909 et en remplit les fonctions à l'hôpital des Enfants-Malades du 1^{er} mai 1910 au 1^{er} mai 1914. L'Assistance publique lui décerna la Médaille de bronze en 1913.

Mlle Condat fut reçue docteur en médecine devant la Faculté de Paris, en mai 1916. Le sujet de sa thèse était le suivant : *Leucocytolyse et fragilité leucocytaire* (1). Elle obtint la Médaille d'argent de la Faculté de Paris.

Pendant la guerre, Mlle Condat reprit volontairement du service à l'hôpital des Enfants-Malades, d'août 1914 à mars 1919; elle fut pendant ce laps de temps moniteur de tubage et de trachéotomie. Pour le travail qu'elle accomplit durant toute la durée des hostilités, elle reçut du Ministère de l'Intérieur la Médaille de l'Assistance publique (9 juillet 1919).

En 1917-18, Mlle Condat occupa le poste de préparateur des travaux pratiques d'anatomie pathologique, à la Faculté de Médecine de Paris.

L'année suivante, à la même Faculté, elle fut préparateur du laboratoire d'anatomie pathologique. De 1917 à 1919, elle fit à la Faculté de Médecine de Paris, des démonstrations pratiques d'anatomie pathologique.

En 1919, Mlle Condat s'installa à Toulouse, sa ville d'origine et remplit les fonctions d'aide de clinique médicale à la Faculté de Médecine de cette ville (1920-1922) et de chef de laboratoire de clinique chirurgicale (1921-1922). En mars 1922, elle y devint chef de laboratoire de clinique médicale et préparateur de thérapeutique. A la Faculté de Toulouse, elle fit

(1) Paris, 1916. In-8°, 256 p.

des conférences de propédeutique médicale, des conférences de laboratoires et des démonstrations pratiques.

Au concours d'agrégation de 1923, Mlle Condat fut nommée agrégée dans la section de Médecine à la Faculté de Toulouse. « Soixante-quinze médecins, relate Mme Crouzet-Ben-Aben, se présentaient au concours de la Faculté de Médecine en mai-juin 1923. Deux jeunes filles étaient du nombre... Jury peu féministe. Concurrents légèrement ironiques. Le concours comprend trois épreuves. A la première, trente concurrents furent éliminés. A la seconde, qui consiste en une leçon orale, Mlle Condat traita magistralement la question sur la paralysie ascendante aiguë de Landry. La troisième épreuve se passe à l'hôpital. A la Pitié, au service de M. le professeur Vaquez, chef du jury, on présenta à la candidate un malade atteint d'encéphalite aiguë, et Mlle Condat emporta tous les suffrages en expliquant, au bout des vingt minutes réglementaires d'examen, les caractères de la maladie et le traitement à employer » (1).

A la Faculté de Médecine de Toulouse, Mlle Condat, agrégée, est chargée de l'enseignement de la pathologie médicale. Comme tous ses collègues des grandes sections : médecine, chirurgie, accouchements, elle donne des consultations. Elle est spécialisée surtout en médecine infantile.

Mlle Condat est membre de la Société anatomo-clinique de Toulouse, membre correspondant de la Société de Médecine de Toulouse, membre correspondant national de la Société de Pédiatrie de Paris. Elle obtint la mention très honorable de l'Académie de Médecine (prix Sabatier, 1918). Elle fut lauréate de la Société de Médecine de Toulouse (prix Gaussail, 1922).

La majorité des travaux de Mlle Condat concernent la médecine infantile, et même lorsqu'ils ont trait à des sujets d'ordre général, les documents ont été principalement recueillis chez des enfants. « Nos études cliniques, écrit Mlle Condat, ont toujours été complétées par les examens de laboratoire s'y rapportant; d'autre part, nos recherches de laboratoire sont dans l'ensemble étroitement liées à la clinique » (2).

(1) *Revue Universitaire*, 1923, t. II, p. 170.

(2) *Exposé des titres et travaux scientifiques de Mlle Condat*, 1923, p. 17.

D'après leur tendance principale, ses publications peuvent être groupées sous les titres suivants :

- 1° *Pathologie générale*;
- 2° *Pédiatrie*;
- 3° *Recherches de laboratoire*;
- 4° *Anatomie pathologique*;
- 5° *Publications diverses*.

Pathologie générale : Leucocytolyse et fragilité leucocytaire (Thèse de doctorat en médecine, 1916. Médaille d'argent de la Faculté de Paris. Mention très honorable de l'Académie de Médecine et divers articles parus dans le *Toulouse médical*).

Les travaux de Mlle Condat se rapportant aux groupes suivants : *Pédiatrie, Recherches de laboratoire, Anatomie pathologique*, etc., ont été publiés dans :

Un *mémoire inédit présenté à la Société de Médecine de Toulouse* (prix Gaussail, 1922);

Les Archives de médecine des enfants;

Le Toulouse médical;

La Presse médicale;

Le Bulletin de la Société française de Dermatologie et de Syphiligraphie;

La Gazette des Hôpitaux.

M^{me} BÉQUIGNON-LAGARDE, CHARGÉE DE COURS A LA FACULTÉ
DE DROIT DE RENNES

Mme Béquignon-Lagarde fit de brillantes études secondaires, sanctionnées par les deux baccalauréats Latin-Sciences et Mathématiques élémentaires (mention *Bien*). Elle fut inscrite ensuite à la Faculté de Droit de Caen, où elle obtint la licence (1922-23) et le doctorat (1924-25). Elle eut de nombreux prix aux concours de fin d'année et passa tous ses examens de droit avec la mention *Très bien*.

Au concours général, qui a lieu tous les ans entre les élèves de troisième année des Facultés de Droit de l'Etat, en 1922-23, sur cinq lauréats, Mlle Béquignon fut la seule jeune fille qui se vit attribuer une récompense (1^{re} mention).

Docteur en droit en 1924-25, elle soutint sa thèse sur ce sujet : *La dette de monnaie étrangère* (1). Le jury lui décerna la mention *Très bien*.

(1) Paris, 1925. In-8°, 191 p.

Mlle Béquignon vint à la Faculté de Paris pour y poursuivre ses études et préparer l'agrégation de droit (section de droit privé).

En 1926, elle fut diplômée de l'Institut de Criminologie.

Au concours d'agrégation de 1928, elle fut admissible et chargée du cours de procédure et des voies d'exécution à la Faculté de Rennes. Au concours de 1929, elle fut de nouveau admissible et enseigna pendant l'année 1929-30 les mêmes matières à la Faculté de Rennes.

En 1930, en dehors des six femmes professant dans les Facultés et dont il vient d'être question : l'une, chargée de cours (Droit); une autre, agrégée (Médecine); deux, professeurs (Sciences); l'une, professeur, l'autre, maître de conférences (Lettres), le personnel intellectuel féminin des Facultés comprend des chefs de travaux et des préparateurs (Médecine), des chefs de travaux et des assistants (Sciences), des assistants (Pharmacie).

Le tableau ci-contre montre, à diverses époques, ce personnel et sa progression depuis l'année où la première femme fut chargée de cours.

TABLEAU XLIX

PROGRESSION DE L'EFFECTIF FÉMININ ENSEIGNANT DANS LES FACULTÉS

	ANNÉES				VILLES DE FACULTÉS OÙ ENSEIGNAIENT LES FEMMES EN 1930
	1906	1917	1923	1930	
<i>Facultés de Droit :</i>					
Chargé de cours.....	—	—	—	1	A Rennes.
<i>Facultés de Médecine :</i>					
Agrégé	—	—	—	1	A Toulouse.
Chefs de travaux	—	—	1	2	1 à Lyon; 1 à Bordeaux.
Préparateurs	—	—	3	9	3 à Paris; 3 à Toulouse; 1 à Strasbourg; 1 à Lille; 1 à Alger.
<i>Facultés des Sciences :</i>					
Professeurs	—	1	1	2	A Paris.
Maître de conférences	1	—	—	—	
Chefs de travaux	—	—	1	3	2 à Paris; 1 à Lyon.
Assistants (1)	—	1	28	38	11 à Paris; 6 à Stras- bourg; 3 à Grenoble; 3 à Toulouse; 3 à Caen; 3 à Alger; 2 à Dijon; 2 à Lille; 1 à Bordeaux; 1 à Lyon; 1 à Poitiers; 1 à Besançon; 1 à Clermont.
<i>Facultés des Lettres :</i>					
Professeur	—	—	—	1	A Lyon.
Maître de conférences	—	—	1	1	A Dijon.
<i>Facultés de Pharmacie :</i>					
Assistants (2).....	—	—	2	3	1 à Paris; 1 à Stras- bourg; 1 à Mont- pellier.

(1) Préparateurs, avant le décret du 22 novembre 1925.

(2) Anciennement préparateurs.

A cette énumération, il faut joindre des lectrices (Facultés des Lettres).

CHAPITRE III

VUE D'ENSEMBLE SUR CES QUATRE PROFESSIONS A L'ÉTRANGER (1)

I. *Europe*. — Allemagne* — Autriche* — Belgique* — Bulgarie* — Danemark* — Espagne* — Esthonie* — Finlande* — Grande-Bretagne* — Grèce — Hollande* — Hongrie* — Irlande* — Islande* — Italie* — Lettonie* — Lithuanie* — Norvège* — Pologne* — Portugal* — Roumanie* — U.R.S.S. — Suède* — Suisse* — Tchécoslovaquie* — Turquie d'Europe — Yougoslavie.

II. *Afrique*. — Afrique du Sud* — Egypte.

III. *Amérique*. — Amérique du Nord (Canada*, Etats-Unis*, Mexique*) — Amérique Centrale — Amérique du Sud.

IV. *Asie*. — Chine — Inde* — Japon — Syrie — Turquie d'Asie.

V. *Océanie*. — Australie* — Nouvelle-Zélande* — Iles de la Sonde — Iles Sandwich.

I. — Europe

ALLEMAGNE

C'est en 1898 seulement, que les femmes furent admises à suivre les cours dans la plupart des Universités allemandes — mais sur demande spéciale et toujours révocable. L'Université d'Heidelberg, la première, en avril 1900, autorisa une jeune fille, Mlle Lexauer à être immatriculée à la Faculté de Philosophie. En 1908, l'Université de Berlin immatricula ses pre-

(1) Les pays marqués d'une * avaient en 1929 une Association des femmes diplômées des Universités.

Nous remercions les Associations universitaires étrangères qui ont bien voulu nous communiquer quelques renseignements relatifs à l'activité intellectuelle des femmes de leurs pays concernant les professions de médecin, d'avocat, d'ingénieur et de professeur d'Université.

Pour les pays qui ne comportent pas d'Association, des articles de journaux et de revues nous ont fourni quelques documents.

Nous ne donnerons pas en français la dénomination des titres universitaires étrangers : la traduction, en effet, n'en est pas possible, car ces titres ne correspondent pas aux titres universitaires de France. Les Universités allemandes, par exemple, comprennent sous le titre de *privatdozent* des professeurs faisant des cours libres, sans traitement alloué

nières étudiantes. « Elles ne seront donc plus désormais les invitées, dit le Recteur, mais les filles de la grande famille académique » (1). Depuis cette époque, le nombre des étudiantes fut en continuel accroissement. En Allemagne, toutes les Universités sont ouvertes aux femmes. En 1927-28, les élèves femmes, au nombre de 10.584, représentaient 10,4 % du total général des étudiants (2). Elles fréquentaient surtout les Facultés des Lettres et des Sciences, puis celles de Médecine, de Droit et de Théologie.

A Berlin, en 1924-25, à l'Institut d'Agriculture, étudiaient 904 hommes et 15 femmes; à l'Ecole vétérinaire, 134 hommes et une femme; à l'Académie des Beaux-Arts, 238 hommes et 102 femmes. L'Ecole Polytechnique comptait 3.387 étudiants, dont 20 femmes.

La Constitution de Weimar, votée le 31 juillet 1919, promulguée le 11 août 1919, est la charte de l'égalité des droits des hommes et des femmes. L'article 109 de ladite Constitution dit expressément : « Tous les Allemands sont égaux devant la loi ; hommes et femmes ont en principe les mêmes droits et les mêmes devoirs civiques. » L'article 128 précise : « Tous les citoyens, sans distinction, sont admissibles aux emplois publics dans les conditions déterminées par la loi, et suivant leurs aptitudes et capacités... Toutes les dispositions d'exception contre les femmes fonctionnaires seront supprimées ».

Les Allemandes ont également accès aux professions libérales.

La femme médecin. — Les études médicales tentèrent de bonne heure les femmes en Allemagne.

Au moyen âge, sainte Hildegarde (1108-1182) était versée dans la médecine et possédait à un si haut degré le don de

par l'Université. Le titre de *dozent* serait à peu près similaire à celui de « maître de conférences » des Facultés françaises (ces termes sont en usage, ainsi que nous le verrons plus loin, dans les Universités de nombreux pays).

Dans les Universités anglo-saxonnes, le titre de *lecturer* équivaldrait approximativement à celui de « chargé de cours » en France, et celui de *demonstrator* à celui de « préparateur ».

(1) *Revue internationale de l'Enseignement*, 1908, p. 547-548.

(2) *Id.*, 1928, p. 316. C'est aux Universités de Berlin, Cologne, Leipzig et de Bonn qu'elles étaient en plus grand nombre.

guérir, d'après le moine Théodoric, qu'aucun malade n'avait recours à elle sans recouvrer la santé. Elle composa les trois livres suivants : *Liber simplicis medicinæ*, qui traite de ce qu'on appelait au moyen âge les simples, *liber compositæ medicinæ*, où elle s'occupe surtout de la pathogénie et de la sémiologie, enfin *liber operum simplicis hominis*, où la sainte expose sa conception du système anatomique et physiologique. A cette époque, les femmes médecins, plus nombreuses qu'en France, pratiquèrent surtout à Francfort-sur-le-Mein. De 1389 à 1497, les archives en mentionnent 15, dont 3 oculistes.

Pendant la Renaissance, les Universités allemandes ne menèrent pas une lutte aussi acharnée contre les femmes médecins que ne le firent les Universités françaises.

En 1754, la doctoresse Erxleben conquist ses grades à l'Université de Halle.

A la fin du XIX^e siècle, les femmes qui se destinèrent à la carrière médicale firent leurs études à l'étranger. Parmi celles-ci, le D^r Franziska Tiburtius, le D^r Emilie Lehmus, le D^r Agnes Bluhm obtinrent leur diplôme en Suisse. Les deux premières se fixèrent en 1877 à Berlin et fondèrent un dispensaire et une clinique pour femmes et enfants qu'elles dirigèrent avec succès.

Les femmes munies de diplômes étrangers pouvaient exercer en Allemagne; elles devaient seulement mentionner leur titre de docteur délivré par une Faculté étrangère; en plus, elles ne pouvaient signer ni les certificats de décès, ni les ordonnances; « ordinairement, dit Mme Lipinska, elles s'arrangeaient de façon qu'elles les écrivaient et qu'un médecin de leur connaissance les signait » (1). En 1899, le Reichstag permit la *nostrification* (2) des diplômes étrangers.

D'après l'*Annuaire statistique allemand* de 1929, il y avait 2.231 femmes qui exerçaient la médecine en Allemagne; 2.202 étaient munies de titres allemands; 29, de titres étrangers. L'Allemagne, à cette date, comptait quelques femmes médecins *professeurs extraordinaires* (*ausserordentliche Professoren*).

(1) M. Lipinska, *ouvr. cit.*, p. 502.

(2) Les femmes qui avaient obtenu le titre de docteur dans une Université étrangère étaient reconnues comme médecins et admises à exercer dans leur pays à condition d'y repasser leur baccalauréat et leurs examens médicaux.

rinnen) dans les Universités suivantes : Le D^r Gollwitzer-Meier (Université de Francfort-sur-le-Mein), le D^r Meyer (Univ. de Düsseldorf), le D^r Hartmann (Univ. de Munich), le D^r Rhoda Erdmann (Univ. de Berlin) (1).

La femme avocat (2). — C'est la loi du 11 juillet 1922 qui ouvrit aux femmes les carrières judiciaires.

En Allemagne, l'avocat (Rechtsanwalt) cumule aussi les fonctions d'avoué (3).

Les premières femmes qui prêtèrent serment pour devenir avocats furent : le D^r Maria Otto, inscrite au barreau de Munich en 1922; le D^r Maria Münck, membre du barreau prussien en 1924.

Le nombre des avocates, en Allemagne, est encore faible. A Berlin, en 1929, on ne comptait que 8 avocates (contre 3.000 de sexe masculin); à Munich, leur chiffre s'élevait à 4. Au barreau des autres villes, on trouvait quelques femmes avocats isolées. Dans l'exercice de la profession, des avocates sont associées à des confrères masculins, d'autres possèdent un cabinet indépendant, certaines travaillent dans des bureaux.

Il existe actuellement un préjugé contre les femmes avocats surtout dans les procès qui exigent une connaissance approfondie de la vie financière et économique. Mais le public se fait peu à peu à l'idée de la femme à la barre.

(1) Renseignements communiqués par l'Association allemande des femmes universitaires.

(2) V. D^r Margarethe Frein von Erffa et Ingeborg Richarz-Simons, *Beitrag zur Entwicklung der Rechtsanwaltschaft : der weibliche Rechtsanwalt* (1929).

(3) D'après la loi sur l'organisation judiciaire du 27 janvier 1877, revue et modifiée par celle du 22 mars 1924, les examens nécessaires pour occuper les positions d'avocat et d'avoué, de juge ou de procureur sont : l'examen de *Referendar* (correspondant à la licence des Facultés françaises). Il est nécessaire, pour s'y présenter, d'accomplir trois années d'études universitaires.

Pendant une durée de trois ou quatre ans, le *Referendar* (stagiaire) travaille dans les tribunaux, chez le procureur, dans le cabinet d'un avocat ou dans l'étude d'un notaire.

Après ce stage long et varié, l'examen d'Assessor a lieu. Il confère au *Referendar* la capacité d'être juge, ou avocat, ou notaire, ou procureur.

Pour avoir le titre d'avocat, il faut prêter serment devant un tribunal. (Renseignements communiqués par M. Krauss, juge à Berlin.)

La femme ingénieur. — Les ingénieurs femmes sont encore en petit nombre en Allemagne. On ne peut donner à leur sujet d'indications statistiques. D'après une enquête du Bureau international du Travail, « le nombre des femmes employées dans l'industrie chimique est plus grand que dans les industries purement techniques, mais elles ne font pas de concurrence sérieuse aux hommes. Leurs conditions d'emploi et leur préparation scientifique sont les mêmes que celles de leurs collègues masculins » (1).

La femme professeur d'Université. — C'est en 1919, que les femmes commencèrent à enseigner dans les Universités. Trois furent nommées cette année-là : le D^r A. Hartmann, professeur d'anatomie à Munich; le D^r Nöther, professeur de mathématiques à Goettingen; le D^r P. Hertwig, professeur de zoologie à Berlin.

En 1929, deux femmes portaient le titre de *professeur ordinaire* (*ordentliche Hochschulprofessorin*) : la princesse D^r Andronikow-Wrangell, professeur de chimie à l'Ecole supérieure d'agriculture de Hohenheim, près de Tübingen; le D^r Vaerting, professeur de pédagogie à l'Université d'Iéna. En outre, 18 femmes étaient *professeurs extraordinaires* (*ausserordentliche Professorinnen*); 27 femmes avaient le titre de *Privatdozentin*, 46, celui de *Dozentin*. A cette énumération, il convient d'ajouter quelques femmes assistantes à des instituts scientifiques (2).

AUTRICHE (3)

Ce ne fut qu'en 1897, que les Autrichiennes eurent accès aux études universitaires. Les Facultés de Philosophie s'ouvrirent les premières aux femmes; les Facultés de Médecine les accueillirent en 1900, comme auditrices régulières; les Facultés de Droit ne les admirent à leurs cours qu'en 1919. C'est

(1) Bureau international du Travail. *Les conditions de vie des ingénieurs et des chimistes*, 1924, *La main-d'œuvre féminine*, p. 50-52.

(2) V. Maria Schlüter-Hermès, *Von der wissenschaftlichen Frau-enarbeit — Die Christliche Frau*, Aprilheft, 1929.

(3) Les documents suivants nous ont été communiqués par Mme le D^r Berta List-Ganser, de l'Association autrichienne des femmes diplômées des Universités.

Livre consulté : *Dreissig Jahre Frauenstudium in Oesterreich*. — Revue consultée : *Die Oesterreicherin*, mars, mai 1928.

dans les Facultés de Philosophie que le nombre des étudiantes était le plus élevé.

En 1925-26 (semestre d'hiver), à l'*Université de Vienne*, le total des femmes fréquentant toutes les Facultés était de 1.669 (total général des étudiants : 9.300).

À l'*Université de Gratz*, à la même époque, on comptait 264 femmes (total général des étudiants : 2.069).

À l'*Université d'Innsbruck*, 199 étudiantes assistaient aux cours (total général des étudiants : 1.627).

L'Ecole technique supérieure de Vienne a des élèves femmes depuis l'année 1918-19; l'Académie des Beaux-Arts, depuis 1920-21; l'Ecole supérieure d'Agriculture de Vienne, depuis 1919-20.

D'après l'article 7, alinéa premier de la loi constitutionnelle du 1^{er} octobre 1920, par laquelle la République d'Autriche est constituée en Etat fédératif, tous les citoyens de la Fédération sont égaux devant la loi. Tous privilèges de naissance, de sexe, de classe et de confession sont exclus.

Les femmes de ce pays ont actuellement libre accès à toutes les fonctions.

La femme médecin. — Quelques Autrichiennes se livrèrent aux études médicales avant que les femmes, en Autriche, eussent la permission de fréquenter les Facultés de Médecine. Il fallut beaucoup de ténacité et d'énergie aux premières qui entreprirent ces études : elles allèrent en Suisse conquérir le titre de docteur, mais furent obligées de passer à nouveau leurs examens en Autriche.

La première femme médecin autrichienne fut le Dr Gabriele Possaner, qui obtint son diplôme à l'Université de Vienne en 1897. De nombreuses difficultés se dressèrent devant les étudiantes en médecine. Il existait aussi un préjugé contre la femme médecin; dans les hôpitaux, les femmes ne pouvaient pas se livrer aux mêmes études que les hommes. Cette situation persista jusqu'à ce que les professeurs Ortner et Kovacs, les premiers, eussent obtenu la nomination définitive de deux d'entre elles comme « médecins en second » (Sekundaraerzte). Depuis 1907, la nomination à ce poste se fait suivant le roulement, sans distinction de sexe. Les femmes ont donc accès, par cet emploi, à une culture médicale approfondie.

En 1926, l'Autriche comptait 411 femmes médecins, dont

355 dans sa capitale. Parmi les 355 qui résidaient à Vienne, 81 avaient une clientèle privée, 7 occupaient des postes d'Etat, 48 relevaient de la Municipalité, 9 étaient employées dans des sociétés de secours mutuels, 10 dans des sociétés charitables, 196 se préparaient dans les hôpitaux, 4 se livraient à des travaux scientifiques.

Les femmes médecins ont beaucoup de peine à lutter contre la concurrence masculine.

La femme avocat. — Les études de Droit furent ouvertes aux femmes par le décret du Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique en date du 22 avril 1919. Peu de femmes jusqu'à présent s'y sont livrées. Le barreau (Rechtsanwaltschaft) leur est ouvert sans limitation. En Autriche, il y a cumul des deux professions : avocat et avoué.

Les femmes avocats sont en petit nombre, elles éprouvent certaines difficultés dans cette carrière, qui est encombrée (1).

La femme ingénieur. — Depuis 1919-20, les femmes fréquentent l'Ecole technique supérieure de Vienne. En 1925-26 (semestre d'hiver), sur un total de 3.351 étudiants se trouvaient 60 femmes. Elles étaient spécialisées surtout dans l'étude de l'architecture et de la chimie; les sections de la construction, des machines, et la section générale comptaient un nombre moins important d'étudiantes. A l'Ecole, les femmes réussissent aussi bien que les hommes. Malheureusement, dans la pratique, les positions offertes aux femmes sont rares, car la concurrence est grande. Le petit nombre de postes qui leur échoient sont la plupart du temps très mal payés et d'un caractère temporaire. Une ancienne élève de l'Ecole était, en 1927, ingénieur électricien, directeur au Comité d'exposition « *Heim und Technik* » à Munich; une autre, ingénieur architecte; une troisième occupait un poste scientifique à l'Institut chimique de Technique, à Vienne.

En Autriche, quelques femmes sont ingénieurs agronomes. A l'Ecole supérieure d'Agriculture de Vienne, ce fut en

(1) Les femmes, en Autriche, peuvent devenir également juges. Mais on ne peut pas prédire, étant donnée la suppression actuelle des nominations dans le service fédératif, jusqu'à quel point la carrière de juge, ou de procureur, ou de fonctionnaire dans le service administratif ou financier sera ouverte aux femmes.

1919-20, que les premières étudiantes se firent inscrire (les femmes déjà, à titre d'*étudiantes extraordinaires*, avaient été admises avant et pendant la guerre). Des trois sections que comporte l'Ecole, agricole, forestière et technique, c'est dans la première que les femmes se sont spécialisées. En 1925-26 (semestre d'hiver), les étudiantes étaient au nombre de 17 sur un total général d'élèves s'élevant à 694.

Les femmes ingénieurs agronomes occupent des situations dans les bureaux; elles enseignent dans les écoles de filles, deviennent directrices ou professeurs dans les écoles ménagères agricoles; dans les exploitations laitières, on les accepte comme employées ou directrices. D'autres débouchés s'ouvrent à leur activité dans le jardinage, l'élevage des volailles, l'aviculture, l'apiculture, la pisciculture. Elles peuvent également occuper la place d'assistante scientifique dans les laboratoires.

La femme professeur d'Université. — De 1907 à 1928, six femmes furent *dozentinnen* à la Faculté de Philosophie de l'Université de Vienne. La première, le D^r Elise Richter, fut chargée, en 1907, des cours de philologie romane. Depuis cette époque, deux autres enseignèrent l'histoire de la littérature allemande moderne; la quatrième, l'esthétique et la psychologie de la jeunesse; la cinquième, l'histoire économique; la sixième, l'histoire de la civilisation et des études scandinaves.

La carrière de professeur d'Université a été jusqu'à présent d'un accès très difficile pour les femmes. En 1928, aucune d'entre elles n'avait un titre supérieur à celui de *professeur extraordinaire*. Douze femmes ayant reçu une formation universitaire étaient, cette année-là, assistantes d'Université (8 à Vienne, 4 à Gratz).

BELGIQUE (1)

En Belgique, la question de l'admission des femmes à l'enseignement supérieur a été officiellement posée pour la première fois en 1875 par une dépêche de M. le Ministre de l'Intérieur Delcour, adressée aux Universités de l'Etat. Par 14 voix

(1) La plupart des renseignements suivants nous ont été communiqués par Mme le D^r Derscheid-Delcourt, présidente de la *Fédération belge des femmes universitaires*.

contre 6 et 3 abstentions, le Conseil académique de l'Université de Liège vota en faveur du principe de l'admission des femmes.

A l'Université de Bruxelles, en 1878, une étudiante demanda à suivre les cours de la candidature en sciences naturelles. Le conseil d'administration ne lui accorda pas cette autorisation. Ce n'est qu'en 1881 qu'il admit les femmes à l'enseignement supérieur. Cette année-là, trois étudiantes se firent inscrire pour les sciences naturelles; l'année suivante, on en comptait cinq. C'étaient principalement des institutrices qui ne dépassèrent pas le grade de candidates en sciences naturelles. Vers 1885, deux femmes entreprirent les études de médecine, l'une mourut en cours d'études, la seconde les acheva, mais ne pratiqua pas longtemps. Une jeune fille, Marie Popelin, fit de brillantes études de Droit à l'Université de Bruxelles, mais n'obtint pas l'autorisation de prêter serment.

A l'Université de Liège, une jeune fille demanda à être admise à suivre les cours pour obtenir le diplôme de pharmacien et y fut autorisée.

L'Université de Gand, en 1882, eut, pour la première fois, une étudiante en sciences naturelles.

La femme médecin. — En 1892-93, quatre femmes conquièrent le diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements. Trois d'entre elles, après quelques années de pratique médicale, épousèrent des médecins et cessèrent d'exercer. Seule, le D^r Marie Derscheid-Delcourt, quoique mariée (elle épousa aussi un médecin, le D^r Delcourt) fournit une carrière de trente années, devint adjoint, puis médecin des hôpitaux. Après avoir obtenu la Médaille d'or et le Prix de Chirurgie au concours universitaire avec la question : *Etiologie et traitement de la luxation congénitale de la hanche*, elle se fit un nom dans la spécialité de la chirurgie orthopédique infantile.

Depuis lors, le nombre des femmes médecins augmenta tous les ans. Les étudiantes en médecine dans les Universités belges devinrent de plus en plus nombreuses.

La plupart des femmes médecins en Belgique sont très actives et comptent une importante clientèle. Elles occupent aussi des emplois soit dans les ministères, les prisons, les

hôpitaux et les laboratoires, soit dans les « écoles officielles » comme professeurs ou chargées d'inspection médicale.

En 1929, le nombre des femmes médecins dépassait 50.

La femme avocat. — Le 3 décembre 1888, une Belge, Mlle Popelin, demanda pour la première fois à prêter le serment d'avocat. Elle s'était présentée devant la Cour d'Appel de Bruxelles, assistée par M^e J. Guillery, ancien président de la Chambre des Représentants, ministre d'Etat, avocat et ancien bâtonnier, et défendue par M^e L. Frank.

M^e Guillery ayant donné lecture de ses conclusions, le procureur général Van Schoor prit la parole pour les combattre. « Vous avez perdu votre temps et votre peine, dit-il après avoir félicité Mlle Popelin de ses succès, le barreau ne vous réserve ni ses luttes, ni ses triomphes ». Le ministère public opposa à l'admission de Mlle Popelin l'esprit napoléonien du décret de 1810 et son silence à l'égard de la femme; les précédents : Calpurnia qui, à Rome, « se distingua par l'intempérance de son langage et la furie de ses gestes », l'ancien droit, les travaux préparatoires de la législation actuelle qui réservent aux hommes seuls l'accès du barreau : « C'est qu'en effet cette profession est aussi une sorte de fonction judiciaire. Sans doute, l'avocat n'est pas un fonctionnaire public dans le sens administratif de ce mot, car il ne reçoit aucune investiture du gouvernement; mais la profession qu'il exerce suppose l'aptitude à l'exercice d'une fonction publique. Ce qui le prouve, c'est qu'à défaut des juges titulaires ou suppléants, les avocats peuvent être appelés à siéger au tribunal en cette qualité; de même ils sont aptes à remplacer le ministère public par intérim. Il faut donc avoir la capacité d'être magistrat pour pouvoir être avocat ».

Enfin le ministère public ajouta aussi que : « les mœurs et les convenances ne s'opposent pas moins que la loi à l'admission des femmes à l'exercice de la fonction d'avocat. Voit-on des femmes siéger au conseil de discipline et des dames d'un âge mûr, célibataires endurcies, surveiller les mœurs des stagiaires? Voit-on la femme avocat forcée de suivre son mari où il plaira à celui-ci de l'emmener, refusant tel procès et acceptant tel autre, par obéissance conjugale? Que deviendrait alors l'indépendance du barreau? Que deviendrait sa dignité

si l'on était exposé à voir la femme avocat forcée d'interrompre sa plaidoirie pour mettre au monde à la barre un jeune citoyen? Le jour où les femmes seraient admises à porter le nom d'avocat, c'en serait fait du barreau, de son indépendance et de sa dignité. » La Cour adopta ces conclusions et dans l'arrêt qu'elle rendit, le 12 décembre 1888 (1), n'admit pas Mlle Popelin à prêter le serment d'avocat.

Mlle Popelin forma un pourvoi devant la Cour de Cassation qui, par l'arrêt du 11 novembre 1889 (2) le rejeta et décida qu'une femme, quoique docteur en droit, ne peut être reçue avocat.

A la séance de la Chambre des Représentants, le 29 janvier 1890, lors de la discussion de la loi nouvelle sur la collation des grades académiques, la gauche libérale se prononça pour la femme avocat, mais la majorité, cléricale, fut contre cette innovation.

Le Congrès universitaire international, réuni à Gand, les 15 et 16 mars 1891, discuta l'admission des femmes aux carrières libérales et émit le vœu « de voir le législateur reconnaître aux femmes le droit de faire usage des diplômes qui leur sont conférés, et rendre accessibles à toutes personnes, sans distinction de sexe, les carrières libérales, y compris le barreau. »

En 1893, le Conseil de l'Ordre, malgré les conclusions favorables d'une Commission qu'il avait chargée d'étudier cette question de la femme au barreau, par 8 voix contre 4, se prononça contre son admission.

En avril 1894, l'assemblée générale des avocats bruxellois rejeta le projet de la femme avocat, et sans discussion, décida « qu'il n'y avait pas lieu de rendre accessible aux femmes la profession d'avocat » (motifs : néant) (3).

Devant cette interdiction, beaucoup de femmes découragées abandonnèrent les études de Droit et se firent inscrire à la Faculté de Médecine. Mlle Popelin fut à peu près la seule à ne pas renoncer à la science juridique. « Elle devint la collaboratrice des membres du barreau. Elle élucida les causes dont on lui confiait les dossiers; elle rédigea des conclusions. Elle

(1) Dalloz, *ouvr. cit.*, 89-2-33.

(2) *Id.*, 1890-2-8; Sirey, *ouvr. cit.*, 90-4-25.

(3) V. sur cette question L. Frank, *ouvr. cit.*, p. 70-84.

plaida en quelque sorte par écrit les causes qu'elle ne pouvait soutenir à la barre » (1).

La question de l'accession des femmes à la profession d'avocat fut reprise en 1901. Le 24 janvier, MM. E. Vandervelde, H. Denis, J. Hubin et P. Janson déposèrent une proposition de loi destinée à permettre aux femmes docteurs en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession. Cette proposition fut renvoyée en novembre 1907 aux sections de la Chambre, qui se réunirent le 7 février 1908. Elle fut rejetée dans quatre sections et adoptée dans deux. L'examen en section centrale eut lieu au mois de mars 1912. Trois membres se prononcèrent pour le rejet de la proposition. Trois membres se prononcèrent pour son adoption. La proposition fut rejetée par parité de voix.

Elle fut reprise le 20 avril 1920 par M. Vandervelde, ministre de la Justice, au nom du Gouvernement et aboutit à la loi du 7 avril 1922 (2), qui admet les femmes à prêter serment.

(1) *La Française*, 6 juillet 1912, *La loi sur les avocates au Parlement belge*.

(2) *Texte de la loi* :

ARTICLE PREMIER.— Les femmes munies du diplôme de docteur en droit sont admises à prêter le serment prescrit par l'article 14 du décret du 14 décembre 1810, modifié en vertu de l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 à ceux qui veulent être reçus avocats et à exercer la profession d'avocat sous les conditions de stage, de discipline et sous les conditions réglées par les textes en vigueur.

Les femmes avocats ne peuvent être appelées à suppléer les magistrats.

ART. 2. — La femme mariée est capable d'exercer la profession d'avocat moyennant l'autorisation expresse de son mari, exprimée par déclaration faite au greffe du Tribunal de première instance auprès duquel exercera l'intéressée et transmise en expédition au secrétariat de l'ordre.

ART. 3. — En cas de révocation de cette autorisation, la femme a le droit de citer son mari devant le Tribunal de première instance qui peut maintenir ou non la révocation après que le mari aura été entendu ou dûment appelé.

ART. 4. — Si le mari est absent ou interdit ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, la femme ne doit obtenir aucune autorisation.

ART. 5. — La femme mariée admise à exercer la profession d'avocat par application des articles 2 et 4 de la présente loi, peut, sans autorisation, s'obliger pour tout ce qui concerne l'exercice de la profession tel qu'il est déterminé par les lois et usages.

Lorsqu'il y a communauté entre les époux, la femme oblige la communauté et le mari si elle agit en conformité de l'article 2; elle n'oblige qu'elle-même lorsqu'elle agit en vertu de l'article 4.
réglées par les textes en vigueur.

La loi fut votée par les Chambres à l'unanimité moins une voix. Seul l'honorable M. Woeste s'était abstenu. « Se tournant vers ses 124 collègues qui votèrent la loi malgré son opposition, il leur prophétisa : « Je ne crois pas que les juges vous béniront; ils ne sont déjà que trop aux prises avec une multitude d'avocats... dont beaucoup sont longs comme des jours de pluie... Or, il est beaucoup de femmes dont la langue est incoercible » (1).

En Belgique, en 1929, on comptait une quinzaine d'avocates au barreau de Bruxelles; dix environ étaient établies dans les autres grandes villes : Anvers, Gand et Liège.

Les premières qui prêtèrent serment furent : Mlles M. Renson et P. Lamy, avocates au barreau de Bruxelles depuis 1922. Mlle G. Ciselet, qui exerce la profession depuis 1923, fut la première femme désignée à la Conférence du stage (1926-1928). Mlle M. Tournay a été élue secrétaire de la Conférence en juillet 1929 (2).

La femme ingénieur. — En Belgique, d'après une enquête du B.I.T. (3), il est mentionné que c'est en 1922 que la première femme conquiert le diplôme d'ingénieur. Un grand nombre d'étudiantes ont obtenu le titre de docteur en chimie.

La femme professeur d'Université. — Aucun texte de loi n'interdit aux femmes l'accès des chaires universitaires.

L'Université de Bruxelles, qui est une institution libre, a toujours eu des femmes professeurs. Mme Derscheid-Delcourt fut chef de clinique dans un hôpital dépendant de l'Université. Mlle Yoteyko, physiologiste polonaise, y a dirigé un laboratoire de psychophysiologie; en 1929, Mme Gevers-Develshauvers y professait le droit civil.

Quant aux Universités de l'Etat (Liège et Gand), elles ont depuis longtemps accueilli des femmes comme assistantes, chefs de travaux, bibliothécaires. Mlle Marie Delcourt était, en 1929, chargée de conférences à l'Université de Liège (4).

(1) G. Meysmans, *La femme à la barre*. Commentaire théorique et pratique de la loi du 7 avril 1922, p. 85.

(2) Renseignements communiqués par Mlle G. Ciselet, avocat. Les femmes sont exclues de la Magistrature et du Notariat.

(3) Bureau international du Travail, *ouvr. cit.*

(4) Renseignements communiqués par Mlle Delcourt.

BULGARIE (1)

La femme médecin. — Les femmes, en Bulgarie, exercent la profession de médecin depuis 1878. La première qui embrassa cette carrière fut Mme Golovina, née en Bessarabie en 1850. Elle commença ses études à l'Université de Zurich et les termina à Paris. Elle revint en Bulgarie en 1878; l'année suivante, elle fut nommée *médecin-ordinator* à l'hôpital de Sofia, et remplit en outre les fonctions de médecin au gymnase des jeunes filles. Elle fut une grande bienfaitrice et fit don de sa maison à l'*Union pour la défense des enfants*. Elle travailla sans relâche toute sa vie, comme médecin dans différents hôpitaux bulgares, et dans les cliniques universitaires, à Zurich.

En Bulgarie, la femme médecin est connue surtout comme *médecin des écoles*. Ainsi la seconde femme médecin de ce pays, Mme Orachowatz, occupa exclusivement ce poste. Elle créa la première colonie d'été pour les enfants faibles. Elle eut à lutter non seulement contre des difficultés matérielles, mais encore contre la méfiance et l'indifférence de la société et du Gouvernement. Mme Orachowatz fit ses études en Russie.

Ce n'est seulement que depuis dix ans qu'il existe une Faculté de Médecine en Bulgarie. Le nombre des femmes médecins s'est beaucoup accru depuis ces dernières années.

D'après la liste officielle de 1927 (31.VIII), on comptait :

- 104 femmes médecins pratiquants;
- 37 femmes médecins dans les hôpitaux d'Etat;
- 19 femmes médecins d'école;
- 13 femmes médecins assistants à la Faculté de Médecine;
- 10 femmes médecins de commune;
- 7 femmes médecins de village;
- 4 femmes médecins de district;
- 2 femmes médecins dans les sanatoria d'Etat;
- 1 femme médecin de mine;
- 1 femme médecin au Ministère du Travail.

Soit au total 198 femmes médecins.

(1) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mlle Zlatowstova, présidente de l'*Association bulgare des femmes diplômées des Universités*.

La femme avocat. — La profession d'avocat était la seule qui, en 1930, ne fût pas ouverte aux femmes en Bulgarie. Depuis 1906, il existe des femmes juristes; la première qui se spécialisa dans la science juridique fut Mme Marie Malina Guirguinova. Le nombre des étudiantes en droit augmente beaucoup. En 1929, 60 femmes avaient terminé leurs études à la Faculté de Droit de Sofia; plusieurs étudièrent dans des Universités étrangères.

Depuis 1927, la section des femmes juristes de *l'Association bulgare des femmes diplômées des Universités*, par son travail méthodique et énergique, réussit à provoquer la mise à l'ordre du jour par le Parlement de modifications à la loi sur les avocats, au profit des femmes (1).

La femme ingénieur. — Aucune loi ne fut nécessaire pour permettre l'accès de cette profession aux femmes. Elles se spécialisèrent dans l'architecture où elles jouissent des mêmes droits et occupent les mêmes emplois que les hommes. En 1929, le nombre des architectes de sexe féminin s'élevait à onze. La première en date fut Mme H. Markova-Bossilkoba.

La femme professeur d'Université. — A l'Université de Sofia (l'unique Université d'Etat en Bulgarie), en 1929, il n'y avait encore qu'une femme appartenant au corps enseignant: Mlle Z. Dragnewa qui, en 1923, fut élue par la Faculté des Lettres à la place vacante de lecteur de langue allemande et qui depuis ce temps enseigne l'allemand à l'Université. A la fin de l'année 1928-29, il y avait 15 femmes assistantes: 8 à la Faculté de Médecine, 6 à la Faculté des Sciences et une à la Faculté d'Agronomie.

DANEMARK (2).

L'Université de Copenhague, en vertu d'une ordonnance royale du 25 juin 1875, admit les femmes à suivre ses cours et à obtenir ses grades aux mêmes conditions que les hommes.

(1) En 1929, la Bulgarie comptait une femme notaire et une femme juge-arbitre à l'arbitrage italo-bulgare à Rome, Mlle Radoulva.

(2) Renseignements communiqués par Mme E. Hude, de *l'Association danoise des femmes diplômées des Universités*.

Mais à cette époque, elles étaient exclues de la Faculté de Théologie.

Au 1^{er} septembre 1924, le nombre total des étudiants de l'Université de Copenhague s'élevait à 3.923. Le nombre des élèves femmes était de 670, soit 17 % de l'effectif total. C'est la Faculté de Philosophie qui comptait le plus d'étudiantes (183), puis venaient ensuite celles de Médecine (138), de Droit (49), des Sciences (42), des Sciences économiques (17) et de Théologie (13). Sur ces 670 étudiantes, 35 % d'entre elles s'étaient fait immatriculer à l'Université sans se rattacher à une Faculté particulière (1).

Les premières femmes licenciées furent : Mathilde Nielsen (licenciée en médecine, 1885), Anna Hude (licenciée ès lettres, 1887), Meta Hansen (licenciée politico-économique, 1893), Henny Magnussen (licenciée en droit, 1905). La première femme ingénieur fut Betsy Meyer (1897).

En 1930, une quinzaine de femmes avaient obtenu le doctorat (9 docteurs ès lettres et 6 docteurs en médecine). Les premières Danoises qui le conquièrent furent : Anna Hude (Histoire, 1893) et Eli Moeller (Médecine, 1906).

A l'heure actuelle, en Danemark, toutes les professions sont accessibles aux femmes, sauf celles de l'Eglise (2).

En 1930, on comptait environ :

- 160 femmes médecins;
- 60 femmes avocats;
- 50 femmes ingénieurs;
- 125 femmes professeurs (3).

ESPAGNE (4)

Un décret royal du 16 mars 1882 interdit aux femmes de suivre les cours universitaires. L'arrêté du 26 juin 1888 auto-

(1) *Bulletin de l'Office international de renseignements universitaires*, Janv. 1925, p. 87-88.

(2) Nina Bang, décédée en 1927, a été ministre de l'Instruction publique.

(3) Il ne nous a pas été spécifié si des femmes professaient à l'Université et quel en était le nombre.

(4) La plupart des renseignements suivants nous ont été communiqués par le Dr Clara Campoamor, présidente de l'Association espagnole des femmes universitaires.

risa leur admission à la condition qu'elles fussent munies de l'assentiment du Directeur général de l'Instruction publique. La Reine Régente, par le décret de mai 1892, permit aux femmes d'assister aux cours en qualité d'auditrices. Aujourd'hui, « les Universités regorgent d'étudiantes » (1) dans toutes les provinces de l'Espagne.

C'est la Médecine — ainsi que dans presque tous les pays — qui tenta en premier lieu les femmes. Pendant longtemps, les étudiantes fréquentèrent surtout les Facultés de Philosophie, les études entreprises dans l'une des trois sections — Lettres, Philosophie, Histoire — leur permettant de devenir archivistes ou bibliothécaires. Les Facultés de Pharmacie et de Sciences comptèrent aussi un effectif important d'étudiantes. En 1930, c'était à la Faculté de Droit qu'elles se trouvaient en moins grand nombre. Les Facultés de Théologie ne les admettaient pas encore.

La femme médecin. — La première femme médecin, Mlle Pilar Tauregui, obtint le titre de docteur à l'Université de Barcelone, en 1881. A cette époque, la présence des femmes était à peine tolérée à la Faculté. On raconte qu'elles recevaient parfois des pierres à la sortie des cours... Les temps ont bien changé!

Les Espagnoles qui, aujourd'hui, exercent la médecine, sont nombreuses. Elles sont spécialisées surtout dans les maladies des femmes et des enfants et pratiquent aussi comme oculistes. Elles peuvent se présenter à tous les examens et concours. Deux femmes médecins, en 1929, appartenaient à la marine civile.

La femme avocat. — De toutes les carrières judiciaires, seule la profession d'avocat est ouverte aux femmes (2).

La femme ingénieur. — Mme Maria del Pilar de Careaga fut la première femme ingénieur en Espagne. Elle obtint, en 1929, le diplôme d'ingénieur industriel. En 1930, une jeune fille terminait ses études à l'Ecole spéciale des Ingénieurs agronomes; en outre elle se préparait à entrer à celle des Routes, Canaux et Ports.

La profession d'ingénieur comprend en Espagne cinq spé-

(1) *La Française*, 22 mars 1930. Revue de la Presse.

(2) Une avocate du barreau de Madrid, Mlle Kent, vient d'être nommée directrice générale des prisons. V. *Le Matin*, 22 avril 1931.

cialités : Agronomie; Routes, Canaux et Ports; Mines; Industrie; Montagnes. Les ingénieurs agronomes, des mines, des routes, canaux et ports, des montagnes, constituent des corps d'Etat. La carrière d'ingénieur industriel est libre. La sphère d'activité propre et en même temps la plus étendue de l'ingénieur industriel est l'industrie privée (industries chimiques, électriques et mécaniques). Il existe cependant des ingénieurs industriels au service de l'Etat, affectés à des postes techniques spéciaux. Ces ingénieurs dépendent du Ministère des Travaux ou de celui de l'Economie.

C'est depuis une date tout à fait récente que l'Espagne compte une femme occupant la situation d'ingénieur. Les causes qui, jusqu'ici, ont maintenu la femme éloignée des carrières techniques, sont variées : 1° la routine, qui entraîne les jeunes filles espagnoles dans la voie que leurs devancières ont parcourue avec un succès réel et incontestable; 2° l'ambiance créée autour des professions d'ingénieur, les présentant comme ardues dans leurs études, surtout dans celles concernant les mathématiques supérieures; 3° le peu de débouchés qui s'ouvriraient aux femmes ingénieurs (1).

(1) D'après Mme Maria del Pilar de Careaga, à qui nous devons les renseignements ci-dessus, des cinq spécialités : Agronomie; Routes, canaux et ports; Mines; Industries; Montagnes, la plus appropriée à l'activité féminine semble être celle de l'Industrie : les industries électrochimiques ont comme caractéristique une force motrice et transformatrice, l'électricité, dont la production exige de la part des ouvriers la vigilance et non l'effort musculaire, ce qui donne lieu à un choix et à une certaine restriction de leur nombre. La technique de l'éclairage, science toute nouvelle, dans laquelle l'Espagne a donné récemment une très grande preuve de son savoir, avec les magnifiques installations lumineuses de l'Exposition de Barcelone, sera un débouché pour la femme ingénieur industriel. « Qui peut mettre en doute, dit Mme del Pilar, l'impulsion extraordinaire qu'à cette branche de la profession d'ingénieur donnera l'apport artistique et la fine sensibilité esthétique de la femme. Il s'agira de combiner des effets colorés et des contrastes de lumière et d'ombre pour la décoration d'un édifice, d'un théâtre, d'une maison, d'annonces, etc... Actuellement se manifeste de plus en plus la tendance de la coopération entre les architectes et les ingénieurs. Cette communauté d'action n'est pas sans réserver un rôle important à la femme architecte et ingénieur... Je suis sincèrement optimiste, ajoutez-elle, au sujet de l'avenir de la femme espagnole dans la carrière d'ingénieur, et je crois fermement que les réalités se chargeront promptement de dissiper le mythe de l'incompatibilité de la nature féminine et de la technique de cette profession ».

La femme professeur d'Université. — Les femmes n'enseignent pas encore aux Universités.

ESTHONIE (1)

L'Esthonie, République autonome depuis le 24 février 1918, avait été conquise tour à tour par les Allemands, les Suédois, les Polonais et les Russes.

Lorsque l'Esthonie devint un Etat indépendant, les femmes n'eurent aucune lutte à soutenir en faveur de leurs droits; au contraire, ceux-ci furent accordés tout naturellement. La Constitution esthonienne du 17 juin 1920 proclame dans l'article 6 : « Tous les citoyens de la République sont égaux devant la loi; aucun privilège ou préjudice provenant de la naissance, de la confession, du sexe, de la situation sociale ou de la nationalité n'existe plus... » La collaboration féminine se montrait nécessaire dans ce pays où la population était faible, et le travail à accomplir immense.

Jusqu'en 1918, les Esthoniennes eurent accès aux mêmes études que les femmes de l'Empire russe. De nos jours, elles participent de plus en plus à l'instruction supérieure. Sur un total de 5.000 étudiants à l'Université de Tartu, les femmes représentent plus du 1/3 de cet effectif. Elles sont en petit nombre dans les sections purement techniques; elles forment environ le 1/5 du total des étudiants à la Faculté de Droit. Leur nombre est à peu près égal à celui des hommes à la Faculté de Médecine; elles sont presque deux fois plus nombreuses que leurs condisciples masculins pour l'étude des sciences pures; elles constituent une très forte majorité à la Faculté de Philosophie et de Philologie (2).

Les femmes, en Esthonie, font preuve d'une grande activité. Les professions intellectuelles leur sont largement ouvertes; elles deviennent médecins, avocats, etc.

FINLANDE (3)

Avant 1901, il fallait aux femmes, en Finlande, une autori-

(1) V. *Bulletin du Conseil international des Femmes*, dans le *Droit des Femmes*, oct. 1928.

(2) V. *Revue internationale de l'enseignement*, 1923, H. Hauser, *Une jeune Université* : Riga, p. 20.

(3) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mmes M. Chydenius, secrétaire du Comité pour les relations internatio-

sation particulière pour se présenter à l'examen d'admission à l'Université. Les premières qui l'obtinrent (en 1870 et 1873) furent des Finnoises. Durant douze ans, aucune nouvelle inscription ne fut prise. En 1893, les jeunes filles formaient les 3/100 du nombre des étudiants. Ce n'est qu'en 1901 que les deux sexes jouirent des mêmes droits à l'Université. En 1927, il y avait 3.600 étudiants dont 1.200 femmes (1). Celles-ci formaient le 1/3 de l'effectif total.

La plupart des professions intellectuelles sont accessibles aux femmes. Jusqu'à la loi de 1914, les femmes médecins et chirurgiens ne purent pratiquer qu'en vertu d'une autorisation spéciale. Une loi ne fut pas nécessaire pour permettre aux femmes l'accès des autres professions, telles que celles d'avocat, d'ingénieur, de professeur d'Université. Elles leur furent ouvertes dès qu'il y eut des femmes capables de les exercer.

Le statut de la femme fonctionnaire au service de l'État (à l'exception de quelques carrières — militaire, ecclésiastique, par exemple — considérées comme spécialement masculines), se trouve dans la loi du 23 avril 1926.

La femme médecin. — La première femme médecin fut Rosina Heikel, licenciée en médecine en 1878, la deuxième, Karolina Eskelin, licenciée en 1896. En 1930, 90 femmes pratiquaient la médecine en Finlande. A l'Université d'Helsinki, deux d'entre elles étaient maîtres de conférences : Mme Laimi Leidenius, docteur en médecine et chirurgie, chargée des fonctions de professeur d'obstétrique et de gynécologie; Elsa Ryti, maître de conférences de bactériologie et de sérologie.

La femme avocat. — Les femmes sont autorisées à exercer la profession d'avocat aux mêmes conditions que les hommes. La première ayant subi avec succès l'examen juridique qui donne accès à cette carrière fut Agnes Lundell, seule avocate en Finlande, en 1930 (2). A cette date, une quinzaine de fem-

nales de l'Association finlandaise des femmes diplômées des Universités, et Lydia S. Aien, membre du Comité.

(1) *Annuaire statistique de la France*, 1928, *Enseignement supérieur*. — *Pays étrangers*, p. 227*-228*.

(2) En Finlande, les femmes peuvent devenir juges. Ce n'est qu'en 1929 qu'une femme exerça cette fonction en présidant un tribunal de canton.

mes étaient pourvues de l'examen de droit permettant d'exercer la profession d'avocat. Un certain nombre d'entre elles avaient même pratiqué pendant quelque temps.

La femme ingénieur. — La première fut Jenny Markelin-Svensson. Il y avait sept femmes ingénieurs en 1930, auxquelles il fallait ajouter vingt femmes architectes.

La femme professeur d'Université. — C'est Alma Soederhjelm, maître de conférences dès 1906, *professeur surnuméraire* d'histoire générale à l'Académie suédoise d'Abo (Turku) depuis 1928, qui fut la première femme professeur d'Université.

En 1930, cinq femmes enseignaient à l'Université d'Helsinki : deux, maîtres de conférences (obstétrique et gynécologie; bactériologie et sérologie); une, chargée de cours à la clinique d'obstétrique; deux, professeurs suppléants aux laboratoires de physiologie et d'hygiène.

En outre, il y avait des assistantes attachées à divers laboratoires.

Parmi le personnel enseignant de l'Université finnoise de Turku, on ne comptait pas une seule femme.

GRANDE-BRETAGNE (1)

L'Université de Londres, la première, permit aux femmes d'obtenir ses grades. Puis l'Université Victoria, l'Université Royale d'Irlande, l'Université de Galles, l'Université d'Ecosse, etc., s'ouvrirent aux étudiantes. Les Universités d'Oxford et de Cambridge, les dernières, autorisèrent les femmes à suivre leurs cours et à conquérir les diplômes (2).

(1) La plupart des renseignements suivants nous ont été communiqués par la *Fédération britannique des femmes diplômées des Universités*.

(2) Aux Universités d'Oxford et de Cambridge, les femmes sont admises avec certaines restrictions : leur nombre est limité. A Cambridge, il ne doit pas dépasser le chiffre de 500. De plus, à cette dernière Université, elles ne peuvent devenir membres du Sénat (Conseil de l'Université en France).

Ces restrictions à part, elles ont le droit d'y conquérir les *degrés* : *degré ordinaire* (correspondant à la licence des Universités françaises) et *degré avec honneur* (sans équivalents dans les Universités actuelles). Renseignements communiqués par le Collège Britannique.

L'Université de Dublin a été la première qui ait décerné aux femmes le diplôme auquel leurs années de travail à l'Université et leurs examens

Les Anglaises ont accès à la plupart des professions intellectuelles (1). Mais en Angleterre, contrairement à presque tous les pays, la coutume veut qu'une femme quitte son emploi dès qu'elle se marie (2).

La femme médecin. — Au moyen âge, les femmes pouvaient déjà pratiquer la médecine. On lit, en effet, dans le *Recueil des lois ecclésiastiques* d'Edgar, roi d'Angleterre : « Possunt et vir et femina medici esse ». Cette licence n'eut qu'une durée de quelques siècles seulement, car sous Henri V, une loi fut promulguée qui interdit aux femmes d'exercer la médecine sous peine de prison. A l'époque de la Renaissance, Catherine Tishem fut une érudite dans la science médicale. Au xviii^e siècle, malgré l'interdiction qui pesait sur son sexe, lady Halkett acquit une si grande réputation dans le traitement des maladies que les patients lui vinrent de tous les pays. Au xviii^e siècle, Catherine Bowler pratiqua la chirurgie; Jane Stephens excella dans la thérapeutique et découvrit vers 1735 un remède efficace contre la pierre. Le Parlement anglais lui en acheta le secret au prix de 5.000 livres. On attribua même à sa découverte l'extension que prit la ville de Vichy dont les eaux renferment la même composition que le remède de Jane Stephens. Lady Montague importa d'Orient le traitement de la variole par la vaccination. A la suite d'essais nombreux, la méthode se propagea avec un grand succès.

En 1858, fut voté le bill réglant la pratique de la médecine et établissant un Conseil général médical pour tenir un registre des praticiens dûment qualifiés (*duly qualified medical practitioners*). Elisabeth Blackwell, docteur en médecine de l'Université de Genève (Etats-Unis), qui pratiquait à Londres, vit son nom figurer le premier sur ce registre.

Vers 1863, en Angleterre, la question de la femme médecin fut agitée par Miss E. Garrett. « Nulle part, en Europe, on ne fit plus obstinément obstacle à la femme qui voulait étudier

leur donnaient droit. Aussi plusieurs femmes ayant fait leurs études dans les Universités d'Angleterre, où ce diplôme n'avait pu leur être accordé, l'ont-elles demandé à l'Université de Dublin qui le leur a délivré moyennant certaines formalités (Diplômes B.A. et B.Sc.).

(1) V. *La Française*, 7 février 1931, *Ce qu'ont fait les Anglaises au cours de l'année 1930*.

(2) V. *Id.*, 22 mars 1930.

la médecine, mais nulle part, la victoire de la femme médecin n'a été aussi éclatante (1).

Miss Garrett (2) fit d'abord ses études pour être infirmière, puis sage-femme; mais la médecine l'attirait, et elle prit des leçons particulières. La « Society of Apothecaries » de Londres lui délivra, en 1865, le diplôme de licenciée en médecine qui donnait au titulaire de ce titre le droit de pouvoir traiter tous les malades et de leur préparer des médicaments. Elle vint ensuite en France parachever ses études et obtint à la Faculté de Médecine de Paris, le 15 janvier 1870, le doctorat en médecine.

Mais la « Society of Apothecaries » posa comme règle qu'elle n'admettait plus comme candidats que ceux munis d'un certificat d'une école médicale reconnue. Les écoles de médecine n'acceptant pas les femmes, celles-ci durent aller étudier à l'étranger.

Un mouvement féministe se dessina alors en Angleterre pour que les femmes pussent se livrer à la carrière médicale. La promotrice fut Mme Jex-Blake. L'Université d'Edimbourg, la première, accueillit les étudiantes à ses cours. Cinq femmes, parmi lesquelles se trouvait Mme Jex-Blake, y étaient inscrites en 1869; mais elles ne purent y obtenir les grades. Les étudiantes intentèrent alors un procès contre la Faculté; malheureusement elles le perdirent et furent obligées de terminer leurs études en Suisse.

Pour parer à ces difficultés, une école de médecine fut créée à Londres pour les femmes (la « London School of Medicine for Women »). Elle ouvrit ses portes le 12 octobre 1874.

En 1876, un bill autorisa les femmes à se présenter aux examens médicaux anglais.

En 1877, le « King's and Queen's College of Physicians » reçut des diplômées de l'Université de Zurich et de Berne à ses examens, ce qui leur permit d'être inscrites sur le Registre du Conseil médical général de Grande-Bretagne et d'Irlande. Elles purent donc pratiquer légalement la médecine. Deux problèmes étaient ainsi résolus en faveur des femmes qui se livraient aux études médicales : 1° l'enseignement de l'Ecole de Médecine de Londres était reconnu; 2° la faculté accordée

(1) M. Lipinska, *ouvr. cit.*, p. 129.

(2) Devint par son mariage Mrs. Garrett-Anderson.

aux femmes de se présenter aux examens médicaux anglais. Mais il manquait encore l'instruction clinique. Cette lacune ne tarda pas à être comblée. En juin 1877, le « Royal Free Hospital », avec certaines restrictions toutefois, accueillit les femmes. La même année, l'Université de Londres reçut des étudiantes à ses examens médicaux.

En 1885, le « Royal College of Surgeons » d'Irlande autorisa les femmes à conquérir ses grades.

En 1886, une seconde école de médecine pour femmes fut ouverte à Edimbourg. Les Collèges écossais admirèrent les étudiantes à leurs examens de licence.

En 1888, la licence de la « Society of Apothecaries » de Londres fut conférée à nouveau aux femmes. Elles purent se présenter aux examens du « Royal College of Physicians » en 1908 et à ceux du « College of Surgeons » l'année suivante. En 1909, le Ministère de l'Instruction publique reconnut officiellement l'Ecole de Médecine des femmes créée à Londres.

En Angleterre, le principe de la coéducation, base de l'égalité professionnelle, n'est pas encore universellement admis. A Londres, les femmes ne peuvent pas encore étudier dans certaines écoles de médecine. Douze femmes seulement chaque année sont autorisées à suivre les cours du Collège médical de l'Université de la capitale. L'Ecole médicale de Londres leur est réservée. Les universités provinciales ou écossaises sont ouvertes sans restriction aux femmes (1).

Dans l'exercice de la profession, il n'est pas fait souvent de distinction entre les médecins des deux sexes quant aux traitements et aux conditions de travail. Toutefois, il est à signaler qu'au Ministère des Postes et Télégraphes et au Bureau de Contrôle de l'Ecosse, les traitements alloués aux femmes médecins, qui font le même travail que leurs confrères masculins, sont moins élevés (2).

Il y a en Angleterre deux hôpitaux entièrement dirigés par des femmes : l'hôpital E. Garrett-Anderson et l'hôpital Marie Curie, ce dernier réservé au traitement du cancer.

La femme avocat. — En 1903, le tribunal spécial de la

(1) V. *La Française*, 22 mars 1930, *Les professions féminines en Angleterre*.

(2) *Id.*

Chambre des Lords décida de ne pas admettre les femmes au barreau « parce qu'il n'y avait pas de précédent, et qu'il ne désirait pas en créer » (1).

La loi qui permit aux Anglaises de devenir avocats, ou qui, pour employer une expression plus générale, leur ouvrit l'accès de toutes les fonctions publiques, fut votée en décembre 1919. C'est le « Sex Disqualification Removal Act » de 1919. L'article 2 autorise spécialement les femmes à exercer la profession de « solicitor » et de « barrister » (2).

Trois ans plus tard, le 10 mai 1922, Miss Ivy Williams, brillante graduée d'Oxford, était admise au barreau d'Angleterre. Miss Duncan se fit inscrire en 1923 et fut la première femme à plaider à la « Court of Criminal Appeal ». La troisième avocate anglaise, Miss Chrystal Mac Millan, prêta serment en 1924.

A la fin de l'année 1925, on comptait en Angleterre 53 avocates, dont 30 exerçaient effectivement. Une cinquantaine se préparaient à cette date à la profession (3). « Nos consœurs, dit M^e Lion, ex-avocat du barreau de Paris, poursuivent bravement la carrière. Elles prennent part aux traditionnels dîners des « Inns of Court » sans lesquels nul ne peut devenir *barrister*. Elles ont leur place autour des tables du dining Hall de ce merveilleux « Middle Temple », chef-d'œuvre d'architecture de l'époque d'Elisabeth, où l'on ne découvrirait naguère comme silhouettes féminines que celles en effigie de la reine Elisabeth et de la reine Anne. Coiffées de la perruque bouclée, revêtues de la toge qui doit recouvrir une robe noire

(1) *Dixième Congrès international des Femmes*, 1913, p. 386-387.

(2) Pour devenir avocat (barrister) il n'est pas nécessaire de posséder le diplôme de docteur en droit. Il suffit de faire partie de corporations « Inns of Court » dont le but est de former les avocats. Ces « Inns » sont à la fois des collèges de droit et des hôtelleries. L'étudiant est tenu d'y dîner un certain nombre de fois par trimestre pendant trois ans; il subit ensuite devant une commission désignée par les « benchers », administrateurs de ces établissements, certains examens de peu d'importance. A Londres existent l'« Inner Temple », le « Middle Temple », le « Gray's Inn » et le « Lincoln's Inn ».

(En Angleterre, les femmes peuvent devenir magistrats).

(3) En 1930, on comptait en Angleterre 100 femmes avocats (barristers), dont 60 pratiquant, et 80 femmes avoués (solicitors).

L'activité des avocates s'exerce surtout dans le domaine pénal et familial. Beaucoup d'avocates sont entrées dans le *Civil Service* ou dans l'administration communale. (V. D^r M. Freiin von Erffa et I. Richarz-Simons, *art. cit.*, p. 480-481).

ou très sombre (les juges en ont délibéré en temps opportun), elles passent inaperçues parmi les confrères » (1).

La femme ingénieur (2). — Aucune loi n'empêchait les femmes de devenir ingénieurs. Elles rencontrèrent cependant quelques difficultés dans l'exercice de cette profession : les syndicats n'étaient pas très bienveillants à leur égard et les associations d'ingénieurs ne les admettaient pas.

C'est surtout pendant la guerre que la carrière d'ingénieur attira beaucoup de femmes. Avant cette époque déjà, quelques jeunes filles avaient servi de collaboratrices à leurs pères qui exerçaient cette profession.

Ce n'est que vers 1920 que les associations d'ingénieurs accueillirent les femmes. (Citons parmi ces Associations : *The Institution of Civil Engineers*, *The Institution of Mechanical Engineers*, *The Institution of Electrical Engineers*, *The Institution of Automobile Engineers*, etc.).

En 1929, il y avait environ 200 femmes ingénieurs. Parmi celles-ci, Miss V. Holmes, la première femme admise à l'*Institution of Mechanical Engineers*, s'occupe de dessins de locomotives; Miss M. Partridge a sa propre usine électrique dans le Devonshire et emploie un certain nombre d'élèves ingénieurs femmes; Miss D. Buchanan, la première de son sexe, accueillie à l'*Institution of Civil Engineers*, travaille pour une importante maison de construction; Miss Entwisle est dessinatrice de machines électriques.

La femme professeur d'Université. — Dans l'*Annuaire universitaire* de l'empire britannique (1929) on relevait un total de 12 femmes professeurs et 3 femmes assistantes. Elles se répartissaient ainsi :

Angleterre. — Université de Bristol : 1 femme professeur : Helen M. Wodehouse (pédagogie).

Université de Londres : 8 femmes professeurs et 3 femmes assistantes: Doris L. Mackinnon (zoologie et biologie animale), Dame Helen Gwynne-Vaughan (botanique), B. Edgell (philosophie), Hilda Johnstone (histoire), A. Caroline Skeel (histoire), prof. Lucas Keene (anatomie), Anne L. Mc Ilroy (obstétrique)

(1) *La Française*, 12 déc. 1925, *Les avocates anglaises et le 25^e anniversaire du Barreau parisien*.

(2) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Miss C. Haslett, secrétaire de « The Women's Engineering Society ».

et gynécologie), prof. W. C. Cullis (physiologie) ; Margaret A. Murray, Ethel M. Elderton et Martha A. Whiteley (assistantes).

Université de Reading : 1 femme professeur : E. J. Morley (langue et littérature anglaises).

Pays de Galles. — Université de Cardiff : 1 femme professeur : Olive A. Wheeler (pédagogie).

Université de Swansea : 1 femme professeur : Mary D. Williams (langues vivantes).

Ecosse (il n'est signalé aucune femme dans le corps enseignant des Facultés).

GRÈCE (1)

C'est en 1890 que les femmes purent étudier à l'Université d'Athènes et à l'Ecole Polytechnique de cette ville. En 1925, l'Université comptait un total de 13.560 étudiants (12.900 hommes et 660 femmes). Les étudiantes se répartissaient de la façon suivante :

Faculté de Droit : 74;

Faculté de Philosophie : 163;

Faculté de Médecine : 131;

Faculté de Théologie : 6;

Faculté des Sciences : section Chimie, 12; section Mathématiques, 7; section Physique, 3; section Pharmaceutique, 145;

Ecole de dentistes : 119 (2).

La plupart des professions intellectuelles sont ouvertes aux femmes; mais ces dernières ont encore à lutter en Grèce — de même que dans les pays latins — contre un certain nombre de préjugés qui rendent la vie professionnelle — notamment dans les carrières libérales — assez difficile.

La femme médecin. — La première Grecque qui étudia la médecine fut Mlle Kalopothakès. Elle obtint le titre de docteur à la Faculté de Médecine de Paris, en 1894. Parmi les femmes médecins de ce pays, l'une d'elles, Mme Panagiotatou, spécialisée dans les maladies infantiles, exerce à Alexandrie.

(1) La plupart des renseignements suivants nous ont été communiqués par Mlle Antonopoulou, professeur à l'Université de Bruxelles.

(2) *Bulletin d'Information universitaire internationale*. Année 1925, p. 110.

La femme avocat. — En Grèce, les femmes ont accès au barreau. En 1930, les avocates étaient encore en petit nombre et leur activité se trouvait assez restreinte.

La femme ingénieur. — Aucune Grecque n'occupe encore la situation d'ingénieur.

La femme professeur d'Université. — En 1910 déjà, deux femmes étaient chargées de cours à l'Université d'Athènes. En 1930, il ne s'en trouvait pas, mais trois Grecques professaient dans des Universités étrangères : Mlle Antonopoulo, chargée du cours d'économie sociale à l'Université de Bruxelles, cours professé aux étudiants de licence, à l'Ecole des Sciences politiques et sociales; Mlle Sophie Antoniadès, chargée du cours de grec moderne à l'Université de Leyde; Mlle Polymnie Lascaris, lectrice à l'Institut d'études néo-grecques à la Sorbonne.

HOLLANDE (1)

Il n'a pas été besoin d'une loi pour ouvrir l'accès de l'Université aux femmes et leur permettre l'exercice de la plupart des professions intellectuelles.

Le nombre des étudiantes s'accroît rapidement aux Universités hollandaises. En 1897, 75 femmes y étaient inscrites; on en comptait 1.500 en 1926 (2). Si l'élément féminin se trouvait peu représenté à la fin du XIX^e siècle, c'est qu'il n'était pas encore dans les mœurs que les femmes pussent se livrer à des études identiques à celles des hommes.

La femme médecin. — La première femme qui, en Hollande, pratiqua la médecine fut le D^r Aletta H. Jacobs (décédée en 1929) (3). Elle commença ses études en 1872 à l'Université de Groningue et reçut le titre de docteur (doctor medicinæ) en 1879. Elle s'établit à Amsterdam.

(1) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mme Marie C. van der Kolf, secrétaire de la Commission des Relations internationales de l'Association hollandaise des femmes universitaires.

(2) *Annuaire statistique de la France*, 1928, Enseignement supérieur. — *Pays étrangers*, p. 227*-228*.

(3) Le D^r A. Jacobs dans la publication de ses *Mémoires* (1924) relate les difficultés qu'elle éprouva durant ses études et au cours de sa carrière professionnelle.

Les femmes médecins hollandaises étaient, en septembre 1929, au nombre de 357, dont 237 exerçaient la profession soit comme praticiens, soit dans les laboratoires. Le D^r C. de Lange, spécialisée dans la pédiatrie, était *professeur extraordinaire* à l'Université d'Amsterdam. Le D^r van Herwerden, qui s'occupe de travail de laboratoire, était *lector* à l'Université d'Utrecht.

La femme avocat. — Une loi ne fut pas nécessaire, comme dans la plupart des pays, pour rendre cette profession accessible aux femmes.

Mme le D^r A. van den Hock-Kok (décédée en 1928), qui termina ses études de Droit en 1903, fut la première avocate hollandaise.

En septembre 1929, le nombre des femmes avocats s'élevait à 65.

Le nombre total des *magistræ* ou *doctores juris* était beaucoup plus élevé (441 à la même époque), mais elles occupaient pour la plupart des places administratives. Le D^r E. C. van Dorp était *privat-docent* à l'Université d'Utrecht, le D^r B. Bakker-Nort jouissait aussi d'une certaine notoriété dans la science juridique.

La femme ingénieur. — Parmi les femmes ingénieurs, on distingue : les ingénieurs chimistes, civils, architectes, électrotechniques, mécaniciens (de l'Université de Delft), agronomes (de l'Université de Wageningen); il y a aussi des chimistes qui ont le titre de *doctorandæ* ou *doctores* (des Universités de Leiden, Utrecht, Groningen, Amsterdam et Nymegen).

Les premières femmes ingénieurs (chimistes) furent : Ir. M. E. Stellway-Best (1904) et Ir. E. van West (1906). En septembre 1929, on en comptait 164, dont 82 exerçaient effectivement :

Ingénieurs chimistes, 128; exerçant, 67.

Ingénieurs civils, 6; exerçant, 4.

Ingénieurs architectes, 9; exerçant, 3.

Ingénieurs électrotechniques, 15; exerçant, 6.

Ingénieurs mécaniciens, 1; exerçant, 0.

Ingénieurs agronomes, 5; exerçant, 2.

Soit un total de 164; exerçant, 82.

A cette énumération, il faut joindre les chimistes (*doctores* et *doctorandæ*), au nombre de 37, dont 17 exerçant.

La femme professeur d'Université. — En Hollande, en 1930, quatre femmes professaient aux Universités : le D^r J. Westerdijk, *professeur extraordinaire* à l'Université d'Utrecht et à l'Université d'Amsterdam (biologie); le D^r C. Tammes, *professeur ordinaire* à l'Université de Groningen (biologie); le D^r C. de Lange, *professeur extraordinaire* à l'Université d'Amsterdam (pédiatrie); Mlle S. Antoniadès (1), *professeur extraordinaire* à l'Université de Leiden (néo-grec).

HONGRIE (2)

Sur la proposition de M. le baron Jules Wlassics, ministre de l'Instruction publique, le roi François-Joseph signa le décret du 18 novembre 1895 autorisant les femmes à suivre les cours des Universités de Budapest et de Klausenburg : Médecine, Pharmacie, Lettres et Sciences. Seule, la Faculté de Droit leur était fermée. Les femmes, en 1930, ne la fréquentaient pas encore.

La nouvelle Faculté de l'Economie sociale, constituée en 1920, accueillit les femmes depuis sa fondation.

En 1925, le nombre total des étudiantes dans les Universités s'élevait à 1.165.

La femme médecin. — Les premières femmes médecins et chirurgiens furent : Mme la comtesse Guillonette Hugonnay, qui fit ses études en Suisse et dont le diplôme fut « *nostrifié* » (3) en Hongrie en 1892; le D^r Charlotte Steinberger, diplômée en 1900; le D^r Léa Königsberger, en 1901.

En 1929, les femmes médecins étaient au nombre de 402. Parmi celles qui occupent une situation importante, citons le D^r Annie Stast, *docteur super*, spécialisée pour la médecine infantile; le D^r Ethel Orphanides, docteur municipal; le D^r Babarczy, docteur *super-municipal*.

La femme avocat. — La Hongrie ne compte pas d'avocates,

(1) De nationalité grecque; fit ses études à Athènes et à Paris.

(2) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mme le D^r Irène de Vida, secrétaire de la *Commission des Relations internationales* de l'Association hongroise des femmes universitaires.

(3) V. p. 428, note 2.

les étudiantes n'étant pas encore admises dans les Facultés de Droit. Rien ne s'opposerait cependant dans la législation à ce qu'une femme devînt avocat (1).

La femme ingénieur. — D'après l'enquête du Bureau international du Travail à laquelle nous nous sommes déjà référée, l'Ecole Polytechnique délivra deux diplômes d'ingénieur à des femmes sous le régime Karolyi. Après la chute du bolchevisme, l'Ecole fut fermée aux étudiantes. Le section d'architecture les admit à partir de 1924. Leur nombre ne doit pas y dépasser 5 % du total des auditeurs.

La femme professeur d'Université. — Ce n'est que depuis 1928 que les Hongroises peuvent devenir professeurs d'Université (qu'elles sont admises à « l'habilitation »). En 1929, il ne s'en trouvait pas encore exerçant cette fonction.

IRLANDE (2)

De 1801 à 1922, l'Irlande fit partie du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

En 1922, par la formation de l'*Etat libre irlandais*, le pays fut divisé en deux entités politiques, l'*Etat libre*, capitale Dublin, avec une constitution nouvelle, et l'*Irlande du Nord*, capitale Belfast, où subsiste encore le régime britannique.

A Dublin, se trouve une Université (Trinity College ou T.C.D.), qui date du xvr^e siècle. Il existe aussi, à Dublin, l'Université nationale d'Irlande (N.U.I.), fondée en 1909, avec des Académies à Dublin, Cork et Galway.

L'Irlande du Nord possède une Université à Belfast, créée aussi en 1909 (Queen's University Belfast ou Q.U.B.). Cette Université et l'Université nationale furent constituées, pour ainsi dire, des débris de l'Université royale d'Irlande (R.U.I.), fondée vers le milieu du xix^e siècle : celle-ci avait des Académies à Cork, Galway et Belfast et une organisation à Dublin pour les examens et les diplômes.

L'Université de Dublin (T.C.D.), instituée sur le modèle de celles d'Oxford et de Cambridge, reçut l'autorisation d'ad-

(1) V. L. Frank, *ouvr. cit.*, p. 65.

(2) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Miss O. Purser, de la *Commission des Relations internationales de l'Association irlandaise des femmes diplômées des Universités*.

mettre les femmes par une ordonnance spéciale ou *King's Letter* datant de 1903. Les étudiantes fréquentèrent l'Université en 1904. Elles constituaient, en 1929, 30 à 25 % de l'effectif total.

La N.U.I. et la Q.U.B. accueillirent les femmes depuis leur fondation (1909).

La femme médecin. — C'est le « Medical Practitioners and Sex Qualification Act » (1876) qui ouvrit aux femmes l'exercice de la médecine. Miss Mary Hannan fut la première femme médecin qui fit ses études en Irlande et qui exerça la profession médicale. Miss Eva Jellett obtint, la première, en 1905, le diplôme de médecin de l'Université de Dublin (T.C.D.). Depuis cette époque, plus de 120 femmes acquirent les grades médicaux de cette Université.

La femme avocat. — C'est le « Sex Disqualification Act » (1918) qui permit aux femmes d'accéder aux carrières judiciaires.

Miss Frances Kyle et Miss A. Deverell, diplômées de l'Université de Dublin (T.C.D.), prêtèrent le serment d'avocat à Dublin en septembre 1921 et devancèrent de quelques mois leurs confrères anglais.

En 1929, on comptait 6 avocates (toutes diplômées de l'Université de Dublin) (1).

La femme ingénieur. — Aucune loi ne fut nécessaire pour autoriser les femmes à devenir ingénieurs. Vers 1900 déjà, Mlle Perry pratiquait comme conducteur des Ponts et Chaussées (country surveyor) à Galway.

La femme professeur d'Université. — Les femmes professeurs d'Université étaient en 1929 au nombre de 11, dont 6 à Dublin (T.C.D.) et 5 en Angleterre et outre-mer.

Parmi celles qui, à cette époque, professaient à Dublin se trouvaient : Miss C. Maxwell (*lecturer*), chargée de cours d'histoire moderne depuis 1909, et Miss Frances Moran (*professor*), professeur de Droit depuis 1925.

(1) Les Irlandaises peuvent être nommées juges. La profession d'avoué leur est aussi ouverte.

ISLANDE (1)

En principe, toutes les professions intellectuelles sont ouvertes aux Islandaises, mais, par habitude, nous dit-on, ces professions ont toujours été exercées par les hommes.

C'est la loi n° 37 du 11 juillet 1911 qui donna aux femmes le droit de profiter de l'enseignement supérieur, au même titre que les hommes, et d'exercer les professions auxquelles donnent accès les diplômes universitaires.

En réalité, peu de femmes usèrent de ce droit.

La femme médecin. — En 1929, deux Islandaises seulement avaient terminé leurs études de médecine, l'une en 1918 et l'autre en 1920. Mlle Katrin Thoroddsen fut médecin cantonal, et, à l'heure actuelle, est établie à Reykjavik. Sa confrère s'est mariée après avoir obtenu le diplôme de médecin, et n'exerce pas.

En 1929, 3 jeunes filles étudiaient la médecine à l'Université de Reykjavik.

La femme avocat. — Il n'y a pas d'avocate en Islande. Deux étudiantes se firent inscrire à la Faculté de Droit, mais abandonnèrent les études.

La femme ingénieur. — En Islande, il n'est pas non plus mentionné de femme ingénieur. (L'Université de Reykjavik n'a pas de Faculté de Science polytechnique; la plupart des ingénieurs islandais font leurs études à Copenhague).

La femme professeur d'Université. — Il n'y a pas de femme qui professe à l'Université, Mme Björg Porlâksdóttir Blöndal obtint le doctorat ès lettres d'Université à la Sorbonne, mais elle n'est pas professeur.

ITALIE (2)

En Italie, le règlement du 8 octobre 1876, article 8, autorisa l'inscription des femmes à l'Université à condition qu'elles

(1) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mme Helga Krabbe, de l'Association islandaise des femmes diplômées des Universités.

(2) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par la Fédération italienne des femmes diplômées des Universités.

eussent obtenu l'examen que passent les jeunes gens à la sortie des lycées.

Aucune loi ne fut nécessaire pour ouvrir aux femmes l'accès des carrières de médecin, d'ingénieur et de professeur d'Université. Ce ne fut qu'en 1919 qu'elles purent devenir avocats.

La femme médecin. — Au moyen âge, en Italie, l'Ecole de Salerne, qui jouissait d'une très grande renommée, reconnaissait les femmes comme médecins et chirurgiens. Trotula qui vivait au XI^e siècle se couvrit de gloire par son livre : *De passionibus mulierum* qui eut plusieurs éditions. Parmi les femmes de Salerne qui acquirent une certaine célébrité, on peut citer Arbella, Mercuriade et Rebecca. Au XIV^e siècle, Françoise, femme de Mathieu de Romana de Salerne, obtint le diplôme de chirurgien de l'Université de cette ville, et Charles, duc de Calabre, lui accorda la permission doctorale de la chirurgie. Au XV^e siècle, Costanza Calanda fut la dernière femme médecin salernitaine que les historiens mentionnent.

A Naples, Rome, Florence, Venise, Turin, Bologne, Padoue vivaient également des femmes pratiquant la médecine.

A l'époque de la Renaissance, l'Italie ne vit pas le nombre de ses femmes médecins diminuer. A Rome, un édit du Pape Sixte IV, d'une importance capitale, proclama que : « Nemo masculus aut femina, seu christianus vel judæus nisi magister vel licentiatius in medicina foret, auderet humano corpori mederi in physica vel in chirurgia. » Une femme munie des diplômes nécessaires pouvait donc exercer la médecine.

Au XVIII^e siècle, à l'Université de Bologne, Anna Manzolini (1716-1774) occupa une chaire d'anatomie, Marie Mastellari et Marie delle Donne (1777-1842) furent reçues docteurs à Bologne. La dernière professa l'obstétrique à l'Université jusqu'à sa mort. A Florence, Marie Petracchini et sa fille, Zaffira Peretti, obtinrent également le doctorat.

A la fin du XIX^e siècle, admises aux cours universitaires, quelques femmes entreprirent des études médicales. De 1877 à 1890, 10 étudiantes reçurent le titre de docteur en médecine.

En 1929, le nombre des femmes médecins italiennes s'élevait à 350 environ. Presque toutes, dit le D^r Isabella Grassi, « exercent leur profession avec compétence, amour et âme ». Parmi les plus connues, citons le D^r Marie Montessori,

célèbre par sa nouvelle méthode pédagogique; le D^r Marie-Gasca Diez, chef du Service d'Orientation professionnelle de la ville de Rome et des deux laboratoires psychotechniques qui en dépendent; le D^r Angiola Barrino, professeur de pédiatrie à l'Université de Sassari et directrice de la clinique qui y est attachée (1).

La femme avocat. — Le règlement du 8 octobre 1876 autorisait les femmes à étudier dans toutes les Facultés, y compris celles de Droit. Pourvues d'un diplôme régulier, il leur était cependant interdit, jusqu'en 1919, de devenir avocats.

Un arrêt de la Cour d'Appel de Turin, du 14 novembre 1883; un arrêt de la Cour de Cassation de la même ville, du 18 avril 1884, refusèrent aux femmes l'exercice de cette profession.

La question de la femme avocat fut agitée à la fin du xix^e siècle par Mlle Lydia Poët, docteur en droit. Elle se fit inscrire au stage et en suivit les exercices. Deux ans après, désirant figurer au tableau, elle passa avec succès l'examen théorique et pratique prescrit par la loi. Le Conseil de l'Ordre, par 8 voix contre 4, à la suite d'une délibération rendue le 9 août 1883, ordonna l'inscription de Mlle Poët au Tableau. Mais le Ministère public, usant du droit que la loi italienne lui accorde, s'opposa à cette inscription et refusa à la requérante la prestation de serment.

L'arrêt de la Cour d'Appel de Turin du 14 novembre 1883, invoqua contre Mlle Poët les motifs suivants : « ... La profession d'avocat étant un office public, ou tout au moins une sorte d'office public ou civil, pour admettre les femmes à son exercice, il ne suffit pas de dire que, dans la législation actuelle, aucune disposition ne prononce leur exclusion; il faudrait se trouver en présence d'un texte qui déclarât les femmes capables d'occuper tous les offices et charges, tant publics que civils... Les articles 39, n° 2; 50, n° 3, 72, 128 de la loi sur l'organisation judiciaire disent que ceux qui ont exercé la profession d'avocat pendant une certaine période de temps, peuvent être nommés prêteurs, juges, conseillers d'appel et de cassation; si les femmes étaient admises au barreau, elles

(1) Renseignements communiqués par le D^r Isabella Grassi, présidente de la *Fédération italienne des femmes diplômées des Universités*.

aussi pourraient exercer ces charges de judicature : telle n'a pu être la pensée du législateur... Il serait malséant et vilain (brutto), mentionne aussi l'arrêt, de voir les femmes descendre dans l'arène du forum, s'agiter au milieu du bruit des procès publics, s'échauffer dans des discussions qui facilement emportent, et dans lesquelles on pourrait ne pas avoir pour elles tous les égards qu'il convient d'observer envers le sexe le plus délicat; de plus, la femme pourrait être contrainte de traiter *ex professo* des questions dont « les bonnes règles de la vie civile » interdisent de parler en présence de femmes honnêtes... » Enfin « il n'est pas besoin de mentionner, ajoute l'arrêt, même le risque que pourrait courir la gravité des procès, si, pour ne rien dire d'autre, on voyait parfois la toge recouvrant des habillements étranges et bizarres que souvent la mode impose aux femmes, ou la toque placée sur des coiffures non moins extravagantes; de même qu'il n'est pas besoin non plus de mentionner le très grave danger auquel serait exposée la magistrature, d'être l'objet de la suspicion et de la calomnie, chaque fois que la balance de la justice pencherait en faveur de la partie, pour laquelle aurait plaidé une femme avocat ».

Mlle Lydia Poët se pourvut devant la Cour de Cassation, qui rejeta son pourvoi et confirma le jugement de la cour inférieure.

L'intervention du législateur était nécessaire pour que les femmes obtinssent le droit de prêter serment.

A la Chambre des députés, le D^r Bertani, le *leader* de l'extrême-gauche, prononça un discours remarquable, le 2 juin 1884, où il réclama le droit pour la femme d'être avocat..... « La question qui nous occupe, dit-il, appartient au domaine du bon sens et du droit commun. Laissons reposer dans les rayons poudreux des vieilles bibliothèques les textes juridiques de la Rome antique... J'invite donc l'honorable Garde des Sceaux à présenter une loi qui proclame explicitement l'égalité des sexes, sous les conditions requises, pour le libre exercice des professions libérales. »

M. Moleschott, au Sénat italien, soutint la cause féminine dans la séance du 28 juin 1884. Aucune loi cependant ne fut votée (1).

Mlle Teresa Labriola demanda aussi à prêter le serment

(1) V. sur cette question L. Frank, *ouvr. cit.*, p. 85-97.

d'avocat, mais de même que Mlle Lydia Poët, elle n'obtint pas satisfaction.

Une loi paraissait donc indispensable.

Le groupe des féministes italiennes s'agita pour que les femmes munies du diplôme de droit exigé pour devenir avocat, pussent, comme les hommes, se faire inscrire au barreau. Leurs efforts furent couronnés par la loi de 1919 qui constitue, jusqu'à nos jours, la plus belle victoire du féminisme italien. Cette loi supprima l'autorisation maritale et admit les femmes, à parité de titres universitaires, dans toutes les professions masculines, exception faite pour celles ayant un caractère politique ou juridictionnelle. Ainsi les femmes purent se livrer à l'exercice des professions d'avocat et de notaire.

En Italie, la première femme qui prêta serment fut Mlle Teresa Labriola, féministe distinguée, enseignant la philosophie du Droit à l'Université de Rome. Après elle, plusieurs femmes suivirent son exemple.

Il faut cependant reconnaître que jusqu'à présent, la profession d'avocat n'est pas parmi celles qui attirent le plus les femmes diplômées en droit; cela tient à plusieurs raisons : la force des préjugés, la méfiance qu'inspire encore en Italie la femme se livrant à une carrière généralement réservée au sexe masculin; enfin la crise des travailleurs intellectuels qui, sévissant parmi les hommes, rend naturellement plus âpre la concurrence féminine dans ce domaine.

En 1929, 15 femmes exerçaient la profession d'avocat. La majorité des diplômées en Droit s'oriente vers des emplois publics ou privés. D'autres, après avoir obtenu leurs diplômes, abandonnent toute activité professionnelle pour se marier (1).

La femme ingénieur. — Depuis déjà longtemps, on compte en Italie des femmes ingénieurs.

La femme professeur d'Université. — L'Italie, dans le passé, eut de nombreuses femmes qui professèrent dans les Universités. A Salerne, de 1100 à 1300, s'illustrèrent Trotula et quelques Salernitaines. A Bologne, l'un des centres intellectuels

(1) Depuis 1928, il existe en Italie une femme notaire : Mlle le Dr Elisa Resignani de Novare. Les renseignements ci-dessus nous ont été communiqués par Mme Ada Guerini.

les plus réputés du monde entier, quelques femmes acquirent une grande renommée, les deux filles de Jean d'Andréa, Bettina et Novella. Cette dernière suppléait souvent son père, l'un des plus célèbres juristes du moyen âge et « afin que la beauté d'elle n'empeschast la pensée des oyants, dit Christine de Pisan, elle avait une petite courtine au devant d'elle ». A la même époque, mentionnons aussi Jeanne Bianchetti et Madeleine Buonsignori, également réputées dans la science juridique; au xvi^e siècle, vécurent Olimpia Morata, et Dorothee Bocchi qui enseigna la philosophie. Au xviii^e siècle surtout, il est à signaler une vraie pléiade de femmes célèbres : Anna Manzolini, qui occupa une chaire d'anatomie; Bettina Calderini, qui professa le droit civil à l'Université; Bettisia Gozzadini, qui enseigna le droit canon; Clotilde Tambroni, qui fit un cours de langue grecque; Marie Agnesi, l'auteur des *Institutions analytiques*, qui professa les mathématiques et Laura Bassi, la physique. Au commencement du xix^e siècle, Marie delle Donne occupa jusqu'à sa mort la chaire d'obstétrique de l'Université de Bologne.

En 1929, 12 femmes professaient dans les Facultés italiennes : le D^r Rina Maili, professeur d'anatomie comparée à Milan, la première femme qui enseigna à l'Université depuis la constitution du royaume d'Italie; le D^r Cecilia Dentice d'Arcadia, professeur d'histoire de la philosophie à Cagliari; le D^r Giulina Manuelli Calvino, professeur de botanique à Cagliari; le D^r Rita Brunetti, professeur de physique expérimentale à Cagliari (elle a découvert le corps dit *Florentium*) ; le D^r Pia Malti, professeur de mathématiques à Catania ; le D^r Angela Barrino, professeur de pédiatrie à Sassari ; le D^r Margherita Piarrolla Belach, professeur de géométrie analytique à Naples; le D^r Anna Foà, professeur de sériciculture à l'Institut supérieur d'Agriculture de Partici (Naples) ; le D^r Teresa Labriola, professeur de philosophie du droit à Rome; le professeur Anulda Pons, qui enseignait la langue et la littérature françaises à l'Institut supérieur de Magistero (1) de Rome; Maria Antonietta Pagliari, professeur de pédagogie, méthodologie et didactique à l'Institut supérieur de Magistero

(1) Les Instituts supérieurs de Magistero sont, de même que les Universités, des établissements d'enseignement supérieur.

de Naples; Mary Rostkowsky, professeur de langue et de littérature anglaises et allemandes au même Institut.

En outre, 15 femmes étaient chargées de cours, et 35 environ, *liberodocenti*.

Dans les laboratoires scientifiques universitaires, il y avait environ 116 assistantes appointées et une soixantaine d'assistantes volontaires sans appointements.

Dans les Universités italiennes se trouvaient aussi des lectrices pour les langues étrangères (1).

LETTONIE (2)

Jusqu'en 1918, la Lettonie fit partie de la Russie. Les Lettones participèrent au développement intellectuel des autres femmes russes et eurent accès aux mêmes professions.

Ce ne fut que vers la fin du XIX^e siècle, que les femmes de ce pays s'adonnèrent en plus grand nombre aux études supérieures. Au début, beaucoup d'entre elles se firent inscrire dans les Facultés de Suisse, les Universités russes étant restées à cette époque exclusivement masculines.

Il n'y a pas de loi, en Lettonie, qui interdise aux femmes l'exercice d'une profession quelconque, mais dans la pratique, elles ne sont pas nommées à des postes élevés et ne jouissent que du minimum d'avancement (3).

La femme médecin. — La première Lettone diplômée d'une Université fut Anna Liberte-Ritere, qui fit ses études à la Faculté de Médecine de Berne. Elle exerça à Riga. En 1929, il y avait 256 femmes médecins, dont 7 chirurgiennes, qui pratiquaient en Lettonie; 10 femmes médecins travaillaient à l'Université de Riga comme assistantes.

(1) Les renseignements ci-dessus nous ont été communiqués par Mme le Dr Isabella Grassi et par Mme le Dr Ada Sacchi Simonetta.

(2) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mme A. Dale-Kenina, secrétaire de l'Association lettone des femmes diplômées des Universités.

(3) Les Lettones diplômées en Théologie ne peuvent encore devenir pasteurs.

La femme avocat. — La première femme avocat fut Otti-lija Kempele, qui prêta serment en juillet 1929. Depuis 1922 déjà, elle était la collaboratrice d'un avocat. En 1929, la Lettonie ne comptait qu'une avocate; 9 femmes juristes étaient secrétaires d'avocat.

La femme ingénieur. — Les femmes ont obtenu le titre d'ingénieur, ces dernières années seulement. En 1929, il y avait 2 ingénieurs et 7 architectes.

La femme professeur d'Université. — En 1929, à l'Université, 29 Lettones occupaient un poste : trois étaient pourvues du titre de *docent*. Il s'y trouvait aussi 16 assistantes (10 à la Faculté de Médecine et 6 à la Faculté de Philologie et de Philosophie) et 10 lectrices.

LITHUANIE (1)

D'après la Constitution, les femmes de la République lithuanienne ont des droits égaux à ceux des hommes et peuvent exercer les mêmes professions.

La femme médecin. — Les premières femmes qui pratiquèrent la médecine en Lithuanie furent : Mme Vanda Fumieniene, *docent* à l'Université; Mme Brone Byliene, Mme Elena Slezeviciene, etc.

Au début de l'année 1930, on comptait 85 femmes médecins. Elles n'étaient pas encore spécialisées en chirurgie.

La femme avocat. — En 1930, il n'existait en Lithuanie qu'une femme avocat : Mme Linda Pureniené; Mme Antanina Kutkauskiené était avocat-avoué. Les femmes juristes se trouvaient encore à cette date en petit nombre (20 au début de 1930).

La femme ingénieur. — En Lithuanie, une seule femme ingénieur était mentionnée en 1930.

(1) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mme le Dr A. Kairiukstytė-Jacynienė, secrétaire de l'Association lithuanienne des femmes universitaires.

La femme professeur d'Université. — En 1930, une femme était *docent* à l'Université : Mme Vanda Fumeniene, docteur en médecine. A cette époque, 12 femmes y travaillaient comme assistantes.

NORVÈGE (1)

En Norvège, l'Etat possède trois établissements d'enseignement supérieur qui, tous trois, ont ouvert leurs portes aux femmes : ce sont l'Université, l'Ecole technique supérieure de Trondhjem et l'Ecole supérieure d'Agriculture, à Aas.

C'est la loi du 15 juin 1882, due à l'initiative de M. Berner, qui permit aux femmes de se présenter aux examens de baccalauréat (*artium*) et de philosophie. La première étudiante reçue bachelière fut Mlle Cecilie Thoresen (1882). La même année, elle se fit immatriculer à l'Université. Aussitôt après, plusieurs autres jeunes filles suivirent son exemple. Cependant, il n'y avait pas encore de loi autorisant les femmes à passer les derniers examens de l'Université qui, seuls, pouvaient leur permettre de postuler les emplois publics. Ce fut l'objet de la loi du 14 juin 1884, qui leur donna la faculté d'obtenir les grades universitaires.

Mais de nouvelles difficultés surgirent lorsque les femmes munies de leur diplôme réclamèrent leur nomination aux postes de fonctionnaires; on leur répondit : « Les femmes n'y sont pas admises. » Ce fut l'occasion d'une nouvelle campagne féministe. Déjà, en 1890, M. Berner avait proposé à la Chambre l'accès des femmes aux emplois publics, à condition qu'elles eussent passé les examens nécessaires et qu'elles remplissent les conditions prescrites par la loi pour occuper lesdits postes. Mais la proposition ne fut point acceptée. Il fallut attendre la loi du 9 février 1912 (2) pour que les femmes obtinssent ce

(1) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mme C. Skotvedt, présidente de la *Commission des Relations internationales de l'Association norvégienne des femmes universitaires*.

(2) *Paragraphe 1.* — « Les femmes peuvent, dans les mêmes conditions que les hommes, avoir accès aux emplois publics, à l'exception des cas prévus dans le paragraphe 2 ».

Paragraphe 2. — « Les femmes ne peuvent faire partie du Conseil Royal. Elles ne peuvent avoir accès aux charges ecclésiastiques de l'Egli-

droit. La loi du 8 août 1916 autorisa l'admission des femmes au Conseil Royal dans les mêmes conditions que les hommes.

La femme médecin. — Les études médicales sont celles qui, jusqu'à présent, ont compté le plus grand nombre d'adeptes féminines : Fröken Marie Spaangberg (actuellement Fru Holth) fut la première femme qui, en 1893, passa l'examen de docteur. La deuxième, Louise Ramm, le subit avec succès en 1894. Depuis ce temps, un grand nombre de Norvégiennes s'adonnèrent à la profession médicale. A la fin de 1919, on comptait environ 60 femmes médecins; au commencement de 1929, leur nombre s'élevait à 109 (1).

La plupart des femmes médecins ont une clientèle privée, le plus souvent dans les villes. Depuis une dizaine d'années, quelques-unes se sont installées dans les centres ruraux. Elles peuvent devenir médecins cantonaux, médecins dans les écoles communales et dans d'autres institutions d'enseignement. Plusieurs sont médecins-adjoints dans différents sanatoria et cliniques, d'autres s'occupent de la surveillance des asiles, des prisons, des maisons de relèvement. En 1929, le D^r Marie Holth était médecin à la Commission sanitaire qui siège à Oslo.

La femme avocat. — Les Norvégiennes purent pratiquer la médecine sans qu'aucune modification des lois en vigueur eût été jugée nécessaire. Il n'en fut pas de même de la carrière d'avocat. C'est depuis 1904 seulement, que l'accès en est permis aux femmes.

La première avocate, Sofie Conradine Schjøtt, candidate en droit en 1896, occupe, depuis 1926, la fonction de juge au Tribunal d'Oslo; Ruth Sorensen Bis, candidate en droit en 1900, est depuis 1926, juge à la Cour Supérieure.

En 1929, il y avait en Norvège 11 femmes avocats. Fröken Elise Sem, avocate à la Cour d'Appel d'Oslo, a sa propre étude dans cette ville. D'autres avocates sont chargées de pouvoir

se de l'Etat; aux charges diplomatiques et consulaires; aux charges militaires, même à titre civil, ni à celles qui seront créées à l'avenir et qui, lors de leur établissement, auront été jugées exerçables seulement par des hommes ».

(1) Chiffre élevé eu égard à la population qui ne compte que 2 millions et demi d'habitants.

auprès des juges cantonaux, ou collaborent avec leurs maris, eux-mêmes avocats. L'une d'elles occupa temporairement la charge de maire à Oslo et, en raison de ses fonctions, maria plusieurs couples.

Les études de Droit semblent exercer sur les femmes un attrait plus grand que celui auquel on aurait pu s'attendre. La plupart des femmes juristes acceptent des postes dans les Ministères où elles jouissent des mêmes privilèges que leurs collègues masculins.

La femme ingénieur. — L'Université ayant autorisé les femmes à suivre ses cours et à conquérir les grades qu'elle délivre, les Ecoles supérieures prirent la même mesure.

a. *L'Ecole technique supérieure de Trondhjem.* — Depuis sa fondation (1910), l'Ecole admit les femmes à tous ses enseignements. Néanmoins, on ne peut pas dire que les inscriptions féminines y aient été nombreuses. En 1929, le nombre des étudiantes qui obtinrent le diplôme définitif de l'Ecole technique supérieure s'élevait à 5. Margot Dorenfeldt et Randi Holweck furent les premières à subir avec succès l'examen de sortie, en chimie (1919). Parmi les autres, il en est qui se spécialisèrent en architecture.

Les femmes architectes étudièrent, avant la fondation de l'Ecole technique supérieure, à l'Ecole des Arts et Métiers d'Oslo.

Des Ecoles techniques ordinaires sortirent également des architectes et des chimistes.

b. *L'Ecole supérieure d'Agriculture de Aas.* — L'Ecole admet les femmes dans toutes les sections, au même titre que les hommes. Ces sections sont au nombre de 5 : 1° Agriculture, 2° Laiterie, 3° Forêts, 4° Jardinage, 5° Réparation.

Plusieurs Norvégiennes ont obtenu leurs diplômes en Agriculture, Jardinage et Laiterie.

La femme professeur d'Université. — La Norvège ne possède qu'une seule Université : celle d'Oslo. En 1929, le corps professoral comptait deux femmes : 1° le professeur Christine Bonnevie, docteur en philosophie, appelée en 1912 à la chaire de zoologie. Directeur du Musée zoologique, elle est auteur de plusieurs travaux scientifiques importants; 2° Fröken Ellen

Gleditsch, docteur en philosophie, nommée en 1929 professeur de chimie. Elève de Mme Curie, elle a écrit plusieurs traités, notamment sur la radioactivité.

A l'Université, les femmes occupent aussi des postes tels que ceux d'aide-botaniste, chimiste, conservateur du Musée zoologique, du Musée de Minéralogie et de Géologie, de Paléontologie, etc.

POLOGNE (1)

La charte constitutionnelle de la Pologne, dans son article 96, ouvre toutes les professions aux citoyens de la République polonaise sans distinction de sexe.

C'est en 1894, que les femmes eurent accès aux Universités; mais beaucoup avaient devancé cette autorisation, étant allées étudier à l'étranger. A partir de 1918, les deux sexes sont égaux dans tous les domaines de l'enseignement supérieur.

L'instruction supérieure attire beaucoup les Polonaises. Si nous comparons le nombre des étudiantes pendant l'année scolaire 1926-27 à celui de l'année 1910-11, nous observons un accroissement rapide. Pendant cet intervalle de temps, il est devenu presque sept fois plus grand (celui des étudiants, un peu plus de deux fois).

En 1926-27, l'effectif des femmes étudiant dans les Universités, les Ecoles polytechniques et autres établissements d'enseignement supérieur d'Etat ou privés, dépassait 10.000, soit plus du tiers du total général des étudiants. C'est à la Faculté de Philosophie que les femmes étaient le plus nombreuses (2).

La femme médecin. — Au moyen âge, déjà, les Polonaises s'occupèrent de médecine. Il en est qui pratiquèrent l'art médical à Posen, vers 1278 et à Cracovie, en 1371. En 1652, elles

(1) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mme H. Wyckowska, secrétaire de l'Association polonaise des femmes diplômées des Universités.

(2) V. *La Française*, 24 nov., 1^{re} et 8 déc. 1928. J. Skovronska Feldmanova, *La femme polonaise d'aujourd'hui*; v. aussi *La femme polonaise*, mai 1928. *Les femmes et l'instruction supérieure*.

luttèrent avec ardeur contre la terrible invasion de la peste noire. Au XVIII^e siècle, s'illustra Mme Halpir, qui aida son mari, ophtalmologiste, et qui opéra des cures magnifiques.

La première Polonaise diplômée en médecine fut Mme Tomaszewicz-Dobrska. Elle fit ses études médicales à Zurich où elle obtint son diplôme en 1877. Elle passa de nouveau ses examens à Saint-Pétersbourg et exerça la médecine à Varsovie. La deuxième Polonaise qui entreprit ces mêmes études fut Mme Ciskiewicz; reçue docteur à Berne, en 1877, elle s'installa aussi à Varsovie.

En 1929, il y avait, en Pologne, 860 femmes médecins.

La femme avocat. — L'étude du Droit tente beaucoup les Polonaises. En 1926-27, il y avait 33 % d'étudiantes à la Faculté de Droit.

La première avocate fut Mme H. Wiewiorska qui obtint ce titre en 1925, après avoir rempli toutes les formalités prescrites : deux stages d'une durée respective de deux ans, à accomplir l'un dans les bureaux des tribunaux, l'autre dans le cabinet d'un avocat; puis deux examens à subir, l'un devant la Cour d'Appel, l'autre devant le Conseil des Avocats.

La première avocate ouvrit son cabinet à Varsovie; elle est désignée le plus souvent pour la défense des détenues de la prison de femmes de Varsovie.

Nombreuses sont les juristes qui imitèrent leur devancière: en 1928, Mlle Sienkiewicz exerçait la profession d'avocat à Wilno, et il est à remarquer que les paysans lui témoignaient la plus grande confiance. Mlle H. Plazewska pratiquait à Siedlce. Mlle Prutman acquit une grande célébrité dans les procès d'aliments (1).

La femme ingénieur. — Les femmes ingénieurs sont très nombreuses en Pologne (200 en 1929).

Elles sont ingénieurs, architectes, géomètres et même arpenteurs. Il est également beaucoup de femmes dans un pays

(1) La loi nouvelle sur les tribunaux, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1929, ne met pas d'entraves à l'admission des femmes dans la magistrature. Mme Wanda Grabinska fut nommée en 1929 juge au Tribunal des Enfants à Varsovie.

aussi agricole que l'est la Pologne, qui sont ingénieurs agronomes dans leurs propriétés.

La femme professeur d'Université. — En 1929, cinq femmes professaient aux Universités d'Etat. Elles étaient en plus grand nombre dans les écoles supérieures privées.

Le Dr J. Joteyko, physiologiste polonaise, décédée en 1928, acquit une grande réputation. Elle professa à l'Université de Bruxelles et fut appelée à faire une série de conférences au Collège de France.

PORTUGAL (1)

Au Portugal, il exista pendant longtemps un préjugé contre l'accès des femmes à l'enseignement supérieur. Ce fut vers 1880 qu'elles commencèrent à fréquenter les Universités. Depuis ces dernières années seulement, il est admis que les femmes peuvent se livrer, au même titre que les hommes, aux études universitaires.

A l'heure actuelle, toutes les Facultés portugaises sont ouvertes aux femmes.

La femme médecin. — La première femme médecin fut Mme Amelia Cardia, qui obtint le titre de docteur au Collège Médical de Lisbonne en 1891. Beaucoup de femmes médecins sont spécialisées en gynécologie; quelques-unes sont ophtalmologistes, d'autres, pédiatres.

La femme avocat. — C'est la loi du 25 mai 1918 qui permit aux femmes d'exercer la profession d'avocat (la femme mariée peut accomplir tous les actes relatifs à cette profession sans autorisation maritale).

La première avocate fut Mme Regina de Quintanilha, qui termina ses études à la Faculté de Droit de Coïmbra, en 1913.

Depuis ces dernières années, le nombre des étudiantes en droit s'est beaucoup accru aux deux Facultés de Coïmbra et

(1) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mme le Dr Elina Guimaraës, avocat, secrétaire de l'Association portugaise des femmes universitaires.

de Lisbonne, surtout à cette dernière. « Faire son droit » paraissait encore, il y a quelque temps, un peu excentrique pour une femme. Mais la plupart des licenciées en droit ne se font pas inscrire au barreau. En 1930, parmi les avocates qui exerçaient effectivement la profession, on pouvait citer : Regina de Quintanilha, Aurora de Castro, avocat et notaire à Porto ; Maria Candida Parreira, Carmen Marques (décédée en mai 1930), et E. Guimaraës (1).

La femme ingénieur. — Le Portugal ne compte qu'une femme ingénieur, mais qui ne pratique pas.

La femme professeur d'Université. — Mme Carolina Michaellis de Vasconcelos fut la première et la seule à professer dans une Faculté. Elle mourut en 1925.

En 1930, aucune femme n'enseignait comme professeur dans une Université. Il y avait deux assistantes à la Faculté des Sciences, et deux assistantes à la Faculté de Pharmacie de Lisbonne.

ROUMANIE (2)

En Roumanie, l'instruction est identique pour les deux sexes. Les femmes, sauf pour le culte, ont accès à toutes les professions.

La femme médecin. — Les femmes furent admises à étudier la médecine aux Facultés de Bucarest et de Jassy, vers 1880. La première femme qui fit ses études médicales en Roumanie fut Mme Olga Sacora (3) (Université de Bucarest).

Les Roumaines ne se virent opposer aucune entrave quant à l'exercice de la profession médicale. Mme Cutzarida-Cratunescu (décédée en 1919), la première femme médecin de ce pays, étudia à la Faculté de Montpellier, où elle fut inscrite en 1878-79, et accomplit sa dernière année de scolarité à Paris.

(1) Les femmes juristes n'ont pas encore accès à la magistrature.

(2) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mme Cottaky Nicolau, présidente de la *Commission des Relations internationales de la Fédération roumaine des femmes universitaires*.

(3) *Deuxième Congrès international*, t. 4, p. 167.

Elle y obtint le diplôme de docteur en 1883-84. Sa thèse porte le titre suivant : *De l'hydrorrhée et de sa valeur séméiologique dans le cancer du corps de l'utérus*. Mme Cratunescu retourna en Roumanie où elle fut nommée médecin *primaire* à l'hôpital de la Maternité en 1885. Elle se spécialisa dans le traitement des maladies des femmes et des enfants, et acquit une grande réputation. La carrière médicale tenta, après elle, beaucoup de Roumaines. Actuellement, 40 % des médecins de campagne sont des femmes.

La femme avocat. — L'admission des femmes à la carrière d'avocat n'a été permise en Roumanie qu'en 1923, après de longues luttes. Quelques Roumaines avaient essayé d'obtenir le droit de plaider par l'interprétation du texte de la loi concernant les avocats, mais leurs demandes furent rejetées. Ce n'est seulement qu'en avril 1923, que le Parlement vota une loi reconnaissant aux femmes la faculté d'exercer la profession d'avocat.

Mlle Sarmiza Bilcescu (actuellement Mme S. Bilcescu-Alimănăsteanu), docteur en droit de la Faculté de Paris en 1890, de retour dans son pays, fut la première femme roumaine à demander son inscription au barreau de Bucarest. A l'unanimité, et sans discussion, le Conseil de l'Ordre inscrivit Mlle Bilcescu au Tableau de l'Ordre des avocats, par délibération du 26 juin 1891 (1). Mais arrivée devant la Cour, assistée de tous les grands avocats de Bucarest, au dernier moment, le Procureur général fit opposition. Et déjà, cependant, M. Take Janesco qui assistait Mlle Bilcescu, avait télégraphié à Londres et à Paris que cette jeune fille avait prêté serment!... Mlle Bilcescu songeait à intenter une action au sujet de ce refus, mais quelque temps après, pour des raisons personnelles, elle renonça à suivre la carrière d'avocat (2).

Mme Ella Negrutzi fut la première avocate en Roumanie. C'est à elle qu'est due, en grande partie, la loi de 1923, dont la réalisation demanda de longues années d'efforts.

Actuellement, les femmes sont nombreuses dans les Facultés de Droit. La profession d'avocat tente la majorité des fem-

(1) V. L. Frank, *ouv. cit. Extrait des procès-verbaux du Conseil de l'Ordre des Avocats de Bucarest*, p. 121-123.

(2) Renseignements communiqués par Mme Bilcescu-Alimănăsteanu.

mes juristes qui se font inscrire dans différents barreaux du pays (1). Elles deviennent de très précieuses secrétaires d'avocats. Peu d'entre elles, jusqu'à présent, ont réussi à se créer une situation indépendante.

La femme ingénieur. — La première femme ingénieur roumaine fut Mme Elise Leonida Zamfirescu. Elle fit ses études à l'Ecole polytechnique de Charlottenbourg : *Technische Hochschule*. Entrée en 1909, elle obtint son diplôme en 1914. Après avoir fait un an de pratique comme ouvrière dans une fabrique de Munich, elle était, en 1930, ingénieur chimiste en chef au laboratoire de chimie de l'Institut géologique de Bucarest.

La femme professeur d'Université. — Cette carrière a été ouverte sans difficulté à l'activité féminine. Mme Myller, la première, enseigna à l'Université. En 1930, elle occupait la chaire de mathématiques à la Faculté des Sciences de Jassy, où elle fut nommée en 1911. Mme le D^r Puscariu était professeur d'ophtalmologie à la Faculté de Médecine de Jassy depuis 1918. Mme Manicatide Venert, ex-médecin des hôpitaux, et Mme Medea Niculescu, *docents*, étaient chargées de l'enseignement de l'obstétrique à la Faculté de Médecine de Bucarest, la première à dater de 1914; la seconde, de 1919. En 1930, on comptait aussi quelques femmes assistantes de professeurs d'Université.

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (U. R. S. S.)

Nous passerons successivement en revue :

1° L'enseignement supérieur des femmes dans l'empire russe;

2° La participation des femmes à l'enseignement supérieur en U. R. S. S.

1° *L'enseignement supérieur des femmes dans l'empire russe.*

En Russie, vers 1861, des cours libres d'enseignement supé-

(1) En 1930, la Roumanie comptait 300 avocates. V. *Compte rendu du quinzième Conseil de la F.I.F.D.U.*, Prague, 20-25 juillet 1930, p. 31.

rieur furent organisés pour les jeunes filles. Malheureusement, ils cessèrent l'année suivante. Les premières étudiantes qui se destinèrent à la médecine, obtinrent la permission de fréquenter l'Académie médico-chirurgicale de Saint-Petersbourg. L'une d'entre elles, Mme Roudneva, y termina ses études en 1868 et conquist le diplôme de docteur en médecine. Mais l'Etat russe, n'autorisant plus les femmes à étudier la médecine à l'Académie, les étudiantes émigrèrent en Suisse. Dans ce pays, paraît-il, elles prirent part à des discussions publiques révolutionnaires et furent rappelées en Russie en 1873.

Pendant l'exode des femmes russes à l'étranger, l'initiative privée avait pris à cœur de réorganiser des cours d'enseignement supérieur pour les femmes. Deux professeurs, le professeur Bestoujev-Rioumine, de St-Petersbourg, et le professeur Guerrier, de Moscou, se mirent à la tête du mouvement. Dans l'espace de quelques années à peine, ces cours formèrent de véritables Universités féminines. Par l'ukase du 2 novembre 1872, Alexandre II autorisa les femmes russes à suivre les cours de la Faculté de Médecine de St-Petersbourg. Bientôt, malheureusement, la politique réactionnaire du gouvernement s'effraya de l'activité de ces centres intellectuels. En 1882, il fut défendu aux femmes de fréquenter les cours de la Faculté. Les étudiantes en cours d'études eurent toutefois la permission de continuer leur préparation et de passer leur doctorat en 1887. En 1886, à St-Petersbourg comme à Moscou, les cours pour les femmes furent fermés. La cessation des cours détermina un nouvel afflux des étudiantes à l'étranger, notamment en Suisse et en France.

Après que certaines modifications eurent été consenties, le Gouvernement ouvrit les cours Bestoujev à St-Petersbourg. Grâce à l'influence de S. M. l'Impératrice, une école de médecine pour les femmes fut fondée dans cette ville. L'ukase du 20 juillet 1895 promulgua le règlement de l'Institut médical féminin (nom officiel de l'Ecole) qui fut inauguré en septembre 1897. Les cours Guerrier purent reprendre vers 1900.

Devenus officiels, les cours Bestoujev prirent le nom de *Cours supérieurs de femmes* et comportèrent les sections : sciences historiques et philologiques ; sciences physiques et mathématiques.

Quelques années avant la guerre, les femmes ne faisaient pas encore partie du contingent des « étudiants réguliers »

des Universités russes. Admises en qualité d'auditrices avant 1908, le Ministre de l'Instruction publique, à cette date, décréta purement et simplement leur exclusion » de ces établissements (1).

2° *La participation des femmes à l'enseignement supérieur en U. R. S. S.* (2).

L'Union des Républiques socialistes soviétiques, dont la Constitution a été votée le 6 juillet 1923, englobe en un seul Etat fédératif :

La République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie;
 La République Socialiste Soviétique d'Ukraine;
 La République Socialiste Soviétique de Russie blanche;
 La République Socialiste Fédérative Soviétique de Transcaucasie;
 La République Socialiste Soviétique d'Ouzbékistan;
 La République Socialiste Soviétique de Turkménistan.

La femme médecin. — Les femmes médecins dans les Républiques de l'U. R. S. S. jouissent des mêmes droits que les hommes et remplissent les mêmes fonctions. Beaucoup de femmes sont spécialisées dans les mesures protectrices de la maternité et de l'enfance.

Les études médicales attirent un grand nombre de femmes. Celles-ci sont plus nombreuses que les hommes dans les Facultés de Médecine de la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie (R.S.F.S.R.). En 1929-30, le total général des étudiants s'élevait à 14.959; les étudiantes en représentaient les 57,3 %. Dans la République Soviétiste Socialiste d'Ukraine, 50 % des médecins sont de sexe féminin.

La femme avocat. — Au 1^{er} juillet 1929, en Russie proprement dite (R.S.F.S.R.) le barreau (« Collège des défenseurs ») comptait 4.934 membres, dont 392 femmes. Au barreau de Moscou, sur 1.123 membres, pratiquaient 144 femmes.

(1) *Revue internationale de l'enseignement*, 1908, p. 547-548.

(2) Les renseignements ci-dessus nous ont été communiqués par l'Ambassade de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en France.

La femme ingénieur. — En 1930, 1.835 femmes occupaient des postes administratifs ou techniques (ingénieurs) dans l'industrie de l'U. R. S. S. et des Républiques Fédérées, dirigée par le Conseil supérieur de l'Economie Nationale. Les femmes étaient surtout nombreuses dans l'industrie du coton (360), dans les industries chimiques (323) et dans l'industrie électrotechnique (228).

La femme professeur d'Université. — Mme Staraiszewska, nommée en 1915 *privat-docent* à la chaire de pathologie de l'Université d'Odessa, fut la première Russe admise à professer à l'Université (1). En 1930, à l'Institut de Médecine d'Odessa, on comptait 10 femmes assistants-chefs, et 12 femmes assistants. A la même époque, à l'Institut de Médecine de Kiev, se trouvaient une femme professeur, six femmes assistants-chefs et 20 femmes assistants. L'Institut de Médecine de Dniéprôpetrowsk comprenait aussi des femmes dans son personnel enseignant. A la Faculté de Médecine de l'Université d'Etat de Russie blanche, une femme médecin était *docent*, 9 remplissaient la fonction d'assistant.

Quelques femmes professent aussi dans les Facultés de Pédagogie.

SUÈDE (2)

Le décret royal du 3 juin 1870 autorisa les femmes à passer le baccalauréat (*studentexamen*) et à étudier à l'Université, où une seule Faculté, celle de Médecine, leur était alors ouverte. Par le décret du 7 novembre 1873, les autres Facultés furent accessibles aux femmes; celles-ci purent également y obtenir les grades. Seuls, leur étaient interdits, les examens de théologie et l'examen de « licencié » en droit. Ce ne fut que vers 1895, que les Suédoises purent conquérir les grades juridiques universitaires. Mlle Elsa Eschelsson (décédée en 1911), reçue par la Faculté de Droit de l'Université d'Upsal « candi-

(1) *Revue Universitaire*, 1915, t. I, p. 308.

(2) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mlle Astrid Sturzen-Becker, secrétaire de la *Commission des Relations internationales de l'Association suédoise des femmes universitaires*.

datum utriusque juris », désirait continuer ses études et obtenir le titre de « juris licentiat » et de « juris doctor ». Ces grades, d'après les statuts de l'Université suédoise, ne peuvent s'obtenir que si le postulant a fait un stage pratique chez un juge, et a siégé en qualité de juge au moins une fois. Se conformant aux usages imposés aux jeunes gens, Mlle Eschelsson fit chez un juge un stage d'une année. On la dispensa toutefois de siéger en qualité de juge. Mlle Eschelsson, la première, obtint le doctorat en droit, grade rare en Suède, même pour les hommes. Elle fut investie presque immédiatement après sa soutenance du titre de *privat-docent*. D'après les règlements de l'Université, ce titre conférait à Mlle Eschelsson le droit de monter en chaire, d'y donner un cours libre ; elle devait, en outre, suppléer le professeur ordinaire lorsqu'il ne faisait pas son cours (1).

Au début, les étudiantes étaient peu nombreuses dans les Facultés. Munies de leurs diplômes, elles exercèrent des professions telles que celles de médecin et d'avocat. Leur accession aux fonctions publiques n'eut lieu que tardivement. Dans les lois fondamentales de 1809, il est indiqué que, pour un grand nombre de fonctions publiques, le Gouvernement — le Roi — nomme les fonctionnaires directement, moyennant certaine « autorisation » (*fullmakt*). L'expression employée est « homme suédois ». Au lieu de la prendre dans une acception large englobant les hommes et les femmes, on l'a interprétée dans un sens restrictif et les divers postes furent ouverts aux femmes par des lois spéciales.

En 1903, elles purent devenir médecins d'Etat, mais les fonctions telles que celles de professeurs d'Université et de chefs d'hôpitaux leur étaient interdites.

En 1904, il fut décidé que les professeurs d'école d'Etat seraient aussi nommés directement par le roi, et les femmes éprouvèrent de nouvelles difficultés.

En 1909 seulement, les lois fondamentales furent modifiées en leur faveur, mais en réalité, ce ne fut qu'en 1923 qu'il y eut égalité entre les hommes et les femmes quant à leurs nominations aux fonctions publiques.

Selon la loi de 1923 (*Behörighetslagen*), validée depuis 1925, après la fixation des traitements, tous les postes sont ouverts.

(1) V. L. Frank, *ouvr. cit.*, p. 100-105.

aux femmes, sauf ceux concernant l'armée, la police ordinaire, le culte, la magistrature. Actuellement, toutefois, il est permis aux femmes d'être juges.

Ces exceptions à part, les femmes peuvent exercer toutes les professions intellectuelles. Il est encore peu de Suédoises qui soient parvenues à de hautes fonctions publiques, l'égalité des hommes et des femmes aux postes de l'Etat étant de date récente.

La femme médecin. — La première femme qui pratiqua la médecine fut le D^r Karolina Widerström. En 1929, il y avait en Suède une centaine environ de femmes médecins.

La femme avocat. — Depuis la loi du 19 novembre 1897, la profession d'avocat est ouverte aux femmes, grâce à un projet de modification apporté au code de procédure par M. Carl B. Hasselrot, projet qui fut adopté par la Chambre et le Sénat : « Ceux qui parlent pour autrui devant les tribunaux doivent jouir d'une bonne réputation, être honnêtes et doués de bon sens » (1). Le terme « homme » interprété jusqu'à ce jour restrictivement était supprimé.

Les premières avocates furent Eva Anden et Mathilda Stael von Holstein. On en comptait une quarantaine en 1929 (2).

La femme ingénieur. — En Suède, les ingénieurs ne font pas leurs études aux Universités, mais à une institution spéciale, *Tekniska Högskolan*. C'est seulement durant ces dernières années que les femmes y étudièrent. En 1929, six en étaient sorties diplômées.

La femme professeur d'Université. — A l'Université de Stockholm, avant qu'elle ne fût une institution d'Etat, une femme était professeur : Sonja Kowalewsky. Reçue docteur en philosophie à l'Université de Goettingen, elle devint, en 1874, titulaire de la chaire de Mathématiques.

En 1929, il n'existait pas de femmes *professeurs ordinaires*

(1) *Ancien texte* : « Ceux qui demandent ou défendent pour autrui devant les tribunaux doivent être des *hommes* très renommés, honnêtes et doués de bon sens. En général, le tribunal doit, dans chaque cause, agréer les défenseurs ». (V. L. Frank, *ouvr. cit.*, p. 100-105).

(2) Les Suédoises peuvent devenir juges.

à l'Université. On y comptait une dizaine de *docents*. Parmi celles-ci, le D^r Nanna Swartz fut la première *docent* en médecine; le D^r Eva Ramstedt est *docent* en physique (radiologie).

SUISSE (1)

En Suisse, les femmes furent admises dans les Universités, au nombre de 7, à des époques différentes. En 1928, elles avaient accès à toutes les Facultés, sauf à la Faculté de Théologie de Fribourg. Nous passerons successivement en revue la formation universitaire que reçurent les femmes médecins, avocats, ingénieurs et professeurs d'Université dans les Universités et Ecoles suivantes :

- 1° L'Université de Bâle,
- 2° L'Université de Berne,
- 3° L'Université de Fribourg,
- 4° L'Université de Genève,
- 5° L'Université de Lausanne,
- 6° L'Université de Neuchâtel,
- 7° L'Université de Zurich,
- L'Ecole Polytechnique de Zurich,
- L'Ecole supérieure de Commerce de St-Gall.

1° Université de Bâle

La femme médecin. — C'est en 1890 seulement que remonte la première immatriculation féminine à l'Université de Bâle. Cette année-là, E. Frey commençait ses études à la Faculté de Médecine.

De 1895 à 1927, 39 femmes, dont 14 de Bâle, obtinrent le doctorat. En 1927, 50 % des diplômées exerçaient la profession. La plupart n'étaient pas spécialisées.

La femme avocat. — Les femmes se livrèrent tardivement aux études juridiques. Une Allemande fut immatriculée pendant le semestre d'hiver 1915-16, une Bâloise en 1916-17. La première femme qui conquist le doctorat en droit fut Ruth

(1) Les renseignements suivants sont empruntés au livre : *Das Frauenstudium an den Schweizer Hochschulen*, 1928.

Speiser (1922). Elle subit avec succès l'examen pour devenir avocat, en 1925; la même année, elle passa l'examen donnant accès à la profession notariale et ouvrit à Bâle un cabinet d'avocat et de notaire. Après elle, d'autres femmes se destinèrent à la carrière d'avocat (1).

La femme ingénieur. — A Bâle, on compte quelques ingénieurs chimistes.

La femme professeur d'Université. — La première femme *privat-docent* à l'Université fut Elsa Mahler (1928). Depuis 1923, elle était lectrice de langue et de littérature russes.

2° Université de Berne

Ce fut en 1872, qu'Anna Hotz, la première étudiante, se fit immatriculer à la Faculté de Médecine. En 1873-74, un total de 23 femmes suivaient les cours de la Faculté. Devant le flot grandissant d'étudiantes, plusieurs règlements furent édictés. En 1901 seulement, les femmes se virent admettre dans des conditions identiques à celles des hommes.

La Faculté de Philosophie eut des étudiantes à partir de 1874. Cette année-là, trois Russes s'étaient fait immatriculer.

A la Faculté de Droit, pour la première fois, une Russe obtint l'autorisation d'étudier en 1874.

La Faculté de Théologie fut la dernière où les femmes prirent leurs inscriptions (à la Faculté de Théologie catholique, on ne comptait pas encore de femmes en 1928). Aucune d'elles ne fréquentait l'Ecole vétérinaire.

La femme médecin. — La première étudiante qui, à la Faculté de Berne, obtint le doctorat en médecine, fut une Russe, Marie Siebold (1874). Anna Hotz subit la première avec succès l'examen d'Etat. H. Zimmerli fut la première Suissesse qui, pourvue de l'examen d'Etat, passa l'examen de docteur.

En 1928, on ne comptait à Berne que 5 femmes médecins (contre 125 médecins hommes). Dans le personnel des hôpitaux ne figure aucun nom de femme.

(1) Les Bâloises peuvent devenir greffiers. Il ne leur est pas encore permis d'occuper les fonctions de juge.

La femme avocat. — Lily Zraggen, la première, en 1916, passa l'examen en vue de devenir avocat. De 1916 à 1928, trois Bernoises réussirent à ce même examen (1).

La femme ingénieur. — Dans l'industrie, les femmes trouvent peu de débouchés.

La femme professeur d'Université. — A l'Université en 1927, 4 femmes occupaient un poste : le D^r Anna Tumarkin, depuis 1909, *professeur extraordinaire* de philosophie; le D^r Gertrud Woker, *privat-docent* (chimie); le D^r Sophie Getzowa, depuis 1912, *privat-docent* (anatomie pathologique), était professeur à l'Université de Jérusalem; le D^r Marie Luise Herking, depuis 1920, lectrice de langue française.

3° Université de Fribourg

Les Fribourgeoises ont attendu très longtemps avant de se livrer aux études supérieures.

C'est en 1904-05, que l'Université ouvrit ses portes aux étudiantes régulières. Les premières d'entre elles se firent inscrire aux Facultés des Lettres et des Sciences. Quelques années plus tard, elles étudièrent à la Faculté de Droit (1911-12). En 1927-28, il y avait 50 étudiantes, dont 18 étrangères (l'élément germanique tend à prédominer parmi ces dernières). Ces étudiantes se répartissaient de la façon suivante : Lettres, 34; Sciences, 12; Droit, 4. (A l'Université de Fribourg, il ne se trouve pas de Faculté de Médecine.) En 1928, la Faculté de Théologie n'était pas encore ouverte aux femmes.

A Fribourg, les femmes ont accès au barreau. Aucune femme n'était, en 1928, professeur ou *privat-docent* ou assistant à l'Université.

4° Université de Genève

La loi du 19 octobre 1872, qui transforma l'Académie en Université en créant la Faculté de Médecine, autorisa les femmes à entreprendre des études universitaires au même titre que les hommes.

(1) Les femmes juristes peuvent exercer la profession de notaire. Elles ne peuvent devenir juges.

En Suisse, l'Université de Genève a été l'une des premières à ouvrir ses portes aux étudiantes, et, après celle de Zurich, elle compta le plus grand nombre de femmes suivant les cours de ces diverses Facultés.

La première étudiante à l'Université fut une Russe. Avant la guerre, l'élément slave était prépondérant. Pendant et après la guerre, à mesure que décrut le nombre des étrangères, l'effectif suisse augmenta. Les Genevoises fréquentèrent l'Université à partir de 1890.

La femme médecin. — Les premières étudiantes se firent immatriculer à la Faculté de Médecine, et c'est là qu'elles furent toujours les plus nombreuses. Admises aux études médicales dès la fondation de la Faculté, ce ne fut qu'en 1882 que la première femme obtint le doctorat en médecine. De 1882 à 1928, 468 diplômes au total ont été conférés à des étudiantes, à des étrangères surtout. Parmi les diplômées qui restèrent à Genève, plusieurs abandonnèrent volontairement leur profession, d'autres se virent contraintes de le faire par les lois fédérales qui abolirent l'ancien règlement cantonal sur l'exercice de la médecine. L'article premier de la loi fédérale du 19 décembre 1877 stipule en effet que désormais l'exercice de la médecine n'est libre dans toute la Suisse que pour ceux qui ont acquis le diplôme fédéral. A Genève, l'examen de doctorat donna encore le droit de pratiquer la médecine dans le canton jusqu'à la loi de 1906, qui supprima ce privilège, aboli depuis longtemps dans les autres cantons.

Mme Saloz, d'origine polonaise, fut la première femme qui exerça la profession de médecin à Genève. En 1928, presque toutes les femmes médecins pratiquaient la médecine générale. Une seule s'était spécialisée comme oculiste. Deux diplômées de la Faculté de Genève étaient missionnaires, l'une aux Indes, l'autre en Afrique. Quelques femmes docteurs enseignaient l'hygiène dans les écoles de filles; d'autres avaient obtenu des places dans les Facultés.

La femme avocat. — En 1872, les études de droit devinrent accessibles aux femmes, mais il fallut attendre l'année 1901 pour voir la première étudiante. Vera Michailowskaïa, d'origine russe, obtint la licence en droit. Ce grade fut conféré, pour la première fois, en 1903, à une Suisseuse,

Mlle Nelly Favre (actuellement Mme Schreiber-Favre), qui se destinait au barreau. Mais d'après la loi d'organisation judiciaire cantonale, seuls, les citoyens suisses jouissant de leurs droits civils et politiques pouvaient exercer la profession d'avocat. Les femmes s'en trouvaient donc exclues. Une modification de la loi était alors nécessaire. Grâce à l'intervention de M. le professeur Alf. Martin et à un amendement proposé par M. P. Coulin, avocat et député, la loi autorisa les femmes à se livrer à la carrière d'avocat.

En 1904, Mme Schreiber-Favre prêta le serment professionnel devant le Conseil d'Etat et exerça depuis cette époque.

En 1928, 3 femmes étaient inscrites au Tableau des Avocats de Genève : Mme Schreiber-Favre (1904), Mme Rouillet-Picard (1912) et Mlle Bœschenstein (1927).

La femme ingénieur. — Les études de sciences ne procurent pas aux femmes une situation matérielle suffisante. De 1876, époque où la Faculté des Sciences compta pour la première fois des étudiantes, à 1928, 12 diplômes d'ingénieurs chimistes ont été délivrés à des femmes. Celles-ci ont accès aux postes d'assistants dans les laboratoires, mais dans l'industrie, les places sont rarement confiées à des femmes ingénieurs.

La femme professeur d'Université. — Mlle Stern, ancien professeur extraordinaire de physiologie à l'Université de Genève, occupait, en 1928, le poste de professeur ordinaire à la Faculté de Médecine de Moscou. A la même date, les femmes qui enseignaient à l'Université de Genève étaient au nombre de 5 : Mme le Dr Gourfein-Welt, *privat-docent* à la Faculté de Médecine; Mmes Eugénie Rogovine et Ida Welt, *privat-docents*, à la Faculté des Sciences; Mmes Anna Kamensky et Pauline Long, *privat-docents* à la Faculté des Lettres.

5. Université de Lausanne

La première étudiante fut immatriculée à l'Académie, à titre exceptionnel, en 1876 à la Faculté de Pharmacie. Dès 1886, les autorités de Lausanne adoptèrent définitivement le principe de l'admission des femmes aux études supérieures, à la condition qu'elles subissent au préalable un examen. En

1890, date de la fondation de l'Université, la proportion des femmes n'atteignait pas 2 % de l'effectif total. Depuis 1918, le nombre des étudiantes représente les 15 % du total général des étudiants. La Faculté de Théologie, ouverte cependant aux femmes, était la seule, en 1928, où l'élément féminin faisait défaut.

La femme médecin. — Depuis leur entrée à la Faculté de Médecine, les étudiantes firent leurs études dans des conditions identiques à celles des étudiants. Beaucoup travaillèrent dans les différents services de l'Hôpital cantonal et de la Polyclinique universitaire à titre d'assistantes, d'internes, voire même de chefs de clinique.

Une Russe pratiquait déjà la médecine à Lausanne à l'époque où les premières étudiantes fréquentèrent la Faculté. En 1927, 12 femmes exerçaient effectivement à Lausanne (sur 25 inscrites sur l'*Annuaire*) et avaient une clientèle. Quelques-unes travaillaient comme assistantes dans des cliniques ou des établissements hospitaliers. D'autres déployaient une grande activité dans des œuvres d'hygiène publique.

La femme avocat. — En 1928, 3 femmes étaient inscrites au barreau de Lausanne : une Neuchâteloise et une Vaudoise, qui avaient obtenu en 1923 la licence et le doctorat en droit, ouvrirent chacune une étude.

« Elles ont trouvé un accueil courtois auprès des magistrats et de leurs confrères; le public suit avec une curiosité sympathique leurs débuts à la barre » (1).

La femme ingénieur. — L'Ecole d'Ingénieur est rattachée à la Faculté des Sciences. Elle ne fit aucune opposition pour admettre les étudiantes qui demandèrent à s'y faire inscrire.

Entrée à l'Ecole d'Ingénieur en 1903, Mlle C. Buttiaz (actuellement Mme Bieler) obtint la première, en Suisse, en 1907, le diplôme d'ingénieur. De 1903 à 1928, 8 étudiantes, dont 4 Suissesses, sont sorties de l'Ecole : 4 ont obtenu le diplôme d'ingénieur électricien, une celui d'ingénieur constructeur et

(1) *Ouvr. cit.*, p. 187. Il est à noter que le notariat et la magistrature ne sont pas accessibles aux femmes.

3, celui d'ingénieur chimiste. Le prix Dommer, destiné au meilleur élève de la promotion, a été décerné en 1926 à une Vaudoise. Plusieurs bachelières de Lausanne ont fait des études d'ingénieur à l'Ecole Polytechnique de Zurich.

En 1928, une seule industrie du canton occupait des femmes chimistes dans ses laboratoires. « Nous n'avons pas encore vu la femme ingénieur à l'œuvre et ne saurions dire quel avenir lui est réservé dans notre pays. Mais l'heure serait mal choisie pour l'expérience des possibilités féminines, car plus que toute autre, la carrière d'ingénieur est encombrée » (1).

La femme professeur d'Université. — A l'Université, seuls des postes temporaires d'assistantes à la Faculté des Sciences ont été confiés à des femmes.

6. Université de Neuchâtel

L'Académie fut transformée en Université en 1909. La Faculté des Lettres, la première, compta une auditrice en 1878.

La femme médecin. — A l'Université de Neuchâtel, il ne se trouve pas de Faculté de Médecine. Il nous est donc impossible de parler de femme médecin ayant reçu la formation universitaire.

La femme avocat. — Les lois cantonales du 20 mai 1914 stipulent au *Chapitre II, article 14, des Lois du Barreau*, que : « Les femmes peuvent obtenir le brevet d'avocat ». En 1927-1928, il n'y avait qu'une seule avocate qui pratiquait à Neuchâtel. Elle était avocat-conseil et secrétaire de l'Union catholique romande des travailleurs.

La femme ingénieur. — Des ingénieurs chimistes neuchâteloises, au nombre de 4, une seule travaillait en 1928 dans l'industrie. Elle était directrice du laboratoire d'expériences dans une fabrique de soie artificielle.

La femme professeur d'Université. — A l'Université, en 1928, deux femmes étaient *privat-docents* : Mlle Rigaud et

(1) *Ouvr. cit.*, p. 197.

Mme Leuba-Provenzal; la première faisait un cours de littérature du xvi^e siècle, la seconde, un cours d'italien.

7^e Université de Zurich

En 1864, l'Université de Zurich autorisa les femmes à suivre ses cours. Dès cette année, en effet, il est mentionné la présence d'une étudiante. Au début, des Russes, surtout, vinrent à Zurich étudier la médecine; mais vers 1872, elles suscitèrent un mouvement révolutionnaire dans cette ville, et furent rappelées dans leur pays. L'Université vit le nombre de ses étudiantes diminuer. En outre, le règlement d'août 1873 rendit les conditions d'admission plus difficiles.

A Zurich, en 1928, les femmes avaient accès à toutes les carrières, sauf à celles se rattachant aux études théologiques.

La femme médecin. — La profession médicale s'ouvrit de bonne heure aux femmes. En 1867, Nadejda Suslowa (Russe) obtint, la première, le doctorat en médecine. En 1868-69, Marie Voegtlin, d'origine suisse, entreprit ses études médicales.

En 1928, le nombre des femmes médecins était en diminution à Zurich, la profession devenant encombrée et peu lucrative.

La femme avocat. — Le nombre des femmes juristes augmente à cause des nouveaux débouchés qui s'offrent à elles. Ce fut en 1899 seulement qu'une nouvelle loi sur l'exercice de la profession d'avocat ouvrit cette carrière aux femmes. Anna Mackenroth, la première, se livra à cette profession. Mme E. Kempin Spyri, docteur en droit de la Faculté de Zurich, avait revendiqué vainement son accès au barreau en 1886.

La femme ingénieur. — A l'Ecole Polytechnique de Zurich, la première étudiante qui se fit inscrire fut Nadine Smetzky (1871-72). On n'y compta longtemps que des Russes et des Allemandes. De 1871 à 1927, parmi les femmes diplômées sorties de cette Ecole, citons 3 chimistes, 2 ingénieurs et une architecte.

La femme professeur d'Université. — Des difficultés surgirent devant les femmes qui sollicitèrent un poste à l'Université. Mme Kempin ne pouvant être avocat, demanda,

en 1888, à être chargée de cours de Droit, mais sa requête ne fut pas favorablement accueillie. Elle partit en Amérique, où elle pratiqua avec succès la profession d'avocat. Admise à l'enseignement en 1891-92, elle donna des cours libres de droit romain jusqu'en 1896, époque où elle démissionna.

Mme A. Rittershaus-Bjarnason, docteur en philosophie, obtint en janvier 1902, de la *Erziehungsdirektion* la *venia legendi* pour les langue et littérature islandaises anciennes et modernes, et plus tard pour les langue et littérature scandinaves. Elle fit ses cours jusqu'en mai 1920. Marie Daiber, professeur titulaire en 1922, enseigna de 1913 à 1928 la zoologie et l'anatomie comparée. Hedwig Frey passa en 1918 l'*habilitation* pour l'anatomie et l'embryologie. Elle fut nommée professeur titulaire en 1924. Clara Zollikofer, depuis 1921, fait des cours sur la physiologie et la morphologie des plantes.

Ecole Polytechnique de Zurich (v. Université de Zurich).

Ecole Supérieure de Commerce de Saint-Gall.

Depuis la fondation de l'Ecole (1898) les femmes y sont admises au même titre que les hommes. En 1928, 18 étudiantes avaient obtenu le diplôme de l'Ecole.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le Gouvernement autrichien ne chercha pas à favoriser l'instruction supérieure des jeunes filles.

C'est en 1890 que l'enseignement secondaire féminin prit naissance; mais il était dû à l'initiative privée. Quelques femmes avaient réussi à fonder à Prague un gymnase pour les jeunes filles qui, sous le nom de « Minerva », fut la première école secondaire féminine en Europe centrale.

Les Facultés, peu à peu, acceptèrent les femmes à leurs cours. La Faculté de Droit ne les admit qu'en 1918.

Depuis la guerre, toutes les écoles et toutes les professions s'ouvrirent aux femmes, au moins théoriquement. Le paragraphe 106 de la Constitution assure l'égalité civile de la femme et de l'homme (1).

(1) V. *La Française*, 5 oct. 1929, Revue de la Presse. *Le mouvement féministe en Tchécoslovaquie.*

Mme le Dr Bozena-Kuklova a été chargée de cours à la Faculté de Médecine de l'Université Komensky à Bratislava. Mlle Jarmila Virela, docteur en droit, obtint une charge de cours à la Faculté de Droit de l'Université de Prague (1).

Mlle Marie Smrzova qui, en 1929, acheva ses études à l'Ecole industrielle de Prague, et passa les examens prescrits, fut la première femme autorisée à exercer la profession d'architecte en Tchécoslovaquie (2).

TURQUIE D'EUROPE

Depuis un demi-siècle, en Turquie, l'évolution intellectuelle des jeunes filles reçut un grand développement et l'enseignement secondaire, offert seulement autrefois à la classe aisée, se répand aujourd'hui dans tous les milieux. Des lycées et des collèges, dont les programmes d'études sont identiques à ceux des jeunes gens, furent créés à Constantinople et dans les environs. Une Université féminine, fondée en 1914, dura cinq ans et délivra 43 diplômes. Le niveau de ses études était à peu près de même degré que celui des lycées et des collèges.

En 1919, l'Université de Stamboul s'ouvrit aux femmes; les Facultés des Lettres et des Sciences furent les premières à les accueillir, puis la Faculté de Droit céda, et enfin la Faculté de Médecine. En 1922, on comptait 130 femmes à l'Université (3).

L'émancipation du sexe féminin fait des progrès énormes en Turquie. A l'heure actuelle, les femmes ont leurs entrées dans toutes les professions intellectuelles : médecine, enseignement, barreau, voire même magistrature (4). « La « désenchantée » prend sa revanche » (5).

YUGOSLAVIE (6)

La Yougoslavie est composée de plusieurs petits Etats, dont

(1) V. *Droit des femmes*, nov. 1928, p. 656.

(2) *Id.*, déc. 1929, p. 310.

(3) V. *Revue universitaire*, 1923, t. I, p. 152.

(4) En 1930, Mme Bégan, avocate, fut nommée juge au Tribunal civil de Stamboul.

(5) *Le Matin*, 16 juin 1930, Djénane, *De la femme turque d'hier à celle d'aujourd'hui*.

(6) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par l'Association yougoslave des femmes diplômées des Universités.

les principaux étaient : la Serbie, la Croatie et la Slovénie. L'histoire antérieure de ces pays indique que les conditions de développement intellectuel, surtout pour les femmes, variaient suivant ces différents Etats, la Serbie s'étant au cours du XIX^e siècle libérée de la domination turque, tandis que la Croatie et la Slovénie étaient restées sous la dépendance de l'Autriche jusqu'en 1918.

En général, on peut dire que les professions intellectuelles sont largement ouvertes aux femmes yougoslaves. Il leur est défendu seulement de devenir juges et prêtres. L'opinion publique cependant ne voit pas d'un œil favorable qu'elles occupent des postes supérieurs.

La femme médecin (1). — La première femme médecin, le Dr Draga Lyotchitch, obtint en 1878 le droit de pratiquer la médecine en Serbie. L'exercice de cette profession fut permis aux femmes à partir de cette date. En 1929, le nombre des femmes médecins s'élevait à 450 environ. On les trouvait spécialisées dans toutes les branches de la médecine.

La femme avocat (2). — Dans la loi concernant les avocats (loi du 17 mars 1929, article 2), il est expressément dit que les femmes peuvent obtenir le titre d'avocat et qu'elles ont le droit de plaider. Antérieurement à cette date, l'ancienne législation sur les conditions nécessaires pour obtenir le titre d'avocat avait été interprétée favorablement au sujet des femmes les remplissant, et le 11 mai 1923, par décret du Ministre de la Justice, Mme Yélèna Mihailovitch-Tchoritch reçut sa nomination d'avocat à Belgrade. Ce fut la première Yougoslave qui exerça cette profession. En 1929, on comptait 7 femmes avocats, pour la plupart très actives. Six résidaient à Belgrade et une à Zayétchar.

Trente femmes environ, avaient subi avec succès en 1929 l'examen pour être avocat et juge (car antérieurement à la législation du 17 mars 1929, il n'y avait qu'un seul examen). Tandis que, par une interprétation libérale de la loi ancienne, il était permis aux femmes de devenir avocats, par contre, il

(1) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mme la Présidente de l'Association des femmes médecins yougoslaves.

(2) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mlle Vlayitch, avocate à Belgrade.

leur était interdit — la même loi ayant été interprétée négativement — d'exercer la fonction de juge. Cette incapacité fut maintenue par la loi actuelle, qui dit expressément que les femmes ne peuvent être juges.

La femme ingénieur (1). — Avant la guerre déjà, les femmes avaient entrepris des études techniques et l'on comptait 7 architectes et un ingénieur de sexe féminin. En 1929, il se trouvait 42 architectes (dont 15 employées au Ministère des Travaux publics), 11 ingénieurs et 3 ingénieurs chimistes.

La femme professeur d'Université (2). — En 1929, la seule femme yougoslave qui occupait un poste important dans l'enseignement supérieur était le Dr Xénia Atanassiévitch, *docent* à l'Université de Belgrade. Une Française, Mme M. Cheymol-Vukassovitch, y était lectrice de langue française ; Mme Stansfield Popovitch, lectrice de langue anglaise. A l'Université de Lyoubliana, Mme Copeland, de nationalité anglaise, remplissait ce même emploi.

II. — Afrique

AFRIQUE DU SUD (3)

Les femmes prennent part, de plus en plus nombreuses, à l'enseignement supérieur. A l'Université de Cape-Town, en 1925, plus de 650 étudiantes fréquentaient les diverses Facultés (4).

La femme médecin. — Une loi ne fut pas nécessaire pour permettre aux femmes de pratiquer la médecine. A égalité de titres, elles ont les mêmes droits que les hommes. En 1929, on comptait une trentaine de femmes médecins.

La femme avocat. — C'est en 1923, que les femmes purent devenir avocats. Avant cette date, 4 d'entre elles avaient déjà

(1) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mme Y. Minitch, architecte.

(2) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mme H. M. Stansfield Popovitch, secrétaire de la *Commission des Relations internationales de l'Association yougoslave des femmes diplômées des Universités*.

(3) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mrs. M. L. Grant, présidente de la *Fédération sud-africaine des femmes universitaires*.

(4) *Bulletin des Relations universitaires*, juil.-sept. 1926, p. 312.

acquis les grades nécessaires pour obtenir ce titre. Mme Irène Geffen (Mlle Newmark), la première diplômée en 1906, fut aussi la première avocate de ce pays. Les avocates étaient au nombre de 4 en 1929.

La femme ingénieur. — La profession d'ingénieur n'avait pas encore tenté les femmes dans l'Afrique du Sud en 1929. Aucune loi cependant ne leur en interdisait l'accès.

La femme professeur d'Université. — Des femmes ont été nommées professeurs à « Huguenot University College » de Wellington dont l'effectif est composé en grande partie d'étudiants de sexe féminin. Il n'y avait pas, en 1929, de femmes professeurs permanents dans les grandes Universités de l'Afrique du Sud.

EGYPTE

L'enseignement secondaire des jeunes filles se développe en Egypte. Deux établissements de cet ordre ont été créés : l'Ecole Sonia et celle de Chombrab, une troisième vient d'être fondée à Hérouan. Les Egyptiennes commencent à se présenter au baccalauréat. En 1929, 6 bachelières ès sciences commencèrent leurs études médicales : l'Université dut ainsi ouvrir ses portes aux femmes, mais ce ne fut pas sans lutte. La date même de leur entrée coïncidait avec celle du centenaire de la fondation de l'Ecole de Médecine... « Ainsi a-t-il fallu un siècle à la femme égyptienne, dit Mlle Ceza Nabarani, pour atteindre le niveau intellectuel de son compagnon » (1).

III. — Amérique

Amérique du Nord

CANADA (2)

La femme médecin. — Au Canada, la plupart des Universités admettent les femmes à l'étude de la médecine. On ne compte pas encore de femmes chirurgiens.

La femme avocat. — Les Facultés de Droit sont presque toutes ouvertes aux étudiantes. Le 14 avril 1892, le législa-

(1) *Revue universitaire*, 1929, t. I, p. 251.

(2) La plupart des renseignements suivants nous ont été communiqués par Miss Laila C. Scott, présidente de la *Fédération canadienne des femmes universitaires*.

teur de l'Ontario vota une loi qui autorisa les femmes « à l'étude et à la pratique de la loi ». Miss Clara Brett Martin, qui obtint la première le grade de licenciée en droit, fit son stage à Toronto. Le 2 février 1897, après six ans de lutte, elle prit rang parmi les avocats. Miss Martin plaida pour la première fois, le 23 février 1897, devant une Cour canadienne, une importante affaire commerciale qu'elle gagna (1). Le statut de la femme avocat varia suivant les provinces. Dans celle de Québec, par exemple, bien qu'ayant le titre d'avocat, les femmes ne peuvent plaider (2).

La femme ingénieur. — Il n'est pas signalé qu'il y ait des ingénieurs de sexe féminin au Canada.

La femme professeur d'Université. — Peu de femmes sont titulaires de chaires et directrices d'études. Plusieurs sont professeurs-adjoints et chargées de cours ; les préparatrices sont assez nombreuses.

ETATS-UNIS (3)

En Amérique, dit M. M. Caullery, on ne peut ignorer les étudiantes, qui ne sont, à aucun degré, un phénomène rare ou exceptionnel » (4).

L'enseignement supérieur est donné aux femmes soit dans les Universités et les Collèges où se pratique la coéducation, soit dans les Collèges féminins. Les Collèges et les Universités comptaient en 1889-90 : 20.874 étudiantes ; en 1913-14, 77.120 ; en 1925-26, 291.000, soit plus du 1/3 du chiffre total des étudiants (767.000) (5).

Universités et Collèges. — Dans les Universités de l'ouest et du centre règne en général le système de la coéducation.

(1) V. L. Frank, *ouvr. cit.*, p. 68.

(2) Depuis 1919, la position de juge est accessible aux femmes. Seule, Miss Murphy exerçait cette fonction en 1930. Elle était juge à Edmonton (province d'Alberta).

(3) La plupart des renseignements suivants nous ont été communiqués par Miss E. Caukin, secrétaire de la *Commission des Relations internationales de l'Association américaine des femmes diplômées des Universités*.

(4) M. Caullery, *Les Universités et la vie scientifique aux Etats-Unis*, p. 88.

(5) *Annuaire statistique de la France*, 1928, *Enseignement supérieur*. — *Pays étrangers*, p. 227*, 228*.

L'Université d'Iowa admit, la première des Universités du monde, les femmes à ses cours (1856). Dans celles de Californie, de Minnesota, de Wisconsin, de Chicago, à la N. West-University, les étudiantes se trouvent presque aussi nombreuses que les étudiants.

Dans l'est, la tradition puritaine a été évidemment opposée à la coéducation. On compte cependant quelques institutions mixtes : l'Université Cornell, l'Université Pennsylvania, la New-York-University, la Boston-University, la Brown-University, etc.

Aux Etats-Unis, il y a encore un certain nombre d'Universités et de Collèges qui ne reçoivent pas les femmes comme étudiantes immatriculées. Ces établissements sont compensés dans une grande proportion par les collèges féminins. Mais il y a très peu d'institutions qui n'admettent pas les femmes déjà munies d'un grade. Certaines, cependant, telle l'Université de Harvard, n'autorisent pas les étudiantes à suivre tous les cours. L'Ecole de Droit leur était encore fermée en 1930. A l'Université de Columbia, les femmes peuvent se livrer aux études médicales depuis 1916.

Collèges féminins. — Au nombre de 73, (1) les collèges féminins les plus connus sont les suivants :

Bryn-Mawr coll. (1885) (2) (Bryn Mawr, Penn.);

Smith coll. (1875) (Northampton, Mass.);

Wellesley coll. (1875) (Wellesley, Mass.);

Vassar coll. (1865) (Poughkeepsie, N. Y.);

Radcliffe coll. (1879) (Cambridge, Mass.);

Barnard coll. (1889) (New-York City);

Hunter coll. (1870) ((New-York City);

M. Holyoke coll. (1837) (South-Hadley, Mass.).

L'enseignement des collèges de filles est similaire à celui des Universités masculines. La durée des études comprend quatre années. Les grades sont identiques.

Aux Etats-Unis, les femmes qui exercent une profession sont en très grand nombre. « La théorie que la femme ne doit pas travailler est une corruption du vieux système aristocratique... Le respect du labeur est le fondement d'une vraie démocratie... » écrivit en tête d'un livre consacré au

(1) *Educational Record*, avril 1929.

(2) Date de fondation du collège.

recensement des fonctions occupées par les femmes aux Etats-Unis, Julia Ward Howe, poète de valeur (1).

« Actuellement, nous écrit Mrs Chase Going Woodhouse, directrice de l'*Institute of Women's Professional Relations, Greensboro, N. C.*, je crois qu'on peut dire sans se tromper qu'il y a au moins une ou deux femmes dans toutes les professions exercées aux Etats-Unis. Certaines Eglises, il est vrai, d'après leurs règlements, n'acceptent pas les femmes dans leur ministère. C'est le cas, par exemple, pour les Episcopaliens et les Presbytériens, mais ces derniers discutent activement la question de savoir s'ils ne doivent pas ouvrir leur chaire aux femmes ».

La femme médecin. — Chronologiquement, de tous les pays du monde, c'est aux Etats-Unis, que le doctorat en médecine fut obtenu, la première fois, par une femme. Elisabeth Blackwell (2) conquit ce grade en 1849, au prix de rudes efforts. Elle demanda d'abord qu'on l'admit comme étudiante à l'une ou l'autre des écoles de médecine de Philadelphie, mais cette permission lui fut refusée. Elle se vit donc forcée d'étudier l'anatomie, la dissection, l'obstétrique à l'aide de cours particuliers. Pour obtenir son diplôme, elle envoya à toutes les Facultés de Médecine des Etats-Unis une demande d'admission. « Je lance des flèches dans toutes les directions sans savoir laquelle touchera le but », écrivait-elle alors à sa famille. Douze Facultés repoussèrent sa demande. Seule, la Faculté de Genève (Etat de New-York) l'admit comme élève. Les membres de la Faculté avaient voulu auparavant soumettre le cas aux étudiants : ceux-ci prirent l'engagement de respecter la femme dans le condisciple et tinrent leur promesse.

La vie matérielle d'étudiante donna à E. Blackwell maints soucis ! Elle fut l'objet d'une curiosité vive et plutôt malveillante dans la ville de Genève. Les propriétaires des *Boarding Houses* craignant que la présence de cette femme ne leur portât préjudice, lui refusèrent la nourriture et le logement. Des amis lui conseillèrent de revêtir des habits d'homme pour satisfaire moins durement sa vocation : « Non, répondit-elle à ceux qui lui en parlèrent, ce que j'entreprends est moins pour moi que pour les autres femmes ; je dois

(1) P. Bourget. *Outre-mer*, t. I, p. 104.

(2) 1821-1910.

donc accomplir ma tâche comme une femme ou y renoncer ». Peu à peu, l'opinion publique tourna en sa faveur.

C'est en janvier 1849, qu'elle fut reçue docteur. « De tous les points de l'Etat, à vingt milles à la ronde, on était accouru pour voir conférer à une femme le titre de docteur en médecine ». Sa thèse reçut les plus grands éloges de ses professeurs et fut imprimée aux frais de la Faculté.

E. Blackwell vint ensuite compléter ses études médicales en Europe, à Paris et à Londres, et en 1851, retourna en Amérique. Elle s'établit à New-York et se consacra aux soins des femmes et des enfants. Mais à nouveau des difficultés l'assaillirent. Les propriétaires refusaient de lui louer un appartement ou lui en demandaient un prix exagéré. Ce n'est que lorsque deux des plus célèbres médecins, ayant apprécié son savoir, acceptèrent de se rencontrer en consultation avec elle, que sa situation s'améliora. En 1853, elle fonda un dispensaire pour femmes et enfants dont elle fut le médecin en chef. Encouragée par le succès, elle créa un hôpital pour femmes et enfants, ouvert en mars 1857, point de départ du « New-York Infirmary and College for Women ».

En 1869, elle revint en Angleterre où elle se fixa définitivement et occupa à Londres une chaire de gynécologie à l'école de Médecine pour les femmes (London School of Medicine for Women).

E. Blackwell fit paraître de nombreux ouvrages médicaux et l'histoire de sa vie : *Pioneer work in opening the medical profession to women* (œuvre de pionnière pour ouvrir aux femmes la carrière médicale).

Emily Blackwell, sa sœur, et une Polonaise d'origine, E. Zakrzewska, obtinrent aussi, non sans lutte, le titre de docteur en médecine.

Devant les difficultés que les étudiantes éprouvaient pour faire leurs études médicales, l'assemblée de Pennsylvanie autorisa, le 11 mars 1850, l'ouverture à Philadelphie du premier Collège médical pour les femmes « Female medical college of Pennsylvania », appelé en 1867 « Woman's medical College of Pennsylvania ».

Reconnues médecins par la loi, les femmes qui obtinrent leur titre à Philadelphie, eurent à soutenir une longue lutte pour l'être aussi par leurs collègues masculins.

De 1880 à 1890, les écoles de médecine de femmes (Philadelphie, Boston, New-York, Chicago, etc.) délivrèrent plus de 630 diplômes de docteur.

Le nombre des étudiantes en médecine progresse régulièrement.

Le recensement de 1920 accusait 7.219 femmes médecins et chirurgiens. Beaucoup sont employées dans le service de l'hygiène publique.

La femme avocat. — La première femme admise au barreau américain fut Miss Arabella A. Mansfield. Par une interprétation libérale des statuts, la Cour Suprême de l'Etat d'Iowa, en 1869, lui ouvrit l'accès de la profession d'avocat. En Amérique, il n'existe pas de distinction entre les avocats et les avoués. Les avocats plaident et se chargent de la procédure de l'affaire.

Les cours de nombreux Etats, tels que le Colorado, le Michigan, le Missouri, le Nebraska, la Pennsylvanie, interprétèrent, de même que l'Etat d'Iowa, en faveur des femmes les règlements en vigueur. D'autres eurent recours à une législation spéciale (Californie, Illinois, Massachusetts, New-York, Ohio, etc.). A l'heure actuelle, tous les Etats autorisent les femmes à exercer la profession d'avocat.

Le 15 février 1879, le Congrès fédéral des Etats-Unis vota une loi qui déclare que : « Toute femme qui aura plaidé à la barre de la plus haute Cour d'un Etat ou d'un territoire pendant l'espace de trois ans et qui aura mérité l'estime de la Cour par sa capacité et par son caractère, pourra être admise à pratiquer devant la Cour Suprême des Etats-Unis » (1).

Le nombre des femmes *lawyers* est en progression : en 1880, on en comptait 75 ; en 1890, 208 ; en 1920, le recensement en indiquait 1.738 (2).

La femme ingénieur. — En ce qui concerne la femme ingénieur, le Secrétaire de la *Mining and Metallurgical Society* écrivait lors de l'enquête du Bureau international du Travail au sujet des conditions de vie des ingénieurs et des chimistes : « Il y a un grand nombre de femmes employées

(1) L. Frank, *ouvr. cit.*, p. 128.

(2) Aux Etats-Unis, les femmes peuvent devenir magistrats. La carrière notariale leur est aussi ouverte.

comme assistantes dans les laboratoires de Chimie et de Physique. Leurs conditions d'emploi sont les mêmes que celles des hommes, et dans ces professions, elles constituent pour eux une concurrence sérieuse. On estime que dans certains travaux, elles sont même supérieures aux hommes » (1).

En 1920, le nombre des ingénieurs femmes s'élevait à 41.

La femme professeur d'Université. — Aux Etats-Unis, depuis longtemps déjà, les femmes professent dans les établissements d'enseignement supérieur. En 1920, le recensement mentionnait 6.469 femmes enseignant dans les Universités et les Collèges.

MEXIQUE (2)

Aucune loi ne défendit aux femmes de se livrer à des études supérieures à l'Université de Mexico. Seules, les mœurs s'opposaient à ce qu'elles prissent part à l'enseignement universitaire au même titre que les hommes.

La femme médecin. — La première femme qui obtint le diplôme de médecin à la Faculté de Mexico fut Mlle Matilde P. Montoya (1887). En 1930, le nombre des femmes diplômées s'élevait à 50 environ. Elles exercent toutes la profession avec succès. Quelques-unes se sont mariées avec des médecins et sont devenues leurs collaboratrices.

La femme avocat. — Mlle Maria Sandoval, diplômée en 1898 de l'Université de Mexico, fut la première à se livrer à la carrière d'avocat. Jusqu'en 1930, elle fut suivie dans cette voie par six autres diplômées.

La femme ingénieur. — Mlle Alicia Reyes devint ingénieur des mines en 1919. En 1930, elle travaillait à l'Institut géologique comme ingénieur technique et paléontologue; elle était également professeur de géologie à l'Ecole préparatoire (Lycée). Citons aussi comme ingénieurs : Mlle Concepcion Mendizabal et Mme Dolorès de Aguayo.

La femme professeur d'Université. — Le corps professoral de l'Université compte des femmes.

(1) V. p. 430, note 1.

(2) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Mlle E. Guzmán, secrétaire de la *Commission des Relations internationales* de l'Association mexicaine des femmes universitaires.

Mlle Juana Palacios est directrice de l'Ecole normale supérieure.

Amérique Centrale

En 1929, dans le NICARAGUA, on comptait une avocate. Dans l'Etat de PANAMA, la profession est ouverte aux femmes depuis 1925. Deux l'exerçaient en 1929.

GRANDES ANTILLES

CUBA. — L'Université royale de La Havane admit les femmes à ses cours vers 1880. Mme M. F. Riba conquist en 1887 le diplôme de docteur en philosophie et lettres. Mme Laura Carvajal de Lopez reçut en 1889 le titre de docteur en médecine. Mlle Zolla Martinez, nommée juge au tribunal de Matanzas, fut la première femme qui, à Cuba, remplit les fonctions de magistrat (1). En 1929, 5 avocates pratiquaient à Cuba.

HAÏTI. — Le D^r Anna Teresa Paradas était, en 1929, la seule avocate de son pays. Elle pratiquait à Saint-Domingue (2).

Amérique du Sud

BOLIVIE. — En 1929, Mlle Chopitéa était la première et la seule femme médecin de Bolivie (3). Depuis 1922, les femmes peuvent devenir avocats.

BRÉSIL. — Les cours universitaires sont ouverts aux femmes. Il existe une Université féminine à Rio de Janeiro dont la présidente, Carmen Villasco Portenho, est ingénieur diplômée de l'Ecole Polytechnique de Rio de Janeiro, et la vice-présidente, Eloïse Marinho, graduée de philosophie de l'Université de Chicago (4).

Les Brésiliennes ont accès à toutes les professions intellectuelles (5). En 1929, Mlle A. Bittencourt était avocate à São-Paulo. Parmi les femmes ingénieurs de ce pays, l'une d'elles, en 1920, était chargée du service de réfection des rues

(1) *Le Droit des Femmes*, oct. 1928.

(2) *La Française*, 13 juillet 1929.

(3) *V. Revue de la Femme*, 1929. *Le Congrès international des femmes médecins*.

(4) *La Française*, 5 oct. 1929.

(5) *Id.*, 28 sept. 1929.

de la ville de Rio-de-Janeiro, une autre de la direction des services d'électricité de la Municipalité. Au Brésil, les femmes peuvent occuper les emplois publics dans les mêmes conditions que les hommes.

CHILI (1)

La femme médecin. — Munies du diplôme de bachelier, les Chiliennes étudièrent d'abord à l'Ecole de Médecine. Les premières femmes médecins, Eloïsa Diaz Inzunza et E. Perez Barahona, obtinrent le diplôme de médecin-chirurgien en 1887. De 1887 à 1927, 49 femmes chiliennes furent diplômées.

La femme avocat. — Le nombre des étudiantes qui entreprirent des études juridiques fut faible au début. De 1892 à 1918, 3 femmes seulement devinrent avocats. Matilde Throup Sepulveda (1892), Matilde Brandau (1898), Gudelia Pacheco (1910). Le nombre des femmes avocats s'accrut sensiblement pendant la période de 1918 à 1927 inclusivement : il s'éleva à 15 (total général : 18).

La femme ingénieur. — A l'Ecole des Ingénieurs, une seule femme, en 1927, avait obtenu le diplôme : Mlle Justicia Espada. Elle remplit durant quelque temps les fonctions d'ingénieur dessinateur aux chemins de fer de l'Etat. En 1927, elle n'exerçait pas. A cette époque-là, une jeune fille continuait ses études à l'Ecole.

Des élèves femmes fréquentent aussi l'Ecole d'Architecture et l'Ecole d'Agronomie. En 1922, Mlle Victoria Tagle reçut le titre d'ingénieur agronome.

La femme professeur d'Université. — Mme Amanda Labarca, la première, occupa une chaire universitaire. Elle débuta en 1922 comme *professeur extraordinaire* de psychologie à l'Institut Pédagogique. Quatre autres femmes professèrent à l'Université.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Depuis 1914, la profession d'avocat est ouverte aux femmes. Elles peuvent aussi enseigner dans les Universités. Le Dr Teresa Ferrari de Gaudino fut nommée au concours pro-

(1) Les renseignements ci-dessus ont été empruntés au livre : *Actividades femininas en Chile*, 1927, p. 413-445.

esseur de gynécologie à la Faculté de Médecine de Buenos-Aires (1).

RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR. — Trois femmes pratiquaient la médecine en 1921. La première avait obtenu son titre à l'Université de Guayaquil (2).

L'URUGUAY comptait quelques avocates en 1929. Une des femmes médecins de ce pays, le D^r Pauline Luisi, a fait partie de commissions de la Société des Nations où elle représentait son pays.

IV. — Asie

CHINE (3)

En 1898, furent jetés les premiers fondements de l'instruction publique féminine. Après la première Révolution chinoise, qui eut lieu en 1911, l'enseignement fut réorganisé sur des bases égalitaires par la République. Le décret du 28 septembre 1912 ouvrit aux jeunes filles tous les ordres d'enseignement. Le développement de l'instruction féminine en Chine prit définitivement son essor après la seconde Révolution. La « Renaissance du 4 mai 1919 » marque le début d'une profonde rénovation dans les études. A la suite d'un Congrès tenu à Canton, en 1921, le système actuel d'instruction fut instauré (écoles maternelles, écoles primaires, écoles normales, écoles professionnelles et techniques, lycées de jeunes filles, établissements d'enseignement supérieur).

Parmi les établissements d'enseignement supérieur (4) où étudient les femmes, il faut distinguer :

1° *L'Université normale nationale de Pékin* anciennement Ecole normale supérieure nationale de jeunes filles de Pékin, créée par le décret du 12 mars 1919 et devenue Université en juin 1923; elle est exclusivement réservée aux étudiantes.

(1) D^r Melina Lipinska. *Les femmes et le progrès des sciences médicales*, p. 221.

(2) *Id.*

(3) Les renseignements suivants sont empruntés au livre de Mlle Lin Paotchin, *L'instruction féminine en Chine, après la Révolution de 1911*.

(4) Nous n'envisagerons dans cet exposé que l'instruction supérieure des femmes chinoises.

2° *Les Universités de Chine ouvertes aux femmes.* — L'Université nationale de Pékin, l'Université nationale du Sud-est de Nankin, l'Université de Kouang-Tong admirent les femmes dès l'année 1920. Celles-ci furent autorisées également à fréquenter les Ecoles supérieures nationales des Sciences juridiques et politiques de Canton et de Pékin, en 1920 et en 1921.

Les Universités privées sont accessibles aux jeunes filles dans presque toutes les provinces.

En 1923-24, 847 femmes étudiaient dans les établissements d'enseignement supérieur.

La première Chinoise qui ait obtenu le doctorat en médecine est Mme Yamei Kni (1). Elle fit ses études à New-York et pratiqua pendant un certain temps au Japon, jusqu'au moment où le Gouvernement chinois la rappela et lui confia la surveillance de la médecine gynécologique dans la Chine septentrionale. Elle fonda à Hientsing un hôpital et forma des Chinoises comme garde-malades.

Quelques femmes chinoises suivirent son exemple et étudièrent en Amérique ou en Grande-Bretagne. Les étudiantes, de plus en plus nombreuses dans les Universités de Chine, obtiennent les grades médicaux de leur pays.

Mlle Soumé Tcheng est la première femme chinoise juriste. Elle fit ses études à la Faculté de Droit de Paris où elle obtint le doctorat en 1925. Présidente de la Cour de Justice de Shanghaï, Recteur de la Faculté de Droit de cette ville, le rôle de Soumé Tcheng dans son pays est considérable, tant au point de vue diplomatique qu'au point de vue intérieur. Elle a puissamment aidé à l'affranchissement féminin (2).

INDE

En 1928, il n'y avait que 961 femmes qui fréquentaient les écoles supérieures de l'Inde (3).

La femme médecin (4). — L'Inde eut sa première femme

(1) *La Française*, 25 avril 1911.

(2) *Id.*, 9 février 1929.

(3) *Id.*, 27 octobre 1928.

(4) V. *La Française*, 18 janv. 1930, Dr Montreuil-Strauss, compte-rendu du livre *The work of medical women in India*, by Margaret I. Balfour and Ruth Young, 1929.

médecin en 1870 : le Dr Clara Swain, attachée à la Société Missionnaire Méthodiste, qui fit ses études de médecine aux Etats-Unis. Elle s'établit à Bareilly où elle organisa un dispensaire, puis un hôpital pour femmes en 1874. D'autres femmes docteurs américaines et anglaises vinrent y exercer la médecine. Dès 1875, le Gouverneur de Madras, lord Hobart, autorisa les femmes à étudier au Collège Médical de la ville. Quatre élèves, après trois années de travail, passèrent l'examen final. A l'heure actuelle, les étudiantes en médecine se font inscrire, soit au Collège Médical pour femmes, à Delhi, dont l'enseignement est entièrement assuré par des femmes médecins, soit dans d'autres collèges et écoles qui les reçoivent également comme élèves.

En 1929, on comptait aux Indes 183 hôpitaux pour femmes dont le personnel se composait exclusivement de femmes médecins. Il y avait, en outre, des assistantes employées dans les hôpitaux sous la surveillance du médecin-chef.

Le service médical féminin de l'Inde, qui dépend du Gouvernement, se composait en 1929 de 40 femmes médecins considérées comme fonctionnaires (1).

Beaucoup de femmes ont choisi cette carrière par esprit social de dévouement ; elles prirent en considération aussi le genre de vie des femmes, dont les coutumes anti-hygiéniques durant le mariage et la maternité (en particulier le *Purdah* (2)) sont causes de l'effroyable mortalité des mères et des enfants.

La femme avocat (3). — Miss Cornelia Sorabji fut la première Indoue juriste. Reçue bachelière en Droit civil (Bachelor of Civil Law) à Oxford en 1893, elle ne pouvait alors exercer la profession d'avocat, car le barreau n'était pas ouvert aux femmes à cette époque. Miss Sorabji obtint cependant une permission spéciale et plaida au Tribunal de Durbar. Elle passa ensuite avec succès les examens nécessaires aux candidats à la profession d'avocat, et, lorsqu'en

(1) V. *La Française*, 8 fév. 1930. Dr Montreuil-Strauss, *Les femmes médecins dans les colonies anglaises*.

(2) Le *Purdah*, particulièrement répandu chez les Mahométans, consiste à interdire à une femme d'être vue par aucun homme, en dehors de ses plus proches parents.

(3) Renseignements communiqués par Miss Cornelia Sorabji, secrétaire de la *Fédération indoue des femmes diplômées des Universités*.

1919, les femmes y eurent accès à Londres, Miss Sorabji demanda son inscription au barreau de la Haute-Cour d'Allahabad. En 1923, elle retourna à Londres, se fit inscrire sur les listes de la Haute-Cour et se mit à pratiquer régulièrement.

Aux Indes, en 1929, se trouvaient 4 femmes avocats (bar-risters) et une femme *vakil* (terme hindou). Miss Sorabji exerce à Calcutta; les trois autres avocates résident à Bombay, à Madras et à Burma. La *vakil* pratique à Allahabad (1).

La femme ingénieur. — En 1929, l'Inde ne comptait pas encore de femme ingénieur.

La femme professeur d'Université. — La femme professeur d'Université n'est pas inconnue aux Indes. En 1924 déjà, lady Hensman était professeur d'anglais à l'Université de Mysore.

LE JAPON.

En 1925, l'Université de Kynshu, suivant l'exemple d'autres Universités impériales, décida d'admettre les femmes dans les Facultés des Lettres, de Droit et d'Agriculture. Il leur fut accordé le titre d'étudiants réguliers (2). En 1929, à l'Université Meiji, s'ouvrit, pour la première fois au Japon, un cours d'enseignement supérieur destiné aux femmes. Il avait pour but de les préparer à diverses carrières qui exigent la spécialisation des études. Un des chefs de l'Université déclara : « L'éducation des femmes a eu jusqu'ici au Japon pour seul objet de produire de bonnes épouses et de bonnes mères; mais les femmes ne peuvent pas rester toujours à la maison. Quand elles doivent se mêler à la concurrence des affaires, il est nécessaire qu'elles reçoivent une préparation supplémentaire. Ce sont là des idées qui dirigent notre Université en créant ce nouveau département pour développer les capacités des femmes. Nous croyons, d'ailleurs, que le temps n'est pas loin où elles obtiendront le droit de vote et deviendront éligibles aux

(1) Les Indoues peuvent être nommées juges. V. *La Française*, 27 octobre 1928.

(2) *Bulletin de l'Office international de renseignements universitaires*, 1925, p. 222.

assemblées provinciales et aussi où elles deviendront avocates » (1).

La femme médecin. — L'étude médicale attira de bonne heure les Japonaises. La première femme médecin, au Japon, fut Ginko Ogino, qui, dès 1868, avait demandé son admission à l'Ecole de Médecine du Gouvernement impérial en vue d'étudier la gynécologie. Il lui fallut attendre jusqu'en 1884 pour obtenir cette autorisation, mais précédemment, elle avait travaillé avec tant de persévérance la médecine, qu'il lui suffit d'un an pour passer avec succès ses examens et obtenir le diplôme.

Tai Hasegawa vint en Europe vers cette époque pour y faire ses études médicales. Rentrée dans son pays, elle établit à Tokio même une Institution médicale de coéducation. Le D^r Yayoi-Yoshioka y conquist ses grades en 1892. Mais devant la lutte acharnée que les étudiants hommes engageaient contre les femmes, cette doctoresse se décida à transformer, en 1900, une pièce de son dispensaire en Ecole médicale pour les femmes. Ce fut le point de départ du Collège médical féminin de Tokio, dont les débuts furent pénibles, mais qui, peu à peu, enregistra des succès. En 1928, depuis la fondation de ce Collège, 1.247 femmes médecins y avaient suivi ses enseignements. La même année, on comptait 807 inscriptions d'étudiantes (2).

Au Japon, en 1929, il y avait environ 1.500 femmes médecins. On les trouvait exerçant au Japon, à Formose, en Corée, en Chine, aux Etats-Unis, etc. Quelques-unes internes, étaient attachées aux hôpitaux; d'autres figuraient parmi les fonctionnaires du Gouvernement; certaines s'occupaient de service social dans les écoles, les usines et les institutions de bienfaisance.

La femme professeur d'Université. — En 1928, déjà, Mme Mirota enseignait le Français à l'Université masculine de Meiji (3).

A l'Université de Tokio, en 1929, une femme avait le titre de professeur, le D^s Toshiko-Sakiya (4).

(1) *La Française*, 1^{er} juin 1929.

(2) *Id.*, 7 sept. 1929. D^r Yayoi Yoshioka, *L'histoire de l'éducation médicale des femmes au Japon*.

(3) *Les Nouvelles Littéraires*, 15 sept. 1928.

(4) *La Française*, 5 oct. 1929.

SYRIE.

Pour la première fois en 1928, 3 femmes mahométanes ont été inscrites comme étudiantes à l'Ecole de Médecine de Damas (1).

TURQUIE D'ASIE

C'est en 1927 que Mme Sureya Ahmed Hanım, diplômée de la Faculté de Droit, ayant achevé la durée de son stage au Ministère de la Justice, se fit inscrire au barreau d'Angora. Elle fut la première femme qui plaida en Turquie. En 1930, Mme Nizahet, avocate, fut nommée juge au Tribunal civil d'Angora.

V. — Océanie

AUSTRALIE (2).

L'intervention du législateur ne fut pas nécessaire pour ouvrir aux femmes les professions de médecin, d'ingénieur et de professeur d'Université. Une loi leur donna accès à la carrière d'avocat. (C'est l'état de Victoria, puis celui de New South Wales qui, les premiers, autorisèrent les femmes à exercer la profession d'avocat, puis elles obtinrent le droit de pratiquer dans tous les autres Etats).

La femme médecin. — Ce fut vers 1890 que les femmes commencèrent à pratiquer la médecine en Australie. Le Docteur Lilian Cooper, une des premières à l'exercer, s'établit à Brisbane. Elle était pourvue d'un titre anglais. Les premières Australiennes qui obtinrent les grades médicaux des Universités de leur pays furent le D^r Iza Coghlan, le D^r Grace Boelke, le D^r Helen Mayo, le D^r Gertrude Mead et le D^r Lilian Alexander.

En 1930, le D^r J. Greig était médecin en chef de la Section de l'Enseignement de Victoria (le plus haut poste administratif occupé par une femme en Australie). Beaucoup de

(1) *Droit des Femmes*, janv. 1929, p. 23.

(2) Les renseignements suivants nous ont été communiqués par Miss Théodora Bosanquet, secrétaire générale de la *Fédération internationale des femmes diplômées des Universités*.

femmes étaient médecins-inspecteurs des écoles, médecins-inspecteurs des usines, médecins-psychiâtres, etc.

La femme avocat. — Miss Benjamin et Miss Evans furent les premières avocates en Australie. Pendant longtemps la profession ne tenta pas les Australiennes. Il fallut attendre de nombreuses années avant de voir la troisième femme, Mrs Sibyl Morrison, acquérir le titre d'avocat (1).

La femme ingénieur. — La femme ingénieur n'est pas encore connue en Australie.

La femme professeur d'Université. — En Australie, les femmes n'occupèrent les chaires d'Université que temporairement. Le D^r G. Sweet fut nommée pendant quelque temps professeur de biologie à Melbourne. Miss Gladys Marks, professeur de français à Sydney. Mrs Osborn enseigna pendant un an la botanique à Adélaïde. Il y eut aussi quelques femmes *lecturers* et *demonstrators* dans diverses Universités australiennes.

NOUVELLE-ZÉLANDE (2).

C'est en 1875 que les femmes furent admises à étudier dans les Universités et à y conquérir les diplômes.

Au dernier recensement (recensement quinquennal de 1926) figuraient les chiffres suivants :

Femmes médecins et chirurgiens : 78;

Femmes avocats : 7;

Femmes ingénieurs : néant;

Professeurs et chargées de cours universitaires : 20.

La femme médecin. — Les femmes qui obtinrent, les premières, le diplôme de médecin furent : E. H. Siedeberg (1896) et M. B. Cruickshank (1897). Le D^r Cruickshank, décédée en 1918, fut la première à pratiquer la médecine en Nouvelle-Zélande.

La femme avocat. — La loi du 11 septembre 1896, « The Female Law Practitioners Act, 1896 », a ouvert aux femmes

(1) Les femmes juristes peuvent devenir avoués.

(2) La plupart des renseignements suivants nous ont été communiqués par Mrs Sadir Penney, secrétaire de la *Commission des Relations internationales de la Fédération des femmes universitaires de Nouvelle-Zélande*.

l'accès du barreau. Elles peuvent donc « être reçues avocats (barristers) ou avoués (solicitors), à condition qu'elles aient satisfait aux examens requis pour les hommes, qu'elles aient acquitté le paiement des frais et qu'elles se soient conformées aux lois sur cette matière. » La loi du 12 octobre 1896, « The Law Practitioners and New Zealand Law Society Acts Amendment Act, 1896 », modifiant l'organisation du barreau néo-zélandais précise que « les candidats à la profession d'avocat ou d'avoué peuvent être de l'un ou de l'autre sexe » (1).

Miss Ethel Rebecca Benjamin fut reçue en qualité d'avocat et d'avoué près la Cour Suprême de la Nouvelle-Zélande, en 1897. Citons aussi Miss A. L. Rees, Miss H. J. Vine, Miss E. V. E. Taylor. Il est à remarquer que dans les carrières se rattachant à l'étude du Droit, il persiste un certain préjugé contre les femmes.

La femme ingénieur. — En Nouvelle-Zélande, en 1926, on ne comptait pas encore de femme ingénieur.

La femme professeur d'Université. — Parmi les femmes professeurs d'Université, citons : Mmes Winifred L. Boys-Smith, professeur d'économie domestique (1910-1920), Gertrude Helen Rawson, professeur d'économie domestique (1920-1924), Anne Gilchrist Strong, professeur d'arts ménagers, qui est en même temps doyen de la Faculté des Sciences domestiques depuis 1924; Isabel Turnbull, *lecturer* de langues classiques depuis 1915, remplaça un professeur pendant la guerre.

ILES DE LA SONDE.

Mlle E. Thomas, originaire de Menado (Célèbes), obtint en 1922 le titre de docteur en médecine. Elle fit ses études médicales à l'Ecole de docteurs indigènes à Weterreden (banlieue de Batavia) en 1912 (2).

ILES SANDWICH (RÉPUBLIQUE D'HAWAÏ).

Dans son livre sur la *Femme avocat*, M. Frank disait que « les îles Sandwich n'étaient pas demeurées réfractaires à la loi du progrès ».

(1) V. L. Frank, *ouvr. cit.*, p. 69-70.

(2) V. *La Française*, 2 déc. 1922.

Miss Almeda E. Hitchcock fit ses études à l'Université américaine de Michigan. La licence d'avocat qui lui fut délivrée par les cours américaines fut enregistrée à Honolulu, et elle pratiqua à Hilo (1).

(1) L. Frank, *ouvr. cit.*, p. 125.

CONCLUSION

Le fait que la femme étudie, qu'elle exerce une profession intellectuelle, n'a-t-il pas une répercussion sur la vie sociale? Du rapprochement des sexes à l'Université, ne va-t-il pas naître une nouvelle conception du mariage? De l'exercice d'une profession par l'homme et par la femme, la famille d'autrefois ne subira-t-elle pas une évolution?

A l'époque de nos grand'mères, les femmes qui travaillaient intellectuellement étaient une minorité. Celles qui voulaient rompre avec les habitudes ancestrales et exercer une profession autre que celle d'institutrice étaient cotées « originales » et vues d'un mauvais œil. « Dieu nous garde de femme troitière et latine » se plaisaient à dire nos aïeux, et, sur le même thème de nombreux couplets étaient rimés (1). En Angleterre, on ne tolérât la science chez une femme, que si, comme disait Walpole, « la jupe cachait le bas » (2).

Les jeunes filles étaient alors élevées en vue du mariage. Elles recevaient l'instruction soit dans un pensionnat, soit

(1) En voilà deux qui nous ont semblé assez typiques :

- 1° « Femme qui parle latin,
Enfant qui est nourri de vin,
Soleil qui luysonne au matin,
Ne viennent pas à bonne fin. »
- 2° « N'allez pas d'arts et de latin
Embrouiller sa jeune cervelle :
Comme la rosé du matin
Fille simple paraît plus belle. »

(2) V. *La Femme. Sa situation réelle, sa situation idéale*, p. 93.

Le terme *bas-bleu* servait à désigner une femme qui faisait « métier et marchandise » de littérature. « Les bas-bleus, dit Barbey d'Aurevilly, étaient ainsi nommées à Londres, du temps de Pope, pour dire des femmes qui, de préoccupation intellectuelle, en étaient arrivées à ne plus faire leur toilette et qui portaient des bas comme tous les cuistres d'Angleterre. » Barbey d'Aurevilly, *Les bas-bleus*, p. xi.

au lycée, soit chez elles. Il n'est pas encore loin le temps où leurs études étaient surveillées, où elles sortaient accompagnées de leur mère ou d'une gouvernante! Près de l'éducation des garçons, celle des jeunes filles de cette époque, paraissait sinon comme au siècle de Molière, « négative et stérilisante » (1), du moins très en retard. Stendhal conseillait aux femmes « de faire du latin pour apprendre à s'ennuyer! » (2). Le brevet élémentaire ou supérieur, le diplôme de fin d'études secondaires clôturait leur vie intellectuelle, qui demeurait bien souvent dépourvue de sanction. Un petit bagage de dessin, de peinture, de musique, complétait l'éducation de la jeune fille bien élevée, éducation où l'imagination se donnait trop libre cours et engendrait de multiples illusions. « A quoi rêvaient les jeunes filles d'antan? — « Aimer, être aimée », répondaient les confidences des sentimentales. « Faire un beau mariage, avouaient les autres. Mais « se débrouiller, gagner sa vie, se créer une indépendance, essayer de devenir « quelqu'un », c'était le lot des déshéritées ou de quelques rares originales issues de familles bourgeoises, qu'elles humiliaient et consternaient! » (3).

A peine sorties de pension, les jeunes filles suivaient l'exemple de leurs aînées et se mariaient. Elles considéraient le mariage comme une habitude qu'elles ne discutaient pas et c'est passivement qu'elles l'attendaient; « seules quelques demandes filtrées par les parents venaient jusqu'à elles » (4). Ceux-ci estimaient que prolonger les études serait une gêne, voire même un obstacle au mariage. Molière inspira aux maris la terreur des femmes savantes, et ce sentiment, bien qu'un peu atténué, subsiste toujours. « Si j'avais un jeune ami à instruire, écrivait aussi Sainte-Beuve, je lui dirais : — Aimez une coquette, une dévote, une sotte, une grisette, une duchesse, n'importe qui vous voudrez, vous pourrez réussir à la dompter et à la séduire, mais si vous cherchez quelque bonheur dans l'amour, n'aimez jamais une Muse. Là où vous

(1) Michelet, *L'Amour*, p. 124.

(2) *La Grande Revue*, janv. 1925, G. Truc, *Enquête sur la condition et les aspirations des jeunes filles d'aujourd'hui*, p. 353.

(3) *Id.*, Mme Cécile Perrin, p. 447.

(4) *Les Nouvelles Littéraires*, 21 sept. 1929. Daniel Mornet, *Les jeunes filles d'aujourd'hui*.

croiriez trouver son cœur, vous ne rencontreriez que son talent » (1).

La dot de la jeune fille venait faire équilibre à la position du jeune homme, dot dont elle ignorait souvent le montant du capital et dont la gérance ne lui appartenait pas. « Elle portait « son sac », dit M. G. Rageot, comme un faquin des bagages » (2).

Cette éducation de la fin du xix^e siècle, et qui a cours encore à l'heure actuelle, soulevait, vers 1900, certaines critiques. Au deuxième Congrès des Œuvres et Institutions féminines (3), qui eut lieu à cette époque, quelques esprits d'avant-garde demandaient que la profession vint suppléer à l'insuffisance de la dot ou même la remplacer. Mais cette conception de la vie féminine n'avait pas encore pénétré dans les mœurs. Avant la guerre cependant, quelques parents prudents prenaient l'habitude de faire obtenir à leurs filles les brevets de capacité, — précieux viatiques en cas de ruine totale. L'exercice d'une profession était devenu pour beaucoup de familles synonyme de déchéance, et ce n'est que poussées par la plus grande nécessité qu'elles y dirigeaient leurs filles.

Mariée, la jeune femme mettait en pratique ce qu'elle avait vu faire chez elle, dans sa propre famille : elle s'occupait de sa maison, soignait ses enfants, dirigeait ses domestiques, le cas échéant, faisait des visites. Sa vie intellectuelle, en général, était close. Pour plus d'une, les livres ne rappelaient-ils pas les souvenirs grisâtres du temps écoulé en classe ! Le ménage l'accaparait tyranniquement, si bien qu'au Jubilé de l'enseignement secondaire des jeunes filles, M. G. Compayré mettait les futures maîtresses de maison en garde contre cet envahissement des êtres et des choses domestiques. « La femme telle que nous la concevons, disait-il, ne doit pas s'absorber toute entière dans les soins de son ménage, comme Madame Racine qui n'avait jamais lu une seule des tragédies de son mari. Il faut que tout en resserrant le plus fortement qu'elle pourra les liens de dépendance qui la rattachent à des êtres chéris, la

(1) *Les Nouvelles Littéraires*, 4 août 1928, *Ce qu'on pense des femmes de lettres*.

(2) G. Rageot, *La Natalité*, p. 265.

(3) V. sur cette question : *Deuxième Congrès des Œuvres et Institutions féminines*, p. 361 et suiv.

femme apprenne à garder sa liberté et son individualité. Penchée sur le berceau de son enfant, qu'elle sache relever de temps en temps la tête pour jeter discrètement, mais fermement, son regard sur l'ensemble des choses humaines, qu'elle ait sa part à la science de l'art, des idées générales et désintéressées qui donnent à la vie son prix. Qu'elle s'efforce tout en consacrant aux soins et aux affections de sa famille la meilleure partie d'elle-même, de réserver une place pour la culture de ses facultés personnelles. Enfin, qu'elle soit citoyenne sinon par le vote et par acte, du moins par la pensée et par le cœur! » (1).

Elles étaient bien peu nombreuses, les jeunes filles de la fin du XIX^e siècle qui entreprenaient des études supérieures dans les Facultés ou les Grandes Ecoles, et qui se livraient ensuite à l'exercice d'une profession! Les femmes qui se consacrèrent à l'enseignement n'encoururent pas les mêmes critiques que celles qui pratiquèrent la médecine ou qui plaidèrent devant les tribunaux. On a de tout temps octroyé aux femmes le rôle d'éducatrices; elles étaient d'ailleurs indispensables dans l'enseignement primaire et dans les lycées et collèges de jeunes filles. Mais les femmes médecins, les femmes avocats! Elles osaient toucher à un monopole qui jusqu'à ce temps avait appartenu aux hommes; elles s'étaient aventurées hors des sentiers battus!

Cette ascension intellectuelle, pour quelques jeunes filles, se fit trop brusquement. Entre la traditionnelle éducation des mères et la leur, toute nouvelle, à peine improvisée, il y avait trop de contraste, d'où résultaient entre les deux générations malentendu et malaise. Une grande admiration empreinte d'étonnement accueillit les premières intellectuelles; elles en éprouvèrent quelque enivrement et, par contre-coup, un individualisme poussé à outrance naquit chez quelques-unes d'entre elles : l'« étape » leur avait manqué.

Mais, petit à petit, le nombre des jeunes filles augmenta dans les Facultés. La guerre accrut sensiblement le contingent des étudiantes, puis des femmes exerçant une profession intel-

(1) *Revue internationale de l'enseignement*, 1907, t. 54, *Les vingt-cinq premières années de l'enseignement secondaire des jeunes filles en France*. p. 241.

lectuelle. Par suite un changement s'opéra dans la mentalité féminine.

La guerre sollicita l'aide des femmes. Pouvaient-elles recevoir lorsqu'il fallait remplacer les mobilisés, les disparus? Elle opéra une transformation profonde dans leur existence. « La guerre, a écrit M. le bâtonnier Henri-Robert, a été le 89 des femmes » (1). « La femme est à un tournant de son histoire » (2), constatait de son côté Mme de Wittschlumberger. « Femme, ose être » (3), disait M. Pécaut.

La crise économique née de cette période troublée, l'augmentation du coût de la vie forcèrent les femmes à travailler; aussi a-t-on pu dire judicieusement : « Cette guerre qui commence une ère nouvelle du monde, commence une ère nouvelle du travail » (4). La jeune fille se rappela avec anxiété les sombres coupes parmi les siens et ceux de sa génération. Hier, le mariage était la règle, l'habitude; le travail professionnel pour la femme, l'exception. Pendant les hostilités et après leur cessation, le choix d'une profession passa au premier rang. Des débouchés nouveaux s'offrirent aux femmes; leur droit au travail intellectuel ne fit plus de doute, et cette « rengaine » stupide, répétée autrefois si souvent, que l'exercice d'une profession fait déroger la femme, tend aujourd'hui de plus en plus à disparaître. La situation qui, naguère, constituait, en général, une entrave au mariage, vient au contraire, de nos jours, souvent le stimuler. Le diplôme, « parchemin papier-monnaie » (5), parfois « prime d'assurance » (6), dans de nombreux cas, remplace la dot. Au lieu d'un capital étranger, c'est sa valeur propre, sa volonté agissante que la jeune fille apporte. Si le mari disparaît, la situation occupée par la femme devient une sauvegarde. Seule, elle parviendra, ainsi que le fit

(1) V. *Revue Universitaire*, 1917, t. II, p. 142. Enquête dirigée par Mme S. Grinberg, avocat à la Cour d'Appel, dans la *Renaissance* sur ce que devra être le rôle de la femme française après la guerre.

(2) *Id.*

(3) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} nov. 1919, R. Thamin, *L'éducation des jeunes filles après la guerre*, p. 146.

(4) P. Hamp, *Le travail invincible*, Paris, Edit. de la Nouvelle Revue Française, 10^e édit., s. d., p. 233.

(5) *Revue des Deux-Mondes*, 15 janv. 1929, Mme C. Yver, *Femmes d'aujourd'hui*, p. 357.

(6) *Id.*

Christine de Pisan, à « sauver son désolé mainage et à conduire la nef demourée en mer orageuse sans patron. »

Mais quelques familles n'ont pu encore abandonner les vieilles idées conservatrices qui avaient cours autrefois; elles s'y complaisent d'autant plus que les allures nouvelles des jeunes filles modernes avides de liberté, éprises d'indépendance, leur semblent une injure à ce passé qui doit, à leur avis, toujours être, parce qu'il a la force de la tradition.

La présence des jeunes filles dans les Facultés, les Grandes Ecoles, engendre un sentiment nouveau inconnu de la jeunesse d'autrefois. Une camaraderie des sexes vient remplacer ce sentimentalisme souvent exagéré de nos aînées d'il y a un siècle, camaraderie qui souvent sert de prélude au mariage. « L'amour a d'autres demeures, a-t-on dit, que les salons et les dancings. Il ne lui déplaît pas, après s'être habillé d'un peu de raison, de pénétrer dans les salles de travail. Et si, dans les contes de fées, c'est en dormant dans un palais que la Belle attend le Prince charmant, la réalité n'interdit pas aux jeunes filles qui vont à leur travail quotidien l'espoir de le rencontrer sur leur chemin » (1). Certaines Facultés ont même, paraît-il, la réputation de procurer indirectement le mari; avantage qu'on ne soupçonnait pas à l'enseignement supérieur!

Pendant ces années d'études communes, durant lesquelles les qualités et les défauts se dévoilent bien mieux que pendant les quelques mois de fiançailles, où mis en présence l'un de l'autre, les deux fiancés s'ignorent le plus souvent, la jeune fille apprend à connaître le caractère de l'homme. Elle saura mettre en pratique, une fois mariée, cet esprit de conciliation dont elle fit usage à la Faculté, avec ses camarades de l'autre sexe et écartera loin d'elle cette susceptibilité ombrageuse, cause de tant de discordes conjugales. De plus, à l'inverse des épouses nombreuses à l'esprit inculte et borné, elle aura acquis le respect du travail.

Loin que l'étude soit néfaste à la femme (on a prétendu pour notre sexe qu'elle serait aussi dangereuse que l'alcool!) « on constate, dit Mlle Dugard, que la plupart des jeunes filles

(1) M. Vanlaer, *Le problème du travail féminin, extrait de la Réforme sociale*, 1922.

sont en bonne santé morale, on peut même dire que, comparées à celles des générations précédentes, dans les classes moyennes et supérieures, elles ont sensiblement évolué vers le mieux. » (1). On observe chez elles la gaité des visages qui, bien que penchés souvent sur des livres austères, n'ont point désappris le sourire, la démarche rapide et dégagée due aux sports et à la mode. Amoureuse de la franchise, la jeune fille moderne n'a plus de ces timidités sentimentales effarouchées et rougissantes de ses aînées. Elle s'en est libérée, comme elle a relégué au grenier les crinolines, les falbalas, les dentelles et les volants.

D'une enquête que fit Mlle Gayraud sur la nouvelle génération, il ressort que la jeune fille actuelle tend, de plus, à manifester sa personnalité. « Que sommes-nous et que sont les jeunes filles d'aujourd'hui? Il y a un point qui, dès l'abord, se dégage nettement : *nous sommes*. Nous sommes des personnes, nous existons par nous-mêmes... » (2).

Elles affrontent gaiment études, examens et concours. La jeune fille de la bourgeoisie, hier à demi-oisive, vient s'asseoir elle aussi sur les bancs des Facultés et devant ce flot grandissant d'étudiantes, la Sorbonne fut surnommée « l'allée des Demoiselles » (3). Mais circulez dans les couloirs un jour d'examen, ceux-ci ne sentent plus l'éther. Il n'y a plus besoin d'infirmier, comme autrefois, près des salles où les femmes concourent.

Il ne faudrait pas croire cependant que la génération actuelle qui se livre à l'étude méprisât les soins domestiques. Il est plus d'une jeune fille, au contraire, qui cumule avec ses travaux intellectuels, l'entretien du ménage, la préparation des repas, voire même la confection de ses vêtements. De plus, à l'inverse de la grande majorité des étudiantes d'autrefois, qui croyaient nécessaire d'afficher des allures masculines, les étudiantes d'aujourd'hui savent rester féminines malgré les études d'hommes qu'elles entreprennent. Mlle Marguerite d'Ascola, auteur d'une enquête auprès de la jeunesse féminine studieuse d'à présent, observe chez une candidate à l'agrégation de grammaire que « ...la table plie sous les dictionnaires,

(1) *Revue Universitaire*, 1928, t. I, M. Dugard, *De la jeunesse féminine d'aujourd'hui*, p. 237.

(2) A. Gayraud, *ouvr. cit.*, p. 19.

(3) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} nov. 1919, R. Thamin, *art. cit.*, p. 134.

sous les fichiers. Toutefois, il y a un store rose à la croisée... ». Chez d'autres, c'est « l'amusante coquetterie des tabliers bigarrés, la fraîcheur des napperons... », « ... un bouquet de giroflée ayant pour socle une grammaire grecque », qui sont relatés (1). Regardez une cour de Faculté : le bariolage des costumes de la dernière coupe jette une note gaie au milieu des pierres grises et des vêtements sombres des jeunes gens...

Mais le mariage ne voit-il pas se dresser devant lui un rival dangereux dans le fait de la recherche d'une position par la femme? Indépendante grâce à son travail, l'étudiante le repoussera-t-elle, ou bien cet instinct « secret et éternel » lui fera-t-il accepter les sacrifices, mais aussi les joies d'une existence partagée?

Des enquêtes qui furent faites sur les jeunes filles d'après guerre, il se dégage que le mariage reste presque toujours le rêve avoué ou caché de toutes les intellectuelles, mais elles n'y sont plus entraînées par la crainte de l'avenir. Elles ne l'attendent plus d'une façon déprimante comme autrefois, à l'époque où l'imagination se complaisait à évoquer ce chevalier de légende qui hanta, après la Ninette d'Alfred de Musset, l'esprit de plus d'une jeune fille :

« Il avait sur l'épaule une chaîne superbe,
« Un manteau d'Espagnol, doublé de velours noir,
« Et de grands éperons qui reluisaient dans l'herbe... » (2)

C'est en travaillant qu'elles songent au mariage et s'il ne se réalise pas, elles auront malgré tout conscience d'avoir employé utilement leur temps. Elles se marient, en général, plus tard que leurs aînées. Fait nouveau à constater : « Elles ne se font plus marier, elles se marient » (3), et ne sauraient faire porter leur choix sur un homme qu'elles sentent moralement et intellectuellement au-dessous d'elles. « L'idéal des jeunes filles modernes, dit Mlle Gayraud dans son enquête, est très précis et deux traits y dominent : *l'intelligence* et *l'énergie*. Beaucoup ajoutent ceci : « Nous voulons qu'il soit sain » — et

(1) *Revue Universitaire*, 1926, t. II, p. 56-57.

(2) A. de Musset, *A quoi rêvent les jeunes filles*, acte I, scène première.

(3) *Grande Revue*, oct. 1925, G. Truc, art. cit., *Jean Dars*, p. 638.

V. aussi *Pour la vie*, nov. 1930, E. Jordan, *Mariages d'autrefois ou d'aujourd'hui?*

ce mot a chez elles le sens d'équilibre physique et de propreté morale. La beauté plastique et la physionomie importent plus que le visage. Elles demandent de la tendresse et pas de la sentimentalité, parce que la sentimentalité est faible et que la tendresse est forte. *Force et tendresse* : voilà en effet le résumé. Ajoutons-y *supériorité*. C'est l'avis du plus grand nombre. Quelques-unes disent : nous le préférons égal à nous ; *aucune* inférieur » (1).

Quelques jeunes filles hésitent cependant à se marier, à sacrifier une indépendance et un bonheur que leur donne le travail personnel à la sujétion et à l'aléa du mariage. Parfois aussi l'orgueil féminin entrera en conflit avec l'amour et sortira vainqueur. L'excès de culture intellectuelle amènera quelques « cervelines » à se demander si la femme ne se doit point à elle-même de renoncer à un amour qui atrophiera sa personnalité. D'ailleurs, le désir de fonder un foyer n'est plus le seul but de la vie de la femme. M. L. Romier va même jusqu'à prédire « qu'à mesure que les années rétabliront l'équilibre, rompu par la guerre, entre le nombre des hommes et le nombre des femmes, la carrière maritale deviendra plus difficile dans un monde où les filles et les femmes auront les yeux bien ouverts. Le meilleur moyen, pour le soupirant, de ne pas se tromper, sera sans doute de ne pas vouloir tromper. Ainsi la promotion féminine aura élevé l'homme en même temps que la femme » (2).

La question du mariage de l'intellectuelle avait déjà préoccupé les esprits avant la guerre. Il semblait à beaucoup d'entre eux que le sexe féminin venant concurrencer le sexe masculin dans les positions telles que la médecine, le barreau, verrait se dresser devant lui les hommes en ennemis acharnés, que ceux-ci auraient la défiance de ces « étranges femmes » (3), et qu'il en résulterait le célibat, une renonciation au mariage pour celles qui avaient eu l'audace de s'aventurer dans ces domaines, ou bien qu'il surviendrait des heurts durant le mariage.

Deux romans de Mme Colette Yver qui n'ont pas l'appro-

(1) A. Gayraud, *ouvr. cit.*, p. 44-45. V. aussi *Revue Universitaire*, 1928, t. I, M. Dugard, *art. cit.*, p. 242-243.

(2) L. Romier, *ouvr. cit.*, p. 250.

(3) C. Yver, *Les Dames du Palais*, p. 10.

bation sans conteste des femmes médecins et avocats : *Princesses de Sciences*, les *Dames du Palais*, nous montrent quelques-unes de ces ardentes jeunes filles qui se donnèrent avec passion, avec exagération même à l'étude et qui n'abdiquèrent pas leur individualité dans le mariage. Conscientes de leur valeur, elles continuèrent, mariées, la vie intellectuelle qu'elles avaient inaugurée célibataires et vinrent porter gravement atteinte à la conception traditionnelle du mariage. « Les hommes, Thérèse, constate le mari de celle-ci, dans *Princesses de Sciences*, ont besoin de leur femme comme les enfants de leur mère. Ton métier fait de toi une subtile adultère : il te prend les douceurs, les abandons, les intimités que tu me dois, et j'en suis jaloux comme d'un amant que tu aurais » (1). De même, dans les *Dames du Palais*, l'héroïne, Henriette Vélines, déclare : « J'ai fait deux parts de moi-même, l'une appartient à mon mari, mais l'autre, je me la réserve; c'est mon domaine secret. Le mariage ne m'a pas amoindrie. Ma liberté, la personnalité que je possédais jeune fille, je l'ai gardée intacte. Mon mari n'a pas de droits là-dessus » (2).

Mme C. Yver nous évoque également l'orgueil masculin blessé par la supériorité intellectuelle féminine et conclut « qu'il n'est pas bon qu'une femme ait tant de succès quand elle et son mari suivent côte à côte la même carrière » (3).

C'est exactement la thèse défendue tout récemment par M. Binet-Valmer dans *La femme qui travaille*. Un siècle auparavant déjà, Bernardin de Saint-Pierre faisait remarquer qu'un homme n'aime pas à trouver un rival, ni un docteur dans son épouse.

Et Mme C. Yver déplore cette société conjugale nouvelle. « Autrefois, dit-elle, il y avait pour les époux une cause incomparable de fusion. Maintenant que l'homme et la femme ont chacun sa profession et chacun son objectif, c'est tout le contraire : le terrain de perpétuelle entente leur manque. Ils ressemblent un peu à deux chevaux attelés au même timon dont l'un tire à hue et l'autre à dia » (4). N'y a-t-il pas ici une exagération évidente? Si la femme se livre au travail de l'homme,

(1) C. Yver, *Princesses de Sciences*, p. 256.

(2) C. Yver, *Les Dames du Palais*, p. 107.

(3) Ibid., id., p. 243. V. aussi Pierre Veber et Alex Madis, *Les Dessous de la robe* (pièce représentée au Théâtre du Palais Royal — 1931).

(4) C. Yver, *Les Dames du Palais*, p. 421.

y aura-t-il vraiment conflit dans le ménage, et la nature ne se chargera-t-elle pas de rapprocher deux êtres qui ont associé étroitement leur vie? Ainsi que le dit avec tant de justesse M. J. Barthélemy, « les lois sociales ne transforment pas les lois de la nature. Et, pour empêcher le duo des sexes de dégénérer en duel, nous pouvons compter sur la permanence des sentiments éternels » (1). N'allait-on pas aussi jusqu'à prédire que le travail intellectuel de la femme mariée engendrerait des malentendus, la mésintelligence et aboutirait au divorce! Mais les faits, heureusement, sont venus aussi donner raison à la thèse contraire. Mme le Dr Edwards-Pilliet, au Congrès de 1900, faisait observer que quelques femmes médecins, internes des hôpitaux, comme elle, avaient presque toutes été épousées par des confrères et que la communauté d'idées resserra, au lieu de les rompre, même de les distendre, les liens conjugaux. Elles ne sont pas rares aussi les avocates qui épousèrent des avocats et la plupart des foyers ainsi fondés sont solides et prospères. Lors de nos enquêtes sur les études féminines dans les Grandes Ecoles, on nous fit toujours remarquer que jeunes gens et jeunes filles d'une même promotion ou de promotions différentes se mariaient très souvent ensemble. D'un interview de Mme Henriette Chandet auprès de M. Guillet, directeur de l'Ecole Centrale, nous extrayons les lignes suivantes : « Sur vingt jeunes filles anciennes élèves de Centrale, actuellement mariées, dix-huit ont épousé des camarades de promotion. Deux seulement ont été « infidèles! » (2). Et les divorces, paraît-il, sont moins nombreux dans ces ménages d'intellectuels que dans ceux où les femmes, à l'esprit borné et querelleur, feraient habiter, selon les Proverbes de Salomon, « au coin d'un toit » (3) ou « dans une terre déserte » (4) plutôt que de partager leur demeure. A notre avis, une condition nous paraît essentielle à la bonne intelligence de ces unions, c'est qu'à défaut d'une supériorité intellectuelle marquée chez son mari, l'épouse sache s'effacer.....

Fortement étayés, ces foyers reposent sur une double base : la fusion de deux cœurs, l'union de deux intelligences. L'homme que la jeune fille a choisi comme mari, elle l'assiste. N'est-il

(1) J. Barthélemy, *Le vote des femmes*, p. 613.

(2) *La Française*, 25 oct. 1930, Revue de la presse.

(3) *Proverbes*, XXII, 9.

(4) *Id.*, 19.

pas bon de participer à la vie intellectuelle de son compagnon, de vivre près de lui, même dans ses occupations sérieuses, au lieu d'être considérée, ainsi que tant de femmes, comme un encombrement dans les affaires, et conservée seulement comme un jouet dans les distractions. Une entr'aide intellectuelle, au contraire, s'établit dans ces unions. Médecins, avocats, pharmaciens, dentistes, etc., dont les femmes suivent la même carrière, cumulent double tâche au moment de la maternité de celles-ci, et lorsque les enfants ne peuvent se passer de la protection de leur maman. Rassurons-nous, c'est sur la scène seulement et dans quelques rares foyers que, « pendant que la femme plaide, le mari s'occupe de la cuisinière qui s'en va... des serviettes qui s'usent... » (1).

Si le travail professionnel n'est qu'un incident dans la vie de certaines femmes, pour beaucoup, il s'implante dans leur existence d'une façon définitive. Lorsque l'on songe à la sanglante hécatombe due à la guerre et à ses suites, on ne s'étonne pas de la multitude des femmes qui resteront célibataires et qui feront partie de la grande équipe sociale des travailleuses. La population féminine se trouvait déjà en excédent avant la guerre, et à cette époque, « la balance du commerce matrimonial » (2) était alors défavorable. La guerre a encore aggravé la situation du déséquilibre des sexes, et plus d'une femme, seule dans la vie, devra compter sur son travail pour assurer sa subsistance. L'exercice d'une profession sera pour les unes un gagne-pain, pour les autres une distraction à la monotonie d'une vie sans joie, un dérivatif à la solitude atroce et douloureuse du cœur!

Le travail professionnel vient opérer un changement salutaire dans la vie des femmes : la mentalité de la « vieille fille », que le vaudeville avait sottement ridiculisée, tend de plus en plus à disparaître. N'était-ce pas surtout avec pitié que l'on songeait à la triste existence de ces esseulées. De petites rentes suffisaient à peine à leur entretien; elles étaient ballotées d'un frère chez une sœur et songeaient avec un sentiment de tristesse à la destinée qui avait plus souri à d'autres qu'à elles. On les appelait pour soigner les malades, bercer les en-

(1) V. *Maître Bolbec et son mari*.

(2) *Réforme sociale*, M. Vanlaer, *art. cit.*

fants. Elles étaient vouées à suivre le sillage d'autrui ! Quelques-unes, aspirant à l'indépendance, devenaient institutrices ou donnaient des leçons au cachet. D'autres, plus fortunées, trouvaient une consolation dans la religion et les bonnes œuvres.

Aujourd'hui, lorsqu'on interroge les jeunes filles sur une solitude éventuelle, elles répondent : « Si nous demeurons « vieilles filles », nous n'aurons pas cette impression désolante d'une vie perdue et en marge des autres ; nous n'aurons pas peur de *l'ennui*. Nous avons su nous créer une situation *indépendante* » (1).

Tel est le mouvement que la guerre déclencha et qui se dessinait déjà dans les années qui la précédèrent. La société n'était pas préparée à ce brusque changement, et la vieille conception d'autrefois relative aux droits et devoirs des deux sexes : l'homme existe, la femme coexiste, l'homme à l'extérieur, la femme à la maison (2), est en train d'évoluer. Le ménage, cette monarchie masculine pendant des siècles, tend de plus en plus à prendre l'aspect d'une république où les deux époux auraient des pouvoirs équivalents. Malgré les cris d'alarme des antiféministes, la situation se consolide. Elles sont légion, aujourd'hui, les femmes qui exercent une profession ! « La femme n'est plus la reine des jardins clos des rêves de Ruskin, la créature de grâce et de fragilité vers laquelle, comme un encens, montait l'adoration des hommes... On ne peut plus ignorer la femme aujourd'hui » (3).

De l'égalité d'instruction se dégage naturellement l'égalité des sexes. « Quand les deux sexes, dit M. Lapie, ont reçu une éducation équivalente — et toutes choses égales, d'ailleurs, — les deux sexes sont égaux, parce qu'ils ont même puissance et même autonomie » (4). Le même auteur demande, une fois

(1) A. Gayraud, *ouvr. cit.*, p. 202.

(2) Nombreux sont les proverbes sur ce sujet : « La femme doit rester au foyer comme le cœur dans la poitrine », disaient les vieux Hellènes. « Femme si doit garder l'ostel et le feu et les enffanz » (très ancienne coutume de Bretagne). — « La femme, le chien et la cheminée ne doivent jamais quitter la maison ». — La femme ne doit quitter la demeure que trois fois dans sa vie, pour son baptême, pour son mariage, pour ses obsèques ! »

(3) *Revue Universitaire*, 1922, t. I, p. 367.

(4) P. Lapie, *La femme et la famille*, p. 139.

que l'Etat aurait fixé les conditions les plus générales de la vie familiale, que les époux puissent choisir le régime auquel seraient soumises leurs personnes durant le mariage comme on leur laisse choisir le régime qui gouverne leurs biens. Et la famille serait-elle détruite, ajoute-t-il, si « au lieu de recevoir de l'Etat un uniforme qui semble dater de la loi salique, elle se confectionnerait elle-même un vêtement à la mesure des deux époux ? » (1). Cette vétuste autorité maritale est de plus en plus ébranlée et ne résiste pas à l'observation scrupuleuse des faits : n'est-il pas dérisoire de considérer une femme occupant une fonction publique, investie de pouvoirs étendus, assumant de multiples responsabilités, une épouse qui, dans l'exercice de sa profession, aura peut-être son époux comme subordonné, être incapable dans son ménage, en tutelle dans son intérieur !

Parmi les femmes mariées qui exercent une profession intellectuelle, beaucoup accolent à leur nom celui de leur mari ; quelques-unes conservent leur nom de célibataire (2).

A la question du travail féminin, se rattache le grave problème de la natalité. Une femme qui travaille est-elle une unité perdue pour la propagation de l'espèce ?

Pour la plupart des féministes, il est possible de concilier la maternité et l'exercice d'une profession. Ils évoquent l'exemple de l'ouvrière besognant du matin au soir, de la vigilante paysanne rompue aux rudes besognes, qui toutes les deux ont beaucoup d'enfants et qui réussissent à bien les élever. Pourquoi, à leur avis, la classe qui était autrefois oisive, aurait-elle besoin de plus de loisir pour accomplir la même tâche ? Cette question préoccupait déjà les esprits sous Louis-Philippe, époque où les femmes réclamaient l'exercice des professions de médecin et d'avocat. Dans un journal du temps *La mère de famille* (décembre 1835), on lit à ce sujet : « Si la femme est comme elle le veut, ministre, professeur, médecin, elle ne peut être en même temps nourrice et institutrice et gouverner dans son ménage. » Certains féministes

(1) P. Lapie, *ouvr. cit.*, p. 308-309.

(2) Sur la question du nom de la femme, v. P. Lapie, *ouvr. cit.*, p. 224.

— G. Rageot, *ouvr. cit.*, p. 276.

avaient résolu le problème par la spécialisation de ces fonctions (1).

Mais si le travail domestique peut être socialisé, c'est par nécessité seulement que la majorité des femmes se résoudre à confier leurs enfants à des mains mercenaires. Les crèches, les écoles maternelles ne sont pas unanimement acceptées. Heureuses celles qui ont encore leur mère ou une parente qui garde leurs enfants, et qui ne connaissent pas cette anxiété que plus d'une maman éprouve : le devoir les appelle au dehors, en effet, et leurs petits sont laissés entre les mains d'une femme de ménage ou d'une servante ; et l'angoisse redouble lorsque la travailleuse quitte parfois pendant une longue journée un enfant présentant quelque symptôme de maladie grave. Autre alternative : le travail de la femme force à disloquer la famille, et les enfants sont mis en nourrice ou en pension. Les demi-services qui pourraient pallier à certaines de ces difficultés sont loin d'obtenir tous les suffrages (2).

Pour beaucoup d'historiens, de littérateurs, de sociologues, au contraire, il est impossible à la femme de concilier la maternité et la profession. « En fait, constate E. Letourneau, presque toujours, les femmes qui se sont distinguées dans les arts, les lettres, avaient été peu ou point mères » (3). Sombre prédiction ! « Par la féminisation des métiers, nous piétinons déjà les berceaux » (4), écrit Hamp, l'apologiste du travail. « Toute femme exerçant une profession masculine, dit E. Faguet, sera une quantité perdue pour la propagation de l'espèce, car elle cessera d'être la femme dont la société a besoin pour se perpétuer, dont la nation a besoin pour s'augmenter, ou pour ne pas diminuer, ou pour ne pas périr... La nation forte, la nation d'avenir, sera parmi les nations celle où les femmes n'exercent pas de métier, si ce n'est le leur. L'ascension des femmes aux emplois masculins

(1) V. sur ce sujet L. Abensour, *Histoire du féminisme sous Louis-Philippe*, p. 127.

(2) V. sur cette question la *Revue Universitaire*, 1917, t. I, p. 138 ; 1918, t. I, p. 352 ; 1918, t. II, p. 105 ; 1919, t. I, p. 380.

(3) Ch. Letourneau, *La condition de la femme dans les diverses races et civilisations*, p. 507.

(4) P. Hamp, *Les métiers blessés*, Paris, Edit. de la Nouvelle Revue Française, 1919, 4^e édit., p. 286.

est d'abord le signe, puis devient la cause d'une formidable dégénérescence nationale » (1). Les continuateurs de l'Ecole de la Réforme Sociale reprennent le dogme de l'incompatibilité des exigences d'une fonction et des nécessités familiales et concluent que, « dans le plan divin de la création, la place de la femme est marquée au foyer, non à l'usine, non à l'atelier, au bureau, ni dans la chaire du professeur. Que la femme qui travaille devienne l'exception, que la femme qui fait régner autour d'elle une atmosphère de calme et de sérénité soit la règle et le type idéal que nos efforts tendent à réaliser » (2). Un économiste contemporain, M. Gide, en vient aussi à déplorer le féminisme et sa répercussion dangereuse sur la maternité : « Il me paraît certain, dit-il, qu'il va y avoir conflit entre le féminisme et la natalité et que comme c'est le féminisme qui l'emportera, ce sera en effet un grave danger national. La plupart des professions ou métiers sont incompatibles avec la maternité ou du moins avec une maternité fréquente. Il est contradictoire de vouloir que la femme devienne homme et reste mère. Et d'autre part, on ne peut refuser à la femme l'égalité économique surtout alors qu'on est prêt à lui accorder l'égalité politique. C'est un conflit insoluble comme tant d'autres d'ailleurs. La seule consolation, mais elle est médiocre, c'est que tous les autres pays la subiront aussi plus ou moins » (3). La même thèse avait été soutenue par M. Leroy-Beaulieu qui constatait une corrélation entre la décroissance des naissances d'une part et le mouvement féministe de l'autre, et employait l'expression allemande *Wechselwirkung* pour traduire l'influence réciproque qui existe entre eux.

Voici quelques chiffres donnés par M. Leroy-Beaulieu démontrant la diminution de la natalité en France : (4)

Moyenne pour la période	1874-76.....	2.61 %
—	— 1877-79.....	2.53 —
—	— 1880-82.....	2.49 —

(1) E. Faguet. V. Y. Rieunier, *De l'émancipation économique et politique des femmes*, p. 92-93.

(2) V. Le Van Kim, *ouvr. cit.*, p. 195.

(3) V. *Revue Universitaire*, 1919, t. I, p. 281, *Enquête sur le féminisme de demain*.

(4) P. Leroy-Beaulieu, *La question de la population*, p. 237 et suiv.

Moyenne pour la période	1883-85.....	2,47 %
—	1886-88.....	2,37 —
—	1889-92.....	2,25 —
—	1893-95.....	2,23 —
—	1896-98.....	2,22 —
—	1899-1901.....	2,18 —
—	1902-04.....	2,12 —
—	1905-07.....	2,03 —
—	1908-10.....	1,98 —

En décroissance continue pendant cette série de périodes (1874-76 — 1908-10), la moyenne fut encore en diminution en 1913 (1,91 %) (1). En 1925, un léger accroissement est à constater (1,96 %) (2), et la statistique vient contrecarrer les dires des antiféministes sur l'incompatibilité du travail féminin et de la natalité. Sans être égal au chiffre maximum de 1874-76, ce taux est presque équivalent à la moyenne de la période 1908-1910, époque où la prétendue « masculinisation de la femme » (3) était encore faible (4).

Il est donc arbitraire d'attribuer la baisse de la natalité au travail de la femme exclusivement. Ne le dissimulons pas : il a une répercussion sur le faible taux des naissances, mais accusons surtout l'individulaisme poussé à outrance, marque de notre époque où chaque être humain se considère comme une fin en soi. La femme qui ne travaille point n'a souvent pas une progéniture plus nombreuse que celle qui exerce une profession.

On accusa aussi le travail intellectuel de la femme de porter un coup fatal à l'amour en ne lui accordant que « quelques miettes de son temps », à cet amour qui « veut du calme et le loisir de rêver... » (5), d'avoir fait perdre à ce qu'on appelait l'Eternel Féminin un peu de son mystère,

(1) *Annuaire général*, 1927, p. 601.

(2) *Id.*

(3) P. Leroy-Beaulieu, *ouvr. cit.*, p. 273.

(4) Le Lot, où le taux de la natalité était le plus faible en 1929, n'est pas cependant un département où le travail de la femme soit plus intensif que dans les autres départements. V. *Le Matin*, 7 oct. 1930, P. Haury, *La dénatalité*.

(5) E. Key, *De l'amour et du mariage*, p. 124. V. aussi Gina Lombroso, *La femme dans la société actuelle*, p. 224 et 228.

d'être destructeur de la famille qui, disloquée, n'a plus son unité de jadis, et que, vestale ancienne du foyer dont le culte aujourd'hui n'est plus qu'un mythe, la femme en exerçant une profession agit contre sa nature. A l'inverse de l'homme « égocentriste ». Mme Gina Lombroso soutient que la femme est « alterocentriste ». La liberté, le travail professionnel et ses satisfactions superficielles ne peuvent remplacer pour elle la joie d'être aimée, et de constituer la grande animatrice du foyer. C'est une erreur du féminisme, dit-elle, de n'avoir pas vu que « dirigée comme aujourd'hui vers une carrière qui demande pour être parcourue une petite dose d'égoïsme (ainsi en est-il de toutes les carrières extérieures), la femme est déplacée de son centre, devient nécessairement un être inharmonieux dont les aspirations sont en conflit perpétuel entre elles et avec le monde, et dont le bonheur est extrêmement difficile à atteindre même avec les chances les plus favorables » (1).

Mais l'exercice d'une profession ne nous paraît pas incompatible avec la nature de la femme : celle-ci ne devient pas, bien qu'occupant une situation masculine, un être « inharmonieux » et « décentré ». Son « alterocentrisme » est toujours vigilant : la mère de famille, sa journée de labeur terminée, se penche avec la même tendresse vers les siens et se montre souvent plus sociable et moins revêche que la femme du monde restée durant de longues heures oisive. Contrairement à la thèse de Mme Gina Lombroso, le foyer est construit sur d'aussi solides bases dans les ménages où les deux époux travaillent que dans ceux où la femme a le cerveau inculte. A notre avis, il gagne même à ce qu'elle ne soit pas enfermée dans le cercle étroit et rigide des occupations domestiques. Bien mieux, une fois instruite, n'est-elle pas toute qualifiée pour devenir l'éducatrice de la race ? Nous ajouterons que le travail des femmes est devenu pour plus d'une d'entre elles une nécessité et qu'il n'est pas à discuter s'il est ou non compatible avec la nature féminine. Enfin la profession présente cet avantage de venir faire oublier à la célibataire le vide de sa vie affective. Cependant le travail

(1) Gina Lombroso, *La femme aux prises avec la vie*. V. critique de la thèse de Mme Gina Lombroso par Mlle M. Dugard, *Grande Revue*, janv. 1925, p. 475.

intellectuel et même les succès professionnels de la femme ne seront souvent pour elle qu'un pis aller ! Voici un siècle déjà que Mme de Staël jeta ce cri d'alarme : « La gloire pour la femme n'est jamais que le deuil éclatant du bonheur ! ». Plus près de nous, Sophie Kowalewski déplorait que les travaux scientifiques ne donnassent pas la joie. Mais, ainsi que nous le fait très justement remarquer un philosophe moderne, « qu'aurait gagné la femme à se contenter de la vie qu'ont menée ses aïeules, en restant dans le rang ? Elle aurait continué de souffrir négativement par manque de développement, tandis qu'elle souffre aujourd'hui positivement par excès de développement » (1).

Enfin, Mme Gina Lombroso fait constater aussi qu'au point de vue économique l'exercice d'une profession par la femme engendre le gaspillage. Sans doute, lorsque la maîtresse de maison est obligée de travailler au dehors, les serviteurs ne prennent-ils pas à cœur, comme elle, la garde vigilante du foyer. Mais ce soi-disant gaspillage, causé par leur incurie, n'est-il pas largement compensé par les gains de la travailleuse hors de chez elle ! Quelques femmes parviennent à mener de front les soins domestiques et le travail professionnel (2).

Le mouvement ascensionnel des femmes vers les professions intellectuelles sera-t-il de durée éphémère, dû simplement à la vie économique troublée, ou bien subsistera-t-il après cette période de crise ? Nombreuses furent les enquêtes qui essayèrent d'apporter quelques clartés à ce sujet. Wells, romancier des anticipations, prophétisait que « l'être humain l'emporterait sur l'être féminin » (3), et que ce serait un effet de la guerre de mettre fin à la spécialisation féminine. Partageant la même opinion, M. le bâtonnier

(1) L. Zanta, *Psychologie du féminisme*, p. 89.

(2) Les économistes évaluent le temps de travail minimum que la femme doit fournir pour les travaux domestiques à 2 heures par jour de semaine et à 6 heures le dimanche. D'après leurs calculs, si la femme exerce la même profession que l'homme à l'extérieur, les travaux domestiques lui demandent donc par semaine un supplément de 18 heures de travail ! L'emploi de serviteurs diminue cet handicap.

(3) *Revue des Deux-Mondes*, R. Thamin, *art. cit.*, p. 151.

Chenu constatait que « désormais ce n'était pas suivant les sexes qu'il fallait classer les professions, exception faite de celles où la femme n'a pas d'accès possible, mais suivant les aptitudes individuelles, sans distinction de sexe » (1). Dans l'exposé des motifs de sa récente proposition de loi tendant à rendre accessibles en France, aux femmes aussi bien qu'aux hommes, les fonctions publiques et les mandats électifs, M. de Monzie affirmait « que le féminisme, de même que la démocratie, constituait désormais un fait acquis » (2).

Certains philosophes demandaient qu'une place fût faite à la femme dans la cité et soulignaient « qu'il fallait le faire sans esprit de marchandage » (3). Tous les emplois ne seraient pas indifféremment remplis par elles. Il serait utile « de rechercher l'entente, la collaboration, et non la confusion des sexes » (4). D'une enquête dans *Je sais tout*, dirigée par Mme Borély, il résultait que, d'après les personnalités interrogées qui représentaient presque toutes l'opinion traditionaliste de la bourgeoisie française, c'était par nécessité que la femme abandonnait le foyer, et « la mesure dans laquelle il sera possible après la guerre de rendre la femme au foyer témoignera de la mesure selon laquelle l'humanité aura réussi à conjurer la crise qu'elle traverse, et où menacent de subir une éclipse d'on ne sait quelle durée les formes supérieures de la civilisation » (5).

Quelques littérateurs prédirent que bientôt les femmes seraient les premières à regretter leur prétendue émancipation et à constater que le féminisme leur procure moins d'avantages que de gêne et plus d'une aspiration, pense Mme J. Galzy à « la calme tranquillité d'un destin d'autre-

(1) Enquête dirigée par Mme S. Grinberg, dans la *Renaissance* sur ce que devra être le rôle de la femme française après la guerre. V. *Revue Universitaire*, 1917, t. II, p. 142.

(2) V. *La Française*, 21 juin 1930. Chambre des députés. Annexe au procès-verbal de la séance du 3 juin 1930.

(3) *Revue des Deux-Mondes*, R. Thamin, *art. cit.*, p. 154.

(4) *Id.*

(5) V. *Revue Universitaire*, 1919, t. I, p. 277, *Enquête sur le féminisme de demain.*

fois... » (1), « à vivre à l'abri du pot de géranium posé sur la fenêtre... » (2), « à la maison pleine d'enfants, à cette vie qui fleure le linge frais et la lavande, cette vie qu'eurent nos aïeules... » (3), « à la douceur paresseuse du foyer... » (4), « à cette sorte de bienheureuse somnolence du cœur qui évite au moins les plus terribles déchirements ! » (5). Quelques-uns, écrit M. Romier, « prédisent que la promotion féminine n'aurait été qu'un incident, analogue aux « crises de mœurs » qui ont suivi tous les grands ébranlements de l'histoire » (6). Mme C. Yver augure que vers 1945 ou 1950, ce mouvement féministe prendra fin; on verra alors une « effroyable réaction contre cette déviation désordonnée qui aura, près d'un siècle, écarté les femmes de leur rôle naturel et nécessaire... (7). Et la réaction contre cette fièvre intellectuelle des femmes sera d'autant plus violente qu'elles seront allées plus loin et avec plus d'exagération dans l'envahissement des carrières masculines. On verra sans doute, au déclin du xx^e siècle, l'éducation des femmes revenir à ce qu'elle était aux environs gracieux et poétiques de 1830. Puisse-t-on ne pas faire d'elles, par choc en retour, des ânesses ! » (8). La prophétie de Mme C. Yver paraît exagérée et touche presque au paradoxe. Un mouvement rétrograde vers l'éducation de 1830 est difficile à concevoir : l'évolution intellectuelle de la femme a de trop solides fondements. Ce que les générations antérieures ont conquis avec peine, les générations futures le perpétueront, n'en doutons pas, avec fidélité ! Une régression intellectuelle des femmes viendrait faire table rase de tout ce passé de lutte !

Mais, cette énigme du travail des femmes dans l'avenir reste, comme toutes les questions qui se déroulent dans le

(1) *La femme émancipée.*

(2) *Id.*

(3) *Id.*

(4) *Id.*

(5) *Id.*

(6) L. Romier, *ouvr. cit.*, p. 185.

(7) *Les cahiers de la République des Lettres, des Sciences et des Arts*, n° 2.

(8) *Id.*

temps, baignée de mystère. Sur elles ne peuvent prendre naissance que des conjectures. Les astronomes savent prédire une éclipse de soleil à l'aide de calculs compliqués. Les sociologues ne peuvent prévoir exactement ce que deviendra l'activité intellectuelle de la femme. Il y a cent ans, qui eût pu présager la femme médecin, la femme avocat, la femme ingénieur, la femme professeur d'Université?

Dans une phase, à l'heure actuelle, nettement progressive, en pleine période de constitution, ce mouvement n'est encore le fait que d'une génération. Une croisée des chemins s'ouvre à la suivante. Sera-t-elle imitatrice de sa devancière, ou bien prendra-t-elle à cœur de jeter à bas ce que son aînée a construit et se contentera-t-elle du rôle traditionnel de ménagère? La réponse dépend d'un grand nombre de facteurs. Dès maintenant, on voit des adolescentes à la vive sensibilité, se souvenant avec tristesse d'une maman si occupée, qu'il ne leur était jamais possible de se reposer sur ses genoux, aspirer seulement à la calme existence de leurs grand'mères; d'autres jeunes filles, au contraire, manifestant un penchant marqué pour la médecine ou la pharmacie, le barreau, la vie de laboratoire ou la carrière des lettres, avoir le désir de se consacrer pleinement au travail de l'esprit. Il est impossible de présager quel est le groupe qui l'emportera.

Mais à l'horizon surgit la jeune cohorte qui ne connut ni la guerre, ni ses suites et ses cruelles déceptions. L'enseignement secondaire préparant au baccalauréat lui ouvre toutes grandes ses portes. Plus d'examen préparé hâtivement, presque en cachette! Les programmes des lycées y conduisent officiellement; serait-ce pour engager officieusement la jeune fille à reléguer son parchemin dans le tiroir et à mener une vie oisive? Il est presque passé le temps où l'adolescente, sortie de pension, se livrait à une broderie morne et monotone au coin de sa fenêtre. Aujourd'hui, la femme a sa part de plus en plus large à la science. « L'humanité jusqu'ici, dit Romain-Rolland, a été comme un arbre qui ne pousserait librement que d'un seul côté, de l'autre écrasé au mur. Notre époque en permettant à la femme d'atteindre à son libre et normal développement intellectuel, moral et social, aura permis à l'humanité tout entière de

réaliser une harmonie plus riche, faite de pensées libres et diverses, unies ensemble par l'intelligence et par l'amour » (1).

(1) Lettre de Romain-Rolland adressée à Mlle Gayraud et publiée dans A. Gayraud, *ouvr. cit.*, p. 255-256.

Vu : *Le Président*,
WILLIAM OUALID.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S CHARLÉTY.

Vu : *Le Doyen*,
H. BERTHÉLEMY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — BIBLIOGRAPHIE FRANÇAISE (1)

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ALLAIN (L'abbé). — *L'instruction primaire en France avant la Révolution*. — Paris, Lib. de la Société bibliographique, 1881. In-18 xvi-304 p.
- *La question d'enseignement en 1789, d'après les Cahiers*. — Paris, Laurens, 1886. In-18, vii-360 p.
- APPELL P. — *Education et enseignement*. — Paris, Alcan, 1922. In-12, ii-302 p.
- APPLETON J. — *Traité de la profession d'avocat*. — Paris, Dalloz, 2^e édit., 1928. In-8°, 717 p.
- ASTIER et CUMINAL. — *L'enseignement technique industriel et commercial en France et à l'étranger*. — Paris, Roustan, 1909. In-8°, iii-498 p.
- BÉRARD L. — *Pour la réforme classique de l'enseignement secondaire*. — Paris, Lahure, 1923. In-16, 341 p.
- BOURDILLON (M. le bâtonnier). — *Le Barreau*. — Paris, G. Crès, édit. de l'Alliance nouvelle, 1912, br. 29 p.
- BUISSON F. — *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*. — Paris, 1911. In-4°.

(1) Quelques livres cités au cours de cette étude et ne figurant pas à la bibliographie, mentionnent les principales indications bibliographiques.

- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — *Etudes et Documents*, Série L. Travailleurs intellectuels. N° 1, *Les conditions de vie des ingénieurs et des chimistes*. — Genève, 1924. In-8°, 98 p.
- Série J. Enseignement. N° 1, *L'orientation professionnelle, ses problèmes et ses méthodes*. — Genève, 1922. In-8°, 84 p.
- CAULLERY M. — *Les Universités et la vie scientifique aux Etats-Unis*. — Paris, Colin, 1917. In-16, xii-302 p.
- CLARETIE L. — *L'Université moderne*. — Paris, Delagrave, 1892. In-4°, vi-290 p.
- DUPOUY E. — *Le Moyen âge médical*. — Paris, Meurillon, 1888. In-18, vii-372 p.
- DURAND-FARDEL R. — *L'internat en médecine. Centenaire 1802-1902*. — Paris, Steinheil (1904). In-4°, xi-286 p.
- DURUY A. — *L'instruction publique et la Révolution*. — Paris, Hachette, 1882. In-8°, 502 p.
- DURUY V. — *Notes et souvenirs, 1811-1894*. — Paris, Hachette, 1901, 2 vol. In-8°, vi-392 p. et 315 p.
- DUSSANE Mme. — *La Comédie Française*. — Paris, La Renaissance du Livre (1926). In-16, 189 p.
- DUVEAU G. — *De la protection du titre d'avocat*. — Paris, Lib. Recueil Sirey, 1913. In-8°, viii-307 p. (Thèse Droit).
- FACY M. — *L'enseignement commercial en France et à l'étranger*. — Paris, Doin, 1923. In-16, 309 p.
- FONTÈGNE J. — *L'orientation professionnelle et la détermination des aptitudes*. — Edit. Delachaux et Niestlé, S. A. Neuchâtel, Paris, 1921. In-8°, 263 p.
- GRÉARD O. — *Education et instruction. I. Enseignement secondaire*. — Paris, Hachette, 1887. In-16, 342 p.
- GUILLET L. — *L'enseignement technique supérieur à l'après-guerre*. — Paris, Payot, 1918. In-12, 294 p.
- GUYOT E. — *L'Université et l'Etat moderne*. — Paris, Valois, 1929. In-8°, 190 p.
- LEBLANC R. — *L'enseignement professionnel en France au xx^e siècle*. — Paris, Cornély, 1905. In-12, 338 p.
- LEROY-BEAULIEU P. — *La question de la population*, 2^e édit. — Paris, Alcan, 1913. In-12, iv-512 p.
- LEVASSEUR E. — *L'enseignement primaire dans les pays civilisés*. — Paris, Berger-Levrault, 1897. In-8°, ix-628 p.
- LIARD L. — *L'Université de Paris*. — Paris, Laurens, 1909. In-8°, 132 et 132 p.
- LINTILHAC E. — *Histoire générale du Théâtre en France*. — Paris, E. Flammarion, 5 tomes.

- LORAIN P. — *Tableau de l'instruction primaire en France*. — Paris, Hachette, 1837. In-16, iv-404 p.
- MAILLART H. — *L'enseignement supérieur*. — Paris, Imp. de Vaugirard, 1925. In-8°, 296 p.
- MEURIOT P. — *Le baccalauréat*. — Nancy, Berger-Levrault, 1919. In-8°, 54 p.
- PAQUIER J.-B. — *L'enseignement professionnel en France*. — Paris, Colin, 1908. In-16, 343 p.
- PAYEN F. et DUVEAU G. — *Les règles de la profession d'avocat*, 4^e édit. — Paris, Pédone, 1926. In-8°, 536 p.
- Pédagogie de l'enseignement technique (La)*. — Paris, Lib. de l'Enseignement technique, 1927. In-8°, 141 p.
- RAGEOT G. — *La natalité*. — Paris, Imp. Hemmerlé, 1918. In-16, 304 p.
- RANDOUX A. — *L'accès de la profession d'avocat*. — Paris, Larose et Tenin, 1912. In-8°, 333 p. (Thèse Droit).
- RENAUD A. — *Histoire nouvelle des Arts et des Sciences*. — Paris, G. Charpentier, 1877. In-12, iv-491 p.
- RENAUDIN M. — *Les conditions de la vie moderne au Barreau*. — Marseille, Barlatier, 1925. In-8°, 40 p.
- RETAIL L. — *Rôle économique de l'apprentissage et de l'enseignement technique*. — Paris, Presses Universitaires, 1925. In-8°, 248 p. (Thèse Droit).
- RIANCEY (H. DE). — *Histoire de l'instruction publique et de la liberté de l'enseignement en France*. — Paris, Sagnier et Bray, 1844. In-8°, 407 p.
- RICHARD C. — *L'enseignement en France*. — Paris, A. Colin, 1925. In-12, xv-580 p.
- ROBERT (HENRI-). — *L'avocat*. — Paris, Hachette, 1923. In-16, 131 p.
- ROMIER L. — *Explication de notre temps*. — Paris, B. Grasset, 1925. In-16, xv-289 p.
- SIMON J. — *L'Ecole*. — Paris, Hachette, 1881, 10^e édit. In-18, iii-453 p.
- SOLEIL J. — *Le livre des instituteurs*. — Paris, Le Soudier, 1930, 6^e édit. In-8°, 338 p.
- Statistique de l'enseignement secondaire*, 1887, t. II.
- Statistique de l'enseignement supérieur*, 3 vol. in-4°.
- THÉRY A.-F. — *Histoire de l'éducation en France*. — Paris, Dezobry et Magdeleine, 1861. In-12, 412 p.
- Vie Universitaire à Paris (La)*. — Ouvrage publié sous les auspices du Conseil de l'Université de Paris. — Paris, A. Colin, 1918. In-8°, 231 p.

II.— OUVRAGES SPÉCIAUX TRAITANT DE LA QUESTION FÉMININE.—
FÉMINISME ET ANTIFÉMINISME

- ABENSOUR L. — *Le féminisme sous le règne de Louis-Philippe et en 1848.* — Paris, Plon, 1913. In-16, xvi-337 p.
- *Les vaillantes. — Héroïnes, martyres, remplaçantes.* — Paris, Chapelot, 1917. In-16, xii-312 p.
- *Histoire générale du féminisme.* — Paris, Delagrave, 1921. In-12, 327 p.
- *La femme et le féminisme avant la Révolution.* — Paris, Leroux, 1923. In-8°, xxii-477 p. (Thèse Lettres).
- *Le problème féministe.* — Paris, aux Editions Radot, 1927. In-16, 189 p.
- Aperçu sur le travail des femmes en Norvège.* — Kristiania, 1920. In-8°, 350 p.
- APPLETON Ch. — *De la situation sociale et politique des femmes dans le droit moderne. Discours de rentrée à la Faculté de Lyon,* 1892.
- AVRIL DE SAINTE-CROIX (M^{me}). — *Le féminisme.* — Paris, Giard et Brière, 1907. In-18, vii-219 p.
- BADER (M^{me} C.). — *La femme française dans les temps modernes.* — Paris, Perrin, 1885, 2^e édit. In-16, 574 p.
- BARBEY D'AUREVILLY. — *Les bas-bleus.* — Paris, Palmier, 1878. In-16, xxiii-346 p.
- BARTHÉLEMY J. — *Le vote des femmes.* — Paris, Alcan, 1920. In-8°, xi-620 p.
- BASTIEN P. — *Les carrières de la jeune fille.* — Paris, Fontemoing (1903). In-18, vi-391 p.
- BAUDOIN M. — *Les femmes médecins.* — Paris, Institut Intern. de bibliogr., 1901. In-18, xii-263 p.
- BAUMAL F. — *Le féminisme au temps de Molière.* — Paris, La Renaissance du Livre (s. d.). In-16, 164 p.
- BEBEL A. — *La femme dans le passé, le présent et l'avenir.* Trad. franç. Henri Ravé. — Paris, G. Carré, 1891. In-8°, viii-375 p.
- *La femme et le socialisme.* Trad. franç. Avanti. — Gand, Imp. Volksdrukkerij, 1911. In-8°, 754 p.
- BENTZON Th. — *Les Américaines chez elles.* — Paris, Hachette, 1904. In-12, ii-358 p.
- BERTHEAUME (D^r MARTHE) et MYRIAM THÉLEN. — *Le docteur Odile.* — Paris, Plon (1923). In-16, 289 p.
- BODIN (M^{me} M.). — *L'Institutrice.* Bibliothèque sociale des métiers. — Paris, Doin, 1922. In-16, v-347 p.

- BONNECASE J. — *Le problème féministe*. — Bordeaux, Imp. de l'Université, 1926. In-8°, 40 p.
- BONNEFOY A. — *Place aux femmes. Les carrières féminines administratives et libérales*. — Paris, A. Fayard (1914). In-16, 382 p.
- BOREL (M^{me} E.). — *La mobilisation féminine en France, 1914-1919*. — Paris, Imp. « Union », 1919. In-8°, 88 p.
- BORELY (M^{me} M.). — *L'appel aux Françaises*. — Paris, Nouvelle Librairie Nationale, 1919. In-16, 127 p.
- BOUGLÉ C. — *De la sociologie à l'action sociale. Pacifisme, Féminisme, Coopération*. — Paris. Presses Universitaires, 1923. In-12, 133 p.
- *Chez les prophètes socialistes*. — Paris, Alcan, 1918. In-16, 1-247 p.
- BOURDEAUX J. — *Les carrières féminines intellectuelles*. — Paris, France-Edition, 1923. In-12, 205 p.
- BRAUN (LILY). — *La question féminine. Son développement historique et son côté économique*. — Paris, Cornely, 1908. In-18, VIII-419 p.
- BRIDEL L. — *La femme et le droit. Etude historique sur la condition des femmes*. — Paris, F. Pichon, 1884. In-8°, 149 p.
- *Mélanges féministes. Question de droit et de sociologie*. — Paris, Giard et Brière, 1897. In-18, 251 p.
- BUISSON F. — *Le vote des femmes*. — Paris, Dunod et Pinet, 1911. In-8°, 356 p.
- BUREAU (M^{me} H.). — *Guide pratique pour le choix des professions féminines*. — Paris, Armand Colin, 1921. In-8°, VII-140 p.
- CAMBON P. — *La femme et le fonctionnarisme*. — Rennes, Imp. de L. Caillot (1906). In-8°, 175 p. (Thèse Droit).
- Carrières féminines (Les). Action populaire*. — Paris, 24, rue du Mont-Thabor (1922). In-16, XXII-120 p.
- Catalogue analytique d'une collection de documents relatifs à l'éducation des femmes et à l'enseignement secondaire des jeunes filles*. — Paris, P. Dupont, 1889. In-8°, 99 p.
- CHATROUSSE L. — *La femme dans les industries d'art*. — Paris, Lib. de l'Enseignement technique, 1925. In-4°, 150 p.
- CHAUVIN (Mlle J.). — *Des professions accessibles aux femmes en droit romain et en droit français. Evolution historique de la position économique de la femme dans la société*. — Paris, Giard, 1892. In-8°, 296 p.
- CHAZAUD A.-M. — *Enseignements de la duchesse de Bourbon, Anne de France, à sa fille Susanne*. — Moulin, Desrosiers, 1878. In-4°, XXXIX-338 p.

- CHOQUENEY A. — *L'émancipation de la femme au commencement du xx^e siècle*. — Lyon, A. Rey, 1902. In-8°, 23 p.
- Cinquante ans de féminisme*, par MM. R. Viviani, Henri-Robert, A. Meurgé, G. Lhermitte, J. Tixerant; Mmes Maria Véronne, Edwards-Pilliet, Blanche Moria, Camille du Gast, Henry-Nathan, Fallot-Matter, Yvonne Pommay.
- COMPAYRÉ G. — *L'enseignement secondaire des jeunes filles*. — Paris (1907). In-8°, 144 p.
- *Histoire de la pédagogie*, 4^e édit. — Paris, Delaplane, s. d. In-12, xvi-488 p.
- Congrès international du droit des femmes* (25 juillet-9 août 1878). Compte rendu des séances plénières. — Paris, Ghio. In-4°, 216 p.
- Premier Congrès des Œuvres et Institutions féminines*, 1889.
- Deuxième Congrès international des Œuvres et Institutions féminines* (18-23 juin 1900). Compte rendu des travaux par M^{me} Pégard, 4 tomes in-8°.
- Congrès international de la condition et des droits des femmes* (5-6-7-8 sept. 1900). — Paris, Imp. des Arts et Manufactures, 1901. In-8°, xx-432 p.
- Dixième Congrès international des femmes. Œuvres et Institutions féminines*. Compte rendu des travaux par M^{me} Avril de Sainte-Croix. — Paris, Giard, 1914. In-8°, 590 p.
- Congrès national des droits civils et de suffrage des femmes* (26-27-28 juin 1908). In-8°, vii-264 p.
- Conseil national des femmes françaises. Etats-Généraux du Féminisme*, 14-15-16 fév. 1929. — Paris (1929), in-8°, 272 p.
- COSSON L. — *Essai sur la condition des femmes*. — Paris, Dupont, 1883. In-18, 326 p.
- D'ALLEMAGNE H.-R. — *Les Saint-Simoniens*, 1827-1837. — Paris, Lib. Gründ, 1930. Gr. in-4°, 453 p.
- DAMEZ. — *Le libre salaire de la femme mariée et le mouvement féministe*. — Paris, A. Rousseau, 1905. In-8°, xxiv-486 p. (Thèse Droit.)
- DAUBIÉ (Mlle J.-V.). — *La femme pauvre au xix^e siècle*. — Paris, Guillaumin, 1866. In-8°, 450 p.
- *L'émancipation de la femme*. — Paris, E. Thorin, 1871. In-8°, 159 p.
- DEHERME G. — *Le pouvoir social des femmes*. — Paris, Perrin et Cie, 1914. In-16, viii-280 p.
- DESSENS A. — *Les revendications des droits de la femme au point de vue politique, civil, économique pendant la Révolution*. — Toulouse, Imp. C. Marquès, 1905. In-8°, 208 p.

- DESSIGNOLLE E. — *Le féminisme d'après la doctrine de Charles Fourier*. — Lyon, A. Stork, 1903. In-8°, 148 p.
- DORA D'ISTRIA. — *Des femmes*. — Paris, Lib. internationale, 1865, 2 t. In-8°, 340 et 364 p.
- DUCHATTEL-BIDAULT (M^{me} S.). — *Le féminisme intellectuel*. — Mayenne, Floch, 1930. In-16, 390 p.
- DUGARD (M^{lle} M.). — *La société américaine. Mœurs et caractères. La famille. Rôle de la femme. Ecoles et Universités*. — Paris, Hachette, 1896. In-12, 320 p.
- *De l'éducation moderne des jeunes filles*. — Paris, A. Colin, 1900. In-16, 88 p.
- DUPANLOUP (Mgr). — *Lettres sur l'éducation des filles*. — Paris, Gervais, 1879, 2^e édit. In-16, xv-467 p.
- FABRE A. — *Le féminisme, ses origines, son avenir. La femme médecin*. — Nîmes, Bureaux de l'Émancipation, 1897. In-8°, 71 p.
- FACY M. — *Quelles sont les meilleures carrières techniques pour les femmes*. — Paris, Payot, 1919. In-16, 126 p.
- FAGNIEZ G. — *La femme et la société française dans la première moitié du XVII^e siècle*. — Paris, Gamber, 1929. In-8°, xxii-399 p.
- Femme dans la société actuelle (La)*. — Paris, édit. Spes, 1928. In-16, 290 p.
- Femme émancipée (La)*. — Les cahiers contemporains sous la direction de F. Divoire. — Paris, édit. Montaigne, 1927. In-16, 221 p.
- Femme (La)*. — *Sa situation réelle, sa situation idéale*. — Paris, Alcan, 1913. In-16, xvi-264 p.
- FINOT J. — *Préjugé et problème des sexes*, 6^e édit. — Paris, Alcan, 1913. In-8°, 531 p.
- FONTANGES (M^{me} H.). — *Les femmes docteurs en médecine dans tous les pays*. — Paris, Alliance coop. du Livre, 1901. In-8°, 275 p.
- FRANÇOIS (M^{lle} Y.). — *Du rôle social de la femme. Des mesures destinées à améliorer la situation des travailleuses*. — Paris, Jouve, 1919. In-8°, 227 p. (Thèse Droit.)
- FRANK L. — *Essai sur la condition politique de la femme*. — Paris, A. Rousseau, 1892. In-8°, xxii-598 p.
- *La femme avocat*. — Paris, Giard, 1898. In-8°, xviii-317 p.
- FROGER-DOUDEMONT R. — *Que veulent donc ces féministes ?* — Paris, Giard, 1926. In-16, viii-75 p.
- GÆL (M^{me} A.). — *Les femmes médecins*. — Paris, Dentu, 1868. In-12, 103 p.

- GAILLARD H. — *La femme aux Etats-Unis*. — Paris, Jouve et Boyer, 1899. In-8°, 207 p.
- GAZLY (M^{me} J.). — *La femme chez les garçons*. — Paris, F. Rieder, 1924. In-16, 251 p.
- GAYRAUD (M^{lle} A.). — *Les jeunes filles d'aujourd'hui*. — Paris, Oudin (1916). In-16, 286 p.
- GIDE P. — *Etude sur la condition privée de la femme*. — Paris, Larose et Forcel, 1867. In-8°, VIII-563 p.
- GOLAND F. — *Les féministes françaises*. — Bordeaux, Imp. coop., 1925. In-16, 344 p.
- GONCOURT (E. et J.). — *La femme au XVIII^e siècle*. — Paris, Bibl. Charpentier, 1912. In-16, XII-524 p.
- GOYAU (M^{me} L. F.-F.). — *Christianisme et culture féminine*. — Paris, Perrin, 1914. In-16, 271 p.
- *L'évolution féminine. La femme au foyer et dans la cité*. — Paris, Perrin, 1917. In-16, XVI-367 p.
- GRANOTIER P. — *L'autorité du mari sur la personne de la femme et la doctrine féministe*. — Paris, Giard et Brière, 1909. In-8°, 421 p. (Thèse Droit).
- GRÉARD O. — *L'éducation des femmes par les femmes*. — Paris, Hachette, 1886. In-16, XXI-361 p.
- HALLSTEN (M^{me} I.). — *La situation de la femme en Finlande*. — Helsingfors, 1924. In-8°, 40 p.
- HIRE (M^{me} M. DE LA). — *La femme française. Son activité pendant la guerre*. — Paris, J. Tallandier, 1917. In-18, 302 p.
- ISORÉ A. — *La guerre et la condition privée de la femme*. — Paris, E. de Boccard, 1919. In-8°, xv-512 p. (Thèse Droit).
- JORAN Th. — *Autour du féminisme*. — Paris, Bibl. des Annales polit. et litt., 1906. In-18, XI-217 p.
- *Le féminisme à l'heure actuelle*. (Extrait de la « Revue internationale de sociologie »). — Paris, Giard et Brière, 1907. In-8°, 16 p.
- *Au cœur du féminisme*. — Paris, Savaète, 1908. In-8°, xv-211 p.
- *La trouée féministe*. — Paris, Savaète, 1909. In-8°, XXXII-256 p.
- *Les féministes avant le féminisme*. — Paris, A. Savaète, 1910. In-8°, XVI-245 p.
- JOURDAIN Ch. — *Mémoire sur l'éducation des femmes au moyen âge*. — Paris, Imp. Nat., 1874. In-4°, 55 p.
- KEY E. — *De l'amour et du mariage*. — Paris, Flammarion, s. d. In-12, XXXII-319 p.

- KRUG G. — *Le féminisme et le droit civil français*. — Nancy, Imp. Nancéienne, 1899. In-8°, vii-298 p. (Thèse Droit).
- LABOULAYE F. — *Recherches sur la condition civile et politique des femmes depuis les Romains jusqu'à nos jours*. — Paris, Durand, 1843. In-8°, xxviii-523 p.
- LACOUR L. — *Les origines du féminisme contemporain. Trois femmes de la Révolution : Olympe de Gouge, Théroigne de Méricourt, Rose Lacombe*. — Paris, Plon, Nourrit, 1900. In-8°, vii-432 p.
- LAGORCE R. — *Carrières et métiers de femmes*. — Paris, édit. du Centaure, 1929. In-8°, viii-286 p.
- LALLIER R. — *De la condition de la femme dans la famille athénienne aux V^e et VI^e siècles*. — Paris, E. Thorin, 1875. In-8°, 299 p. (Thèse Lettres).
- LA MAZIÈRE (Alice) et SUZANNE GRINBERG. — *Les carrières féminines*. — Paris, Larousse, 1917. In-16, 68 p.
- LAMY E. — *La femme de demain*. — Paris, Perrin, 1919. In-16, vi-289 p.
- LAPIE P. — *La femme et la famille*. — Paris, O. Doin, 1908. In-18, 334 p.
- LAURIBAR P. DE. — *Le Code de l'éternelle mineure*. — Paris, Plon, 1922. In-8°, viii-419 p.
- LAVEDAN H. — *La famille française*. — Paris, Perrin et Cie, 1917. In-16, 304 p.
- LE COUTEUX DU MOLCAY J. — *Les droits politiques de la femme*. — Paris, Giard et Brière, 1913. In-8°, 304 p. (Thèse Droit).
- LEDUC L. — *La femme devant le Parlement. Etude du féminisme et des projets de loi relatifs à l'extension des droits de la femme*. — Paris, Giard et Brière, 1898. In-8°, 317 p. (Thèse Droit).
- LEGOUVÉ E. — *Histoire morale des femmes*. — Paris, G. Sandré, 1849. In-8°, vii-450 p.
- LEMONNIER Ch. — *Elisa Lemonnier*. — Paris, Cusset, 1874, 2^e édit. In-8°, 50 p.
- LEROY-BEAULIEU P. — *Le travail des femmes au XIX^e siècle*. — Paris, Charpentier, 1873. In-18, 468 p.
- LETOURNEAU Ch. — *La condition de la femme dans les diverses races et civilisations*. — Paris, Giard, 1903. In-8°, xvi-508 p.
- LE VAN KIM. — *Féminisme et travail féminin dans les doctrines et dans les faits*. — Paris, Giard, 1926. In-8°, 243 p. (Thèse Lettres).
- LÉVY-FALCO P.-R. — *Les auxiliaires sociales*. — Paris, Presses Universitaires, 1928. In-8°, xviii-98 p. (Thèse Droit).

- LIN PAOTCHIN (M¹⁰). — *L'Instruction féminine en Chine après la Révolution* de 1911. — Paris, Jouve, 1926. In-8°, 188 p. (Thèse Lettres).
- LIPINSKA (M^{me} M.). — *Histoire des femmes médecins depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*. — Paris, lib. Jacques, 1900. In-8°, 586 p. (Thèse Médecine).
- *Les femmes et le progrès des sciences médicales*. — Paris, Masson, 1830. In-8°, VIII-235 p.
- LOMBROSO (M^{me} G.). — *L'âme de la femme*, traduit de l'italien par F. Le Hénaff. — Paris, Payot, 1924. In-8°, 318 p.
- *La femme aux prises avec la vie*, traduit de l'italien par F. Le Hénaff. — Paris, Payot, 1926. In-16, xvi-282 p.
- *La femme dans la société actuelle*, traduit de l'italien par F. Le Hénaff. — Paris, Payot, 1929. In-16, 247 p.
- LOURBET J. — *Le problème des sexes*. — Paris, Giard et Brière, 1900. In-8°, 301 p.
- *La femme devant la science contemporaine*. — Paris, Alcan, 1896. In-12, VIII-179 p.
- MAILLARD F. — *La légende de la femme émancipée*. — Paris, à la Librairie illustrée, s. d. In-18, 357 p.
- MANOLIU G. — *Le choix et l'exercice d'une profession par la femme mariée*. — Paris, Jouve, 1922. In-8°, 124 p.
- MARION H. — *L'éducation des filles*. — Paris, Colin, 1902. In-18, x-380 p.
- *Psychologie de la femme*. — Paris, Colin, 1905. In-18, XII-307 p.
- MARTIN A. — *De la situation politique des femmes*. — Paris, L. Boyer, 1902. In-8°, 143 p.
- MARYAN et BÉAL. — *Le féminisme de tous les temps*. — Paris, Blond et Barral, 1900. In-18, VI-361 p.
- MAUVEZIN (M¹⁰ L.). — *Rose des activités féminines pour l'orientation professionnelle des jeunes filles*. — Bordeaux, Edit. des Roses, 1925. In-8°, 429 p.
- MESNARD (M^{me} E.-M.). — *Miss Elisabeth Blackwell. Les femmes médecins*. — Bordeaux, imp. G. Gounouilhou, 1889. In-8°, 24 p.
- MEYSMANS G. — *La femme à la barre*. — Bruxelles, lib. de Droit et de Jurisprudence, 1922. In-12, 104 p.
- MICHELET J. — *L'amour*, Paris, Hachette, 1859. In-16, XLV-414 p.
- *La femme*, 11^e édit. — Paris, Calmann-Lévy, 1879. In-16, 468 p.

- MILL (J.-S.). — *L'assujettissement des femmes*, traduit de l'anglais par E. Cazelles. — Paris, Guillaumin et Cie, 1876. In-18, 248 p.
- NAUDET (abbé). — *Pour la femme*. — Paris, Fontemoing, 1903. In-16, II-330 p.
- NOVICOW. — *L'affranchissement de la femme*. — Paris, Alcan, 1903. In-16, 267 p.
- OSTROGORSKI M. — *La femme au point de vue du droit public*. — Paris, Rousseau, 1892. In-8°, VIII-198 p.
- PAIN J. — *Le duel des sexes*. — Paris, édit. Radot, 1927. In-16 223 p.
- PATUREAU-MIRAND C. — *De la femme et de son rôle dans la société d'après les écrits saint-simoniens*. — Limoges, imp. Dumont, 1910. In-8°, 224 p.
- PATURET G. — *La condition juridique de la femme dans l'ancienne Egypte*. — Paris, Leroux, 1886. In-8°, LIV-77 p.
- PAYER (A. DE). — *Le féminisme au temps de la Fronde*. — Paris, Société des édit. Fast. 1922. In-8°, 207 p.
- PELLETIER (D^r M.). — *La femme en lutte pour ses droits*. — Paris, Giard et Brière, 1908. In-18, 79 p.
- PERNAUD J. — *Le vote des femmes*. — Saint-Brieuc, O.-L. Aubert, 1928. In-16, 206 p.
- POIRIER M. — *L'infériorité sociale de la femme et le féminisme*. — Paris, Marchal et Billard, 1900. In-8°, 186 p. (Thèse Droit).
- POULLAIN DE LA BARRE F. — *De l'égalité des deux sexes. Discours physique et moral, où l'on voit l'importance de se défaire des préjugés*. — Paris, Jean Du Puis, M. DC. LXXIII, préf., 243 p.
- QUENTIN-BAUCHART E. — *Les femmes bibliophiles de France*. Paris, Morgand, 1886, 2t. In-4°, 466 et 476 p.
- RACHILDE. — *Pourquoi je ne suis pas féministe*. — Paris, imp. nouvelle, 1928. In-12, 87 p.
- RAMEAU M. — *De la condition sociale des femmes au temps présent*. — Asnières, Edit. de la Revue des Indépendants, 1927. In-16, 160 p.
- RAVAIL P.-J. — *La femme et le barreau*. — Poitiers, 1898. In-8°, 55 p.
- REBIÈRE A. — *Les femmes dans la science*. — Paris, Nony, 2^e édit., 1897. In-8°, IX-359 p.
- RENAUDOT M. — *Le féminisme et les droits publics de la femme*. — Niort, Clouzot, 1902. In-8°, 158 p. (Thèse Droit).
- RIBALLIER (L'abbé). — *De l'éducation physique et morale des femmes*. — Paris, chez les Frères Estienne, 1779, 494 p.

- RICHARD G. — *La femme dans l'histoire*. — Paris, Doin, 1909. In-18, 465 p.
- RICHER L. — *La femme libre*. — Paris, Dentu, 1877. In-18, VIII-340 p.
- RIEUNIER Y. — *De l'émancipation économique et politique des femmes*. — Montpellier, imp. de la Manufacture de la Charité, 1922. In-8°, 250 p. (Thèse Droit).
- RIGAUD L. — *Les droits de la femme*. — Paris, Action populaire, 1927. In-16, 111 p.
- RIGAUD R. — *Les idées féministes de Christine de Pisan*. — Neuchâtel, 1911. In-8°, II-152 p. (Thèse Lettres).
- ROMIER L. — *Promotion de la femme* — Paris, Hachette, 1930. In-16, 253 p.
- ROUSSELOT P. — *Histoire de l'éducation des femmes en France*. — Paris, Didier, 1883, 2 t. In-12, 441 et 466 p.
- SALEILLES R. — *L'initiative de la femme dans le domaine du droit*. — Paris, A. Rousseau, 1901. In-8°, 28 p.
- SALMON C. — *La femme*, Mirecourt, Géhin, 1928. In-16, 109 p.
- SCHIRMACHER (M^{me} K.). — *Le travail des femmes en France* (extrait du Musée social). — Paris, A. Rousseau, 1902.
- SCHLUMBERGER (M^{me} DE). — *Les idées de Mrs Olive Schreiner sur la femme et le travail*. — Paris, Publications de l'Union franç. pour le suff. des femmes, 1913. In-8°, 22 p.
- SCHULTZE (M^{lle} C.). — *La femme médecin au XIX^e siècle*. — Paris, Henry Ollier, 1888. In-4°. 76 p. (Thèse Médecine).
- SCHUYTEN M.-C. — *L'éducation de la femme*. — Paris, Doin, 1908. In-12, XIII-458 p.
- SCOUTETTEN. — *Histoire des femmes médecins depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*. — Paris, J. Bonaventure, 1868. In-12, 23 p.
- SECRÉTAN C. — *Le droit de la femme suivi des Etudes sociales*. — Paris-Lausanne, 5^e édit., 1908. In-16, 323 p.
- SÉE C. — *Lycées et collèges de jeunes filles*. — Paris, Cerf, 1900, 7^e édit. In-8°, XLI-1.317 p.
- SEMAINE SOCIALE DE NANCY. — *La femme dans la société moderne*. — Lyon, imp. « Express », 1928. In-8°, 504 p.
- SERTILLANGES A.-D. — *Féminisme et christianisme*. — Paris, Gabalda, 1908. In-18, 343 p.
- SIGNOREL J. — *La femme avocat*. — Toulouse, 1894. In-8°, 53 p.
- SIMON J. — *La femme du XX^e siècle*. — Paris Calmann-Lévy, 1892. In-12, 410 p.
- SPERA. — *La femme actuelle. Sa tâche sociale*. — Angers, imp. J. Siraudeau, 1911. In-16, 88 p.

- THIBERT (M^{me} M.). — *Le féminisme dans le socialisme français de 1830 à 1850*. — Paris, Giard, 1926. In-8°, vii-377 p. (Thèse Lettres).
- THIEBAUX C. — *Le féminisme et les socialistes depuis Saint-Simon jusqu'à nos jours*. — Paris, A. Rousseau, 1906. In-8°, 179 p. (Thèse Droit).
- THULIÉ H. — *La femme*. — Paris, Delahaye, 1885. In-8°, iv-520 p.
- TISSIER (Mgr). — *La femme française*. — Paris, Tequi, 1927. In-16, 126 p.
- TIXERANT J. — *Le féminisme à l'époque de 1848 dans l'ordre politique et dans l'ordre économique*. — Paris, Giard et Brière, 1908. In-8°, 209 p. (Thèse Droit).
- Trois conférences de Nelly Roussel. — Paris, Giard, 1930. In-16, 124 p.
- TURGEON Ch. — *Le féminisme français*. — Paris, L. Larose, 1902, 2 t. In-16. Tome I^{er}, *L'émancipation individuelle et sociale de la femme*, iv-489 p.
Tome II, *L'émancipation politique et familiale de la femme*, iii-500 p.
- VALENTIN (chanoine). — *Le devoir intellectuel de la femme*. — Paris, V. Retaux, 1901. In-8°, 76 p.
- Vie publique dans la France contemporaine (La)*. — Paris, Alcan, 1925. In-16, x-217 p.
- VILLATE-LACHERET (M^{me}). — *Les inspectrices du travail en France*. — Paris, Pédone, 1919. In-8°, 142 p. (Thèse Droit).
- VILLEMOT A. — *Etude sur l'organisation, le fonctionnement et les progrès de l'enseignement secondaire des jeunes filles en France de 1879 à 1887*. — Paris, Dupont, 1887. In-8°, 184 p.
- VOGT W. — *Sexe faible*. — Paris, Rivière, 1908. In-8°, ix-350 p.
- WYCHGRAM. — *L'Instruction des femmes en France*, Paris, Delagrave, 1889. In-8°, xiii-229 p.
- YVER (M^{me} C.). — *Princesses de Sciences*. — Paris, Calmann-Lévy, 1907. In-18, 407 p.
- *Les Dames du Palais*. — Paris, Calmann-Lévy, 1909. In-18, 462 p.
- *Dans le jardin du féminisme*. — Paris, Calmann-Lévy, 1920. In-12, 274 p.
- ZANTA (M^{lle} L.). — *La Science et l'Amour*. — Paris, Plon, 1921. In-16, 249 p.
- *Psychologie du féminisme*. — Paris, Plon, 1922. In-16, xxxii-221 p.
-

III. — PÉRIODIQUES

Annales de l'Université de Paris, Paris, Bureau des Renseignements scientifiques à l'Univ. de Paris. — N° 1, mars 1926.

Annuaire général de la France et de l'étranger.

Annuaire général de l'Université et de l'enseignement français, rédigé et publié par l'Information universitaire, Paris, 1929-30.

Annuaire statistique de la France.

BÉQUET. — *Répertoire de droit administratif*.

Bulletin administratif de l'Instruction publique, t. I à XIV, 1850-63. — Paris, 1850-64. A partir de 1864 : *Bulletin administratif du Ministère de l'Instruction publique*. Nouvelle série, t. I et suiv. Paris, années 1864 et suiv.

Bulletin de l'Association des Françaises diplômées des Universités. — N° 1, novembre 1930.

Bulletin international des fédérations nationales du personnel de l'enseignement secondaire public.

Bulletin de l'Office international de renseignements universitaires. A partir de janv. 1926 : *Bulletin des relations universitaires*. Société des Nations. Commission de Coopération intellectuelle, 1^{re} année : 1924 (publication interrompue en 1927).

Catalogue des thèses et écrits académiques. — Melun, imp. administ. Années 1884 et suiv.

Circulaires et instructions officielles relatives à l'Instruction publique. Années 1802 et suiv.

Correspondant (Le)

DALLOZ. — *Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence*, 1846; *supplément au Répertoire*, 1887; *Répertoire pratique de législation de doctrine et de jurisprudence*, 1911; *supplément au Répertoire pratique*, 1927.

— *Jurisprudence générale. Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine*.

Droit des Femmes (Le). — Réd. en chef, L. Richer. 1^{er} numéro du journal, 10 avril 1869; au n° 71, prend le titre de *l'Avenir des femmes*; devient ensuite à partir de janv. 1876, une revue : *Le Droit des femmes*. Cesse de paraître en 1889. —

Reparaît mensuellement depuis 1905.

DUVERGIER. — *Collection des lois*.

Enquêtes et Documents relatifs à l'enseignement supérieur.
Discipline dans les Facultés et Ecoles. Notes sur l'enseignement supérieur en France. Rapports des Conseils généraux des Facultés (années 1885-86 à 1895-96). Organisation des Universités. Rapports des Conseils généraux des Universités. (années 1895-96 et suiv.).

Fédération internationale des femmes diplômées des Universités. — Comptes rendus des Conseils et des Congrès.

Française (La). — 1^{er} numéro, 21 octobre 1906 (in fol.).

Fronde (La). — 1^{er} numéro, 9 décembre 1897 (in fol.).

FUZIER-HERMAN et DARRAS. — *Répertoire général alphabétique du droit français*, 1890. *Supplément au Répertoire.*

Gazette des Femmes (La). — In-4°, 1^{er} juillet 1836 à avril 1838.

Grande Revue (La).

GRANDIN A. — *Bibliographie générale des sciences juridiques, politiques, économiques et sociales* (1800 à 1925-26), 1^{er} supplément, années 1926 et 1927, 2^e supplément, année 1928. Suppl. annuels.

Information universitaire (L').

Journal des Débats.

Journal général de l'Instruction publique, 1831-70 à 1879-82.

Journal officiel de la République française.

Jus suffragii, organe mensuel de l'Alliance internationale pour le suffrage des femmes.

Matin (Le).

Mercure de France.

Nouvelles Littéraires (Les). « *Les nouvelles littéraires féminines* » à partir du 2 juin 1928.

Office de renseignements pour les carrières féminines. Orientation professionnelle (Publications), 214, boul. Raspail, Paris.

Rapports sur la situation de l'enseignement supérieur. — I. *Rapport présenté au Ministre de l'Instruction publique sur la situation de l'enseignement supérieur par le Conseil de l'Université de Paris.* — II. *Rapport présenté au Conseil académique sur les travaux et les actes des établissements d'enseignement supérieur.*

Revue Bleue (La).

Revue des Deux-Mondes.

Revue de l'enseignement des femmes, 1845-1848.

Revue de l'enseignement secondaire des jeunes filles, années 1881 à 1919. Nouvelle série, années 1928 et suiv.

Revue de la Femme (La).

Revue de la Femme française.

Revue internationale de l'enseignement.

Revue internationale de sociologie.

Revue de l'Instruction publique, de la Littérature et des Sciences en France et dans les pays étrangers, 1842-43 à 1870-71.

Revue scientifique des femmes, mai 1888 à mars 1889.

Revue universitaire, le Bulletin de l'enseignement secondaire des jeunes filles (rédactrice : M^{me} Crouzet-Ben-Aben) y figure depuis 1909, t. 1, p. 276.

SIREY. — *Recueil général des lois et des arrêts.*

Union française pour le suffrage des femmes, 1930-1931.

Siège social de l'U.F.S.F., 53, rue Scheffer, Paris (16^e).

Voix des femmes (La). — Dir. Eug. Niboyet. — 20 mars 1848 à 20 juin 1848.

II. — BIBLIOGRAPHIE ÉTRANGÈRE

ALLEMAGNE (1)

ALTMANN-GOTTHEINER Elisabeth : *Die Berufsaussichten der deutschen Akademikerinnen*. 1921. 22 S. (Hochschulhefte. Série B : Berufsaussichten Nr. 2.)

— *Die augenblicklichen-Aussichten der Frauen in wissenschaftl. Berufen*. (Die Frau, Berlin, Jg. 13, 1905-06. S. 40-44)

BAEUMER Gertrud : *Die Frau und das geistige Leben*. 1911. 392 S. (Die Kulturaufgaben der Frau. 5.)

— *Zur Soziologie des Frauenstudiums*. (Die Frau, Berlin, Jg. 19, 1911-12. S. 455-465, S. 555-565.)

Frauen an den deutschen Universitäten. 1920. in Arbeitsnachweis in Deutschland. Beibl. : Berufsberatung. VII, 22 S.

Führende Frauen Europas. In 16 Selbstschilderungen hrsg. u. eingel. von Elga Kern. 1928. 286 S.

Darin : Alice Salomon, Prof. Rhoda Erdmann u. a.

GAEBEL Kaethe : *Die Berufslage der Akademikerinnen*. (Die Frau, Berlin, 1926-27. S. 218 ff und 278 ff.)

(1) Bibliographie communiquée par l'Association allemande des femmes universitaires.

- HARTMANN Ernst : *Die Akademikerin*. 1914. 48 S. (Hartman E: Der Tochter Zukunft. 3.)
- HERRMANN Judith : *Die deutsche Frau in akademischen Berufen*. 1915. 77 S.
- JENDE-RADOMSKI Hilde : *Akademische Frauenberufe*. 1928. (Dünnhaupts Studien-u. Berufsführer. 16.)
- JOEL Karl : *Die Frauen in der Philosophie*. 1896. 67 S. (Sammlung gemeinverständl. wiss. Vorträge. N. F. Ser. 11. H. 246.)
- KRUMM Lucie : *Berufsaussichten der Akademikerin*. 1927. in Studentin. 4, 8, S. 120 ff. 123 ff.
- LEVY-RATHENAU Josephine : *Die deutsche Frau im Beruf*. S. 173-186 : Wissenschaftl. Berufe : Theologinnen, Juristinnen, Aerztinnen, etc. In : *Handbuch der Frauenbewegung*, hrsg. v. Helene Lange und Gertrud Bäumer. 5. Aufl. Tl. 5, 1917.
- MARTIN Joseph : *Die Frau in der Philosophie*. (Die Frau. Berlin, 1924-25, S. 21ff und 50ff.)
- OELSNER Elise : *Die Leistungen der deutschen Frau in den letzten 400 Jahren auf wissenschaftl. Gebiete*. 1894. 234 S.
- SCHENKER E. : *Berufswahl der intellektuell gebildeten Frau*. 1920. In Wissen und Leben. Zurich, Jg. 12. H. 6.
- Schicksalsweg studierter Frauen*. Von Axmann. (Die Umschau. Jg. 30, 1926.)
- WALCKER Karl : *Der Anteil der Frauen am geistigen Leben*. 1893. 15 S. (Samml. pädagog. Vorträge Bd 5, H. 10.)
- WEBER Marianne : *Die Beteiligung der Frau an der Wissenschaft*. 1906. S. 19; 26 in Weber, M.: Beruf und Ehe.
-
- BINDER Sidonie : *Weibl. Aerzte*. 1892. 80 S.
- HACKER Hans : *Die Aerztin*. 1899. 43 S. (Frauen-Berufe 4.)
- KRAUSE Anna : *Die chirurgische Klinik weibl. Aerzte in Berlin*. (Die Frau, Berlin, Jg. 15, 1907-08. S. 494-95.)
- LANGE Helene : *Aesculapia Victrix*. (Die Frau. Berlin, Jg. 8, 1900-1901, S. 347 ff.)
- LANGE Helene : *Unsere ersten Aerztinnen*. (Die Frau, Berlin, Jg. 8, 1900-1901. S. 684-686.)
- SCHLENZ Hermann : *Frauen im Reiche Aeskulaps. Ein Versuch zur Geschichte...* 1900. IV, 74 S.
- TIBURTIUS Franziska : *Erinnerungen einer Achzigjährigen*. 1929. 3. Auf. (Weibl. Schaffen u. Wirken. Bd. 1.)
- Vierteljahrsschrift des Bundes deutscher Aerztinnen*. Hrsg. von Hermine Heusler-Edenhuizen. Jg. 1, 1924 ff.

Frauen in der Rechtspflege. 1920 in : Gesetz und Recht. Jg. 20. S. 372.

Frauen als Richter bei den Finanzgerichten. 1922. In : Zentralblatt der christl. Gewerkschaften. Jg. 22. S. 91.

HELLWIG A. : *Frauen als Strafrichter.* 1921. In : Preuss. Jahrbücher. Bd. 91-103. S. 185.

LANDSBERG J. F. : *Die Frau in der Vormundschaft und beim Jugendgericht.* (Die Frau. Berlin. Jg. 16, 1908-09. S. 665-670.)

LANGSDORFF Erna von : *Die Berufsaussichten der Juristin in Deutschland.* (Die Frau, Berlin, Jg. 20, 1912-13. S. 603-609.)

MANKOWSKI H. : *Frauen als Berufsrichter.* (Die christl. Frau. Jg. 19, 1925. S. 122 und 194.)

ZILLKEN Elisabeth : *Frau und Rechtspflege.* In : Staatslexikon... d. Görresgesellschaft. 5. Aufl. Bd. 2. 1927. Sp. 197-199.

BERNAYS Marie : *Die Nationalökonomin.* (Die Frau, Berlin. Jg. 20, 1912-13. S. 270-276.)

HERKNER Heinr. : *Das Frauenstudium d. Nationalökonomie.* 1899. 55 S.

LEUBUSCHER Charlotte : *Die Nationalökonomin.* [Betr. : E. Suersen : Die Nationalökonomin]. In : Die Frau, Berlin, 1924-25. S. 219.

SUERSEN E. : *Die Nationalökonomin. Berufsmöglichkeiten und Aussichten.* In : Die Frau, Berlin, 1924-25. S. 167 ff.

WUNDERLICH Frieda : *Berufslage und Berufsaussichten der Nationalökonominen.* In : Die Hochschule. Jg. 5, 1921-22. S. 291-296.

Die Frau als Innenarchitektin. (Die Innendekoration. Bd. 35, 1924. S. 289.)

MÜLLER-FLENSBURG Jenny : *Die Akademikerin als Volksbibliothekarin.* (Die Frau, Januar 1928. S. 210 ff.)

Frauen als Universitätslehrer. In : Deutsche akademische Rundschau. Jg. 6, Sem. Folge 12. 1924-25. Nr. 1, S. 4. 5.

ADAM Marg. : *Weibl. Seelsorger.* In : Die Frau. Berlin, Jg. 1926-27. S. 726 ff.

BECKMANN Heinr. : *Die Frau im evangelischen Kirchenamt.* In : Die Frau. Berlin, Jg. 1926-27. S. 7 ff.

BEGEMANN Augusta : *Predigerin und Seelsorgerin am Frauengefängnis.* In : D. Studentin. Jg. 4, 1927-28. S. 35-37.

- GLAUE Helene : *Der Kirchendienst der Frau*. In : *Die Frau*. 1927. S. 15 ff.
- KREBS E. : *Priestertum der Frau*. In : *Hochland*. Jg. 19, S. 196-215.
- KUNERT Sophie : *Ueber das Gesetz zur Verwendung theolog. vorgebildeter Frauen in d. Hamburg. Landeskirche*. In : *Die Frau*. Berlin, Jg. 35, 1926-27. S. 163-166.
- PRIBILLA M. : *Frauenwuerde und Priestertum*. In : *Soziale Revue*. Jg. 19, 1922. S. 186.
- SCHUEMER Anne : *Die Vikarin*. In : *Die Frau*. Berlin, 1926-27. S. 609 ff.
- STRATMANN F. M. : *Akadem. Frauenstudium als pastorales Problem*. In : *Theol. prakt. Quartalsschrift* Jg. 72, 1920. S. 561-568.
- SPOERRI Gertrud : *Die Frau als Pfarrer*. In : *Die Frau*. Berlin, 1926-27. S. 401 ff.

AUTRICHE (1)

- Dreissig Jahre Frauenstudium in Oesterreich. 1897-1927.* — Wien 1927. In-8°, 85 p.
- Die Oesterreicherin*, zeitschrift für alle Interessen der Frau.

CHILI

- Actividades Femeninas en Chile.* — Santiago, I.a Ilustracion, 1927. In-4°, 457 p.

DANEMARK (2)

- Kvindelige Akademikere 1875-1925.* — Gyldendalske Boghandel, 1925.

ETATS-UNIS (3)

A Selected Bibliography Compiled by
Dr. Aurelia Henry Reinhardt

I. — Livres.

- ADAMS Elizabeth Kemper. — *Women professional workers, a*

(1) Bibliographie communiquée par l'Association autrichienne des femmes diplômées des Universités.

(2) Bibliographie communiquée par l'Association danoise des femmes diplômées des Universités.

(3) Bibliographie communiquée par l'Association américaine des femmes diplômées des Universités.

- study made for the women's educational and industrial union.* \$ 2.50, Macmillan, N. Y., 1921, 463 pp.
- BOUGHNER Genevieve Jackson. — *Women in journalism, — a guide to the opportunities and a manuel of the technique.* \$ 2.50, Appleton, N. Y., 1926, 347 pp.
- BENNETT Helen Christine. — *American women in civic life.* \$ 1.25, New York, Dodd, 1915, 277 pp.
- BENNETT Helen M. — *Women and work. The economic value of college training.* \$ 1.50, Appleton, N. Y., 1917, 286 pp.
- BERNAYS Edward L. Ed. — *An outline of careers. A practical guide to achievement by thirty-eight eminent Americans.* \$ 5.00, Doran Company, N. Y., 1927, 431 pp.
- Bureau of Vocational Information, New York City, publication of :*
1. Vocations for business and professional women. \$ 0.20, 1919, 16 pp.
 2. Statistical work. \$ 1.00, 1921, 151 pp.
 3. Women in the law. \$ 1.00, 1920, 136 pp.
 4. Women in chemistry. \$ 1.60, 1921, 272 pp.
 5. Positions of responsibility in department stores and other retail selling organizations. \$ 1.00, 1921, 125 pp.
 6. Hirth, Emma P., Director. *Training for the professions and allied occupations.* \$ 3.70, 1924, 741 pp.
 7. *Marriage and careers.* 1926, 121 pp.
- BRUCE H. A. — *Women in the making of America.* \$ 1.50, Boston, Little, 1912, 252 pp.
- CLARKE, Mrs. I. C. — *American women and the world war.* \$ 2.00, New York, Appleton, 1918, 544 pp.
- CLARKE Ida Clyde. — *Education. Women of 1923.* \$ 1.00, Women's News service, 1923, 224 pp.
- COOLIDGE. — *Why women are so.* \$ 1.50, Holt and Company, N. Y., 1912, 371 pp.
- DEVINE Edward T. — *The economic function of women* Teachers College Bulletin. \$ 0.10. New York, October 1910.
- ELSON Arthur. — *Woman's work in music. Being an account of her influence on the art; a summary of her musical composition; and an estimate of their rank in comparison with those of men.* \$ 1.50, L. C. Page and Company, Boston, 1904, 260 pp.
- FERRIS H. J. and MOORE V. — *Girls who did.* \$ 2.50, Dutton, 1927.

- FILENE Catherine. — *Careers for women*. \$ 4.00, Houghton Mifflin, 1920, 576 pp.
- FLEISCHMAN D. E. — *Outline of careers for women*. New York, Doubleday, Doran, 1928.
- GILMAN, Charlotte Perkins Stetson. — *Women and economics. A study of the economic relations between men and women as a factor in social evolution*. \$ 1.50, Small, Maynard and Company, Boston, 1910, 337 pp.
- GOODSELL Willysture. — *The education of women, its social background and its problems*. \$ 2.60, New York, Macmillan, 1923, 370 pp.
- HATCHER O. Latham. — *Occupations for women. A study made for the southern women's educational alliance*. \$ 3.50, 1927, 527 pp.
- HOAD Hortense. — *The profession of medicine*. Ann Arbor, Michigan, American Council of Education, 1928.
- KEY Ellen. — *The woman movement*. Trans. Mamah Banton Barthwick. \$ 1.50, G. P. Putman's Sons, N. Y., 1912, 224 pp. — Psychological effects on woman and society of « Woman Movement » this being defined as freedom for women spiritually and educationally and economically.
- LANGDON-DAVIES John. — *Short history of women*. \$ 3.00, Viking Press, 1927, 382 pp.
- LASELLE Mary A. and WILEY Katherine E. — *Vocations for girls*. \$ 0.85, Houghton Mifflin Company, Boston, 1913, 139 pp.
- LEAKE Albert H. — *The vocational education of girls and women*. \$ 1.60, Macmillan, N. Y., 1918, 430 pp.
- LEUCK Miriam Simons. — *Fields of work for women*. \$ 2.50, N. Y., Appleton, 1926, 349 pp.
- MARTIN Eleanor and
- POST Margaret A. — *Vocations for the trained woman. Agriculture, social service, secretarial service, business and real estate*. Prepared under direction of Susan M. Kingsbury. \$ 1.50, Langmans, Green and Company, N. Y., 1914, 175 pp.
- MARLEY Edith J. Ed. — *Women workers in seven professions. A survey of their economic conditions and prospects for the Fabian Women's Group*. \$ 2.00, Dutton, N. Y., 1914, 313 pp.
- MAXCEY M. E. — *Finding my place*. \$ 1.50, 1927, Abingdon Press.
- PARSONS Alice Beal. — *Women's dilemma*. \$ 2.50, Crowell, 1926, 284 pp.
- PERKINS Agnes F. Ed. — *Vocations for the trained woman*.

- Opportunities other than teaching.* Boston, Women's Educational and Industrial Union. \$ 1.20, 1910, 296 pp.
- PRUETTE Lorine. — *Women and leisure, a study of social waste.* \$ 3.00, N. Y., Dutton, 1924, 213 pp.
- SNEDDER David. — *Vocational education.* \$ 2.75, Macmillan, N. Y., 1920, 581 pp.
- TALBOT Marion. — *The education of women.* \$ 1.25, University of Chicago Press. 1910, 240 pp.
- TARBELL Ida M. — *The business of being a woman.* \$ 1.25, Macmillan, N. Y., 1912, 242 pp.
- TAYLOR James Monroe. — *Before Vassar opened. A contribution to the history of the higher education of women in America.* \$ 1.30, Houghton Mifflin, Boston, 1914, 287 pp.
- WEAVER E. W. — *Vocations for girls : Women in medicine.* A. S. Barnes Co., 1918.
- Woman's rights.* (The new Larned history for ready reference. V. 11, p. 9636-63.)

II. — Articles et brochures.

- ADAMS M. — *Ambulance rider.* Woman's J., 13 : 18-19, Ja '28.
- ANGELL Katharine S. — *Home and office.* Survey, 57 : 318-20. December 1, 1926.
- ARMSTRONG Anne W. — *Are business women getting a square deal?* Atlantic 140 : 28, July, 1927.
- BARNARD Eunice Fuller. — *Home — Job — or both? The Woman's problem.* Nation, 122 : 601-02, June 2, 1926.
- BENNETT Estelline. — *American Woman in politics.* Mrs. Medill Mc Cormick. Pictorial Rev., April 1928.
- *Lady from Illinois.* Pictorial Rev., April 1928.
- BLACK M. G. L. — *Business woman on companionate marriage.* Outlook 148 : 286-7 F 22 '28.
- BLAIR E. N. — *Are women really in politics?* Ind. 119 : 542-4 D 3 '27.
- *Mines in politics ; publicity value of matrimony.* Forum 78 : 580-5 O '27.
- *Professional point of view.* Ladies' Home Journal 44 : 27 Ag. '27.
- BOWKER R. R. — *Women as librarians.* Library J., 45 : 545-49, 587-92, 635-40. June 15 to August 1920.
- BROMLEY Dorothy Dunbar. — *Are women a success in business?* Harpers 156 : 299 Feb. 1928.
- BURDICK Anna L. — *The wage-earning girl and home economics.* J. of Home Economics, 11 : 327-36, Aug. 1919.

- Bur. of vocational information*. N. Y. Semi-monthly news bulletin.
- California League of women voters*. Bulletin of current issues.
- CANNON C. J. — *Our career-ing daughters*. *Woman's J.*, 13 : 13 F '28.
- CATT C. C. — *Woman suffrage only an episode in age-old movement*. *Cur. Hist.* 27 : 1-6, O '27.
- CLARKE Ida Clyde. — *A woman for the senate*. *Century Mag.*, 112 : 129-135, June 1927.
- CLARK L. V. — *Study of occupations, other than homemaking open to women trained in home economics*. '27. *Univ. of Calif.* 22 p.
- CLARK M. E. — *Woman in business is still at heart a woman*. *Canad. M.* 69 : 27-8 Jan '28.
- DORSEY Susan M. — *Position and responsibility of trained women in education*. *Amer. Assoc. Univ. Women J.*, 15 : 136-9, Oct. 1922.
- DUBUC F. F. — *Opportunities in the horticultural field for women*. *Sat. Eve. Post.* 200 : 63-4, O 29 '27.
- ELMER M. C. — *Study of women in clerical and secretarial work in Minneapolis*, 25 c, 1925. *Women's occupational bur.*, Minneapolis.
- ERSKINE Lillian. — *Women in productive industry*. *Annals of the Amer. Acad. of pol. and soc. science*, 91 : 93-97, September 1920.
- VILLARD Fanny Garrison. — *Nation*. 127 : 3289, July 18, 1928.
- Feminine touch*; editorial. *Ind.* 119 : 541 D 3 '27.
- GILMAN C. P. — *Woman's achievements since the franchise*. *Cur. Hist.* 27 : 7-14, O '27.
- GOODRICH Annie W. — *New horizon in professional training: nursing*. *Survey Graphic*, June 1, 1928.
- GRAY Greta. — *Vocational training for girls*. *J. of Home Econ.* 11 : 493-97, Nov. 1919.
- GREGG Mrs. Abel J. — *What women are thinking*. (The Y.W. C.A. talks it over) *Survey*, 57 : 300-03, D 1, 1926.
- HAINES S. D. — *Budget project in three state colleges for women*. *J. of Home Economics*, 14 : 125-28, March 1922.
- HARDING Ann. — *Are women making good in politics?* *Pict. Rev.* June 1928.
- HARDING T. Swann. — *On careers for women*. *Plain talk*. July 1928.
- HARPER Ida H. — *Susan B. Anthony : the woman and her work*. *N. Amer. Review* 182 : 604-16, April 1906.

- HENDRICKS Cecilia H. — *Can women stand the strain of political campaigns?* Scribners M., July 1928.
- HOUGHTON Harriet. — *Hare and the tortoise; in business the college women lags at the start, but wins the race.* Sunset, 49 : 42, Sept. 1922.
- HUGHES Agnes L. — *Interesting westeners* (Mrs. Francette Plummer Waring, referee of Juvenile Court in Seattle) Sunset, 43 :48, Sept. 1919.
- KEYES Frances Parkinson. — *Prominent in Washington political life.* Mrs. Emily Newell Blair. Delin. July 1928.
- KNAPP F. E. S. — *Woman politician and proud of it.* Ladies' Home J. 44 : 34, My '27.
- LEUBA James H. — *The weaker sex.* 137 :454, April 1926.
- Mc ILVAINE B. — *Where women vote, maps.* Woman City N.S. 11 : 20-1 Je '26.
- MANNING Helen Taft. — *Month's interesting event to women.* Mc Call's April 1928. Should women teachers marry?
- MANSFIELD Margery S. — *Why women fail in business.* No. Amer. Rev. 223 : 638-44, Dec.-Jan.-Feb. 1926-27.
- MARSHALL C. — *When Mrs. is Miss.* Woman's J. 13 :13 June 1928.
- Middle class women (questionnaire by Fannie Sax Long discussed).* Nation 127 : 3289. July 18, 1928.
- MOCHER A. M. — *Fitting girls and jobs.* Survey, 47 : 920-21, March 11, 1922.
- MOORE L. — *College women in business.* 75 c '27 Am. Management Assn.
- LOYER-WING Alice Curtise. — (State Industrial Inspector Mo.) *Men only* Scribners 80 : 292, Sept. 1926.
- MOYER-WING Alice Curtise. — *When a woman is the head.* Scribner's Mag. 81 : 589-94, June 1927.
- *Women voters of God's pastures.* Woman Cit n. s. 12 : 5-7 O '27.
- National Research Council*, pub. of Washington D. C.
- NIENBURG Bertha M. — *Women in the government service.* 1920, U. S. Dept. of Labor, 37 pp.
- Pan-Pacific Woman's Conference.* Pan-Pacific Union Bul. No. 98, March 1928.
- PERKINS Marion. — *Character sketch of woman flier and social worker.* Survey, July 1, 1928.
- PHILLIPS R. Le Clerc. — *The real rights of women.* Harpers, 153 : 609-14, O 1926.
- PLACE Estella M. — *Biog. sketch of woman judge.* Sunset, July 1928.

- Position of women in government service.* R. of R's 74 : 654-5, D '26.
- POWER R. L. — *Women in special libraries.* Library J. 45 : 691-95, Sept. 1, 1920.
- PRATT Ruth. — *Lady or the tiger.* Ladie's Home J., May 1928.
- Preparation for some of the less standardized occupations suitable for college women.* Pub. by Associate Alumnae of Vassar College, June 1924, 63 pp.
- PRINGLE G. — *Is a business career possible to a married woman?* Canad. M. 67 : 30, Mr. '27.
- ROBINSON Grace. — *Rocky road to secretarial success.* Liberty, Apr. '21.
- ROSS Nellie Taylor. — *Mine own people.* Good Housekeeping, July 1928.
- SCHOONMAKER N. M. — *Where does she stand; woman's progress and position in politics.* Cent 113 : 354-60, Ja. '27.
- SCOTT Nancy E. — *Effects of the higher educ. of woman upon the home.* Amer. J. of Sociology, 32 : 257-63, Sept. 1926.
- SHULER Marjorie. — *Teaching women politics.* Amer. Rev. of Rev's. 64 : 274-77, Sept. 1921.
- SLEMAN Emily F. — *A progressive step in the higher education of women.* School and society, 4 : 772-75, Nov. 18, 1916.
- STAPLES Lawrence Carlton. — *Training for citizenship... Suggestions for women interested in promoting a more intelligent citizenship.* N.Y. The Woman's press, 1920, 16 pp.
- Suffragist fight over industrial equality.* Lit. Dig. 89 : 10-11, June 12, '26.
- Symposium on the new woman.* Cur. Hist. 27 : 1-48, O 1927.
- TARBELL Ida M. — *The American woman — her first declaration of independence.* Amer. Mag. 69 : 468-81, Feb. 1910; 69 : 363-377, Jan. 1910.
- TAYLOR Florence. — *Opportunities for trained women as employment, labor, and industrial relations managers.* Chicago Collegiate Bur. of Occupations, 14 pp.
- The independent woman.* Official organ of the business and professional women. — current issues.
- The Woman's Journal.* Official organ of National League of Women Voters, N.Y.C.
- TRENT F. R. — *Women's faults in politics.* Woman Cit n. s. 11 : 23, Mr '27.
- VILLARD Fanny Garrison. — *Susan B. Anthony.* Nation 110 : 196-8, Feb. 14, 1920.
- WELCH, W. H. — *Contribution of Bryn Mawr College to the*

- higher education of women.* Science, n. s. 56 : 1-8, July 7, 1922.
- What about the children? The question of mothers and careers.* E. B. House Harpers, 154 : 220-7, Ja. '27.
- WHEELER Ruth. — *Home economics in the woman's college.* J. of Home Econ., 11 : 375-80, Sept. 1919.
- WITHERSPOON Fannie M. and Crocker, Anna Martin. — *Opportunities for women in the municipal civil service of the city of New York.* Intercollegiate Bur. of occupations. 1918, 82 pp.
- Women in medicine.* Sat. Eve. Post 200 : 22, Jan. 21, '28.
- Women's Bureau.* U. S. Bureau of Labor. Statistics, publications of
- WOOLMAN Mary Schenck. — *Choosing a life work.* J. of Home Econ., 14 : 432-35, Sept. 1922.
- World news about women. Women candidates for political office.* Woman's J. Organ of National League of Women Voters. April 1928.

III. — Biographies.

(Par ordre alphabétique des sujets)

- PARKMAN M. R. — *The heart of Hull House; Jane Addams.*
- STANTON Mrs. — *E. Susan B. Anthony.*
- OVERTON G. M. — *Gertrude Atherton.*
- OVERTON G. — *Mary Austin.*
- MOSES M. J. — *Ethel Barrymore.*
- EPLER P. H. — *Life of Clara Barton.*
- OVERTON G. M. — *Willa Silbert Cather.*
- OVERTON G. — *Margaret Wade DeLand.*
- BRADFORD G. — *Emily Dickinson.*
- VAN VECHTEN C. — *Geraldine Farrar.*
- OVERTON G. — *Dorothy Canfield Fisher.*
- GRIFFITH F. C. — *Mrs. Minnie Maddern Fiske.*
- HUNEKER J. G. — *Mary Garden.*
- COOPER F. T. — *Ellen Glasgow.*
- HARRIS F. — *Emma Goldman; the famous anarchist (In Contemporary portraits).*
- CLERKE A. M. — *Caroline Herschel (In The Herschels and modern astronomy).*
- BOLTON Mrs. — *S. Julia Ward Howe.*
- NYSTROEM-HAMILTON L. — *Ellen Key : her life and her work.*

- BRADFORD G. — *Mary Lyon*.
 WINTER W. — *Julia Marlowe*.
 HALLOWELL MRS. — *A. D. James and Lucretia Mott; life and letters*.
 PALMER G. H. — *Life of Alice Freeman Palmer*.
 GARLAND M. J. — *Elizabeth Palmer Peabody*.
 LAHEE H. C. — *Maud Powell*.
 KOBBE G. — *Mme. Schumann-Heink*.
 SHAW A. H. and JORDAN E. — *The story of a pioneer (Anna Howard Shaw)*.
 ADAMS E. C. and FOSTER W. F. — *Harriet Elisabeth Beecher Stowe*.
 BOYNTON P. H. — *Edith Newbold Wharton*.
 LORD J. — *The life of Emma Willard*.
 STRACHEY R. — *Frances Willard*.

IV. — Bibliographies.

- ADAMS E. K. — *Selected and annotated reading list (In Women professional workers. Macmillan, N.Y. 1921)*.
 ALLEN F. J. — *A guide to the study of occupations; a selected critical bibliography of the common occupations, Harvard University, 1921*.
 DEALEY Hermione L. — *Bibliography (In Comparative study of the curricula of Wellesley, Smith, and Vassar colleges). Institute of Women's professional relations. Occupations for College Women. A. Bibliography. Published by the North Carolina College for Women. Bull. No. 1, 1929*.
 NIMS Marion R. — *Women in the war, a bibliography. Gov. Print. Office, 1923*.
 St. Louis Public Library *Monthly Bulletin. Some representative women of modern times: 1925*.
 U. S. Bureau of Education. *List of references on education of women in the United States. Gov. Print. Office, 1923*.
 U. S. Federal Board for Vocational Education. *Bibliography on vocational guidance; a selected list of vocational references for teachers. Bul. 66. Gov. Print. Office, 1921*.
Vocations for College Women. A reading list. Bur. of Vocational Information, 1925.

GRANDE-BRETAGNE (1).

Divers.

- BRITTAİN Vera. — *Women's work in modern England (Noel Douglas), 1928*.

(1) Bibliographie communiquée par la Fédération britannique des femmes diplômées des Universités.

CROFTS Maud I. — *Women under english law*, 2nd ed. (Butterworth), 1928. Chap. IV. Women as Workers, gives a short account of the entry of women into the professions.

STRACHEY Ray. — *The cause* (Bell), 1928. Contains chapters dealing with women doctors and the opening of Universities to women.

a) Juristes (1).

b) Médecins.

BLACKWELL Dr. Elizabeth. — *Pioneer work in opening the medical profession to women* (Everyman Ed., Dent).

BENNETT A. M. — *English medical women* (Pitman), 1915.

MARTINDALE Louisa. — *The woman doctor and her future* (Mills and Boon), 1922.

c) Ingénieurs.

SHARP Evelyn. — *Hertha Ayrton a memoir* (Arnold), 1926. (Life of first woman member of Institution of Electrical Engineers).

The Woman Engineer. The Organ of the Woman's Engineering Society. Vols. 1 and 2, 1919-1929 (gives names of first women elected to various Engineering Societies).

DRAKE Barbara. — *Women in the Engineering trades* (Allen and Unwin), 1917.

Report of war Cabinet committee on women in Industry (H. M. Stationery Office), 1919. Chap. 3. Employment of Women during the War.

d) Professeurs d'Université,

MORLEY Edith J. — *Women workers in seven professions* (Routledge), 1914. pp. 15-19. Gives names of first two women appointed to Professorship in University of London, and some account of the position of women as regards University appointments in 1914.

Note. — The events leading to the appointment of the first women as professors include, of course, the whole history of the struggle for entry into the Universities. An account of this will be found in Lady Stephen's *Emily Davies and Girton College* (Constable) 1927, and in the individual Histories of the various Women's Colleges.

(1) Il n'y a pas encore d'ouvrages traitant particulièrement de cette question.

ITALIE (1)

Manuel de bibliographie biographique et d'iconographie des femmes célèbres par un Vieux Bibliophile (Aglauro Unghe-rini). Torino, Roux, 1892. Supplément, 1900.

GROSSON-BARONCHELLI PAOLA. — *La donna nella nuova Italia*. Milano, Quintieri, 1907, 334 p.

CALENDA DE 'JAVANI VINCENZO. — *Le donne avvocate*. Torino, 1885 (opuscule).

SCALZI FRANCESCO. — *Le donne mediche*. Roma Tip. romana, 1877 (opuscule).

DE RENZI SALVATORE. — *Storia documentata della scuola medica di Salerno*. Napoli, 1853-59.

BERTANI AGOSTINI. — *Scritti e discorsi*. Firenze, Barbera, 1890.

SUÈDE (2)

Dans la grande encyclopédie *Nordisk Familjebok*, article de D^r Lydia Wahlström, *Kvinnorörelsen* (le mouvement des femmes).

GEORG STJERNSTEDT. — *Den svenska Kvinnans rättsliga ställning* (position légale de la femme suédoise), 1904.

LYDIA WAHLSTRÖM. — *Den svenska Kvinnorörelsen* (mouvement des femmes suédoises), 1904.

MATILDA STAEL VON HOLSTEIN. — *Kvinnans rättsliga ställning i Sverige* (position légale de la femme en Suède), 1914.

— *Likställighet inför lagen* (égalité devant la loi), 1923.

SUISSE (3)

Das Frauenstudium an den Schweizer Hochschulen. Zürich, Rascher et Cie. A. G. Verlag, 1928. In-8°, v-316 p.

(1) Bibliographie communiquée par la *Fédération italienne des femmes diplômées des Universités*.

(2) Bibliographie communiquée par l'*Association suédoise des femmes diplômées des Universités*.

(3) Bibliographie communiquée par l'*Association suisse des femmes universitaires*.

Nomenclature des Tableaux et Graphiques

	Pages
TABLEAU I. — Nombre des candidates reçues aux concours de l'Ecole normale supérieure de Fontenay-aux-Roses	106
TABLEAU II. — Nombre des candidates reçues aux concours de l'Ecole normale supérieure de Sèvres...	112
TABLEAU III. — Nombre des candidates reçues aux agrégations féminines et masculines.....	113
TABLEAU IV. — Nombre d'élèves dans les établissements d'enseignement secondaire public en France depuis 1881.....	139
TABLEAU V. — Nombre de jeunes filles dans les établissements d'enseignement secondaire public en France et dans quelques pays étrangers.....	140
TABLEAU VI. — Statistique des étudiants et des étudiantes à l'Université de Paris (hors texte).....	154
TABLEAU VII. — Progression du nombre des étudiantes dans les Facultés de Droit.....	162
TABLEAU VIII. — Progression du nombre des étudiantes dans les Facultés de Médecine.....	164
TABLEAU IX. — Progression du nombre des étudiantes dans les Facultés des Sciences.....	166
TABLEAU X. — Progression du nombre des étudiantes dans les Facultés des Lettres.....	168
TABLEAU XI. — Progression du nombre des étudiantes dans les Facultés de Pharmacie.....	170
TABLEAU XII. — Progression du nombre des étudiantes dans les Ecoles de plein exercice et les Ecoles préparatoires de Médecine et de Pharmacie.....	172
TABLEAU XIII. — Nombre des étudiantes dans les Facultés de Droit.....	174

	Pages
TABLEAU XIV. — Nombre des étudiantes dans les Facultés de Médecine.....	176
TABLEAU XV. — Nombre des étudiantes dans les Ecoles de plein exercice et dans les Ecoles préparatoires de Médecine et de Pharmacie (Médecine)	178
TABLEAU XVI. — Nombre des étudiantes dans les Facultés des Sciences.....	180
TABLEAU XVII. — Nombre des étudiantes dans les Facultés des Lettres.....	182
TABLEAU XVIII. — Nombre des étudiantes dans les Facultés de Pharmacie.....	184
TABLEAU XIX. — Nombre des étudiantes dans les Ecoles de plein exercice et dans les Ecoles préparatoires de Médecine et de Pharmacie (Pharmacie).....	186
TABLEAU XX. — Nombre des étudiants (hommes et femmes) répartis par Facultés (Droit, Médecine, Sciences, Lettres, Pharmacie, Théologie) et par Ecoles (Ecoles de plein exercice et Ecoles préparatoires de Médecine et de Pharmacie) (hors texte)	188
TABLEAU XXI. — Représentation graphique du nombre des étudiantes (Françaises et étrangères) dans les diverses Facultés et Ecoles (hors texte).....	188
TABLEAU XXII. — Représentation graphique du nombre des étudiants (hommes, femmes), dans les diverses Facultés et Ecoles (hors texte).....	188
TABLEAU XXIII. — Représentation graphique du nombre des étudiants (hommes, femmes) dans l'ensemble des Facultés et Ecoles (hors texte).....	188
TABLEAU XXIV. — Nombre des étudiantes en France et dans quelques pays étrangers.....	189
TABLEAU XXV. — Baccalauréats obtenus par les femmes dans les Universités françaises de 1905 à 1926 inclusivement.....	196
TABLEAU XXVI. — Licences obtenues par les femmes à l'Université de Paris.....	203
TABLEAU XXVII. — Doctorats obtenus par les femmes à l'Université de Paris.....	216
TABLEAU XXVIII. — Diplômes de pharmacien obtenus par les femmes à la Faculté de Pharmacie de	

Paris	218
TABLEAU XXIX. — Diplômes de chirurgien-dentiste obtenus par les femmes à la Faculté de Médecine de Paris.....	220
TABLEAU XXX. — Statistique des élèves femmes à l'Ecole des Chartes.....	227
TABLEAU XXXI. — Statistique des femmes diplômées à l'Ecole nationale des Langues orientales vivantes.	230
TABLEAU XXXII. — Nombre des candidates reçues aux concours de l'Ecole normale d'enseignement tech- nique	247
TABLEAU XXXIII. — Nombre des femmes reçues à l'internat des hôpitaux de Paris.....	299
TABLEAU XXXIV. — Répartition géographique des femmes qui exercent la médecine : France.....	302
TABLEAU XXXV. — Répartition géographique des fem- mes qui exercent la médecine : Département de la Seine	303
TABLEAU XXXVI. — Répartition géographique des femmes qui exercent la médecine : Colonies et pays de protectorat.....	304
TABLEAU XXXVII. — Nombre des avocates inscrites au Tableau et au stage depuis la loi du 1 ^{er} décem- bre 1900 (hors texte)	346
TABLEAU XXXVIII. — Représentation graphique du nombre des femmes avocats (hors texte).....	346
TABLEAU XXXIX. — Répartition géographique des femmes qui exercent la profession d'avocat : France	353
TABLEAU XL. — Répartition géographique des femmes qui exercent la profession d'avocat : Colonies et pays de protectorat.....	354
TABLEAU XLI. — Statistique des élèves femmes à l'Ecole Centrale.....	380
TABLEAU XLII. — Statistique des élèves femmes à l'Institut polytechnique de Grenoble.....	384
TABLEAU XLIII. — Statistique des élèves femmes à l'Institut de Chimie appliquée de Lille.....	385
TABLEAU XLIV. — Statistique des élèves femmes à l'Institut chimique de Nancy.....	387

	Pages
TABEAU XLV. — Statistique des élèves femmes à l'Ecole de Physique et de Chimie industrielles...	390
TABEAU XLVI. — Statistique des élèves femmes à l'Ecole spéciale des Travaux publics.....	394
TABEAU XLVII. — Statistique des élèves femmes à l'Ecole supérieure d'Electricité.....	396
TABEAU XLVIII. — Statistique des élèves femmes à l'Institut national agronomique.....	400
TABEAU XLIX. — Statistique du personnel enseignant féminin dans les Facultés.....	425

TABLE DES MATIÈRES

L'ÉVOLUTION INTELLECTUELLE FÉMININE

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIERE PARTIE

DU DÉVELOPPEMENT INTELLECTUEL DE LA FEMME	9
--	---

CHAPITRE PREMIER

DE L'ANTIQUITÉ A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

I. <i>L'Antiquité.</i> — L'Egypte — L'Orient — La Grèce — Rome — Le Christianisme.....	13
II. <i>Le Moyen Age.</i> — L'éducation féminine. 1° Education monas- tique — 2° Education mondaine — 3° Education populaire — Les adversaires et les partisans de l'éducation féminine au moyen âge — Professions intellectuelles exercées par les femmes à cette époque	24
III. <i>La Renaissance.</i> — La Renaissance latine et grecque — L'éducation de la jeune fille du peuple et de celle des classes supé- rieures — L'instruction féminine jugée par les esprits lettrés de cette époque — Professions intellectuelles exercées par les femmes pendant la Renaissance.....	34

IV. <i>Le XVII^e siècle.</i> — Les femmes à la Cour et dans les salons — L'instruction de la jeune fille de haut rang et de celle du peuple — La question de l'éducation intellectuelle féminine au xvii ^e siècle — Professions intellectuelles exercées par les femmes à cette époque	40
V. <i>Le XVIII^e siècle.</i> — Le développement de l'instruction populaire. Petites écoles et congrégations enseignantes. L'éducation des femmes cultivées de ce temps — Les partisans et les adversaires de l'égalité d'instruction de l'homme et de la femme — Les revendications des femmes au xviii ^e siècle — Professions intellectuelles exercées par les femmes à cette époque.....	49

CHAPITRE II

DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE A LA RÉPUBLIQUE DE 1848

I. <i>Sous la Révolution (1789-1795).</i> — Les revendications concernant l'instruction populaire dans les cahiers des trois ordres — Les revendications des femmes relatives à une meilleure éducation et à leur admission aux fonctions sociales — L'opinion des philosophes et des hommes d'Etat au sujet du rôle de la femme dans la société et de son droit à l'instruction — L'instruction féminine à l'époque révolutionnaire — Enseignement primaire, secondaire, supérieur et professionnel.....	59
II. <i>Sous le Consulat et l'Empire (1795-1815).</i> — Napoléon et l'instruction des femmes — L'instruction féminine sous le Consulat et l'Empire. Enseignement primaire, secondaire, supérieur et professionnel	68
III. <i>Sous la Restauration et le règne de Louis-Philippe (1815-1848).</i> — Les systèmes socialistes et leur conception au sujet du rôle de la femme dans la société. Les réclamations qui y sont formulées concernant le développement intellectuel de la femme — Les revendications féminines dans l'ordre intellectuel — L'instruction féminine sous la Restauration. Enseignement primaire, secondaire, supérieur et professionnel.....	71

CHAPITRE III

LA FRANCE CONTEMPORAINE (de 1848 à nos jours)

I. <i>Le mouvement féministe de 1848 à nos jours.</i> — L'opinion des littérateurs et des sociologues relative à l'émancipation intellectuelle féminine — Les revendications féministes sous la

République de 1848 au sujet de l'instruction des femmes et de leur accession aux carrières libérales — Le féminisme, réprimé par le coup d'Etat de décembre, reprend sa campagne de propagande à la fin du Second Empire. Ses principales manifestations — Ses conquêtes et ses succès en ce qui concerne l'évolution intellectuelle de la femme.....	81
---	----

II. <i>L'instruction féminine depuis 1848</i> . I. Enseignement primaire. — II. Enseignement secondaire. — III. Enseignement supérieur. — IV. Enseignement technique.....	99
---	----

I. — ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

I. <i>Historique (1848-1875)</i>	100
II. <i>L'enseignement primaire sous la Troisième République</i> . Etablissements dans lesquels il est donné aux jeunes filles.....	101

II. — ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

I. <i>Historique (1848-1880)</i>	107
II. <i>Enseignement secondaire public</i> . Loi de 1880. Lycées et Collèges. Personnel : Ecole de Sèvres, grades secondaires féminins. Elèves : études et grades féminins.....	110
III. <i>Les réformes</i> — 1° Réformes concernant les élèves. Identification des programmes et « coinstruction » — 2° Réformes concernant les professeurs. Identification des examens et concours.....	115
IV. <i>La participation des femmes aux concours masculins</i>	132
V. <i>Effectif des élèves dans les établissements d'enseignement secondaire public depuis 1881 (France, étranger)</i>	138
VI. <i>Enseignement secondaire privé</i>	138

III. — ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

I. <i>Historique</i>	141
II. <i>L'admission des femmes dans les établissements d'enseignement supérieur</i> . — I. L'admission des femmes dans les Facultés. 1° Inscriptions et immatriculations. 2° Grades. — II. L'admission des femmes dans les établissements d'enseignement supérieur autres que les Facultés. — Appendice. L'Ecole de Rome et l'Ecole d'Athènes.....	146

IV. — ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

I. <i>Historique</i>	242
----------------------------	-----

II. <i>Etablissements d'enseignement technique industriel et commercial ouverts aux femmes en 1930.</i> — I. Etablissements destinés à la formation des cadres supérieurs et du personnel dirigeant féminin. — II. Etablissements destinés à la formation des cadres moyens et des employées. — Appendice. L'enseignement agricole et l'enseignement maritime.....	248
--	-----

DEUXIEME PARTIE

LA FEMME DANS LES PROFESSIONS INTELLECTUELLES

263

CHAPITRE PREMIER

DES PROFESSIONS INTELLECTUELLES EXERCÉES PAR LES FRANÇAISES

I. <i>Qu'entend-on par profession intellectuelle</i>	264
II. <i>Des professions intellectuelles exercées par les Françaises au XX^e siècle.</i> — <i>Énumération</i>	267

CHAPITRE II

DE QUELQUES PROFESSIONS EXERCÉES PAR LES FEMMES EN FRANCE

I. — LA FEMME MÉDECIN

I. <i>Historique.</i> — Mme Brès, première Française docteur en médecine — Conquêtes féminines dans l'ordre médical — Appendice. Les femmes médecins pendant la guerre.....	277
II. <i>La femme médecin dans l'exercice de sa profession.</i>	
1 ^o La femme médecin ayant une clientèle.	
2 ^o La femme médecin fonctionnaire.	
3 ^o La femme médecin collaborant aux œuvres sociales.....	308
Appendice. La femme médecin aux colonies.....	320

TABLE DES MATIÈRES

571

II. — LA FEMME AVOCAT

I. <i>Historique</i> — Mlle J. Chauvin et l'arrêt de la Cour de Paris du 30 novembre 1897.....	323
II. <i>La loi du 1^{er} décembre 1900</i> — Etude de la loi — Son application	338
III. <i>La femme avocat dans l'exercice de sa profession</i>	363

III. — LA FEMME INGÉNIEUR

I. <i>Historique</i>	371
II. <i>Les femmes ingénieurs du commencement du xx^e siècle.</i> — Les femmes ingénieurs constructeurs ou exploitants. Les femmes ingénieurs d'industrie ou de manufacture. — II. Les femmes ingénieurs agronomes. Les femmes ingénieurs agricoles.....	376

IV. — LA FEMME PROFESSEUR D'UNIVERSITÉ

I. <i>Historique</i>	406
II. <i>Les femmes professeurs d'Université.</i> — Mme Curie. — Mme Ramart-Lucas. — Mlle Villard. — Mlle Bianquis. — Mlle Condat. — Mme Béquignon-Lagarde.....	407

CHAPITRE III

VUE D'ENSEMBLE SUR CES QUATRE PROFESSIONS A L'ÉTRANGER

I. <i>Europe.</i> — Allemagne* — Autriche* — Belgique* — Bulgarie* — Danemark* — Espagne* — Esthonie* — Finlande* — Grande-Bretagne* — Grèce — Hollande* — Hongrie* — Irlande* — Islande* — Italie* — Lettonie* — Lithuanie* — Norvège* — Pologne* — Portugal* — Roumanie* — U.R.S.S. — Suède* — Suisse* — Tchécoslovaquie* — Turquie d'Europe — Yougoslavie*	426
II. <i>Afrique.</i> — Afrique du Sud* — Egypte.....	491
III. <i>Amérique.</i> — Amérique du Nord (Canada*, Etats-Unis*, Mexique*) — Amérique Centrale — Amérique du Sud.....	492
IV. — <i>Asie.</i> — Chine — Inde* — Japon — Syrie — Turquie d'Asie	501
V. <i>Océanie.</i> — Australie* — Nouvelle-Zélande* — Iles de la Sonde — Iles Sandwich.....	506

CONCLUSION

Répercussion au point de vue social de l'exercice d'une profession intellectuelle par la femme.....	510
---	-----

BIBLIOGRAPHIE

I. — Bibliographie française.....	533
II. — Bibliographie étrangère.....	548
NOMENCLATURE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	563
TABLE DES MATIÈRES.....	567

